

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE

T. 100.5



MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

DIRECTION DU TRAVAIL -- (3^e BUREAU)

BULLETIN

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE

TRENTE-ET-UNIÈME ANNÉE

1923



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCCXXIII

ABRÉVIATIONS.

<i>Art.</i>	Article.
<i>Bibl.</i>	Bibliographie.
<i>C.</i>	Circulaire.
<i>Cass. cr.</i>	Cour de cassation, Chambre criminelle
<i>Cass. civ.</i>	Cour de cassation, Chambre civile.
<i>Cass. ch. des requ.</i>	Cour de cassation, Chambre des requêtes.
<i>D.</i>	Décret.
<i>C. d'État.</i>	Décision du Conseil d'État.
<i>Cour d'app.</i>	Cour d'appel.
<i>C^{te} des A. et M.</i>	Comité consultatif des arts et manufactures.
<i>Hyg. et séc.</i>	Hygiène et sécurité.
<i>L.</i>	Loi.
<i>L. min.</i>	Lettre ministérielle.
<i>Rep. hebd.</i>	Repos hebdomadaire.
<i>S. pol.</i>	Tribunal de simple police.
<i>Trib. civ.</i>	Tribunal civil.
<i>Trib. corr.</i>	Tribunal correctionnel
<i>V.</i>	Voir.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE ⁽¹⁾

DES MATIÈRES CONTENUES

DANS LA TRENTE-ET-UNIÈME ANNÉE (1923).

ABATTOIRS.

Pages.

A

Abattoirs (Emploi des enfants dans les).

Il n'y a pas lieu d'interdire aux enfants de 14 à 17 ans, en vertu des dispositions du décret du 27 mars 1914 (art. 15), les travaux que l'on effectue, dans les abattoirs, sur les animaux morts. (C. du 16 avril 1923).....

71

Accidents du travail.

Loi du 20 juillet 1923 prorogeant le délai de publication des décrets prévus par la loi du 15 décembre 1922, qui a étendu aux exploitations agricoles la législation sur les accidents de travail.....

4

Loi du 2 août 1923 étendant le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maison, domestiques, concierges et serviteurs à gages.....

5

Décret du 29 juillet 1923 relatif à l'application de l'article 5, paragraphes 1^{er} et 6, et de l'article 12, paragraphe 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1922, étendant aux exploi-

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Pages.

tations agricoles la législation sur les accidents du travail..... 35

Instructions relatives à l'application de certaines dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Rédaction des déclarations d'accident. — Nature de la blessure). [C. du 17 janvier 1923]..... 62

Un chef d'entreprise est tenu par les dispositions de la loi du 9 avril 1898 d'assurer la sécurité de ses ouvriers non seulement pendant le travail mais encore pendant les parcours qu'ils effectuent sur ses chantiers pour se rendre au travail ou pour le quitter. (Cass. Ch. Req. 10 janvier 1922)..... 127

Agasse-Lafont. — V. *Celluloïd. — Peintres.*

Agriculture. — V. *Accidents du travail.*

Alcoolisme. — V. *Tempérance (Progrès de la).*

Allocations familiales.

Loi du 19 décembre 1922 tendant à imposer aux soumissionnaires des marchés de travaux publics passés au nom de l'État, des départe-

(1) Ont été analysées dans cette table toutes les instructions contenues dans les circulaires et lettres ministérielles, ainsi que les interprétations des textes législatifs et réglementaires qui ont été données par les tribunaux.

ments et des communes, l'obligation de servir des allocations familiales à leur personnel..... 1

1^{er} décret du 13 juillet 1923 modifiant le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État en ce qui concerne les allocations familiales..... 23

2^e décret du 13 juillet 1923 modifiant le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements, en ce qui concerne les allocations familiales..... 24

3^e décret du 13 juillet 1923 modifiant le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance en ce qui concerne les allocations familiales..... 26

Circulaire du 4 septembre 1923 relative à l'application de la loi du 19 décembre 1922 et des décrets du 13 juillet 1923. (Allocations familiales dans les marchés de travaux publics)..... 84

Loi du 19 décembre 1922 et décrets du 13 juillet 1923. — *Champ d'application.* — Les nouveaux décrets, conformément à la restriction formulée par la loi du 19 décembre 1922, ne s'appliquent pas à tous les marchés, mais seulement aux marchés de travaux publics. En aucun cas, ils ne doivent s'appliquer aux marchés de fournitures. (C. du 4 septembre 1924)..... 85

En principe, les marchés de fournitures se distinguent des marchés de travaux publics en ce qu'ils ont pour objet des prestations mobilières et non, comme les marchés de travaux publics, des travaux à exécuter sur le domaine public immobilier de l'État, des départements, des communes. (*Ibid.*).... 85

Constitution des commissions régionales et locales d'agrément. — Elles devront comprendre des représentants de toutes les administra-

tions de l'État susceptibles de passer des marchés de travaux publics; y seront appelés en outre des représentants des administrations départementales et municipales qui auraient déjà décidé d'appliquer ou qui seraient disposées à appliquer les décrets du 13 juillet 1923. Les établissements publics et les administrations de chemins de fer qui sont appelés à faire exécuter, dans le département, des travaux publics importants pourront également participer aux travaux de la commission. Il serait utile que l'Inspection du travail y fût représentée à raison de la documentation qu'elle est en mesure de fournir. Les commissions seront présidées par le Préfet ou son délégué. (*Ibid.*)..... 87

En principe il ne doit y avoir qu'une commission par département. Au cas où le Préfet estimerait qu'il devrait en être institué plusieurs, il lui appartiendrait de saisir à ce sujet le Ministre du Travail de propositions dûment motivées. (*Ibid.*)..... 88

Le nombre et l'importance des entreprises de bâtiment et de travaux publics ne permettront pas toujours d'exiger que la caisse de compensation soit spéciale à ces entreprises ou constituée pour elles dans son sein une section spéciale, ni qu'elle groupe un minimum de dix entreprises du bâtiment occupant un personnel total de 2,000 ouvriers et employés. Dans le cas où la commission estimerait qu'il y a lieu d'admettre à l'agrément les caisses interprofessionnelles sans section spéciale aux bâtiments et aux travaux publics, c'est à l'ensemble des affiliés à la caisse, appartenant ou non à ces industries, que devraient s'appliquer les minima fixés sous le n° 3, minima au-dessous desquels il ne paraît guère possible de descendre. (*Ibid.*)..... 88 et 89

Rôle et fonctionnement des Commissions d'agrément. — On doit fixer des taux minima distincts pour 1, 2, 3, 4, etc. enfants à la charge de l'ouvrier ou de l'employé. (*Ibid.*) 89

Les allocations devant être proportionnelles au nombre de journées de travail exécutées au cours du mois par l'ouvrier ou employé les caisses dont les règlements prévoient que l'ouvrier ou employé n'a droit aux allocations que s'il a travaillé pendant tout le mois au service d'une entreprise affiliée à la caisse devront, pour être agréés, modifier, ou prendre l'engagement de modifier à très bref délai leurs règlements sur ce point. (*Ibid.*).....

Pages.

Lorsque plusieurs taux sont en usage, la commission devra se référer aux taux dont bénéficient la grande majorité de travailleurs. Les Préfets pourront faire appel pour cette enquête au concours des inspecteurs du travail. (*Ibid.*).....

89

Si ces taux étaient dérisoires et adoptés par exemple uniquement en vue de donner une satisfaction apparente à la loi, la commission ne devrait pas en tenir compte. Elle devrait alors procéder comme dans le cas où il n'existe pas de taux d'une application générale et se référer aux taux généralement pratiqués, soit pour la même profession dans des régions voisines placées dans des conditions économiques à peu près équivalentes, soit dans la même région pour des professions se rapprochant le plus de celle du bâtiment et des travaux publics. (*Ibid.*).....

90

Pour qu'une allocation familiale constitue une rémunération, il suffit qu'elle ait été stipulée dans le contrat de travail ou promise dans un règlement d'atelier, puisque l'ouvrier a été mis à même de peser les avantages qu'il pourrait en retirer comme contre-partie de son travail. (Cass. civ. 2 mai 1923).....

90

138

V. *Délégues-mineurs.*

Alsace et Lorraine

Décret du 25 février 1922 rattachant l'administration des mines dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, respectivement au Ministère des Tra-

vaux publics et au Ministère du Travail.....

Pages.

7

V. *Délégues aux conditions du travail. — Délégues-mineurs.*

Arrêtés.

Arrêté du 20 janvier 1923. — V. *Délégues aux conditions du travail.*

Arrêté du 3 mars 1923. — V. *Inspection du travail.*

Arrêté du 16 juillet 1923. — V. *Mines (Inspection du travail dans les),*

Arrêté du 29 décembre 1923. — V. *Inspection du travail.*

Asphyxiés.

Traitement des asphyxiés; respiration artificielle et inhalations d'oxygène, par René Legendre, directeur du Laboratoire de physiologie comparée à l'école des Hautes Études, et Maurice Nicloux, professeur de chimie biologique à la Faculté de médecine de Strasbourg. (*Bibl.*).....

312

Assistance. — V. *Convention franco-polonaise.*

Assurances (Entreprises d').

Décret du 27 juillet 1923 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises d'assurances de toute nature.....

32

C. du 10 août 1925 relative à l'application de la loi de huit heures dans les entreprises d'assurances. (Décret du 27 juillet 1923).....

81

Aupetit. — V. *Fûts (Manutention mécanique des). — Verreries,*

B

Banques.

Décret du 27 juillet 1923 portant règlement d'administration publique

pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les Banques et tous établissements de finance, de crédit et de change 28

La disposition par laquelle la prolongation de la durée du travail ne peut avoir pour effet de réduire, au-dessous de douze heures, la durée ininterrompue entre deux journées de travail ne peut s'appliquer dans les Banques, car il est indispensable que les employés assurent l'exécution des travaux normaux de la séance suivante de la Bourse. (C. du 10 août 1923)... 81

Baret J. — V. *Buées (Suppression des)*. — *Ciment Portland artificiel (fabrication mécanique du)*.

Bargerion. — V. *Éclairage (Conditions d')*.

Bellon. — V. *Graisses (Extraction des)*.

Benzène (Dérivés du).

Note sur les intoxications par les dérivés du benzène par M. Frois, inspecteur du travail, chargé du contrôle de la 1^{re} circonscription.. 236

Benzol.

Intoxication benzotique professionnelle, anémie grave avec purpura hémorragique. Syndrome médullaire fruste, par MM. Faure-Beaulieu et Lévy-Bruhl. — Société médicale des Hôpitaux, séance du 10 novembre 1922. (Anal. Bulletin médical du 15 novembre 1922. (Bibl.)..... 316

Bernard. — V. *Cubilot (Explosion de)*.

Bobinage. — V. *Tissage et bobinage*,

Bobineurs (Ouvriers). — V. *Métallurgie*.

Boulangeries.

Les prescriptions de la loi du 28 mars 1919 portant l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries

sont applicables à des ouvriers propriétaires d'actions de commandite lorsque les ouvriers sont liés par un contrat de travail à la Société et que leur qualité de commanditaire ne fait pas disparaître le lien de subordination qui les unit à cette Société. (Cass. crim. 3 novembre 1922)... 128

Buées (Suppression des).

Note sur la suppression des buées dans une teinturerie en pièces par M. J. Baret, inspecteur départemental du travail à Castres..... 188
V. *Hygiène*.

C

Caleurs (Ouvriers). — V. *Faïence et porcelaine (Fabrication d'objets de)*.

Capsules métalliques (Fabrication des).

Note sur la fabrication des capsules métalliques par M. Galopeaud, inspecteur départemental du travail à Bordeaux..... 240

Cardes (Débourrage des).

Note sur un procédé de débouillage des cardes de filature par le vide par M. Delastre, inspecteur départemental du travail à Rouen. 214

Cavaillé. — V. *Électrocution*.

Celluloid (Manipulation du).

Manifestations morbides chez les ouvriers maniant le celluloid et ses solvants, par MM. F. Heim, E. Agasse, Lafont et A. Feil..... 161

Céruse.

Circulaire du 15 septembre 1923 prescrivant une enquête relative à l'application du projet de convention sur l'emploi de la céruse dans la peinture. (Personnes protégées)... 98
Circulaire du 25 octobre 1923 prescrivant une enquête sur la rati-

fication du projet de convention internationale concernant l'emploi de la céruse dans la peinture.. (Peinture par pulvérisation).....	100
V. <i>Maladies professionnelles.</i>	
Chapellerie. (Industrie de la).	
Décret du 10 mars 1923 modifiant le décret du 14 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les industries de la chapellerie.....	10
Charbon professionnel.	
Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant l'année 1922.....	159
Charges de famille (Indemnités pour). — V. <i>Fonctionnaires.</i>	
Chef d'équipe. — V. <i>Faïence et porcelaine (Fabrication d'objets de)</i>	
Ciment Portland artificiel (Fabrication mécanique du).	
Note sur la fabrication mécanique du ciment Portland artificiel par M. J. Baret, inspecteur départemental du travail à Castres.....	180
Code du travail.	
Livre I ^{er} :	
Art. 43, 44, 45. — V. <i>Salaires (Payement des)</i> . [Travaux préparatoires de la loi du 7 décembre 1910.]	
Art. 75 à 77. — V. <i>Économats</i> . (Travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1910.)	
Livre II :	
ART. 7. — V. <i>Journée de huit heures.</i>	
Art 43 a. — V. <i>Repos hebdomadaire.</i>	
Coiffure (Magasins et salons de).	
Décret du 14 mai 1923 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un ré-	

gime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de Tours; Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Symphorien, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Avertin, et La Riche.....	18
Circulaire du 17 février 1923 relative à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure. (Décret du 26 août 1920-30 octobre 1921).....	66
Instructions pour l'application, en province, des décrets des 26 août 1920-30 octobre 1921 relatifs à l'application de la loi sur la journée de 8 heures dans les magasins et salons de coiffure. (Collaboration du service de l'inspection avec les Syndicats patronaux.) [C. du 21 février 1923].....	7
Sous réserve de la preuve contraire, dans les magasins et salons de coiffure, les ouvriers ou employés doivent être tenus pour occupés, au sens du décret du 25 août 1920 et notamment de l'article 4 de ce décret, non seulement lorsqu'ils se livrent à un travail effectif de leur emploi, mais encore lorsque, présents au lieu de leur travail, ils se trouvent à la disposition de leur patron ou de la clientèle. (Cass. crim. 28 juillet 1923).....	135
Commandite (Ouvriers propriétaires d'actions de). — V. <i>Boulangeries.</i>	
Commerce de détail.	
Décret du 15 août 1923 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100,000 habitants et dans certaines villes assimilées à ces dernières.....	
Le mot « inspecteurs » s'applique à des agents chargés de contrôler	

les heures d'arrivée, de présence et de sortie du personnel. Ces inspecteurs assureraient le même service que les « pointeurs », mais formeraient néanmoins une autre catégorie de personnel; c'est pourquoi ils ont été réunis au personnel dirigeant. (C. du 5 septembre 1925)..

93

Quelle que soit la dénomination usitée dans l'établissement, « l'inspecteur » ou « pointeur » est visé par la même dérogation permanente. (*Ibid.*)

94

Communes (Marchés passés au nom des). — V. *Allocations familiales*.

Concierges. — V. *Accidents du travail*.

Confections (Ateliers de).

Décret du 3 juillet 1923 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les ateliers de confections en gros de la ville de Lille et de la commune de Madeleine-lès-Lille

22

Conférence internationale du travail. — V. *Céruse*. — *Travail de nuit des enfants*.

Contrôle de la durée du travail dans les mines. — V. *Délégués-mineurs*.

Convention franco-polonaise.

Décret du 31 mars 1923 portant promulgation de la convention relative à l'assistance et à la prévoyance sociales signée à Varsovie le 14 octobre 1920 entre la France et la Pologne.

12

Corde à nœuds. — V. *Ouistiti*.

Courants électriques à basse tension. — V. *Électrocution*.

Courroies en marche. — V. *Sécurité*.

Costes. — V. *Décapage (Travaux de)*. — *Meule émeri (Protection des)*.

Cubilot (Explosion de).

Note sur une explosion de cubilot à fond mobile dans une fonderie de fonte de fer de deuxième fusion, par M. Bernard, inspecteur départemental du travail à Chartres.....

199

Cuir et peaux (Mise en suif des peaux).

Note sur un appareil pour la mise en suif des cuirs et peaux par M. Sarazin, inspecteur départemental du travail à Bourges.....

301

D

Décapage (Travaux de).

Note sur la possibilité de remplacer le sable par de la grenaille de fer dans certains travaux de décapage par M. Costes, inspecteur départemental du travail à Paris....

205

Décrets.

Décret du 25 février 1922. — V. *Alsace et Lorraine*.

Décret du 16 janvier 1923. — V. *Délégués-mineurs*.

Décret du 10 mars 1923. — V. *Chapellerie (Industrie de la)*.

Décret du 30 mars 1923. — V. *Métallurgie (Industrie de la) et Métaux (Travail des)*.

Décret du 31 mars 1923. — V. *Convention franco-polonaise*.

Décret du 14 mai 1923. — V. *Coiffure (Magasins et salons de)*.

Décret du 17 mai 1923. — V. *Fonctionnaires*.

Décret du 3 juillet 1923. — V. *Confections (Ateliers de)*.

1^{er} décret du 13 juillet 1923. — V. *Allocations familiales*.

	Pages.
2 ^e décret du 13 juillet 1923. — V. <i>Allocations familiales</i> .	
3 ^e décret du 13 juillet 1923. — V. <i>Allocations familiales</i> .	
Décret du 27 juillet 1923. — V. <i>Banques</i> .	
Décret du 27 juillet 1923. — V. <i>Assurances (Entreprises d')</i> .	
Décret du 29 juillet 1923. — V. <i>Accidents du travail</i> .	
Décret du 15 août 1923. — V. <i>Faïence et porcelaine (Fabrication d'objets de)</i> .	
Décret du 15 août 1923. — V. <i>Commerce de détail</i> .	
Décret du 26 août 1923. — V. <i>Pharmacies</i> .	
Décret du 3 décembre 1923. — V. <i>Délégués-mineurs</i> .	
Décret du 10 décembre 1923. V. <i>Inspection du travail</i> .	
Delastre. — V. <i>Cardes (Débourrage des)</i> — <i>Verreries</i> .	
Délégués aux conditions du travail des ouvriers mineurs. (Alsace et Lorraine.)	
Arrêté du 20 janvier 1923 désignant les catégories d'ouvriers mineurs de nationalité non française admis à participer à l'élection des délégations ouvrières, pendant l'année 1923, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.	51
Délégués-mineurs.	
<i>Élections :</i>	
Décret du 16 janvier 1923 prolongeant le délai pour procéder à l'élection des délégués-mineurs. (Mines de Drocourt, Lens, Meurchin et Liévin).	9
Il y a lieu, lorsque des élections de délégués-mineurs ont été ajournées par suite de suspension de l'exploitation, de procéder de nou-	

veau aux formalités prescrites par les articles 138 et 139 du Livre II du Code du Travail; ces formalités pourront, dans l'espèce, être simplifiées en utilisant les listes électorales déjà préparées et encore affichées, en les complétant, par un rectificatif affiché à la suite et qui indiquera, d'après la plus récente feuille de paye établie avant le nouvel arrêté de convocation des électeurs, les noms à rayer de ces listes ou à y ajouter pour les mettre à jour. (C. du 20 mars 1923). 68

En matière d'élection de délégués-mineurs aucune disposition de loi ou de règlement ne prescrit que les enveloppes devront être fermées et que les bulletins de vote contenus dans des enveloppes trouvées ouvertes dans l'urne devront être annulés. (C. d'État du 12 janvier 1923) 64 et 124

Fonctions :

Les délégués-mineurs peuvent venir sur le carreau de la mine et y stationner en vue de la surveillance dont ils sont chargés. (L. M. du 19 janvier 1921) 57

Les délégués-mineurs n'ont pas à pénétrer dans les ateliers des industries annexes, le contrôle du travail y échappant à leur compétence. (*Ibid.*) 57

Indemnités :

Décret du 3 décembre 1923 déclarant applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle certaines dispositions législatives concernant les redevances pour la rétribution des délégués mineurs et attribuant au tribunal administratif d'Alsace et Lorraine le pouvoir de statuer sur les réclamations relatives à ces redevances. 49

Il convient, pour le préfet, si la majorité du personnel des mines est en grève au moment où doit être pris l'arrêté annuel fixant les bases des indemnités accordées aux délégués-mineurs, de prendre simple-

ment un arrêté provisoire maintenant temporairement les bases des indemnités de l'année précédente et de ne prendre un arrêté définitif qu'après la cessation de la grève. (L. M. du 22 juin 1922)..

Il convient de fixer la date d'application du nouvel arrêté au 1^{er} du mois suivant la date à laquelle il interviendra. (*Ibid.*).....

Il n'y a pas lieu de prévoir de rapport numérique fixe entre le nombre des visites consacrées par les délégués-mineurs au contrôle de la durée du travail et celui des visites concernant la sécurité des travaux souterrains. (L. M. du 22 juillet 1921).

Allocations familiales :

Instructions relatives à l'attribution aux délégués-mineurs d'allocations familiales. (L. M. du 13 juillet 1922).....

Lettre ministérielle du 20 juin 1923 relative à l'attribution aux délégués-mineurs d'allocations familiales. Caractère juridique de ces allocations.....

Les allocations familiales accordées aux délégués-mineurs ne paraissent pas devoir leur être payées en cas de maladie. (L. M. du 10 août 1923).....

Assurance-accidents :

Instructions pour l'application en 1922 de la loi du 13 décembre 1912. — Assurance-accidents. — Délégués-mineurs. — (C. du 6 janvier 1923).....

Retraites :

Instructions pour l'application, en 1922, des dispositions de l'article 12 de la loi du 25 février 1914. (Retraites des délégués-mineurs). [C. du 10 janvier 1923].....

V. Délégués aux conditions du travail. — Indemnités aux délégués-mineurs.

Départements (Marchés passés

au nom des) — V. *Allocations familiales.*

Doidic. — V. *Purification des gaz industriels.*

Domestiques — V. *Accidents du travail.*

Durée du travail (dans les mines). — V. *Délégués mineurs.*

Durée du travail (Limitation de la). — V. *Journée de 8 heures.*

E

Éclairage (Conditions d').

Recherches sur les conditions d'éclairage des ateliers de composition typographique, par L. Bargeyron, inspecteur départemental du travail à Paris (*Bibl.*).....

Économats.

Travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1910 (art. 75 à 77 et 105 à 107 du livre I du code du travail) supprimant les économats et interdisant aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des marchandises de quelque nature que ce soit.

Élections. — V. *Délégués aux conditions du travail.* — *Délégués mineurs.*

Électricité (Usine de distribution d').

Note sur les améliorations d'hygiène et de sécurité réalisées dans l'agrandissement des usines de la Compagnie parisienne de distribution d'électricité, par M. Lavoisier, inspecteur départemental du travail à Paris.....

Électrocution.

Note sur trois cas mortels d'élec-

Pages.

59

59

58

59

76

80

60

61

Pages.

310

419

265

trocution par courants à basse tension, par M. Cavaillé, inspecteur divisionnaire du travail à Bordeaux. 167

Émaillage (Opérations d').

Note sur les améliorations hygiéniques apportées aux opérations d'émaillage des carreaux de faïence pour revêtements, par M. Gervois, inspecteur du travail, chargé du contrôle dans la 5^e circonscription. 261

Enfants (Emploi des). — V. *Abattoirs (Emploi d'enfants dans les).* — *Étalages extérieurs des boutiques et magasins.* — *Travail de nuit des enfants.* — *Sécurité.*

Enfouisseurs (Ouvriers). — V. *Faïence et porcelaine (Fabrication d'objets de).*

Enquêtes. — V. *Céruse.* — *Charbon professionnel.* — *Phosphore blanc.* — *Retraites ouvrières* — *Radio-actifs (préparation et manipulation des produits).* — *Soie artificielle.*

Enseignement technique.

Circulaire du 6 février 1923 relative à l'application de la loi du 25 juillet 1919 sur l'enseignement technique. — (Commissions locales professionnelles. — Rôle des inspecteurs du travail)..... 65

Étalages extérieurs des boutiques et magasins.

Circulaire du 27 novembre 1923 rappelant les prescriptions du décret du 21 juin 1913, relatives à l'emploi des femmes et des enfants aux étalages extérieurs des boutiques et magasins, et celles du décret du 22 septembre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène relatives à ces étalages..... 102

État (Marchés passés au nom de l'). — V. *Allocations familiales.*

Explosion. — V. *Cubilot (Explosion de).*

Pages.

F

Faïence et porcelaine (Fabrication d'objets de).

Décret du 15 août 1923 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine, ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques, à l'exclusion de la céramique de bâtiment..... 39

Le décret du 15 août 1923 ne vise pas les carrières de kaolin non incorporées aux fabriques de porcelaine (C. du 5 septembre 1923). 91

Les mots « chef d'équipe » s'appliquent à toute personne qui en remplit la fonction, même si elle n'en a pas la qualification formelle. (*Ibid.*)..... 91

Il faut entendre par « service direct » le chauffage des fours, l'accrochage et le décrochage des wagons; en revanche l'encastage, la mise sur wagons et le déchargement des wagons ne doivent pas être considérés comme « service direct ». (*Ibid.*)..... 92

Il y a lieu de distinguer nettement les ouvriers spécialement employés au chauffage des fours et les enfouisseurs proprement dits. Les premiers sont visés par l'alinéa 6°, les seconds par l'alinéa 7°. Comme il n'y a qu'un enfouisseur par four, on a jugé préférable, pour le distinguer des ouvriers employés au chauffage des fours et qui sont visés par le paragraphe 6, d'adopter l'expression « chef enfouisseur » qui supprime toute équivoque. Le « caleur », qui fait fonction de chef enfouisseur, doit être assimilé à ce dernier. (*Ibid.*)..... 92

V. *Émaillages (Opérations d').*

	Pages.
Familles nombreuses (Chefs de). — V. <i>Fonctionnaires.</i>	
Faure-Beaulieu. — V. <i>Bezol.</i>	
Feil. — V. <i>Celluloid.</i> — <i>Peintres.</i>	
Femmes (Emploi des). — V. <i>Étalages extérieurs des boutiques et magasin.</i> — <i>Sièges.</i>	
Filatures. — V. <i>Cardes (Débourrage des).</i> — <i>Poussières.</i>	
Fonctionnaires.	
Loi du 1 ^{er} avril 1923 relative aux bonifications pour services militaires à accorder aux fonctionnaires.	2
Loi de finances du 30 juin 1923. Article 3 relatif aux conditions dans lesquelles peuvent être mis à la retraite les chefs de familles nombreuses	4
Loi du 28 décembre 1923 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1924, en vue du relèvement de l'indemnité pour charges de famille et des indemnités de résidence.	6
Décret du 17 mai 1923 portant abrogation du décret du 6 novembre 1920 accordant certains avantages de carrière aux fonctionnaires en service dans les régions libérées.	20
Force majeure (Cas de).	
L'importance des dépenses à engager pour l'exécution de travaux prescrits par les règlements pris en exécution de la loi du 15 février 1902 sur la santé publique, leur disproportion avec l'utilité à en retirer pour l'immeuble et pour son propriétaire, pas plus que les difficultés soulevées par son locataire, ne constituent pas le cas de force majeure. (Cass. crim., 9 novembre 1922)	131
Fours à récupération. — V. <i>Travail de nuit des enfants.</i>	
Fours à régénération. — V. <i>Travail de nuit des enfants.</i>	

	Pages.
Frais de tournées. — V. <i>Inspection du travail.</i> — <i>Mines (Inspection du travail dans les).</i>	
Frois. — V. <i>Benzène (Dérivés du).</i>	
Fumées. — V. <i>Hygiène.</i>	
Fûts (Manutention mécanique des).	
Note sur la manutention mécanique des fûts, par M. Aupetit, inspecteur départemental du travail à Tours.....	176

G

Galopeaud. — V. <i>Capsules métalliques (Fabrication des).</i> — <i>Tour à béton.</i>	
Gaudiot. — V. <i>Pompe de nettoyage par le vide.</i> — <i>Sièges individuels pour les femmes.</i>	
Gaz nuisibles. — V. <i>Hygiène.</i> — <i>Purification des gaz industriels.</i>	
Gens de maison. — V. <i>Accidents du travail.</i>	
Gérants. — V. <i>Repos hebdomadaire.</i>	
Gervois. — V. <i>Émaillage (Opérations d').</i>	
Graisses (Extraction des).	
Note relative à l'assainissement des ateliers d'extraction des graisses des déchets d'abattoirs, de boucherie, etc., par M. Bellon, inspecteur départemental du travail à Marseille	190
Grenaille de fer (Emploi de la). — V. <i>Décapage (Travaux de).</i>	
Grève. — V. <i>Délégués-mineurs. (Indemnités.)</i>	

	Pages.		Pages.
H		sections de la 9 ^e circonscription, l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail	52
Havre (Le). — V. <i>Pharmacies.</i>		Arrêté du 29 décembre 1923 modifiant, en ce qui concerne certaines sections de la 1 ^{re} circonscription, l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail	55
Heim. — V. <i>Celluloid.</i> — <i>Peintres.</i>		Circulaire du 4 juillet 1923 relative à l'exemption de timbres des états de frais de tournées des inspecteurs du travail	78
Heure légale.		Les inspecteurs sont invités à s'assurer de l'exactitude matérielle de leurs états avant de les adresser à l'inspecteur divisionnaire qui devra apporter un contrôle strict à cet égard sur les états qui lui sont fournis, avant de les transmettre. Tout état erroné sera renvoyé pour rectification à son auteur, et ne pourra, par suite, être compris dans l'ordonnancement de l'ensemble des états du mois auquel il se rapporte. (C. du 11 septembre 1923).....	98
Loi du 24 mai 1923 relative à modification de l'heure légale fixée par la loi du 9 mars 1911.....	2	Circulaire du 4 octobre 1923 relative au concours prêté par le service de l'Inspection du travail à l'Office national des mutilés et réformés de guerre (emploi des pensionnés de guerre dans les grands établissements industriels et commerciaux).....	99
Horaires. — V. <i>Repos de l'après-midi du samedi.</i>		Les inspecteurs du travail possesseurs d'une carte leur donnant droit à certaines réductions de tarif sur les chemins de fer, devront, en toutes circonstances, faire emploi de cette carte et n'inscriront sur leurs états de frais de tournées que la dépense réellement effectuée par eux. (C. du 18 septembre 1923).....	99
Hydrargirisme professionnel. — V. <i>Maladies professionnelles.</i>		V. <i>Enseignement technique.</i> — <i>Fonctionnaires.</i> — <i>Mines (Inspection du travail dans les).</i> — <i>Obs.</i>	
Hygiène.			
Circulaire du 20 février 1923 relative aux dangers que présente l'évacuation dans l'atmosphère des poussières, fumées, gaz, vapeurs, buées insalubres ou incommodes. (Vœu du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.).....	67		
I			
Imprimeries. — V. <i>Typographique (Industrie).</i>			
Industries annexes des mines. — V. <i>Délégués-mineurs.</i>			
Infractions. (Nombre d'). — V. <i>Salaire (Payement des)</i>			
Inspecteurs. — V. <i>Commerce de détail.</i>			
Inspection du travail.			
Décret du 10 décembre 1923 modifiant le décret du 24 novembre 1920 relatif aux frais de tournées et de bureau des inspecteurs du travail.....	50		
Arrêté du 3 mars 1923 modifiant, en ce qui concerne certaines			

tacle (Délit d'). — Rapport annuel.
— *Retraites ouvrières.*

Intoxications professionnelles. —
V. *Benzène (Dérivés du).* — *Benzol.* — *Capsules métalliques (Fabrication des).* — *Celluloïd (Manipulation du).* — *Émaillage (Opérations d').* — *Maladies professionnelles.* — *Perles artificielles (Fabriques de).* — *Phosphore blanc.*

J

Jacob (Robert-A.). — V. *Katathermomètre.*

Journée de huit heures. — V. *Assurances (Entreprise d').* — *Banques.* — *Chapellerie (Industries de la).* — *Coiffure (Magasins et salons de).* — *Commerce de détail.* — *Confection (Ateliers de).* — *Faïence et porcelaine (Fabrication d'objets en).* — *Métallurgie (Industrie de la).* — *Métaux (Travail des).* — *Pharmacies.* — *Repos de l'après-midi du samedi.* — *Vêtement (Industries du).*

K

Kaolin (Carrières de). — V. *Faïence et porcelaine (Fabrication d'objets de).*

Katathermomètre.

Le katathermomètre, instrument pour mesurer le bien-être physique, par Robert A. Jacob, traduit par M^{me} A. Weiss. (*Annales d'hygiène publique, industrielle et sociale*, mars 1923.) [Bibl.] 314

Kohn-Abrest. — V. *Toxicologie.*

L

Lavoisier. — V. *Electricité (Usine de distribution d').*

Pages

Legendre. — V. *Asphyxies.*

Le Hen. — V. *Meules-éméri.*

Lévy-Bruhl. — V. *Benzol.*

Lille. — V. *Confection (Atelier de).*

Lois.

Loi du 19 décembre 1922. — V. *Allocations familiales.*

Loi du 1^{er} avril 1923. — V. *Fonctionnaires.*

Loi du 24 mai 1923. — V. *Heure légale.*

Loi du 30 juin 1923 (loi de finances. — V. *Fonctionnaires.*

Loi du 20 juillet 1923. — V. *Accidents du travail.*

Loi du 2 août 1923. — V. *Accidents du travail.*

Loi du 28 décembre 1923. — V. *Fonctionnaires.*

Loi du 29 décembre 1923. — V. *Repos hebdomadaire.*

M

Machines à imprimer.

Note sur les divers dispositifs protecteurs des machines à imprimer dites « minerves », « pédales » ou « presses à platine », par M. Pouyanne, inspecteur départemental du travail à Marseille..... 285

Maladies professionnelles.

Instructions relatives à la transmission par le service de l'Inspection du travail des déclarations de maladies professionnelles adressées par les mairies et par les médecins. (C. du 11 mai 1923.) 73

Un moyen de réaliser la garantie du personnel employé à des travaux non visés aux tableaux annexés à la loi du 25 octobre 1919 contre le

	Pages
risque d'intoxication mercurielle serait la souscription par le chef d'établissement, en outre de la police collective d'assurance contre les accidents du travail et, s'il y a lieu, contre les maladies professionnelles régies par la loi du 25 octobre 1919, d'une police spéciale (droit commun), ayant pour objet de garantir aux ouvriers atteints, au service de l'employeur intéressé, des maladies engendrées par l'intoxication mercurielle et ne donnant pas lieu à application de la loi du 25 octobre 1919, les mêmes indemnités que celles qui sont prévues par la loi du 9 avril 1898. (C. du 1 ^{er} août 1923.)	80
Application pendant les années 1921 et 1922 de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles.	153
V. <i>Céruse</i> . — <i>Saturnisme</i> .	

Manutention mécanique. — V. *Fûts (Manutention mécanique des)*. — *Tour à béton*.

Marchés de travaux publics. — V. *Allocations familiales*.

Marty. — V. *Ouistiti*.

Métallurgie (Industrie de la) et Métaux (Travail des).

Décret du 30 mars 1923 modifiant le décret du 9 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.

14

Circulaire du 15 juin 1923 relative à l'application de la loi de 8 heures dans la métallurgie (ouvriers bobineurs).

76

Meule émeri.

Note sur un protecteur de meule-émeri par M. Costes, inspecteur départemental du travail à Paris.

207

Note sur un dispositif de protec-

tion destiné à supprimer le port de lunettes pour les ouvriers occupés aux meules-émeri, par M. Le Hen, inspecteur départemental du travail à Lorient.

276

Mines. — V. *Délégués aux conditions du travail*. — *Délégués mineurs*.

Mines (Inspection du travail dans les).

Arrêté du 16 juillet 1923 complétant l'arrêté du 20 février 1922 qui a déterminé les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines au titre de l'Inspection du travail.

53

V. *Rapport annuel*.

Mutilés (Emploi des). — V. *Inspection du travail*.

N

Nicloux. — V. *Asphyxies*.

Nuit (Travail de). — V. *Travail de nuit*.

O

Obstacle (Délit d').

Une déclaration mensongère faite par l'ouvrier à l'inspecteur du travail constitue le délit d'obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur. (Trib. corr. Lyon, 27 décembre 1922).

142

Ogier. — V. *Toxicologie*.

Ouistiti.

Note sur le ouistiti, appareil de sécurité automatique destiné à rem-

PARTICIPATION.

	Pages.
placer la corde à nœuds (brevets Paul Cans) par M. Marty, inspecteur départemental du travail à Paris.....	279

P

Participation (Associés en). — *V. Repos hebdomadaire.*

Peintres (Ouvriers).

Rôles respectifs du plomb et de l'essence de térébenthine dans la pathologie professionnelle des peintres, par MM. F. Heim, E. Agasse-Lafond et A. Feil.....	165
<i>V. Céruse.</i>	

Pénalités. — *V. Responsabilité pénale.*

Pensionnés de guerre. — *V. Inspection du travail.*

Perles artificielles (Fabriques de).

Les intoxications du système nerveux par le tetrachloréthane dans les fabriques de perles artificielles. Société de médecine légale de France. — Séance du 15 janvier 1923. (Anal. Bulletin médical du 31 janvier 1923. [Bibl.].....	316
--	-----

Personnel de l'Inspection du travail.

Mutations. — Nominations....	318
Tableau d'avancement pour 1923 (rectifié).....	323
Tableau d'avancement pour 1924.....	328

Pharmacie.

Décret du 26 août 1923 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville du Havre....	47
---	----

Phosphore blanc.

Circulaire du 16 novembre 1923 prescrivant une enquête relative à des cas d'intoxication professionnelle dans un atelier de fabrication de bandes paraffinées à pâte de phosphore blanc utilisées pour le rallumage des lampes de mineur. .	101
---	-----

Pièces mobiles. — *V. Sécurité.*

Plomb. — *V. Capsules métalliques (fabrication des).* — *Maladies professionnelles.* — *Peintres (Ouvriers).* — *Saturnisme.*

Pointeurs. — *V. Commerce de détail.*

Pologne. — *V. Convention franco-polonaise.*

Porcelaine. — *V. Faïence et porcelaine (fabrication d'objets de).*

Poterie. — *V. Faïence et porcelaine (fabrication d'objets en).*

Poussières.

Note sur l'emploi en filature et en tissage de coton d'une pompe de nettoyage par le vide montée sur chariot, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	256
<i>V. Hygiène.</i>	

Pouyanne. — *V. Machines à imprimer.*

Prévoyance sociale. — *V. Convention franco-polonaise.*

Procès-verbal.

Une décision de relaxe fondée sur l'audition des témoins entendus sans prestation de serment méconnaît la foi due à un procès-verbal régulier et viole formellement les articles 154 du Code d'instruction criminelle et 66 a al. 8 du Livre II du Code du travail. (Cass. crim. 15 novembre 1923).....	137
---	-----

Pulvérisation (Peinture par). —
V. *Céruse*.

Purification des gaz industriels.

Note sur la purification par l'électricité des gaz industriels rejetés dans l'atmosphère par M. Doidic, inspecteur départemental du travail à Nancy.....

Pages.

219

R

Radioactifs (Préparation et manipulation des produits).

Circulaire du 2 juillet 1923 prescrivant une enquête sur les conditions d'hygiène du personnel occupé aux travaux de préparation et de manipulation des produits radioactifs.....

77

Rapport annuel.

Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuels 1923. [C. du 1^{er} décembre 1923].....

102

Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuels. (Mines). [C. du 3 décembre 1923].....

114

Régions libérées. — V. *Fonctionnaires*.

Repartition du travail (Régime uniforme de). — V. *Confections (Ateliers de)*. — *Pharmacies*.

Repos de l'après-midi du samedi.

Lorsque le repos d'une demi-journée est donné l'après midi, il convient de se référer, pour l'interprétation du mot « après-midi » à la circulaire ministérielle du 9 juin 1923 relative aux industries du vêtement et aux termes de laquelle le repos du samedi après-midi doit être considéré comme respecté « lorsqu'il commence au plus tard à 13 heures ». Cette définition du re-

Pages.

101

pos de l'après-midi s'applique à toutes les industries et professions déjà réglementées. (C. du 26 octobre 1923).....

V. *Vêtement (Industrie du)*.

Repos hebdomadaire.

Loi du 29 décembre 1923 modifiant le Livre II, chapitre IV, du Code du Travail et de la Prévoyance sociale (repos hebdomadaire et des jours fériés).....

7

Travaux préparatoires de la loi du 29 décembre 1923 (art. 43 a du Livre II du Code du travail) relative au repos hebdomadaire et des jours fériés.....

535

Cas du retrait par le Préfet, au cours de l'instance, des autorisations accordées aux « établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires, s'adressant à la même clientèle et compris dans la même classe de patentes » que le demandeur. — Annulation de l'arrêté de refus, sans qu'il y ait lieu à octroi de l'autorisation. (C. Etat du 10 août 1923).....

124

La participation du patron à la gestion des établissements ne porte pas atteinte, au regard des dispositions légales sur le repos hebdomadaire, à la validité juridique d'un contrat de gérance (Cass. crim. 1^{er} décembre 1922).....

132

L'emploi, le jour du repos hebdomadaire collectif, de personnes qualifiées « associées » en participation alors qu'il n'existe aucun contrat d'association en participation, constitue une infraction. (S. pol. Paris, 5 janvier 1923).....

145

L'emploi, le jour du repos hebdomadaire collectif, de parents autres que les membres de la famille placés sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur, constitue une infraction à l'art. 33 du L. II du Code du travail. (S. pol. Paris 5 janvier 1923).....

145

V. *Syndicat. (Action en justice d'un)*.

Pages.

Pages.

Résidence (Indemnité de). — V. *Fonctionnaires.*

Responsabilité pénale.

Indépendamment de tout fait particulier de maladresse, d'imprudence, d'inattention ou de négligence, la faute qui résulte de l'inobservation des règlements, devient par elle-même une cause de responsabilité pénale;

Cette cause spéciale de responsabilité n'est pas exclusive des autres cas de responsabilité prévus par les articles 319 et 320 du Code pénal.

La faute de la victime de l'accident laisse subsister la responsabilité pénale de celui qui en est l'auteur ou la cause et la réciprocité même des délits ne ferait pas disparaître cette responsabilité. (Trib. corr. Charolles, 23 décembre 1922). 140

Retraite des délégués-mineurs. — V. *Délégués-mineurs.*

Retraites des fonctionnaires. — V. *Fonctionnaires.*

Retraites ouvrières.

Circulaire du 6, septembre 1923 prescrivant une enquête sur l'application de la loi du 5 avril 1910 relative aux retraites ouvrières. 96

S

Sable. — V. *Décapage.*

Salaires (Payement des).

Le fait, pour l'employeur, de retenir en dépôt les salaires d'une semaine à titre de garantie pour le cas d'inobservation par l'ouvrier du pré-congé constitue une illégalité, la loi du 7 décembre 1909, codifiée dans le Code du travail, Livre I^{er} (art. 3-44 et 45) étant une loi d'ordre public à laquelle il ne peut être dérogé par des conventions

particulières. (S. pol. Carpentras, 8 septembre 1922)..... 143

Le nombre d'infractions à l'article 44, § 1, est égal à celui des ouvriers ayant subi le préjudice du retard de payement de salaires. (S. pol. Carpentras, 8 septembre 1922)..... 145

Travaux préparatoires de la loi du 7 décembre 1910 (art. 43, 44, 45, 104, 106, 107 du Livre II du Code du travail) sur le payement des salaires des ouvriers et employés. 333

Sarazin. — V. *Cuir et peaux (Mise en saif des).*

Saturnisme professionnel. — V. *Capsules métalliques (Fabrication des).* — *Céruse.* — *Peintre (Ouvriers).*

Samedi. — V. *Repos de l'après-midi du samedi).*

Sécurité.

Il y a obligation, pour le chef d'entreprise, de munir d'organes protecteurs les parties dangereuses des pièces mobiles d'un appareil même lorsque ces pièces sont placées exceptionnellement à portée d'ouvriers appelés spécialement à les entretenir ou à pourvoir à la réparation de l'appareil. (Cass. crim. 26 juillet 1923)..... 133

Les dispositions contenues dans les alinéas 6 et 7 de l'art. 66 a du Code du travail ont une portée générale et absolue : elles doivent être appliquées même dans le cas où le sol de l'atelier se trouve surélevé dans une de ses parties et en particulier dans le cas où une courroie fonctionne dans l'atelier sur une poulie de transmission située au-dessus d'un passage et à un mètre cinquante centimètres du palier ou plate-forme de ce passage et en outre, ce palier, muni d'un escabeau, est accessible au moins à une partie du personnel de l'usine. (Cass. crim., du 15 novembre 1923)..... 138

La place d'un apprenti n'est pas et ne doit pas être à proximité immédiate d'une transmission ou de cylindres non protégés et en mouvement; à plus forte raison, il ne doit point être employé à un travail dangereux en remplacement d'ouvriers adultes, spécialement qualifiés pour ce travail. (Trib. corr. Charolles, 23 décembre 1922)... 141

Semaine anglaise. — V. *Repos de l'après-midi du samedi.* — *Vêtement (Industrie du).*

Services militaires (Bonifications pour). — V. *Fonctionnaires.*

Serviteurs à gages. — V. *Accidents du travail.*

Sièges individuels pour les femmes.

Notes sur l'installation de sièges individuels pour le personnel féminin employé aux bancs à broches par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy..... 251

Soie artificielle (Fabrique de).

Circulaire du 18 avril 1923 prescrivant une enquête relative aux conditions hygiéniques du travail dans les fabriques de soie artificielle..... 71

Statistiques annuelles. — V. *Rapport annuel.*

Syndicat (Action en justice d'un).

Est recevable l'intervention d'un syndicat des employeurs de la profession comme partie civile; est fondée sa demande de dommages-intérêts. (S. pol. Paris, 5 janvier 1923)..... 145

T

Teinturerie en pièces. — V. *Buées (Suppression des).*

Tempérance (Progrès de la).

Circulaire du 2 février 1923 prescrivant une enquête relative aux progrès de la tempérance dans la classe ouvrière..... 63

V. *Enquête.*

Térébenthine (Essence de). — V. *Peintres (Ouvriers).*

Tétrachloréthane. — V. *Perles (Fabriques de).*

Textile (Industrie). — V. *Poussières.*

Timbre (Exemption de). — V. *Inspection du travail.*

Tissage. — V. *Poussières.*

Tissage et bobinage.

Le mot ouvrier est employé dans l'article 34 du Livre I^{er} du Code du travail en ce sens qu'il s'applique à toute personne recevant la matière à travailler. Il importe peu que cette personne opère sur des métiers lui appartenant ou pour divers patrons. (Cass. crim. 21 avril 1923)..... 133

Tour à béton.

Note sur une tour à béton par M. Galopeaud, inspecteur départemental du travail à Bordeaux.... 247

Toxicologie.

Traité de chimie toxicologique, par J. Ogier et Kohn-Abrest, docteur ès-sciences, chef du laboratoire de toxicologie à la Préfecture de Police, membre de la commission d'hygiène industrielle (Bibl.).... 305

Travail de nuit. — V. *Boulangeries.*

Travail de nuit des enfants.

Il y a lieu de considérer que le terme « fours à régénération », employé dans le projet de convention concernant le travail de nuit des enfants, désigne également le 1^{er}

TYPOGRAPHIQUE.

	Pages.
de fours à régénération connu sous le nom spécial de « fours à récupération ». (C. du 23 mars 1923)...	69
Typographique (Industrie). — V. <i>Eclairage.</i> — <i>Machines à imprimer.</i>	

V

Vapeurs nuisibles. — V. *Hygiène.*
Verrerie.

Note sur le refroidissement mécanique des moules de verrerie par M. Aupetit, inspecteur départemental du travail à Tours.....	174
---	-----

Notes sur divers progrès réalisés dans une verrerie de flaconnage par M. Delastre, inspecteur départemental du travail à Rouen.....	209
---	-----

Vêtement (Industries du).

Il y a lieu de considérer que le repos du samedi après-midi est respecté lorsqu'il commence au plus tard à 13 heures. Il s'ensuit que les heures supplémentaires effectuées

ZONE.

	Pages.
le samedi avant 13 heures ne sont pas imputables sur le crédit des quinze samedis de dérogation, mais sur celui des soixante jours autres que le samedi (après-midi). [C. du 9 juin 1923].....	75
Vide (Nettoyage par le). — V. <i>Pompe de nettoyage par le vide.</i>	

W

Weiss (M^{me} A.). — V. *Katathermomètre.*

Y

Yeux (Protection des). — V. *Meuléri.*

Z

Zone (Indemnités de). — V. *Fonctionnaires.*

TABLE DES MATIÈRES

DE LA TRENTE-ET-UNIÈME ANNÉE (1923).

ACTES OFFICIELS.

(Par ordre chronologique.)

		Pages.
1921. — 19 janv. — Lettre min.	— Délégués-mineurs. — Attributions en ce qui concerne le contrôle de la durée du travail.	56
1921. — 22 juill. — Lettre min.	— Délégués-mineurs. — Nombre des visites consacrées au contrôle de la durée travail...	57
1922. — 25 fév. — Décret.	— Rattachant l'administration des mines dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, respectivement au Ministère des travaux publics et au Ministère du travail	7
1922. — 22 juin. — Décret.	— Délégués-mineurs. — Fixation des bases des indemnités pendant une grève.....	59
1922. — 13 juill. — Lettre min.	— Attribution aux délégués-mineurs d'allocations familiales.....	59
1923. — 19 déc. — Loi.	— Tendant à imposer aux soumissionnaires des marchés des travaux publics passés au nom de l'État, des départements et des communes, l'obligation de servir des allocations familiales à leur personnel...	1
1923. — 6 janv. — Lettre min.	— Assurances-accidents. — Délégués-mineurs. — Loi du 13 décembre 1912.....	60
1923. — 10 janv. — Lettre min.	— Loi du 25 février 1914. — Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs.....	61
1923. — 16 janv. — Décret.	— Prorogeant le délai pour procéder à l'élection des délégués-mineurs (Mines de Drocourt, Lens, Meurchin et Liévin).....	9
1923. — 17 janv. — Lettre min.	— Accidents du travail. — Rédaction des déclarations d'accidents.....	62

		Pages.
1923. — 20 janv. — Arrêté.	— Désignant les catégories d'ouvriers mineurs de nationalité française admis à participer à l'élection des délégations ouvrières, pendant l'année 1923, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	51
1923. — 2 févr. — Lettre min.	— Enquête relative aux progrès de la tempérance dans la classe ouvrière.	63
1923. — 5 févr. — Lettre min.	— Élections des délégués-mineurs. — Validité des bulletins de vote sous enveloppe ouverte. — Modification de la circulaire du 19 juillet 1890.	64
1923. — 6 févr. — Circulaire.	— Loi du 25 juillet 1919 sur l'enseignement technique. — Commissions locales professionnelles. — Rôle des inspecteurs du travail	65
1923. — 17 févr. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Magasins et salons de coiffure. — Décrets des 26 août 1920-50 octobre 1921	65
1923. — 20 févr. — Circulaire.	— Évacuation dans l'atmosphère des poussières, fumées, gaz, vapeurs, buées insalubres ou incommodes. — Vœu du Conseil supérieur d'hygiène publique de France...	67
1923. — 21 févr. — Circulaire.	— Loi sur la journée de huit heures. — Décrets des 26 août 1920-30 octobre 1921. — Magasins et salons de coiffure.	67
1923. — 3 mars. — Arrêté.	— Modifiant, en ce qui concerne certaines sections de la 9 ^e circonscription, l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail	52
1923. — 10 mars. — Décret.	— Modifiant le décret du 14 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la chapellerie.	10
1923. — 20 mars. — Circulaire.	— Élections des délégués-mineurs en cas de suspension de l'exploitation. — Article 152, § 2, du Livre II du Code du Travail....	68
1923. — 23 mars. — Circulaire.	— Première conférence internationale du travail. — Projet de convention concernant le travail de nuit des enfants.	69

1923. — 30 mars. — Décret.	— Modifiant le décret du 9 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.....	11
1923. — 31 mars. — Décret.	— Portant promulgation de la convention relative à l'assistance et à la prévoyance sociales signée à Varsovie le 14 octobre 1920 entre la France et la Pologne.....	12
1923. — 1 ^{er} avril. — Loi.	— Relative aux bonifications pour services militaires à accorder aux fonctionnaires...	2
1923. — 16 avril. — Circulaire.	— Décret du 21 mars 1914; tableau C. — Abattoirs publics et privés. — Opérations d'abatage.....	71
1923. — 18 avril. — Circulaire.	— Conditions hygiéniques du travail dans les fabriques de soie artificielle. — Enquête.	71
1923. — 21 avril. — Circulaire.	— Elections des délégués-mineurs. — Ouvriers Algériens.....	72
1923. — 11 mai. — Circulaire.	— Maladies professionnelles. — Déclarations des mairies et des médecins.....	73
1923. — 14 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de Tours, Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Symphorien, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Avertin et la Riche.....	18
1923. — 17 mai. — Décret.	— Portant abrogation du décret du 6 novembre 1920 accordant certains avantages de carrière aux fonctionnaires en service dans les régions libérées.....	20
1923. — 24 mai. — Loi.	— Relative à la modification de l'heure légale fixée par la loi du 9 mars 1911.....	2
1923. — 9 juin. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Industrie du vêtement. — Décret du 12 décembre 1919.....	74
1923. — 15 juin. — Circulaire.	— Loi de 8 heures. — Métallurgie. — Ouvriers bobineurs.....	76
1923. — 20 juin. — Lettre min.	— Attribution aux délégués-mineurs d'allocations familiales.....	76
1923. — 30 juin. — Loi.	— Article 3 relatif aux conditions dans lesquelles peuvent être mis à la retraite les chefs de familles nombreuses.....	4

		Pages.
1923. — 2 juill. — Lettre min.	— Préparation et manipulation des produits radio-actifs. — Hygiène du personnel. — Enquête	77
1923. — 3 juill. — Décret	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les ateliers de confection en gros de la ville de Lille et la commune de Madeleine-les-Lille	22
1923. — 4 juill. — Lettre min.	— État des frais de tournée des inspecteurs du travail. — Dispense de timbre.....	78
1923. — 13 juill. — Décret.	— Modifiant le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État en ce qui concerne les allocations familiales.....	23
1923. — 13 juill. — Décret.	— Modifiant le décret du 10 août 1899 sur les marchés passés au nom des départements, en ce qui concerne les allocations familiales	24
1923. — 13 juill. — Décret.	— Modifiant le décret du 10 août 1899 sur les marchés passés au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance en ce qui concerne les allocations familiales	26
1923. — 16 juil. — Arrêté.	— complétant l'arrêté du 20 février 1922 qui a déterminé les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du travail, ...	53
1923. — 20 juill. — Loi.	— Prorogeant le délai de publication des décrets prévus par la loi du 15 décembre 1922, a étendu aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail...	4
1923. — 27 juill. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change.....	28
1923. — 27 juill. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises d'assurances de toute nature	32

		Pages.
1923. — 29 juill. — Décret.	— Relatif à l'application de l'article 5, § 1 ^{er} et 6, et de l'article 12, § 1 ^{er} , de la loi du 15 décembre 1922, étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail.....	35
1923. — 1 ^{er} août. — Lettre min.	— Maladies professionnelles. — Travaux non visés aux tableaux annexes à la loi du 25 octobre 1919.....	79
1923. — 2 août. — Loi.	— Étendant le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maison, domestiques, concierges et serviteurs à gage.....	5
1923. — 10 août. — Lettre min.	— Délégués-mineurs. — Payement des allocations familiales en cas de maladie.....	80
1923. — 10 août. — Lettre min.	— Loi de huit heures. — Décret du 27 juillet 1923. — Banques. — Assurances.....	81
1923. — 15 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine, ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques, à l'exclusion de la céramique de bâtiment.....	37
1923. — 15 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100,000 habitants et dans certaines villes assimilées à ces dernières.....	42
1923. — 26 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville du Havre.....	47
1923. — 4 sept. — Lettre min.	— Allocations familiales dans les marchés de travaux publics. — Application de la loi du 19 décembre 1922 et des décrets du 13 juillet 1923.....	84
1923. — 4 sept. — Lettre min.	— Allocations familiales dans les marchés de travaux publics. — Application de la loi du 19 décembre 1922 et des décrets du 13 juillet 1923.....	84
1923. — 5 sept. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication d'objets de faïence et de porcelaine. — Décret du 15 août 1923.....	90

1923. — 5 sept. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. Commerce de détail des villes de plus de 100,000 habitants. — Décret du 15 août 1932.....	92
1923. — 6 sept. — Circulaire.	— Retraites ouvrières. — Enquêtes.....	96
1923. — 11 sept. — Circulaire.	— Inspection du travail. — État des frais de tournées.....	97
1923. — 15 sept. — Circulaire.	— Application du projet de convention sur l'emploi de la céruse dans la peinture. — Personnes protégées. — Enquête.....	98
1923. — 18 sept. — Circulaire.	— États de frais de tournées des inspecteurs du travail possesseurs, comme réformés de guerre, d'une carte du réduction de tarif sur les chemins de fer.....	99
1923. — 4 oct. — Circulaire.	— Enquête sur l'emploi des pensionnés de guerre dans les grands établissements industriels et commerciaux.....	99
1923. — 25 oct. — Circulaire.	— Projet de convention internationale concernant l'emploi de la céruse dans la peinture. — Peinture par pulvérisation. — Enquête.....	100
1923. — 26 oct. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919. — Journée de huit heures. — Repos d'une demi-journée...	101
1923. — 16 nov. — Circulaire.	— Phosphore blanc. — Fabrication des bandes de raffumage pour lampes de mineur. — Enquête.....	101
1923. — 27 nov. — Circulaire.	— Étalages extérieurs. — Emploi des femmes et des enfants. — Basse température...	102
1923. — 1 ^{re} déc. — Circulaire.	— Inspection du travail. — Rapports et statistiques annuels.....	102
1923. — 3 déc. — Décret.	— Déclarant applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle certaines dispositions législatives concernant les redevances pour la rétribution des délégués-mineurs et attribuant au tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine le pouvoir de statuer sur les réclamations relatives à ces redevances.....	49
1923. — 3 déc. — Circulaire.	— Mines. — Rapports et statistiques annuels..	114
1923. — 3 déc. — Circulaire.	— Conférence annuelle des inspecteurs divisionnaires. — Hygiène et sécurité. — Durée du travail.....	120

	Pages.
1923. — 10 déc. — Décret.	
— Modifiant le décret du 24 novembre 1920 relatif aux frais de tournée et de bureau des inspecteurs du travail.....	50
1923. — 28 déc. — Loi.	
— Portant ouverture de crédits sur l'exercice 1924, en vue du relèvement de l'indem- nité pour charges de famille et des indem- nités de résidence.....	6
1923. — 29 déc. — Décret.	
— Modifiant le Livre II, chapitre IV, du Code du travail et de la prévoyance sociale. (Repos hebdomadaire et des jours fériés.)	7
1923. — 29 déc. — Arrêté.	
— Modifiant, en ce qui concerne certaines sec- tions de la 1 ^{re} circonscription, l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attri- buées aux inspecteurs et inspectrices dé- partementaux du travail.....	55

JURISPRUDENCE.

1922. — 10 janvier. — Cass. Ch. req.	Accident du travail. — Lieu et temps de travail. — Périmètre des chantiers. — Trajet pour se rendre au lieu du travail ou le quitter. — Applicabilité de la loi du 9 avril 1898.....	127
1922. — 8 sept. — S.-pol. Carpentras.	Paiement des salaires. — Article 44, § 1, du Livre 1 ^{er} du Code du travail. — Illé- galité du fait, pour l'employeur, de retenir en dépôt les salaires d'une semaine à titre de garantie pour le cas d'inobservation par l'ouvrier du délai-congé. — Nombre d'in- fractions égal au nombre des ouvriers ayant subi la retenue.....	143
1922. — 3 nov. — Cass. crim.	Loi du 28 mars 1919 portant interdiction du travail de nuit des ouvriers boulan- gers. — Article 1 ^{er} incorporé dans l'ar- ticle 20 du Livre II du Code du travail. — Ouvriers boulangers propriétaires d'ac- tions de commandite de l'entreprise, liés à celle-ci par un contrat de travail. — Ap- plication de la loi.....	128
1922. — 9 nov. — Cass. crim.	Force majeure. — Loi du 15 février 1902 sur la santé publique. — Règlements pris en exécution de cette loi. — L'importance des dépenses à engager pour l'exécution des travaux prescrits par ces règlements, non plus que les difficultés d'exécution, ne constituent pas le cas de force ma- jeure.....	129

	Pages.
1922. — 1 ^{er} déc. — Cass. crim. — Repos hebdomadaire. — Gérantes. — Participation du patron à la gestion des établissements. — Validité juridique du contrat au regard des dispositions légales sur le repos hebdomadaire.....	131
1922. — 23 déc. — Trib. corr. Char ¹⁸ . — Sécurité. — Homicide par imprudence. — Protection des arbres de transmission. — Emploi d'un enfant de moins de 18 ans au graissage des machines ou mécanismes en marche. — Emploi de cet enfant dans les locaux où se trouvent des machines non protégées	139
1922. — 27 déc. — Trib. corr. Lyon. — Déclaration mensongère faite par l'ouvrier à l'inspecteur du travail. — Obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur	142
1923. — 5 janv. — Trib. corr. Paris. — Repos hebdomadaire. — 1 ^o Emploi, le jour du repos hebdomadaire collectif, de personnes qualifiées « associées » en participation. — Absence de contrat d'association en participation. — Infraction. — 2 ^o Emploi, le jour du repos hebdomadaire collectif, de parents autres que les membres de la famille placés sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur. — Infraction. — 3 ^o Syndicat des employeurs de la profession partie civile. — Intervention recevable. — Dommages-intérêts.	145
1923. — 12 janv. — Conseil d'État. — Délégués-mineurs. — Élections. — Validité des bulletins de vote sous enveloppe ouverte	123
1923. — 21 avril. — Cass. Crim. — Tissage et bobinage. — Article 84 du Livre I ^{er} du Code du travail. — Sens donné au mot « ouvrier »	132
1923. — 2 mai. — Cass. civ. — Allocations pour charges de famille. — Conditions qu'elles doivent remplir pour constituer une rémunération. — Détermination de la rente en cas d'accident du travail	138
1923. — 26 juill. — Cass. crim. — Sécurité. — Article 66 a, § 6, du Livre II du Code du travail. — Pièces mobiles placées exceptionnellement à portée d'ouvriers appelés spécialement à les entretenir ou à pourvoir à la réparation de l'appareil. — Obligation pour le chef d'entreprise de munir les parties dangereuses de ces pièces d'organes protecteurs	133
1923. — 28 juillet. — Cass. crim. — Journée de huit heures. — Salon de coiffure. — Heures de présence	135

1923. — 10 août. — Conseil d'État. — Repos hebdomadaire. — Demande de dérogation fondée sur l'article 36 du Livre II du Code du travail. — Refus d'autorisation. — Pourvoi contre l'arrêté préfectoral. Retrait par le préfet, au cours de l'instance, des autorisations accordées aux « établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires, s'adressant à la même clientèle et compris dans la même classe de patentes » que le demandeur. — Annulation de l'arrêté de refus, sans qu'il y ait lieu à octroi de l'autorisation	124
1923. — 15 nov. — Cass. crim. — I. Témoins entendus sans prestations de serment. — Annulation de jugement fondé sur l'audition de ces témoins. — Article 155 du Code d'instruction criminelle.	
II. Fonctionnement d'une courroie sur une poulie de transmission placée à moins de deux mètres du sol. — Disposition des paragraphes 6 et 7 de l'article 66a du Livre II du Code du travail. — Cas où le sol de l'atelier se trouve surélevé dans une de ses parties. — Applicabilité.	136

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Application pendant les années 1921 et 1922 de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles	153
Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant l'année 1922	159
Manifestations morbides chez les ouvriers maniant le celluloïd et ses solvants , par MM. F. HEIM, AGASSE-LAFONT et A. FEIL	161
Rôles respectifs du plomb et de l'essence de térébenthine dans la pathologie professionnelle des peintres , par MM. HEIM, E. AGASSE-LAFONT et A. FEIL.	165
Travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1910 (art. 75, 76, 77, 105, 106 et 107 du Livre I du Code du travail) supprimant les économats et interdisant aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit.	

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Proposition de loi présentée par M. Jules Coutant et plusieurs de ses collègues	419
Proposition de loi présentée par M. Maurice Flayelle	420
Rapport de M. Alexandre Zévaès	421
Séance du 4 juin 1907	423
Séance du 6 juin 1907	454

SÉNAT :

Rapport de M. Guillaume Poulle.....	494
Séance du 24 février 1910.....	500

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Rapport de M. Alexandre Zévaès.....	528
Séance du 22 mars 1910.....	534

Travaux préparatoires de la loi du 7 décembre 1910 (art. 43, 44, 45, 104, 106 et 107 du Livre I du Code du travail) sur le Payement des Salaires des ouvriers et employés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Proposition de loi sur les règlements d'atelier, par M. Ferroul et plusieurs de ses collègues.....	333
Rapport de M. Saint-Romme.....	334
Séance du 5 novembre 1892.....	335

SÉNAT :

Rapport de M. Maxime Lecomte.....	339
Séance du 24 avril 1894.....	341

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Rapport de M. Fernand Dnbief.....	351
Séance du 6 décembre 1898.....	353
Séance du 8 décembre 1898.....	378

SÉNAT :

Rapport de M. Maxime Lecomte.....	383
Rapport de M. Maxime Lecomte (nouvelle rédaction).....	385
Séance du 22 janvier 1909.....	386
Séance du 9 février 1909.....	396
Séance du 2 mars 1909.....	399

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Rapport de M. Chambon.....	409
Séance du 20 juin 1909.....	414

SÉNAT :

Rapport de M. Maxime Lecomte.....	414
Séance du 2 décembre 1909.....	415

Travaux préparatoires de la loi du 29 décembre 1923 (art. 43 du Livre II du Code du Travail) relative au repos hebdomadaire et des jours fériés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Projet de loi.....	535
--------------------	-----

	Pages.
Rapport de M. Justin Godard	537
Séance du 19 mars 1919.....	538
 SÉNAT :	
Rapport de M. Roustan.....	539
Séance du 20 décembre 1923.....	544

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE sur trois cas mortels d'électrocution par courants à basse tension, par M. CAVAILLÉ, inspecteur divisionnaire du travail à Bordeaux	167
NOTE sur le refroidissement mécanique des moules de verrerie, par M. AUPÉTIT, inspecteur départemental du travail à Tours.....	174
NOTE sur la manutention mécanique des fûts, par M. AUPÉTIT, inspecteur départemental du travail à Tours.....	176
NOTE sur la fabrication mécanique du ciment Portland artificiel, par M. J. BARET, inspecteur départemental du travail à Castres.....	180
NOTE sur la suppression des buées dans une teinturerie en pièces, par M. J. BARET, inspecteur départemental du travail à Castres.....	188
NOTE relative à l'assainissement des ateliers d'extraction des graisses les déchets d'abattoirs, de boucheries, etc., par M. BELLON, inspecteur départemental du travail à Marseille.....	190
NOTE sur une explosion de cubilot à fond mobile dans une fonderie de fonte de fer de deuxième fusion, par M. BERNARD, inspecteur départemental du travail à Chartres.....	199
NOTE sur la possibilité de remplacer le sable par de la grenaille de fer dans certains travaux de décapage, par M. COSTES, inspecteur départemental du travail à Paris.....	205
NOTE sur un protecteur de meule-émeri, par M. COSTES, inspecteur départemental du travail à Paris.....	207
NOTE sur divers progrès réalisés dans une verrerie de flaconnage, par M. DELASTRE, inspecteur départemental du travail à Rouen.....	209
NOTE sur un procédé de débouillage des cardes de filature par le vide, par M. DELASTRE, inspecteur départemental du travail à Rouen.....	214
NOTE sur la purification par l'électricité des gaz industriels rejetés dans l'atmosphère, par M. DORME, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	219
NOTE sur les intoxications par les dérivés du benzène, par M. FROIS, inspecteur du travail, chargé du contrôle de la 1 ^{re} circonscription.....	236

	Pages.
NOTE sur la fabrication des capsules métalliques, par M. GALOPEAUD, inspecteur départemental du travail à Bordeaux.....	240
NOTE sur une tour à béton, par M. GALOPEAUD, inspecteur départemental du travail à Bordeaux.....	247
NOTE sur l'installation de sièges individuels pour le personnel féminin employé aux bancs à broches, par M. GAUDIOR, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	251
NOTE sur l'emploi en filature et en tissage de coton d'une pompe de nettoyage par le vide montée sur chariot, par M. GAUDIOR, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	256
NOTE sur les améliorations hygiéniques apportées aux opérations d'émaillage des carreaux de faïence pour revêtements, par M. GERVOIS, inspecteur du travail chargé du contrôle dans la 5 ^e circonscription.....	261
NOTE sur les améliorations d'hygiène et de sécurité réalisées dans l'agrandissement des usines de la Compagnie parisienne de distribution d'électricité, par M. LAVOISIER, inspecteur départemental du travail à Paris.....	265
NOTE sur un dispositif de protection destiné à supprimer le port des lunettes pour les ouvriers occupés aux meules en émeri, par M. LE HEN, inspecteur départemental du travail à Lorient.....	276
NOTE sur le Ouistiti, appareil de sécurité automatique destiné à remplacer la corde à nœuds (Brevets Paul Cans), par M. MARTY, inspecteur départemental du travail à Paris.....	279
NOTE sur divers dispositifs protecteurs des machines à imprimer dites minerves, pédales ou presses à platine, par M. POUYANNE, inspecteur départemental du travail à Marseille.....	285
NOTE sur un appareil pour la mise en suif des cuirs et peaux, par M. SARAZIN, inspecteur départemental du travail à Bourges.....	301

BIBLIOGRAPHIE.

(ANALYSES ET EXTRAITS.)

Traité de chimie toxicologique, par J. OGIER et KOHN-ABREST.....	305
Recherches sur les conditions d'éclairage des ateliers de composition typographique, par L. BARGERON. (Notes et mémoires de l'Institut Lannelongue d'hygiène sociale, V ^e série, novembre 1923.).....	310
Traitement des asphyxiés; respiration artificielle et inhalations d'oxygène, par René LEGENDRE et Maurice NICLOUX. (<i>Revue d'hygiène</i> , avril 1923).....	312
Le Katathermomètre, instrument pour mesurer le bien-être physique, par ROBERT A. JACOB, traduit par M ^{me} A. WEISS. (<i>Annales d'hygiène publique, industrielle et sociale</i> , mars 1924).....	314

Intoxication benzolique professionnelle, par FAURE-BEAULIEU et LÉVY-BRUHL. (Anal. <i>Bulletin médical</i> du 15 novembre 1922.).....	316
Les intoxications du système nerveux par la tétrachloréthane dans les fabriques de perles artificielles. (Anal. <i>Bulletin médical</i> , 31 janvier 1923.)....	316

DIVERS.

PERSONNEL de l'Inspection du travail.....	318
---	-----

BULLETIN

DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

TRENTE-ET-UNIÈME ANNÉE (1923). — NUMÉROS 1 À 4.

ACTES OFFICIELS.

LOI DU 19 DÉCEMBRE 1922

tendant à imposer aux soumissionnaires des marchés des travaux publics passés au nom de l'État, des départements et des communes, l'obligation de servir des allocations familiales à leur personnel (1).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics passés au nom de l'État, des départements et des communes et des établissements publics pourront prévoir l'obligation, pour les soumissionnaires, de servir des allocations familiales au personnel occupé à ces travaux.

Un décret pris dans la forme des règlements d'administration publique déterminera les modalités d'application de la présente disposition.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 décembre 1922.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

Le Ministre de l'Intérieur,

Maurice MAUNOURY.

Le Ministre des Finances,

CH. DE LASTEYRIE.

(1) *Journal officiel* du 21 décembre 1922, p. 12143.

LOI DU 1^{er} AVRIL 1923

*relative aux bonifications pour services militaires
à accorder aux fonctionnaires (1).*

(EXTRAITS).

.....

ART. 7. — Nul n'est admis comme fonctionnaire ou agent dans une administration de l'État, des départements et des communes, ni ne peut être investi de fonctions publiques même électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi.

Le temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires, agents ou sous-agents de toutes les administrations de l'État, soit avant, soit après leur admission dans les cadres, est compté, pour le calcul de l'ancienneté de service exigée pour la retraite et pour l'avancement, pour une durée équivalente de services civils.

Est également compté pour une durée équivalente de services civils le temps légal passé sous les drapeaux par les hommes appartenant à une classe antérieure à la classe 1913.

Ce temps est compté en une seule fois, quel que soit le mode prévu par les règlements de chaque administration pour les avancements de classe, ancienneté ou choix, aussitôt accompli, si le service militaire est fait après admission dans les cadres, ou dès l'entrée dans les cadres, s'il a été fait auparavant. Lorsque l'ancienneté ainsi obtenue dépassera le minimum de temps nécessaire pour passer à la classe supérieure, l'excédent entrera en ligne de compte pour l'avancement de classe suivante.

En ce qui concerne les agents soumis antérieurement au régime de l'article 80 de la loi de finances du 30 mars 1902 et des décrets des 11 novembre 1903 et 6 septembre 1912, le rappel des services militaires auquel ils peuvent avoir droit sera effectué immédiatement.

.....

LOI DU 24 MAI 1923

relative à la modification de l'heure légale fixée par la loi du 9 mars 1911 (2).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'heure légale, fixée par la loi du 9 mars 1911, sera, chaque année, et sous réserve des modalités qui font l'objet des

(1) *Journal officiel* du 15 avril 1923.

(2) *Journal officiel* du 25 mai 1923.

articles 2, 3 et 4, avancée de soixante minutes, du dernier samedi de mars, à vingt-trois heures, au premier samedi d'octobre, à vingt-quatre heures. Toutefois, en cas d'entente avec les nations alliées voisines, le Gouvernement pourra reporter la première date au troisième samedi d'avril et la seconde au troisième samedi de septembre.

ART. 2. — Le Ministre des Travaux Publics devra apporter, sur les réseaux d'intérêt général, aux horaires des trains de début et de fin de journée, d'ouvriers et de denrées, les modifications rendues nécessaires par le changement d'heure et compatibles avec le service général des chemins de fer. Il devra également apporter aux heures d'ouverture et de fermeture des gares de petite vitesse les modifications nécessaires.

ART. 3. — Dans les communes qui en feront la demande, les préfets fixeront les heures d'ouverture et de fermeture des écoles, de manière à tenir compte des habitudes locales et des intérêts des populations rurales.

ART. 4. — Les préfets fixeront les heures d'ouverture et de fermeture des foires et marchés, halles et marchés publics communaux, ainsi que les horaires des chemins de fer d'intérêt local et des services d'autobus, de façon à assurer le ravitaillement de ces foires et marchés, ainsi que l'expédition des produits vendus, en tenant compte des nécessités de la vie rurale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 mai 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

R. POINCARÉ.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
Maurice COLRAT.*

*Le Ministre de l'Intérieur,
Maurice MAUNOURY.*

*Le Ministre du Travail,
Albert PEYRONNET.*

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,
LÉON BÉRARD.*

*Le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,
Paul STRAUSS.*

*Le Ministre des Travaux publics,
Yves LE TROCQUER.*

LOI DE FINANCES DU 30 JUIN 1923.

Article 3 relatif aux conditions dans lesquelles peuvent être mis à la retraite les chefs de familles nombreuses (1).

(EXTRAIT).

.....

Fonctionnaires chefs de famille nombreuses.

ARR. 111. — Ne pourront être mis à la retraite avant 60 ou 65 ans, selon qu'ils appartiennent au service actif ou au service sédentaire, les fonctionnaires civils qui désireront conserver leurs fonctions, à condition qu'au moment où ils atteindront leur 55^e ou 60^e année, ils soient pères d'au moins trois enfants vivants et soient en état de continuer à exercer leur emploi.

Un conseil d'enquête dont un règlement d'administration publique déterminera la composition, sera appelé à donner son avis sur l'état d'incapacité du fonctionnaire de continuer l'exercice de ses fonctions, au cas où l'administration invoquerait cette incapacité pour lui refuser le bénéfice de la présente disposition.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat.

.....

LOI DU 20 JUILLET 1923

prorogeant le délai de publication des décrets prévus par la loi du 15 décembre 1922, qui a étendu aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (2).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Les deux premiers paragraphes de l'article 16 de la loi du 15 décembre 1922 (3) sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 16. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions générales d'application de la présente loi. Celle-ci sera applicable un an après la publication des décrets qui doivent en régler l'exécution.

« Ces décrets devront être rendus avant le 31 août 1923 ». (4).

(1) *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1923.

(2) *Journal officiel* du 21 juillet 1923.

(3) Voir *Bulletin* 1922, page 2.

(4) Voir décret du 29 juillet 1923, dans le présent *Bulletin*, page 35.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Rambouillet, le 20 juillet 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Agriculture,
Henry CHÉRON.

Le Ministre du Travail,
Albert PEYRONNET.

Le Ministre des Finances,
Ch. DE LASTEYRIE.

Le Ministre des Colonies,
A. SARRAUT.

LOI DU 2 AOÛT 1923

étendant le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maison, domestiques, concierges et serviteurs à gage. (1)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Dans le délai de six mois, à compter de la promulgation de la présente loi, la législation sur les accidents du travail résultant de la loi du 9 avril 1898 et des lois ultérieures qui l'ont complétée et modifiée, notamment les articles 2, 3 et 6 de la loi du 12 avril 1906, ainsi que des dispositions de la loi du 30 décembre 1922, est étendue aux domestiques, gens de maison, serviteurs à gage, concierges et salariés du même genre à un titre quelconque, attachés ou non à la personne.

ART. 2. — Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend uniquement, à l'exclusion de tous autres profits en argent, de la rémunération et des prestations en nature directement allouée par le maître, en exécution du contrat de louage de services.

Toutefois, les rétributions accessoires et habituelles concourant à former la rémunération effective, notamment sous forme d'étrennes, devront être ajoutées au salaire de base pour le calcul de l'indemnité en cas d'incapacité permanente ou de mort.

ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie sous réserve des modifications déjà apportées à la législation métropolitaine sur les accidents du travail par la loi du 25 septembre 1919.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Rambouillet, le 2 août 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du travail,
Albert PEYRONNET.

Le Ministre de l'Intérieur,
Maurice MAUNOURY.

(1) *Journal officiel* du 3 août 1923.

LOI DU 28 DÉCEMBRE 1923

portant ouverture de crédits sur l'exercice 1924, en vue du relèvement de l'indemnité pour charges de famille et des indemnités de résidence (1).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

.....

ART. 4. — A partir du 1^{er} janvier 1924, les enfants qui poursuivent des études justifiées par un certificat délivré par les chefs d'établissements ouvrent droit, jusqu'à l'âge de vingt-et-un an, dans les mêmes conditions que les enfants âgés de moins de seize ans, aux indemnités pour charges de famille allouées aux personnels civils et militaires de l'État.

Ouvrent droit aux mêmes indemnités jusqu'à l'âge de dix-huit ans, les enfants pour lesquels il aura été passé un contrat écrit d'apprentissage.

.....

ART. 6. — A partir du 1^{er} janvier 1924, il est alloué aux personnels civils et militaires de l'État, bénéficiant des indemnités de charges de famille établies par l'article 11 de la loi du 18 octobre 1919, un supplément temporaire dont le montant est fixé à 50 p. 0/0 de celui desdites indemnités, soit 165 francs pour chacun des deux premiers enfants et 240 francs pour chaque enfant à partir du troisième.

.....

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 décembre 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

Ch. DE LASTEYRIE.

(1) *Journal officiel* du 29 décembre 1923.

LOI DU 29 DÉCEMBRE 1923

modifiant le Livre II, chapitre IV, du Code du Travail et de la Prévoyance sociale (repos hebdomadaire et des jours fériés) (1).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Est codifiée, dans la teneur ci-après et formera l'article 43 a du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale, la disposition suivante :

« Art. 43 a. — Lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 décembre 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

DÉCRET DU 25 FÉVRIER 1922

rattachant l'administration des mines dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, respectivement au Ministère des travaux publics et au Ministère du travail (2).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Travaux publics et du Ministre du Travail ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 1918 portant organisation d'un service des mines en Alsace et en Lorraine ;

Vu le décret du 21 mars 1919 relatif à l'administration de l'Alsace et de la Lorraine ;

(1) *Journal officiel* du 31 décembre 1923.

(2) *Journal officiel* du 10 mars 1922.

Vu la loi du 17 octobre 1919 relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;

Vu le décret du 17 janvier 1922 déléguant au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, les pouvoirs conférés au Président du Conseil par le décret du 21 mars 1919 la loi du 17 octobre 1919 et la loi de finances du 31 décembre 1921 (art. 62);

Vu la loi de finances du 31 décembre 1921, et notamment l'article 62 de ladite loi et l'état annexe A présentant le tableau, par Ministère et par chapitre, des crédits ouverts pour les services d'Alsace et de Lorraine;

Vu l'avis exprimé par le Conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine dans sa séance du 28 décembre 1921;

Sur la proposition du Commissaire général de la République,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'administration des mines dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, actuellement placée par délégation permanente du Président du Conseil, sous l'autorité du Commissaire général de la République à Strasbourg, est rattachée au Ministère des Travaux publics et au Ministère du Travail en ce qui concerne, pour ce dernier, l'application des lois et règlements sur les conditions de travail dans les mines, minières et carrières, ainsi que les mesures de prévoyance et d'assistance en faveur des ouvriers mineurs édictées par le titre VII de la loi locale sur les mines, du 16 décembre 1873.

ART. 2. — L'école des mines de Thionville et des écoles préparatoires de Forbach, Sainte-Marie-aux-Chênes, Algrange et Audun-le-Tiche sont rattachées au Ministère des Travaux publics.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres par application de l'article 4 de la loi du 17 octobre 1919.

ART. 4. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre des Travaux publics et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 février 1922.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

LOUIS BARTHOU.

Le Ministre des Travaux publics,

YVES LE TROQUER.

Le Ministre du Travail,

ALBERT PEYRONNET.

DÉCRET DU 16 JANVIER 1923

prorogeant le délai pour procéder à l'élection des délégués mineurs (Mines de Drocoart, Lens, Meurchin et Liévin). (1)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu le chapitre IV du titre III du livre II du Code du Travail ;

Vu le décret du 11 décembre 1914, relatif à l'ajournement des élections des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ; ensemble l'article 1^{er} de la loi du 20 mai 1916 sanctionnant ledit décret ;

Vu la loi du 23 octobre 1919 relative à la date de la cessation des hostilités ;

Vu le décret du 29 décembre 1919 ordonnant de procéder, dans le délai qui y est imparti, aux élections des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, ajournées précédemment en vertu du décret du 11 décembre 1914 ;

Vu le décret du 21 février 1920 portant le délai prévu par le décret du 29 décembre 1919 à un an à dater du 1^{er} janvier 1920, en ce qui concerne les élections des délégués mineurs des mines du Nord et du Pas-de-Calais situées dans les régions libérées ou dévastées ;

Vu les décrets des 31 décembre 1920 et 10 décembre 1921 (2) portant successivement ce délai à deux et à trois ans, à dater du 1^{er} janvier 1920 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le délai prévu par le décret du 29 décembre 1919 pour procéder aux élections de délégués mineurs, ajournées par application du décret du 11 décembre 1914 et porté par le décret du 10 décembre 1921 à trois ans, à dater du 1^{er} janvier 1920 pour les mines du Nord et du Pas-de-Calais situées dans les régions libérées ou dévastées, est porté à quatre ans à partir du 1^{er} janvier 1920, en ce qui concerne les mines de Drocoart, Lens-Meurchin et Liévin (département du Pas-de-Calais).

ART. 2. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 janvier 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

(1) *Journal officiel* du 17 janvier 1923.

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 41.

DÉCRET DU 10 MARS 1923

modifiant le décret du 14 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les industries de la chapellerie (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu le décret du 14 août 1920 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la Chapellerie;

Vu la demande de modification dudit décret formulée par une organisation syndicale;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 19 décembre 1922, page 12,112, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique portant modification du décret du 14 août 1920;

Vu les observations présentées par les diverses organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3, paragraphe 3° du décret du 14 août 1920 précité est modifié comme suit :

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : 150 heures. En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

ART. 2. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 mars 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

(1) *Journal officiel* du 14 mars 1923.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 175.

DÉCRET DU 30 MARS 1923

modifiant le décret du 9 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu le décret du 9 août 1920 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les industries de la Métallurgie et du Travail des Métaux, et notamment l'article 6, 3°, en vertu duquel peut être porté à 100 pendant les années 1920, 1921, 1922, le chiffre annuel des heures de dérogation que le Ministre du Travail pourra autoriser lorsque le Ministre dans les attributions de qui rentrent les travaux, attestera qu'ils sont exécutés dans l'intérêt national;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 21 décembre 1922, page 12,159, au sujet d'une demande d'une organisation patronale tendant à la prorogation, par mesure transitoire, de la faculté de dérogation prévue par la disposition susvisée de l'article 6, 3°, dudit décret du 9 août 1920;

Vu les observations présentées par les diverses organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 31 décembre 1923 la disposition de l'article 6, 3°, du décret du 9 août 1920 susvisé, aux termes de laquelle peut être porté à cent heures le chiffre annuel des heures de dérogation que le Ministre du Travail pourra autoriser, lorsque le Ministre dans les attributions de qui rentrent les travaux attestera qu'ils sont exécutés dans l'intérêt national.

ART. 2. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 30 mars 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

(1) *Journal officiel* du 7 avril 1923.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 167.

DECRET DU 31 MARS 1923

portant promulgation de la convention relative à l'assistance et à la prévoyance sociales signée à Varsovie le 14 octobre 1920 entre la France et la Pologne (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur;

Sur la proposition du Ministre des Finances;

Sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Sur la proposition du Ministre du Travail;

Sur la proposition du Ministre de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Une convention relative à l'assistance et à la prévoyance sociales, ayant été signée à Varsovie, le 14 octobre 1920, entre la France et la Pologne et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 24 février 1923, ladite convention dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION

RELATIVE À L'ASSISTANCE ET À LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

Le Président de la République française et le chef de l'État polonais, désirant régler dans le plus grand esprit d'entente amicale les conditions dans lesquelles les travailleurs français en Pologne et polonais en France seront appelés à bénéficier des lois d'assistance et des lois d'assurance et de prévoyance sociales et pourront exercer le droit syndical et le droit d'association, conformément aux lois internes de chacune des hautes parties contractantes, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française :

M. Hector-André de Panafieu, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française à Varsovie, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur.

M. William Oualid, agrégé d'économie politique des facultés de droit, chef du service de la main-d'œuvre étrangère au Ministère du Travail, décoré de la Croix de guerre.

(1) Journal officiel du 5 avril 1923.

Le chef de l'Etat polonais :

M. Charles Bertoni, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Le régime des retraites ouvrières et paysannes (y compris les retraites spéciales des ouvriers mineurs), en vigueur dans chacun des deux pays, doit être appliqué aux ressortissants de l'autre, sans exclusion ou réduction des droits accordés aux ressortissants du pays, réserve faite de ce qui est prévu ci-après touchant le mode de calcul et de paiement des bonifications et allocations à la charge de l'Etat.

Les avantages prévus au présent article seront acquis aux assurés qui demanderont et obtiendront leur retraite après la date d'entrée en vigueur du présent traité. Ils seront acquis aux veuves et aux orphelins dont les droits naîtront après ladite date.

En ce qui concerne les allocations complémentaires et bonification de l'Etat, les règles suivantes sont applicables ;

Les périodes de versement et les périodes assimilées entrant légalement en compte, tant en Pologne qu'en France, se totalisent pour déterminer le droit à la bonification.

Chacun des deux Etats établi pour ordre le montant de la bonification à laquelle l'assuré aurait droit à son tarif, sous sa propre loi et dans les conditions de cette loi pour le temps total calculé comme il est dit au paragraphe précédent. Il détermine ensuite la part de cette bonification qui est à sa charge, en réduisant le montant total précédemment établi en proportion de la période de temps qui le concerne.

La bonification de l'assuré est le total des parts de bonification incombant à chaque Etat.

Toutefois, dans le cas où la bonification totale ainsi calculée est inférieure à la bonification qui serait due par l'un des deux pays d'après sa propre loi, et en raison des seules périodes de versement ou des périodes assimilées accomplies sur son territoire, la part de la bonification à la charge de ce pays sera augmentée de la différence.

Les règles ci-dessus sont applicables aux bonifications des pensions d'invalidité.

Les allocations en cas de décès sont dues aux ayants droit des assurés décédés, sous réserve que ces ayants droit auront formé leur demande dans un délai d'un an à dater de la notification du décès au Consul du pays d'origine de l'intéressé. Elles sont supportées concurremment par les deux pays en se référant aux principes ci-dessus exposés pour les bonifications.

Les accords prévus à l'article 14 préciseront les conditions d'application des principes relatifs aux bonifications et allocations.

Les relations entre les organismes français et polonais de retraite, les informations qu'ils devront se fournir réciproquement pour rendre possible l'établissement des comptes des assurances de l'autre nationalité, tant au cours de l'acquisition qu'à l'époque de l'acquisition de la retraite, les mesures à prendre

pour faciliter le paiement en France, par les caisses françaises ou l'administration postale, des pensions acquises aux caisses polonaises et réciproquement, seront déterminées par les accords prévus à l'article 14.

ART. 2. — L'égalité de traitement déjà réalisée en matière de réparation des accidents du travail (conformément à l'article 3 de la convention du 3 septembre 1919, relative à l'émigration et à l'immigration), est confirmée par le présent traité et s'appliquera au développement éventuel de la législation.

Les mêmes principes de réciprocité s'étendront, dans les conditions qui seront précisées par des arrangements spéciaux conclus entre les administrations compétentes des deux pays, à toutes les lois d'assurance sociale contre les divers risques, tels que maladie, invalidité, chômage, actuellement en vigueur ou qui pourraient être ultérieurement établies.

ART. 3. — Pour tout ce qui concerne l'acquisition, la possession, la transmission de la petite propriété rurale et urbaine, les ressortissants de chacun des deux pays auront dans le territoire de l'autre les mêmes droits et avantages assurés aux ressortissants du pays, à l'exclusion toutefois des avantages concédés à l'occasion de faits de guerre et sous réserve des dispositions prévues dans l'intérêt de la sécurité nationale, pour certaines zones ou certains lieux, par les lois relatives au séjour et à l'établissement des étrangers.

ART. 4. — Les travailleurs et employeurs polonais résidant en France qui ont adhéré à une société de secours mutuels française pourront faire partie du conseil d'administration, sous réserve que le nombre des administrateurs étrangers ne dépasse pas la moitié moins un du nombre total des membres du conseil.

Les ressortissants polonais résidant en France, qui ont adhéré à une société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, bénéficieront des subventions allouées par l'État en vue de la retraite par livret individuel et auront droit aux pensions constituées sur fonds communs.

Les dispositions des deux alinéas ci-dessus s'appliquent aux ressortissants français en Pologne.

ART. 5. — Les subventions aux caisses mutuelles de secours des fonds publics de chômage et des institutions publiques d'assistance par le travail seront attribuées, dans chacun des États contractants, aux ressortissants de l'autre État.

ART. 6. — Les ressortissants de chacun des deux États qui, soit par suite de maladie physique ou mentale, de grossesse ou d'accouchement, soit pour toute autre raison, ont besoin de secours, de soins médicaux ou d'autre assistance quelconque, seront traités, sur le territoire de l'autre État contractant, pour l'application des lois d'assistance, à l'égal des ressortissants de ce dernier, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers.

Les ressortissants de l'un des deux États auront droit dans l'autre aux allocations d'État pour charge de famille ayant un simple caractère de secours, si leurs familles y résident avec eux.

ART. 7. — Les frais d'assistance engagés par l'État de résidence ne donneront lieu, en aucun cas, quelle qu'en soit la cause ou l'importance, à aucun remboursement de la part de l'État, ni des départements, provinces, communes ou institutions publiques du pays dont la personne assistée possède la nationalité, en tant que l'assistance susdite sera nécessaire par suite d'une maladie aiguë déclarée telle par le médecin traitant.

Dans les autres cas, y compris les rechutes, les remboursements seront admis pour la période successive aux premiers soixante jours.

ART. 8. — L'État de résidence continuera de supporter aussi la charge de l'assistance sans remboursements.

1° En ce qui concerne l'entretien, soit à domicile, soit dans les hospices de vieillards, des infirmes et des incurables, ayant au moins quinze ans de résidence continue dans le pays où ils sont admis au bénéfice de la pension d'assistance ou de séjour gratuit dans un asile de vieillesse. La période susdite sera réduite à cinq ans lorsqu'il s'agira d'une invalidité consécutive à l'une des maladies professionnelles dont la liste sera établie par un des accords prévus à l'article 14 ;

2° En ce qui concerne toutes les personnes malades, les aliénés et tous autres assistés ayant cinq ans de résidence continue dans ledit pays. Dans le cas où il s'agit d'un traitement de maladie, le travailleur qui, pendant la période susdite, a séjourné dans le pays au moins cinq mois consécutifs chaque année, sera considéré comme ayant la résidence continue.

En ce qui concerne les enfants mineurs de seize ans, il suffira que le père, la mère, le tuteur ou la personne qui en a la garde remplisse les conditions ci-dessus déterminées.

ART. 9. — A l'expiration du délai de soixante jours, pour les assistés qui ne rempliront pas les conditions de séjour prévues par l'article précédent, l'État du pays d'origine sera tenu, à son choix, après avis de l'État de résidence, soit de rapatrier l'assisté, si celui-ci est transportable, soit d'indemniser des frais de traitement l'État de résidence. Le rapatriement ne sera pas imposé dans les cas de l'assistance spéciale aux familles nombreuses et aux femmes en couches.

ART. 10. — Les deux Gouvernements régleront dans les accords prévus à l'article 14 avec les mesures de détail et d'exécution :

1° La procédure, les conditions et modalités du rapatriement ;

2° Le mode de constatation et d'évaluation de la durée de la résidence continue.

Les avis prévus à l'article 9 donnés par l'État de résidence devront parvenir aux autorités de l'État du pays d'origine désignées dans ledit accord, dans les vingt premiers jours du délai de soixante jours, faute de quoi le délai serait prolongé de la durée du retard.

Les deux gouvernements s'engagent à veiller à ce que, dans les agglomérations renfermant un nombre important de travailleurs de l'autre nationa-

lité, les moyens et les ressources d'hospitalisation ne fassent pas défaut aux ouvriers malades ou blessés et à leurs familles.

Les cotisations qui pourraient être imposées aux employeurs, ou consenties par eux dans ce but, n'auront pas le caractère de taxes spéciales sur la main-d'œuvre étrangère.

Lorsque le traitement médical à domicile, dans les hôpitaux ou dans les infirmeries, sera assuré par les soins et aux frais des employeurs, les travailleurs y auront droit, et ce, sans qu'il y ait lieu à aucun remboursement.

Les remboursements exigibles de l'État du pays d'origine, en vertu de l'article 9 ci-dessus, deviendront sans objet lorsque lesdits frais seront acquittés par l'employeur, volontairement ou en vertu d'une disposition du contrat de travail,

Il en sera de même s'ils ont été acquittés par une société de bienfaisance ou de toute autre façon.

ART. 11. — Les associations de bienfaisance, d'assistance, d'aide sociale ou intellectuelles, ainsi que les sociétés coopératives de consommation entre Français en Pologne et Polonais en France, et les associations mixtes dans l'un et l'autre pays, constituées et fonctionnant conformément aux lois du pays, posséderont les lois et avantages qui sont assurés aux associations polonaises ou françaises de même nature.

ART. 12. — Les ressortissants de chacun des deux pays jouiront, sur le territoire de l'autre, de la liberté d'adhérer ou de ne pas adhérer à des syndicats ou groupements professionnels ou corporatifs accordés aux ressortissants du pays, sous réserve des dispositions légales touchant l'administration de ces syndicats ou groupements.

Les travailleurs ou employeurs des deux pays pourront faire partie des comités de conciliation et d'arbitrage dans les différends collectifs entre employeurs et salariés dans lesquels ils seraient parties intéressées.

Lorsque les ouvriers polonais d'une exploitation minière auront désigné, parmi leurs camarades de la même entreprise, un mandataire pour exposer leurs demandes relatives aux conditions du travail, soit aux patrons, soit aux délégués mineurs, soit aux autorités chargées de la surveillance du travail, les autorités françaises susdites lui faciliteront l'exercice de la mission qui lui est confiée par ses camarades. Et de même pour les ouvriers mineurs français en Pologne.

ART. 13. — Conformément au principe posé dans le premier alinéa de l'article 3 de la convention franco-polonaise du 3 septembre 1919, relative à l'émigration et à l'immigration, les ressortissants de chacune des deux parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays, pour tout ce qui concerne l'application des lois réglementant les conditions du travail et assurant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Cette égalité de traitement s'étendra aussi à toutes les dispositions qui pourront être promulguées à l'avenir, en cette matière, dans les deux pays.

ART. 14. — Les administrations compétentes des deux pays arrêteront, d'un commun accord, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente convention, qui nécessitent la coopération de ces services administratifs. Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquels les services correspondent directement.

ART. 15. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Elle aura une durée d'un an; elle sera renouvelée tacitement, d'année en année, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Au cas où il n'aura pas été possible d'arriver, par cette voie, à une solution, lesdites difficultés seront soumises, même sur la demande d'une seule des parties, au jugement d'un ou plusieurs arbitres, qui auront mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit du présent traité.

Un arrangement spécial réglera l'institution et le fonctionnement de l'arbitrage. Chaque partie pourra faire état, à titre d'information, de l'avis d'un des bureaux ou organes internationaux compétents en la matière. Cet avis pourra être demandé, au même titre, d'accord avec les arbitres.

En foi de quoi, les plénipotentiaires MM. Hector-André de Panafieu et William Oualid, d'une part, et M. Charles Bertoni, d'autre part, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 14 octobre 1920.

(L. S.) A. DE PANAFIEU.

(L. S.) W. OUALID.

(L. S.) K. BERTONI.

PROTOCOLE.

Au moment de signer la convention en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont, d'un commun accord, déclaré ce qui suit :

En vue d'harmoniser la durée et le délai de dénonciation de la présente convention, avec ceux prévus par l'article 16 de la convention franco-polonaise du 3 septembre 1919 relative à l'émigration et à l'immigration. l'alinéa 3 dudit article 16 de la convention du 3 septembre 1919 est modifié de la façon suivante :

« Elle aura une durée d'un an et sera renouvelée d'année en année, par tacite reconduction, sauf dénonciation dans les trois mois précédant l'expiration de chaque période. »

(L. S.) A. DE PANAFIEU.

(L. S.) W. OUALID.

(L. S.) K. BERTONI.

ART. 2. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre du Travail, le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 31 mars 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

R. POINCARÉ.

Le Ministre des Finances,

Ch. DE LASTEYRIE.

Le Ministre de l'Agriculture,

Henry CHÉRON.

Le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Paul STRAUSS.

*Le Ministre de l'Intérieur,
Maurice MAUNOURY.*

*Le Ministre du Commerce
et de l'Industrie,*

Lucien DIOR.

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

DÉCRET DU 14 MAI 1923

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de Tours, Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Symphorien, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Avertin et La Riche (1).

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail ;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure et, notamment, l'article 2, paragraphes 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

« 54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500,000 habitants ;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500,000 habitants et au moins 100,000 habitants ;

(1) *Journal officiel* du 19 mai 1923.

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100,000 habitants.

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe. »

Vu la demande formulée par la Chambre syndicale des Patrons Coiffeurs de Tours et du département d'Indre-et-Loire ;

Vu l'accord intervenu, le 14 février 1923, entre la Chambre syndicale des Patrons Coiffeurs de Tours et du département d'Indre-et-Loire et le Syndicat des Ouvriers Coiffeurs ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Tours, ainsi que dans les communes de Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Symphorien, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Avertin et La Riche, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière maximum :

1° Pour les magasins et salons de coiffure donnant le repos le dimanche :

Du lundi au samedi inclus, de 8 heures à 19 h. 30, avec repos de 12 heures à 13 h. 30.

2° Pour les magasins et salons de coiffure donnant un repos hebdomadaire d'une journée et demie, du dimanche 13 heures au mardi matin 8 heures :

Du mardi au samedi inclus, de 8 heures à 20 heures, avec repos de 12 heures à 13 heures.

Le dimanche matin, de 8 heures à 13 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 mai 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

DÉCRET DU 17 MAI 1923 (1)

portant abrogation du décret du 6 novembre 1920 accordant certains avantages de carrière aux fonctionnaires en service dans les régions libérées.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 17 mai 1923.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 6 novembre 1920 (2) a, dans le but d'en faciliter le recrutement, accord aux fonctionnaires en service dans les régions libérées, certains avantages de carrière destinés à récompenser les efforts exceptionnels qu'exigeait le prompt rétablissement des services désorganisés.

Les conditions d'existence dans les régions libérées et de fonctionnement général des services s'étant aujourd'hui considérablement améliorés, il a paru opportun d'envisager l'abrogation prochaine de ce décret, le maintien des indemnités de zone suffisant maintenant pour compenser les difficultés spéciales aux régions non encore revenues à une vie à peu près normale.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer de mettre fin, à dater du 1^{er} juin prochain, aux dispositions du décret du 6 novembre 1920.

A titre de mesure transitoire, tous les agents qui, au 1^{er} juin prochain, n'auraient pas accompli, dans un ou plusieurs postes classés des régions libérées, un temps de séjour total égal à deux ans, bénéficieront d'une majoration d'ancienneté proportionnelle au temps pendant lequel ils y ont assuré leurs fonctions.

Telles sont les conditions dans lesquelles nous avons l'honneur, Monsieur le Président, de soumettre à votre approbation le présent décret, en vous priant d'agréer l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,
R. POINCARÉ.

Le Gardes des Sceaux, Ministre de la Justice,
Maurice COLRAT.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Lucien DIOR.

Le Ministre des Finances,
Ch. DE LASTEYRIE.

Le Ministre de l'Agriculture,
Henry CHÉRON.

Le Ministre des Travaux publics,
Yves LE TROCQUER.

Le Ministre du Travail,
Albert PEYRONNET.

Le Ministre de l'Intérieur,
Maurice MAUNOURY.

Le Ministre des Régions libérées,
Charles REIBEL.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*
Léon BÉRARD.

*Le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*
Paul STRAUSS.

(1) Journal officiel du 18 mai 1923.

(2) Voir Bulletin 1920, page 189.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 6 novembre 1920 accordant certains avantages aux fonctionnaires en service dans les régions libérées ;

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, des Ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Finances, du Travail, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Commerce et de l'Industrie, de l'Agriculture, des Travaux publics, des Régions libérées, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 6 novembre 1920 cesseront d'avoir effet à dater du 1^{er} juin 1923.

ART. 2. — Par mesure transitoire, les agents qui, au 1^{er} juin 1923, n'auraient pas encore rempli les conditions de séjour imposées par l'article 3 du décret du 6 novembre 1920, bénéficieront des avantages d'ancienneté prévus par l'article 1^{er} dudit décret pour leur temps de séjour antérieur au 1^{er} juin 1923.

Fait à Paris, le 17 mai 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

R. POINCARÉ.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Maurice COLRAT.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Lucien DIOR.

Le Ministre de l'Intérieur,

Maurice MAUNOURY.

Le Ministre des Travaux publics,

Yves LE TROCQUER.

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

Le Ministre de l'Agriculture,

Henry CHÉRON.

Le Ministre des Finances,

Ch. DE LASTEYRIE.

*Le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Paul STRAUSS.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

Léon BÉRARD.

Le Ministre des Régions libérées,

Charles REIBEL.

DÉCRET DU 3 JUILLET 1923

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les ateliers de confections en gros de la ville de Lille et de la commune de Madeleine-lès-Lille (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 12 décembre 1919 (2) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries du Vêtement et notamment l'article 2, paragraphe 7, conçu comme suit :

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe ».

Vu l'accord intervenu le 30 mars 1923 entre la Chambre syndicale des Confectionneurs en gros de Lille et son arrondissement d'une part, et la Fédération des Travailleurs de l'Habillement représentant : la Chambre syndicale des Coupeurs en confections, le Syndicat des Ouvrières en confections et le Syndicat des Presseurs et Presseuses, d'autre part ;

Vu les demandes formulées par lesdites organisations ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Lille et de la commune de La Madeleine-lès-Lille, pour tous les ateliers de confections en gros, est institué le régime uniforme ci-après de répartition du travail :

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi . .	de 7 heures à 17 h. 30, avec repos de 12 à 14 heures.
Le samedi	de 7 heures à 12 h. 30.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 juillet 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

(1) *Journal officiel* du 7 juillet 1923.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 310.

1^{er} DÉCRET DU 13 JUILLET 1923

modifiant le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État en ce qui concerne les allocations familiales (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Finances et du Ministre du Travail;

Vu la loi du 31 janvier 1833, en son article 12 : « Une ordonnance royale règlera les formalités à suivre à l'avenir dans tous les marchés passés au nom de l'État »;

Vu le décret du 18 novembre 1882 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État;

Vu le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État;

Vu la loi du 19 décembre 1922, tendant à imposer aux soumissionnaires des marchés de travaux publics passés au nom de l'État, des départements et des communes, l'obligation de servir des allocations familiales à leur personnel, ladite loi ainsi conçue (2) :

.....
Vu l'avis du Président du Conseil et des autres Ministres;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État est complété comme suit :

« Art. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'État par adjudication ou de gré à gré, devront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché.

« 1^o....., 2^o....., 3^o....., 4^o.....

« 5^o Dans les marchés de travaux publics, sauf dans les cas exceptionnels déterminés par décision motivée du Ministre, assurer aux ouvriers et employés des allocations pour charges de famille.

« A cet effet, l'entrepreneur devra s'affilier à une caisse de compensation ou à tout autre institution agréée et constituée entre chefs d'entreprise en vue de répartir entre eux les charges résultant du service des allocations

(1) *Journal officiel* du 15-16 juillet 1923, et erratum au *Journal officiel* du 17.

(2) Voir ci-dessus p. 1, la loi du 19 décembre 1922.

familiales. L'agrément sera donné par le Ministre du Travail, qui consultera des commissions locales ou régionales comprenant des représentants des administrations intéressées, sur les conditions auxquelles doivent satisfaire les institutions susvisées, notamment en ce qui concerne : a. l'effectif minimum du personnel de l'ensemble des établissements affiliés; b. les taux minima des prestations à fournir par elles, eu égard aux circonstances locales et régionales; c. les règles de répartition des allocations d'après le nombre d'enfants. Pour déterminer ces taux minima, les commissions se référeront, s'il en existe, aux taux généralement pratiqués dans la région et la profession.

« L'entrepreneur pourra ne pas s'affilier à une des institutions susvisées, s'il emploie au moins 2,000 ouvriers et employés, et s'il a institué dans son entreprise un service d'allocations familiales, qui sera reconnu, suivant les formes ci-dessus prévues, satisfaire aux conditions exigées des organismes agréés.

« Les conditions auxquelles est subordonné l'agrément donné soit aux organismes de répartition, soit aux services d'allocations familiales des entrepreneurs, pourront être revisées dans les mêmes formes, si les taux et conditions d'attribution se sont modifiés dans la région et la profession. L'agrément pourra être retiré aux organismes et services qui, invités à mettre leurs statuts en harmonie avec la nouvelle situation, n'auraient pas déferé à cette invitation dans un délai de six mois ».

ART. 2. — L'application du présent décret ne sera obligatoire que trois mois après sa publication.

ART. 3. — Le Ministre des Finances, le Ministre du Travail et tous autres Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 juillet 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République française :

Le Ministre du Travail,
Albert PEYRONNET.

Le Ministre des Finances,
Ch. DE LASTEYRIE.

2^e DÉCRET DU 13 JUILLET 1923

modifiant le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements, en ce qui concerne les allocations familiales. (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et du Ministre de l'Intérieur;

Vu la loi du 10 août 1871 relative aux Conseils généraux;

(1) *Journal officiel*, des 15-16 juillet 1923.

Vu le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements;

Vu la loi du 19 décembre 1922, tendant à imposer aux soumissionnaires des marchés de travaux publics passés au nom de l'État, des départements et des communes, l'obligation de servir des allocations familiales à leur personnel; ladite loi ainsi conçue (1) :

.....

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements est complété comme suit :

« Art. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des départements, par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché.

« 1° , 2° , 3° , 4°

« 5° Dans les marchés de travaux publics, assurer aux ouvriers et employés des allocations pour charges de famille.

« A cet effet, l'entrepreneur devra s'affilier à une caisse de compensation ou à toute autre institution agréée et constituée entre chefs d'entreprise en vue de répartir entre eux les charges résultant du service des allocations familiales. L'agrément sera donné par le Ministre du Travail, qui consultera des Commissions locales ou régionales, comprenant des représentants des administrations intéressées, sur les conditions auxquelles doivent satisfaire les institutions susvisées, notamment en ce qui concerne : *a.* l'effectif minimum du personnel de l'ensemble des établissements affiliés; *b.* les taux minima des prestations à fournir par elles, eu égard aux circonstances locales ou régionales; *c.* les règles de répartition des allocations d'après le nombre d'enfants. Pour déterminer les taux minima, les Commissions se référeront, s'il en existe, aux taux généralement pratiqués dans la région et la profession.

« L'entrepreneur pourra ne pas s'affilier à une des institutions susvisées s'il emploie au moins 2,000 ouvriers et employés et s'il a institué dans son entreprise un service d'allocations familiales qui sera reconnu, suivant les formes ci-dessus prévues, satisfaire aux conditions exigées des organismes agréés.

« Les conditions auxquelles est subordonné l'agrément donné soit aux organismes de répartition, soit aux services d'allocations familiales des entrepreneurs, pourront être revisées dans les mêmes formes, si les taux et conditions

(1) Voir ci-dessus, page 1, la loi du 19 décembre 1922.

d'attribution se sont modifiés dans la région et la profession. L'agrément pourra être retiré aux organismes et services qui, invités à mettre leurs statuts en harmonie avec la nouvelle situation, n'auraient pas déféré à cette invitation dans un délai de six mois ».

ART. 2. — Le Ministre du Travail et le Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 juillet 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République française :

Le Ministre du Travail,
Albert PEYRONNET.

Le Ministre de l'Intérieur,
Maurice MAUNOURY.

3^e DÉCRET DU 13 JUILLET 1923

modifiant le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance en ce qui concerne les allocations familiales (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu l'ordonnance du 14 novembre 1837 ;

Vu le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance ;

Vu la loi du 19 décembre 1922 tendant à imposer aux soumissionnaires des marchés de travaux publics passés au nom de l'État, des départements et des communes, l'obligation de servir des allocations familiales à leur personnel ; ladite loi ainsi conçue (2) :

.....

Le Conseil d'État, entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des communes et des établissements publics de bienfaisance est complété comme suit :

« Art. 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par les-

(1) *Journal officiel* des 15-16 juillet 1923.

(2) Voir ci-dessus, page 1, la loi du 19 décembre 1922.

quelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché.

« 1°, 2°, 3°, 4° »

« 5° Dans les marchés de travaux publics, assurer aux ouvriers et employés des allocations pour charges de famille.

« A cet effet, l'entrepreneur devra s'affilier à une caisse de compensation ou à toute autre institution agréée et constituée entre chefs d'entreprise en vue de répartir entre eux les charges résultant du service des allocations familiales. L'agrément sera donné par le Ministre du Travail, qui consultera des Commissions locales ou régionales, comprenant des représentants des administrations intéressées, sur les conditions auxquelles doivent satisfaire les institutions susvisées, notamment en ce qui concerne : *a.* l'effectif minimum du personnel et l'ensemble des établissements affiliés; *b.* les taux minima de prestations à fournir par elles, eu égard aux circonstances locales ou régionales; *c.* les règles de répartition des allocations d'après le nombre d'enfants. Pour déterminer ces taux minima, les commissions se référeront, s'il en existe, aux taux généralement pratiqués dans la région et la profession.

« L'entrepreneur pourra ne pas s'affilier à une des institutions susvisées s'il emploie au moins 2,000 ouvriers et employés et s'il a institué dans son entreprise un service d'allocations familiales qui sera reconnu suivant les formes ci-dessus prévues, satisfaire aux conditions exigées des organismes agréés.

« Les conditions auxquelles est subordonné l'agrément donné soit aux organismes de répartition, soit aux services d'allocations familiales des entrepreneurs, pourront être revisées dans les mêmes formes, si les taux et conditions d'attribution se sont modifiés dans la région et la profession. L'agrément pourra être retiré aux organismes et services qui, invités à mettre leurs statuts en harmonie avec la nouvelle situation, n'auraient pas déféré à cette invitation dans un délai de six mois. »

ART. 2. — Le Ministre du Travail, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 juillet 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République française :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

Le Ministre de l'Intérieur,

Maurice MAUNOURY.

*Le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Paul STRAUSS.

DÉCRET DU 27 JUILLET 1923

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les Banques et tous établissements de finance, de crédit et de change (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....
Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 27 juin 1920 (p. 9074) et relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières de la banque et des assurances de toute nature et des bureaux administratifs;

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières, pour les professions et régions ci-après mentionnées et aux dates ci-après indiquées :

Banques et Bourse, Paris, 15 mai 1919; Assurances, Banques et Bourse, Bordeaux, 12 juin 1919;

Vu les avis formulés par les diverses organisations patronales et ouvrières;

Vu l'avis du Ministre des Finances;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement ci-après désignés :

Banques et tous établissements de finance, de crédit et de change.

ART. 2. Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er}, devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale, entre les jours ouvrables, des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

Les dispositions des 1^{er} et 2^o du paragraphe 1^{er} du présent article ne pourront, en aucun cas, porter atteinte aux accords intervenus entre les organisations d'employeurs et d'employés, lorsque ces accords comporteront des limitations de la durée journalière ou hebdomadaire du travail inférieure aux maxima prévus ci-dessus.

En cas d'accord entre les organisations d'employeurs et d'employés intéressées, le Ministre pourra, après enquête, pour une profession, une localité ou une région déterminée, autoriser par arrêté, pendant une certaine période de l'année, une répartition du travail effectif sur cinq jours de la semaine, avec maximum de dix heures par jour, afin de permettre le repos complet de la journée du samedi.

(1) *Journal officiel* du 1^{er} août 1923.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin*, 1919, page 237.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés aux 1^{er} et 2^o du paragraphe 1^{er} et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. Toutefois, ce régime ne s'appliquera aux établissements de la Banque de France que dans la mesure où il serait compatible avec les services publics dont ils sont chargés.

ART. 3. En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quarante-cinq jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans autorisation écrite de l'Inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les employés et ouvriers ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, et éventuellement pour chaque

semaine, ou pour toute autre période de temps, dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra par excéder les limites fixées par l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du personnel et du Service de l'Inspection, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui s'y trouveraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

ART. 5. La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de l'éclairage, du chauffage, de la force motrice, du matériel de levage.

Une heure et demie au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

2° Travail des surveillants, gardiens, veilleurs de nuit, service d'incendie.

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des employés et ouvriers de l'établissement et de leurs familles.

Quatre heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement avec maximum de douze heures par jour.

3° Garçons de bureau, encaisseurs, pointeurs et agents similaires.

Deux heures au delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement, avec maximum de douze heures par jour.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables au personnel adulte de l'un et de l'autre sexe, à l'exception de celles qui sont visées sous le n° 1, qui sont applicables exclusivement aux hommes adultes.

ART. 6. La durée du travail effectif pourra être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour, au choix du chef d'établissement; les jours suivants: deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans un intérêt national sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministère du Travail et le Ministère qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (échéances, liquidations, surcroît extraordinaire de travail).

Maximum : cent quatre heures par an réparties sur cent quatre jours au plus. En aucun cas la durée du travail journalier ne pourra par suite de ces dérogations, être portée au delà de dix heures.

Toutefois, cette limite de dix heures pourra être dépassée deux fois par mois pour assurer l'achèvement, en temps utile des opérations de liquidation mensuelle ou de quinzaine prévues par le décret du 7 octobre 1890 et par les règlements des bourses de valeurs, sous réserve d'un repos compensateur d'une durée égale à celle de la prolongation du travail.

ART. 7. Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'employés (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée de présence sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces employés, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrites au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté, prévue au paragraphe 4 de l'article 4, de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et aux usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*. et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 27 juillet 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

DÉCRET DU 27 JUILLET 1923

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises d'assurances de toute nature (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....
Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 27 juin 1920 (page 9074) et relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières de la Banque et des Assurances de toute nature et des Bureaux administratifs;

Vu notamment l'accord intervenu entre les organisations patronales et ouvrières des Assurances, de la Banque et de la Bourse, à Bordeaux, le 12 juin 1919;

Vu les avis formulés par les diverses organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement ci-après désignés :

Entreprises d'assurances de toute nature.

ART. 2. Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale, entre les jours ouvrables, des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

Les dispositions des 1^{er} et 2^o du paragraphe 1^{er} du présent article ne pourront, en aucun cas, porter atteinte aux accords intervenus entre les organisations d'employeurs et d'employés, lorsque ces accords comporteront des limitations de la durée journalière ou hebdomadaire du travail inférieures aux maxima prévus ci-dessus.

En cas d'accord entre les organisations d'employeurs et d'employés intéressées, le Ministre pourra, après enquête, pour une profession, une localité ou une région déterminée, autoriser par arrêté, pendant une certaine période de l'année, une répartition du travail effectif sur cinq jours de la semaine, avec maximum de dix heures par jour, afin de permettre le repos complet de la journée du samedi.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés aux 1^{er} et 2^o du paragraphe 1^{er} et à titre provisoire, un régime

(1) *Journal officiel* du 1^{er} août 1923.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quarante-cinq jours, à dater du jour de la reprise du travail;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans autorisation écrite de l'Inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification,

ART. 4. Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les employés et ouvriers ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps, dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée par l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du personnel et du Service de l'inspection, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit, et des rectifications qui s'y trouveraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

ART. 5. La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au-delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de l'éclairage, du chauffage, de la force motrice, du matériel de levage.

Une heure et demie au-delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

2° Travail des surveillants, gardiens, veilleurs de nuit, service d'incendie.

Quatre heures au-delà de la limite journalière assignée au travail général de l'établissement, avec maximum de douze heures par jour.

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des employés et ouvriers de l'établissement et de leurs familles.

6° Garçons de bureau, encaisseurs, pointeurs et agents similaires.

Deux heures au-delà de la limite journalière assignée au travail de l'établissement, avec maximum de douze heures par jour.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables au personnel adulte des deux sexes, à l'exception de celles qui sont visées sous le n° 1, qui sont applicables exclusivement aux hommes adultes.

ART. 6. La durée du travail effectif pourra être, à titre temporaire, prolongée au-delà des limites fixées conformément à l'article 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour, au choix du chef de l'établissement; les jours suivants, deux heures au-delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans un intérêt national sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer dans chaque cas, de concert entre le Ministère du Travail et le Ministère qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum : Cent quatre heures par an réparties sur cent quatre jours au plus. En aucun cas la durée du travail journalier ne pourra, par suite de ces dérogations être porté au-delà de dix heures.

ART. 7. Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 3 est

acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prescrites à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'employés (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée de présence sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces employés, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrites au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté, prévue au paragraphe 4 de l'article 4, de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^e de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et aux usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 27 juillet 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

ALBERT PEYRONNET.

DÉCRET DU 29 JUILLET 1923

relatif à l'application de l'article 5, paragraphes 1^{er} et 6, et de l'article 12, paragraphe 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1922, étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des Ministres du Travail et de l'Agriculture,

(1) *Journal officiel* du 30 août 1923.

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et les lois postérieures qui l'ont complétée et modifiée ;

Vu l'article 5, paragraphes 1^{er} et 6, et l'article 12, paragraphe 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1922 (1), étendant aux exploitations agricoles la législation des accidents du travail.

Vu l'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail,

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — Il sera tenu dans les mairies, à la disposition des victimes d'accidents du travail ou de leurs ayants droit, des formules imprimées, conformes au modèle annexé au présent décret, d'avis d'accidents du travail à adresser aux exploitants.

ART. 2. — Un extrait de la déclaration d'accident, prévue à l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, conforme au modèle annexé au présent décret, devra être adressé au ministère du travail, dans le mois qui suivra réception de la déclaration pour tous les accidents qui, d'après la nature de la lésion, sont susceptibles d'entraîner ou ont entraîné la mort, ou une incapacité permanente.

ART. 3. — Un avis de la déclaration d'accident sera établi en la forme indiquée au modèle VII annexé au décret du 23 mars 1902. Dans le même délai que celui de la transmission au juge de paix, le maire qui a reçu la déclaration avise le directeur des services agricoles du département, qui transmet lui-même à l'inspecteur du travail. Cette transmission n'est faite toutefois que pour les seuls accidents suivis de décès, ou pour ceux qui ont donné lieu à production d'un certificat, ou lorsque, en l'absence d'un certificat, il y a lieu de supposer que l'accident peut entraîner la mort ou une incapacité permanente.

ART. 4. — Les Ministres du Travail et de l'Agriculture sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Rambouillet, le 29 juillet 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,
Albert PEYRONNET.

Le Ministre de l'Agriculture,
Henry CHÉRON.

(2) Voir *Bulletin* 1922, page 2.

DÉCRET DU 15 AOÛT 1923

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine, ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques, à l'exclusion de la céramique de bâtiment (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 10 novembre 1922 (p. 10920), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des fabriques d'objets de faïence et de porcelaine, ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions,

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Fabrication d'objets de faïence et de porcelaine, ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques, à l'exclusion de la céramique de bâtiment.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

ART. 2. Les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1^o Limitation du travail effectif à raison de huit heures par jour ouvrable de la semaine;

(1) *Journal officiel* du 18 août 1923.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, p. 237.

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

L'organisation du travail par relais est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation, aux régimes visés aux 1° et 2° du paragraphe 1^{er} et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a) En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail;

b) En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours, à dater du jour de la reprise du travail;

c) En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans autorisation écrite de l'Inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective du travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'Inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte

un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Dans les établissements n'occupant pas plus de cinq ouvriers et n'utilisant pas de force motrice, dans lesquels les intempéries ou les mortes-saisons entraînent normalement des interruptions collectives du travail, la récupération des heures perdues pourra être autorisée par l'Inspecteur départemental du travail, jusqu'à concurrence de cent heures par an, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues aux deux premiers paragraphes du présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

Lorsque, dans le cas prévu au paragraphe 2 du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux aura été donnée pour toute l'année, les formalités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées, pour cette récupération, par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera.

ART. 4. Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder soit la limite fixée en conformité de l'article 2, soit, dans le cas où il aura été fait application de l'article 3, la limite fixée par l'inspecteur départemental du travail.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement, devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret.

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage des locaux et du matériel de levage.

Une heure et demie ; deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

2° Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle pendant l'arrêt de la production à l'entretien et au nettoyage des machines, fours et tous autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos, pendant la marche générale de l'établissement.

Une heure avec faculté de faire travailler ces ouvriers douze heures les jours de chômage normal de l'établissement et les veilles desdits jours.

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant.

Durée de l'absence du chef d'équipe ou de l'ouvrier spécialiste à remplacer.

4° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent.

Une heure au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

5° Travail des ouvriers spécialement employés au service direct des fours, quand ce service doit rester continu pendant plus d'une semaine.

La durée de travail ou de présence pourra être prolongée d'un nombre d'heures égal au plus à la moitié de la durée normale, le jour où s'opère le décalage destiné à permettre l'alternance des équipes, cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins.

6° Travail des ouvriers spécialement employés au chauffage des fours, quand la marche des fours doit rester continue pendant moins d'une semaine.

Quatre heures au maximum sans que la durée hebdomadaire puisse dépasser soixante-six heures, avec faculté de souder deux périodes de présence, qui devront être suivies d'un repos ininterrompu de vingt-quatre heures.

7° Chef enfourneur ou caleur faisant fonction de chef enfourneur.

Durée illimitée pendant la période de grand feu, jusqu'à l'arrêt du four.

8° Travail des ouvriers couleurs de porcelaine épaisse pour l'électricité à haute tension.

Deux heures au maximum.

9° Travail du personnel de maîtrise et des chefs d'équipe pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement.

Deux heures au maximum.

10° Travail des surveillants, gardiens, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs, chefs magasiniers, service d'incendie, préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

11° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires.

Deux heures au plus avec maximum de douze heures par jour.

12° Personnel préposé aux nettoyage des locaux.

Une heure au maximum.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles visées sous les numéros 3, 4, 9, 10, 11 et 12, qui sont applicables au personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par les articles 2 et 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations.

Faculté illimitée pendant un jour, au choix de l'industriel; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement, constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministère du Travail et le Ministère qui ordonne les travaux.

3° Travaux exécutés pour assurer dans les délais de rigueur, le chargement ou le déchargement des wagons ou bateaux, dans le cas où la dérogation serait nécessaire ou suffisante pour permettre l'achèvement desdits travaux dans lesdits délais.

Maximum journalier : deux heures.

4° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum : 150 heures par an. En aucun cas, la prolongation journalière ne pourra être inférieure à une demi-heure ni la durée du travail journalier dépasser dix heures.

ART. 7. Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret, est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail, une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues aux 3^e et 4^e de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9 Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

Un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements et parties d'établissements où s'exercent les industries de la céramique de bâtiment.

ART. 10 Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 15 août 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

DÉCRET DU 15 AOÛT 1923

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le Commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100,000 habitants et dans certaines villes assimilées à ces dernières (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920, p. 6503, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières du commerce de détail, en vue de

(1) *Journal Officiel* du 18 août 1923, p. 8209.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières, pour les commerces et régions ci-après énumérés et aux dates ci-après indiquées :

Commerce de détail, le Havre, 10 juin 1919; Rouen, 12 juin 1919; chausseurs et marchands de chaussures, Lille, 23 avril 1920; commerce de détail, Saint-Étienne, 27 octobre 1920; Bordeaux, 15 février 1921;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions,

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. Les dispositions du présent décret sont applicables dans les villes de Paris, Marseille, Lyon et Villeurbanne, Bordeaux, Lille, Nantes, Toulouse, S^t-Étienne, le Havre, Nice, Rouen, Roubaix et Tourcoing, Nancy, Toulon, aux établissements ou parties d'établissements dans lesquels s'exerce le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires.

Si un établissement de vente au détail comporte accessoirement un rayon de vente de denrées alimentaires, il n'en reste pas moins soumis aux dispositions du présent décret.

ART. 2. Dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er}, assurant à leur personnel le repos hebdomadaire par roulement, la durée du travail effectif devra être limitée à huit heures par jour.

Les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} qui assurent à leur personnel le repos collectif d'une journée entière au moins par semaine, devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

a) Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

b) Répartition inégale, entre les jours ouvrables, des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos collectif d'une demi-journée un jour ouvrable de la semaine.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. En cas d'interruption collective du travail dans les établissements visés à l'alinéa 2 de l'article 2 un autre jour que celui du repos hebdomadaire,

en raison de jours fériés légaux et fêtes locales, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'Inspecteur départemental du travail après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Les chefs d'établissement qui veulent faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doivent adresser à l'Inspecteur départemental du travail une demande d'autorisation indiquant les jours fériés légaux et fêtes locales motivant l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail ainsi perdues et le nombre d'heures de travail dont ils désirent la récupération.

Lorsque, dans le cas prévu au paragraphe 1^{er} du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues en raison de jours fériés légaux et fêtes locales aura été donnée pour toute l'année, les formalités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées, pour cette récupération, par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera.

ART. 4. Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les employés et ouvriers ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder de plus de deux heures les limites fixées par l'article 2. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Toutefois, pour certains employés, dont les noms seront communiqués à l'inspecteur départemental du travail, qui seraient appelés à assurer la mise en place des étalages ou des travaux de nettoyage, la durée comprise entre l'heure d'entrée et l'heure de sortie pourra excéder d'une demi-heure au total la durée fixée pour le reste du personnel, sous réserve qu'un repos compensateur d'égale durée devra être prévu pour ces employés au cours de chaque journée de travail.

Dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'alinéa 1 de l'article 2, l'horaire devra indiquer pour chacune des personnes ou catégories de personnes occupées ayant le repos hebdomadaire à des jours différents, la répartition hebdomadaire des heures de travail et de repos.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels il s'applique, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui s'y trouveraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial, tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. La durée du travail effectif journalier pourra, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des chauffeurs employés au service de l'éclairage, du chauffage, de la force motrice, du matériel de levage, de l'épuisement des eaux.	Une heure au maximum. Une heure et demie le lendemain de chaque journée de chômage.
2° Travail des mécaniciens, des électriciens et des ouvriers d'entretien.	Une heure au maximum.
3° Travail du personnel spécialement affectué au nettoyage des locaux et des installations.	Une heure au maximum.
4° Travail des garçons de magasins appelés à exécuter des travaux divers (nettoyage, empaquetage, course).	Une heure au maximum.
5° Travail du personnel dirigeant, des chefs d'atelier ou de rayon, contremaîtres, chefs d'équipes ou inspecteurs.	Une heure au maximum.
6° Travail des gardiens de bureaux, pointeurs.	Une heure au maximum.
7° Travail des charretiers, votturiers, conducteurs d'automobiles et autres agents affectés au service des transports; travail des livreurs et des encaisseurs attachés au service de livraison, gardiens, veilleurs de nuit, service d'incendie.	Quatre heures au maximum.
Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des employés et ouvriers de l'établissement et de leurs familles.	

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables au personnel adulte de l'un et de l'autre sexe, à l'exception de celles qui sont visées sous les numéros 1 et 2, qui sont applicables exclusivement aux hommes adultes.

Elle ne doivent, en aucun cas, avoir pour effet de réduire au-dessous de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. La durée de présence journalière peut être, à titre temporaire, prolongée au-delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.	Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.
---	---

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : 150 heures. Ce chiffre pourra être porté à 200 heures pendant les années 1923, 1924 et 1925.

Pour le personnel affecté spécialement aux services d'expédition et d'emballage, le maximum annuel pourra, pendant les années 1923, 1924 et 1925, être porté à 250 heures.

En aucun cas, la durée du repos ininterrompu entre deux journées consécutives de travail ne pourra être réduite au-dessous de douze heures, sauf autorisation exceptionnelle accordée par l'inspecteur départemental du travail.

ART. 7. Lorsque, dans une profession et dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que les travaux visés à l'article 5 ne nécessitent qu'une prolongation de la durée du travail inférieure aux durées prévues par ledit article, ou que les travaux urgents auxquels les établissements de la localité et de la profession ont à faire face ne nécessitent qu'un nombre d'heures supplémentaires inférieur au nombre fixé à l'article 6, 2°, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

ART. 8. Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'employés (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée de présence sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces employés, la durée évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du Travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 4, de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 9. Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et aux

usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 10. Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

Dans un délai d'un an, un règlement spécial déterminera les conditions dans lesquelles le présent décret sera étendu : 1° aux communes suburbaines de plus de 5,000 habitants comprises dans un rayon de 25 kilomètres autour des villes énumérées à l'article 1^{er} du présent décret; 2° aux communes de plus de 50,000 habitants.

En outre, un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements et parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret et situés dans les autres régions.

ART. 11. Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 15 août 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre au Travail,

Albert PEYRONNET.

DÉCRET DU 26 AOÛT 1923

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville du Havre (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 17 août 1921 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment l'article 3, paragraphe 1^{er}, 4 et 5, conçus comme suit :

« La durée de présence du personnel employé dans les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er}, ne pourra excéder neuf heures et demie par jour ouvrable. »

(1) *Journal officiel* du 2 septembre 1923 et du 21 septembre 1923. (Erratum au *Journal officiel* du 2 septembre 1923).

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 35.

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum journalier de travail effectif dans les pharmacies vendant au détail, correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le premier paragraphe du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique. »

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande, par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe. »

Vu les demandes concordantes formulées par le Syndicat des Pharmaciens de l'arrondissement du Havre et le Syndicat des Préparateurs en Pharmacie de l'arrondissement du Havre ;

Vu l'accord intervenu le 26 mai 1923 entre le Syndicat des Pharmaciens de l'arrondissement du Havre et le Syndicat des Préparateurs en Pharmacie de l'arrondissement du Havre ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville du Havre, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret précité du 17 août 1921, est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière portant sur une durée de présence réduite à neuf heures :

De 8 h. 1/2 à 19 h. 1/2, avec repos de 2 heures consécutives, placé dans la période comprise entre 12 heures et 14 h. 1/2.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 26 août 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

DÉCRET DU 3 DÉCEMBRE 1923

déclarant applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle certaines dispositions législatives concernant les redevances pour la rétribution des délégués mineurs et attribuant au tribunal administratif d'Alsace et Lorraine le pouvoir de statuer sur les réclamations relatives à ces redevances (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et du Ministre du Travail;

Vu le décret du 21 mars 1919 relatif à l'administration générale d'Alsace et Lorraine;

Vu la loi du 17 octobre 1919 sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;

Vu le décret du 31 décembre 1921 relatif au rattachement au Ministère des Finances des services financiers d'Alsace et de Lorraine;

Vu le décret du 17 janvier 1922 déléguant au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, les pouvoirs conférés au Président du Conseil par le décret du 21 mars 1919, la loi du 17 octobre 1919 et la loi de finances du 31 décembre 1921 (article 62);

Vu les propositions du Commissaire général de la République à Strasbourg;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 34 de la loi du 8 août 1890 et l'article 14 de la loi du 26 décembre 1890 concernant le calcul et le recouvrement des redevances pour la rétribution des délégués mineurs, sont déclarés applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

ART. 2. — Le tribunal administratif, institué à Strasbourg par le décret du 26 novembre 1919, sera provisoirement substitué aux conseils de préfecture, pour connaître, dans la limite de la compétence de ceux-ci, des réclamations relatives aux redevances pour les rétributions dues aux délégués mineurs.

ART. 3. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre des Finances et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la Ré-

(1) *Journal officiel* du 16 décembre 1923.

publique française et inséré au *Bulletin des lois* et soumis à la ratification des Chambres par application de l'article 4 de la loi du 17 octobre 1919.

Fait à Paris, le 3 décembre 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

Maurice COLRAT.

Le Ministre des Finances,

Ch. DE LASTEYRIE.

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

DÉCRET DU 10 DÉCEMBRE 1923.

*modifiant le décret du 24 novembre 1920 relatif aux frais de tournées
et de bureau des inspecteurs du travail (1).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu les articles 99, 100 et 101 du Livre II du Code du travail;

Vu le décret du 22 septembre 1913, relatif à l'organisation du corps de l'Inspection du travail, modifié notamment par le décret du 29 mars 1920;

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

Vu le décret du 24 novembre 1920, modifié par le décret du 23 juin 1921, relatif aux frais de tournées et de bureau des inspecteurs du travail;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure du travail;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 24 novembre 1920 est modifié comme suit :

Art. 2. — Il pourra être alloué aux inspecteurs divisionnaires, aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail des indemnités annuelles de frais de bureau payables par trimestres et à terme échu et comprises dans les maxima ci-après :

Inspecteurs divisionnaires.

Paris, 5,000 francs.

Autres circonscriptions, 4,000 francs.

(1) *Journal officiel* du 23 décembre 1923.

Pour chaque circonscription, le montant de l'indemnité est fixé par arrêté ministériel publié au *Journal officiel* en tenant compte de l'importance de la circonscription.

Inspecteurs départementaux.

Inspecteurs et inspectrices départementaux 300 francs.

ART. 2. — Le présent décret aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1924.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 décembre 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail,
Albert PEYRONNET.

Le Ministre des Finances,
Ch. DE LASTEYRIE.

ARRÊTÉ DU 20 JANVIER 1923

désignant les catégories d'ouvriers mineurs de nationalité non française admis à participer à l'élection des délégations ouvrières, pendant l'année 1923, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le décret du 25 février 1922 (1) rattachant au Ministère du Travail l'administration des Mines dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en ce qui concerne l'application des lois et règlements sur les conditions de travail dans les mines, minières et carrières, ainsi que les mesures de prévoyance et d'assistance en faveur des ouvriers mineurs édictées par le titre VII de la loi locale sur les mines du 16 décembre 1873 ;

Vu l'arrêté du Commissaire général de la République à Strasbourg, en date du 1^{er} octobre 1919, rendant partiellement applicable en Alsace et Lorraine le Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale ;

Vu l'arrêté du Commissaire général de la République à Strasbourg, en date du 1^{er} octobre 1919, modifiant les conditions d'électorat des délégations ouvrières prévues par la loi locale du 16 décembre 1873 sur les mines ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 1919 désignant les catégories d'ouvriers mineurs de nationalité non française admis à participer à l'élection des délégations ouvrières ;

(1) Voir dans le présent *Bulletin*, page 7.

Vu les arrêtés des 30 décembre 1919, 9 novembre 1920, 14 janvier 1921 et 14 janvier 1922 prorogeant la durée d'application de l'arrêté du 11 octobre 1919,

ARRÊTENT :

ARTICLE UNIQUE. — Pour les élections de délégués aux conditions du travail qui auront lieu en 1923 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, conformément aux prescriptions de l'article 746 de la loi locale du 16 décembre 1873 sur les mines, sont agréés comme électeurs, sous réserve de remplir les autres conditions prévues par l'alinéa 5, 2° de l'article 746 précité, les ouvriers originaires du territoire du bassin de la Sarre, tel qu'il est déterminé à la section 4 du Traité de Paix, qui ont leur résidence en territoire français.

Paris, le 20 janvier 1923.

Le Ministre des Travaux Publics,

Yves LE TROCQUER.

Le Ministre du Travail,

Albert PEYRONNET.

ARRÊTÉ DU 3 MARS 1923

modifiant, en ce qui concerne certaines sections de la 9^e circonscription, l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu le décret du 13 juillet 1922 portant modification de l'article 3 du décret du 22 septembre 1913, modifié, relatif à l'organisation du corps de l'Inspection du travail;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail;

Vu l'avis de l'inspecteur divisionnaire du travail de la 9^e circonscription;

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté du 29 octobre 1919 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail est modifié comme suit :

.....

9^e CIRCONSCRIPTION (TOULOUSE).

(Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lozère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Ariège).

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Carcassonne.

AUDE.

PYRÉNÉES-ORIENTALES.

.....

5^e Section. — Résidence à Toulouse.

TARN-ET-GARONNE.

HAUTE-GARONNE : Arrondissements de Muret et de Saint-Gaudens. Arrondissement de Toulouse : commune de Blagnac; ville de Toulouse : partie du territoire située à l'est d'une ligne formée par la route de Paris, l'avenue des Minimes, le canal du Midi en amont, la rue Matabiau, la place Matabiau, la rue d'Alsace et Lorraine, la rue Lafayette, la place du Capitole, la rue Romiguières, la rue Pargaminières, la place Saint-Pierre, la Garonne en amont et son bras occidental.

6^e Section. — Résidence à Toulouse.

ARIÈGE.

HAUTE-GARONNE : Arrondissement de Villefranche. Arrondissement de Toulouse : Ville de Toulouse : partie du territoire située à l'ouest de la ligne ci-dessus indiquée, le reste de l'arrondissement de Toulouse moins la commune de Blagnac.

Paris, le 3 mars 1923.

Le Ministre du Travail,

ALBERT PEYRONNET.

ARRÊTÉ DU 16 JUILLET 1923

complétant l'arrêté du 20 février 1922 qui a déterminé les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines au titre de l'Inspection du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu le décret du 4 janvier 1922 (1), relatif à l'attribution des indemnités fixes pour frais de tournées et des frais de tournées payables sur état alloués annuelle-

(1) Voir Bulletin 1922, page 7.

ment aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines, au titre du service de l'inspection du travail ;

Vu le décret du 25 février 1922 (1) rattachant l'Administration des mines dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle au Ministère du Travail en ce qui concerne l'application des lois et règlements sur les conditions de travail dans les mines, minières et carrières ;

Vu l'arrêté du 20 février 1922 (2), relatif à la détermination des indemnités pour frais de tournées des fonctionnaires des mines qui participent à l'inspection du travail ;

Sur le rapport du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 20 février 1922 déterminent les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'inspection du travail est complété comme suit :

ARRONDISSEMENT MINÉRALOGIQUE DE STRASBOURG.

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES de tournées.	TOTAL des FRAIS.	TOTAL par ARRONDIS- SEMENT minéralo- gique.	ORSE- VATIONS.
Strasbourg.....	Ingénieur en chef.	200 ^f	1,000 ^f	1,200 ^f	"	
<i>Sous-arrondissement de Strasbourg.</i>						
Strasbourg.....	Ingénieur ordin ^{re} .	300 ^f	900 ^f	1,200 ^f	"	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	150	"	150	"	
Mulhouse.....	Idem.....	250	"	250	"	
<i>Sous-arrondissement de Metz-Nord.</i>						
Metz.....	Ingénieur ordin ^{re} .	300 ^f	900 ^f	1,200 ^f	"	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	350	"	350	"	
Thionville.....	Idem.....	350	"	350	"	
<i>Sous-arrondissement du Metz-Sud.</i>						
Metz.....	Ingénieur ordin ^{re} .	300 ^f	900 ^f	1,200 ^f	"	
Forbach.....	Ingénieur T. P. E.	2 x 350 ^f	"	700	6,600 ^f	

Paris, le 16 juillet 1923.

Le Ministre du Travail,
Albert PEYRONNET..

(1) Voir dans le présent Bulletin, page 7.

(2) Voir Bulletin 1922, page 27.

ARRÊTÉ DU 29 DÉCEMBRE 1923

modifiant, en ce qui concerne certaines sections de la 1^{re} circonscription, l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916 et 12 juin 1919, relatifs à l'organisation du corps de l'Inspection du travail;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1919 (1) modifié répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail;

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du Travail;

ARRÊTE :

Le texte de l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail est modifié comme suit :

1^{re} CIRCONSCRIPTION (PARIS).

.....

II. — INSPECTRICES.

21^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers de Saint-Germain-l'Auxerrois, Palais-Royal, Place Vendôme, Gaillon.

22^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers du faubourg du Roule, Madeleine, Europe; Ternes; Plaine-Monceau, Batignolles.

23^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers Saint-Georges, Chaussée-d'Antin, Épinettes, Grandes-Carrières.

24^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers de Vivienne, Faubourg-Montmartre; Rochechouart, Clignancourt, Goutte-d'Or, la Chapelle.

25^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers de Bonne-Nouvelle, Saint-Vincent-de-Paul, Porte Saint-Denis, La Villette, Pont-de-Flandre.

(1) Voir Bulletin 1919, page 356.

26^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers des Arts-et-métiers, Saint-Avoye, Porte-Saint-Martin, Hôpital Saint-Louis, Amérique, Combat.

27^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers des Enfants-Rouges, Archives, Folie-Méricourt, Saint-Ambroise, Belleville, Saint-Fargeau, Père-Lachaise.

28^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers des Halles, Mail, Saint-Merri, Saint-Gervais, Arsenal, la Roquette.

29^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers de Notre-Dame, Saint-Victor, Jardin-des-Plantes, Sainte-Marguerite, Bel-Air, Picpus, Bercy, Quinze-Vingts, Salpêtrière, Gare, Maison-Blanche, Croulebarbe, Charonne.

30^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers du Val-de-Grâce, Sorbonne, Monnaie, Odéon, Notre-Dame-des-Champs, Montparnasse, Santé, Petit-Montrouge, Plaisance.

31^e Section. — Résidence à Paris.

PARIS : Quartiers de Saint-Germain-des-Prés, Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides, Ecole-Militaire, Gros-Caillou, Champs-Élysées, Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel, Auteuil, La Muette, Porte-Dauphine, Chaillot.

Inspectrice départementale chargée de la suppléance des inspectrices de la 1^{re} circonscription et du secrétariat de l'inspecteur divisionnaire. — Résidence à Paris. — PARIS.

.....

Paris, le 29 décembre 1923.

Le Ministre du Travail,

ALBERT PEYRONNET.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 19 JANVIER 1921 (1).

*Délégués-mineurs. — Attributions en ce qui concerne
le contrôle de la durée du travail.*

Vous m'avez transmis un dossier concernant un différend survenu entre un exploitant et un délégué mineur au sujet des conditions dans lesquelles

(1) Adressée à un Préfet.

peut s'exercer la surveillance des délégués-mineurs dans les dépendances légales des mines et dans les dépendances ou établissements industriels qui se rattachent à ces exploitations.

Monsieur B. . . , délégué-mineur, se plaint de l'interdiction que lui a signifiée la direction de la mine de circuler sur le carreau de la mine, et, spécialement, le passage conduisant aux usines des agglomérés

En réponse au désir que vous exprimez de recevoir des instructions à ce sujet, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Conseil général des Mines, à qui j'ai soumis cette affaire a émis, dans sa séance du 7 janvier, l'avis suivant :

« Le Conseil, se référant à son avis du 3 juillet 1914, est d'avis :

« En ce qui concerne le carreau de la mine, le délégué-mineur doit pouvoir y venir et y stationner en vue de la surveillance dont il est chargé;

« En ce qui concerne les ateliers des industries annexes tels que les usines d'agglomérés, il n'a pas à y pénétrer, le contrôle du travail y échappant à sa compétence. »

Je me suis rangé à cet avis.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 22 JUILLET 1921 (1).

Délégués-mineurs. — Nombre des visites consacrées au contrôle de la durée du travail.

M. le Ministre des Travaux publics m'a transmis, comme rentrant par son objet dans mes attributions, une lettre en date du 25 mars dernier, adressée à M. l'Ingénieur en chef des Mines et dont vous trouverez ci-joint copie, par laquelle la direction de la Compagnie des Mines de houille de G. . . demande que soit limité pour les mines de ce nom et pour les exploitations similaires, le nombre de visites que les Délégués-mineurs peuvent consacrer au contrôle de la durée du travail par application de l'article 155 Livre II du Code du Travail, modifié par l'article 2 de la loi du 24 juin 1919 sur la durée du travail dans les mines.

Le Conseil général des Mines, précédemment consulté sur l'opportunité de fixer par circulaire, en l'absence de dispositions légales, le maximum du nombre des visites que les délégués-mineurs peuvent consacrer au contrôle de la durée du travail, avait, par délibération en date du 15 octobre 1920 exprimé l'avis qu'il était « préférable d'examiner et de régler individuellement les cas d'espèces qui pourraient se présenter touchant l'application de l'article 2 de la loi du 24 juin 1919 ».

(1) Adressée à un Préfet.

Par application de cette procédure, j'ai soumis au Conseil général des Mines, avec le dossier de l'affaire, la requête de la Compagnie des Mines de G...

Vous voudrez bien trouver ci-joint copie des conclusions du rapporteur et de l'avis du Conseil général des Mines, en date du 17 juin 1921 :

« Le Conseil, se référant à son avis susvisé du 15 octobre 1920 et considérant qu'il n'y a pas lieu de prévoir de rapport numérique fixe entre le nombre des visites consacrées à la durée du travail et celui des visites concernant la sécurité des travaux souterrains, a adopté, sous cette réserve, les conclusions du rapporteur ».

Je me suis rangé à cette manière de voir et, d'accord avec le Conseil général des Mines, je vous indique ci-après la suite que comporte la réclamation de la Compagnie des Mines de G...

Saisi par cette compagnie minière d'une plainte signalant comme un abus les multiples visites que le délégué-mineur de l'exploitation consacre au contrôle de la durée du travail, parce que ces visites ne sont nullement justifiées par les circonstances de l'espèce, M. l'Ingénieur en chef des Mines procédera à une enquête sur cette affaire. Au cours de cette enquête, après avoir demandé au délégué d'indiquer les raisons qui peuvent justifier selon lui ses visites, l'Ingénieur en chef appellera l'attention du délégué sur l'abus que peut constituer l'excès du nombre de ces visites, et il s'efforcera d'aboutir à une entente avec lui sur les limites dans lesquelles le nombre de ces visites doit être maintenu pour pouvoir être considéré comme normal, sauf, bien entendu, le cas de visites justifiées par des motifs spéciaux.

Au cas où, après les observations ainsi faites au délégué-mineur, les abus dont se plaint la Compagnie houillère de G... persisteraient et donneraient lieu à une nouvelle plainte de cette Compagnie, il y aurait lieu de m'en référer.

Il va de soi que le Service des Mines chargé, aux termes de l'article 156, alinéa premier du Livre II du Code du Travail, de vérifier, aux fins de paiement, les états détaillés de visites dressés par les délégués, ne doivent tenir compte que des visites réellement faites, c'est-à-dire pouvant être contrôlées et ayant donné lieu à inscription sur le registre prévu par l'article 130 du Livre II précité, des mentions qui y sont prescrites.

En ce qui concerne notamment les visites consacrées à la surveillance de la durée du travail, le délégué est tenu, par application de l'article 130 :

1° De consigner sur le registre spécial les observations relevées par lui dans chacune de ses visites;

2° D'inscrire sur le registre les heures auxquelles il a commencé et terminé ses visites, ainsi que les lieux d'où s'est exercée sa surveillance.

Il y aura lieu de veiller spécialement à l'application de ces dispositions, l'exploitant pouvant être amené, en raison de l'attitude du délégué-mineur, à critiquer le mode de calcul des indemnités de visites, tel qu'il résulte de la circulaire de mon prédécesseur en date du 6 mars 1920.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 22 JUIN 1922 (1).

Délégués-mineurs. — Fixation des bases des indemnités pendant une grève.

Par lettre du 15 mars dernier, vous m'avez communiqué avec deux rapports de M. l'Ingénieur en chef des Mines, deux réclamations formulées par M. le Directeur des Mines de P. . . contre votre arrêté du 12 janvier 1922, fixant les bases des indemnités des délégués-mineurs pour l'année 1922. La plus grande partie du personnel de la Compagnie des Mines de P. . . étant en grève au moment où le Service des Mines a été appelé à présenter ses propositions au sujet de la fixation des bases des indemnités, ces propositions et votre arrêté ont pris comme base le taux des anciens salaires. L'exploitant prétend au contraire que ce sont les nouveaux salaires réduits qui ont été appliqués après la fin de la grève et qui avaient été acceptés par quelques ouvriers dès le 2 novembre 1921, qui doivent servir de base aux indemnités.

J'ai soumis ces réclamations au Conseil général des Mines qui, dans sa séance du 2 juin courant, a émis l'avis suivant :

« Le Conseil,

« Considérant que l'arrêté du 12 janvier 1922 du Préfet de l'A. . . est
« intervenu à un moment où la majorité du personnel de la Compagnie des
« mines de P. . . étant en grève, les éléments d'appréciation manquaient pour
« fixer les bases des indemnités des délégués-mineurs; qu'il eût convenu dans
« cette situation de prendre simplement un arrêté provisoire maintenant tem-
« porairement les bases des indemnités de l'année précédente et de ne prendre
« un arrêté définitif qu'après la cessation de la grève; qu'il conviendrait
« d'adresser aux préfets des instructions dans ce sens pour l'avenir;

« Considérant que, dans le cas de l'espèce, les bases sur lesquelles l'arrêté
« du Préfet de l'A. . . a fixé le prix de la journée du délégué mineur des mines
« de P. . . étaient, au moment où cet arrêté a été pris, l'objet d'un conflit qui
« n'était pas encore terminé, que l'arrêté pris dans ces conditions doit être
« remplacé par un autre faisant état des bases établies à la fin du conflit; que,
« dans les circonstances de l'espèce, il convient de fixer la date d'application
« du nouvel arrêté au premier du mois suivant la date à laquelle il interviendra;

« Est d'avis de répondre à M. le Ministre du Travail dans le sens des obser-
« vations qui précèdent ».

J'ai l'honneur de vous informer que je me suis rangé à cet avis.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 13 JUILLET 1922 (1).

Attribution aux délégués-mineurs d'allocations familiales.

Par lettre du 10 mars dernier, vous m'avez transmis une réclamation de M. le Président de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et

(1) Adressée à un Préfet.

(2) Adressée à un Préfet.

un rapport de M. l'Ingénieur en chef des Mines, à Douai, au sujet de la distinction faite dans les indemnités des délégués-mineurs entre le salaire et les allocations familiales. Dans cette réclamation, M. le Président de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais exprime l'avis que les allocations familiales constituent un avantage accessoire concédé bénévolement aux ouvriers par les exploitants et dont ne sauraient bénéficier les délégués-mineurs. Il demande, en conséquence, qu'il ne soit pas tenu compte des allocations familiales dans la fixation du taux des indemnités des délégués-mineurs.

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil général des Mines que j'ai saisi de cette réclamation, a émis, dans sa séance du 19 mai courant, un rapport de M. l'inspecteur général Dougados, dont copie ci-joint, l'avis suivant :

« Le Conseil,

« Se référant à son avis du 11 novembre 1921,

« Considérant que la question de savoir si l'allocation familiale doit être ou « non regardée comme faisant partie du salaire, se pose non seulement à « l'occasion de la fixation par le Préfet du prix de journée du délégué-mineur, « mais aussi à propos de l'application de la législation sur les accidents du « travail;

« Qu'en ce qui touche cette application, la jurisprudence n'est pas encore « fixée, mais qu'elle pourra vraisemblablement l'être assez prochainement à « l'occasion de l'affaire qui a fait l'objet du jugement du tribunal civil de Douai « du 22 février dernier;

« Estime qu'en attendant la fixation de cette jurisprudence par la Cour de « Cassation, il n'y a pas de raison de modifier l'arrêté du Préfet du Nord du « 27 janvier 1922, pris en conformité de la circulaire ministérielle du « 22 décembre 1921. »

Je n'ai pu que me ranger à cet avis.

CIRCULAIRE DU 6 JANVIER 1923 (1).

Assurance-accidents. — Délégués-mineurs. — Loi du 13 décembre 1912.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'aux termes de l'article 4 de la police d'assurance que vous avez dû souscrire auprès de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accident, en exécution de l'article 3 de la loi du 13 décembre 1912, pour les délégués-mineurs de votre département, vous êtes tenus d'adresser chaque année, à la Direction générale de la Caisse des Dépôts et Consignations, sans avis préalable, et avant le 31 mars, les pièces administratives nécessaires pour le calcul de la prime afférente à l'année écoulée.

(1) Adressée aux Préfets.

A plusieurs reprises, et en dernier lieu par ma circulaire du 16 janvier 1922, mon Département a appelé votre attention sur la nécessité de hâter, chaque année, l'envoi des documents mentionnés à l'article 4 de la police dont il s'agit. Les règles de la comptabilité publique interdisent, en effet, d'engager une dépense se rapportant à une année déterminée après le 31 mars de l'année suivante. Or, il est évident que si les pièces nécessaires pour la détermination de la prime ne sont pas envoyées à la Caisse des Dépôts et Consignations avant le 31 mars, il me sera impossible d'ordonnancer les dépenses correspondant à ces primes dans les délais réglementaires.

Je viens donc vous recommander à nouveau de prendre les mesures nécessaires pour que les pièces prévues à l'article 4 de la police d'assurance en ce qui concerne l'année 1922 parviennent à la Direction générale de la Caisse des Dépôts et Consignations, le 25 février prochain au plus tard et pour que je sois avisé de cet envoi.

D'un autre côté, vous voudrez bien, conformément aux instructions ci-dessus, me faire parvenir, avant cette même date du 25 février, un état indiquant le montant des dépenses effectuées pour le paiement des indemnités d'incapacité temporaire et le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques dans les conditions déterminées par les circulaires de mon Département, en date des 16 mars et 10 septembre 1913.

CIRCULAIRE DU 10 JANVIER 1923 (1).

*Loi du 25 février 1914. — Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs.
Application aux ouvriers mineurs.*

Ainsi que les années précédentes, j'attire à nouveau votre attention sur l'intérêt que j'attache à l'exacte application aux délégués-mineurs des dispositions de l'article 12 de la loi du 25 février 1914, qui a créé une Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs.

I. — En ce qui concerne l'exercice 1922, je vous prie de vérifier d'urgence si toutes les opérations prévues pour l'exécution des dispositions de la loi précitée ont bien été effectuées dans votre département, en conformité des instructions de la circulaire du 21 juin 1918 (2).

Pour que je puisse mettre éventuellement à votre disposition les crédits supplémentaires qui vous seraient nécessaires pour mandater, avant le 31 mars, la part de l'État prévue au paragraphe 6 de l'article 12 de la loi du 25 février 1914 (cf. article 30, avant-dernier paragraphe du règlement du 13 juillet 1914), vous voudrez bien m'indiquer, avant le 15 février au plus tard, le montant des crédits dont vous auriez encore besoin au titre de l'exercice 1922.

II. — En ce qui concerne l'exercice 1923, je vous prie de me faire

(1) Adressée aux Préfets.

(2) Voir *Bulletin* 1918, page 59.

connaître, dès maintenant, le crédit provisionnel qui vous paraît nécessaire, en vue d'assurer, en 1923, la contribution de l'État, correspondant aux versements complémentaires des délégués-mineurs, par application du paragraphe 6 de l'article 12 de la loi du 25 février 1914.

Je mettrai ce crédit à votre disposition, par ordonnance de délégation.

CIRCULAIRE DU 17 JANVIER 1923 (1).

*Accidents du travail. — Rédaction des déclarations d'accident. —
Nature des blessures.*

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après le texte d'une circulaire en date du 30 décembre 1922 par laquelle, sous le timbre du Service du Contrôle des Assurances privées, j'ai appelé l'attention des Préfets sur la nécessité, pour les chefs d'entreprise, d'indiquer, conformément à la loi, la nature des blessures, dans les déclarations d'accident qu'ils sont appelés à faire en vertu de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Je vous serai obligé d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à collaborer aux efforts faits en vue de rendre plus stricte l'application de la loi du 9 avril 1898. En particulier, ils devront, au cours de leurs visites, rappeler le cas échéant, aux chefs d'entreprise, que l'omission sur la déclaration d'accident d'une des mentions prescrites par l'article 11 susvisé, notamment de la nature des blessures, rend ceux-ci passibles des pénalités visées par l'article 14.

*
* *

ANNEXE.

Circulaire du 30 décembre 1923

adressée sous le timbre du Service du contrôle des assurances privées aux Préfets.

Mon Département a été amené à constater que souvent les déclarations d'accidents du travail qui, aux termes de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, doivent être faites par les chefs d'entreprises, dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, au maire de la commune dans laquelle l'accident s'est produit, ne contiennent aucune indication concernant la nature de la blessure, bien que l'article 11 susvisé de la loi du 9 avril 1898 fasse obligation au chef d'entreprise de fournir cette indication et que les modèles de déclaration d'accident du travail et de procès-verbal de déclaration, annexés au décret du 25 mars 1902, contiennent, à cet effet, une rubrique spéciale et, en renvoi,

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

une mention indiquant les précisions à fournir sous cette rubrique. Le chef d'entreprise peut ne pas connaître immédiatement les conséquences de l'accident, mais il doit préciser la nature des blessures et l'importance au moins apparente de la lésion.

Dans le cas où, en faisant sa déclaration, le chef d'entreprise omet de fournir ce renseignement, le Maire ne peut se dispenser de le demander, car il est tenu de le mentionner sur le procès-verbal de déclaration d'accident et sur l'avis à transmettre au service de l'Inspection du Travail. Il ne faut pas perdre de vue d'ailleurs l'importance de l'indication de la nature de la blessure, notamment dans le cas où il n'est pas déposé de certificat médical ou si les conclusions du certificat déposé manquent de précisions. Le Juge de Paix peut, en effet, d'après la nature de la blessure, prendre toutes dispositions utiles, pour la sauvegarde des intérêts de l'ouvrier et notamment ouvrir l'enquête prévue par l'article 12 de la loi du 9 avril 1898, dans les conditions qui lui ont été indiquées par le Garde des Sceaux dans sa circulaire du 11 juillet 1902.

Je vous prie de vouloir bien inviter MM. les Maires de votre département à veiller à ce que, dans toutes les déclarations d'accidents du travail qui leur sont faites, la nature de la blessure soit toujours indiquée avec la plus grande précision possible.

CIRCULAIRE DU 2 FÉVRIER 1923 (1).

Enquête relative aux progrès de la tempérance dans la classe ouvrière.

Au cours de l'enquête poursuivie dans la région parisienne sur l'utilisation des loisirs, on a été amené à demander à un certain nombre de personnalités patronales qualifiées si elles avaient eu l'occasion de constater depuis vingt ans et surtout dans ces dernières années, des progrès sensibles parmi les ouvriers avec lesquels ils sont en rapport au point de vue de la tempérance. Toutes les personnalités interrogées ont été unanimes à déclarer que la proportion des intempérants avait considérablement diminué, que l'exactitude et la régularité étaient, par suite, beaucoup plus grandes, qu'en particulier, dans les professions où beaucoup d'ouvriers avaient l'habitude de chômer le lundi, cette pratique avait à peu près disparu.

Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien me faire part des déclarations que vous auriez pu recueillir sur le même sujet, des personnes particulièrement bien placées pour faire des constatations de ce genre : conseillers prud'hommes, administrateurs de syndicats, directeurs d'établissements occupant un grand nombre d'ouvriers.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

CIRCULAIRE DU 5 FÉVRIER 1923 (1).

Élections des délégués mineurs. — Validité des bulletins de vote sous enveloppe ouverte. — Modification de la circulaire du 19 juillet 1890.

L'article 143, alinéa 2 du Livre II du Code du travail (ancien § 6 de l'article 9 de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs) dispose, en matière d'élections de délégués mineurs, que « le vote a lieu, sous peine de nullité, sous enveloppe d'un type uniforme déposé à la Préfecture. »

La circulaire du 19 juillet 1890 commentant cette disposition s'exprimait ainsi : « La loi ne dit pas explicitement si l'enveloppe doit être remise fermée « et si le président peut accepter un vote sous enveloppe ouverte. Bien qu'il « paraisse incontestable dans l'esprit de la loi que le vote ait lieu sous enveloppe « fermée, j'estime qu'en l'absence d'un texte formel le président ne peut pas « refuser de recevoir une enveloppe non fermée. Mais il doit, en ce cas, attirer « l'attention de l'électeur et lui faire connaître, s'il y a lieu, que toute enve- « loppe trouvée ouverte sera annulée par le bureau. » Plus loin, dans le para- « graphe relatif au dépouillement du scrutin, la même circulaire avait prévu expressément que « n'entreront en ligne de compte, comme suffrages expri- « més, que les bulletins valables par eux-mêmes, qui seront extraits d'enve- « loppes fermées. . . . ».

Or, le Conseil d'Etat ayant été saisi, par la voie contentieuse, de la question de savoir si, en l'absence d'une disposition expresse de la loi, l'annulation des bulletins contenus dans des enveloppes trouvées ouvertes dans l'urne était valable, vient de déclarer cette annulation mal fondée (décision contentieuse du 12 janvier 1923 (2). — Élection des délégués Perrier et Blanquet, circonscription de Soulanou (Gard).

L'unique considérant de cette décision est libellé dans les termes suivants :

« Considérant que, si d'après l'article 143 du Code de travail et de la pré- « voyance sociale, pour l'élection des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs « le vote a lieu, à peine de nullité, sous enveloppe d'un type uniforme « déposé à la préfecture, aucune disposition de la loi ou de règlement ne pres- « crit que les enveloppes devront être fermées et que les bulletins de vote con- « tenus dans les enveloppes trouvées ouvertes dans l'urne devront être annulés ; « qu'ainsi, c'est à tort que le bureau électoral de la circonscription de Soulanou « a annulé 12 bulletins par le motif que les enveloppes qui les contenaient « n'étaient pas fermées ; que 45 enveloppes et 45 bulletins ayant été trouvés « dans l'urne, le nombre des suffrages exprimés doit être fixé à 45 et le chiffre « de la majorité absolue à 23 ; que le sieur Perrier n'a obtenu que 22 voix et le « sieur Blanquet 21 voix, que dès lors c'est à tort qu'ils ont été proclamés élus, « le premier comme délégué titulaire et le second comme délégué suppléant ».

(1) Adressée aux Préfets (en communication aux Ingénieurs en chef des mines).

(2) Voir dans le présent Bulletin, page 123.

Vous voudrez bien, dans ces conditions, considérer désormais comme abrogées les instructions ci-dessus rappelées, contenues dans la circulaire du 19 juillet 1890.

CIRCULAIRE DU 6 FÉVRIER 1923 (1).

Loi du 25 juillet 1919 sur l'enseignement technique. — Commissions locales professionnelles. — Rôle des Inspecteurs du travail.

L'article 39 de la loi du 25 juillet 1919 relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial a confié à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, le soin de désigner, par voie d'arrêté, les communes dans lesquelles l'organisation de cours professionnels est reconnue nécessaire. Ces cours sont obligatoires pour les jeunes gens et jeunes filles de moins de 18 ans, employés dans le commerce et l'industrie.

L'article 39 précité prévoit, en outre, que dans les communes où l'enseignement technique doit être organisé, il est institué une commission locale professionnelle « chargée de déterminer et d'organiser les cours obligatoires pour les besoins des professions commerciales et industrielles de la localité » et dont font partie de droit l'inspecteur et l'inspectrice du travail en résidence dans la commune où la commission est instituée.

Cette commission examine le fonctionnement des cours professionnels existants et veille, en particulier, à l'observation de la loi par les chefs d'établissement, lesquels sont tenus, aux termes des articles 44 et 45 :

a) De déclarer à la mairie, dans les huit jours de leur embauchage, les nom, prénoms, âge et adresse des jeunes gens et jeunes filles de moins de dix-huit ans qu'ils emploient ;

b) De laisser à leurs jeunes ouvriers et employés de l'un et l'autre sexe, le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours obligatoires communaux ou privés ;

c) De s'assurer de l'assiduité au cours de leurs jeunes ouvriers et employés. A cet effet, chaque élève est muni d'un livret qui doit être visé par les professeurs des cours à chaque leçon et par le chef d'établissement ou son délégué au moins une fois par semaine.

Il m'a été signalé qu'une commission locale professionnelle a exprimé le désir de désigner l'inspecteur du travail qu'elle compte parmi ses membres, en vue de lui signaler les cas dans lesquels les prescriptions ci-dessus rappelées ne seraient pas observées. La commission a estimé que, seuls, les inspecteurs du travail étaient en mesure, en raison de leurs fonctions et des pouvoirs qui y sont attachés, de renseigner la commission sur les infractions commises.

Je vous serai obligé de me faire connaître si des commissions de votre circonscription ont manifesté le désir de confier à l'inspecteur du travail le soin

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

de relever, pour leur être signalées, les infractions aux prescriptions à l'observation desquelles ces commissions sont chargées de veiller. Vous voudrez bien me faire connaître, en tout état de cause, votre avis sur l'opportunité de confier une pareille mission aux inspecteurs et inspectrices du travail.

CIRCULAIRE DU 17 FÉVRIER 1923 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Magasins et Salons de coiffure. — Décret des 26 août 1920-30 octobre 1921.

L'Union fédérale des Syndicats patronaux des Coiffeurs de France et des Colonies a protesté contre la façon dont certains inspecteurs interpréteraient les dispositions du décret des 26 août 1920 (2) 30 octobre 1921 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, et dans les ateliers de confection de postiches. D'après l'Union fédérale des Syndicats patronaux des Coiffeurs, l'Inspecteur ne saurait exiger que l'ouvrier cesse son travail « immédiatement quand sonne l'heure fixée par l'horaire, « sans se préoccuper si le client en train de servir est terminé ou non, et « sans s'inquiéter davantage de ce qu'il adviendra des autres clients entrés « dans le salon de coiffure avant l'heure de cessation ou d'interruption du « travail fixée par l'horaire. »

L'interprétation du Ministère du Travail à cet égard est la suivante :

Si, au moment précis où se termine la période de présence réglementaire, l'ouvrier n'a pas fini d'accommoder le client qu'il avait entrepris, il y a lieu de tolérer qu'il continue jusqu'à achèvement. Mais il faut encore que l'on soit assuré que ce soit bien le cas, et que cette tolérance ne soit pas invoquée pour des clients entrés dans le salon après l'heure de la fin de la période de présence réglementaire. Pour concilier les exigences du travail et la nécessité du contrôle, il est un moyen pratique qui a été accepté par la Chambre syndicale patronale des Coiffeurs de Paris, et qui consiste à interdire l'accès des salons à de nouveaux clients en bloquant, par un procédé quelconque (par exemple en enlevant le bec de cane), la porte d'entrée des salons. Si la porte d'entrée est ainsi bloquée un certain temps avant l'heure de la fin de la période de présence réglementaire, on peut même tolérer que les clients entrés dans le salon avant le blocage de la porte puissent être accommodés, qu'ils aient ou non été entrepris avant l'heure susdite.

Je vous prie d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à se mettre en rapport avec les Chambres syndicales patronales intéressées, en vue de leur expliquer en ce sens l'interprétation qu'il convient de donner aux dispositions du décret et de s'entendre avec elles sur les moyens pratiques d'application.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

CIRCULAIRE DU 20 FÉVRIER 1923 (1).

Évacuation dans l'atmosphère des poussières, fumées, gaz, vapeurs, buées insalubres ou incommodes. — Vœu du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

J'ai l'honneur de vous informer que M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales vient de me communiquer le texte d'un vœu émis par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France dans sa séance du 22 janvier 1923, au sujet des dangers que présente, au point de vue de l'hygiène publique, l'évacuation dans l'atmosphère de toutes poussières, et aussi des fumées, gaz, vapeurs, buées insalubres ou incommodes. Ce vœu est ainsi conçu :

« Le rejet dans l'atmosphère de toutes poussières et le rejet aussi des fumées, gaz, vapeurs, buées insalubres ou incommodes, constituant une pratique toujours regrettable, qui peut porter atteinte à la santé publique, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France émet le vœu que tous les services administratifs assurent avec vigilance l'application stricte des prescriptions légales interdisant ce rejet. En l'absence de prescriptions légales, les mêmes services devraient être invités à user de leur influence pour obtenir des intéressés le renoncement à des errements anti-hygiéniques, que rien ne justifie. »

En vue de répondre aux préoccupations très légitimes qui ont inspiré le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, je vous prie de vouloir bien, dans toute la mesure du possible, apporter votre concours à la réalisation de ce vœu.

CIRCULAIRE DU 21 FÉVRIER 1923 (2).

Loi sur la journée de huit heures. — Décrets des 26 août 1920-30 octobre 1921 Magasins et Salons de Coiffure.

L'Union Fédérale des Syndicats patronaux des Coiffeurs de France et des Colonies a exprimé le regret qu'il n'ait pas été donné aux inspecteurs du travail de province des instructions semblables à celles qu'a reçues l'inspecteur divisionnaire de Paris, pour collaborer avec les syndicats patronaux de coiffeurs en vue de l'application du décret des 26 août 1920 (3), 30 octobre 1921 (4) concernant le régime de la journée de huit heures dans leur profession.

Il est exact que, dans les premiers mois de l'application des susdits décrets,

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(3) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(4) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

il avait été entendu avec les chambres syndicales patronales parisiennes que M. l'inspecteur divisionnaire se bornerait à constater les infractions audit décret et à me les signaler ; je portais ces infractions à la connaissance des syndicats patronaux de coiffeurs de Paris qui s'étaient engagés, de leur côté, à agir énergiquement auprès de leurs adhérents trouvés en contravention, pour les amener à se conformer de bon gré au décret. Ces syndicats organisèrent, d'autre part, des réunions pour exposer à leurs adhérents le mécanisme des décrets et les inviter à s'y conformer.

Au bout de plusieurs mois, les organisations patronales considérant que les intéressés étaient désormais suffisamment renseignés sur la portée des décrets, j'ai, à la demande même de ces organisations, invité M. l'inspecteur divisionnaire du travail, le 16 septembre 1922, à entrer désormais dans la voie de la répression en ce qui concerne les patrons coiffeurs qui seraient trouvés en défaut malgré les avertissements précédemment donnés.

Pour répondre au désir exprimé par l'Union fédérale des syndicats patronaux des coiffeurs, je ne verrais que des avantages à ce que, dans les régions où l'application laisserait encore à désirer et où les organisations patronales de patrons coiffeurs seraient disposées à apporter au Service une collaboration loyale et énergique, le Service de l'Inspection du Travail se mette en relations avec ces organisations et fasse appel à leur concours pour amener leurs adhérents à se conformer à la loi de bonne volonté.

En cas d'accord, il pourrait être convenu que, pendant une période à déterminer, les inspecteurs s'abstiendraient de dresser procès-verbal *immédiat* des infractions constatées ; ils signaleraient les infractions et leurs auteurs aux organisations syndicales ; celles-ci devraient rappeler sans retard les contrevenants au respect de la loi et fournir dans un délai à fixer, qui ne devrait pas excéder deux semaines, l'assurance écrite émanant de chaque intéressé que celui-ci se conformera désormais aux prescriptions réglementaires. Quant aux contrevenants auprès desquels l'organisation ne serait pas en mesure d'intervenir, elle ferait connaître à l'inspecteur, sans délai, l'impossibilité où elle se trouverait éventuellement d'agir sur eux. Le Service se réserverait d'intervenir directement auprès des chefs d'établissements qui n'auraient pas fait parvenir leur réponse dans le délai fixé, ou qui auraient répondu de manière insuffisante, ou qui n'auraient pas tenu leurs engagements. Il en serait de même à l'égard des chefs d'établissements auprès desquels la Chambre syndicale n'aurait pu agir.

CIRCULAIRE DU 20 MARS 1923 (1).

Élection des Délégués-mineurs en cas de suspension de l'exploitation. — Article 152, paragraphe 2, du Livre II du Code du Travail.

J'ai été saisi par M. le Préfet de la Loire de la question de savoir si, comme suite à l'ajournement des élections des Délégués-mineurs prononcé pour cause

(1) Adressée aux Préfets (en communication à MM. les Ingénieurs en chef des Mines).

de grève en exécution de l'article 152, alinéa 2 du Livre II du Code du Travail, « il y a lieu de faire procéder à nouveau aux formalités prévues par les articles 138 et 139 (du Livre II du Code du Travail) en ce qui concerne l'établissement et l'affichage des listes électorales, etc., ou si, au contraire, il suffira de se borner à convoquer les électeurs pour la date qui sera fixée, en considérant comme opérantes les formalités préliminaires accomplies au moment où l'arrêté de renvoi est intervenu ».

J'ai soumis cette question au Conseil général des Mines qui, dans sa séance du 16 mars courant, a formulé l'avis suivant : « Il y a lieu pour M. le Ministre du Travail de répondre à M. le Préfet de la Loire qu'il y aura lieu, dès qu'une nouvelle date aura été fixée par lui pour les élections, date qui devra être très rapprochée de façon à s'écarter le moins possible du délai prévu par l'article 152 du Livre II du Code du Travail, de procéder à nouveau aux formalités prescrites par les articles 138 et 139 du Livre II du Code du Travail ; que ces formalités pourront, dans l'espèce, être simplifiées en utilisant les listes électorales déjà préparées et encore affichées, en les complétant, par un rectificatif affiché à la suite et qui indiquera, d'après la plus récente feuille de paye établie avant le nouvel arrêté de convocation des électeurs, les noms à rayer de ces listes ou à y ajouter pour les mettre à jour ».

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai adopté cet avis auquel il conviendra de vous conformer en cas de renvoi, par application de l'article 152, paragraphe 2, du Livre II du Code du Travail, d'élections de délégués-mineurs.

CIRCULAIRE DU 23 MARS 1923 (1).

Première Conférence internationale du Travail. — Projet de convention concernant le travail de nuit des enfants. — Fours à régénération. — Fours à récupération.

Par circulaire du 26 janvier 1923, je vous ai adressé des précisions concernant l'interprétation à donner à la disposition a) de l'article 2 du projet de convention adopté par la Conférence internationale du travail, dans sa première session, à Washington, concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie.

Je vous informais en même temps que je vous ferais parvenir ultérieurement la réponse de M. le Directeur du Bureau International du Travail à la question de savoir si les fours que le texte de la disposition susvisée désigne sous le terme de « fours à régénération » ne sont pas les mêmes que ceux qui sont connus sous le nom de « fours à récupération », — le Bureau International ayant demandé une consultation à des techniciens anglais sur la signification du terme « regenerative furnaces ».

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du Travail.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après extrait de la réponse de M. le Directeur du Bureau International du Travail :

« ... En réponse à sa demande de consultation, le Bureau a reçu de Sir « Malcolm Delevingne, K. C. B., Sous-Secrétaire d'État adjoint au Ministère de « l'Intérieur et ancien représentant du Gouvernement britannique au Conseil « d'Administration du Bureau International du Travail, une note d'experts « dont ci-joint copie.

« Dans la lettre accompagnant cette consultation, Sir Malcolm Delevingne « estimait que les « recuperative furnaces » pouvaient, selon lui, être considérés « comme « regenerative furnaces », au sens de la convention de Washington. « J'appelle également votre attention sur le fait que la consultation elle-même « indique que les « recuperative furnaces », bien qu'ils soient d'un type quelque « peu différent de ceux qui sont connus en Grande-Bretagne sous le nom de « regenerative furnaces » peuvent être classés sous la rubrique « regenerative ».

« Il semble donc qu'en employant les mots « regenerative furnaces », les « rédacteurs de la convention aient voulu viser également le type de « regene- « rative furnaces » connu sous le nom spécial de « recuperative furnaces ».

Vous trouverez sous ce pli la traduction de la consultation des experts anglais.

CONSULTATION DES EXPERTS ANGLAIS.

(Traduction).

Fours à régénération. — Ce sont des fours dans lesquels l'air froid entrant est réchauffé par les gaz résiduaux dans leur passage du four à la cheminée. Un exemple type est celui du four à régénération Siemens.

Les fours comportent deux régénérateurs ou plus. Ces régénérateurs sont des constructions en briques, à chicanes, à travers lesquelles l'air et les gaz peuvent aisément circuler. Les régénérateurs sont ordinairement placés au-dessous du four et par le moyen de registres appropriés, les gaz usés chauds peuvent passer alternativement à travers chaque régénérateur. Les gaz chauds élèvent graduellement la température de la masse de briques du premier régénérateur jusqu'à un degré très élevé, puis les registres sont alors manœuvrés de façon à faire passer l'air froid entrant dans le régénérateur ainsi chauffé, tandis que les gaz chauds vont à l'autre régénérateur encore froid. Le premier régénérateur se refroidit alors graduellement sous l'action de l'air froid entrant, cependant qu'en même temps le second s'échauffe. Quand il a atteint la température primitive du premier, les vannes (ou registres) sont de nouveau manœuvrées pour renverser les directions respectives de l'air et des gaz chauds. Une telle alternance a lieu quatre ou cinq fois par heure.

Fours à récupération. — Tels que nous les connaissons dans ce pays, ces fours sont d'un type assez différent, mais peuvent encore être regardés comme entrant dans la rubrique *fours à régénération*.

Le régénérateur consiste là en une série de tuyaux placés dans une chambre ou une conduite (1) ou dans une autre série de tuyaux. Les gaz chauds passant

(1) En maçonnerie.

à travers une série de tuyaux ou de conduites sont employés pour chauffer l'air froid entrant qui circule (en sens inverse) dans l'autre série de conduites ou de tuyaux.

CIRCULAIRE DU 16 AVRIL 1923 (3).

Décret du 21 mars 1914; Tableau C. — Abattoirs publics et privés. — Opérations d'abatage. — Emploi des enfants de 14 à 17 ans.

Aux termes de l'article 15 du décret du 21 mars 1914 et du tableau C annexé à ce décret, le travail des enfants dans les abattoirs publics et abattoirs privés (tueries particulières) d'animaux de boucherie et de charcuterie, est réglementé comme suit, en prévision des dangers d'accidents et de blessures :

• Les enfants âgés de moins de 17 ans ne peuvent être employés aux opérations d'abatage des animaux.

• Les enfants de moins de 14 ans ne peuvent être employés aux autres travaux de ces établissements ».

Par ma circulaire du 2 octobre dernier, j'ai ouvert une enquête sur l'interprétation donnée, en pratique, à l'expression « opérations d'abatage » contenue dans ces dispositions et, par voie de conséquence, sur l'étendue de l'interdiction d'emploi des enfants de moins de 17 ans.

Il résulte de cette enquête que, suivant l'interprétation généralement admise, il n'y a pas lieu d'interdire aux enfants de 14 à 17 ans, en vertu des dispositions précitées, les travaux que l'on effectue, dans les abattoirs, sur les animaux morts. L'enquête a fait ressortir d'ailleurs que l'emploi des enfants à ces derniers travaux ne paraissait pas comporter d'inconvénients particuliers tenant à la nature même des travaux en question.

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'interprétation généralement suivie par le service, j'estime qu'il n'y a pas lieu d'interdire l'emploi des enfants de 14 à 17 ans aux opérations effectuées sur les animaux morts.

CIRCULAIRE DU 18 AVRIL 1923 (2).

Conditions hygiéniques du travail dans les fabriques de soie artificielle. Enquête.

Mon attention a été attirée par la Fédération nationale ouvrière de l'Industrie textile sur les dangers auxquels seraient exposés, tant au point de vue de l'hygiène que de la sécurité, les ouvriers et les ouvrières occupés dans les fabriques de soie artificielle.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

Ces travailleurs seraient notamment, du fait de la manipulation de produits chimiques et, en particulier, d'acides, atteints fréquemment de brûlures aux mains et à la face. Les ouvrières auraient, de leur côté, particulièrement à souffrir de l'élévation de la température et de certaines émanations. Je vous serais obligé de procéder à une enquête sur les conditions d'hygiène du travail dans les fabriques de soie artificielle de votre circonscription.

Il y aura lieu, à cet effet, de fournir notamment les renseignements suivants :

1° Désignation des établissements; 2° importance de ces établissements : nombre d'ouvriers, nombre d'ouvrières; 3° exposé sommaire de la technique des opérations effectuées, procédés employés, produits fabriqués; 4° indications spéciales sur les opérations qui seraient plus particulièrement dangereuses, causes de nocivité; 5° renseignements que le service aura pu recueillir sur l'état sanitaire des ouvriers et des ouvrières dans chaque établissement; 6° mesures de protection propres à éviter et à diminuer les dangers; 7° dans quelles conditions ces mesures sont-elles prises actuellement par chacun des établissements; 8° dans quelles conditions les prescriptions d'hygiène ou de sécurité actuellement prévues par les règlements sont-elles observées dans chacun des établissements; 9° quelles dispositions réglementaires vous paraîtraient devoir être édictées pour renforcer éventuellement la protection des ouvriers et ouvrières dont il s'agit.

CIRCULAIRE DU 21 AVRIL 1923 (4).

Élections des délégués-mineurs. — Ouvriers algériens.

La question s'est posée de savoir si les ouvriers algériens employés dans les exploitations minières peuvent participer aux élections des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs auxquelles seuls peuvent prendre part, conformément aux dispositions de l'article 135 du Livre II du Code du Travail, les ouvriers travaillant au fond, à la condition notamment d'être Français et de jouir de leurs droits politiques.

J'ai consulté à ce sujet M. le Ministre de l'Intérieur qui, en réponse, m'a adressé la lettre ci-dessous reproduite :

« Paris, le 11 avril 1923.

« LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

« à Monsieur le Ministre du Travail (Direction du Travail, 3^e Bureau).

.....

« Le Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865 sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie dispose, en son article premier, que l'indigène

(4) Adressée aux Préfets (en communication à MM. les Ingénieurs en chef des Mines).

« musulman est français, mais qu'il continuera néanmoins d'être régi par la loi musulmane. Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français; dans ce cas, il est régi par les lois civiles et politiques de la France.

« Il en résulte que l'indigène musulman algérien, s'il est Français, ne possède pas la qualité de citoyen français à moins, cependant, qu'il n'ait demandé et obtenu son admission à ladite qualité.

« La loi du 14 février 1919 sur l'accession des indigènes algériens aux droits politiques n'a pu apporter aucune dérogation aux stipulations formelles de la législation antérieure; elle a étendu, il est vrai, dans de notables proportions, les droits des indigènes en matière électorale; mais ses dispositions ne concernent uniquement que les assemblées locales algériennes; les indigènes constituent un collège électoral spécial complètement indépendant et à part du collège électoral composé des citoyens français, et ne participent pas à l'élection des députés et des sénateurs.

« Les effets de cette loi sont donc strictement limités au territoire de l'Algérie.

« Si, en conséquence, l'article 135 du Livre II du Code du Travail n'a entendu viser que les Français jouissant de leurs droits politiques, c'est-à-dire les citoyens français, les ouvriers algériens qui sont restés soumis au statut musulman doivent être exclus des élections pour la désignation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. »

Conformément aux dispositions de cette lettre, les exploitants devront être informés que, parmi les ouvriers mineurs algériens, seuls ceux qui sont en mesure de justifier dans les conditions susindiquées de la qualité de citoyens français pourront être inscrits sur les listes électorales s'ils remplissent par ailleurs les autres conditions fixées par l'article 135 du Livre II du Code du Travail.

CIRCULAIRE DU 11 MAI 1923 (1).

Maladies professionnelles. — Déclarations des mairies et des médecins.

Aux termes des circulaires des 9 août 1921 (2) et 1^{er} mai 1922 (3), vous devez me transmettre, au commencement de chaque mois, les déclarations de maladies professionnelles adressées au service par application de la loi du 25 octobre 1919 tant par les mairies (art. 5) que par les médecins (art. 12).

Le travail de dépouillement de ces déclarations effectué à l'Administration centrale ne peut être conduit utilement que si les transmissions à mon département sont faites avec ordre et régularité.

Pour faciliter ces transmissions, j'ai fait établir un bordereau sous lequel vous devrez m'adresser, avant le 10 de chaque mois, les déclarations de

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du Travail.

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 82.

(3) Voir *Bulletin* 1922, page 62.

maladies professionnelles parvenues au service au cours du mois précédent. Lorsqu'aucune déclaration n'a été reçue par le Service au cours du mois précédent, vous n'en devez pas moins m'adresser un bordereau portant la mention « néant ».

Vous voudrez bien veiller à ce que la nature exacte du travail effectué par l'ouvrier intoxiqué puisse être nettement déterminée lors du dépouillement. Si les mentions portées à cet égard sur les déclarations sont insuffisantes, l'inspecteur devra les préciser ; le plus souvent il lui sera facile d'apporter cette précision grâce à la connaissance de l'établissement dans lequel l'ouvrier est occupé. S'il n'en est pas ainsi, il y aura lieu de recueillir des renseignements complémentaires.

Tous renseignements complémentaires, observations ou suggestions que les inspecteurs ou vous-même croirez utile de présenter à l'occasion des déclarations pourront être jointes à celles-ci.

CIRCULAIRE DU 9 JUIN 1923 (1).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Industries du Vêtement.
Décret du 12 décembre 1919.*

Mon attention a été appelée sur l'interprétation qu'il convient de donner à la disposition concernant la répartition des cent vingt heures supplémentaires prévues à l'article 6, 3^e du décret du 12 décembre 1919 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi de huit heures dans les industries du Vêtement. Cette disposition est rédigée comme suit :

« Cent vingt heures par an au maximum réparties par moitié sur : 1^o quinze « samedis au maximum par an ; 2^o soixante journées autres que le samedi. »

La question s'est posée de savoir si les heures supplémentaires effectuées le samedi matin par les établissements pratiquant la semaine anglaise, soit avant l'heure normale du commencement du travail (par exemple de huit heures à neuf heures dans les établissements où le travail commence habituellement à neuf heures), soit après l'heure normale de la fin du travail (par exemple de midi à midi et demi ou une heure) doivent être imputées sur le crédit des dérogations réparties sur quinze samedis. Dans ce cas, l'utilisation d'une heure ou même d'une demi-heure supplémentaire ferait perdre aux maisons de couture un samedi sur les quinze qui leur sont accordés, comme si toutes les heures de l'après-midi étaient intégralement employées. Au contraire, si l'heure supplémentaire utilisée le samedi matin pouvait être imputée sur le crédit des « soixante journées autres que le samedi », cette interprétation serait favorable, tant aux patrons, qui ne perdraient pas le

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 310.

bénéfice d'un des quinze samedis de dérogation, qu'aux ouvrières qui pourraient jouir du repos de l'après-midi.

Il y a lieu d'observer tout d'abord que la disposition précitée de l'article 6, 3° ne vise que les maisons pratiquant la semaine anglaise. Les établissements qui ont opté pour la répartition des quarante-huit heures à raison de huit heures chaque jour ne sont évidemment pas tenus par la restriction générale du partage des cent vingt heures par moitié sur quinze samedis et soixante journées autres que le samedi. La disposition limitant à huit heures le nombre total des heures pouvant être effectuées le samedi ne concerne pas non plus les établissements qui font huit heures pendant six jours, car le samedi ne diffère pas alors des cinq autres jours.

En ce qui concerne les établissements qui pratiquent normalement la semaine anglaise, il ne semble pas contestable que les heures supplémentaires faites le samedi *matin* ne sont pas imputables sur le crédit de soixante heures réparties sur quinze samedis, mais sur les soixante heures des jours ordinaires. Les mots « autres que le samedi » n'infirmant pas cette interprétation. Le partage des cent vingt heures sur quinze samedis et sur soixante autres jours a pour but de permettre aux chefs d'établissement de supprimer quinze fois, mais quinze fois au plus, le repos du samedi après-midi, et ainsi de garantir aux ouvrières le maintien de la semaine anglaise pendant la plus grande partie de l'année. L'utilisation des heures supplémentaires le samedi matin ne portant pas atteinte au repos de l'après-midi, il est à présumer que, dans l'expression « soixante jours autres que le samedi », le mot « samedi » signifiait, dans l'intention de l'auteur du décret, « *samedi après-midi* ».

Si les heures supplémentaires sont effectuées le matin, avant midi, il n'y a aucune difficulté. Mais on peut se demander si la solution est la même dans le cas de l'utilisation d'une heure supplémentaire, de midi à treize heures.

Sans doute, le mot « après-midi », au sens propre, désigne la période de la journée commençant après l'achèvement de la douzième heure. Cependant, le décret lui-même paraît admettre une autre définition de l'après-midi, puisqu'il dit (art. 2, § 4 ou 6) « remplacer le repos de l'après-midi du samedi par « un repos d'une *demi-journée* un autre jour de la semaine ». Cette assimilation du repos de l'après-midi au repos d'une demi-journée, a déjà été faite lors de l'application de la loi du 11 juin 1917 sur le repos de l'après-midi du samedi dans les industries visées à l'article 33 du Livre premier du Code du Travail. Le décret du 18 septembre 1917 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi dans le département de la Seine contenait la disposition suivante (article 2, § 2) : « Le repos de l'après-midi du samedi doit, dans tous les cas, commencer au plus tard à 13 heures ».

Il y a donc lieu de considérer que le repos du samedi après-midi est respecté lorsqu'il commence au plus tard à 13 heures. Il s'ensuit que les heures supplémentaires effectuées le samedi avant 13 heures ne sont pas imputables sur le crédit des quinze samedis de dérogation, mais sur celui des soixante jours autres que le samedi (après-midi).

CIRCULAIRE DU 15 JUIN 1923 (1).

Loi de huit heures. — Métallurgie. — Ouvriers bobineurs.

Par circulaire en date du 21 février 1923, je vous ai posé la question de savoir si des difficultés s'étaient produites dans les établissements de constructions électriques de votre circonscription, touchant la durée du travail des ouvriers bobineurs, et si la nécessité d'une dérogation permanente spéciale, visant cette catégorie d'ouvriers, vous paraissait établie.

Il résulte des réponses reçues que l'application du décret du 9 août 1920 (2) dans les établissements précités n'a pas soulevé de difficultés, en dehors de l'établissement dont la demande de dérogation a motivé l'enquête, les dérogations de l'article 6 ayant toujours été suffisantes.

Les raisons, d'ordre technique et pratique, qui avaient été invoquées, n'ont pas paru convaincantes. D'une part, s'il est préférable que le bobinage d'une machine électrique soit achevé par l'ouvrier ou les ouvriers qui l'ont commencé, il ne s'agit pas là d'une nécessité technique; c'est ainsi que, dans la plupart des établissements intéressés, et dans les plus importants, le bobinage est effectué par des équipes qui se succèdent. D'autre part, la situation créée à l'industrie des constructions électriques par la pénurie de main-d'œuvre n'est pas particulière à cette industrie : toutes les professions souffrent plus ou moins du manque d'ouvriers spécialisés; elles seraient fondées, au cas où la dérogation sollicitée serait accordée, à demander le bénéfice du même traitement. Il semble d'ailleurs qu'il soit possible de remédier à cette situation : plusieurs établissements ont formé des bobineuses, les femmes étant employées presque exclusivement pour les petits moteurs. Pour les gros moteurs, certains établissements emploient des manœuvres encadrés par des spécialistes, et forment ainsi des bobineurs, ceux-ci n'étant en somme que des manœuvres spécialisés.

Dans ces conditions, j'estime qu'il n'y a pas lieu d'introduire à l'article 5 du décret la modification demandée.

Au cas où des difficultés analogues à celles qui m'ont été signalées se produiraient dans un établissement de votre circonscription, il conviendrait simplement d'user de tolérance à son égard pendant le temps nécessaire à la formation d'ouvriers spécialisés.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 20 JUIN 1923 (3).

Attribution aux délégués-mineurs d'allocations familiales.

A la suite de réclamations dont vous m'aviez saisi et par lesquelles certains exploitants de mines protestaient contre les dispositions de vos arrêtés pré-

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du Travail.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 167.

(3) Adressée à un Préfet.

voyant l'attribution aux délégués-mineurs des allocations familiales accordées aux ouvriers, je vous ai fait connaître, par lettre du 13 juillet 1922 (1), qu'il n'y avait pas lieu de revenir sur ces dispositions. Ces instructions s'inspiraient de l'avis émis, dans sa séance du 19 mai 1922, par le Conseil général des Mines, auquel j'avais soumis les réclamations présentées par les exploitants de votre département.

L'avis du Conseil général des Mines était ainsi conçu : (1)

.....

J'ai l'honneur de vous informer que la Cour de cassation, si elle ne s'est pas encore prononcée sur l'affaire visée par le Conseil général des mines, vient de rendre, à l'occasion d'une affaire analogue relative à l'application de la législation sur les accidents du travail, un arrêt dont je vous envoie, ci-joint, copie, qui détermine le caractère juridique des allocations familiales (2).

L'arrêt de la Cour d'appel qui était déféré à la Cour de cassation avait refusé, au sujet de la fixation du montant de la rente due à un ouvrier victime d'un accident du travail, de comprendre dans le salaire annuel destiné à servir de base au calcul de la rente le montant de l'allocation perçue à titre de charges de famille pour cette raison que « cette allocation spéciale accordée « par la Compagnie à ses employés chargés de famille suivant le nombre et « l'âge de leurs enfants est essentiellement variable et temporaire » et qu'ainsi elle est sans rapport avec la rémunération du travail. L'arrêt de cassation déclare « que les modalités de cette allocation importent peu ; que pour cons- « tituer une rémunération il suffit qu'elle ait été stipulée dans le contrat de « travail ou promise dans un règlement d'atelier, puisque l'ouvrier a été mis à « même de peser les avantages qu'il pourrait en retirer comme contre partie « de son travail ».

Je vous prie de vouloir bien porter cet arrêt à la connaissance des exploitants de votre département qui vous ont saisi de réclamations au sujet de l'attribution aux délégués-mineurs des allocations familiales accordées aux ouvriers.

CIRCULAIRE DU 2 JUILLET 1923 (3).

*Préparation et manipulation des produits radio-actifs. — Hygiène du personnel.
Enquête.*

Mon attention a été appelée sur les accidents graves auxquels est exposé le personnel occupé à la préparation et à la manipulation des produits radio-actifs.

Je me propose d'appeler la Commission d'hygiène industrielle à examiner cette question en vue de l'étude de la réglementation qu'il y aurait lieu

(1) Voir cet avis dans le présent *Bulletin*, page .

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 60.

(3) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

d'édicter dans le but de protéger le personnel contre des accidents qui pourraient sans doute être évités.

Afin de fournir à la Commission la documentation indispensable pour l'étude de la réglementation envisagée, je vous serais obligé de procéder dans les établissements soumis au contrôle de l'inspection du travail, à une enquête sur les conditions d'hygiène du personnel occupé aux travaux de préparation et de manipulation des produits radio-actifs et sur les mesures qui pourraient être prises en vue de soustraire le personnel aux accidents divers que peuvent provoquer les radiations.

CIRCULAIRE DU 4 JUILLET 1923 (1).

État de frais de tournées des inspecteurs du travail. — Dispense de timbre.

Par circulaire du 24 janvier 1919 (2), je vous ai communiqué copie d'une lettre de M. le Conseiller d'État, Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre relative à l'exemption de timbre des états de frais de tournées des inspecteurs du travail. Il ressortait de cette lettre que lorsque les états ou relevés dressés par les inspecteurs sont exclusivement relatifs à des dépenses payables sur le budget de l'État, le droit de timbre n'est dû, ni sur l'état lui-même (timbre de dimension), ni sur l'acquit apposé au pied du mandat (timbre de quittance). Des instructions conformes à cette interprétation ont été insérées dans la circulaire, en date du 13 mars 1919 adressée aux trésoriers-payeurs généraux et aux receveurs particuliers des finances par la Direction générale de la Comptabilité publique.

Mon attention ayant été appelée sur le fait que les états de frais de certains inspecteurs continuaient d'être frappés du droit de timbre à l'occasion du paiement, j'ai prié M. le Ministre des Finances de rappeler aux payeurs les instructions contenues dans sa circulaire du 13 mars 1919.

Vous trouverez ci-dessous le texte de la réponse que je viens de recevoir de M. le Ministre des Finances :

« Paris, le 26 juin 1923.

« LE MINISTRE DES FINANCES,

« à Monsieur le Ministre du Travail (Direction du Travail, 3^e Bureau).

« Comme suite à votre lettre du 23 mai, j'ai l'honneur de vous faire connaître que des instructions sont adressées aux comptables du Trésor, pour leur rappeler les prescriptions de la circulaire du 13 mars 1919, relatives à la dispense de timbre dont bénéficient les mémoires présentés par les inspecteurs du travail, en vue du remboursement des frais de tournées par eux avancés et les acquits apposés au pied des mandats de remboursement ».

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 388.

CIRCULAIRE DU 1^{er} AOÛT 1923 (1).

Maladies professionnelles.

Travaux non visés aux tableaux annexés à la loi du 25 octobre 1919.

La question s'est posée de savoir dans quelles conditions un chef d'établissement qui emploie des ouvriers à des travaux qui pourraient provoquer l'intoxication saturnine ou mercurielle, peut garantir ces ouvriers contre le risque de maladie professionnelle auquel il sont exposés, lorsque les travaux exécutés ne figurent pas aux tableaux annexés à la loi du 25 octobre 1919 (2) étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

J'ai l'honneur de vous faire part, ci-après, à titre documentaire, de la solution que j'ai suggérée au chef d'établissement qui m'avait consulté.

Dans l'état actuel des textes, les dispositions de la loi du 25 octobre 1919 ne sont pas applicables dans le cas d'ouvriers occupés à des travaux industriels autres que ceux énumérés dans les tableaux annexés à la loi. Ces tableaux, d'autre part, ne peuvent être révisés et complétés que par des lois ultérieures.

Le résultat cherché ne saurait, dans le cas envisagé, être atteint par le recours à la procédure d'adhésion facultative à la législation sur les accidents du travail organisée par la loi du 18 juillet 1907.

En effet, la loi du 18 juillet 1907 se borne à donner à tout employeur non assujetti à la législation sur les accidents du travail, la faculté de se placer sous le régime de cette législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses salariés par le fait du travail ou à l'occasion du travail. Les salariés qui ont donné leur adhésion bénéficient alors de plein droit de cette législation, mais seulement dans les conditions et dans la mesure où ils en auraient bénéficié si l'employeur avait été assujetti aux termes de cette législation, et non pour les accidents autres que ceux auxquels ladite législation est applicable.

Il en est de même pour les maladies d'origine professionnelle. L'adhésion facultative d'un employeur non assujetti à la législation sur les responsabilités des accidents du travail aura pour effet d'assurer aux salariés qui donneront leur adhésion, le bénéfice des dispositions de la loi du 25 octobre 1919 sous les réserves prévues par ladite loi, mais elle ne peut pas avoir pour conséquence l'extension de plein droit, en faveur de ces salariés, du bénéfice des dispositions de cette loi à d'autres maladies que celles visées aux tableaux annexes ou aux maladies énumérées auxdits tableaux, mais provoquées par d'autres travaux que ceux qui y sont mentionnés.

L'adhésion de l'industriel à la législation des accidents du travail en vertu de la loi du 18 juillet 1907 n'aurait donc eu aucun effet pratique, en ce qui concerne les cas d'intoxication envisagée, auxquels la loi du 25 octobre 1919 ne s'applique pas.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 265.

Dans ces conditions, il m'a paru qu'en attendant l'extension par voie législative du champ d'application de la loi du 25 octobre 1919, un moyen de réaliser la garantie du personnel en cause contre le risque d'intoxication mercurielle serait la souscription par le chef d'établissement, en outre de la police collective d'assurance contre les accidents du travail et, s'il y a lieu, contre les maladies professionnelles régies par la loi du 25 octobre 1919, d'une police spéciale (droit commun), ayant pour objet de garantir aux ouvriers atteints, au service de l'employeur intéressé, des maladies engendrées par l'intoxication mercurielle et ne donnant pas lieu à application de la loi du 25 octobre 1919, les mêmes indemnités que celles qui sont prévues par la loi du 9 avril 1898.

Le service devra s'inspirer des indications de la présente circulaire pour répondre aux demandes analogues à celle qui m'a été soumise et dont il viendrait à être directement saisi par des chefs d'établissement.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 10 AOÛT 1923 (1).

Délégués-mineurs. — Payment des allocations familiales en cas de maladie.

Par lettre du 13 juillet dernier, vous m'avez transmis, accompagnée d'un rapport de M. l'Ingénieur en chef des mines, une lettre par laquelle M. V. . . , délégué-mineur, demande que les allocations familiales qui lui sont accordées, comme aux ouvriers mineurs, lui soient payées pendant la durée de sa maladie. Il invoque, à l'appui de sa demande, que les allocations familiales sont payées en cas de maladie, aux ouvriers de la circonscription de laquelle il est délégué-mineur.

M. l'Ingénieur en chef des mines, qui reconnaît la réalité de ce fait, estime que si on doit mettre le délégué-mineur exactement sur le même pied qu'un ouvrier de la mine, il convient de donner satisfaction à la demande du délégué V. . . . Toutefois, il objecte que, selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 1923, fixant pour 1923 les indemnités accordées aux délégués-mineurs, dispositions conformes aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 1^{er} mars 1922, les allocations familiales sont accordées aux délégués-mineurs proportionnellement au nombre de journées payées dans le mois, ce qui exclut la possibilité pour le délégué-mineur, en l'état actuel de l'arrêté, de réclamer le paiement d'allocations familiales qui ne correspondent pas à des journées de travail réellement payées.

D'autre part, il y a lieu de remarquer que, pendant l'absence du délégué titulaire V. . . , les visites sont effectuées par le délégué suppléant qui le remplace, par application des dispositions de l'article 129 du livre II du Code du travail. Ce délégué suppléant touche les allocations pour charges de famille qui correspondent à sa situation de famille. Il semble difficile, dès lors, d'imposer à l'exploitant qui, en définitive, supporte la charge des allo-

(1) Adressée à un Préfet.

cations familiales, le paiement de ces allocations à la fois au délégué titulaire et au délégué suppléant.

J'estime, dans ces conditions, que la requête du délégué-mineur V... ne peut être accueillie.

CIRCULAIRE DU 10 AOÛT 1923 (1).

Loi de huit heures. — Décrets du 27 juillet 1923. — Banques. — Assurances.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, le texte de deux décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures (2) : 1° dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change ; 2° dans les entreprises d'assurances de toute nature.

Ces deux décrets, en date du 27 juillet 1923, ont paru au *Journal officiel* du 1^{er} août 1923, pages 7512 et 7510.

Ils appellent de ma part les observations suivantes :

A) Parmi les dispositions contenues dans ces décrets, il en est qui ne figurent pas dans les règlements précédemment parus. Ces dispositions ont été introduites aux articles 2, 6 et 8.

ARTICLE 2, § 2. — « Les dispositions des 1° et 2° du paragraphe 1^{er} du « présent article ne pourront, en aucun cas, porter atteinte aux accords intervenus entre les organisations d'employeurs et d'employés, lorsque ces accords comporteront des limitations de la durée journalière ou hebdomadaire du travail inférieures aux maxima prévus ci-dessus ».

Cette disposition n'est, à la vérité, que l'affirmation d'un principe qui, bien que non explicitement formulé, avait toute sa valeur pour l'application des stipulations des décrets précédemment publiés. Bien que les durées prévues au 1° et au 2° du paragraphe 1^{er} soient des maxima, et qu'il soit évidemment loisible aux intéressés d'adopter des durées inférieures à ces maxima, le Conseil d'Etat a cru bon de préciser ce point dans le décret, pour répondre aux préoccupations de certaines organisations d'employés qui exprimaient la crainte que la publication du décret n'eût pour effet d'amener les employeurs à porter la durée du travail aux maxima prévus par le paragraphe 1^{er}, alors même qu'en vertu d'accords formels, ou d'accords tacites, consacrés par des usages prolongés, les durées actuellement pratiquées étaient moindres. Dans ce cas, le décret, pas plus que ceux qui l'ont précédé, ne saurait avoir pour effet de rendre caducs ces accords ou usages et de modifier nécessairement l'état de choses existant. Ce ne que dans le cas où les durées de travail seraient actuellement supérieures aux maxima légaux, que les employeurs seront tenus de les ramener à ces maxima.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, pages 28 et 32.

Il va sans dire que le contrôle de l'inspecteur ne peut s'exercer qu'à partir du moment où est atteint le maximum légal et que, même si l'horaire de l'établissement indique, par jour ou par semaine, une durée inférieure à huit heures ou à quarante-huit heures, l'infraction ne commence qu'au delà de la huitième ou de la quarante-huitième heure.

Il en est de même dans les cas où la semaine anglaise a été adoptée, en vertu d'accords ou d'usages. Certains assujettis avaient exprimé la crainte que la publication du décret n'eût pour effet de provoquer la suppression de ce mode de répartition des heures de travail, parce qu'il autorise le choix entre la répartition égale et la répartition inégale des heures de travail entre les différents jours ouvrables. Là encore, les usages ou régimes contractuels restent valables.

Dans l'un et l'autre cas, les intéressés restent libres, bien entendu, de modifier les accords actuellement en vigueur, dans les conditions où ces accords peuvent être modifiés en vertu du droit commun, à la condition de rester dans les limites fixées par le décret.

Les intéressés, d'après le décret, sont les organisations. A cet égard, je crois devoir rappeler que le mot « organisations » doit être compris ici, comme dans tous les décrets pris pour l'application de la loi de huit heures, dans un sens extrêmement large. Vous pourrez vous reporter, à cet égard, à la circulaire ministérielle du 25 septembre 1920, relative à l'interprétation du décret visant la métallurgie et le travail des métaux. Cette circulaire précisait notamment que « le mot *organisation* doit s'entendre, non seulement d'un « syndicat professionnel, mais encore de toute association légale ou d'un groupement de fait et même d'un chef d'établissement isolé ».

La circulaire susvisée précise, au surplus, à quelles conditions doit satisfaire l'organisation suivant les cas où son intervention est prévue (simple consultation ou accord).

ARTICLE 6, 3°, *in fine*. (Décret « Banques et tous établissements de finance, de crédit et de change »):

« Toutefois, cette limite de dix heures pourra être dépassée deux fois par mois pour assurer l'achèvement, en temps utile, des opérations de liquidation mensuelle ou de quinzaine, prévues par le décret du 7 octobre 1890 et par les règlements des bourses de valeurs, sous réserve d'un repos compensateur d'une durée égale à celle de la prolongation du travail ».

Les règlements des bourses de valeurs, pris en application du décret du 7 octobre 1890, pour l'exécution de l'article 90 du Code de Commerce et de la loi du 28 mars 1885 relative aux marchés à terme, fixent les délais dans lesquels doivent être effectuées les diverses opérations de liquidation; ces délais sont généralement compris entre deux jours de bourse se suivant, c'est-à-dire que les opérations dont il s'agit doivent être terminées dans la journée où elles sont entamées. La durée des écritures et des pointages nécessaires est essentiellement variable, puisqu'elle dépend de l'importance des transactions, et du nombre et de la nature des erreurs qui peuvent être commises dans les relevés de liquidations; tant que la balance n'est pas établie, le travail doit être continué sans arrêt et par les mêmes liquidateurs. C'est ce

qu'ont reconnu les employeurs et les employés intéressés, qui se sont mis d'accord sur le texte cité plus haut.

La disposition par laquelle la prolongation de la durée du travail ne peut avoir pour effet de réduire, au-dessous de douze heures, la durée ininterrompue entre de deux journées de travail ne pouvait s'appliquer ici, car il est indispensable que les employés assurent l'exécution des travaux normaux de la séance suivante de la Bourse.

ARTICLE 8. — « Il est prévu que les heures supplémentaires seront payées ou compensées. Ce sont les usages ou les accords qui décideront si les heures supplémentaires doivent être payées et à quel taux, ou si elles doivent être compensées par un nombre au moins équivalent d'heures de congé pendant les autres jours ouvrables, que cette compensation soit immédiate, ou différée. »

Il est à peine besoin de faire observer que, quelle que soit la durée adoptée comme durée habituelle — égale ou inférieure à quarante-huit heures par semaine, — les heures supplémentaires ne sauraient être décomptées, du point de vue du décret, que lorsque a été atteint le chiffre de quarante-huit heures par semaine. Les heures comprises entre la durée normale, si elle est inférieure à quarante-huit heures, et la durée de quarante-huit heures, si elles sont actuellement payées ou compensées comme heures supplémentaires en vertu de l'usage ou de conventions, continueront à être payées ou compensées; mais l'obligation de les payer ou de les compenser, créée par le décret, ne vaut qu'à partir de la quarante-neuvième heure.

B) L'application de ces dispositions ne semble pas devoir rencontrer de difficultés. Sauf certains cas particuliers, il est vraisemblable que les décrets n'auront pas pour effet de modifier les durées de travail actuellement pratiquées, qui restent le plus souvent en deçà des limites prévues.

Il serait à désirer que le contrôle de ces dispositions pût s'établir avec la collaboration des organisations patronales intéressées. Déjà, une entente est intervenue avec la Compagnie des agents de change de Paris et l'Union des Chambres syndicales des Compagnies d'assurances à primes fixes de toute nature, qui se sont engagées à éclairer leurs adhérents sur les obligations que le décret leur impose et à les guider dans l'exécution de ces obligations. Il a été également convenu qu'avant toute intervention de l'Inspecteur, ces organisations seraient saisies des plaintes visant les établissements adhérents et qu'elles les inviteraient à faire connaître dans un délai de quinze jours : 1°) si l'établissement en cause conteste les faits ou l'interprétation qui en est donnée; 2°) s'il ne conteste pas les faits, les explications qu'il a à fournir et les mesures qu'il s'engage à prendre pour éviter le retour des faits signalés. Ces explications seront communiquées à mon Département, en ce qui concerne la région parisienne, et fournies directement à l'inspecteur du travail, s'il s'agit d'un établissement situé en province. Si aucune réponse n'est faite à la demande d'explications, ou si ces explications ne sont pas suffisantes, le Service de l'Inspection procédera directement à des vérifications sur place.

Des inspecteurs du travail pourraient s'inspirer de ces accords pour en conclure de semblables avec les organisations locales de banques ou d'assurances.

CIRCULAIRE DU 4 SEPTEMBRE 1923. (1)

Allocations familiales dans les marchés de travaux publics.

Application de la loi du 19 décembre 1922 et des décrets du 13 juillet 1923.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint (2), en vous priant d'en répartir les exemplaires entre les inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres, la circulaire que j'adresse aux préfets pour l'application de la loi et des décrets relatifs aux allocations familiales dans les marchés de travaux publics.

Vous voudrez bien vous mettre en rapport avec les préfets des départements de votre circonscription, en vue de régler avec eux les détails pratiques de la collaboration que leur apportera en cette matière le service de l'inspection du travail et pour vous entendre avec eux sur la désignation des inspecteurs du travail comme membres des commissions régionales et locales d'agrément.

D'autre part, en transmettant cette circulaire aux inspecteurs et inspectrices, vous voudrez bien les inviter à se mettre à la disposition des préfets de leurs départements respectifs et à recueillir dès maintenant tous renseignements utiles sur les caisses de compensation et services individuels d'allocations fonctionnant dans ces départements et sur les taux d'allocation qui y seraient généralement pratiqués.

Ci-joint la liste des caisses de compensation de votre circonscription dont l'existence a été signalée à mon Ministère, avec les taux qu'elles pratiqueraient d'après les derniers renseignements reçus, qu'il y aurait lieu de vérifier sur place.

CIRCULAIRE DU 4 SEPTEMBRE 1923 (3).

Allocations familiales dans les marchés de travaux publics. — Application de la loi du 19 décembre 1922 et des décrets du 13 juillet 1923.

La loi du 19 décembre 1922 (voir texte ci-après) [4] stipule que « les cahiers des charges des marchés de travaux publics passés au nom de l'État, des départements et des communes et des établissements publics pourront prévoir l'obligation pour les soumissionnaires de servir des allocations familiales au personnel occupé à ces travaux ». Les modalités d'application

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

(2) Voir ci-dessous.

(3) Adressée aux Préfets.

(4) Voir dans le présent Bulletin page 1.

de cette disposition doivent être déterminées par décrets pris en la forme des règlements d'administration publique.

Conformément aux indications contenues dans les travaux préparatoires de la loi, les décrets prévus sont intervenus sous la forme de trois décrets modifiant ceux du 10 août 1899 sur les conditions de travail dans les marchés de travaux et de fournitures passés au nom de l'État, des départements, des communes et des établissements publics. Ces nouveaux décrets, datés du 13 juillet 1923, publiés au *Journal officiel* des 15-16 juillet 1923, et dont vous trouverez le texte ci-après, sont applicables comme les décrets du 10 août 1899 qu'ils modifient, le premier aux marchés de l'État, le second aux marchés des départements, le troisième aux marchés des communes et des établissements publics de bienfaisance. De même, à l'instar des décrets du 10 août 1899, seul le premier de ces décrets, relatif aux marchés de l'État, pose en principe une obligation à l'Administration. Les deux autres décrets relatifs aux départements, aux communes et aux établissements publics laissent l'Administration libre d'insérer ou non dans les marchés de travaux publics la clause relative aux allocations familiales.

En ce qui concerne les marchés de l'État, l'insertion d'une telle clause est donc obligatoire, sauf dans les cas exceptionnels déterminés par décision motivée du Ministre. Bien qu'elle ne soit que facultative dans les marchés des départements, des communes et des établissements publics, l'intention du législateur n'est pas douteuse. Il tend à la généralisation de cette pratique. Vous devrez donc appeler d'une façon expresse l'attention des communes et des établissements publics sur la faculté que leur donne la loi du 19 décembre 1922 et les décrets du 13 juillet 1923, et insister auprès d'eux pour qu'ils en usent. Il va sans dire qu'il y a le même intérêt à ce qu'une telle clause soit insérée dans les marchés que vous aurez à passer vous-même au nom du département.

Vous trouverez ci-après quelques indications sur les modalités d'application des nouvelles dispositions.

Champ d'application. — Ainsi que les décrets du 10 août 1899 qu'ils modifient, les décrets du 13 juillet 1923 ne s'appliquent qu'à la main-d'œuvre occupée « dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché ».

Sur la portée de cette expression, vous devrez vous référer à la pratique suivie en ce qui concerne l'application des décrets du 10 août 1899.

Toutefois à la différence de ceux-ci, les nouveaux décrets, conformément à la restriction formulée par la loi du 19 décembre 1922, ne s'appliquent pas à tous les marchés, mais seulement aux marchés de travaux publics. En aucun cas, ils ne doivent s'appliquer aux marchés de fournitures.

La distinction entre les marchés de travaux publics et les marchés de fournitures est quelquefois délicate. En principe, les marchés de fournitures se distinguent des marchés de travaux publics en ce qu'ils ont pour objet des prestations mobilières et non, comme les marchés de travaux publics, des travaux à exécuter sur le domaine public immobilier de l'État, des départements, des communes (Dalloz, répertoire de jurisprudence, V^o Marchés de

fournitures, supplément, tome VIII, page 88). Tous les travaux de bâtiment, qu'il s'agisse de constructions, de réparation ou d'entretien, rentrent dans la catégorie des travaux publics; de même, la construction, la modification, la réparation ou l'entretien des routes, ports, canaux, cours d'eau navigables, voies ferrées, les travaux qui ont pour objet l'éclairage d'une ville par le gaz ou l'électricité, son alimentation en eau, etc... Pour les cas où il y aurait doute, il y a lieu de se référer à la jurisprudence, notamment à celle qui s'est établie pour déterminer la compétence des conseils de préfecture en matière de marchés de travaux publics.

Nature des allocations familiales. — La loi du 19 décembre 1922 qui prévoit le service d'allocations familiales au personnel occupé aux travaux publics, n'en a pas donné de définition, mais le sens de cette expression dans le langage courant est très clair; il s'agit des sommes versées, en dehors du salaire, par les employeurs à leurs ouvriers et employés en raison de leurs charges de famille. Généralement, on pourrait même dire toujours, elles comportent le versement d'allocations périodiques le plus souvent mensuelles, dont le montant varie avec le nombre des enfants à la charge de l'employé ou de l'ouvrier. A cette prestation, que l'on peut appeler fondamentale, s'ajoutent parfois des prestations complémentaires : primes d'accouchement, primes d'allaitement, allocations pour d'autres personnes à la charge de l'ouvrier telles que les ascendants. Mais l'allocation périodique, variable d'après le nombre des enfants, reste l'allocation familiale essentielle. C'est d'ailleurs la seule qui soit versée jusqu'ici par la généralité des administrations publiques au personnel qu'elles emploient. C'est pourquoi, ainsi que vous le verrez plus loin, l'arrêté pris en vertu des décrets du 13 juillet 1923, en ce qui concerne le département de la Seine, n'a prévu expressément que des allocations de cette nature.

Mode d'attribution des allocations familiales. — Caisses de compensation. — Dans la pratique, les allocations familiales peuvent être réparties de deux façons : ou bien elles sont versées directement par l'employeur — c'est le cas des administrations publiques, des chemins de fer, des exploitations minières — ou bien, elles le sont par l'intermédiaire ou avec le concours d'institutions constituées entre chefs d'entreprises en vue de répartir entre eux la charge résultant du service des allocations familiales. Ces institutions portent généralement le nom de caisses de compensation. Nous les désignerons ainsi dans la suite de cet exposé, étant bien entendu que cette expression s'appliquera aux institutions répondant à la définition ci-dessus, même si elles portent un nom différent.

Conformément aux travaux préparatoires de la loi du 19 décembre 1922, les décrets du 13 juillet 1923 ont posé en principe l'intervention obligatoire d'une Caisse de compensation. Admettre dans tous les cas que les allocations seraient servies par l'employeur, ce serait en effet donner à certains entrepreneurs la possibilité de s'affranchir en fait de l'engagement de servir ces allocations. Il leur suffirait d'écarter systématiquement de leur embauchage les ouvriers et employés ayant des charges de famille. Cette tentation serait

surtout forte lorsqu'il s'agirait d'entrepreneurs occupant un personnel restreint. Par contre, dans les très grandes entreprises il n'est pas pratiquement possible d'opérer une telle sélection. C'est pour cette raison que les décrets du 13 juillet 1923, après avoir posé en principe l'affiliation obligatoire de l'entrepreneur à une Caisse de compensation, en ont dispensé ceux qui emploient au moins 2,000 ouvriers ou employés à la condition qu'ils aient institué un service d'allocations familiales présentant les mêmes garanties que les Caisses de compensation.

Agrément des Caisses de compensation. — Aux termes des décrets du 13 juillet 1923, les Caisses de compensation doivent être agréées par le Ministre du travail. Seules sont susceptibles de recevoir l'agrément les caisses qui satisfont aux conditions déterminées par le Ministre après consultation de commissions locales ou régionales comprenant des représentants des administrations intéressées et qui devront s'inspirer des « circonstances locales ou régionales » et spécialement, pour les taux minima des prestations, des taux généralement pratiqués dans la région ou la profession.

Ainsi, il n'y aura pas de conditions uniformes pour l'agrément. Les conditions d'agrément seront fixées, comme les bordereaux de salaires, pour chaque département et même, s'il y a lieu, pour une région moins étendue.

La procédure prévue à cet effet s'est inspirée de la procédure suivie en fait pour l'établissement des bordereaux de salaires, en application des décrets du 10 août 1899.

Les bordereaux de salaires sont, en effet, généralement établis pour l'ensemble des administrations appelées à passer les marchés dans la localité ou la région, par une commission administrative où sont représentées toutes les administrations intéressées, et qui provoque toutes les consultations qu'elle juge utiles.

L'adoption de cette procédure a pour but d'éviter les désaccords et les divergences d'appréciation des diverses administrations.

Constitution des commissions régionales et locales d'agrément. — Il importe de constituer et de convoquer dans le plus bref délai ces commissions. Celle du département de la Seine a déjà été constituée par arrêté du 20 juillet 1923. Vous voudrez bien me faire parvenir sans retard vos propositions pour la commission appelée à fonctionner dans votre département. Elle devra comprendre des représentants de toutes les administrations de l'État susceptibles de passer des marchés de travaux publics à exécuter dans votre département; y seront appelés en outre des représentants des administrations départementales et municipales qui auraient déjà décidé d'appliquer ou qui seraient disposées à appliquer les décrets du 13 juillet 1923, qui ne sont en effet que facultatifs en ce qui concerne les départements et les communes. Les établissements publics et les administrations de chemins de fer qui sont appelés à faire exécuter, dans le département, des travaux publics importants pourront également participer aux travaux de la commission. Enfin il serait utile que l'Inspection du travail y fût représentée à raison de la documentation qu'elle est en mesure de fournir. J'invite, d'autre part, les inspecteurs divisionnaire

du travail à s'entendre avec les préfets de leur circonscription au sujet des inspecteurs du travail à désigner comme membres des commissions.

La commission sera naturellement présidée par vous ou votre délégué.

Dès que vous m'aurez fait parvenir vos propositions je prendrai un arrêté constituant la commission de votre département. Il ne sera pas nécessaire de désigner nominativement dans l'arrêté les membres de la commission. Il suffira d'énumérer les administrations qui y seront représentées, en laissant à celles-ci le soin de désigner leurs délégués au moment où la commission sera convoquée.

En principe il ne doit y avoir qu'une commission par département. Au cas où vous estimeriez qu'il devrait en être institué plusieurs, il vous appartiendrait de me saisir à ce sujet de propositions dûment motivées.

Rôle et fonctionnement des commissions d'agrément. — La commission une fois constituée devra être réunie d'urgence par vos soins. Elle aura pour mission de donner son avis sur :

1° Les conditions auxquelles devront satisfaire, pour être agréées par le Ministre du Travail, les caisses de compensation ou autres institutions constituées entre chefs d'entreprise, en vue de répartir entre eux les charges résultant du service des allocations familiales;

2° Les conditions auxquelles devra satisfaire l'employeur occupant au moins 2,000 ouvriers et employés qui, ayant institué dans son entreprise un service d'allocations familiales, désirera être dispensé de l'obligation de s'affilier à un organisme de répartition de ces allocations.

C'est sur le vu de l'avis émis par la Commission et qui me sera transmis par vos soins avec vos observations, s'il y a lieu, que je prendrai l'arrêté fixant les conditions à remplir par les caisses de compensation ou les services individuels d'entrepreneurs qui désirent obtenir mon agrément pour les marchés de travaux publics à exécuter dans votre département.

Afin de guider les travaux de la commission de votre département, vous trouverez ci-après le texte de l'arrêté que j'ai pris le 28 août 1923 sur l'avis de la commission du département de la Seine.

Il ne vous échappera pas que le plus grand nombre des dispositions de cet arrêté se retrouveront dans les arrêtés qui seront pris pour les autres départements, parce qu'elles sont indépendantes des conditions régionales ou locales. Tel est le cas des articles 2 et 3. Il en est de même des conditions énumérées sous les numéros 1, 5, 6, 7, 8 et 9 de l'article 1^{er}.

La commission aura donc surtout à examiner les conditions à remplir en ce qui concerne la composition des caisses, les taux minima des prestations et les règles de répartition d'après le nombre des enfants.

Les conditions fixées sur ces divers points pour le département de la Seine et qui tiennent compte de l'importance particulière des entreprises de bâtiment et de travaux publics dans ce département, devront être adaptées aux circonstances locales ou régionales.

C'est ainsi que le nombre et l'importance des entreprises de bâtiment et de travaux publics ne permettront pas toujours d'exiger que la caisse soit

spéciale à ces entreprises ou constitue pour elles dans son sein une section spéciale, ni qu'elle groupe un minimum de dix entreprises du bâtiment occupant un personnel total de 2,000 ouvriers ou employés. Dans le cas où la commission estimerait qu'il y a lieu d'admettre à l'agrément les caisses interprofessionnelles sans section spéciale aux bâtiments et aux travaux publics, c'est à l'ensemble des affiliés à la caisse, appartenant ou non à ces industries, que devraient s'appliquer les minima fixés sous le n° 3, minima au-dessous desquels il ne paraît guère possible de descendre.

En ce qui touche les prestations minima, il convient d'observer que les décrets du 13 juillet 1923 visent à la fois les taux minima de prestation et la répartition des allocations d'après le nombre des enfants. Il en résulte que l'on doit fixer des taux minima distincts pour 1, 2, 3, 4, etc., enfants à la charge de l'ouvrier ou employé. On irait à l'encontre des décrets en laissant à chaque caisse le soin de fixer ces taux, sous la seule condition que la charge résultant de l'application de ces taux ne soit pas inférieure à un minimum fixé.

On remarquera que, dans l'arrêté du 28 août 1923, il est indiqué que les allocations doivent être proportionnelles au nombre de journées de travail exécutées au cours du mois par l'ouvrier ou employé. Les règlements de beaucoup de caisses prévoient que l'ouvrier ou employé n'a droit aux allocations que s'il a travaillé pendant tout le mois au service d'une entreprise affiliée à la caisse. L'agrément ne pourrait être donné si cette stipulation n'était pas modifiée, tout au moins en ce qui touche les travailleurs occupés à l'exécution des marchés de travaux publics. On a fait observer avec raison, à la commission administrative de la Seine, que l'exécution de beaucoup de ces marchés exige moins d'un mois, qu'il en est peu qui commencent exactement au début d'un mois ou finissent exactement à la fin d'un mois. Si la restriction ci-dessus rappelée était maintenue, les ouvriers occupés à l'exécution de ces marchés pourraient, contrairement au vœu du législateur, être privés, en totalité ou en partie, d'allocations familiales. Les caisses devront donc, pour être agréées, modifier ou prendre l'engagement de modifier à très bref délai leurs règlements sur ce point. Il va sans dire que le compte des allocations dues à chaque ouvrier et employé pourra continuer à être arrêté à la fin de chaque mois et réglé dans les premiers jours du mois suivant, du moment que les allocations seront comptées au prorata du nombre des journées de travail exécutées au cours du mois.

Pour la fixation des taux minima de prestations, les décrets du 13 juillet 1923 portent que les commissions se référeront, s'il en existe, aux taux généralement pratiqués dans la région et la profession.

Afin d'éclairer la commission, il serait utile que votre administration procédât dès maintenant, notamment auprès des caisses de compensation et des principales entreprises de bâtiment et de travaux publics de la région, à une enquête sur les taux généralement pratiqués. La commission pourra également, comme l'a fait celle de la Seine, entendre les représentants de ces caisses et de ces entreprises. Il est évident que les taux qui doivent servir de normes sont ceux qui sont pratiqués dans la profession, ceux dont bénéficieraient les travailleurs intéressés à l'application de la loi du 22 décembre 1922

et des décrets du 13 juillet 1923, c'est-à-dire les travailleurs occupés dans des chantiers ou ateliers fonctionnant ou organisés en vue de l'exécution de marchés de travaux publics. Lorsque plusieurs taux sont en usage, la commission devra se référer aux taux dont bénéficient la grande majorité de ces travailleurs. Vous pourrez faire appel pour cette enquête au concours des inspecteurs du travail.

Les commissions ne sont pas toutefois tenues d'adopter purement et simplement les taux ainsi pratiqués. Les décrets portent qu'elles doivent seulement s'y référer, c'est-à-dire qu'elles doivent en tenir compte, mais seulement dans la mesure où ils ont été fixés de bonne foi et en rapport avec les circonstances locales ou régionales. Si ces taux étaient dérisoires et adoptés par exemple uniquement en vue de donner une satisfaction apparente à la loi, la commission ne devrait pas en tenir compte.

Elle devrait alors procéder comme dans le cas où il n'existe pas de taux d'une application générale et se référer aux taux généralement pratiqués, soit pour la même profession dans des régions voisines placées dans des conditions économiques à peu près équivalentes, soit dans la même région pour des professions se rapprochant le plus de celle du bâtiment et des travaux publics.

Telles sont les instructions que m'a paru comporter l'application de la loi du 22 décembre 1922 et des décrets du 13 juillet 1923. Si des questions qui n'ont pas été tranchées par la présente circulaire étaient soulevées dans votre département, vous voudrez bien m'en saisir d'urgence.

Il importe que les décrets puissent entrer en application le plus tôt possible.

L'article 2 du décret relatif aux marchés de l'État porte en effet que ses dispositions seront obligatoires trois mois après sa publication, c'est-à-dire à partir du 16 octobre 1923. Elles peuvent être appliquées facultativement avant cette date, elles devront l'être obligatoirement après. Or, elles ne pourront l'être que si des caisses et services d'allocations ont été agréées avant cette date. Il est donc d'une extrême urgence que les conditions d'agrément soient arrêtées le plus tôt possible. Je compte sur votre diligence pour qu'il en soit ainsi.

CIRCULAIRE DU 5 SEPTEMBRE 1923 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication d'objets de faïence et de porcelaine. — Décret du 15 août 1923.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'un décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures aux industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine, ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

destinées à des usages domestiques à l'exclusion de la céramique de bâtiment.

Ce décret, en date du 15 août 1923 (1), a paru au *Journal officiel* du 18 août 1923, page 8211.

Il s'inspire, dans ses grandes lignes, des décrets précédents. Pour l'interprétation et l'application des dispositions reproduites de ces décrets, il vous suffira de vous référer à la pratique suivie actuellement. Quant au petit nombre de prescriptions nouvelles, elles n'appellent que quelques observations que vous trouverez ci-après et qui, pour la plupart, se réfèrent aux vues échangées dans la Commission mixte qui s'est réunie au Ministère du Travail les 6 et 7 novembre 1922.

Le décret vise uniquement la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine, ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques. Il ne vise pas la céramique de bâtiment. Il ne vise pas non plus les carrières de kaolin non incorporées dans les fabriques de porcelaine.

Les dispositions touchant les récupérations forfaitaires contenues dans les paragraphes 2 et 7 de l'article 3 ne font que consacrer un système pratiqué en fait dans les industries déjà réglementées et qui permet de simplifier les formalités et de répartir les heures de récupération aux époques qui conviennent le mieux aux besoins de la production. Dans ce système, le nombre d'heures à récupérer est fixé forfaitairement, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées et l'autorisation est donnée une fois pour toutes aux chefs d'établissement qui en font la demande. Elle doit être donnée dans des conditions identiques aux établissements d'une même profession et d'une même région afin de les placer sur un pied d'égalité. L'autorisation devra spécifier les formalités simplifiées qui seront substituées aux formalités édictées au paragraphe 6. Lorsque la répartition des heures de récupération est fixée à l'avance pour l'année entière, soit par l'autorisation elle-même, soit par l'employeur bénéficiant de l'autorisation, ces formalités simplifiées pourront consister en l'envoi, avant le début de l'année, d'un horaire faisant ressortir, d'une part, les heures normales de travail, d'autre part, les heures de récupération. En raison des simplifications qu'apporte la récupération forfaitaire à l'application de la loi, les inspecteurs devront favoriser ce système et s'efforcer, au cas où les ouvriers refuseraient de s'y prêter, de vaincre cette opposition.

L'article 5, relatif aux dérogations permanentes, appelle les remarques suivantes en ce qui touche la désignation du personnel visé aux alinéas ci-après :

Alinéa 3° : « Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste . . . etc. ».

Il a été admis, en commission mixte, que les mots « chef d'équipe » s'appliquent à toute personne qui en remplit la fonction, même si elle n'en a pas la qualification formelle.

(1) Voir dans le présent *Bulletin*, page 37.

Alinéa 5° : « Travail des ouvriers spécialement employés au service direct des fours quand ce service doit rester continu pendant plus d'une semaine ».

La Commission mixte a été d'accord pour décider qu'il faut entendre par « service direct » le chauffage des fours, l'accrochage et le décrochage des wagonnets; en revanche l'encastage, la mise sur wagons et le déchargement des wagons ne doivent pas être considérés comme « service direct ».

Alinéa 6° : « Travail des ouvriers spécialement employés au chauffage des fours... etc ».

Alinéa 7° : « Chef enfourneur ou caleur faisant fonction de « chef enfourneur ».

La Commission mixte a été d'accord pour distinguer nettement les ouvriers spécialement employés au chauffage des fours et les enfourneurs proprement dits. Les premiers sont visés par l'alinéa 6°, les seconds par l'alinéa 7°. Comme il n'y a qu'un enfourneur par four, on a jugé préférable, pour le distinguer des ouvriers employés au chauffage des fours et qui sont visés par le paragraphe 6, d'adopter l'expression « chef enfourneur » qui supprime toute équivoque. Le « caleur », qui fait fonction de chef enfourneur, doit être assimilé à ce dernier.

CIRCULAIRE DU 5 SEPTEMBRE 1923 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Commerce de détail des villes de plus de 100.000 habitants. — Décret du 15 août 1923.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'un décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100,000 habitants, et dans certaines villes assimilées à ces dernières.

Ce décret, en date du 15 août 1923 (2), a paru au *Journal officiel* du 18 août 1923, page 8209.

Il s'inspire, dans ses grandes lignes, des décrets précédents. Pour l'interprétation et l'application des dispositions reproduites de ces décrets, il vous suffira de vous référer à la pratique suivie actuellement. Quant au petit nombre de prescriptions nouvelles, elles n'appellent que quelques observations que vous trouverez ci-après et qui, pour la plupart, se réfèrent aux vues échangées dans la Commission mixte qui s'est réunie au Ministère du Travail les 21 janvier et 9 et 10 novembre 1922.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 42.

A. Art. 3, § 3. — « Lorsque, dans le cas prévu au paragraphe 1^{er} du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues en raison de jours fériés légaux et fêtes locales aura été donnée pour toute l'année, les formalités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées, pour cette récupération, par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera. »

Cette disposition ne fait que consacrer un système pratiqué en fait dans les industries déjà réglementées, et qui permet de simplifier les formalités et de répartir les heures de récupération aux époques qui conviennent le mieux aux besoins de la profession. Dans ce système, le nombre d'heures à récupérer est fixé forfaitairement, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées; l'autorisation est donnée une fois pour toutes aux chefs d'établissements qui en font la demande et reste valable jusqu'à nouvel ordre. Elle doit être donnée dans des conditions identiques aux établissements d'une même profession et d'une même région afin de les placer sur un pied d'égalité. L'autorisation devra spécifier les formalités simplifiées, qui seront substituées aux formalités édictées au paragraphe 6. Lorsque la répartition des heures de récupération est fixée à l'avance pour l'année entière, soit par l'autorisation, soit par l'employeur bénéficiant de l'autorisation, ces formalités simplifiées pourront consister en l'envoi, avant le début de l'année, d'un horaire faisant ressortir : d'une part, les heures normales du travail, d'autre part, les heures de récupération.

Art. 4, § 3. — « Toutefois, pour certains employés dont les noms seront communiqués à l'inspecteur départemental du travail, qui seraient appelés à assurer la mise en place des étalages ou des travaux de nettoyage, la durée comprise entre l'heure d'entrée et l'heure de sortie pourra excéder d'une demi-heure au total la durée fixée pour le reste du personnel, sous réserve qu'un repos compensateur d'égale durée devra être prévu pour ces employés au cours de chaque journée de travail. »

Cette disposition vise particulièrement les petits et moyens établissements qui ne disposent pas d'un personnel spécialement affecté aux manutentions et aux nettoyages, et où un ou deux des employés viennent le matin, quelques instants avant le commencement de la vente, sortir et mettre en place les étalages extérieurs, et même effectuer des travaux de nettoyage. La durée de travail de ces employés reste égale à la durée normale, puisqu'un repos compensateur doit leur être donné au cours de la journée. C'est une simple exception à la règle posée au paragraphe 2 de l'article 4, laquelle interdit d'occuper du personnel « avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ». Quant au personnel *spécialement* affecté au nettoyage, il est visé par la dérogation de l'article 5, 3^o.

Art. 5, 5^o. — « Travail du personnel dirigeant, des chefs d'atelier ou de rayon, contremaîtres, chefs d'équipe ou inspecteurs. »

Il résulte des explications échangées en commission mixte que le mot « inspecteurs » s'applique à des agents chargés de contrôler les heures d'arrivée, de présence et de sortie du personnel. Ces inspecteurs assureraient le même service que les « pointeurs », mais formeraient néanmoins une autre catégorie

de personnel; c'est pourquoi ils ont été réunis au personnel dirigeant, chefs de rayon, etc., et séparés des pointeurs qui, avec les gardiens de bureau, sont visés par le 6° de l'article 5, bien que la durée de la dérogation applicable à ces diverses catégories de personnel soit la même. Ainsi, quelle que soit la dénomination usitée dans l'établissement, « l'inspecteur » ou « pointeur » est visé par la même dérogation permanente.

Art. 7. — « Lorsque, dans une profession et dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que les travaux visés à l'article 5 ne nécessitent qu'une prolongation de la durée du travail inférieure aux durées prévues par ledit article ou que les travaux urgents auxquels les établissements de la localité et la profession ont à faire face ne nécessitent qu'un nombre d'heures supplémentaires inférieur au nombre fixé à l'article 6, 2°, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique. »

L'entente n'ayant pu s'établir au cours des séances de la Commission mixte centrale réunie à Paris, en ce qui concerne la durée de certaines dérogations permanentes, ni sur le nombre des heures supplémentaires, et d'autre part, les Commissions locales ayant fait ressortir que le nombre des heures supplémentaires effectuées ou fixées par des accords locaux, était souvent inférieur aux maxima prévus par le décret, il a paru nécessaire de stipuler que des nombres inférieurs aux maxima des articles 5 et 6 pourront être fixés par arrêté ministériel ou par voie de règlement d'administration publique. Il va sans dire qu'il est toujours loisible aux intéressés de ne pas épuiser les crédits qui leur sont ouverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'intervention de l'Administration. Mais l'arrêté ou le règlement d'administration publique aura pour effet, en sanctionnant les stipulations des accords locaux, de rendre ces stipulations obligatoires pour tous les établissements de la profession et de la localité, tout dépassement des limites ainsi fixées devenant contraventionnel.

Art. 9. — En ce qui concerne le mode de rémunération des heures supplémentaires comme il est dit dans la circulaire relative à l'application des décrets du 27 juillet 1923 (1) visant les banques et les entreprises d'assurances, ce sont les usages ou les accords qui décideront si les heures supplémentaires doivent être payées et à quel taux, ou si elles doivent être compensées par un nombre au moins équivalent d'heures de congé pendant les autres jours ouvrables, que cette compensation soit *immédiate* ou *différée*.

B. — Il ne semble pas que des difficultés spéciales soient à prévoir touchant l'application des dispositions du présent règlement.

Je signalerai seulement le point suivant :

La question de l'assimilation des rayons aux parties d'établissement ayant été soulevée par les intéressés, je rappellerai que, conformément aux termes

(1) Voir ces décrets dans le présent *Bulletin*, pages 28 et 32.

de la circulaire ministérielle du 2 décembre 1920 (1), pour qu'il y ait « parties d'établissement », il faut qu'il s'agisse de locaux distincts et que le personnel ne soit pas interchangeable. De l'enquête sommaire à laquelle il a été procédé à Paris, il résulte que les conditions dans lesquelles fonctionnent les divers services ou rayons diffèrent beaucoup suivant les magasins. L'enquête a permis notamment d'établir que du personnel d'un service ou d'un rayon était parfois appelé à prêter son concours à un autre rayon ou même à un autre service. On ne saurait donc considérer dans tous les cas les services ou rayons comme des parties d'établissement indépendantes au point de vue du l'usage des heures supplémentaires. La question ne peut donc être résolue qu'en tenant compte des circonstances de chaque cas d'espèce et en s'attachant surtout à la condition visant la *non interchangeabilité* du personnel entre les divers services.

*
* *

Les accords intervenus entre organisations d'employeurs et d'employés, les déclarations faites par leurs représentants dans les commissions mixtes réunies pour l'élaboration du présent décret permettant d'escompter le concours de ces organisations pour sa mise en vigueur.

Il y aurait notamment le plus grand intérêt à arrêter, d'accord avec elles, les modèles des horaires, déclarations et avis prévus par les diverses dispositions du décret.

Les inspecteurs apprécieront également s'il n'est pas possible d'aller plus loin et de conclure avec les organisations, pour l'application ultérieure du décret, des accords analogues à ceux qui sont intervenus presque partout pour l'application du décret du 17 août 1921 (2) sur les pharmacies.

Enfin l'article 10 prévoit l'extension du présent décret, dans des conditions à déterminer : 1° aux communes suburbaines de plus de 5,000 habitants comprises dans un rayon de plus de 25 kilomètres autour des villes énumérées à l'article 1^{er} du présent décret; 2° aux communes de plus de 50,000 habitants; 3° aux autres régions. Cette extension doit être réalisée dans un délai d'un an en ce qui concerne les deux premières catégories. Un avis a d'ailleurs paru au *Journal officiel* du 16 décembre 1922 en ce qui concerne les communes de plus de 50,000 habitants et les communes de plus de 5,000 habitants comprises dans un rayon de 25 kilomètres autour des villes visées par le présent décret.

Il y aurait lieu de provoquer dès maintenant la réunion de Commissions mixtes dans ces diverses localités, afin d'examiner dans quelles conditions le présent règlement pourrait leur être appliqué, et de tenter d'arriver à un accord. Vous voudrez bien m'adresser le procès-verbal de la réunion de ces Commissions, ainsi que votre avis personnel touchant le règlement à intervenir.

(1) Voir *Bulletin* 1920, page 286.

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 35.

CIRCULAIRE DU 6 SEPTEMBRE 1923. (1)

Retraites ouvrières. — Enquête.

L'enquête à laquelle les Inspecteurs du travail ont procédé à la suite de la circulaire du 21 décembre 1916 (2) sur l'application de la loi du 5 avril 1910 relative aux retraites ouvrières dans les établissements travaillant pour la défense nationale et occupant plus de 100 ouvriers ou employés, a eu pour résultat de provoquer la régularisation de la situation d'un grand nombre d'assurés obligatoires.

Il est nécessaire aujourd'hui de réaliser, tant du côté patronal que du côté ouvrier, un nouvel effort que justifient les facilités nouvelles accordées pour l'application de la loi.

En effet, de nombreuses mesures d'ordre législatif, réglementaire et administratif ont été prises. C'est ainsi, pour citer seulement les plus importantes, que :

Une loi du 7 avril 1918 a dispensé de versements les assurés des régions envahies ;

Une loi du 6 août 1920 a permis de régulariser la situation des assurés ayant effectué irrégulièrement leurs versements pendant la durée des hostilités ;

Et une loi du 18 avril 1922 a élevé les maxima de rémunération au delà desquels les salariés ne peuvent plus être admis à l'assurance obligatoire ou facultative.

En outre, le Parlement a approuvé par des lois spéciales, les traités de réciprocité conclus avec l'Italie, la Pologne et la Belgique.

D'autre part, par un décret du 3 septembre 1921, l'Administration des Postes a été chargée de l'échange des cartes annuelles et par le décret du 9 août 1923, les délais pour la présentation des demandes exigées des bénéficiaires de la loi du 7 avril 1918 ont été prorogés.

Enfin, par une circulaire du 14 janvier 1921, un nouveau délai a été accordé aux bénéficiaires éventuels du régime transitoire pour la production de leurs pièces justificatives et par celle du 24 août 1921, la dispense de versements accordée aux mobilisés a été étendue aux assurés de la classe 1919.

Par ailleurs, le Parlement, en manifestant nettement sa volonté d'aboutir au vote rapide de la loi sur les assurances sociales, indique nettement l'importance qu'il attache à l'application normale de la loi des retraites ouvrières.

En effet, les résultats qu'on peut escompter de la loi des assurances sociales sont assez étroitement liés à ceux qu'on doit attendre de la législation en vigueur. Aussi, le Gouvernement entend-il renforcer l'application de cette législation. Parmi les mesures propres à atteindre ce résultat il semble qu'une des meilleures soit une action directe auprès des intéressés et j'ai pensé que cette action pouvait, dans une certaine mesure, s'exercer grâce au concours de l'Inspection du Travail qui se trouve en contact journalier avec eux.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

(2) Voir *Bulletin* 1916, page 88.

C'est pourquoi je vous prie d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à intervenir directement, dans la plus large mesure possible, auprès des chefs d'entreprise et de ceux de leurs agents en rapport direct avec le personnel employé ou ouvrier, en vue d'arriver à une meilleure et plus complète application de la loi des retraites ouvrières.

De plus, pour me permettre d'apprécier exactement la situation d'ensemble au point de vue de l'application de la loi du 5 avril 1910 dans les divers départements, situation que les Services des retraites des préfectures ne peuvent me présenter qu'imparfaitement puisqu'ils ne sont pas en relations directes et suivies avec les employeurs, j'ai décidé qu'une enquête serait effectuée par les soins des inspecteurs du travail et s'étendrait à tous les grands établissements comptant au moins 100 ouvriers ou employés. Les points sur lesquels doit porter cette enquête font l'objet du questionnaire ci-joint, dont il vous est adressé sous pli séparé un nombre d'exemplaires correspondant au nombre des établissements intéressés dans votre circonscription. Vous voudrez bien les faire remplir le plus tôt possible par tous les chefs d'établissements dont il s'agit et les retourner, au fur et à mesure qu'ils seront remplis, à la Direction des Retraites et des Assurances sociales, après avoir procédé autant que possible à une vérification sommaire des renseignements qui y sont consignés.

J'ajoute que les renseignements concernant chaque établissement ne seront communiqués qu'aux administrations chargées de l'application de la loi sur les retraites et ne seront pas autrement divulgués. Cette indication figure d'ailleurs sur le questionnaire ; mais il importe de la souligner pour rassurer les industriels consultés sur les craintes qu'ils pourraient manifester à cet égard.

Je compte sur votre dévouement et sur celui des inspecteurs placés sous vos ordres pour mener à bien cette enquête, de laquelle j'attends les meilleurs résultats.

CIRCULAIRE DU 11 SEPTEMBRE 1923. (1)

Inspection du Travail. — États de frais de tournées.

Chaque mois, mon Administration relève un certain nombre d'erreurs matérielles (totaux inexacts, reports erronés, etc.) sur les états de frais de tournées établis par les inspecteurs départementaux du travail et visés par les inspecteurs divisionnaires.

La recherche et la rectification de ces erreurs sont de nature à retarder les opérations d'ordonnancement que mes services s'efforcent de hâter pour permettre aux inspecteurs de toucher le plus tôt possible le montant de leurs avances.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

Je vous prie en conséquence d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à s'assurer de l'exactitude matérielle de leurs états avant de vous les adresser ; vous voudrez bien, de votre côté, apporter un contrôle strict à cet égard sur les états qui vous sont fournis, avant de me les transmettre.

Tout état erroné sera renvoyé pour rectification à son auteur et ne pourra, par suite, être compris dans l'ordonnancement de l'ensemble des états du mois auquel il se rapporte.

CIRCULAIRE DU 15 SEPTEMBRE 1923. (1)

*Application du projet de convention sur l'emploi de la céruse dans la peinture.
Personnes protégées. — Enquête.*

Dans sa dernière séance, la Commission d'Hygiène Industrielle a été appelée à examiner les mesures d'ordre législatif ou réglementaire qu'il peut y avoir lieu de prendre en application du projet de convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture, adopté à Genève par la Conférence Internationale du travail.

La Commission a constaté notamment que l'interdiction d'emploi de la céruse, telle qu'elle résulte de l'article 79 du Livre II du Code du Travail, ne s'applique qu'aux travaux exécutés par les ouvriers peintres, tandis que l'interdiction d'emploi de la céruse et du sulfate de plomb qu'édicte le projet de convention vise les travaux exécutés aussi bien par les employeurs que par les ouvriers.

La question s'est donc posée de savoir s'il y a lieu d'envisager l'interdiction en France de l'usage des produits nocifs à l'égard des employeurs.

La Commission d'Hygiène Industrielle a estimé qu'avant d'entrer dans cette voie, il y a intérêt à faire procéder, par le Service de l'Inspection du travail, à une enquête portant sur les deux questions suivantes :

1° Dans quelle mesure le saturnisme atteint-il les entrepreneurs de peinture ?

Je ne me dissimule pas qu'il sera malaisé de réunir sur cette question, des indications numériques précises ; vous voudrez bien me faire part, du moins, des faits et informations qu'il vous aura été possible de recueillir, en y joignant, s'il y a lieu, vos observations personnelles.

2° Quels sont les inconvénients que présente, pour la protection des ouvriers, la non extension de la loi aux employeurs ?

J'attacherais du prix à recevoir votre réponse à ces deux questions avant le 15 octobre 1923.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du Travail.

CIRCULAIRE DU 18 SEPTEMBRE 1923. (1)

États de frais de tournées des inspecteurs du travail possesseurs, comme réformés de guerre, d'une carte de réduction de tarif sur les chemins de fer.

La question s'est posée de savoir comment les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 24 novembre 1920 (2) relatives au remboursement des dépenses des parcours par chemin de fer effectués à l'occasion des tournées devaient s'appliquer dans le cas d'inspecteurs du travail possesseurs, comme réformés de guerre, d'une carte leur donnant droit à certaines réductions de tarif sur les chemins de fer.

J'ai consulté sur ce point M. le Ministre des Finances qui m'a répondu par une lettre dont vous trouverez ci-dessous le texte :

Paris, le 28 août 1923.

LE MINISTRE DES FINANCES à Monsieur le Ministre du Travail,

Vous avez bien voulu m'informer que la question a été posée de savoir si les Inspecteurs du travail, réformés de guerre, doivent utiliser, pour leurs tournées de service, la carte leur donnant droit à certaines réductions de tarif sur les chemins de fer.

J'ai l'honneur de vous informer que les Inspecteurs en cause doivent, en toutes circonstances, faire emploi de leur carte de transport à tarif réduit et inscrire sur leurs états de frais à rembourser les seules dépenses par eux réellement effectuées. Il est de toute évidence, en effet, que l'Etat ne saurait rembourser des frais soit inutilement, soit non effectivement exposés.

En exécution des prescriptions de cette lettre, les Inspecteurs du travail possesseurs d'une carte leur donnant droit à certaines réductions de tarif sur les chemins de fer, devront, en toutes circonstances, faire emploi de cette carte et n'inscriront sur leur états de frais de tournées que la dépense réellement effectuée par eux.

En vue du contrôle de l'application de ces instructions, vous voudrez bien me fournir dès à présent, la liste nominative des Inspecteurs du travail placés sous vos ordres qui sont possesseurs d'une carte de réduction de tarif avec, pour chacun d'eux, le pourcentage de la réduction. Dans l'avenir, il conviendra de me faire part de toutes les modifications qu'il y aura lieu d'apporter à cette liste.

CIRCULAIRE DU 4 OCTOBRE 1923. (3)

Enquête sur l'emploi des pensionnés de guerre dans les grands établissements industriels et commerciaux.

J'ai l'honneur de vous informer que, sur mon intervention, le Comité d'administration de l'Office National des Mutilés et Réformés de la guerre a décidé d'allouer une indemnité aux Inspecteurs du travail à l'occasion de l'enquête relative à l'emploi des pensionnés de guerre dans les établissements

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 191.

(3) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

industriels et commerciaux occupant plus de 100 ouvriers ou employés. Cette indemnité a été fixée sur la base forfaitaire de trois francs par questionnaire dûment rempli et retourné à l'administration.

Afin d'éviter toute erreur dans le mandatement des indemnités, je vous prie de vouloir bien me faire connaître aussitôt que possible, le nombre exact de questionnaires remplis par chacun des Inspecteurs et Inspectrices de votre circonscription et transmis à l'administration aux fins de dépouillement.

En intervenant auprès de l'Office National pour le prier d'accorder une indemnité aux Inspecteurs du travail à l'occasion de cette enquête, je n'ai pas manqué de faire ressortir l'importance du concours que le service de l'Inspection du travail apporte dans d'autres domaines, à l'Office National notamment en ce qui concerne l'examen des contrats d'apprentissage des réformés et veuves de guerre. Il serait intéressant qu'en fin d'année un rapport fût établi par circonscription exposant l'activité multiple des Inspecteurs du travail dans le domaine de la protection des mutilés et des veuves de guerre et les résultats de cette activité. Ce rapport, adressé à l'administration centrale, serait transmis par elle à l'Office National des Mutilés et Réformés de guerre qui, de la sorte, serait mis à même d'apprécier à sa juste valeur le concours prêté par le Service de l'Inspection du travail.

CIRCULAIRE DU 25 OCTOBRE 1923. (1)

*Projet de Convention internationale concernant l'emploi de la céruse dans la peinture.
Peinture par pulvérisation. — Enquête.*

Par circulaire en date du 16 juin 1922, (2) je vous ai communiqué, en vue de recueillir l'avis motivé du Service, le texte du projet de convention internationale concernant l'emploi de la céruse dans la peinture, adopté par la troisième session de la Conférence internationale du travail. (Genève, octobre-novembre 1921).

L'article 5 de ce projet, relatif aux mesures à prendre en ce qui concerne l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments dans les travaux pour lesquels cet emploi n'est pas interdit par le projet lui-même contient, entre autres prescriptions, la suivante : « Des mesures seront prises pour écarter le danger provenant de l'application de la peinture par pulvérisation ».

Les réponses à la circulaire du 15 juin 1922 précitée n'ont fourni sur ce point que des indications sommaires qu'il y aurait intérêt à compléter.

Je vous serais obligé, en conséquence, de vouloir bien procéder à une enquête sur les dangers que peut présenter, pour la santé des ouvriers, la peinture par pulvérisation à l'aide de céruse, de sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments, et de m'adresser à ce sujet un rapport détaillé. Ce

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1922, page 65.

rapport devra, notamment, mentionner les industries et travaux dans lesquels on procède à la peinture par pulvérisation, décrire la technique actuellement employée, en faisant ressortir les inconvénients qu'elle peut présenter pour la santé des ouvriers, et indiquer, en vue de l'élaboration d'une réglementation spéciale, les mesures particulières qu'il y aurait lieu éventuellement de prescrire afin de protéger la santé des ouvriers.

J'attacherais du prix à recevoir votre réponse avant le 10 décembre prochain.

CIRCULAIRE DU 26 OCTOBRE 1923. (1)

Loi du 23 avril 1919. — Journée de huit heures. — Repos d'une demi-journée.

A l'occasion de l'application des derniers règlements de la loi de huit heures qui prévoient, en cas de répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, un repos d'une demi-journée par semaine, il m'a été signalé que certains établissements auraient adressé au Service de l'Inspection le double d'un horaire comportant le repos de l'après-midi du samedi à partir de 13 h. 1/2 et même de 14 h. 1/2.

De tels horaires ne sauraient être acceptés; mais il n'est pas nécessaire, pour que le repos de la demi-journée soit respecté, que ce repos commence à 12 heures. Lorsque le repos d'une demi-journée est donné l'après-midi, il convient de se référer, pour l'interprétation du mot « après-midi » à ma circulaire du 9 juin 1913, (2) relative aux industries du vêtement, qui a notamment donné la définition de l'après-midi du samedi. Aux termes de cette circulaire, qui se réfère au décret du 18 septembre 1917 relatif à l'application de la loi du 11 juin 1917 sur le repos de l'après-midi du samedi dans les industries visées à l'article 33 du Livre I^{er} du Code du Travail, « il y a lieu de considérer que le repos du samedi après-midi est respecté lorsqu'il commence *au plus tard à treize heures.* »

Il va sans dire que cette définition du repos de l'après-midi s'applique à toutes les industries et professions déjà réglementées.

CIRCULAIRE DU 16 NOVEMBRE 1923. (3)

Phosphore blanc. — Fabrication des bandes de rallumage pour lampes de mineur. Enquête.

Mon attention vient d'être appelée sur un cas de nécrose grave qui s'est produit parmi le personnel d'un atelier de fabrication de bandes paraffinées à pâte de phosphore blanc utilisées pour le rallumage des lampes de sûreté employées dans les mines.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent Bulletin, page 73.

(3) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

D'après les premiers renseignements qui me sont parvenus, la fabrication de ces bandes — fabrication que n'interdit pas la convention internationale de Berne du 26 septembre 1906 — n'aurait commencé en France qu'après l'ouverture des hostilités, les bandes employées antérieurement provenant d'Allemagne et d'Autriche.

En vue de l'étude des prescriptions spéciales d'hygiène qui, éventuellement, pourront être édictées afin de protéger la santé du personnel occupé à ces fabrications, je vous serais obligé de me faire connaître s'il existe dans votre circonscription des ateliers de la nature de celui visé ci-dessus. Dans l'affirmative, il conviendra de me faire part des observations qu'appelleraient les conditions d'hygiène du travail dans ces ateliers et de m'adresser des propositions sur les mesures à prendre pour assurer, dans toute la mesure du possible, la protection de la santé des ouvriers soumis au risque d'intoxication professionnelle par le phosphore.

Je vous prie de vouloir bien m'adresser votre réponse aussitôt que possible, et en tout cas, avant le 1^{er} décembre prochain.

CIRCULAIRE DU 27 NOVEMBRE 1923. (1)

Étalages extérieurs. — Emploi des femmes et des enfants. — Basse température.

La température s'annonçant rigoureuse, je vous prie de donner d'urgence des instructions aux Inspecteurs et Inspectrices placés sous vos ordres pour qu'ils tiennent la main très exactement à l'observation du décret du 21 juin 1913, (2) réglementant l'emploi des enfants et des femmes aux étalages extérieurs des boutiques et magasins.

Ils devront également s'assurer que les dispositions du décret du 22 septembre 1913 (3), concernant les mesures particulières d'hygiène relatives aux étalages extérieurs sont exécutées.

Vous voudrez bien me rendre compte des résultats des visites qui auront été effectuées à ce sujet.

CIRCULAIRE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1923 (4).

Inspection du travail. — Rapports et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joints les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport sur l'application, en 1923, des lois réglementant le travail, ainsi que le cadre de ce rapport (5).

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans *Bulletin* 1913, page 204.

(3) Voir *Bulletin*, 1913, page 415.

(4) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(5) Voir ci-dessous, page 104.

Ainsi que vous le verrez, certains états, qui ne vous ont pas été demandés pour 1922, ne vous sont encore pas demandés cette année, savoir les états 1 et 2 (statistique des établissements existants) et les états 10, 11, 12 (tolérances à la durée du travail dans les industries visées par l'article 4 du décret du 30 juin 1913; suspension du repos hebdomadaire; suppression du repos hebdomadaire intéressant des femmes et des enfants). L'état n° 5 (statistique relative à l'application des lois sur le travail dans les établissements de bienfaisance) a été également supprimé.

Je vous signale que le cadre de l'état n° 4 (établissements visités) a été mis en concordance avec les nouveaux états 14 et 14 bis que les inspecteurs sont appelés à fournir mensuellement.

* * *

Je vous rappelle à nouveau qu'en vue de rendre plus facilement comparables avec ceux de vos collègues vos renseignements sur chaque point particulier, il est indispensable que votre rapport soit établi rigoureusement suivant le plan qui vous est tracé, en distinguant exactement les divers paragraphes qui composent chacun des chapitres.

Vous ne manquerez pas de signaler les faits ou les incidents qui se seraient produits au cours de l'année et qui mériteraient de fixer l'attention d'une façon particulière. Vous ne devez pas oublier, lorsque vous signalez des irrégularités, de mentionner en même temps les mesures qui ont pu être prises pour y remédier.

J'appelle votre attention, comme les années précédentes, sur l'inutilité que présente l'insertion, dans le rapport même, de tableaux statistiques reproduisant les renseignements contenus dans les états joints audit rapport et réunis dans la statistique générale : afin d'éviter à cet égard tout double emploi, on a pris le soin d'éliminer du cadre du rapport annuel tous les renseignements statistiques qui peuvent être extraits des états. Par contre, lorsque les questions posées exigent des réponses numériques, vous devez y répondre par des chiffres aussi exacts que possible.

Il y aurait intérêt à ce que ces chiffres soient présentés sous forme de tableaux, établis en se conformant aux cadres adoptés dans les tableaux d'ensemble incorporés dans le rapport de la Commission supérieure du travail ainsi que dans le Rapport général à M. le Président de la République, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Vous remarquerez d'ailleurs qu'aucun des chiffres qui sont demandés dans le cadre du rapport n'exige d'enquête spéciale. Ces chiffres s'appliquent exclusivement aux établissements connus du service et sur lesquels il possède actuellement des indications précises touchant les conditions du travail. Le calcul de ces chiffres par les inspecteurs départementaux et leur vérification, le cas échéant, par les inspecteurs divisionnaires n'exigent donc que la consultation des documents (fiches, horaires, avis, etc.) dont la conservation est prescrite par les instructions.

En ce qui concerne les tableaux statistiques, je vous rappelle que les circulaires antérieures ont défini comme un seul établissement « tout ensemble

de locaux de travail, bâtiments et cours, ateliers et chantiers communiquant entre eux à l'intérieur d'une même enceinte et dans lesquels, sous une même direction, une ou plusieurs personnes sont occupées d'une façon habituelle soit à des travaux relevant d'un même groupe professionnel, soit à des travaux industriels ou commerciaux accessoires ».

Dès lors, un établissement industriel auquel serait annexé un magasin de vente au détail ne devra être porté qu'à la catégorie professionnelle de l'établissement industriel principal. A l'inverse, un grand magasin de vente qui posséderait un atelier de réparation sera porté seulement à la catégorie professionnelle de l'établissement principal (commerce, banque).

Cette manière de procéder vous permettra, tout en maintenant dans la statistique le caractère d'unité de ces établissements, de répartir exactement leurs diverses catégories de personnel sous l'indication des lois qui les protègent.

Jé vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux. Si, dans les comparaisons rétrospectives, vous étiez amenés à modifier les chiffres donnés dans les rapports antérieurs, vous ne manquerez pas d'en exposer les raisons.

Vous devrez, selon l'usage, me faire parvenir les états statistiques dès qu'ils seront établis et sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, afin de permettre d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport d'ensemble.

Quant au rapport, il devra me parvenir, écrit *sur le recto des feuilles seulement*, et, autant que possible, *en deux exemplaires, le 1^{er} février au plus tard*.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL (1923).

CHAPITRE PREMIER. — Généralités.

§ 1^{er}. — Ateliers de famille soumis ou non soumis aux lois sur le travail. Le nombre de ces ateliers paraît-il en augmentation ou en diminution ? — Faits nouveaux constatés dans ces ateliers.

§ 2. — Quelles sont les catégories nouvelles d'établissements ou de travailleurs pour lesquelles des contestations ont été élevées sur le point de savoir si elles sont ou non visées, d'une manière générale, par les lois sur le travail ?

CHAPITRE II. — Âge d'admission. Livrets.

§ 1^{er}. — *Enfants de 12 à 13 ans.* — Mesures nouvelles prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour ces enfants.

§ 2. — *Livrets.* — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets. — Mesures prises par le service pour mettre fin à ces irrégularités.

§ 3. — *Enfants étrangers.* — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements industriels de la région. — La circulaire du 20 avril 1899 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912.

§ 4. — Mesures nouvelles prises par les industriels pour restreindre l'emploi des enfants dans les industries où la main-d'œuvre enfantine fait défaut, notamment dans les verreries, la grosse métallurgie et la papeterie (transformation de l'outillage, modification de l'organisation du travail, remplacement des enfants par des hommes adultes, etc.).

§ 5. — *Enfants de 13 à 16 ans.* — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du Livre II du Code du Travail? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu? — Quelles en ont été les conséquences?

CHAPITRE III. — Durée du travail.

A. — *Application des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures.*

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles d'ordre général rencontrées (assujettissement de certaines professions non désignées nommément dans les règlements d'administration publique; assujettissement de parties d'établissement où s'exercent des professions visées par des règlements d'administration publique, encore que l'établissement principal appartienne à une profession pour laquelle il n'a pas été pris de règlement, etc.).

§ 2. — Régime le plus généralement adopté dans le cas où le règlement laisse le choix entre plusieurs régimes (répartition égale des 48 heures sur les 6 jours ouvrables; répartition inégale des 48 heures avec liberté de l'après-midi ou de la journée entière du samedi (ou d'un autre jour); répartition sur des périodes autres que la semaine (96 heures en deux semaines, 144 heures en trois semaines).

§ 3. — Récupération des heures perdues. — La récupération sous la forme forfaitaire tend-elle à se répandre? — Ententes nouvelles entre organisations patronales et ouvrières pour l'utilisation des récupérations.

§ 4. — Dérogations permanentes.

§ 5. — Dérogations temporaires. — Dans quelle mesure et de quelle façon a été utilisé le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail? — Des difficultés se sont-elles rencontrées pour la subdivision

de l'établissement en parties d'établissement en vue de l'utilisation du crédit annuel d'heures de dérogation ?

§ 6. — Contrôle. — Horaires, registres, tableaux récapitulatifs, avis et de récupérations et de dérogations.

B. — *Application de la législation antérieure dans les établissements non visés par des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures.*

Durées normales pratiquées en fait dans ces établissements, en distinguant les diverses catégories professionnelles

CHAPITRE IV. — Travail de nuit.

§ 1^{er}. — *Travail de nuit.* — Indiquer, sous forme de tableau, le nombre et la nature des établissements industriels (1) dans lesquels le travail de nuit des hommes adultes a été pratiqué d'une façon habituelle à la connaissance du service, en dehors des « usines à feu continu » visées par l'article 3 du décret du 30 juin 1913. — Personnel occupé de nuit et personnel total de ces établissements.

§ 2. — *Repos de nuit de 11 heures consécutives.* — Nombre de cas où, par suite de dérogations régulières ou contraventionnelles, le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie aurait été inférieur à ce minimum.

§ 3. — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient encore été employées la nuit au brochage des imprimés et au pliage des journaux dans les locaux industriels des imprimeries ? L'emploi de femmes la nuit au travail commercial de mises sous bandes tend-il à diminuer ?

§ 4. — *Travail de nuit temporaire* (art. 2 du décret du 30 juin 1913). — Nombre d'avis reçus par le service.

§ 5. — *Usines à feu continu.* — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient été encore employées la nuit dans des usines à feu continu, y compris les fabriques de sucre brut ? — Dans chacune des catégories d'usines à feu continu visées à l'article 3 du décret du 30 juin 1913, rappeler le nombre d'établissements occupant encore des enfants la nuit.

§ 6. — *Boulangeries.* — Quelles mesures nouvelles ont été prises pour parer aux difficultés rencontrées pour l'application de la loi du 28 mars 1919 sur l'interdiction de l'emploi d'ouvriers dans les boulangeries ? — Ententes locales entre patrons boulangers pour la suppression du travail de nuit des patrons travaillant seuls.

(1) Par établissements industriels il faut entendre exclusivement les usines, manufactures, ateliers et chantiers, tels qu'ils sont définis pour l'application de l'article 1^{er} du Livre II du Code du travail.

CHAPITRE V. — Tolérances accordées par les inspecteurs.

§ 1^{er}. — Pour quels motifs (incendies, inondations, etc.) l'interdiction du travail de nuit des enfants et des femmes a-t-elle été levée au cours de l'année (Livre II, art. 25)? — Nombre de cas où l'interdiction a été levée par simple préavis; par autorisation de l'inspecteur.

§ 2. — Dans les industries encore soumises à la réglementation antérieure à celle de la loi du 23 avril 1919, les tolérances relatives à la durée du travail ont-elles été utilisées?

CHAPITRE VI. — Registres. — Affichage.

§ 1^{er}. — *Registres d'inscription et d'usine.* — Application de l'article 90 a du Livre II.

§ 2. — *Affichage des lois, des règlements d'administration publique.*

CHAPITRE VII. — Repos hebdomadaire et repos des jours fériés.

Champ d'application de l'article 30 du Livre II. — A quelles professions l'application des prescriptions légales a-t-elle été contestée pour la première fois? — Pour quels motifs? — Solution intervenue. — Litiges nouveaux concernant l'application de la loi à certaines catégories d'employés (associés, directeurs, ingénieurs, gérants de succursales, membres de la famille, etc.),

Modes de repos hebdomadaire. — Répartition, sous forme de tableau, des établissements dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service (1), d'après ce régime; nombre des établissements pratiquant : le repos collectif du dimanche; — le repos collectif un autre jour; — le repos du dimanche midi au lundi midi; — le repos collectif de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; — le repos par roulement; — les repos spéciaux du décret du 31 août 1910; — les modes de repos temporairement tolérés dans certaines professions (boulangeries, hôtels). — Distinguer dans chaque catégorie les établissements industriels et les établissements commerciaux.

Circonstances dans lesquelles des autorisations, accordées précédemment par les préfets, ont été retirées ou modifiées

Constatations nouvelles touchant la fermeture des magasins pendant le repos collectif.

ART. 38. — Des difficultés nouvelles se sont-elles présentées pour l'interprétation des différentes rubriques du paragraphe 1^{er}?

(1) Les établissements du département du Rhône, dont le contrôle a été confié spécialement aux officiers de police judiciaire, en ce qui concerne le repos hebdomadaire, doivent être laissés en dehors.

ART. 39. — Tableau indiquant le nombre des adultes appartenant à chacune des 18 catégories visées par le décret du 31 août 1910 auxquelles ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

Tableau donnant la répartition des usines à feu continu, énumérées ou non par les décrets du 30 juin 1913 et du 31 août 1910, s'arrêtant chaque semaine, d'après la nature de ces usines et la durée de l'arrêt hebdomadaire.

ART. 40 et 41. — L'interprétation de ces articles a-t-elle donné lieu à des contestations nouvelles ?

ART. 44. — Localités dans lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés municipaux ont été pris en vertu de cette disposition et répartition de ces localités d'après le nombre de repos du dimanche suspendus dans l'année.

ART. 45 à 48. — Quelles difficultés a soulevées la distinction entre industries et commerces ? — Les déclarations sont-elles faites régulièrement ? — (Ces renseignements seront donnés en distinguant les dérogations prévues par chacun de ces articles.

Contrôle. — Difficultés rencontrées.

ART. 52. — *Repos des jours de fêtes reconnus par la loi.*

CHAPITRE VIII. — Repos des femmes en couches et des femmes allaitant leurs enfants.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 *a* et 54 *b* du Livre II du Code du travail.

§ 2. — Chambres d'allaitement.

CHAPITRE IX. — Hygiène et sécurité des travailleurs.

§ 1^{er}. — Indiquer, à propos de l'article 66 *a* du Livre II du Code du travail et de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les améliorations obtenues et les installations nouvelles qui peuvent être données en exemple. — Indiquer les catégories d'établissements sur lesquels a porté plus particulièrement l'effort du service pendant l'année et faire ressortir, autant que possible par des chiffres, les résultats obtenus.

On indiquera notamment, dans un tableau (1), pour l'évacuation des poussières dans les fabriques de chaux et de ciments, pour l'évacuation des vapeurs de benzine dans les ateliers travaillant le caoutchouc, pour l'évacuation des poussières des cardes, pour l'évacuation des buées dans les teintureries et les filatures de soie, pour l'évacuation des poussières du bois dans les scieries et autres ateliers de l'industrie du bois employant des machines-outils

(1) La première colonne de ce tableau doit reproduire la première colonne du tableau récapitulatif relatif au même objet, figurant dans le rapport adressé par le Ministre au Président de la République sur l'application de la loi du 12 juin 1893 pendant l'année 1912.

mues mécaniquement, pour l'élimination des poussières dans les ateliers de polissage :

1° Le nombre des établissements connus du service dans lesquels ces mesures sont applicables;

2° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures sont actuellement appliquées à la connaissance du service, soit à la suite de mises en demeure, soit spontanément, soit à la suite d'ententes amiables avec les industriels;

3° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures ont fait l'objet de mises en demeure non encore exécutées.

D'autre part, les inspecteurs mentionneront les nouvelles remarques auxquelles aurait pu les conduire l'examen des conditions d'éclairage des locaux de travail.

§ 2. — Application du décret du 13 août 1913 sur le couchage du personnel.

§ 3. — Industries et commerces particulièrement dangereux de la circonscription au point de vue de l'hygiène; maladies professionnelles dont ils sont la cause (1). — Indiquer les mesures nouvelles prises, pendant l'année, pour remédier à ces dangers. — Y a-t-il lieu de prendre, pour ces industries, des règlements spéciaux par application de l'article 67, 2°, du Livre II?

§ 4. — Remarques auxquelles a donné lieu l'application des décrets pris en vertu de l'article 67, 2°, spécialement en ce qui concerne les décrets relatifs à l'air comprimé, à l'intoxication saturnine, à l'infection charbonneuse, aux couperies de poils, au soufflage à la bouche dans les verreries. Indiquer, dans un tableau, le nombre des établissements connus du service auxquels s'applique chacun de ces décrets, et le nombre de ceux : 1° où le médecin prévu par lesdits décrets a été désigné; 2° où le registre sanitaire est ouvert; 3° où ce registre est tenu à jour.

§ 5. — *Céruse*. — a) Application du Chapitre IV du Titre II du Livre II du Code du travail. — Exposer l'action du service pendant l'année écoulée.

Nombre de visites faites dans les chantiers de peinture en bâtiment en vue de l'application des dispositions interdisant l'emploi de la céruse. — Nombre de cas où il a été reconnu sur place que la céruse n'était pas employée. — Nombre de cas où l'emploi de la céruse a été constaté sur place. — Nombre de cas où des échantillons ont été prélevés pour analyse. — Résultats de ces analyses. — Nombre des procès-verbaux dressés. — Suites données à ces procès-verbaux. — Appréciation d'ensemble sur l'état de la question dans la circonscription.

b) Application du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'emploi de la céruse dans les industries autres que la peinture en bâtiments.

(1) Ces industries pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies ou de notes spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour atténuer l'insalubrité de ces industries.

§ 6. — *Chantiers*. — Résultats des constatations concernant l'application de l'article 90 b du Livre II du Code du travail. — Nombre de cas où la liste des chantiers prévue par le premier alinéa a été trouvée tenue à jour. — Nombre de cas où cette liste n'a pas été trouvée tenue à jour. — Nombre de procès-verbaux dressés. — Nombre des avis prévus par le deuxième alinéa reçus pour l'ouverture de chantiers occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine. — Nombre de cas dans lesquels il a été constaté que cet avis n'avait pas été envoyé. — Nombre de procès-verbaux dressés.

§ 7. — Prescriptions spéciales aux enfants, aux filles mineures et aux femmes (Décret du 21 mars 1914). — En particulier application de l'article 7 concernant le travail des enfants dans les verreries.

§ 8. — *Surcharges*. — Application du décret du 28 décembre 1909.

§ 9. — Application de l'article 76 du Livre II (Sièges pour les femmes employées dans les magasins).

§ 10. — *Établissements publics*. — Constatations relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs consignées sur le registre prévu par le décret du 2 mars 1905. — Suite donnée à ces constatations.

CHAPITRE X. — Accidents.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents de plus de quatre jours non déclarés dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Industries ou travaux qui causeraient fréquemment des accidents (1). — Envisager spécialement, à cet égard, la situation des industries du bâtiment. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 10 juillet 1913, ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67, 2^o, du Livre II.

§ 3. — Fournir en particulier des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire : a) par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau; b) par l'usage des ponts roulants; c) par la circulation sur les passerelles et les ponts volants; d) par l'action des courants électriques à basse tension.

CHAPITRE XI. — Maladies professionnelles.

§ 1^{er}. — Nombre de déclarations d'emploi de procédés de travail visés par la loi du 25 octobre 1919 (art. 2 décret du 31 décembre 1920). — Répartir ce nombre suivant les rubriques des tableaux annexés à la loi. —

(1) Ces industries ou ces travaux pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour prévenir les accidents.

Nombre des ouvriers occupés dans chacune des catégories de travaux ainsi visés. — Mentionner à part les déclarations se rapportant, pour un même établissement, à plusieurs rubriques.

§ 2. — Nombre de déclarations de cessation d'assujettissement (art. 1^{er} du décret du 31 décembre 1920). — Répartition comme ci-dessus. — Nombre d'ouvriers intéressés.

§ 3. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles communiquées au service par les maires (art. 5 de la loi du 25 octobre 1919).

§ 4. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles adressées au service par les médecins (art. 12 de la loi du 25 octobre 1919. — Décret du 4 mai 1921).

§ 5. — Observations sur les conditions dans lesquelles la nouvelle législation sur les maladies professionnelles est appliquée.

CHAPITRE XII. — Établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Application de l'article 11 de la loi du 19 décembre 1917. — Nombre d'examens de demandes d'autorisation auxquelles il a été procédé par le service en vertu des dispositions de l'alinéa 5 dudit article.

CHAPITRE XIII. — Cautionnements.

Difficultés nouvelles rencontrées dans l'application des articles 32 *a* et 32 *d* du Livre 1^{er} du Code du travail. — Registres. — Certificats de dépôt.

CHAPITRE XIV. — Salaires des ouvrières à domicile de l'industrie du vêtement.

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles rencontrées à l'occasion de l'application des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* du Livre 1^{er} du Code du travail ou du décret du 10 août 1922. — Travaux dont l'assujettissement à la loi aurait été contesté.

§ 2. — Le contrôle a-t-il donné l'occasion au service de constater des salaires inférieurs aux minima établis ? — Quelle a été l'efficacité des observations officieusement présentées à cet égard aux entrepreneurs ?

§ 3. — Collaboration des inspecteurs aux travaux des comités de salaires ou des comités professionnels d'expertises.

§ 4. — Concurrence des ouvriers, ateliers de charité ou de bienfaisance. — Résultats des interventions du service (circulaire du 9 juillet 1917).

§ 5. — Décisions de jurisprudence particulièrement intéressantes et qui n'auraient pas été publiées dans le *Bulletin de l'Inspection* ou dans le *Bulletin du Ministère du Travail* (circulaire du 19 février 1918).

§ 6. — Propositions éventuelles d'extension du bénéfice de la loi à d'autres catégories de travaux exécutés à domicile.

CHAPITRE XV. — **Payement des salaires et économats.**

§ 1^{er}. — *Payement des salaires.* — L'interprétation des articles 34 à 45 du Livre premier du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés nouvelles, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et employés ;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye ;

La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2) ;

Le paiement des primes ;

Le local dans lequel la paye est effectué (art. 45).

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du Livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même Livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

§ 2. — *Economats.* — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives ? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts ?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2^o de l'article 73 du Livre I^{er} du Code du travail (pressions exercées par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux) ?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE XVI. — **Établissements de bienfaisance.**

§ 1^{er}. — Enfants au-dessous de 13 ans occupés à un travail manuel dans les établissements de bienfaisance visités pendant l'année. — Ce travail avait-il exclusivement le caractère d'enseignement professionnel ? — La durée en dépassait-elle trois heures ? — L'instruction primaire était-elle donnée aux enfants ? (Circ. du 11 juillet 1900).

§ 2. — Comment s'exerce votre contrôle dans ces établissements ? — Difficultés que vous avez rencontrées. — Établissements dont l'accès vous aurait été refusé. — Dans quelles circonstances ?

CHAPITRE XVII. — **Théâtres et cafés-concerts sédentaires. Professions ambulantes.**

§ 1^{er}. — Application des articles 58 et 59 du Livre II sur l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Quelle application a

reçu dans votre circonscription la circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts du 10 mars 1913 portée à votre connaissance par ma circulaire du 22 avril 1913 ? — Les abus signalés au sujet de l'octroi des autorisations, de l'âge des enfants et du répertoire ont-ils cessé ?

§ 2. — Professions ambulantes (art. 60 et suivants du Livre II). — Décret du 21 mars 1914, tableau C (ménageries).

CHAPITRE XVIII. — Commissions départementales. Comités de patronage.

Les commissions départementales et les comités de patronage existant dans votre circonscription se sont-ils réunis ? (1) — Participation des inspecteurs à leurs travaux.

CHAPITRE XIX. — Inspection.

§ 1^{er}. — Sur quelles catégories d'établissements a porté l'effort principal du service pendant l'année ? — Les projets d'itinéraires ont-ils été régulièrement envoyés et ont-ils été suivis par les inspecteurs départementaux ?

§ 2. — Relations avec les organisations patronales et ouvrières. — Concours apporté par ces organisations à l'application des dispositions légales et réglementaires. — Ententes intervenues à ce sujet entre ces organisations et le service. — Nombre et objet des conférences faites sur la demande de ces organisations. — Interventions du service pour le règlement des différends collectifs.

§ 3. — Citer les départements ou les arrondissements où les rapports de l'inspection avec l'autorité préfectorale, avec l'autorité judiciaire, avec les employeurs et les ouvriers ou employés, ont donné lieu à des remarques.

§ 4. — Nombre de cas d'obstacle apporté à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur, par les employeurs ; — par les ouvriers et employés ; — par d'autres personnes (indiquer lesquelles).

§ 5. — Concours des officiers de police judiciaire.

CHAPITRE XX. — Pénalités.

§ 1^{er}. — *Pénalités.* — Taux des pénalités. — Application des circonstances atténuantes, de la loi de sursis, etc.

§ 2. — Récidives ; nombre de cas. — Nombre d'affaires portées en appel ou en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurispru-

(1) Les procès-verbaux des réunions des Commissions et les vœux émis par celles-ci devant être communiqués par les préfets, il est inutile de reproduire des textes dans les rapports annuels.

dence et qui n'auraient pas été citées au cours du rapport ou publiées dans les *Bulletins*. — Indication des décisions illégales.

§ 3. — Interventions de syndicats patronaux ou ouvriers et des associations autorisées (art. 33 k du Livre 1^{er} du Code du travail) comme partie civile dans les poursuites pour infractions aux lois réglementant le travail.

CHAPITRE XXI.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents.

CIRCULAIRE DU 3 DÉCEMBRE 1923 (1).

Mines. — Rapport et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joints les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport annuel que vous avez à m'adresser sur l'application en 1923, dans les exploitations soumises à votre contrôle, du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et des dispositions du Livre I^{er} du Code du travail, relatives aux cautionnements, au payement des salaires et aux économats.

Au nombre de ces états ne figure plus l'état B (suspension du repos hebdomadaire) qui ne vous est pas demandé cette année.

Quant au rapport lui-même, il devra être établi suivant le cadre qui est également ci-joint.

J'insiste à nouveau d'une façon toute particulière, pour qu'il soit répondu de la façon la plus précise et la plus complète aux diverses questions contenues dans le cadre du rapport, notamment en ce qui concerne la durée du travail.

Les états statistiques que vous aurez à m'adresser devront s'appliquer à l'ensemble de votre arrondissement minéralogique. Vous devrez me les faire parvenir dès qu'ils seront établis, sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, et, en tout cas, *avant le 1^{er} février*. Ce mode de procéder permettra d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport de la Commission supérieure du travail.

(1) Adressée aux Ingénieurs en Chef des Mines.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux.

Je crois utile de rappeler qu'il est indispensable que votre rapport me parvienne, écrit sur le recto des feuilles seulement, en double exemplaire si possible, *le 15 mars au plus tard*.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL (MINES. — 1923).

CHAPITRE PREMIER. — Généralités.

Nombre et nature des exploitations existantes. — Distinguer, parmi les mines : les mines de combustibles, les mines de fer, les mines métalliques autres que les mines de fer et les mines d'autres substances ; parmi les carrières, distinguer les carrières d'ardoises.

Nombre et nature des exploitations qui n'ont jamais été visitées (les tourbières non comprises).

Signaler spécialement les visites faites à des dépendances qui ne rentrent pas dans la police des mines.

Constatations auxquelles a pu donner lieu l'assujettissement de certains établissements aux différentes lois réglementant le travail et conflits d'attributions qui ont pu se produire avec le Service de l'Inspection du travail.

CHAPITRE II. — Âge d'admission. — Livrets.

§ 1^{er}. — Conditions habituelles de l'admission des enfants au fond et au jour.

Nombre d'enfants au-dessous de 13 ans rencontrés employés contrairement à l'article 1^{er} du Livre II du Code du travail. — Mesures spéciales pour remédier aux abus constatés à cet égard.

Mesures prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour les enfants de 12 à 13 ans.

Livrets. — Nombre d'enfants rencontrés sans livrets. — Les livrets sont-ils tenus constamment à la disposition du Service par les chefs d'industrie ? — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets.

Enfants étrangers. — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements soumis au contrôle du service des mines. — La circulaire du 20 avril 1899 relative à la délivrance

des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Contraventions relevées. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912.

§ 2. — Enfants de 13 à 16 ans. — Proportion pour laquelle ils entrent dans le personnel. — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du Livre II du Code du travail? — Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu? — Quelles en ont été les conséquences?

CHAPITRE III. — Durée du travail.

I. — *Durée du travail du personnel protégé par la loi du 24 juin 1919.*

II. — *Durée du travail du personnel des établissements annexes.*

§ 1. — Infractions constatées à la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (dans les établissements annexes assujettis à la loi en vertu d'un règlement d'administration publique).

§ 2. — Infractions constatées à l'article 14 du Livre II du Code du travail (dans les établissements industriels annexes occupant des enfants ou des femmes et non visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919).

III. — *Durée du travail normale* (1) dans les établissements annexes qui ne sont ni visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919, ni assujettis à l'article 14 du Livre II du Code du travail.

CHAPITRE IV. — Travail de nuit.

Travail de nuit. — Nombre et nature des exploitations et établissements dans lesquels le travail de nuit est pratiqué d'une façon permanente, périodique ou accidentelle. — Indiquer pour chaque catégorie d'exploitations ou d'établissements le nombre des personnes occupées exclusivement de jour et le nombre des personnes occupées de jour et de nuit en distinguant les enfants de moins de 18 ans, les femmes et les hommes adultes. — Y emploie-t-on des enfants ou des femmes en dehors des conditions permises par la loi, les règlements d'administration publique des 3 mai 1893 et 30 juin 1893?

Pour quels motifs (incendies, inondations, avaries de machines, etc.) l'interdiction du travail de nuit a-t-elle été levée temporairement pour cause de chômage en vertu de l'article 25 du Livre II du Code de travail? — Comment dans ce cas le travail a-t-il été organisé?

(1) La durée du travail normale est la durée s'appliquant, dans une exploitation, à la majorité des ouvriers de la catégorie considérée, abstraction faite des prolongations ou réductions temporaires.

CHAPITRE V. — Registres. — Affichage.

Registre d'inscription. — Nombre d'exploitations occupant des enfants de moins de 18 ans rencontrées sans registre ou dont le registre n'était pas à jour. — Le registre est-il tenu constamment à la disposition du service des mines ?

Registre d'usine. — Application de l'article 90 *a* du Livre II du Code du travail dans les établissements annexes.

CHAPITRE VI. — Hygiène et sécurité des travailleurs.

§ 1. — Nombre et répartition, *par grandes catégories professionnelles* (1), des établissements annexes des exploitations minérales, qui ne sont pas soumis aux lois et règlements sur la police des mines et où le service des mines doit assurer l'application du titre II du Livre II du Code du travail. — Enfants, femmes et hommes adultes occupés dans les établissements de chacune des catégories professionnelles. — Indiquer, à propos de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913 les exemples les plus saillants d'améliorations obtenues et les installations nouvelles.

§ 2. — Application de l'article 2 du décret du 3 mai 1893 qui définit la nature des travaux interdits aux enfants employés au fond. Le service des mines a-t-il eu notamment l'occasion de faire application du § 1^{er} de cet article en cas de surcharges ?

§ 3. — Application du décret du 21 mars 1914. (Travaux dangereux pour les enfants et les femmes.)

CHAPITRE VII. — Repos hebdomadaire et des jours fériés.

§ 1. — Application des prescriptions légales relatives au repos hebdomadaire. — Difficultés d'ordre général ou spéciales à certains établissements, travaux ou catégories du personnel (notamment des machinistes et chauffeurs).

§ 2. — Répartition des mines, carrières souterraines continues et temporaires, carrières à ciel ouvert continues ou temporaires, établissements annexes des mines et carrières, dont le régime général de repos hebdomadaires est connu du service, d'après ce régime; nombre de ces exploitations pratiquant; le repos collectif du dimanche; le repos collectif un autre jour; le repos de l'après midi du dimanche avec repos compensateur; le repos par roulement; les repos spéciaux du décret du 31 août 1910.

(1) Pour les grandes catégories professionnelles, s'en référer au tableau A de l'état n° 19 (Statistique des accidents du travail).

§ 3. — *Dérogação de l'article 40.* — L'interprétation de cet article a-t-elle donné lieu à des contestations ?

§ 4. — *Dérogação de l'article 41.* — Difficultés d'interprétation.

§ 5. — *Décret du 14 août 1907, article 2.* — Quels établissements ont fait usage du régime prévu par cet article ? Pour quels travaux ? Le service a-t-il été saisi de réclamations du personnel ?

§ 6. — *Décret du 31 août 1910.* — Nombre d'adultes appartenant à chacune des catégories visées par ce décret, auxquels ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

§ 7. — *Repos des jours fériés reconnus par la loi.* — Infractions aux articles 52 et 53 du Livre II du Code du travail.

CHAPITRE VIII. — Accidents.

§ 1. — Nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité de plus de quatre jours, non déclarés, dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Accidents résultant de contraventions au Livre II du Code du travail ou aux décrets qui le complètent et ayant pu donner lieu à enquête. — Mesures prises par le service dans ce cas.

§ 3. — Industries ou travaux qui causeraient fréquemment des accidents. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 21 mars 1914 ou au décret du 10 juillet 1913 ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67 du Livre II du Code du travail.

§ 4. — Fournir, en particulier, des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire : a) par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau; b) par l'usage des ponts roulants; c) par la circulation sur les passerelles et ponts volants; d) par l'action des courants électriques à basse tension.

CHAPITRE IX. — Payement des salaires et éconômats.

§ 1^{er}. — *Payement des salaires.* — L'interprétation des articles 43 à 45 du Livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés particulières, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et des employés;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;

La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);

Le payement des primes;

Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

Nombre des réclamations dont le service a été saisi sur chacun de ces points.

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du Livre I^{er}, le service a-t-il constaté les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même Livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

§ 2. — *Économats*. — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives ? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts ?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2^o de l'article 73 du Livre I^{er} du Code du travail (pressions exercées par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux) ?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant, par suite, des économats.

CHAPITRE X. — Délégués mineurs. (1)

§ 1^{er}. — Nombre des exploitations ayant des délégués.

Nombre des sièges d'extraction.

Nombre des circonscriptions de délégués.

§ — 2. — Nombre des délégués
titulaires

travaillant au fond dans leur circonscription ;

travaillant au fond en dehors de leur circonscription ;

ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

Nombre des délégués
suppléants

travaillant au fond dans leur circonscription ;

travaillant au fond en dehors de leur circonscription ;

ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

Prix moyen de la journée du délégué rapprochée de la journée de l'ouvrier adulte employé au fond.

§ 5. — Nombre des interventions spéciales du Service des Mines (visites, rapports ou lettres) motivés par les observations des délégués.

§ 6. — Application du § 2 de l'article 137. (Délégués débitants.)

(1) Sous chacun des numéros, présenter les observations que comporte la matière, les réclamations qui se sont produites, création ou modification de circonscription, renvoi de délégués par les exploitants, réclamations relatives aux visites, prix de la journée, mesures disciplinaires, etc.

- § 7. — Application de l'article 120, § 2, du Livre II du Code du travail.
— Nombre de cas dans lesquels des délégués ont signalé des contraventions aux prescriptions concernant le travail des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos hebdomadaire. — Suite donnée à ces indications des délégués.
- § 8. — Application de la loi du 13 décembre 1912 sur les accidents du travail survenus aux délégués mineurs.

CHAPITRE XI. — Contrôle de l'État.

Intervention respective de l'ingénieur en chef, des ingénieurs ordinaires, des contrôleurs, pour l'application des lois sur le travail ; nombre des tournées au fond et au jour consacrées en totalité ou en partie par chacun d'eux à l'application des Livres I et II du Code du travail et des règlements pris pour leur exécution.

Indications sur les procès-verbaux dressés et la suite qui y a été donnée. — Détails des contraventions par industrie. — Affaires jugées par le tribunal de simple police et affaires jugées par le tribunal correctionnel. — Récidives. — Affaires portées en appel et en cassation, — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence.

CHAPITRE XII.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents. Vœux divers.

CIRCULAIRE DU 3 DÉCEMBRE 1923. (1)

*Conférence annuelle des Inspecteurs divisionnaires. — Hygiène et sécurité.
Durée du travail.*

Suivant la pratique de ces dernières années, j'ai décidé qu'à l'occasion de la venue à Paris des Inspecteurs divisionnaires du travail pour la réunion de la Commission de classement du personnel de l'Inspection du travail, une conférence aurait lieu, le 15 décembre prochain, en vue de l'examen en commun de diverses questions intéressant le service.

Parmi les questions qui retiennent l'attention de l'administration, il m'a paru qu'il convenait de faire plus spécialement choix des suivantes pour cet examen :

Hygiène dans les verreries. — L'action méthodique entreprise par le service à la suite de la réunion, à Paris, à la fin de 1920, des maîtres verriers de France et qui s'est poursuivie au cours de ces trois dernières années, doit maintenant avoir donné son plein résultat. Il sera intéressant de faire une

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

comparaison rapide entre la situation telle qu'elle était à la veille de cette action et telle qu'elle est maintenant. Cette comparaison fera apparaître les points sur lesquels l'action du service devra continuer de s'exercer en vue d'assurer dans les verreries l'application complète des prescriptions d'hygiène susceptibles d'améliorer les conditions de travail des ouvriers.

Hygiène dans les fabriques de soie artificielle. — L'enquête récente du service de l'Inspection du travail a fourni des renseignements très utiles sur la technique des divers procédés de fabrication et sur les questions que posaient ces procédés dans le domaine de l'hygiène ouvrière. Les résultats de cette enquête vont être communiqués très prochainement à la Commission d'hygiène industrielle qui pourra, de la sorte se livrer à une étude de l'influence sur la santé des ouvriers des divers procédés employés dans une industrie qui, semble-t-il, est en pleine voie de développement. Cette étude, dont la conclusion peut être la nécessité d'une réglementation spéciale, serait facilitée par les précisions et observations complémentaires que vous seriez en mesure d'apporter sur les différents points traités dans le rapport que vous m'avez fourni.

Hygiène du travail dans les ateliers de polissage des métaux. — Une action parallèle se poursuit à Paris et à Lyon en vue d'obtenir l'application dans les ateliers de polissage des métaux des prescriptions relatives à l'absorption et à l'évacuation des poussières. En dépit des difficultés tenant aux conditions particulières dans lesquelles s'exerce l'industrie du polissage, des résultats satisfaisants ont déjà été obtenus. Il me paraît que l'exposé et l'examen critique de ces résultats et des méthodes qui ont permis de les obtenir peuvent être mis à profit pour guider l'action du service dans des circonstances analogues.

Évacuation des buées dans les teintureries. — Grâce à la collaboration du service et des organisations professionnelles de patrons et d'ouvriers, des résultats intéressants ont été obtenus dans la deuxième circonscription, en ce qui concerne l'évacuation des buées des teintureries. Je me propose de porter ces résultats à la connaissance des Inspecteurs divisionnaires des autres circonscriptions afin qu'ils puissent, s'il y a lieu, engager une action analogue en vue de l'assainissement de l'atmosphère de travail dans les ateliers de teinturerie. Un échange de vues sur ce sujet pourra aider l'action du service en précisant les conditions dans lesquelles se présente la question et en faisant ressortir les meilleures solutions d'ordre technique à proposer.

Application de la loi du 25 octobre 1919, sur les maladies professionnelles. — La centralisation par l'administration des déclarations relatives aux maladies professionnelles a permis d'établir une statistique méthodique dont les Inspecteurs divisionnaires seront appelés à prendre connaissance au cours de la conférence. Cette communication pourra très utilement provoquer des observations sur l'application de la législation relative aux maladies professionnelles et sur les mesures qu'il y aurait lieu de prendre, en vue d'assurer, le cas échéant, une application plus complète de cette législation. A un autre point de vue, il conviendra d'examiner si les faits venus à la connaissance du service ne font pas apparaître la nécessité de compléter la liste des maladies profes-

sionnelles ouvrant droit à réparation. Dans cet ordre d'idées, je rappelle que la circulaire du 16 novembre dernier vous a invité à faire connaître s'il n'existait pas dans votre circonscription de fabriques de bandes à pastilles phosphorées pour le rallumage des lampes de mineur, un cas de nécrose professionnelle grave ayant été constaté chez un ouvrier d'une fabrique de cette sorte.

Interdiction complète de l'emploi de la céruse. — L'administration aidée des renseignements fournis par les enquêtes du service de l'Inspection du travail poursuit, avec le concours de la Commission d'Hygiène Industrielle, l'examen des mesures à prendre en vue de donner satisfaction au texte du projet de convention internationale relative à l'emploi de la céruse. Ce projet limite l'interdiction aux travaux de peinture en bâtiment. Mais je vous signale que j'ai été saisi d'un vœu présenté au Conseil supérieur du travail au cours de sa récente session et tendant à l'interdiction d'emploi de la céruse dans tous les travaux de peinture quels qu'ils soient. L'éventualité de cette interdiction généralisée va faire l'objet d'une étude attentive. Mais je serais heureux que dès la prochaine conférence, il vous fût possible de me fournir un premier avis sur la question. D'autre part, vous voudrez bien recueillir avant la conférence, de manière à être en mesure d'en faire état lors de celle-ci, les renseignements demandés par la circulaire du 26 octobre dernier sur les dangers que peut présenter la peinture par pulvérisation à l'aide de céruse ou de sulfate de plomb.

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — En cette matière, il sera procédé utilement à un échange de vues sur les points suivants :

1° Conditions d'application des derniers règlements parus (céramique d'art et d'usages domestiques, commerce de détail dans les villes de plus de 100,000 habitants; banques, assurances);

2° Extension de la réglementation sur le commerce de détail aux communes suburbaines des villes de plus de 100,000 habitants et aux villes de plus de 50,000 habitants.

3° Projet en préparation : fabrication et transformation du papier.

4° Examen de projets de nomenclature des professions à comprendre dans le champ d'applications des projets de règlements visant : a) les industries du bois; b) la céramique de bâtiment et les matériaux de construction; c) les produits chimiques.

5° Projet de règlement sur les industries du bâtiment.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ÉTAT.

Décision du 12 janvier 1923.

DÉLÉGUÉS-MINEURS. — ÉLECTIONS. — VALIDITÉ DES BULLETINS DE VOTE
SOUS ENVELOPPE OUVERTE.

Le Conseil d'État statuant au Contentieux (Section spéciale du Contentieux, 3^e Sous-Section).

Vu la requête présentée par les sieurs S. (Henri), B. (Henri) et T. (Julien), ladite requête enregistrée au Secrétariat de la Préfecture du département du Gard le 20 juin 1922, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 8 juin 1922, par lequel le Conseil de préfecture du département du Gard, statuant sur une protestation formée par le sieur S. . . . contre les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 28 mai 1929 (1^{er} tour de scrutin), dans la circonscription du S. . . . pour la désignation d'un délégué et d'un délégué suppléant à la sécurité des ouvriers mineurs, a rejeté ladite protestation;

Ce faisant, attendu que les opérations électorales contestées ont été viciées par suite de la violation des dispositions de l'article 143 du Code du travail et de la Prévoyance sociale; qu'en effet le bureau électoral a annulé douze bulletins de vote en se fondant sur ce qu'ils étaient contenus dans des enveloppes non fermées;

Annuler l'élection du sieur P. . . et du sieur B. . . ;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu la protestation du sieur S. . . devant le Conseil de préfecture;

Vu le procès-verbal en date du 21 juin 1922, constatant que le présent pourvoi a été communiqué aux sieurs P. (Henri) et B. (Henri), candidats proclamés élus respectivement délégué et délégué suppléant, lesquels n'ont pas produit d'observation en défense;

Vu la dépêche par laquelle le Ministre du Travail transmet le dossier avec ses observations, lesdites requêtes, procès-verbal et observations enregistrés au Secrétariat de la Section spéciale du contentieux du Conseil d'État les 6 juillet et 2 septembre 1922;

Vu le procès-verbal des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 28 mai 1922 dans la circonscription du S. . . . pour la désignation d'un délégué et d'un délégué suppléant à la sécurité des ouvriers mineurs;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 26 novembre 1912, portant codification des lois ouvrières (Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale);

Vu le décret du 28 novembre 1912 relatif à la codification des lois ouvrières;

Oùï M. Léon Noël, auditeur, en son rapport;

Oùï M. Tartière, auditeur, commissaire-adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que, si d'après l'article 143 du Code du travail et de la Prévoyance sociale, pour l'élection des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs le vote a lieu, à peine de nullité, sous enveloppes d'un type uniforme déposé à la préfecture, aucune disposition de loi ou de règlement ne prescrit que les enveloppes devront être fermées et que les bulletins de vote contenus dans des enveloppes trouvées ouvertes dans l'urne devront être annulés; qu'ainsi, c'est à tort que le bureau électoral de la circonscription du S. . . . a annulé 12 bulletins par le motif que les enveloppes qui les contenaient n'étaient pas fermées; que 45 enveloppes et 45 bulletins ayant été trouvés dans l'urne, le nombre des suffrages exprimés doit être fixé à 45 et le chiffre de la majorité absolue à 23; que le sieur P. . . . n'a obtenu que 22 voix et le sieur B. . . . 21 voix; que, dès lors, c'est à tort qu'ils ont été proclamés élus, le premier comme délégué titulaire et le second comme délégué suppléant;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté ci-dessus visé du Conseil de préfecture du département du Gard en date du 8 juin 1922 est annulé.

ART. 2. — Sont annulées les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 28 mai 1922 dans la circonscription du S. . . . pour la désignation d'un délégué et d'un délégué suppléant à la sécurité des ouvriers mineurs.

ART. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 10 août 1923.

REPOS HEBDOMADAIRE. — DEMANDE DE DÉROGATION FONDÉE SUR L'ARTICLE 36 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — REFUS D'AUTORISATION. — POURVOI CONTRE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL. — RETRAIT PAR LE PRÉFET, AU COURS DE L'INSTANCE, DES AUTORISATIONS ACCORDÉES AUX « ÉTABLISSEMENTS DE LA MÊME VILLE FAISANT LE MÊME GENRE D'AFFAIRES, S'ADRESSANT À LA MÊME CLIENTÈLE ET COMPRIS DANS LA MÊME CLASSE DE PATENTES » QUE LE DEMANDEUR. — ANNULATION DE L'ARRÊTÉ DE REFUS, SANS QU'IL Y AIT LIEU À OCTROI DE L'AUTORISATION.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport de la 2^e Sous-Section du contentieux;

Vu la requête présentée pour la Société des Grands-Magasins S. . . . , dont le siège est à Elbeuf, ayant succursale à Laval, agissant poursuites et diligences de ses administrateurs et directeur en exercice, et du sieur C. . . . , directeur de la succursale de Laval, ladite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'État, le 10 juin 1922, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler pour excès de pouvoir un arrêté du préfet de la Mayenne, en date du 29 mai 1922, rejetant la demande qu'elle avait présentée aux fins d'être autorisée à ouvrir les magasins de sa succursale de Laval le dimanche jusqu'à midi, et à donner à son personnel le repos hebdomadaire par roulement;

Ce faire, attendu que des établissements similaires de Laval, s'adressant à la même clientèle, ont obtenu des dérogations semblables à celle demandée par la Société requérante; qu'ainsi l'arrêté attaqué a été pris en violation de l'article 36 du Livre II du Code du travail; que d'ailleurs la dérogation demandée ne porte que sur la moitié du personnel et sur la moitié de la journée du dimanche, et qu'elle est ainsi réduite au minimum compatible avec les exigences des affaires de la Société;

Et en conséquence de l'annulation qui sera prononcée de l'arrêté attaqué, accorder l'autorisation demandée, avec dépens;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 12 février 1923 et tendant au rejet de la requête par les motifs que les avis émis par les assemblées et syndicats consultés ont été défavorables à l'admission de la demande de dérogation, que l'obligation du repos collectif du personnel des Grands Magasins S. . . . ne semble pas préjudiciable au public ou de nature à compromettre le fonctionnement normal de cet établissement; que si la Société requérante soutient que des établissements de Laval, qui vendraient des articles similaires et s'adresseraient à la même clientèle, auraient obtenu la dérogation par elle sollicitée, la mise en application de la loi sur la semaine anglaise postérieurement à la dernière dérogation accordée a constitué un fait nouveau qui a permis au préfet de la Mayenne de rapporter, par arrêté du 25 juillet 1922, les autorisations et dérogations précédemment accordées;

Vu les observations présentées pour la Société des Grands Magasins S. . . . , lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 27 juin 1923, tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens, et, en outre, par les motifs que le Ministre du Travail reconnaît que des dérogations avaient été accordées à des établissements de Laval vendant des articles similaires et s'adressant à la même clientèle que la Société requérante; qu'en admettant que le recours soit regardé comme devenu sans objet, les dépens doivent être mis à la charge de l'État par la faute duquel ladite Société a subi, en violation de la loi, une concurrence très préjudiciable de ses intérêts;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le Livre II du Code du travail (Loi du 13 juillet 1906);

Où M. Cuvelier, auditeur, en son rapport;

Où M^e Alphandery, avocat de la Société « Les Grands Magasins S... » en ses observations;

Où M. Berget, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Sur les conclusions tendant à l'annulation de l'arrêté attaqué et à la délivrance de la dérogation demandée :

Considérant que la requête de la Société des Grands Magasins S. est fondée uniquement sur ce que le bénéfice de la dérogation par elle sollicitée pour sa succursale de Laval avait été accordé antérieurement à la décision attaquée, à d'autres commerçants de la ville de Laval faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle;

Considérant que, postérieurement à l'introduction du pourvoi, le préfet de la Mayenne a rapporté les dérogations consenties aux commerçants similaires de Laval; que, dès lors, si la Société requérante est fondée à soutenir qu'en rejetant sa demande, le préfet a méconnu les dispositions de l'article 36 du Livre II du Code du travail, il n'y a pas lieu de renvoyer ladite Société devant le préfet pour être procédé à la délivrance de la dérogation demandée.

Sur les conclusions à fin de dépens :

Considérant que les requêtes tendant à l'annulation pour excès de pouvoir d'arrêtés préfectoraux statuant sur des demandes de dérogation présentées en vertu de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, sont dispensées du ministère d'avocat et peuvent être enregistrées en débet; que, dès lors, lesdites conclusions ne sauraient être accueillies;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du Préfet de la Mayenne, en date du 29 mai 1922 est annulé.

ART. 2. — La Société requérante ne payera aucun droit d'enregistrement,

ART. 3. — Les conclusions tendant à faire renvoyer la Société devant le préfet pour l'octroi de l'autorisation demandée sont rejetées.

ART. 4. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Arrêt du 10 janvier 1922.

ACCIDENT DU TRAVAIL. — LIEU ET TEMPS DE TRAVAIL. — PÉRIMÈTRE DES CHANTIERS. — TRAJET POUR SE RENDRE AU LIEU DU TRAVAIL OU LE QUITTER. — APPLICABILITÉ DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

LA COUR;

Sur le moyen pris de la violation par fausse application des articles 1, 2, 3 de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu qu'un chef d'entreprise est tenu par les dispositions de la loi du 9 avril 1898 d'assurer la sécurité de ses ouvriers non seulement pendant le travail mais encore pendant les parcours qu'ils effectuent sur ses chantiers pour se rendre au travail ou pour le quitter;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que G..., ouvrier de la Société Commentry Fourchambault-Decazeville, en quittant son travail au lieu de suivre un chemin tracé, qui l'aurait conduit en toute sécurité à la voie publique, a pris un chemin plus court à travers les chantiers de la Société susdite, usant ainsi d'une tolérance de fait qui s'était établie sans que la Société eut pris des mesures pour faire cesser un usage, qui n'était pas sans danger;

Attendu, au surplus, qu'il n'est pas établi que G... ait quitté le terrain des chantiers au moment même où l'accident dont il a été victime est survenu;

Que dans ces conditions la Cour a pu légalement décider que l'accident litigieux s'est produit dans un lieu qui était une dépendance du lieu de travail et que la Société était tenue envers la veuve G..., dans les termes de la loi du 9 avril 1898;

Attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt, qui est motivé, n'a violé aucun des textes visés au moyen;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

Arrêt du 3 novembre 1922.

LOI DU 28 MARS 1919 PORTANT INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT DES OUVRIERS BOULANGERS. — ARTICLE 1^{er} INCORPORÉ DANS L'ARTICLE 20 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — OUVRIERS BOULANGERS PROPRIÉTAIRES D'ACTIONS DE COMMANDITE DE L'ENTREPRISE, LIÉS À CELLE-CI PAR UN CONTRAT DE TRAVAIL. — APPLICATION DE LA LOI.

LA COUR,

Où M. le Conseiller Victor Mallein, en son rapport, M^e Mornard, avocat, en ses observations, et M. Bloch-Laroque, avocat général, en ses conclusions.

Sur le pourvoi formé par G... contre un jugement du tribunal correctionnel de Nantes, en date du 10 juillet 1922 (1), qui l'a condamné à dix amendes de 6 francs;

Vu le mémoire déposé par M^e Mornard, avocat, le 16 octobre 1922;

(1) Jugement du Tribunal correctionnel de Nantes du 10 juillet 1922.

... Attendu que G..., Paul, gérant responsable de la Société en commandite par actions « G... et C^e », et dénommée commercialement la Grande Boulangerie Nantaise, est appelant d'un jugement du 20 mai 1922, rendu par le Tribunal de simple police de Nantes et le condamnant à dix amendes de 6 francs pour avoir, à Nantes, en janvier 1922, entre 10 heures du soir et 4 heures du matin, employé des ouvriers à la fabrication du pain ou de la pâtisserie, contravention prévue et punie par les articles 20 et 159 du Code du Travail. Que cet appel est régulier en la forme. Reçoit G... en son appel. Attendu que G... ne méconnaît pas les faits qui lui sont reprochés tels qu'ils résultent du procès-verbal dressé le 10 janvier 1922, à 10 heures 15 minutes du soir, par l'inspecteur départemental du travail, mais qu'il soutient que tous les ouvriers employés par lui étant propriétaires d'une action de la Société G... et C^e, il n'y a plus lieu de les considérer comme des ouvriers, mais comme des associés, qu'à ce titre ils ne sont pas soumis aux prohibitions de la loi qui n'interdit pas dans les boulangeries le travail de nuit aux patrons ni aux associés. Attendu qu'il est constant et non contesté qu'il existe un contrat de travail entre G... gérant responsable et les ouvriers boulangers qu'il emploie; qu'il reconnaît qu'aux termes des statuts les ouvriers sont placés sous l'autorité de la gérance qui les nomme, les révoque, fixe leurs salaires et leurs attributions; que les ouvriers boulangers, objet du procès-verbal du 10 janvier 1922, ont, dans leurs rapports avec la gérance tous les caractères de salariés; que, comme tels, la loi du 28 mars 1919 doit leur être applicable. Qu'il est objecté, il est vrai, qu'ils sont chacun propriétaire d'une action et qu'étant en fait des commanditaires, ils ne sont plus des salariés, mais des associés. Attendu que si l'article 27 du Code de Commerce interdit au commanditaire de prendre part à la direction des affaires sociales, il lui reconnaît implicitement le droit d'entrer dans la société comme employé. Qu'il a donc été loisible aux ouvriers boulangers dont il s'agit de louer leurs services à la Société dont ils sont les commanditaires, mais que cette qualité de commanditaire ne fait pas disparaître le lien de subordination qui les unit à la société; qu'ils demeurent des employés salariés dans toute la force du terme, que, par suite, à raison de leur profession d'ouvriers boulangers, les prescriptions de la loi du 28 mars 1919 sont applicables. Qu'en conséquence, les contraventions sont justifiées.

Sur le moyen pris de la « violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 et de l'article 20, titre I, du Code du travail, modifié par l'article 1 de la loi du 28 mars 1919, en ce que le jugement attaqué manque de base légale, prononce une condamnation pour infraction aux dispositions dudit article 20, alors que les constatations du jugement ne permettent pas de savoir si ceux qui travaillaient dans la boulangerie étaient plutôt des ouvriers salariés que des associés » ;

Attendu que le jugement attaqué déclare qu'il est constant et non contesté qu'il existe un contrat de travail entre G. . . , gérant responsable, et les ouvriers boulangers qu'il emploie, qu'il reconnaît qu'aux termes des statuts, les ouvriers sont placés sous l'autorité de la gérance qui les nomme, les révoque, fixe leurs salaires et leurs attributions; qu'il déduit de là que les ouvriers boulangers qui ont fait l'objet du procès-verbal du 10 janvier 1922 ont, dans leurs rapports avec la gérance, tous le caractère de salariés et que si chacun d'eux est propriétaire d'une action et est, en fait, un commanditaire, cette qualité de commanditaire ne fait pas disparaître le lien de subordination qui les unit à la société;

Attendu que, dans ces conditions, en décidant que les ouvriers boulangers employés par le prévenu sont des ouvriers salariés et non des associés, et que les prescriptions de la loi du 28 mars 1919 sont applicables, le jugement attaqué a relevé les éléments constitutifs des infractions poursuivies et a donné à sa décision une base légale, la Cour de Cassation pouvant exercer complètement son contrôle à raison des mentions du jugement attaqué;

Et attendu que le jugement attaqué est régulier en la forme.

Par ces motifs.

REJETTE le pourvoi.

Arrêt du 9 novembre 1922.

FORCE MAJEURE. — LOI DU 15 FÉVRIER 1902 SUR LA SANTÉ PUBLIQUE. — RÈGLEMENTS PRIS EN EXÉCUTION DE CETTE LOI. — L'IMPORTANCE DES DÉPENSES À ENGAGER POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX PRESCRITS PAR CES RÈGLEMENTS, NON PLUS QUE LES DIFFICULTÉS D'EXÉCUTION, NE CONSTITUENT PAS LE CAS DE FORCE MAJEURE.

LA COUR,

Où M. le Conseiller Victor Mallein, en son rapport, M^e Coutard, avocat, en ses observations, et M. Wattinne, avocat général, en ses conclusions:

Vu la requête du demandeur;

Vu le mémoire en défense de M^e Coutard, avocat;

Sur la recevabilité du pourvoi :

Attendu, d'une part, que la procédure devant la Chambre criminelle de

la Cour de Cassation est réglée par le Code d'instruction criminelle; qu'aucune disposition ne subordonne la recevabilité d'un pourvoi au visa des textes qui auraient été violés par la décision attaquée; que le moyen formulé ci-dessus se dégage de la requête du demandeur et qu'il appartient à la Chambre criminelle d'examiner d'office tout moyen utile sur un pourvoi du ministère public contre un prévenu;

Attendu, d'autre part, que le jugement interlocutoire du 28 janvier 1922 n'a pas résolu la question de savoir si de simples difficultés d'exécution des travaux prescrits par le règlement sanitaire sont de nature à faire disparaître l'infraction qu'aurait commise le prévenu en n'exécutant pas les travaux prescrits, qu'il n'y a pas, dès lors, chose jugée rendant irrecevable sur ce point le pourvoi du ministère public contre le jugement de relaxe.

Au fond :

Sur le moyen pris de la violation des articles 471, n° 15 du Code pénal; 650, 685, 688 du règlement sanitaire de la ville de Lille du 13 avril 1908; 1^{er}, n° 2 de la loi du 15 février 1902;

Vu lesdits articles; ensemble l'article 64 du Code pénal,

Attendu qu'aux termes de l'article 471, n° 15 du Code pénal, sont punis d'une amende de 1 à 5 francs ceux qui ont contrevenu à ce règlement légalement fait par l'autorité administrative;

Attendu que les articles 650, 685, 688 du règlement sanitaire du 13 avril 1908, établi par la ville de Lille, conformément à l'article 1^{er}, n° 2 de la loi du 15 février 1902, disposent :

« *Article 650.* — Les chaudières et les appareils de chauffage seront construits et installés de telle sorte qu'il ne s'en dégage à l'intérieur des pièces habitables ni fumée ni aucun gaz pouvant compromettre la santé des habitants. . .

« *Article 685.* — Les portes et les fenêtres seront en bon état d'entretien et de fonctionnement pour qu'on puisse les ouvrir et les fermer facilement en vue d'aérer à volonté et suffisamment les habitations.

« *Article 688.* — Tous les enduits intérieurs des logements seront maintenus en bon état d'entretien. »

Attendu qu'aux termes de l'article 64 du Code pénal, c'est seulement quand le prévenu a été contraint d'agir ou de s'abstenir par une force à laquelle il n'a pu résister qu'il n'y a pas d'infraction punissable;

Attendu qu'un procès-verbal a été dressé contre G... le 10 mai 1921 pour n'avoir pas, malgré une injonction à lui adressée par le maire de Lille, exécuté à l'immeuble dont il est propriétaire, à Lille, les travaux prescrits par les articles 650, 685 et 688 du règlement sanitaire du 13 avril 1908;

Attendu que, traduit devant le tribunal de simple police, G... a reconnu le fait; qu'il a néanmoins été relaxé par le motif que les travaux

prescrits devaient occasionner, par leur exécution, des dépenses exagérées, en disproportion avec la valeur de l'immeuble, destiné, dans les intentions du propriétaire, à une démolition qui n'était retardée que par le refus du locataire occupant de quitter ledit immeuble;

Attendu que l'importance des dépenses à engager, leur disproportion avec l'utilité à en retirer pour l'immeuble et pour son propriétaire, pas plus que les difficultés soulevées par son locataire, ne sauraient être assimilées à la cont ainte qui serait de nature à justifier, au point de vue pénal, la non-exécution des travaux auxquels le prévenu était tenu de faire procéder;

CASSE;

Renvoie devant le tribunal de simple police de Douai.

Arrêt du 1^{er} décembre 1922.

REPOS HEBDOMADAIRE. — GÉRANTES. — PARTICIPATION DU PATRON À LA GESTION DES ÉTABLISSEMENTS. — VALIDITÉ JURIDIQUE DU CONTRAT AU REGARD DES DISPOSITIONS LÉGALES SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE.

LA COUR,

Oui M. le Conseiller Ph. Bourgeon, en son rapport, M^e de Lapanouse, avocat à la Cour, en ses observations et M. l'avocat général Bloch-Laroque en ses conclusions;

Statuant sur le pourvoi formé par l'officier du ministère public près le tribunal de simple police d'Albi, contre un jugement rendu le 7 juillet 1922 par ce tribunal, qui a relaxé M. . . , Étienne-Léon, négociant à Albi, de la poursuite dirigée contre lui pour contravention à l'article 33 du livre II du Code du travail, sur le repos hebdomadaire;

Vu la requête de l'officier du ministère public, demandeur au pourvoi; vu le mémoire produit en défense;

Sur le moyen pris de la violation par défaut d'application de l'article 33 du livre II du Code du travail, de la violation par fausse application des articles 1, 2 et 13 de la loi du 13 juillet 1906, de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et manque de base légale;

Attendu que, poursuivi devant le tribunal de simple police, en vertu de l'article 33 du livre II du Code du travail pour ne pas avoir donné le dimanche 16 avril 1922, le repos hebdomadaire à deux de ses employées, les demoiselles C. . . et S. . . , M. . . , Étienne, négociant à Albi, a soutenu devant le juge de police que, dans son entreprise commerciale, les demoiselles C. . . et S. . . ne sont pas de simples employées mais des gérantes, exclues comme telles, par la loi elle-même des prescriptions sur le repos hebdomadaire, et qu'ainsi il n'a commis de ce chef aucune infraction au Code du travail;

Attendu que pour reconnaître le bien-fondé de cette prétention et relaxer l'inculpé des fins de la poursuite, le juge de police, se fondant à la fois sur les circonstances de fait de la cause et sur les clauses d'un contrat notarié, communiqué dès le mois de mai 1921 au Service de l'Inspection du Travail et versé aux débats, constate expressément que M... est en effet propriétaire à Albi de deux magasins distincts; qu'à l'un de ces magasins est affectée la demoiselle C... et à l'autre la demoiselle S...; qu'elles sont libres, chacune dans le magasin qu'elle exploite; qu'elles ont le pouvoir de signer tous comptes, commandes et factures, d'acquitter tous mandats d'effets; qu'elles peuvent s'adjoindre telles employées qu'elles choisissent ou congédient sous leur propre responsabilité; qu'elles sont chargées de veiller à l'assortiment de leur magasin et qu'elles reçoivent, pour la rémunération de leur travail, en dehors de leurs appointements mensuels, un tant pour cent sur le chiffre d'affaires réalisé; qu'enfin le jugement ajoute qu'il importe peu que M... ait été trouvé à la caisse de l'un de ces magasins, qu'on ne saurait contester au chef d'entreprise le droit de contrôle sur l'administration de la gérance, ainsi qu'il se l'est réservé dans le traité;

Attendu que des clauses de ce contrat et de l'ensemble de ces constatations le juge de police a pu légitimement déduire que les demoiselles C... et S... étaient, non de simples employées, mais des gérantes au sens de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1906;

Attendu en outre que le tribunal se fondant « sur toutes les circonstances de la cause », n'a pas admis l'imputation de fraude à la loi, invoquée par le ministère public; qu'il a jugé qu'en instituant des gérantes dans ses magasins, l'inculpé n'avait fait qu'user d'un droit inscrit dans l'article 13 précité de la loi du 13 juillet 1906;

Que cette appréciation, qui porte exclusivement sur la bonne ou la mauvaise foi des contractants, échappe au contrôle de la Cour de Cassation;

Qu'il suit de là que le moyen ne saurait être accueilli;

Par ces motifs, et attendu que le jugement attaqué est régulier en la forme;

REJETTE le pourvoi.

Arrêt du 21 avril 1923.

TISSAGE ET BOBINAGE. — ARTICLE 34 DU LIVRE I DU CODE DU TRAVAIL. — SENS DONNÉ AU MOT « OUVRIER ».

LA COUR,

Où M. le Conseiller Georges Lecherbonnier, en son rapport, et M. l'avocat général Mornet, en ses conclusions;

Vu le mémoire du ministère public;

Sur le moyen pris de la violation des articles 34 et 100 du livre I du Code du travail;

Vu ces articles :

Attendu qu'aux termes de l'article 34 susvisé, le fabricant qui livre des fils, pour être tissés à domicile, est tenu d'inscrire au moment de la livraison, sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains, un certain nombre d'indications relatives au poids de la marchandise livrée, à la nature de la pièce à fabriquer et au prix de la façon;

Qu'il faut entendre le mot ouvrier, employé dans cette disposition, en ce sens qu'il s'applique à toute personne recevant la matière à travailler;

Qu'il importe peu, dès lors, que cette personne opère sur des métiers lui appartenant ou pour divers patrons;

Attendu que T. . . , directeur de tissage, poursuivi pour n'avoir pas satisfait aux obligations prescrites par l'article 34 susvisé, a été relaxé par le motif que les fils étaient remis, non à des ouvriers, mais à des artisans ayant le caractère de véritables entrepreneurs;

Attendu qu'en statuant ainsi, le juge de police a méconnu la portée générale de la prescription édictée dans l'intérêt commun du fabricant et de l'ouvrier, et violé, par défaut d'application, les textes visés au moyen;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE le jugement du tribunal de simple police de Clary, en date du 1^{er} mars 1923, et, pour être statué à nouveau conformément à la loi, renvoie la cause devant le tribunal de simple police de Cambrai, à ce désigné par délibération spéciale prise en la Chambre du Conseil.

Arrêt du 26 juillet 1923.

SÉCURITÉ. — ARTICLE 66 a, § 6, DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — PIÈCES MOBILES PLACÉES EXCEPTIONNELLEMENT À PORTÉE D'OUVRIERS APPELÉS SPÉCIALEMENT À LES ENTRETENIR OU À POURVOIR À LA RÉPARATION DE L'APPAREIL. — OBLIGATION POUR LE CHEF D'ENTREPRISE DE MUNIR LES PARTIES DANGEREUSES DE CES PIÈCES D'ORGANES PROTECTEURS.

LA COUR,

Où M. le Conseiller Georges Lecherbonnier, en son rapport, M^e Hannotin, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Mornet, en ses conclusions:

Sur le moyen, pris de la violation de l'article 66 a, § 6, du Livre II du Code du travail, et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le

jugement attaqué a condamné le demandeur à 2 francs d'amende et a dit que l'arbre de translation du pont roulant, ainsi que le manchon d'accouplement devront être munis d'un manchon protecteur par le motif que cette pièce mobile se trouve à portée de la main d'un électricien appelé sur la passerelle du pont en vue de changer le plomb fusible de la lampe électrique qui éclaire l'appareil, alors que le texte de loi susvisé n'a eu en vue que les engrenages se trouvant à portée de la main des ouvriers qui concourent dans l'usine à l'œuvre de production et ne peut concerner les pièces mobiles qui se trouvent exceptionnellement à portée d'ouvriers appelés spécialement à les entretenir ou à pourvoir aux réparations de l'appareil;

Attendu qu'en suite d'un procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail, P. . . , directeur des verreries mécaniques de Bourgogne, a été poursuivi et condamné à 2 francs d'amende pour ne pas avoir muni d'un appareil protecteur, contrairement aux prescriptions de l'article 66 a, § 6, du Livre II du Code du travail, les engrenages d'un arbre de transmission fixé en saillie sur la passerelle d'un pont roulant établi dans l'usine;

Attendu que, sans contester les faits relevés au procès-verbal, P. . . a soutenu devant les juges du fond et soutient encore dans son pourvoi que l'article susvisé ne lui est pas applicable, l'arbre de transmission étant situé à 11 m. 50 de hauteur et ne se trouvant pas, par suite, à portée de la main des ouvriers;

Mais attendu que le jugement attaqué décide avec raison que la prescription précitée doit être observée, quelle que soit la place qu'occupe la partie dangereuse d'un appareil, dès lors que l'ouvrier doit, même d'une façon intermittente, s'en approcher pour l'exécution de son travail; que d'autre part, il résulte du même jugement que l'ouvrier victime de l'accident, occasionné par l'absence d'appareil protecteur sur l'arbre de transmission, n'était pas, contrairement à ce qu'allègue le pourvoi, appelé pour faire à cet arbre une réparation quelconque, mais devait changer les plombs fusibles de l'éclairage et suivre à cet effet la passerelle où se trouvaient les parties dangereuses, alors en mouvement; d'où il suit que le moyen n'est pas fondé;

Sur le moyen, pris de la violation de l'article 66, § 2 et 3, 67, 68 du Livre II du Code du travail, en ce que le jugement attaqué a prononcé contre le demandeur les condamnations rappelées au premier moyen, par le motif que les dispositions contenues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 66 étant textes de loi et non règlement d'administration publique se suffisent à elles-mêmes, sans qu'aucune mise en demeure préalable soit nécessaire, alors que, aux termes de l'article 67 susvisé, des règlements d'administration sont nécessaires pour déterminer les mesures de protection et de salubrité susceptibles d'être exigées des chefs d'entreprise par application des paragraphes 2 et 3 de l'article 66;

Attendu que l'infraction retenue par le jugement tombait également sous l'application des paragraphes 2 et 3 de l'article 66; que ces dispositions sont précises et impératives et que leur inobservation fait échec à la loi et non à des règlements d'administration publique pour lesquels seuls une mise en

demeure préalable est exigée par l'article 67; qu'ainsi, le jugement en rejetant ce grief, n'a commis aucune violation de la loi;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi.

Arrêt du 28 juillet 1923.

JOURNÉE DE HUIT HEURES. — SALON DE COIFFURE. — HEURES DE PRÉSENCE.

Sur le réquisitoire de M. le Procureur général, près la Cour de cassation, d'ordre de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, tendant à l'annulation dans l'intérêt de la loi d'un jugement rendu le 7 octobre 1922, en cause du sieur C... Antoine.

LA COUR,

Vu le chapitre II du titre I du Livre 4 du Code du travail;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce et l'industrie.

Vu les décrets des 26 août 1920 et 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la journée de huit heures dans les ateliers d'apprêt de cheveux et dans les magasins ou salons de coiffure;

Attendu que le décret du 26 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de travail de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, d'une part, et dans les ateliers d'apprêt de cheveux, de confection de postiches et perruques, d'autre part, dispose, article 4 : « Dans chaque établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant pour chaque jour et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de présence, s'il s'agit des magasins et salons de coiffure ou des heures de travail, s'il s'agit d'ateliers d'apprêt de cheveux, de confection de postiches et perruques »;

Que l'article 2 du même décret précise, pour les magasins et salons de coiffure, que « en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la présence prévue à l'horaire correspond à la durée maximum du travail effectif »;

Qu'il suit de là que, sous réserve de la preuve contraire, dans les magasins et salons de coiffure, les ouvriers ou employés doivent être tenus pour occupés, au sens du décret du 25 août 1920 et notamment de l'article 4 de ce décret, non seulement lorsqu'ils se livrent à un travail effectif de leur emploi, mais encore lorsque présents au lieu de leur travail, ils se trouvent à la disposition de leur patron ou de la clientèle;

Attendu que traduit devant le tribunal de simple police pour infraction à l'article 4 du décret du 26 août 1920, à la suite d'un procès-verbal constatant que deux de ses ouvriers, en tenue de travail, avaient été trouvés dans son salon de coiffure, en dehors des heures de présence prévues par l'horaire, C... n'a opposé aux constatations de ce procès-verbal aucune preuve contraire, alléguant, sans en justifier, que ses ouvriers étaient alors réellement au repos;

Attendu que néanmoins le juge de simple police a renvoyé le prévenu des fins de la poursuite par ce motif que si les ouvriers étaient en effet présents au lieu de leur travail, ils n'y étaient pas occupés au sens de l'article 4 du décret du 26 août 1920;

Attendu qu'en statuant ainsi le juge de simple police a donné de cet article une fausse interprétation et a violé les textes ci-dessus visés;

Par ces motifs,

CASSE et ANNULE, mais dans l'intérêt de la loi seulement, le jugement du tribunal de simple police de Tarascon du 7 octobre 1922 qui relaxe C... des fins de la poursuite dirigée contre lui pour contravention à l'article 4 du décret du 26 août 1920.

Arrêt du 15 novembre 1923.

- I. TÉMOINS ENTENDUS SANS PRESTATION DE SERMENT. — ANNULATION DE JUGEMENT FONDÉ SUR L'AUDITION DE CES TÉMOINS. — ARTICLE 155 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.
- II. FONCTIONNEMENT D'UNE COURROIE SUR UNE POULIE DE TRANSMISSION PLACÉE À MOINS DE DEUX MÈTRES DU SOL. — DISPOSITIONS DES PARAGRAPHES 6 ET 7 DE L'ARTICLE 66 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — CAS OÙ LE SOL DE L'ATELIER SE TROUVE SURÉLEVÉ DANS UNE DE SES PARTIES. — APPLICABILITÉ.

LA COUR,

Où M. le Conseiller Depeige, en son rapport, et M. Mornet, avocat général, en ses conclusions;

Statuant sur le pourvoi de l'officier du Ministère public près le tribunal de simple police du Puy contre un jugement du 6 juillet 1923 qui a relaxé de B... de la poursuite exercée contre lui pour deux infractions à l'article 66 *a* du Code du travail (défaut de mise à la disposition des ouvriers d'un appareil destiné à éviter le maniement à la main des courroies en marche et fonctionnement d'une courroie sur une poulie de transmission placée à moins de deux mètres du sol;

Vu la requête :

Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation de l'article 154 du Code d'instruction criminelle et de l'article 66 *a*, alinéa 8, du Code du tra-

vail, en ce que le juge de simple police a relaxé le prévenu sans que les constatations du procès-verbal aient été contredites par une preuve contraire régulièrement administrée et alors que l'industriel n'avait pas rempli l'obligation, que lui impose la loi, de faire en sorte que le maniement à la main des courroies en marche soit évité;

Sur la première branche du moyen :

Vu l'article 66 *a*, alinéa 8, ainsi conçu :

« Le maniement à la main des courroies en marche doit être évité par des appareils adaptés aux machines ou mis à la disposition du personnel »;

Vu l'article 155 du Code d'instruction criminelle;

Attendu que des énonciations du procès-verbal de l'inspecteur du travail, faisant foi jusqu'à preuve du contraire, il résultait que dans l'usine du prévenu aucun appareil n'était adapté aux machines ou mis à la disposition du personnel en vue d'éviter le maniement à la main des courroies en marche; que le juge de simple police a admis, au contraire, qu'un appareil était à la disposition du personnel, en se basant sur les constatations par lui faites dans une visite des lieux, au cours de laquelle il a entendu le personnel de l'usine;

Mais attendu qu'il n'est constaté par aucun document que les personnes ayant fait des déclarations relativement à la mise de cet appareil à la disposition des ouvriers, aient, avant d'être entendues, prêté le serment exigé par la loi;

Attendu qu'en fondant la décision de relaxe sur l'audition des témoins entendus sans prestation de serment, le juge de police a méconnu la foi due à un procès-verbal régulier et formellement violé les articles visés au moyen;

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la seconde branche du moyen;

Sur le second moyen, pris de la violation de l'article 66 *a*, alinéas 6 et 7 du Code du travail, en ce que le jugement attaqué a refusé d'appliquer cette disposition, bien qu'il fut régulièrement établi que le prévenu n'avait pas muni d'un dispositif protecteur une courroie fonctionnant sur une poulie située à moins de deux mètres d'un palier surélevé au-dessus du niveau général de l'atelier et accessible au personnel de l'usine;

Vu les alinéas 6 et 7 de l'article 66 *a* du Code du travail ainsi conçu ;

« Les pièces mobiles suivantes des machines et transmissions... doivent être munies d'un dispositif protecteur ou séparées des ouvriers, à moins qu'elles ne soient hors de la portée de la main;

« Il en est de même des courroies ou câbles traversant le sol d'un atelier ou fonctionnant sur des poulies de transmission placées à moins de deux mètres du sol »;

Attendu que ces dispositions ont une portée générale et absolue; qu'elles doivent être appliquées même dans le cas où le sol de l'atelier se trouve surélevé dans une de ses parties;

Attendu, en fait, que suivant les constatations du procès-verbal de l'inspecteur du travail confirmées par l'examen des lieux auquel s'est livré le juge de police, une courroie fonctionnait, dans l'atelier du prévenu, sur une poulie de transmission située au-dessus d'un passage et à un mètre cinquante centimètres du palier ou plate-forme de ce passage; qu'en outre, ce palier, muni d'un escabeau, était accessible au moins à une partie du personnel de l'usine;

Attendu que dans ces circonstances, le jugement a violé, par refus d'application, la disposition susvisée;

Par ces motifs :

CASSE et ANNULE le jugement du tribunal de simple police du Puy en date du 6 juillet 1923 et, pour être statué à nouveau, conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police de Brioude à ce désigné par délibération prise en la Chambre du Conseil.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

Arrêt du 2 mai 1923.

ALLOCATIONS POUR CHARGES DE FAMILLE. — CONDITIONS QU'ELLES DOIVENT REMPLIR POUR CONSTITUER UNE RÉMUNÉRATION. — DÉTERMINATION DE LA RENTE EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL.

LA COUR,

Où, en l'audience publique de ce jour, M. le Conseiller Sachet, en son rapport, M^{re} Mornard et Aguillon, avocat général, en ses conclusions, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi;

Sur le moyen unique;

Vu l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 9 avril 1898;

Attendu qu'aux termes de ce texte le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature; que toutes les allocations, stipulées à son profit dans le contrat de travail, lorsqu'elles ne sont pas le remboursement de dépenses mises à sa charge, ont le caractère de rémunération, et comme telles participent au salaire annuel;

Attendu que le 9 septembre 1918, G..., cantonnier au service de la Compagnie des chemins de fer départementaux a été victime d'un accident du travail qui l'a laissé atteint d'une incapacité permanente; que, l'année

précédente. Il avait touché de son patron, outre son salaire proprement dit, une somme de 1,250 francs à titre de charges de famille; que, pour refuser de tenir compte de cette somme dans le calcul du salaire annuel destiné à servir de base à la détermination de la rente, l'arrêt attaqué déclare que « cette allocation spéciale accordée par la compagnie à ses employés chargés de famille suivant le nombre et l'âge de leurs enfants est essentiellement variable et temporaire » et il en conclut qu'elle est sans rapport avec la rémunération du travail;

Mais attendu que les modalités de cette allocation importent peu; que, pour constituer une rémunération, il suffit qu'elle ait été stipulée dans le contrat de travail ou promise dans un règlement d'atelier, puisque l'ouvrier a été mis à même de peser les avantages qu'il pourrait en retirer comme contre-partie de son travail;

D'où il suit qu'en omettant de s'expliquer sur les stipulations du contrat de travail, ou sur la teneur des règlements de la compagnie, l'arrêt attaqué n'a pas légalement justifié sa décision;

Par ces motifs,

CASSE et ANNULE l'arrêt rendu entre les parties par la Cour d'appel de Riom, le 28 octobre 1920;

Renvoie devant la Cour d'appel de Lyon.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE CHAROLLES (S.-et-L.).

Jugement du 23 décembre 1922 (1).

SÉCURITÉ. — HOMICIDE PAR IMPRUDENCE. — PROTECTION DES ARBRES DE TRANSMISSION. — EMPLOI D'UN ENFANT DE MOINS DE 18 ANS AU GRAISSAGE DES MACHINES OU MÉCANISMES EN MARCHÉ. — EMPLOI DE CET ENFANT DANS DES LOCAUX OÙ SE TROUVENT DES MACHINES NON PROTÉGÉES.

Attendu que H... Jean est traduit devant le Tribunal par assignation régulièrement délivrée à la requête de M. le Procureur de la République pour répondre :

Premièrement : du délit d'homicide involontaire sur la personne du mineur B... Claude, âgé de 15 ans et, *deuxièmement*, des contraventions suivantes : a) omis de munir d'un dispositif protecteur l'arbre de transmission des trains de laminoirs en fonction dans l'usine qu'il dirige; b) employé un

(1) Jugement devenu définitif.

enfant de moins de 18 ans, en l'espèce, le mineur B... au graissage de machines ou de mécanismes en marche; c) employé le même mineur dans des locaux où se trouvent des machines actionnées par un moteur mécanique dont les parties dangereuses ne sont pas couvertes d'organes protecteurs; les trois contraventions ci-dessus étant connexes au délit d'homicide involontaire reproché à H. . . ;

En droit;

Sur le délit;

Attendu qu'indépendamment de tout fait particulier de maladresse, d'imprudence, d'inattention ou de négligence, la faute qui résulte de l'inobservation des règlements, devient par elle-même une cause de responsabilité pénale;

Attendu pourtant que cette cause spéciale de responsabilité n'est pas exclusive des autres cas de responsabilité prévus par les articles 319 et 320.

Attendu d'autre part que la faute de la victime de l'accident laisse subsister la responsabilité pénale de celui qui en est l'auteur ou la cause et la réciprocité même des délits ne ferait pas disparaître cette responsabilité;

Attendu enfin que les faits constitutifs de l'une des fautes qui, d'après les articles 319 et 320, sont de nature à servir de base au délit d'homicide ou de blessures et coups involontaires sont souverainement reconnus et constatés par les Juges du fait (Cr 31 mars 1865; 26 juillet 1872; 12 novembre 1875; 6 mars 1879);

Sur les contraventions;

Attendu que pour autoriser les poursuites contre le contrevenant aux articles 66 *a* du Code du travail et 1 et 2 du décret du 21 mars 1914, il n'est pas besoin que l'inspecteur du travail ait inscrit préalablement sur le registre de l'usine une mise en demeure relative à ces contraventions; que l'obligation de la mise en demeure est prescrite par l'article 68 du livre II du Code du travail pour les contraventions aux règlements d'administration publique prévus par l'article 67; qu'elle n'existe pas pour les contraventions à la loi elle-même, donc à l'article 66 *a* du même livre et pas davantage pour celles au décret du 21 mars 1914 qui a été rendu par application des articles 71 et 72;

On peut même ajouter que l'article 66 *a* a été introduit dans le Code du travail par la loi du 31 décembre 1912 précisément pour faire disparaître l'obligation de la mise en demeure en ce qui concerne la protection des organes de machines, puits, échafaudages qui précédemment figuraient dans un règlement d'administration publique.

En fait;

Attendu que le 4 mai 1922 le jeune B... a été victime d'un accident mortel survenu au cours de son travail aux usines C... de Gueugnon où il était apprenti; pour une cause qui n'a pas été nettement déterminée, le corps de B... a été happé par un arbre de transmission reliant deux cages

de laminoirs et la mort déterminée par compression du thorax entre cet arbre et le sol;

Attendu que des témoignages recueillis à l'instruction et au cours des débats et des aveux mêmes du prévenu, il résulte que l'apprenti B... se livrait parfois au graissage des tourillons des cylindres des laminoirs pendant le travail de ces cylindres; que le témoin G... a même déclaré que B..., au moment de l'accident, remplaçait un des ouvriers graisseurs absent; qu'il est donc vraisemblable que c'est, soit au cours de ce travail, soit à son occasion, que le mineur B... a trouvé la mort; que même la place d'un apprenti n'est pas et ne doit pas être à proximité immédiate d'une transmission ou de cylindres non protégés et en mouvement; qu'à plus forte raison, il ne doit point être employé à un travail dangereux en remplacement d'ouvriers adultes, spécialement qualifiés pour ce travail; que la simple observation des règlements en ce qui concerne ces deux points aurait épargné l'existence de la victime;

Attendu d'autre part que les règlements ordonnent l'isolement des arbres de transmission ou autres organes dangereux ou leur éloignement de tout contact; qu'il est constant, d'après les témoignages et les aveux du prévenu que les laminoirs et l'arbre qui les reliait n'étaient en aucune façon protégés; qu'on doit estimer, sans aucunement préjuger des formes et dimensions à donner aux appareils de sécurité, que la carence d'un appareil de protection n'est pas étrangère à l'accident du jeune B...;

Attendu, au reste, qu'il est établi par les témoignages et les dires du prévenu lui-même, qu'à l'heure présente tous les organes de connexion des laminoirs des usines C... sont munis d'appareils protecteurs utilisés naguère, mais dont l'emploi avait été à peu près abandonné;

Attendu en conséquence, que la faute de H... est nettement établie en ce qui concerne l'inobservation des règlements; qu'il est donc justiciable des pénalités de l'article 319 du Code pénal et des amendes prévues par les articles 159 et 160 du Code du travail, livre II;

Attendu que le prévenu n'a jamais été condamné; que les renseignements fournis sur son compte sont bons; qu'il y a lieu de lui faire application de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 et de décider qu'il sera sursis à l'exécution de la peine qui va être prononcée contre lui en ce qui concerne le délit;

Attendu qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes en faveur du prévenu pour le délit;

Par ces motifs,

Le Tribunal jugeant en audience publique, premier ressort, après délibéré, le Ministère public entendu en ses conclusions, déclare le prévenu atteint et convaincu du délit qui lui est reproché ainsi que des contraventions

connexes énumérées en la citation qui lui a été délivrée à la requête du Ministère public et pour réparation LE CONDAMNE :

Premièrement : pour le délit, à la peine de cent francs d'amende; admet en sa faveur des circonstances atténuantes;

Deuxièmement : pour les trois contraventions connexes, à trois amendes de cinq francs chacune et aux dépens de l'instance liquidés à la somme de cent trente-six francs dix centimes, non compris cinq francs pour droit de poste, extrait, expéditions, et signification du présent jugement;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps;

DIT qu'il sera sursis à l'application de la peine en ce qui touche à l'amende infligée pour le délit.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LYON.

Jugement du 27 décembre 1922 (1).

DÉCLARATION MENSONGÈRE FAITE PAR L'OUVRIER À L'INSPECTEUR DU TRAVAIL. —
OBSTACLE À L'ACCOMPLISSEMENT DES DEVOIRS DE L'INSPECTEUR.

.....

Attendu qu'il résulte de l'information et des débats, la preuve que depuis moins de trois ans, et plus spécialement le vingt-six octobre mil neuf cent vingt-deux à Lyon, le prévenu a mis obstacle à l'accomplissement du devoir de M. Bauduin, inspecteur départemental du travail, en lui affirmant que l'ouvrier D. Xaxier était au repos, alors que cet inspecteur procédait à un contrôle du repos hebdomadaire à la boulangerie A., le prévenu étant au travail contrairement à l'horaire affiché, et d'après lequel il devait être de repos;

Attendu que ce fait constitue le délit prévu et puni par l'article 178 du Livre II du Code du travail;

Par ces motifs :

Le Tribunal déclare par jugement en premier ressort et contradictoire, le prévenu D. Xaxier-Joseph, coupable du délit ci-dessus spécifié, LE CONDAMNE à seize francs d'amende et aux dépens liquidés à vingt-trois francs soixante centimes, outre le coût et accessoires du présent jugement;

FIXE au minimum la durée de la contrainte par corps.

(1) Jugement devenu définitif.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE CARPENTRAS (Vaucluse).

Jugement du 8 septembre 1922 (1).

PAYEMENT DES SALAIRES. — ARTICLE 44, § 1, DU LIVRE I DU CODE DU TRAVAIL.
— ILLÉGALITÉ DU FAIT, POUR L'EMPLOYEUR, DE RETENIR EN DÉPÔT LES SALAIRES
D'UNE SEMAINE À TITRE DE GARANTIE POUR LE CAS D'INOBSEVATION PAR L'OU-
VRIER DU DÉLAI-CONGÉ. — NOMBRE D'INFRACTIONS ÉGAL AU NOMBRE DES OUVRIERS
AYANT SUBI LA RETENUE.

.....
Attendu qu'à la suite d'un procès-verbal régulier en date du 19 juillet 1922,
dressé par M. G., inspecteur du travail du département de Vaucluse,
le sieur F., directeur responsable des usines de la Société de,
est poursuivi devant nous pour avoir :

1° Contrevenu aux dispositions de l'article 44, § 1, du Livre 1^{er} du Code
du travail;

Attendu que F. ne conteste pas les faits rapportés audit procès-
verbal; qu'il reconnaît qu'à cette date il a été constaté que pour 157 ouvriers
ou ouvrières salariés à l'heure ou à la journée dans les usines de V.
la dernière paye avait eu lieu le 6 juillet alors courant, mais qu'elle n'avait
porté que sur les salaires acquis jusqu'au 25 juin écoulé, de telle sorte qu'à
la date du 19 juillet 1922, jour de la visite de l'inspecteur du travail, il était
dû à tous ces ouvriers les salaires acquis depuis le 26 juin inclus, soit une
période de 24 jours;

Attendu qu'en procédant ainsi, F. a violé les prescriptions de l'ar-
ticle 2 de la loi du 7 décembre 1909, codifié dans le Code du travail, Livre I,
sous les articles 43, 44 et 45, que l'article 44, § 1, indique que les salaires
des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés au moins deux
fois par mois, à 16 jours au plus d'intervalle;

Attendu qu'en assurant la périodicité du paiement du salaire de l'ouvrier,
le législateur a voulu, non seulement que le salaire lui soit payé en tenant
compte de ses besoins et des exigences prenantes de sa condition sociale, mais
encore que ce paiement soit effectué dans le délai le plus rapproché de l'exé-
cution du travail pour lequel le salaire est dû;

Attendu que, pour l'ouvrier travaillant aux pièces, le paragraphe 2 dudit
article 44 décide que, lorsque l'exécution doit durer plus de quinze jours,
les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit
recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la
quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage;

(1) Jugement devenu définitif.

Attendu que de cette distinction établie entre les modalités de paiement du salaire de l'ouvrier employé à l'heure ou à la journée et celle de l'ouvrier travaillant aux pièces, se dégage encore la volonté du législateur, que l'ouvrier à la journée ou à l'heure doit toucher la totalité de son salaire, non seulement à période fixe, mais encore à la date la plus proche de l'exécution de son travail;

Attendu que c'est ainsi que s'exprime, au sujet de ladite loi, la circulaire interprétative du Ministre du travail en date du 18 juin 1910, en indiquant toutefois que l'établissement des comptes individuels pouvant, dans certains cas, demander quelques jours, on peut tenir compte de ce délai, qui sera d'ailleurs limité au temps raisonnablement nécessaire à l'élaboration des opérations comptables;

Attendu qu'on ne saurait tenir comme raisonnable le délai de 11 jours pris par F. entre les salaires acquis jusqu'au 25 juin et leur règlement le 6 juillet seulement, pour l'établissement des comptes individuels; que, du reste, F. l'a si bien compris que, pour justifier ce retard de paiement desdits salaires, il a prétendu qu'un règlement général de ses usines, affiché dans les locaux et dont tout ouvrier ou ouvrière qui y travaille accepte en rentrant les conditions, lui permettait de retenir en dépôt dans les Caisses de la Société les salaires d'une semaine de travail, à titre de garantie, pour le cas où l'ouvrier partirait sans observer le délai de préavis de congé d'une semaine qu'il doit à l'employeur;

Attendu que cette dernière prétention de F. est inadmissible; que la loi susvisée, aujourd'hui codifiée, est une loi d'ordre public à laquelle il ne peut être dérogé par des conventions particulières (Code civil : art. 6, 1, 131; 1, 133. Dalloz périodique, 1, 910, 4, 151. Note 1, n° 6);

Attendu, d'autre part, que le législateur a énuméré, dans les articles 50 et 51 du Livre I du Code du travail, les causes de retenues par le patron sur le salaire des ouvriers en mentionnant que le patron ne peut se rembourser des avances qu'il a consenties qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième des salaires exigibles;

Attendu qu'aucune somme n'était due à F. par lesdits 157 ouvriers; qu'il ne leur avait consenti aucune avance; qu'il ne pouvait dès lors effectuer une retenue quelconque sur leur salaire; qu'il ne pouvait pas non plus effectuer une retenue pour une dette éventuelle qui, même si elle s'était réalisée, n'est point parmi celles résultant des causes énumérées dans l'article 50 susvisé;

Attendu qu'en réalité, cette retenue portant sur dix jours du salaire, soit le tiers du salaire dû à chaque ouvrier, constituait au profit de F. un capital important qui restait à sa disposition et qu'il pouvait par conséquent employer aux besoins de son industrie au détriment de ses ouvriers impayés de la totalité de leurs salaires exigibles;

Attendu que F. est donc atteint et convaincu desdites 157 contraven-

tions qui lui sont imputées et punies des peines prévues par l'article 104 du Livre I^{er} du Code du travail;

Attendu qu'il y a autant de contraventions à l'article 44, § 1^{er} susvisé, que d'ouvriers ayant subi le préjudice du retard de paiement de salaires ci-dessus établi; que cette interprétation résulte des termes employés dans la rédaction de l'article 104 du même livre, par comparaison avec l'article 105 suivant où on s'est servi du terme « infraction » en relevant le taux de l'amende; que cette interprétation est celle donnée dans le Code civil annoté de Dalloz (additions) sous les commentaires de l'article 45, n° 10, page 323, où il est dit que, par application de l'article 26, § 2, de la loi du 2 novembre 1892, il semble que l'amende doit être prononcée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la loi; Dalloz périodique, 1910, 4, 151, Note 2.

.....

Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort;

DÉCLARONS ledit F. atteint et convaincu de toutes les contraventions ci-dessus relatées qui lui sont imputées; admettons en sa faveur des circonstances atténuantes et en réparation le condamnons :

1° A la peine de 1 franc d'amende pour chacune des 157 contraventions aux dispositions de l'article 44, § 1^{er}, du Livre I du Code du travail, soit au total 157 francs d'amende, de ce chef.

.....

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE LA VILLE DE PARIS.

Audience du 5 janvier 1923 (1).

REPOS HEBDOMADAIRE. — 1° EMPLOI, LE JOUR DU REPOS HEBDOMADAIRE COLLECTIF, DE PERSONNES QUALIFIÉES « ASSOCIÉES » EN PARTICIPATION. — ABSENCE DE CONTRAT D'ASSOCIATION EN PARTICIPATION. — INFRACTION. — 2° EMPLOI, LE JOUR DU REPOS HEBDOMADAIRE COLLECTIF, DE PARENTS AUTRES QUE LES MEMBRES DE LA FAMILLE PLACÉS SOUS L'AUTORITÉ DU PÈRE, DE LA MÈRE OU DU TUTEUR. — INFRACTION. — 3° SYNDICAT DES EMPLOYEURS DE LA PROFESSION PARTIE CIVILE. — INTERVENTION RECEVABLE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1° Levitan Wolff, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 63;

(1) Jugement devenu définitif.

2° Nochimoski, Léon, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 57;

3° Tscherniakoff, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 158;

4° Blachere, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 140;

5° Sofer, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 148;

6° Reischer, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 124;

7° Bleustein, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 154;

8° Tisenstein, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 154;

9° Marcus, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 107;

10° Gurchowitch, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 105;

11° Reingold, marchand de meubles, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 139;

12° Chouchon, Israël, marchand de meubles, établi à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 90 et 100 et demeurant dans ladite ville, avenue du Maine, n° 197.

Tous prévenus : les sieurs Nochimoski, Tscherniakoff, Sofer, défaillants, et les autres comparants d'autre part.

LE TRIBUNAL,

Après avoir donné défaut contre les susnommés Nochimoski, Tscherniakoff et Sofer, non comparants, ni personne pour eux quoique régulièrement cités et appelés.

Après avoir entendu les prévenus comparants en leurs explications et moyens de défense.

Où les avocats des parties en leurs conclusions et plaidoiries.

Le Ministère public, ses conclusions et réquisitions.

Toutes les formalités prescrites par l'article 153 du Code d'instruction criminelle ayant été remplies à la présente audience ainsi qu'aux audiences précédentes.

Attendu que Levitan, Wolff, Nochinowski, Tscherniakoff, Blachere, Sofer, Reischer, Bleustein, Tisenstein, Marcus, Guechonitch, Ringold, Chouchon, marchands de meubles à Paris, ont été régulièrement cités devant le Tribunal de simple police de Paris, pour avoir contrevenu à l'article 33 Livre II du Code du travail, loi du 16 juillet 1906, en employant comme vendeurs,

dans leurs divers magasins, sans autorisation régulière de dérogation, respectivement aux dates indiquées ci-après ainsi qu'il est relevé sur rapport de contravention.

Savoir :

1° Levitan Wolff les dimanches 16 avril : deux employés; 14 mai, trois employés; 28 mai, quatre employés; 4 juin, un employé; 11 juin 1922, 4 employés, soit ensemble : quatorze infractions.

2° Nochimoski, les dimanches 19 mars, deux employés; 16 avril, deux employés; 30 avril, deux employés; 14 mai, deux employés; 28 mai, deux employés; 4 juin, deux employés; 11 juin 1922, deux employés, soit ensemble quatorze infractions;

3° Tscherniakoff, le dimanche 16 avril : deux employés, soit deux infractions;

4° Blachere, le dimanche 16 avril 1922 : deux employés, soit deux infractions;

5° Sofer, les dimanches 2 avril, un employé; le 16 avril 1922, un employé, soit deux infractions;

6° Reischer, les dimanches 2 avril, quatre employés; le 16 avril, deux employés; soit six infractions;

7° Bleustein, les dimanches 2 avril, quatre employés; le 9 avril 1922, trois employés, soit sept infractions;

8° Tisenstein, le dimanche 2 avril 1922, un employé, soit une infraction;

9° Marcus, les dimanches 2 avril, deux employés; le 16 avril 1922, un employé, soit trois infractions;

10° Gurchowitch, le dimanche 2 avril, un employé, soit une infraction;

11° Reingold, le dimanche 2 avril 1922, un employé, soit une infraction;

12° Chouchon, les dimanches 19 mars, deux employés; le 14 mai, deux employés; le 28 mai, deux employés; le 4 juin, un employé; le 11 juin, deux employés, soit neuf infractions.

Attendu que Levitan-Wolff, reconnaît qu'il n'a pas obtenu d'autorisation de dérogation à la loi, sur le repos hebdomadaire, mais prétend que les vendeurs employés par lui étaient ses associés et que le contrat d'association en participation n'était soumis à aucune forme ou formalités légales spéciales, il doit être renvoyé des fins de la poursuite.

Attendu que le Tribunal ne saurait admettre qu'une simple affirmation de la partie puisse créer une immunité; que la partie poursuivie est tenue de prouver l'existence réelle de l'association en participation par tous les moyens dont elle dispose.

Attendu que Levitan-Wolff dépose, pour faire cette preuve, un contrat d'association en participation, en date à Paris du 20 juillet 1922, enregistré

le 13 octobre suivant entre Levitan-Wolff, Léon Levitan, Joseph Rosenthal, Stauss Georges et Sammon Lucien.

Attendu que de l'examen de ce contrat, il résulte que seuls Rosenthal et Strauss figurent comme associés.

Attendu que pour établir la situation réelle des susdits, le Tribunal a chargé Yche, expert comptable près le Tribunal de la Seine, serment prêté, de rechercher dans quelles conditions étaient rétribués les prétendus associés aux dates des contraventions.

Attendu qu'il résulte du rapport de l'expert qu'une comptabilité régulière n'a été ouverte dans la maison de commerce qu'à la date de juillet 1922, qu'il n'a pas été ouvert de débit d'un compte au nom des prétendus associés, que les sommes qui leur ont été versées sont portées en débit du compte frais généraux, comme les appointements de ceux qui, de l'aveu de Levitan-Wolff ne sont que des simples employés.

Attendu que l'expert conclut : quoiqu'il en soit et malgré la rétroactivité de l'acte de l'association du 20 juillet 1922, qui régulariserait une association existant, soi-disant en fait, depuis le 15 février précédent, il ne semble pas que cet acte dont les conditions n'avaient pas été appliquées dans les écritures, soit suffisant pour établir à lui seul l'existence d'une participation avec Rosenthal et Strauss au moins à la date du 14 mai 1922.

Attendu que Levitan-Wolff n'apporte aucune autre preuve de l'existence de l'association en participation aux dates des contraventions; que devant le Tribunal l'acte produit ne pouvait couvrir que les faits postérieurs du 20 juillet 1922 en ce qui concerne les associés qui y figurent et que les témoins entendus se contredisent; qu'aucun des faits soumis au Tribunal ne rentre dans cette catégorie.

Attendu, en ce qui concerne l'emploi des frères et beaux-frères, ce degré de parenté ne constitue pas une autorisation de dérogation à la loi; qu'aux termes des articles 1, 65, 74 du Livre II du Code du travail, seuls les membres de la famille, sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur sont autorisés, qu'il s'agit en outre d'employés ou d'extras habituellement employés le dimanche.

Attendu qu'il est constant qu'à Paris, aux dates visées par les citations, figurent à la procédure Levitan-Wolff a commis quatorze infractions à l'article 33 du Code du travail.

Attendu que Reischer reconnaît qu'il n'a pas obtenu d'autorisation de dérogation à la loi sur le repos hebdomadaire mais prétend que les vendeurs employés par lui étaient ses associés et que le contrat d'association à participation n'était pas soumis à aucune forme ou formalité légale spéciale, il doit être renvoyé des fins de la poursuite.

Attendu que le Tribunal ne saurait admettre qu'une simple affirmation de la partie puisse créer une immunité, que la partie poursuivie est tenue de prouver l'existence réelle de l'association en participation par tous les moyens dont elle dispose.

Attendu que Reischer dépose pour faire cette preuve un contrat d'association en participation en date à Paris du 1^{er} septembre 1922, enregistré le 18 novembre 1922, entre Reischer, Marie, Alfred, Martin et Reischer, Léon, Fischer, Albert.

Attendu que de l'examen de ce contrat il résulte que Martin et Fischer y figurent comme associés.

Attendu que pour établir la situation réelle des susdits, le Tribunal a chargé Yche, expert comptable près le Tribunal de la Seine, serment prêté, de rechercher dans quelles conditions étaient rétribués les prétendus associés aux dates des contraventions.

Attendu qu'il résulte du rapport de l'expert que Reischer reconnaît que ses frères Léon, Guen et Aude étaient ses employés, mais soutient que Martin et Fischer étaient ses associés antérieurement au contrat.

Attendu que l'expert déclare que rien ne permet de contrôler cette allégation qu'il n'existe aucune comptabilité en dehors du livre de caisse et du livre du débit.

Que l'expert conclut qu'on ne voit aucune différence entre la situation des employés et qu'il ne semble pas qu'ils puissent être considérés comme associés dès le 2 avril 1922 alors que l'acte produit ne fait partir l'association que du 1^{er} septembre suivant.

Attendu qu'il est constant qu'à Paris, aux dates visées par les citations figurant à la procédure, Reischer a commis six infractions à l'article 33 du Code du travail.

Nochiowski a commis 14 infractions à l'article 33 du Code du travail.

Tscherniakoff a commis 2 infractions à l'article 33 du Code du travail.

Blachere a commis 2 infractions à l'article 33 du Code du travail.

Sofer a commis 2 infractions à l'article 33 du Code du travail.

Attendu qu'au cours des débats Bleustein qui avait déposé un contrat d'association en participation en date à Paris du 9 septembre 1922, enregistré le 14 novembre suivant, reconnaît les faits de la contravention et a retiré ses conclusions sur ce point se désistant.

Attendu qu'il est constant qu'à Paris, aux dates visées par les citations figurant à la procédure Bleustein a commis 7 infractions à l'article 33 du Code du travail.

En ce qui concerne Tisenstein, attendu que la parenté de frère ne dispense pas du repos hebdomadaire le dimanche, que les dérogations autorisées au Livre II du Code du travail (articles 1, 65 et 74) ne visent que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, de la mère ou du tuteur.

Attendu qu'il est constant que Tisenstein a commis à Paris, à la date visée par la citation figurant à la procédure, une infraction à l'article 33 du Code du travail.

Attendu que Marcus reconnaît les faits de la contravention, et sur ce point a retiré ses conclusions se désistant.

Attendu qu'il est constant qu'à Paris, aux dates visées par les citations figurant à la procédure, Marcus a commis 3 infractions à l'article 33 du Code du travail.

Gurchowitch a commis une infraction à l'article 33 du Code du travail.

En ce qui concerne Reingold, attendu que la parenté de beau-frère ne dispense pas du repos hebdomadaire, que ce parent était habituellement employé le dimanche.

Attendu qu'il est constant qu'à Paris, aux dates visées par les citations figurant à la procédure, Reingold a commis une infraction à l'article 33 du Code du travail.

En ce qui concerne la constitution de la partie civile.

Attendu qu'au début des débats la Chambre syndicale de l'ameublement a déclaré se porter partie civile intervenant en la personne de son président, M. Goumain.

Attendu que les prévenus la déclarent irrecevable, la loi sur le repos hebdomadaire ayant été établie uniquement dans l'intérêt des travailleurs.

Attendu que le Tribunal a joint l'incident au fond pour être statué par un seul et même jugement.

Attendu, conformément aux réquisitions du Ministère public et aux conclusions de la Partie civile : qu'aux termes de l'article 5, § 2 de la loi du 12 mars 1920.....

« Les syndicats professionnels peuvent, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile, relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent ».

Attendu que la Chambre syndicale de l'ameublement a été régulièrement constituée; que ses statuts ont été déposés à la Préfecture de la Seine, le 10 mai 1921; qu'elle a pour but, aux termes de ses statuts, la défense des intérêts collectifs de ses membres et notamment de tous les négociants exerçant un commerce d'ameublement ou tributaire de cette branche.

Attendu que la violation par certains commerçants de la loi sur le repos hebdomadaire constitue à l'égard des négociants professant le même commerce, scrupuleux observateurs de ladite loi, un acte préjudiciable et qu'il en résulte, au détriment de la collectivité des membres affiliés au Syndicat, un préjudice matériel et moral certain découlant directement de la contravention commise dont ils ont qualité pour poursuivre la réparation.

Attendu qu'il y a contravention et préjudice direct à l'égard du Syndicat de l'ameublement puisqu'en violant la loi les contrevenants ont pu faire des opérations commerciales et percevoir des bénéfices dont ont été privés les commerçants du même ordre qui ont respecté la loi.

Attendu que le Tribunal possède des éléments suffisants de juste, équitable appréciation.

Pour ces motifs :

Jugeant publiquement, contradictoirement à l'égard de Levitan-Wolff, Blachere, Reischer, Bleustein, Tisenstein, Marcus, Gurchowitch, Reingold et Chouchon.

Et par défaut à l'égard de Nochimowski, Tscherniakoff, Sofer et en premier ressort :

Joint les diverses causes concernant chacun des prévenus.

Donne acte au Syndicat de l'ameublement de la constitution de Partie civile.

Faisant application des articles 33, 158, 159, 160 du Livre II du Code du Travail,

CONDAMNE :

Levitan-Wolff à 14 amendes de 5 francs. Le condamne en outre envers la partie civile à 500 francs de dommages-intérêts et aux dépens liquidés, savoir :

Ceux à la requête du Ministère public à la somme de 59 fr. 55 centimes. Et ceux à la requête de la Partie civile, à la somme de 157 francs, dont moitié des frais d'expertise et de la procédure afférente.

Reischer à six amendes de 5 francs, le condamne en outre envers la partie civile à la somme de 400 francs de dommages-intérêts et aux dépens liquidés, savoir :

Ceux à la requête du Ministère public à la somme de 19 fr. 85 centimes. Et ceux à la requête de la partie civile à la somme de 157 francs, dont moitié des frais d'expertise et de procédure afférente.

Nochiowski à 14 amendes de 5 francs. A 500 francs de dommages-intérêts envers la partie civile et aux dépens liquidés, à la requête du Ministère public à la somme de 13 fr. 85 c., et à la requête de la Partie civile à la somme de 11 fr. 30.

Blachere à 2 amendes de 5 francs, à 100 francs de dommages-intérêts envers la partie civile. Et aux dépens liquidés à la requête du Ministère public à la somme de 13 fr. 85 c.

Sofer à 2 amendes de 5 francs, à 100 francs de dommages-intérêts envers la partie civile et aux dépens liquidés à la requête du Ministère public à 19 fr. 85 c. et à la requête de la Partie civile à la somme de 11 fr. 30 c.

Tscherniakoff à 2 amendes de 5 francs, à 100 francs de dommages-intérêts envers la partie civile et aux dépens liquidés à la requête du Ministère public à 13 fr. 85 c. et à la requête de la partie civile à la somme de 11 fr. 30 c.

Bleustein à 7 amendes de 5 francs, à 300 francs de dommages-intérêts

envers la partie civile et aux dépens liquidés à la requête du Ministère public à la somme de 19 fr. 85 c.

Tisenstein à l'amende de 5 francs, à 100 francs de dommages-intérêts envers la partie civile et aux dépens liquidés à la requête du Ministère public à la somme de 13 fr. 85 c. Et à la requête de la partie civile à la somme de 11 fr. 30 c.

Marcus, à l'amende de trois fois 5 francs et à la somme de 200 francs de dommages-intérêts envers la partie civile. Et aux dépens liquidés à la requête du Ministère public à 19 fr. 85 c.

Gurchowitch à une amende de 5 francs, à la somme de 100 francs de dommages-intérêts envers la partie civile. Et aux dépens liquidés à la requête du Ministère public à 18 fr. 85 c.

Reingold à une amende de 5 francs et à la somme de 200 francs de dommages-intérêts envers la partie civile, et aux dépens liquidés à la requête du Ministère public à 13 fr. 85 c.

Chouchon à 9 amendes de 5 francs et à la somme de 400 francs de dommages-intérêts envers la partie civile, et aux dépens liquidés à la requête du Ministère public à 51 fr. 70 c. Et à la requête de la partie civile à 11 fr. 30 c.

.....

Ledit jugement fixe à 5 jours la durée de la contrainte par corps qui pourra être exercée contre les prévenus, s'il y a lieu, tant pour recouvrement de l'amende, des frais ainsi que des dommages-intérêts.

Le tout conformément à la loi.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

APPLICATION

PENDANT LES ANNÉES 1921 ET 1922

DE LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919

SUR

LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

La loi du 25 octobre 1919 qui a étendu aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, prescrit dans son article 5, alinéa 1, que toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivent la cessation du travail, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 12 de la même loi prescrit que la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret (décret du 4 mai 1921), après avis de la Commission supérieure, est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence.

L'Administration dispose donc à l'heure actuelle de deux sources d'information différentes pour s'éclairer sur la fréquence des cas de saturnisme et d'hydrargyrisme, seules intoxications prévues jusqu'à présent par la loi sur les maladies professionnelles. Les renseignements ainsi recueillis ont permis d'établir pour la première fois une statistique des cas de maladie professionnelle en France.

On notera en passant qu'il n'y a pas coïncidence entre les deux catégories de déclarations faites à l'Administration. Les déclarations des intéressés n'ont lieu en principe que pour certaines manifestations saturnines ou hydrargyriques prévues dans le tableau annexé à la loi du 25 octobre 1919, et lorsqu'elles surviennent dans l'une des industries énumérées audit tableau. Ces déclarations constituent le point de départ de la procédure permettant aux intéressés d'obtenir réparation du préjudice causé.

Quant aux déclarations médicales, elles sont obligatoires pour toutes les

manifestations saturnines ou hydrargyriques énumérées dans le décret du 4 mai 1921, sans tenir compte de la nature de l'industrie exercée. Les déclarations médicales ont été surtout prescrites dans un but de prévention des maladies professionnelles, et en vue de l'extension ultérieure de la loi.

Mais, bien qu'il n'y ait pas identité dans les déclarations des cas d'intoxication professionnelle provenant des intéressés ou des praticiens, en fait, dans de nombreux cas, il devrait y avoir une double déclaration. Dans la statistique qui va suivre les intoxications ayant fait l'objet d'une double déclaration ne sont comptées que pour une unité.

DÉCLARATIONS DE L'ANNÉE 1921.

I. — Saturnisme.

La loi du 25 octobre 1919 n'étant entrée en vigueur que le 27 janvier 1921 et, d'autre part, le décret rendant la déclaration des maladies professionnelles obligatoire pour les médecins n'ayant été rendu que le 4 mai 1921, les déclarations reçues au cours de l'année 1921 ont été peu nombreuses, et leur statistique n'a qu'une valeur relative.

Le tableau suivant indique les déclarations de saturnisme par industrie et par circonscription pour l'année 1921.

CAS DE SATURNISME DÉCLARÉS EN 1921.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ou travaux.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.											
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	Als. et Lor.
Fonderie de métaux.....	12	6	"	1	"	"	"	"	"	2	"	3	"
Imprimeries.....	10	6	"	1	"	1	"	"	1	1	"	"	"
Couverture, plomberie.....	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	"
Fabrique de plomb de chasse...	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Poterie d'étain.....	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrique d'objets funéraires en alliage de plomb.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabriques d'accumulateurs.....	18	18	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Produits chimiques et matières co- lorantes.....	4	2	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabriques de céruse, minium....	5	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Industrie du caoutchouc.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Verreries, cristalleries.....	6	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Industrie chromocéramique.....	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture en bâtiment.....	9	6	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture sur métaux.....	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture maritime.....	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Emalleries.....	53	2	"	"	49	1	"	"	"	"	"	1	"
Tuileries.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Faïenceries.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Réparation de matériel roulant (riveurs).....	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrique de machines agricoles...	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Insuffisamment désignés.....	8	7	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
TOTAL.....	144	65	3	4	55	2	"	"	1	5	5	4	"

Au point de vue du diagnostic ces manifestations saturnines s'établissent ainsi qu'il suit :

Colique saturnine simple.....	98
Colique saturnine avec anémie.....	7
Colique saturnine avec rhumatisme.....	2
Colique saturnine avec anurie.....	1
Colique saturnine avec paralysie radiale.....	1
Colique saturnine avec tremblement.....	1
Colique saturnine avec anémie et rhumatisme.....	1
Anémie saturnine.....	2
Troubles paralytiques, asthénie, artério-sclérose.....	1
Encéphalopathie.....	2
Néphrite.....	3
Artério-sclérose.....	1
Artério-sclérose avec encéphalopathie.....	1
Artério-sclérose avec néphrite et cirrhose hépatique.....	1
Cirrhose du foie.....	1
Myalgie arthralgie.....	1
Myalgie arthralgie avec albuminurie.....	1

Dans un cas le diagnostic indique *urticaire* et dans un autre cas *hydros-adénite*.

Un diagnostic porte *coma* avec l'indication que le malade est hors d'état de fournir le moindre renseignement.

Enfin 16 déclarations ne portent aucun diagnostic ou, simplement, la mention *intoxication saturnine*.

* * *

53 déclarations émanent de médecins;

85 ont été transmises par les maires;

6 émanent à la fois de médecins et de maires.

Ces 144 déclarations concernent 134 hommes et 10 femmes.

Les incapacités prévues par ces déclarations, se répartissent comme suit

Moins de 16 jours.....	60
16 à 30 jours.....	18
Au delà de 30 jours.....	2

Un cas s'est terminé par le décès. Enfin 63 déclarations ne portent aucune indication sur les conséquences.

II. — Hydrargyrisme.

Cette intoxication professionnelle n'a donné lieu en 1921 qu'à 4 déclarations, toutes transmises par les maires. Elles concernent 3 hommes et une femme occupés dans une couperie de poils du xx^e arrondissement.

Au point de vue du diagnostic elles se répartissent ainsi qu'il suit :

- 1 hydrargyrisme, tremblement persistant, anémie et fatigue générale;
- 3 indiquent simplement hydrargyrisme chronique.

Au point de vue de l'incapacité : 3 déclarations indiquent de 20 à 30 jours de repos; — une déclaration ne porte aucune indication.

DECLARATIONS DE L'ANNÉE 1922.

I. — Saturnisme.

797 cas d'intoxication saturnine ont été déclarés au cours de l'année 1922. Ils se répartissent ainsi qu'il suit au point de vue de leur origine par catégorie professionnelle.

CAS DE SATURNISME, DECLARÉS EN 1922.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ou travaux.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.											Als. et Lor.
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	
Trempe au plomb.....	4	"	"	"	"	"	4	"	"	"	"	"	"
Fabrique de tuyaux et laminage du plomb.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Fonderie de métaux.....	35	22	"	"	"	1	"	"	"	6	"	4	2
Imprimeries.....	22	14	3	2	"	"	1	"	"	"	"	2	"
Brunissage de métaux.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Destruction de compteurs à gaz..	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Conversion, plomberie.....	15	4	1	"	2	"	4	"	"	"	3	"	1
Fabrique de plomb de chasse.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Poterie d'étain.....	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le matériel téléphonique.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Entreprise de canalisation (câbles électriques).....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ateliers P. T. T.....	2	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Réparation de baignoires.....	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chaudronnerie.....	2	"	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"	"
Commerce de vieux métaux.....	2	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Entreprise de chauffage, fumis- terie.....	2	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Fabriques d'accumulateurs.....	180	173	"	"	4	2	1	"	"	"	"	"	"
Produits chimiques et matières colorantes.....	23	19	"	"	"	"	2	"	"	"	1	"	1
Fabriques de céruse, minium.....	94	4	"	"	"	67	22	"	"	"	1	"	"
Industrie de caoutchouc.....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Verreries, cristalleries.....	19	17	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Industrie chromocéramique.....	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Imprimerie de chromo.....	5	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture en bâtiment.....	41	24	1	"	7	"	3	"	2	"	"	1	3
Peinture en voitures.....	5	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture sur métaux.....	10	3	"	3	"	1	"	"	"	"	"	"	3
A reporter.....	475	294	14	6	17	71	41	"	3	6	6	7	10

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ou travaux.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.											Als. et Lor.
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	
Report	475	294	14	6	17	71	41	"	3	6	6	7	10
Peinture à l'aérographe	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture maritime	3	1	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"
Peinture de matériel roulant	4	"	"	"	1	"	1	"	"	"	1	1	"
Émailleries	286	55	"	4	195	5	"	"	"	"	"	27	"
Tuileries	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Faïenceries	6	"	"	"	"	1	"	"	"	5	"	"	"
Construction mécanique	2	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bonneterie	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Teinturerie	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"
Insuffisamment désignés	14	10	"	"	"	2	"	"	"	1	"	1	"
TOTAUX	797	364	14	13	213	79	42	"	5	12	7	38	10

Au point de vue de leurs manifestations les cas de saturnisme déclarés au courant de l'année 1922 se répartissent comme il suit :

Colique saturnine simple	559
Colique saturnine avec anémie	27
Colique saturnine avec paralysie radiale	7
Colique saturnine avec paralysie et anémie	1
Colique saturnine avec néphrite	7
Colique saturnine avec rhumatisme	6
Colique saturnine avec encéphalopathie	3
Colique saturnine avec cirrhose hépatique	2
Colique saturnine avec cirrhose et tremblement	1
Colique saturnine avec subictère	2
Colique saturnine avec parotidite	1
Colique saturnine avec tremblement	1
Colique saturnine avec paralysie et tremblement	1
Colique saturnine avec anémie et tremblement	1
Colique saturnine avec paralysie et artério-sclérose	1
Colique saturnine avec rhumatismes, néphrite et tremblement	1
Anémie saturnine	9
Anémie avec paralysie	3
Anémie avec congestion du foie et des reins	1
Anémie avec néphrite	1
Rhumatisme saturnin	4
Rhumatisme avec anémie	2
Rhumatisme avec encéphalopathie et tremblement	1
Rhumatisme avec anémie, néphrite et cachexie	1
Paralysie radiale	11

A reporter 654

Report	654
Encéphalopathie.....	2
Encéphalopathie avec néphrite et cirrhose.....	1
Néphrite.....	17
Néphrite avec paralysie faciale.....	1
Néphrite avec cirrhose.....	1
Néphrite avec artério-sclérose et tremblement.....	2
Albuminurie.....	1
Goutte.....	2
Cirrhose du foie.....	2
Gastropathie.....	2
Hépatite.....	1
Hépatite avec ictère.....	1
Congestion aiguë du foie.....	1
Entérocolite.....	2
Myalgie arthralgie.....	1

691

Enfin 106 déclarations ne portent qu'un diagnostic imprécis ou aucun diagnostic.

*
* *

273 déclarations ont été faites par les médecins.

443 ont été transmises par les maires.

81 émanent à la fois de médecins et de maires.

Ces 797 déclarations intéressent 724 hommes et 73 femmes.

Les incapacités prévues par ces déclarations se répartissent comme suit :

Moins de 16 jours.....	369
De 16 à 30 jours.....	75
Plus de 30 jours.....	4

Une déclaration indique une incapacité permanente de 50 p. 100.

Dans 4 cas l'intoxication s'est terminée par le décès.

Enfin 344 déclarations ne portaient aucune indication d'incapacité.

*
* *

II. — Hydrargyrisme.

8 cas d'hydrargyrisme ont été déclarés en 1922. — 7 concernent des couperies de poils de Paris ou de Montreuil. — 1 cas concerne une journalière occupée à la manipulation de pommade mercurielle chez un pharmacien.

1 déclaration a été faite par le médecin.

5 déclarations ont été faites par les maires.

2 déclarations ont été faites à la fois par les médecins et la mairie.

Au point de vue du sexe, ces déclarations concernent 6 hommes et 2 femmes.

Au point de vue du diagnostic, elles se répartissent ainsi qu'il suit :

Stomatite.....	2
Stomatite, troubles gastriques et asthénie.....	1
Asthénie	2
Intoxication mercurielle, albuminurie et crise douloureuse précordiale....	1
Tremblement stomatite et éruption cutanée.....	1
Intoxication mercurielle.....	1

8

Au point de vue pronostic : 6 indiquent une incapacité de 15 à 30 jours; deux autres ne donnent aucune indication sur l'incapacité.

ENQUÊTE

SUR LES CAS DE CHARBON PROFESSIONNEL

PENDANT L'ANNÉE 1922.

Le Service de l'Inspection poursuit depuis 1910 une enquête permanente sur les cas de charbon professionnel portés à sa connaissance. Les résultats de cette enquête ont été groupés annuellement et publiés au *Bulletin de l'Inspection du Travail*(1).

17 cas ont été déclarés pendant le cours de l'année 1922 : 5 à Saint-Denis; 3 à Marseille; 2 à Saint-Amans-Soult; 1 dans chacune des localités ci-après : Saint-Amant-Valtoret (Tarn); Mazamet (Tarn); Pont-de-Larn (Tarn); Labruguière (Tarn); Fontaine (Isère); Barjols (Var); Solre-le-Château (Nord).

Ces 17 cas se sont produits : 7 dans des délainages; 3 dans des mégisseries; 2 dans des établissements de préparation de crins; 1 dans chacune des entre-

(1) Pour les cas de charbon du 2^e semestre de 1910 et de l'année 1911, voir *Bulletin 1912*, p. 480; pour les cas de charbon de l'année 1912, voir *Bulletin 1913*, p. 328; de l'année 1914, voir *Bulletin 1917*, p. 149; pour les cas de charbon pendant les années 1914 à 1919 inclus, voir *Bulletin 1920*, p. 313; pour les cas de charbon de l'année 1920, voir *Bulletin 1921*, p. 221; pour l'année 1921, voir *Bulletin 1922*, p. 132.

prises ou travaux dénommés ci-après : tannerie, triage et lavage de laine, travail des crins de cheval pour broserie, commerce de cuirs et poils, manufactures de peaux de chèvres.

Les victimes sont réparties comme suit par catégories professionnelles :

3 rogneurs (mégisserie);

3 manœuvres (travail de rivière, 1 ; préparation de crins, 1 ; délainage, 1);

2 peleuses (délainage);

2 sabreurs (délainage);

2 marragos (délainage);

1 dans chacune des spécialités ou professions suivantes : peigneuses (travail des crins de cheval pour broserie); peigneur (préparation de crins); trieur de laine; metteur au vent (préparation de peaux de chèvres); surveillant (commerce de cuirs et poils).

Au point de vue du sexe et de l'âge, les victimes se répartissent en 12 du sexe masculin, dont 3 garçons de moins de 18 ans et 5 adultes du sexe féminin.

Au point de vue de la nature des matières travaillées, les cas se répartissent comme suit :

6 pour les peaux de mouton;

4 pour les peaux de chèvres;

3 pour les crins;

2 pour les peaux de bœufs;

2 pour les laines.

En ce qui concerne les pays d'origine des matières travaillées ayant occasionné l'infection, il est incertain pour 2 cas.

Pour les 15 autres cas, l'origine a été déterminée de la façon suivante : 3 cas sont attribués à l'Espagne; 1 à la Bulgarie; 6 à l'Amérique (Buenos-Ayres, 4, Bahia, 1, Amérique du Sud, sans autre indication, 1); 3 à l'Asie (Sibérie, 1, Indes, 1, Bagdad, 1); 2 à l'Afrique (Guinée française, 1, Afrique occidentale, sans autre précision, 1).

Pour tous les cas, les matières sont mentionnées comme travaillées à l'état brut.

La forme médicale de l'accident est : pustule dans 12 cas; œdème dans 4 cas; dans un cas il a été diagnostiqué : pustule avec œdème.

Le siège de la lésion est la tête dans 9 cas (dont : région temporale, 1, paupière, 1, œil, 1, racine du nez, 1, joue, 1, région sous-maxillaire, 1, menton, 2); le cou et la nuque dans 3 cas; le membre supérieur dans 4 cas (avant-bras, 3, coude, 1); le membre inférieur dans 1 cas (jambe).

L'examen bactériologique a été pratiqué dans 5 cas.

1 cas a été mortel, les autres se sont terminés par la guérison.

MANIFESTATIONS MORBIDES

CHEZ LES OUVRIERS MANIANT LE CELLULOÏD

ET SES SOLVANTS (1).

PAR MM. F. HEIM, E. AGASSE-LAFONT ET A. FEIL.

Nous avons eu l'occasion d'examiner, aux points de vue clinique et hémalogique, la population ouvrière d'un atelier de façonnage de celluloid, en vue de la fabrication de petits bacs d'accumulateurs portatifs. Cet atelier est annexé à une importante fabrique d'accumulateurs, dont la plupart des sujets sont occupés à des travaux les exposant directement à l'intoxication saturnine : notre enquête à ce dernier point de vue a été publiée récemment (2).

Nous nous proposons ici d'étudier exclusivement les résultats de nos recherches portant sur les ouvrières du celluloid.

Deux questions se posent à leur sujet :

1° Travaillant dans un atelier environné d'autres ateliers exposés aux risques d'intoxication saturnine, ces ouvrières, quoique ne maniant pas directement le plomb, présentent-elles, par hasard, des stigmates d'imprégnation par ce métal (liseré gingival, hématies à granulations basophiles) ?

Disons immédiatement, pour n'avoir pas à y revenir, que notre enquête a été négative à ce point de vue. On peut en conclure que, dans une usine où différentes catégories de travaux sont exécutés dans des locaux contigus, le voisinage de travaux saturnins n'offre aucun danger pour les sujets qui n'y sont pas directement occupés.

2° Il reste donc à déterminer si le maniement du celluloid lui-même et de ses solvants provoque des troubles morbides ou fait apparaître des stigmates d'intoxication.

Il ne semble pas que cette question ait été jusqu'ici abordée. Nous avons eu cependant l'occasion déjà, dans une enquête antérieure sur les troubles morbides professionnels des photographes, de faire des constatations que

(1) Travail de l'Institut d'hygiène industrielle dirigé par le Docteur F. Heim, professeur d'hygiène industrielle au Conservatoire national des Arts et Métiers, publié dans *Paris-médical*, 3 juin 1922.

(2) F. Heim, E. Agasse-Lafont et A. Feil, Contribution à l'étude du saturnisme professionnel (*Presse médicale*, n° 9, 1^{er} février 1922). — Voir *Bulletin de l'Inspection du Travail* 1922, p. 243.

nous relaterons plus loin, et qui sont à rapprocher de celles que nous apportons aujourd'hui (1).

*
* *

Notre enquête a porté sur toutes les ouvrières employées dans cet atelier ; elles sont au nombre de huit, âgées de dix-sept à cinquante-trois ans, travaillant dans le celluloid depuis un à cinq ans.

Elle manient deux substances :

D'une part, la poudre de celluloid, qui contient du camphre et est très inflammable ; la forte odeur de camphre qu'elle dégage incommodé toute personne qui pénètre dans l'atelier.

D'autre part, une colle, dont la préparation est tenue secrète. Elle dégage une odeur aigrelette, acidulée, comparable à celle des bonbons anglais. Et, sans en connaître la composition exacte, nous savons qu'elle est constituée essentiellement par un mélange, à parties égales, d'acétate d'amyle et d'acétone.

Voici le résumé de nos observations :

I. — M^{lle} B. . . , dix-sept ans. Travaille le celluloid depuis deux ans. Ne présente actuellement aucun signe du côté du système nerveux. Ressentait, dans les premiers temps, des douleurs de tête assez vives, surtout à la fin de la journée de travail ; elle les attribuait à l'odeur du camphre, mais elle a fini par s'y accoutumer et ne se plaint plus maintenant d'aucune douleur. A été réglée à treize ans et demi et toujours régulièrement depuis cette époque.

Pression artérielle : maxima 15, minima 11.

Examen du sang : polynucléaires neutrophiles 64, éosinophiles 5, grands et moyens mononucléaires 22 ; lymphocytes 9.

En résumé, les seuls signes constatés sont la *céphalée* et l'*éosinophilie*.

II. — M^{me} C. . . , cinquante-trois ans. Travaille depuis un an le celluloid ; n'a jamais présenté aucun accident, sauf de la *céphalée* au début.

Pression artérielle : maxima 21, minima 11.

Examen du sang : polynucléaires neutrophiles 62, éosinophiles 4 ; grands et moyens mononucléaires 29 ; lymphocytes 5.

En résumé : *céphalée* et *éosinophilie*.

III. — M^{me} C. . . , quarante-cinq ans. Travaille au celluloid depuis cinq ans. Se plaint de douleurs de tête ; mais cette *céphalée* existait chez la malade avant son entrée à l'usine, et semble, dans le cas présent, en rapport avec des troubles de la vue.

Pression artérielle : maxima 15, minima 9.

Examen du sang : polynucléaires neutrophiles 63, éosinophiles 4 ; grands et moyens mononucléaires 30 ; lymphocytes 3.

En résumé : *céphalée* et *éosinophilie*.

(1) E. Agasse-Lafont et F. Heim. Existe-t-il une anémie professionnelle des photographes ? Recherches sur l'hygiène du travail industriel, Paris, 1912, Dunod et Pinat, éditeurs.

IV. — M^{me} B. . . , Travail depuis quatre ans au celluloïd. N'a jamais présenté aucun trouble du côté du système nerveux, pas même de céphalée. Régée régulièrement. Léger souffle systolique à la pointe.

Pression artérielle : maxima 17, minima 9.

Examen du sang : polynucléaires neutrophiles 58, éosinophiles 2 ; grands et moyens mononucléaires 35 ; lymphocytes 7.

En résumé : aucun symptôme d'intoxication ; on ne note ni céphalée ni éosinophilie.

V. — M^{me} B. . . , âgée de dix-neuf ans. Travaille depuis trois ans dans le celluloïd. Maux de tête dans les premiers temps de son séjour à l'atelier ; les douleurs ont cessé par la suite,

Pression artérielle : maxima 16, minima 12.

Examen du sang : numération des globules rouges : 6,230,000 ; des globules blancs : 5,000.

Formule leucocytaire : polynucléaires neutrophiles 62, éosinophiles 3 ; grands et moyens mononucléaires 27 ; lymphocytes 8.

VI. — M^{me} B. . . , dix-sept ans et demi. Employée depuis un an et demi au celluloïd. Se plaint de céphalée et d'anorexie depuis son entrée à l'atelier de celluloïd. Rien du côté du système nerveux, sauf un léger tremblement à la fin du travail ; réflexes rotuliens un peu vifs.

Pression artérielle : maxima 14, minima 8.

Examen du sang : numération des globules rouges : 4,400,000 ; des globules blancs : 4,500.

Formule leucocytaire : polynucléaires neutrophiles 67, éosinophiles 4 ; grands et moyens mononucléaires 23 ; lymphocytes 6.

En résumé : céphalée, anorexie, tremblement léger et éosinophilie.

VII. — M^{me} P. . . , âgée de vingt-sept ans, mariée depuis seize mois, enceinte de deux mois, travaille au celluloïd depuis trois ans et demi. Se plaint uniquement de céphalée qu'elle attribue, comme les autres ouvrières, à l'odeur du camphre.

Pression artérielle : maxima 15, minima 7.

Examen du sang : numération des globules rouges : 4,130,000 ; des globules blancs : 5,000.

Formule leucocytaire : polynucléaires neutrophiles 65, éosinophiles 1 ; grands et moyens mononucléaires 25 ; lymphocytes 9.

En résumé : céphalée, pas d'éosinophilie.

VIII. — M^{me} F. . . , dix-huit ans. Travaillant d'abord dans un atelier de fonderie de plomb ; mais, à la suite d'un accident de coliques de plomb, a demandé à être employée au celluloïd. De santé délicate, d'aspect anémique, elle a de l'essoufflement, une otite (écoulement du côté droit).

Pression artérielle : maxima 18, minima 10.

Examen du sang : numération des globules rouges : 4,130,000 ; des globules blancs : 8,200.

Formule leucocytaire : polynucléaires neutrophiles 68, éosinophiles 4 ; grands et moyens mononucléaires 24 ; lymphocytes 4.

En résumé, on note chez cette malade la céphalée et l'éosinophilie.

*
* *

Les huit ouvrières dont nous venons de résumer les observations ne se plaignaient que de *céphalée*. Elles étaient, en général, bien portantes.

Au point de vue de l'examen du système nerveux, en particulier, nos recherches sont restées absolument négatives ; l'étude de la sensibilité objective et des réflexes tendineux ne nous a rien révélé. Il en a été de même du côté des appareils digestif et génital.

La *céphalée*, qui nous a paru constituer, chez ces sujets, le seul signe clinique, était surtout intense dans les premiers temps, lorsque les ouvrières n'étaient pas encore habituées à l'odeur du camphre ; puis, avec l'accoutumance, les maux de tête se sont atténués et ont même complètement disparu chez plusieurs d'entre elles.

L'examen du sang nous a révélé un symptôme intéressant, l'*éosinophilie* : cinq fois sur un total de huit sujets examinés, l'éosinophilie était égale ou supérieure à 4 p. 100 ; elle doit être attribuée, comme la *céphalée*, à l'action des substances toxiques employées. Elle est, en effet, certainement anormale. Nous pouvons en donner, entre autres preuves, les résultats de notre enquête sur les autres ouvriers de la même usine ne maniant pas le celluloid et ses solvants. Chez ces derniers, en effet, nous n'avons trouvé de l'éosinophilie que dans 25 p. 100 des cas, alors que chez les ouvrières en celluloid la proportion est de 62 p. 100.

Quelle est, dans le cas particulier, la pathogénie de ces symptômes : *céphalée* et *éosinophilie* ?

Nous croyons, sans pouvoir cependant en apporter la démonstration certaine, que la *céphalée* est attribuable à l'odeur du camphre, qui semble particulièrement incommoder les malades.

L'*éosinophilie* doit plutôt dépendre d'une action, sur le sang, de l'acétone et de l'acétate d'amyle. C'est l'interprétation que nous avons déjà donnée de l'*éosinophilie* de certains ouvriers photographes, au sujet de qui nous écrivions en 1910 :

« Quant à l'*éosinophilie*, ce sont les perforateurs de pellicules pour cinéma, constamment exposés aux vapeurs du mélange d'acétate d'amyle-acétone (mélange utilisé pour le collage des pellicules), qui nous ont présenté une *éosinophilie* marquée (6 à 8 éosinophiles pour 100) ; cette *éosinophilie* semblerait donc se rattacher à l'inhalation des corps volatils ci-dessus ; cette réaction hématique, compatible, semble-t-il, avec le maintien d'une santé normale, serait une réaction à l'imprégnation latente de l'organisme par l'un des deux corps : acétate d'amyle ou acétone. »

*
* *

En résumé, notre enquête sur les manifestations morbides attribuables au travail du celluloid nous a révélé un seul signe clinique, d'ailleurs transitoire,

la céphalée, et un symptôme hématologique fréquent et persistant, l'éosinophilie.

Cette cause d'éosinophilie toxique est importante à signaler. Nous l'avions déjà relevée dans une enquête précédente ayant porté sur des ouvriers photographes, perforant et collant les pellicules de cinéma.

Elle est à rapprocher également de l'éosinophilie du benzénisme professionnel, dont nous avons signalé l'existence et les caractères (1).

Sans doute, ce symptôme hématologique n'a pas ici la valeur diagnostique d'un signe pathognomonique, comme le sont par exemple les hématies granuleuses du saturnisme. Il est cependant intéressant, en ce qu'il est, chez ces sujets, une preuve presque indubitable d'intoxication ou, tout au moins, de réaction à l'imprégnation de l'organisme par les vapeurs d'acétone, et d'acétate d'amyle.

D'autre part, la méconnaissance de cette cause d'éosinophilie pourrait entraîner à des erreurs de diagnostic, par exemple lorsqu'un des sujets maniant le celluloid peut être soupçonné cliniquement d'être porteur de parasites intestinaux ou d'un kyste hydatique, affections dont le diagnostic, on le sait, est souvent étayé sur la constatation d'une éosinophilie, réaction hématologique due dans ces cas aux toxines vermineuses.

RÔLES RESPECTIFS DU PLOMB ET DE L'ESSENCE DE TÉRÉBENTHINE DANS LA PATHOLOGIE PROFESSIONNELLE DES PEINTRES.

PAR MM. **F. HEIM, E. AGASSE-LAFONT** et **A. FEIL.**

(Note présentée par M. Widal à la séance du 22 janvier 1923
de l'Académie des sciences.)

La profession de peintre a été, de tout temps, considérée comme exposant aux accidents saturnins en raison du maniement des couleurs plombiques : céruse notamment.

Au cours de ces dernières années, divers auteurs anglais ont repris une hypothèse, émise il y a plus de 60 ans, sur le rôle pathogénique de l'essence de térébenthine dans les accidents professionnels : hypertension, cardiorénaux,

(1) E. Agasse-Lafont et F. Heim, Réactions hématiques du benzénisme professionnel (*Association française avancée des Sciences, Congrès de Toulouse, 1910, et Académie de Médecine, 8 février 1911* : Communication du professeur Hayem).

et néphrite, présentés par les peintres, accidents imputés, à tort, selon eux, au plomb.

Il est établi que l'essence de térébenthine, ingérée à doses fortes ou longtemps prolongées, est toxique et lèse plus ou moins profondément les appareils cardio-vasculaire et rénal.

Mais a-t-elle la même action chez les ouvriers peintres exposés seulement à l'inhalation d'un air plus ou moins chargé de vapeurs d'essence de térébenthine?

Cette question, d'importance primordiale pour l'hygiène professionnelle, peut être tranchée par la comparaison de plusieurs enquêtes, par nous poursuivies sur trois catégories d'ouvriers peintres : les uns n'ayant jamais manié que la peinture au blanc de zinc ; les autres, au contraire, maniant les couleurs de plomb ; les derniers enfin ayant, autrefois, manié les couleurs plombiques et ne maniant plus, actuellement, que la peinture au blanc de zinc.

Nos constatations peuvent être résumées comme suit :

Sur un total de 21 ouvriers qui n'ont jamais manié que le blanc de zinc et l'essence de térébenthine, nous ne relevons aucun cas de manifestations rénales pathologiques (ni signes cliniques, ni albuminurie, ni cylindrurie, ni azotémie anormale) ; d'autre part, une hypertension notable n'existe que chez deux d'entre eux, c'est-à-dire dans une proportion de 9 p. 100.

Au contraire, chez 14 ouvriers ayant manié autrefois la céruse et venus ensuite, plus ou moins tardivement, au blanc de zinc, nous relevons deux cas d'albuminurie (soit 14 p. 100) et deux cas d'hypertension (14 p. 100).

Enfin, sur un total de 200 peintres maniant encore, au moment de l'examen, les sels de plomb, la proportion des cas d'hypertension a été de 30 p. 100.

Les accidents rénaux s'élèvent de 0 à 14 p. 100, si l'on passe de la première catégorie à la seconde, c'est-à-dire des ouvriers qui tout en maniant la térébenthine n'ont jamais manié le plomb, aux ouvriers qui ont été exposés antérieurement au saturnisme.

De même l'hypertension est relativement rare chez les ouvriers maniant exclusivement la térébenthine (9 p. 100), c'est là une proportion normale chez des ouvriers pour lesquels aucune intoxication professionnelle ne peut être invoquée, et qui s'explique par les autres causes banales (influence de l'âge, des maladies antérieures, éthylysme, etc.).

L'hypertension est plus fréquente chez ceux qui ont manié antérieurement le plomb (14 p. 100), et surtout chez ceux qui y sont exposés encore au moment de l'examen (30 p. 100).

Les chiffres de morbidité professionnelle, ci-dessus relatés, nous paraissent confirmer, d'une façon indubitable, que chez les ouvriers peintres, c'est non pas l'essence de térébenthine, mais bien le plomb et ses composés qui sont la cause habituelle des lésions rénales et de l'hypertension. (Travaux de l'Institut d'hygiène industrielle, Institut d'hygiène de la Faculté de Médecine de Paris.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE

SUR TROIS CAS MORTELS D'ÉLECTROCUTION

PAR COURANTS À BASSE TENSION

PAR M. CAVAILLÉ, INSPECTEUR DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL À BORDEAUX.

La réglementation française relative aux mesures de sécurité à observer dans les installations électriques, — qu'il s'agisse des stations productrices d'énergie et des ouvrages d'utilisation dans les usines (décret du 1^{er} octobre 1913) ou bien des réseaux de distribution d'énergie électrique (loi du 15 juin 1906 et arrêté du 30 juillet 1921) — classe ces installations d'après la plus grande tension de régime existant entre les conducteurs et appareils et la terre. La limite de 600 volts en courant continu et de 150 volts en courant alternatif sépare les deux catégories dites de basse et de haute tension, et l'on admet généralement que les ouvrages et appareils à haute tension sont *a priori* dangereux, sinon fatalement mortels, tandis que les ouvrages et appareils à basse tension peuvent être considérés comme inoffensifs.

De sorte que la *notion de danger*, en matière de courant électrique, est presque inévitablement ramenée à la *notion de tension*.

Beaucoup moins simpliste est la réalité. Des courants à basse tension sont susceptibles de causer, non seulement des troubles physiologiques plus ou moins aigus et douloureux, mais encore la mort. Ce n'est pas seulement le voltage qui tue : d'autres éléments interviennent. Pour les rechercher, pour remonter à la cause effective du danger, il y a intérêt, dans chaque cas d'électrocution par la basse tension, à reconstituer l'ensemble des circonstances de fait, généralement exceptionnelles, dans lesquelles a pu se produire le contact fatal. On aboutit ainsi à la formule générale qui résume l'action physiologique et pathologique des courants électriques.

Les observations qui vont suivre n'ont pas d'autre objet.

Accident A. — Cet accident se produisit, en septembre 1923, à Bordeaux, dans un important chantier de travaux publics.

On utilisait, pour les fondations d'un grand immeuble à construire, un *injecteur de ciment*. Cet appareil se compose essentiellement d'une pompe, qui projette le ciment, et qu'actionne un moteur électrique. L'interrupteur de commande de la pompe était logé dans une cavité, formant coffre, ménagée à l'intérieur du bâti de l'appareil et à sa partie inférieure ; les bornes de l'in-

interrupteur reposaient sur une planchette en bois qui les isolait du tablier inférieur de la machine.

L'injecteur était monté sur quatre roues ; il pouvait être déplacé dans le chantier, sous la poussée d'un ouvrier.

Le 8 septembre 1923, en fin de journée, un manœuvre avait reçu ordre de déplacer l'injecteur ; il saisit à pleins bras le dôme en fonte dans lequel était contenue la pompe, le front appuyé contre un manomètre logé à la partie supérieure du dôme. Mais à peine l'appareil avait-il parcouru cinquante centimètres que l'homme tombait sous le coup d'une commotion électrique et, malgré les soins donnés, mourait peu d'instant après.

Vérification faite, il fut reconnu qu'une lime, qu'un ouvrier avait déposée dans le coffre de l'interrupteur, avait été secouée par les cahots de l'injecteur en marche et l'une de ses extrémités était entrée en contact avec une borne de l'interrupteur, l'autre extrémité reposant sur le bâti métallique de la machine. Par cette mise à la masse accidentelle, un circuit avait été établi entre une phase du courant et le sol.

Le courant était sous le voltage normal des distributions d'énergie électrique de la ville de Bordeaux : courant triphasé à 220 volts. L'homme avait donc été électrocuté sous une tension de $\frac{220}{\sqrt{3}} = 127$ volts environ.

Accident B. — La « Société des Constructions électriques de France » a créé, depuis la guerre, près de Tarbes, une importante usine pour la fabrication de matériel hydraulique et surtout électrique. Sa principale spécialité est la construction de locomotives électriques, destinées aux lignes électrifiées des réseaux de chemins de fer.

Le 3 octobre 1923, un ouvrier, placé sur le châssis métallique d'une locomotive en cours de fabrication, était occupé à aléser les trous d'un pupitre ; à cet effet, il se servait d'une perceuse aléseuse portative, mue électriquement par le courant de l'usine, soit 220 volts alternatifs avec fil neutre.

Comme il arrive toujours, l'ouvrier tenait à pleines mains les deux poignées de la machine-outil et, de sa poitrine, appuyait fortement sur la plaque de pression, dite plaque-conscience, de la perceuse.

Il était ainsi occupé à ce travail depuis le début de la journée, lorsque, vers 10 heures du matin, subitement terrassé par une commotion électrique, il s'affaisse et meurt presque aussitôt.

Comment ce brusque accident avait-il pu se produire ? Les services électriques de l'usine ont procédé à de minutieuses vérifications ; il résulte de l'examen attentif de la perceuse, que l'un des écrous de serrage de la borne d'un conducteur, à l'intérieur de la cage métallique qui enveloppe les organes de la machine, se serait progressivement dévissé et, sortant de sa tige filetée, serait retombé et aurait mis en contact le conducteur et la masse de la perceuse.

Comme dans le cas précédent, la mort serait donc survenue sous la tension simple du système triphasé, soit 127 volts environ.

Observations sur les accidents A et B. — Ainsi, dans les deux cas, les condi-

tions essentielles de l'accident sont identiques : l'électrocution a été causée par du courant alternatif à la tension efficace de 127 volts et à la suite de la mise en circuit fortuite de la masse métallique de la machine que la victime avait saisie de ses mains.

Cette cause première n'eût pas été efficace, et de toute vraisemblance, la mort ne fût point survenue, sans l'adjuvant décisif de circonstances au sujet desquelles on peut, dans les deux cas, noter un singulier parallélisme.

1° *Multiplicité et étendue des surfaces de contact.* — Il est acquis (les expériences de Monmerqué et les formules de Kammerer sont, à cet égard, des plus probantes, que la résistance du corps humain, *au point de pénétration du courant*, diminue sensiblement à mesure qu'augmente la surface de contact. Dans l'accident A, les bras, la poitrine et le front de l'ouvrier pressaient fortement la machine mise en circuit ; dans l'accident B, l'ouvrier serrait à pleines mains la perceuse appuyée sur sa poitrine; la conductibilité de l'organisme s'est donc trouvée dans les deux cas, considérablement amplifiée.

2° *Durée du contact.* — Toucher avec la main, d'un geste rapide, la machine portée à la tension 127 volts eût été sans danger. Mais l'attitude des victimes a prolongé le contact: or, la résistance décroît rapidement quand l'action d'un courant se prolonge. Le contact *avec préhension* a donné lieu, dans les deux accidents envisagés, à une contraction musculaire qui « collait » les mains au conducteur ; de plus, la sudation abondante, que cause généralement le courant alternatif, a dû rendre le contact plus intime et aggraver ses effets.

3° *Nature de la « terre ».* — Les deux victimes se trouvaient sur une « bonne terre ». Dans l'accident A, l'injecteur de ciment et l'ouvrier reposaient sur un sol encore humide où, pendant toute la journée, l'on avait gâché du ciment et l'homme avait aux pieds des espadrilles imprégnées d'humidité. Dans l'accident B, l'ouvrier se trouvait sur un châssis métallique relié *électriquement* à la terre; la mise à la terre des châssis métalliques en cours de construction (non seulement par contact avec le sol, mais par un fil de mise à la terre proprement dite) est une condition indispensable d'ordre pratique.

Dans les deux cas, le corps de l'ouvrier s'est trouvé être un excellent conducteur vers le sol

4° *Direction du courant à travers le corps.* — A ce point de vue encore, circonstances nettement défavorables : courant entrant par les mains et sortant par les pieds, trouvait sur son trajet des organes essentiels, cœur, poumon, et devait causer le maximum de désordres vitaux.

5° *État physiologique des victimes.* — Enfin, encore qu'il ne soit pas possible de donner, sur ce point, des indications absolument précises, il semble que les dispositions des victimes, dont l'une était un cardiaque et l'autre un nerveux (ses camarades avaient remarqué chez lui des tics nerveux de la face) n'aient opposé au choc électrique que des moyens de réaction fort amoindris.

En résumé, s'il est vrai que, *dans des circonstances normales*, un courant alternatif de 127 volts doit être considéré comme inoffensif, il n'en est pas moins établi, par les deux exemples qui viennent d'être cités, que ce courant peut devenir mortel lorsque, sous certaines conditions accidentellement réalisées, il existe un amoindrissement de la capacité spontanée de résistance protectrice du corps humain, soit au point de pénétration du courant, soit au point de sortie du courant, soit à travers l'organisme même.

Le danger ne réside donc pas uniquement dans une *différence de potentiel*; il repose essentiellement sur le degré de résistance que peut opposer à l'intensité d'un courant l'organisme humain placé brusquement en court-circuit entre un conducteur et la terre.

Accident C. — Le troisième accident est tout à fait différent, quant à ses causes, des deux autres. Il s'est effectivement produit sur un réseau et sur un appareil à basse tension, mais il est dû à un courant à haute tension et, cela, parce que le courant primaire avait été, du fait d'une série d'imprudences, envoyé accidentellement sur le réseau secondaire.

Dans une fabrique de chaussures, l'énergie électrique est fournie par une compagnie concessionnaire qui distribue du courant alternatif sous 3,800 volts. Le réseau primaire aboutit, à l'entrée de l'usine, dans un transformateur d'où le courant sort à la tension normale de 120 volts pour actionner les moteurs et assurer l'éclairage.

En décembre 1923, un ouvrier de l'usine, pour mettre en marche sa machine, enclanche un interrupteur. L'interrupteur était dépourvu de poignée; depuis longtemps, la manette isolante avait été cassée et enlevée et un nœud grossier de corde pendait à la fourche de l'interrupteur, mais ne pouvait être utilisé que pour le déclanchement (traction en avant de la partie mobile). Pour enclancher, il fallait saisir à pleine main la fourche métallique de l'interrupteur: la manœuvre, fréquemment exécutée, n'avait jamais éveillé le moindre soupçon de danger; le 10 décembre dernier, le même geste causa l'électrocution d'un homme.

Que s'était-il passé? Faut-il admettre l'hypothèse d'une électrocution par la basse tension? C'est l'éventualité qui se présente aussitôt à l'esprit, mais des constatations décisives l'excluent. Il avait été remarqué par les ouvriers de l'usine, quelques instants avant l'accident, que les abat-jour des lampes amorçaient des arcs, chaque fois qu'ils entraient en contact avec des pièces métalliques reliées au sol. De même, le long des murs, des étincelles jaillissaient sur certains points des canalisations, isolées pour la tension de service ne devant pas excéder 200 volts et des incendies partiels communiqués aux moulures en bois étaient éteints par le patron, dans ses appartements, au moment même où l'ouvrier était électrocuté. Ce double fait témoigne indiscutablement que le réseau secondaire à basse tension avait été porté à une surtension anormale.

Quelle était la cause de cette surtension? L'enquête faite par le Service d'inspection du travail et l'expertise confiée par le tribunal à un ingénieur électricien ont établi qu'il y avait eu contact, par la masse du transforma-

teur, entre le primaire et le secondaire et que le secondaire s'était trouvé porté à $\frac{3,800}{\sqrt{3}} = 2,200$ volts, tension incontestablement dangereuse.

L'accident mortel s'est produit par la singulière concordance des trois conditions simultanément défavorables :

1° *Mauvais isolement du primaire par rapport à la masse du transformateur.* — Ce défaut d'isolement provenait soit du claquage de la porcelaine des bornes (un témoin a signalé qu'une de ces porcelaines était fendue), soit d'une usure des enroulements ; l'expert a vu des arcs entre deux sorties haute tension et la masse, ce qui est très caractéristique.

2° *Mauvais isolement du secondaire par rapport à la masse du transformateur.* — Si l'isolement du secondaire avait été efficace, la défectuosité qui vient d'être signalée n'eût pas eu de grandes conséquences. Mais le secondaire était lui aussi en contact matériel avec la masse : l'une des cosses terminales de l'enroulement du secondaire touchait le transformateur.

3° *Mise à la terre défectueuse du transformateur.* — La surtension du secondaire n'avait été rendue possible que par suite de la conductivité électrique de la masse du transformateur, conductivité résultant d'une grossière faute d'installation.

Le transformateur, posé sur deux planches, et par suite plus ou moins isolé du sol, aurait dû nécessairement, étant donné la nature du sol (en terre battue et humide) et l'absence de tout plancher isolant, être mis à la terre de façon parfaite et permanente, afin que, en cas de mise en circuit accidentelle de l'appareil, le courant pût s'écouler automatiquement dans le sol. Or, la mise à la terre était grossièrement réalisée ; le fil de terre du transformateur était branché sur le fil de terre du parafoudre, auquel il était, non soudé ou fixé par une ligature efficace, mais par un nœud très lâche, par un œillet mal fermé, de sorte que le contact et la mise à la terre n'étaient pas continus. L'expert a pu constater l'intermittence des effets de mise à la terre.

C'est donc la coïncidence d'une triple défectuosité qui a porté le réseau secondaire à une tension très supérieure à sa tension normale et, de ce fait, le geste de la victime, qui aurait dû être et avait été si souvent inoffensif, a eu des conséquences fatales.

Mesures de prévention.

Dispositif de protection d'une perceuse électrique à main.

Quelles conclusions, quelle leçon, au point de vue préventif, tirer des causes et des conséquences de ces trois accidents ?

I. — Pour l'accident A, une imprudence individuelle a été commise par l'ouvrier qui avait déposé une lime dans la boîte de l'interrupteur ; mais il y avait eu vice évident dans la construction de l'appareil : les interrupteurs devraient toujours être placés sur un socle vertical, ce qui facilite d'ailleurs la manœuvre, et non sur un plan horizontal. De plus, la forme et les dimen-

sions du coffre dans lequel l'interrupteur est logé devraient être telles qu'aucun objet étranger n'y puisse être, volontairement ou non, introduit.

II. — Dans le cas de l'accident C, le problème est d'un tout autre ordre ; il relève moins d'une réglementation technique s'appliquant automatiquement que de règles à imposer aux personnes mêmes. Que de fois les Inspecteurs du travail n'ont-ils pas été à même de constater, chez les usagers des courants électriques, comme chez les concessionnaires et les installateurs, une incompetence fondamentale en matière électrique et une complète ignorance des dangers des courants électriques ?

Des garanties devraient être exigées. Toutes les installations électriques devraient, avant leur mise en marche, être contrôlées et périodiquement vérifiées par des services, publics ou privés (régime analogue, dans une certaine mesure, au régime des appareils à vapeur) et le personnel spécialisé ne devrait être admis à la conduite ou à la surveillance des appareils à haute tension qu'après constatation de ses aptitudes professionnelles (régime analogue à celui en vigueur pour les véhicules automobiles).

III. — Le cas d'électrocution survenu aux usines des « Constructions électriques de France » a inspiré des recherches et un résultat dignes d'intérêt.

Cet accident avait vivement préoccupé la Direction de ces usines, qui avait aussitôt prescrit la mise à l'étude de dispositifs propres à en prévenir le retour. Malgré tous les soins apportés à l'isolement des moteurs qui actionnent les perceuses électriques à main, il peut arriver, par l'effet de la cause la plus inattendue, qu'un des conducteurs ou une partie du circuit amenant le courant à ce moteur soient mis en contact avec la masse. La question offre une importance plus spéciale dans cet établissement où les travaux de perçage et alésage des plaques métalliques qui constituent la carcasse de la locomotive comportent un nombreux personnel et où un grand nombre de perceuses électriques sont constamment en service.

1° *Isolement des poignées.* — La première précaution à prendre, la plus élémentaire, a consisté à isoler les poignées de la perceuse, de sorte qu'aucun contact ne puisse s'établir par la main de l'opérateur au moment où il travaille normalement avec sa machine. Les poignées des perceuses ont été pourvues d'un épais enroulement de toile vernie isolante. Et si, accidentellement, l'ouvrier est amené, au cours de son travail, à toucher la perceuse sur toute autre partie que les poignées isolées, du moins la surface de contact se trouve-t-elle très réduite et la gravité du risque est-elle amoindrie dans la même proportion.

2° *Mise à la terre de la machine.* — Mais cette demi-sécurité n'a pas été jugée encore suffisante et c'est une protection complète, permanente que l'on a voulu atteindre.

Le dispositif réalisé par les soins persévérants de M. Ramonéda, ingénieur en chef des ateliers des Constructions électriques de France, repose sur un principe très simple : assurer, par un conducteur supplémentaire, la liaison effective, constante de la masse de la machine avec la terre. Par suite, en cas

de mise en circuit de cette masse, le courant s'écoule vers le sol par le chemin de moindre résistance électrique et l'ouvrier, dont le corps offre une résistance naturelle beaucoup plus grande, ne saurait être en aucune façon incommodé.

La réalisation de ce dispositif est aussi simple qu'ingénieuse.

On utilise, pour la mise à la terre, les câbles conducteurs qui conduisent le courant aux perceuses électriques; ces câbles sont mis en liaison, d'une part, avec la masse de la machine, d'autre part, avec une terre franche. Ils sont ordinairement pourvus d'une armature métallique destinée à les garantir contre les détériorations auxquelles ils sont exposés lorsqu'ils traînent à la surface du sol des ateliers. C'est de cette armature que l'on va se servir.

Le retour par la terre serait mal assuré si, comme cela se fait parfois, par exemple pour les tuyaux en caoutchouc, l'armature était constituée par une spirale en fil de fer: cette spirale offrirait une très grande résistance au passage du courant et risquerait, avec des conducteurs d'une certaine longueur, de rendre le dispositif tout à fait illusoire. Les câbles conducteurs en service aux usines des Constructions électriques de France sont revêtus d'un tressage en fils métalliques. Ce tressage offre une très faible résistance au passage du courant *s'écoulant dans un sens linéaire* et il agit donc avec une parfaite efficacité.

Cette armature métallique est directement mise à la terre. Les services électriques de l'usine ont pensé que le simple contact du tressage avec le sol n'assurerait pas une protection suffisante, car cette armature ne serait pas assez intimement liée avec la terre: un moyen supplémentaire de mise à la terre est donc employé.

Au tressage est soudé, à l'extrémité de la prise de courant, un conducteur souple (un fil de cuivre de faible diamètre) que termine une fiche métallique; cette fiche est introduite par l'ouvrier, au moment où il commence à travailler, sur une pièce métallique *ad hoc* placée à côté de la prise de courant, et qui est réunie par un autre fil de cuivre à une terre franche (voie ferrée ininterrompue d'une certaine longueur).

A l'autre extrémité du câble conducteur, un dispositif analogue réunit le tressage à la masse de la perceuse, un conducteur souple, en fil de cuivre nu, soudé au tressage, porte également une fiche de contact que l'ouvrier engage dans un œillet spécial dont chaque perceuse a été pourvue à cet effet. Cet œillet est constitué par une simple bande de feuillard de 12 à 15 millimètres de largeur sur 2 millimètres environ d'épaisseur, enroulée au diamètre de la fiche de contact à la terre et solidement fixée au moyen de deux vis sur le bâti de la machine.

Ainsi, les deux fiches de contact en place (côté prise de courant et côté de la perceuse), la liaison entre la masse de la perceuse et la terre est parfaite et permanente et (indépendamment de l'action isolante du système de coupe-circuits qui contrôle la prise de courant) l'ouvrier se trouve automatiquement protégé dans le cas de la mise en circuit de la masse de la perceuse.

Le principe réalisé aux usines des « Constructions Électriques de France » est susceptible d'une foule d'applications, non seulement en ce qui concerne comme dans le cas qui vient d'être signalé, les machines-outils portatives à

commande électrique, mais encore les moteurs électriques et les appareils fixes à commande électrique directe.

La mise à la terre des bâtis et pièces métalliques non parcourus par le courant, mais qu'une dérivation accidentelle peut mettre en contact avec un conducteur sous tension, devrait être déclarée obligatoire quelle que soit la tension du réseau ; le décret du 1^{er} octobre 1913 ne l'envisage que pour les installations de seconde catégorie. Une mise à la terre franche, avec une dépense infime (un fil de cuivre serré sous un boulon de machine et amené à une plaque de parafoudre ou à une canalisation d'eau), est une condition fondamentale de sécurité.

NOTE

SUR

LE REFROIDISSEMENT MÉCANIQUE DES MOULES DE VERRERIE

PAR M. AUPETIT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À TOURS.

L'enquête à laquelle il a été procédé l'année dernière par le service d'inspection relativement à l'amélioration des conditions d'hygiène dans les verreries et à la suite de laquelle furent tenues dans chaque circonscription des réunions avec les industriels intéressés en vue d'étudier les divers moyens techniques à employer pour assurer au mieux l'application des dispositions réglementaires, a donné des résultats appréciables dont certains sont à enregistrer.

Parmi ceux-ci il convient de signaler, notamment, l'installation de *refroidissement mécanique des moules à main* qui vient d'être réalisée à la verrerie-flaconnerie du Plessis-Dorin (Loir-et-Cher) et qui constitue une innovation fort appréciée du personnel.

Comme on sait, dans les flaconneries à la main, ce sont des *gamins*, qui, assis sur un escabeau E (fig. 1), en face de chacun des 12 ouvreaux, O, du four, procèdent à l'ouverture, à la fermeture et à l'enlèvement des flacons du moule M qui est desservi par une équipe de 3 ouvriers verriers (V, V₁, V₂).

La tâche de ces enfants est pénible, car, outre la chaleur rayonnante, ils doivent satisfaire ponctuellement à l'activité régulière des verriers et encore, toutes les quinze à vingt minutes, tremper les moules de fonte qui sont lourds dans un bac à eau B pour les refroidir.

L'installation mécanique de refroidissement de la verrerie du Plessis-Dorin consiste dans un tube de fer creux annulaire C contournant le four, disposé à environ 2 m. 50 du sol, et dans lequel l'air sous pression est amené par un

branchement partant du conduit des machines à mouler alimenté par un compresseur à 3 kilogrammes.

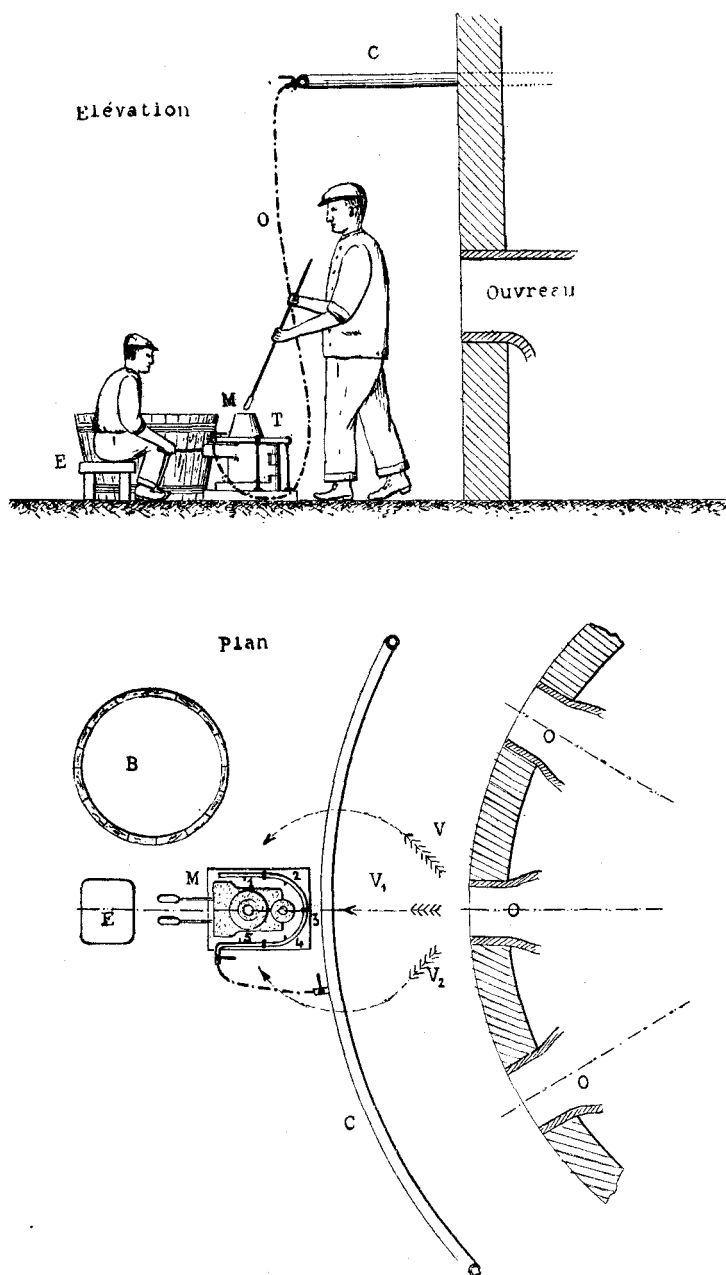


Fig. 1. — Installation de refroidissement mécanique des moules à main dans une verrerie-flaconnerie.

Chacun des moules à main M est entouré vers la moitié de sa hauteur par un tube T en fer courbé en U, percé de 5 petits trous (1, 2, 3, 4, 5) de 1 millimètre de diamètre et mis en communication avec le tube annulaire C par des tuyaux de caoutchouc O.

Le tube T est maintenu par des colonnettes assujetties sur la plaque inférieure de fonte supportant le moule M.

La nappe d'air frais qui circule ainsi autour du moule réalise non seulement son refroidissement à peu près complet puisqu'il ne faut plus que 2 ou 3 trempages par jour dans l'eau du bac B, au lieu de 20 à 30, mais détermine également un brassement léger de l'air ambiant dont bénéficient à la fois les gamins et les ouvriers verriers.

Comme on le voit, il s'agit d'une amélioration peu compliquée qui peut par suite être aisément résolue et dont le coût relativement peu élevé (environ 4,000 fr.) peut être amorti rapidement par l'augmentation de production qu'elle permet en outre d'escompter.

NOTE

SUR LA MANUTENTION MÉCANIQUE DES FÛTS

PAR M. AUPÉTIT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À TOURS.

La manutention à bras d'homme des tonneaux, fûts, récipients cylindriques divers, dans les chais et magasins de vins, les dépôts d'huiles, graisses, liquides inflammables, etc., pour le chargement ou déchargement sur camions, wagons, ou la mise en tas, compte certainement parmi les travaux dangereux en raison de ce qu'il s'agit presque toujours de charges lourdes et d'objets pas très aisément saisissables.

S'il est exact que l'usage des ponts roulants, transporteurs à rouleaux ou à courroies, monorails avec palans, etc., s'est fort heureusement répandu en ces dernières années il convient toutefois de reconnaître que l'emploi de ces appareils mécaniques est loin d'être possible dans tous les cas.

Parmi les appareils spéciaux modernes ayant en vue de faciliter dans les établissements industriels et commerciaux les manutentions de marchandises lourdes il paraît utile de signaler, notamment, le *chariot-élevateur* système Brandt, dont la figure 1 montre le schéma.

La description complète de cet ingénieux transporteur-élevateur se trouvant dans le *Bulletin de la direction des recherches et inventions* du mois de février 1920 (n° 4, pages 249 à 255), nous nous bornerons simplement à rappeler brièvement son fonctionnement.

Le chariot proprement dit qui est entièrement métallique comporte 4 roues R, dont deux directrices à l'avant; le plateau mobile P est supporté

par un système articulé extensible composé de 4 bras accouplés B munis de galets G à leur partie inférieure lesquels roulent sur le cadre du chariot.

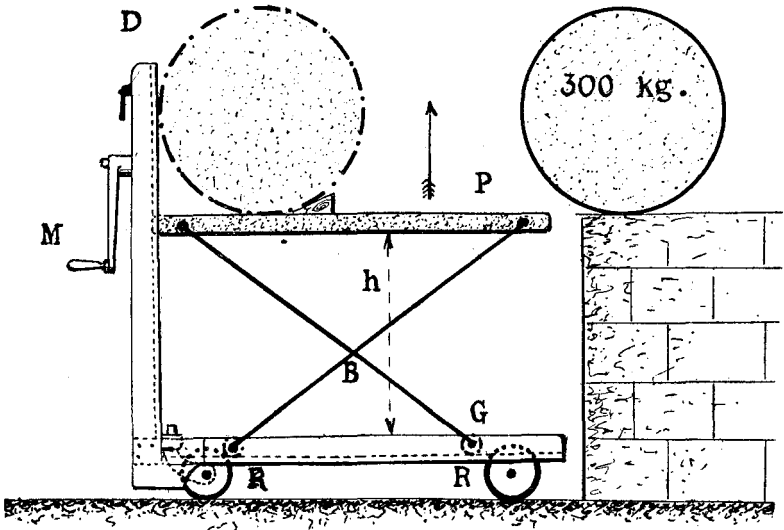


Fig. 1. — Chariot élévateur système Brandt.

La montée ou la descente à volonté du plateau P, s'effectue au moyen de 2 rubans d'acier dissimulés dans le dossier D, lesquels sont portés par un tambour d'enroulement actionné par un train d'engrenages commandé de l'extérieur par la manivelle M.

Le schéma permet de comprendre aisément comment une seule personne peut, après avoir réglé le plateau à la hauteur (h) convenable, faire rouler ou glisser le fardeau et transporter aisément celui-ci à l'endroit voulu.

Mais la présente note se propose surtout de faire connaître la *gerbeuse*,

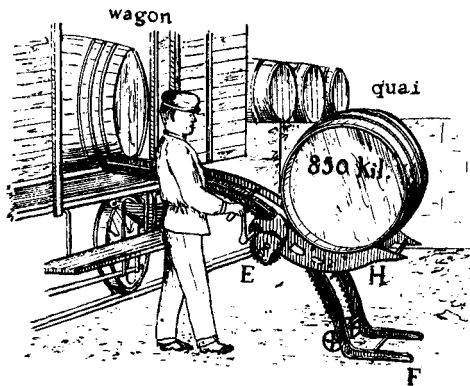


Fig. 2. — Gerbeuse mobile.

dont l'utilisation permet la manutention facile et sans danger des tonneaux lourds.

Les figures 2 et 3 montrent la gerbeuse système Marlin; cet engin de levage dont la puissance maximum est de 1,000 kilogrammes est constitué, comme on le voit, par 2 fers cintrés F, à section en double T, réunis par des entretoises et portant à leur partie inférieure des *crémaillères* rivées à chaud sur les rebords du champignon.

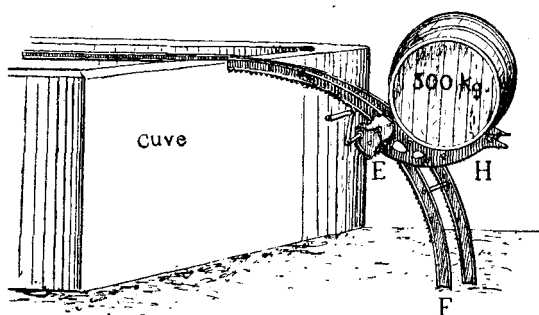


Fig. 3. — Gerbeuse fixe.

La figure 2 représente le type de gerbeuse mobile munie de 2 roues à la manière d'un diable ou cabrouet pour pouvoir la transporter aisément aux endroits voulus; la figure 3, au contraire, montre une gerbeuse fixe assujettie au sol, d'une part, et en haut au rebord de la cuve de vidage.

Le chariot élévateur H, figures 2 et 3, qui est supporté vers sa pointe d'accès, dans le bas, par 2 galets qui roulent sur le dessus des rails F, est commandé vers sa gauche par un harnais d'engrenages E actionné par manivelle extérieure et dont le détail, vue de face et en coupe, est donné par les figures 4 et 5.

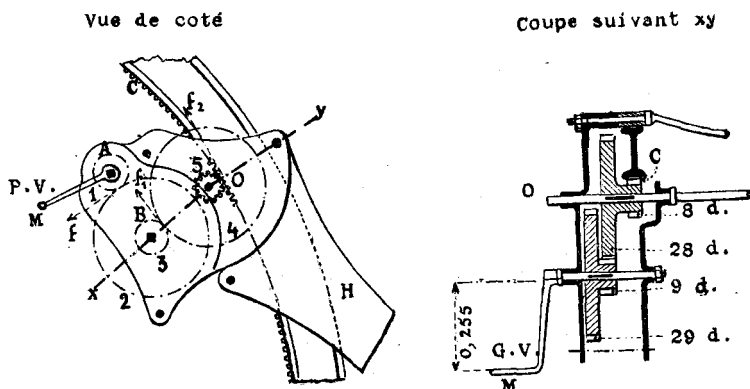


Fig. 4 et 5. — Détail du chariot de gerbeuse Marlin.

Le harnais en question, composé des engrenages 1, 2, 3, 4 et 5 (ce dernier engrenant avec la *crémaillère* C des rails) est logé dans un *carter* faisant corps avec le chariot H.

La manivelle de commande *M* peut être placée soit sur l'axe *A*, pour obtenir une *petite vitesse* du chariot, nécessaire dans le cas de fortes charges (à partir de 300 kilogr.), soit sur l'axe *B*, pour la *grande vitesse* et les petites charges.

Le poids de la gerbeuse Marlin varie entre 140 à 160 kilogrammes.

Si on admet l'équivalence entre le *port des fardeaux* autorisé pour les enfants et les femmes par le décret du 28 décembre 1909 modifié le 26 octobre 1912, et le *travail à la manivelle* de l'appareil, on peut se rendre compte que les garçons à partir de l'âge de 14 ans et les femmes au-dessus de 18 ans pourraient très bien conduire la gerbeuse.

Les dimensions des engrenages et de la manivelle permettent en effet de poser les équations d'équilibre suivantes :

1° Pour les garçons de plus de 14 ans (en chiffres ronds) :

$$f = \frac{15^k \times 0,255}{0,03} = 125 \text{ kilogrammes}; f_1 = \frac{125 \times 0,09}{0,03} = 475 \text{ kilogrammes};$$

$$f_2 = \frac{475 \times 0,09}{0,03} = 1,425 \text{ kilogrammes.}$$

2° Pour les femmes de plus de 18 ans :

$$f = \frac{25^k \times 0,255}{0,03} = 210 \text{ kilogrammes}; f_1 = \frac{210 \times 0,09}{0,03} = 630 \text{ kilogrammes};$$

$$f_2 = \frac{630 \times 0,09}{0,03} = 1,890 \text{ kilogrammes.}$$

On voit donc, que même en tenant compte des résistances dues au frottement dans une forte proportion, les efforts exercés seront bien inférieurs aux maxima autorisés puisque la puissance de l'appareil est de 1,000 kilogrammes seulement.

A signaler également les dispositifs spéciaux système Marlin utilisés pour les opérations de *pesage* des fûts et tonneaux que représentent les figures 6

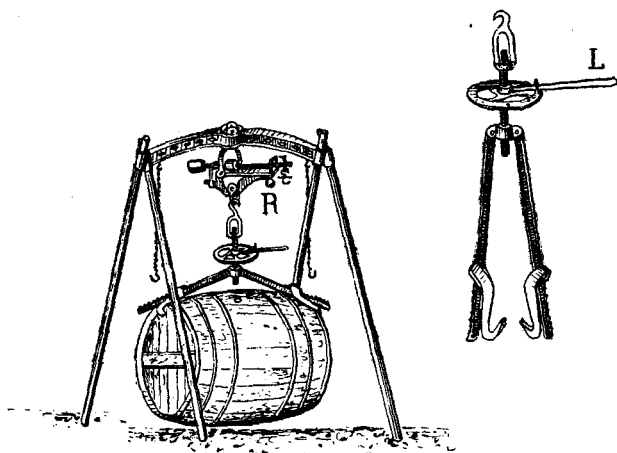


Fig. 6. — Appareil de pesage des fûts. — A droite, griffe d'accrochage.

et 7 et qui sont constitués par des tréteaux métalliques démontables à pieds en tubes creux, par conséquent aisément transportables.

Avec le type, figure 6, le levage du fardeau se fait à l'aide du système à vis et encliquetage détaillé sur le côté droit de la figure : on accroche ce système à l'anneau inférieur de la *bascule romaine* R et les crampons des tiges articulées au tonneau, puis, on n'a plus qu'à actionner le levier L de l'encliquetage pour soulever suffisamment le fardeau et permettre la pesée.

L'inconvénient de ce système réside dans la durée un peu longue du levage, pour y obvier on construit actuellement des tréteaux avec crochet C à crémaillère (fig. 7), actionnée par une vis sans fin N et manivelle M.

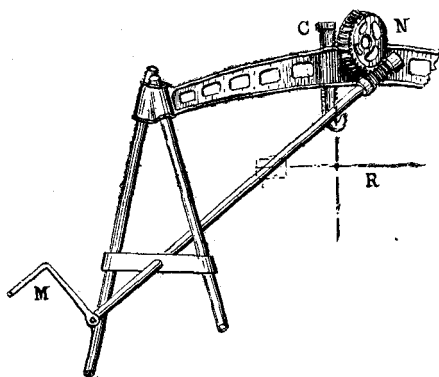


Fig. 7. — Tréteau de pesage rapide des fûts.

Comme on le voit, avec les appareils précités non seulement les manutentions sont facilitées et les dangers d'accidents diminués, mais aussi le personnel des magasins, chais, entrepôts, etc., où ils sont utilisés peut être considérablement réduit ce qui n'est point négligeable non plus.

NOTE

SUR

LA FABRICATION MÉCANIQUE DU CIMENT PORTLAND ARTIFICIEL

PAR M. J. BARET, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À CASTRES.

Introduction. — Le ciment Portland artificiel, à prise lente, est un sel tricalcique de silice et d'alumine, obtenu dans des conditions déterminées, à température élevée. Il provient de la mouture, après cuisson jusqu'à ramol-

lisement, d'un mélange intime, soit de carbonate de chaux et d'argile, soit de marnes argileuses et d'argile, rigoureusement dosé, chimiquement et physiquement homogène dans toutes ses parties.

Industriellement, la fabrication du ciment comporte les opérations successives suivantes : le concassage du calcaire, le séchage du mélange argile-calcaire-oxyde de fer, le broyage de la matière crue, la cuisson des briques, le broyage des masses cuites, enfin l'ensachage.

Ce n'est donc en réalité que la transformation d'un calcaire synthétique en poudre fine.

Or tous ceux qu'intéressent les questions d'hygiène industrielle savent combien il est délicat, compliqué d'éviter la dissémination des poussières de ciment dans les ateliers, surtout dans les usines anciennes où la fabrication proprement dite se complique d'une série de manutentions intermédiaires, de manœuvres de chargement, de transport, etc., qui toutes s'effectuant à la main sont la source d'un dégagement abondant de cette même poussière qui vient s'ajouter à celle provenant des appareils mécaniques, voire des canalisations presque toujours en mauvais état, et se répand librement dans l'atmosphère des ateliers dans des conditions nuisibles pour le personnel ouvrier.

Voilà pourquoi la fabrication du ciment a été de tout temps une industrie essentiellement insalubre.

Certes, le Service de l'Inspection du Travail a les moyens réglementaires de réclamer l'assainissement de l'atmosphère des usines productrices de poussières, des fabriques de ciment en particulier. Mais nul n'ignore qu'il ne suffit pas d'« exiger » en pareille matière, surtout dans une usine de ce genre, véritable fabrique de poussières, pour être assuré d'obtenir un résultat tangible. Car, même en tenant compte de la bonne volonté des industriels, de leur concours, on peut affirmer que l'adaptation d'installations propres à l'évacuation, à l'aspiration ou à la récupération des poussières sur les appareils primitivement montés laisseront toujours et inévitablement en dehors de leur action une quantité importante de poussières dont la nuisibilité n'est plus à démontrer.

La solution rationnelle du problème de la suppression des poussières dans les fabriques de ciment réside donc moins dans l'étude d'installations supplémentaires plus ou moins ingénieuses, qui seraient non seulement très coûteuses mais presque toujours inefficaces, que dans la recherche d'un nouveau mode de fabrication ne donnant pas de poussières.

C'est bien ce que semble avoir compris la Société des Chaux et Ciments du Languedoc qui en équipant mécaniquement ses usines de Ranteil a non seulement amélioré considérablement les conditions d'hygiène du travail des ouvriers, mais par surcroît, ainsi que nous le verrons d'autre part, abaissé le prix de revient de sa production en réalisant de sérieuses économies au point de vue de la main-d'œuvre et de la consommation du combustible.

La fabrication mécanique du ciment Portland aux usines de Ranteil. — Actuellement, dans le domaine de la fabrication mécanique du ciment artificiel, deux procédés sont surtout répandus : le procédé par voie humide avec four rotatif, le procédé par voie sèche avec four à cuve, dit « four vertical ».

C'est à ce dernier procédé que les usines de Ranteil se sont tenues : méthode

réalisation de l'enfournement et du défournement automatiques dans les deux fours verticaux qu'elles emploient et enfin aux conditions mêmes de la fabrication. Celle-ci, entièrement mécanique depuis le moment où la matière crue venant de la carrière est basculée directement dans les trémies d'alimentation des ateliers de séchage et de concassage, jusqu'à l'instant où le ciment est ensaché, prêt à être expédié, supprime toutes les manutentions intermédiaires, donc les poussières.

Si nous nous reportons au dessin d'ensemble, coupes 1, 2, 3 et 4, nous voyons que le calcaire, livré en gros moellons par la carrière, est basculé directement dans les deux trémies de l'atelier de concassage. De ces trémies, il tombe automatiquement dans deux concasseurs et de là dans deux trommels comportant des trous de classement de la pierre.

Des trommels, le calcaire tombe dans un transporteur à secousse 1 qui l'amène dans le séchoir à calcaire 2. A la sortie de ce séchoir, un autre transporteur à secousses le conduit dans une série de silos à calcaire 10.

L'argile arrive de la carrière par la même voie que le calcaire. Et après avoir traversé un désagrégateur placé entre la trémie distributrice et le séchoir à argile, elle est transportée, ainsi désagrégée en menus morceaux et séchée, dans une case à argile 9 par un transporteur à secousses 8.

Les cinq cases contenant le calcaire, la case contenant l'argile et celle 11 emmagasinant les cendres de pyrite ont chacune en leur centre un trou de distribution auquel correspond un distributeur à plateau 17 débitant automatiquement l'argile, le calcaire et le sesquioxyde de fer dans un transporteur 18 commun à tous les distributeurs. De ce transporteur 18, le mélange de calcaire, d'argile et de sesquioxyde de fer est acheminé dans une trémie 19 qui alimente un broyeur compound 20, semblable à ceux employés dans les fabriques modernes de chaux. Il est à la fois un préparateur et un finisseur marchant d'un côté avec des boulets, de l'autre avec des galets de mer, et donne une poudre argilo-calcaire absolument homogène dont la teneur en silice, alumine et fer est réglable à volonté au moyen de doseurs à sole tournante. Toutefois, comme il est indispensable de compléter le mélange de la poudre crue sortant du broyeur 20, quatre silos d'homogénéisation 25 ont été prévus et intercalés entre la briqueterie et l'atelier du broyage du cru.

A la base de chacun de ces quatre silos, on a prévu pour leur vidange des extracteurs automatiques jumelés 26. La poudre est déversée dans une vis collectrice 27; celle-ci alimente un élévateur 28, lequel remplit la trémie pour farine crue 29 de la briqueterie.

Le débit des extracteurs automatiques 26 des silos d'homogénéisation, le débit de la vis collectrice 27 et le débit de l'élévateur 28 sont égaux au double de ce que la briqueterie est susceptible d'absorber, de sorte que la trémie à farine crue 29 recevra deux fois plus de farine qu'elle n'en enverra à la briqueterie.

Elle sera donc toujours maintenue pleine, et l'excédent arrivant de l'élévateur 28 sera ramené dans les quatre silos d'homogénéisation par la vis à double pas 23. La poudre argilo-calcaire est ainsi en mouvement continu, ce qui assure un mélange parfait.

En face de la trémie à farine crue 29, se trouve une trémie à charbon 36

alimentée automatiquement par une autre trémie, un plateau distributeur (non visibles sur les figures) et un élévateur 35.

La poudre crue et le charbon de la trémie 36 sont envoyés simultanément dans le malaxeur 39 au moyen de la double vis distributrice 30 et du distributeur à plateau 37 réglables à volonté.

Les distributeurs 30 et 37 soigneusement réglés enverront alors au malaxeur 39 une poudre argilo-calcaire contenant déjà le charbon nécessaire à la cuisson. A sa sortie du malaxeur la poudre tombe dans un silo de repos 40.

A la partie basse de celui-ci, se trouvent deux extracteurs automatiques 41 qui envoient la poudre carbono-argilo-calcaire dans une vis, laquelle la dirige dans un élévateur 43 qui alimente un deuxième malaxeur 43a placé au-dessus des fours.

Ce malaxeur 43a, dans lequel s'opère le mouillage définitif, approvisionne deux presses à briques 45 et 46 — une par four — à l'aide du transporteur à courroie 44.

Les briques sortant des presses ont une cohésion et une teneur en eau telles, qu'elles peuvent être jetées dans les fours 47 aussitôt fabriquées. Elles tombent donc directement sur les alimentateurs automatiques des fours, et comme elles contiennent déjà la quantité de combustible nécessaire à leur cuisson, on conçoit que les fours, une fois allumés, continueront à marcher automatiquement sans aucune difficulté.

Ces fours de cuisson système Candlot sont d'un type moderne et réalisent un progrès très accentué non seulement par rapport aux anciens fours ordinaires, mais aussi par rapport aux autres fours à cuve verticaux du même constructeur.

Dans une note récente (1), M. Aupetit signalait l'existence du four Candlot à enfournement et à défournement automatiques, sans insister autrement sur ses avantages. Il nous paraît donc utile d'en donner ici une description succincte, pour bien justifier l'intérêt qu'il présente au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Le four Candlot en usage aux usines de Ranteil a une hauteur de 8 m. 20 entre le gueulard et la grille de défournement et 3 mètres de diamètre. Le tirage artificiel a été adopté et ce tirage se fait par aspiration à la cheminée plongeante C (fig. 2), de préférence au tirage par compression à la base du four que l'on rencontre dans d'autres types. Car dans ce dernier cas, il importe, si on ne veut pas avoir de fuites d'air et de gaz, de tenir soigneusement fermés les orifices de chargement et les grilles de défournement, alors que par aspiration on n'a aucune de ces sujétions.

Grâce à cette aspiration par la cheminée et à l'enfournement automatique les dangers offerts par le dégagement des gaz et la chute autrefois possible des ouvriers dans l'orifice de chargement sont écartés.

(1) Voir *Bulletin*, 1921, page 260.

Grâce aussi au défournement automatique et au transport mécanique des « clinkers » (1) le danger dû au dégagement des poussières est évité.

L'enfournement automatique, représenté schématiquement figure 1, est obtenu d'une façon simple et ingénieuse. Il est caractérisé par un plateau A placé dans une hotte surmontant la partie supérieure du four. Ce plateau distributeur est animé d'un mouvement circulaire continu autour de la cheminée C et entraîne dans sa rotation les briques libérées par la presse. Celles-ci sont arrêtées à un moment donné par une raclette B, à laquelle un mécanisme spécial imprime un déplacement de 30 centimètres toutes les minutes, et tombent dans le four, uniformément réparties sur toute sa périphérie.

Le défournement automatique (fig. 3) est réalisé de la façon suivante : la grille A est montée sur un pivot D excentré par rapport à l'arbre de commande E.

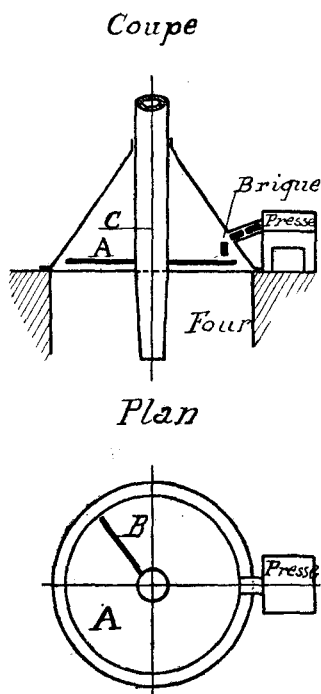


Fig. 2. — Four Candlot. — Enfournement.

A, plateau distributeur; B, raclette;

C, cheminée plongeante.

Celui-ci tourne lentement sur lui-même, à raison d'un tour environ tous les quarts d'heure, et communique à la grille A un mouvement circulaire de faible amplitude. Cette grille, munie de dents à la périphérie, roule à l'intérieur d'une couronne mobile qui lui est concentrique, laquelle à son tour engreène avec une couronne fixe concentrique au four.

Le mouvement général de la grille rotative autour de l'axe entraîne la désagrégation des clinkers; leur expulsion dans la trémie de défournement est provoquée par un mouvement très lent de rotation dû à l'engrènement des deux couronnes dentées, véritable mouvement planétaire.

L'opération du défournement s'effectue donc sans aucune intervention de l'ouvrier.

Les clinkers libérés par la grille rotative tombent d'eux-mêmes de la trémie de défournement dans un transporteur à impulsion 48, passent dans un concasseur 49, d'où ils sont repris par un transporteur à secousses 51 pour aller remplir une série de sept silos 53, le dernier silo 54 étant réservé au gypse, pour le cas d'une fabrication éventuelle de ce produit.

(1) Terme de métier, d'origine anglaise, donné aux blocs résultant de la transformation des briques par l'effet de la cuisson dans les fours.

Ces silos sont vidés automatiquement par des pelles d'extraction 55 et par un transporteur à secousses 56 qui alimente un broyeur compound 58. Le ciment moulu est alors monté dans les silos 64, appelés silos de repos, où il demeure un certain temps avant d'être dirigé vers l'ensachage.

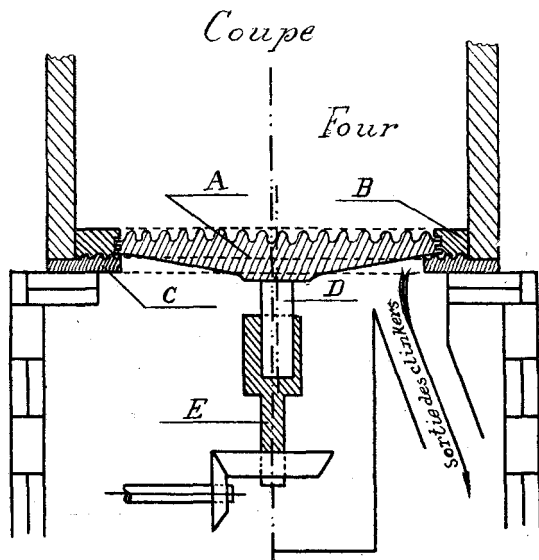


Fig. 3. — Four Candlot. — Défournement. — A, grille rotative; B, couronne dentée mobile concentrique à A; C, couronne dentée fixe concentrique au four; D, pivot de la grille; E arbre de commande.

Le ciment est extrait à la partie basse des silos de repos à l'aide d'extracteurs mécaniques 65, puis se déverse dans la vis collectrice 66, passe dans la double vis 68 qui le conduit aux ensacheurs automatiques 69.

L'ensachage s'effectue sur un quai construit le long d'une voie ferrée.

Les ensacheurs automatiques ne sont point différents de ceux ordinairement en service dans les fabriques modernes de chaux et de ciments. Une chose pourtant nous a frappé : la captation par aspiration directe des poussières n'a pas été appliquée.

L'industriel explique cette particularité de la manière suivante : « Le ciment qu'on retire des derniers silos est au repos depuis plusieurs jours. Extrait mécaniquement, sans secousses, il s'achemine donc en masse compacte des vis collectrices aux « goulottes » d'ensachage. Le débit des vis collectrices alimentées par les extracteurs mécaniques étant calculé au double de celui de toutes les « goulottes », il s'ensuit que celles-ci sont toujours complètement pleines jusqu'aux registres qui les obturent, l'excédent du ciment apporté faisant retour aux silos. La distribution dans les sacs est donc continue, sans à-coups. Et pour peu qu'en emploie des sacs de bonne qualité, à mailles serrées, neufs ou nettoyés au préalable, les poussières qui risquent de filtrer à travers sont insignifiantes en quantité ».

Nous relatons cette explication telle qu'elle nous a été fournie. Mais c'est

un fait, que nous n'avons pas constaté au cours des opérations d'ensachage un dégagement appréciable de poussières.

Conclusion. — Si nous nous résumons, il résulte de cette étude que la fabrication mécanique du ciment Portland artificiel, telle qu'elle est pratiquée aux usines de Rauteil, équipées pour produire annuellement 30,000 tonnes de ciment, présente les avantages suivants :

Au double point de vue de l'hygiène et de la sécurité : suppression presque totale des poussières, des gaz et des fumées grâce :

a) A la substitution du travail mécanique au travail à la main, notamment dans toutes les manutentions, manœuvres intermédiaires qui se faisaient autrefois manuellement et qui déterminaient inévitablement la formation d'une quantité abondante de poussières ;

b) A la simplification des appareils qui rend leur visite facile et plus rapide ; aux perfectionnements apportés aux broyeurs qui, fonctionnant mieux, permettent de capter complètement les poussières à leur point de formation par un système d'aspiration mieux approprié et plus efficace ;

c) A l'adoption du four vertical à cheminée plongeante, à enfournement et défournement automatiques, qui empêche les gaz irrespirables et les fumées de s'échapper autour de la partie supérieure du four, n'expose plus les ouvriers au danger d'une chute à l'intérieur du gueulard, ni à l'absorption des poussières pendant l'opération du défournement.

En ce qui concerne la main-d'œuvre : économie importante. Cinq ouvriers suffisent en effet pour la marche continue de l'usine, alors que tout autre établissement d'importance équivalente, mais dans lequel la fabrication n'est pas entièrement mécanique, exige l'emploi de 30 à 35 ouvriers au moins, paraît-il.

Ainsi donc, si nous évaluons à 15 francs le salaire moyen de l'ouvrier pour 10 heures de travail, — l'usine fonctionne à deux équipes de 10 heures chacune, avec un poste de surveillance de 4 heures — c'est un bénéfice journalier d'environ $15 \times 30 = 450$ francs qu'on réalise sur la main-d'œuvre.

En ce qui touche le combustible : diminution de sa consommation, donc économie. Nous avons vu plus haut que les briques sortant des presses contenaient déjà, avec la poudre argilo-calcaire, le charbon nécessaire à leur cuisson. Le combustible utilisé étant strictement dosé, et de telle sorte qu'en apportant à la brique le carbone nécessaire à sa cuisson il permette aux fours, une fois allumés, de continuer à marcher automatiquement, on peut affirmer que cette conduite rationnelle des fours engendre une économie qui ne saurait être négligée par un industriel averti, intéressé à la prospérité de son entreprise.

Enfin, par ce dosage rigoureusement fait du combustible employé, les résidus de la combustion, notamment les cendres, sont en très petite quantité et peuvent, sans inconvénient, rester incorporés au ciment.

NOTE

SUR

LA SUPPRESSION DES BUÉES DANS UNE TEINTURERIE EN PIÈCES

PAR M. J. BARET, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À CASTRES.

Les buées se forment quand des vapeurs d'eau se répandent dans une atmosphère déjà saturée. Le fait se produit très fréquemment au-dessus des bacs de teinture — pour ne parler que de cette industrie — qui émettent des vapeurs dans l'air des ateliers. Si l'air saturé est refroidi, sa capacité en vapeur s'abaisse. Il se produit alors un brouillard épais et malsain, à travers lequel on ne peut souvent rien distinguer.

Certaines régions du département du Tarn — centre important d'industries textiles — sont à ce point de vue dans une situation particulièrement défavorable. Les variations de l'état hygrométrique de l'atmosphère sont très fréquentes, surtout lorsque souffle le vent du sud-ouest ou vent d'autan. La saturation de l'air est presque toujours atteinte, en sorte que dans tous les ateliers où se trouvent des bacs d'eau chaude ou des bacs de teinture, on constate la formation de buées très denses.

L'enlèvement de ces buées a été demandé avec insistance par le service dans toutes les teintureries en pièces, sans qu'il ait obtenu un résultat bien tangible d'ailleurs; car tous les procédés qui ont été essayés dans le but de satisfaire aux prescriptions de l'article 6 du décret du 10 juillet 1913 ont été reconnus inefficaces. Et cela en raison de ce que les industriels ont persisté à vouloir solutionner le problème en adoptant des systèmes que l'expérience a depuis longtemps condamnés.

Il en est ainsi de l'aspiration par hottes dont ont été surmontés la plupart des bacs de teinture. Comme ces hottes ne peuvent descendre assez bas sans gêner l'ouvrier dans son travail, l'air froid qui vient de l'extérieur remplacer celui qui est sorti rencontre de nouvelles vapeurs sur le bord des bacs; il se sature, et de nouvelles buées prennent naissance.

Le système consistant à placer les bacs de teinture dans de vastes ateliers, munis de lanterneaux supérieurs ou dans lesquels ont été installés à la partie haute des ventilateurs aspirants à faible débit, est pareillement sans effet. Le grand volume d'air constamment froid qui vient au contact de la vapeur émise par les bacs transforme l'atelier de teinture en véritable fabrique de buées.

Actuellement encore, la plupart des chefs d'établissement, même d'industries importantes, continuent ces errements en s'obstinant à ne pas vouloir employer le seul moyen rationnel, pratique de supprimer les buées : celui

d'empêcher les vapeurs de se répandre dans l'atelier ou de retarder la saturation de l'air, soit en pratiquant l'aspiration d'air chaud ou le refoulement d'air chaud, ou bien en combinant ces deux solutions.

Un établissement, la Société J. Tournier et fils, manufacture de flanelles et molletons, à Mazamet, s'est intéressé vraiment à cette importante question de la suppression des buées dans ses ateliers de teinture en pièces. Et c'est en employant le bac à teindre, système fermé, type Raxhou, dont nous donnons une coupe transversale schématique, qu'il a obtenu de n'avoir plus aucune buée dans l'une de ses salles de teinture.

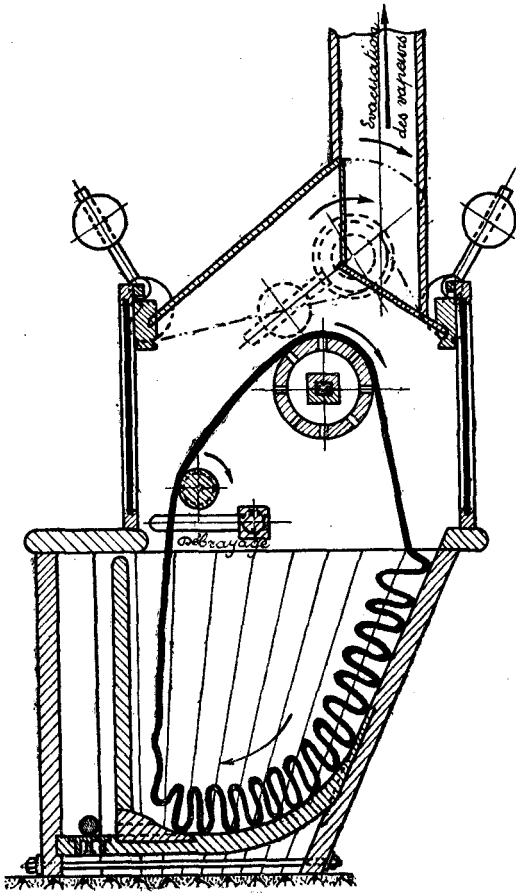


Fig. 1. — Bac à teindre fermé; coupe transversale.

Les principaux avantages de ce bac à teindre peuvent se résumer ainsi:

Au point de vue de l'hygiène du travail plus de buées ni de brouillards à l'intérieur de l'atelier, en n'importe quelle saison.

Le travail de teinture s'exécute mécaniquement en vase clos et les vapeurs sont évacuées directement au-dehors à l'aide d'une cheminée surmontant l'appareil.

Aucun danger de se brûler, puisque l'ouvrier n'a qu'un travail de surveillance à assurer, à l'abri du liquide chaud et de la vapeur. Et si pour une raison quelconque l'ouverture du bac en marche est nécessaire, la cheminée d'évacuation est disposée de telle sorte qu'elle s'ouvre automatiquement et entièrement dès que l'on commence à ouvrir l'un des volets; il s'établit alors un courant d'air entre les deux orifices permettant à la vapeur d'être immédiatement évacuée à l'extérieur.

Ce bac réalise d'autre part un progrès sensible sur les anciens types qui ont été abandonnés, paraît-il, en raison du travail défectueux qu'ils fournissaient et des détériorations sérieuses des tissus qu'ils occasionnaient. Les gouttelettes de vapeur condensée ne peuvent tomber dans le bac et tacher, souiller les tissus; elles glissent le long des parois inclinées pour arriver dans des chéneaux qui les conduisent à l'extérieur.

La température du bac est réglée automatiquement grâce à l'adjonction d'un régulateur électrique. Il en résulte un chauffage régulier, d'où une économie de vapeur.

Enfin la forme arrondie donnée au bac facilite le développement de la pièce en mouvement et évite son nouage.

La manufacture Tournier compte installer, sous peu, dans toutes ses salles de teinture, un certain nombre de bacs semblables à celui qui fait l'objet de la présente note.

NOTE

RELATIVE À

L'ASSAINISSEMENT DES ATELIERS D'EXTRACTION DES GRAISSES DES DÉCHETS D'ABATTOIRS, DE BOUCHERIES, ETC.

PAR M. BELLON, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À MARSEILLE.

Dans son traité d'hygiène industrielle, devenu classique, le professeur Léon Poincaré s'exprimait ainsi relativement aux fonderies de suif :

« Les fonderies de suif répandent une odeur excessivement nauséabonde et pénible à supporter. Il est probable aussi qu'il ne s'agit pas seulement d'une simple incommodité et que les effets pathologiques de ces émanations, quoique peu connus et peu intenses, n'en sont pas moins réels. L'acroléine, entre autres parties constitutantes de ces émanations, irrite vivement les muqueuses conjonctive, pituitaire, pharyngienne et pulmonaire. Il est des personnes qui ne peuvent passer dans le voisinage d'une fonderie en activité, sans être prises de larmoiement et d'un accès de toux quinteuse. L'éloigne-

ment des fonderies ne sauvegarde évidemment que la salubrité publique, et encore incomplètement, car certains vents peuvent faire retentir leurs effets au loin. Quant aux ouvriers, il est évident que le véritable but est d'arriver à supprimer les émanations elles-mêmes. Non seulement on aura ainsi assaini les fonderies, mais on aura rendu possible leur installation à proximité des lieux habités.»

Bien que cet ouvrage date de 1886, on peut dire que la plupart de ces établissements sont encore installés en France pour fonctionner avec les anciens procédés que l'hygiène condamne, en même temps que la technique. Au tableau ci-dessus, nous ajouterons que des ouvriers mécaniciens ayant été appelés à effectuer des réparations dans certains fonderies marseillais nous ont déclaré avoir été pris, le matin, de nausées avec vomissements. Il faut admettre que, dans ces odeurs spéciales que dégagent les ateliers de fonte de graisses d'abattoirs, de boucheries, de cuisines de restaurants, etc., il y a un principe agissant d'une façon toute particulière sur certains centres nerveux. Sans doute, avec l'accoutumance, les ouvriers de ces usines arrivent à ne plus éprouver de tels troubles dans l'organisme; mais il n'en est pas moins démontré que l'on doit s'efforcer de remédier à un tel état de choses, c'est-à-dire que, tant au point de vue de l'hygiène intérieure qu'en ce qui regarde la salubrité du voisinage, on doit arriver à la suppression à peu près complète de ces odeurs tout au moins très incommodantes. Le but de la présente étude est de faire connaître de quelle manière il est possible d'atteindre le résultat désiré.

Dans la plupart des fonderies de graisses, on introduit les matières grasses (nivets d'abattoirs, d'étals de boucheries, débris d'animaux, etc.) dans des cuves en bois, dénommées *cuisseurs*, ordinairement alignées le long d'un des murs de l'usine. Des tuyaux perforés, en plomb durci, disposés soit en forme de serpent, soit comme une fourche à trois ou quatre branches, dans lesquels circule de la vapeur à 2 ou 3 kilos de pression fournie par une chaudière, tapissent le fond de ces cuves. Pour le chargement de celles-ci, on adopte habituellement les proportions suivantes :

Viandes, débris ou nivets	800 kilos
Eau	150 —
Acide sulfurique 52-53° Baumé.....	50 —

On porte le contenu à l'ébullition. L'opération dure en moyenne 8 à 10 heures au plus. Après refroidissement, on recueille le suif qui surnage. Les fonds de cuve sont ensuite passés au filtre-pressé et les tourteaux recueillis utilisés comme engrais. Mais si l'on ne travaille que les graisses de bœuf, de mouton, les fonds de cuve, par un bon traitement dans les *cuisseurs*, arrivent à ne plus contenir qu'une très faible proportion de matière grasse; alors on les livre directement aux fabricants d'engrais.

Durant la cuisson, des quantités considérables de vapeurs se répandent directement dans l'atelier si des précautions spéciales ne sont prises par l'industriel. Il est de toute nécessité de les évacuer directement au dehors des locaux du travail, en les captant au fur et à mesure de leur production pour

les diriger dans un appareil de condensation *ad hoc*, en même temps, les gaz incondensables, qui sont les plus mauvais au point de vue de la commodité et de la salubrité du voisinage, doivent être détruits par des moyens appropriés.

De telles industries rentrent incontestablement dans le cadre des prévisions envisagées par le Conseil supérieur d'Hygiène publique de France lorsque, dans sa séance du 22 janvier 1923, il a émis le vœu suivant :

« Le rejet dans l'atmosphère de toutes poussières et le rejet aussi des fumées, gaz, vapeurs, buées insalubres ou incommodes, constituant une pratique toujours regrettable, qui peut porter atteinte à la santé publique, le Conseil supérieur d'Hygiène publique de France émet le vœu que tous les services administratifs assurent avec vigilance l'application stricte des prescriptions légales interdisant ce rejet. En l'absence des prescriptions légales, les mêmes services devraient être invités à user de leur influence pour obtenir des intéressés le renoncement à des errements anti-hygiéniques, que rien ne justifie ».

Par circulaire en date du 20 février 1923, M. le Ministre du Travail a invité le Service de l'Inspection du Travail à apporter son concours à la réalisation de ce vœu. La présente note va faire connaître de quelle manière le problème de l'assainissement des fondoirs de suif a été résolu, sur nos conseils, dans un de ces établissements de Marseille.

Il s'agit d'un établissement employant, comme tous les autres de Marseille, des procédés anciens pour le traitement des matières grasses; mais on peut bien dire qu'il existe encore un très grand nombre d'industrie de cette nature qui malheureusement n'ont pas su s'adapter au progrès. Le travail de la fonte des graisses en autoclave est encore l'exception en France, comme l'on sait. Dans ce dernier procédé, la vapeur d'eau agit sous pression dans un autoclave ou extracteur sur les matières à traiter : leurs substances albuminoïdes sont partiellement désintégrées et solubilisées; il se forme des albumoses, des peptones et dérivés peptonés, le soufre est libéré, la graisse est fondue et l'on recueille un bouillon gélatineux. La cuisson exige plusieurs heures. Les vapeurs ne sont pas évacuées dans l'atmosphère, mais une pompe à vide les aspire et elles sont condensées par l'eau froide. Les gaz non condensables sont chassés sous le foyer de la chaudière et brûlés.

Les appareils basés sur ce principe sont très employés à l'étranger; ils sont depuis relativement peu de temps utilisés en France dans quelques clos d'équarissage, dans deux abattoirs, dans des fondoirs de suif, etc. A l'abattoir de Marseille, on vient d'en installer un en vue du traitement des viandes reconnues impropres à la consommation ou d'animaux atteints de maladies contagieuses : l'emploi de cet appareil doit y remplacer le procédé Aimé Girard consistant à dissoudre les matières animales par de l'acide sulfurique à 66° B. et à saturer ensuite la masse acide obtenue par du phosphate de chaux en poudre (1).

(1) Voir : H. Martel. — L'industrie de l'équarissage. — H. Dunod, éditeur, Paris, 1912. — Dans cet ouvrage, on trouvera la description d'appareils opérant l'extraction des graisses par l'utilisation de procédés modernes. L'auteur montre les avantages de ces procédés tant au point de vue de l'hygiène qu'en ce qui touche le côté économique.

Malheureusement, il n'est pas possible, en l'état actuel de la législation, d'imposer aux industriels travaillant les déchets d'abattoirs, de boucheries et de triperies l'application de procédés basés sur les méthodes nouvelles. On sait que le Conseil d'État, à l'occasion d'une prescription visant l'emploi des autoclaves (fabrication de colle forte, arrêté du Préfet de police du 11 août 1900) a admis l'usage des cuves ou cuiseurs en bois pour le débouillage des os dans une importante usine d'Aubervilliers (Seine), malgré tous les inconvénients hygiéniques du système. Comme l'a écrit H. Martel, dans son ouvrage sur l'équarrissage, « la cuisson à l'acide suivant le procédé de d'Arcet constitue un moyen primitif que l'hygiène condamne. »

Nous donnerons la description des moyens d'assainissement employés dans un fondoir de Marseille ayant motivé les plus vives récriminations du voisinage, par suite du dégagement au dehors de vapeurs et de gaz infects. Nous ferons connaître les étapes suivies pour arriver au résultat actuel ayant apporté une amélioration considérable à l'ancien état de choses, solution qui nous paraît devoir donner satisfaction, tant à l'hygiène des ouvriers qu'en ce qui regarde la salubrité et la commodité du voisinage.

Sur nos conseils, l'industriel a commencé à installer un appareil de condensation des vapeurs captées au fur et à mesure de leur production au-dessus de chaque cuiseur (mode *per ascensum*). Cet appareil se compose essentiellement d'un cylindre vertical en tôle galvanisée, dans lequel de l'eau arrivant en pression est réduite en pluie très fine au moyen de pulvérisateurs spéciaux (type de pulvérisateurs des vignes). L'eau n'a sur ces pulvérisateurs qu'une charge relativement faible, à peine un kilo; mais cette pression est cependant suffisante pour obtenir une assez bonne atomisation de l'eau. La vapeur d'eau et les gaz infects se dégageant des cuiseurs sont à la fois partiellement condensés et lavés, à telle enseigne que l'eau qui s'écoule par le trop plein du bas de l'appareil a une odeur fortement puante.

On a prévu le moyen de nettoyer facilement et rapidement les tuyères de pulvérisation; en outre, un filtre à grille métallique retient les saletés que l'eau entraîne.

Si l'industriel avait pu disposer de toute la quantité d'eau nécessaire, il n'aurait pas été mis dans l'obligation, comme nous allons l'indiquer, de compléter cette installation par une ventilation aspirante, reliée au sommet du condenseur, évacuant la vapeur non condensée, les gaz et aussi l'air entraîné. Malheureusement, l'eau du canal de Marseille ne peut souvent pas être distribuée au gré des besoins des industriels et elle se paye un prix relativement élevé; de plus, en été, sa température atteint fréquemment près de 30° C.

Nous allons expliquer comment le mouvement d'aspiration des gaz et des vapeurs peut se produire de chaque cuiseur vers le condenseur, par le seul effet de cet appareil, lorsque ces produits sont captés à l'aide d'un tuyautage traversant la partie fixe du couvercle du cuiseur sur laquelle il est monté, pour aboutir au bas de l'appareil à tuyères de pulvérisation d'eau.

Soit un cuiseur C (voir la figure), relié par le tuyau B au bas du condenseur A, dans lequel des pulvérisateurs *d* réduisent l'eau en fine pluie. Le fluide gazeux va se mouvoir de C vers A; mais il est à remarquer que, pour se rendre compte de ce mouvement, nous ne pouvons pas ici invoquer le principe

de la paroi froide de Watt, attendu que les phénomènes ne se passent pas en vase clos, mais dans un système soumis à la pression atmosphérique. C'est la différence des tensions de vapeurs entre le point où elles sont captées et celui

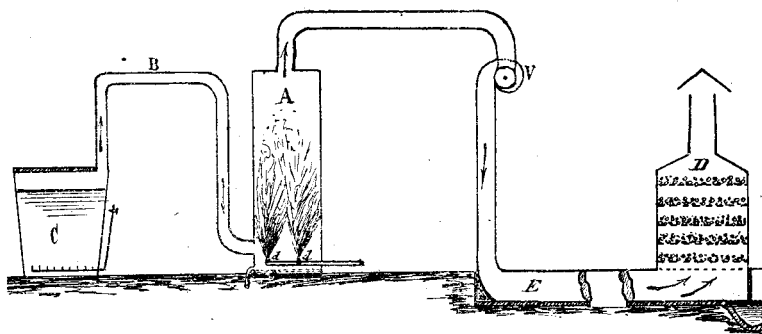


Fig. 1. — Schéma du dispositif de condensation et d'aspiration des vapeurs et gaz avec neutralisation des gaz infects. — C, cuiseur à vapeur; B, canalisation conduisant les vapeurs au condenseur A; A, condenseur à pulvérisateur d'eau d; V, ventilateur centrifuge; E, égoût privé de l'usine; D, chambre d'absorption des gaz infects.

où elles se condensent qui est la pression motrice, c'est-à-dire celle qui va déterminer le mouvement du fluide gazeux. Cette pression correspond à une hauteur motrice que nous pouvons calculer d'une façon suffisamment approximative pour solutionner le problème qui se pose, celui de la détermination des sections des tuyautages capables d'assurer l'évacuation des gaz et vapeurs au fur et à mesure de leur production. Nous pouvons relever la température de la vapeur immédiatement à son point de captation, en dehors du rayonnement de chaleur de la surface du liquide dans le cuiseur, et nous pouvons nous fixer une température maximum de l'eau s'écoulant par le trop-plein du condenseur, de façon à ce que la tension de vapeur dans cet appareil soit aussi petite que les conditions le permettent. Nous allons indiquer, tout d'abord, comment calculer la quantité d'eau à envoyer dans les pulvérisateurs du condenseur.

Pour cela, il faut nous fixer sur la production par heure de vapeur par chaque cuiseur en cours de fonctionnement, c'est-à-dire en pleine ébullition.

On sait que lorsque l'eau dans laquelle on introduit de la vapeur saturée ne bout pas, celle-ci se condense, communique sa chaleur à l'eau et en augmente le poids du sien propre. Mais quand l'eau se trouve en ébullition, elle produit autant de vapeur qu'elle en reçoit et son poids ne change pas. Cette remarque est très importante pour permettre de calculer approximativement le poids de vapeur se dégageant des cuiseurs en marche, vapeur devant être condensée en majeure partie. On voit de suite toute l'importance qui s'attache à un bon réglage de la vapeur dans les tuyaux perforés du fond du cuiseur, si l'on veut que ce mode de chauffage (barbotage) de l'eau soit économique comme consommation de calories et réduise le plus possible la quantité d'eau exigée pour la condensation.

Pour réchauffer 100 kilos d'eau de :

10° 20° 30° 40° 50° 60° 70° 80° 90° 100° C.,

il faut envoyer, par barbotage, les poids suivants de vapeur :

1,7 3,33 5 6,9 9 10,75 12,75 15 16,8 18,6 kilos.

Ces poids de vapeur se calculent aisément, si l'on tient compte qu'un kilo de vapeur à la pression atmosphérique contient 637 calories. Si la température de l'eau est égale à t , chaque kilo de vapeur lui transmet $637-t$ calories.

On a tout intérêt à isoler le mieux possible, thermiquement, les cuiseurs employés pour la fonte; c'est une des raisons pour lesquelles on les construit habituellement en bois, dont le coefficient de transmission thermique est relativement peu élevé.

Dans l'ouvrage de E. Hausbrand (1), nous relevons les poids suivants d'eau évaporée par heure et par mètre carré de surface libre, aux températures indiquées :

50-57°	57-64°	64-73°	73-80°	77-80°	109° C.
1,1 kg.	2 kg.	3,1 kg.	5,3 kg.	8,3 kg.	12,5 kg.

Il s'agit ici d'une solution saline; mais on peut admettre, sans grande erreur, que ces chiffres sont très approchés de la vérité en ce qui regarde les cuiseurs pour la fonte des graisses.

Selon nous, il faudra compter qu'à l'ébullition, chaque mètre carré de surface libre de cuiseur évapore, en moyenne, un poids de vapeur d'environ 12 kilos.

Soient donc :

N , le nombre de kilogrammes de vapeur à condenser par heure;

c , la quantité totale de chaleur contenue dans un kilogramme de cette vapeur à son arrivée dans le condenseur;

P , le poids de l'eau d'injection;

θ , la température initiale de cette eau;

t , la température finale de l'eau évacuée par le trop plein du condenseur,

Nous pouvons poser l'équation :

$$Nc + P\theta = (N + P)t$$

$$\text{d'où l'on tire : } P = \frac{N(c-t)}{t-\theta}.$$

Dans l'ouvrage précité, on trouve des tables permettant d'effectuer rapidement ces calculs pour les diverses hypothèses de température d'eau de refroidissement, d'eau condensée, etc.

(1) E. Hausbrand. — Évaporation, condensation et refroidissement, page 70. — Ch. Béranger, éditeur. — Paris, 1910.

La tension de la vapeur dans le condenseur se détermine en fonction de la température y régnant. La pression motrice est la différence des pressions au départ et à l'arrivée au condenseur de la vapeur captée. Nous ne tiendrons pas compte du poids d'air entraîné : si les couvercles des cuiseurs sont bien ajustés, il y a peu d'air appelé par le mouvement du fluide vapeur.

Plusieurs solutions de la question peuvent être envisagées en vue de déterminer la vitesse moyenne du fluide dans le tuyautage, en tenant compte de toutes les résistances qu'il éprouve dans son mouvement; ce qui doit permettre de s'assurer que la section choisie pour le tuyau correspond bien au débit de vapeur à évacuer. On a tout intérêt à donner à ce tuyautage une section qui soit juste suffisante pour assurer le débit maximum de vapeur.

Le volume d'un kilogramme de vapeur à toutes températures pratiquement utilisées se trouve dans les tables de l'ouvrage de E. Hausbrand. Il faudra se baser sur le volume correspondant à la température la plus basse dans la canalisation. Pour une détermination approchée, on peut admettre que, quand la tension de la vapeur saturée double, son poids varie à peu près de la même manière.

Pour l'évaluation des pertes de charge, du fait des résistances par frottement qu'éprouve le fluide en mouvement dans les tuyautages, on peut employer la formule monôme de d'Aubuisson, c'est-à-dire celle que l'on utilise dans les calculs du mouvement de l'air dans les tuyaux. Cette formule peut être mise sous (1) la forme :

$$p = \frac{K L U}{Q} \times \gamma \times \frac{v^2}{2g}$$

dans laquelle :

p = la perte de charge en hauteur d'eau ;

K , un coefficient qui varie avec la nature des parois des tuyaux ;

L , la longueur de la canalisation ;

U , le périmètre mouillé par le fluide ;

γ , la densité du fluide par rapport à l'eau ;

v , la vitesse du fluide dans la canalisation ;

g , l'accélération due à la pesanteur.

Mais on est encore relativement mal fixé sur la valeur du coefficient K , lorsqu'il s'agit de la vapeur au lieu de l'air ou des gaz permanents ; car il faut tenir compte des entraînements d'eau et de la condensation en route d'une partie de la vapeur véhiculée. Cette condensation doit avoir pour effet d'accroître les pertes de charge, car le frottement contre la paroi s'effectue, non par la vapeur seule, mais par un mélange d'eau et de vapeur. Si l'on s'en rapporte à Péclet (2), ce coefficient qui serait beaucoup plus grand pour les

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection du Travail*, année 1906, pages 277 et suivantes.

(2) *Péclet*. — *Traité de la chaleur*, tome premier, page 255. — G. Masson, éditeur. — Paris, 1878.

vapeurs que pour les gaz, varierait en raison inverse de la vitesse des vapeurs; ainsi :

Pour une vitesse de.....	4,8 m.	, K = 0,38.
— —	11,4 m.	, K = 0,193.
— —	18,7 m.	, K = 0,133.

D'après Ser (1), on pourrait compter que la perte de charge totale minimum, abstraction faite des pertes de charge par changements brusques de direction, par les coudes, les changements brusques de section, etc., doit être à peu près le triple de celle qui résulte de la formule de d'Aubuisson.

La formule de Gutermuth et Fischer (2) s'appliquant à la vapeur circulant dans des tuyaux de 70 à 300 m/m de diamètre, à des vitesses inférieures à 20 mètres par seconde, nous paraît devoir retenir notre attention. On l'exprime ainsi :

$$Z = \frac{0,0015}{1000} \cdot \gamma \cdot \frac{l}{d} \cdot v^2;$$

dans laquelle :

Z = la perte de charge de la vapeur entre l'entrée et la sortie (en mètres de hauteur d'eau);

γ , les densités de la vapeur par rapport à l'eau;

l , la longueur en mètres du tuyau;

d , le diamètre du tuyau (en mètres);

v , la vitesse de la vapeur dans le tuyau (en mètres-seconde).

Enfin, on pourrait appliquer la formule donnée par Zeuner (3), que l'on trouve dans tous les traités de thermodynamique; dans cette formule, la seule inconnue est la proportion d'eau entraînée à l'état vésiculaire.

On prendra le résultat conduisant à la plus forte section de canalisation.

Il est entendu qu'aux pertes de charges dues à la résistance par frottement (ou rudesse) des parois des canalisations, on devra ajouter celles qui résultent d'un changement brusque de section, d'un changement brusque de direction, de tuyaux courbes, etc. On évitera toutes dispositions de nature à accroître ces dernières, c'est-à-dire que les branchements se raccorderont avec le collecteur principal de façon qu'il y ait un quasi parallélisme des veines fluides à leur point de rencontre; les coudes seront arrondis, etc.

Lorsque, comme dans l'usine considérée, on ne dispose pas d'une quantité d'eau suffisante pour assurer la condensation de la vapeur à une température relativement basse, il ne faut pas hésiter à faire intervenir l'action d'une ventilation aspirante convenablement calculée afin d'obtenir l'évacuation de

(1) L. Ser. — Traité de physique industrielle, page 343. — G. Masson, éditeur. — Paris, 1888.

(2) E. Hausbrand. — Évaporation, condensation et refroidissement, page 183. — Ch. Béranger, éditeur. — Paris, 1910.

(3) L. Ser. — Traité de physique industrielle, page 842. — Ouvrage cité.

toutes les vapeurs, des gaz, de l'air, etc. C'est ce qui a été fait : les caractéristiques du ventilateur calculé (pression totale et débit horaire) ont été largement déterminées en vue du résultat à atteindre. Le tuyau d'aspiration part de la cheminée du condenseur pour aboutir à l'œillard du ventilateur, après un parcours au-dessus de la toiture, dont il épouse les deux versants (toiture à deux égouts). Ce ventilateur est actionné électriquement (moteur calé sur l'arbre du ventilateur). Son tuyau de refoulement descend le long du mur extérieur, pour aboutir dans un aqueduc d'égout privé, souterrain sur un parcours de plus de 120 mètres. Dans cet égout souterrain, les vapeurs achèvent de se condenser en presque totalité. Mais il y a encore les gaz incondensables, gaz qui, même après un aussi long parcours, sont encore nettement perceptibles à l'odorat, malgré les lavages subits à la fois dans le condenseur et dans l'aqueduc souterrain. Pour les détruire entièrement, on avait songé tout d'abord à les faire passer sous les foyers des générateurs de vapeur ; mais des difficultés se sont présentées pour solutionner ainsi le problème posé. On les reçoit dans une petite chambre *ad hoc*, en maçonnerie, dans laquelle on les oblige à traverser des cadres remplis d'un mélange de noir animal et de chaux éteinte, en proportions égales.

En tout cas, les résultats obtenus sont dès à présent de nature à donner entière satisfaction aux légitimes réclamations du voisinage : les odeurs incommodantes que l'on ressentait auparavant à plus de trois cents mètres de l'usine ne sont pour ainsi dire plus perçues aux abords immédiats du fondoir. En outre, les conditions de travail des ouvriers ont été largement améliorées : aucune vapeur ne se répand plus dans l'atelier du fondoir dont la température est abaissée grâce aux dispositions que nous venons de décrire. Même quand on ouvre une partie du couvercle des cuiseurs, en ébullition forcée, aucun dégagement de vapeur n'est constaté.

Lorsque, dans un atelier de ce genre, l'évacuation des vapeurs des appareils de fonte n'est pas assurée d'une façon rationnelle et en conformité des prescriptions de l'article 6 du décret du 10 juillet 1913 modifié, une plus ou moins grande partie de ces vapeurs se répand dans l'atelier, y cède sa chaleur latente de vaporisation et se condense sur les murs, les plafonds, les poutres, etc. ; d'où, accroissement de la température du local du travail et dégagement d'odeurs provenant de ces condensations, venant ainsi s'ajouter à celles des cuiseurs, forcément toujours plus ou moins propres. Quelles que soient les dispositions prises en vue d'améliorer les conditions de salubrité de ces établissements, il est indispensable de recourir fréquemment au rebadigeonnage au lait de chaux des murs et des plafonds. C'est ce qui se pratique dans le fondoir de Marseille qui a été assaini sur nos conseils : on y utilise fréquemment une machine spéciale, comprenant un bac et une pompe à main montés sur roues pour être facilement transportables. Le lait de chaux refoulé par la pompe dans une lance munie d'un ajutage-pulvérisateur est ainsi projeté et pulvérisé sur les murs et les plafonds à rebadigeonner.

Les moyens d'assainissement que nous venons de décrire ont le grand avantage de concilier à la fois des intérêts qui, de prime abord, peuvent paraître opposés : ceux de l'hygiène des travailleurs et ceux de la salubrité et de la commodité du voisinage. En effet, les vapeurs et les gaz à la fois insalubres

et incommodants qui se dégagent en cours du travail de la fonte des graisses ne sont pas rejetés directement au dehors après avoir été captés au fur et à mesure de leur production, mais sont condensés, absorbés ou retenus par les moyens que nous avons fait connaître dans la présente note.

NOTE

SUR UNE EXPLOSION DE CUBILOT À FOND MOBILE

DANS UNE FONDERIE DE FONTE DE FER

DE DEUXIÈME FUSION

PAR M. BERNARD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À CHARTRES.

Dans ses numéros du 24 juin 1917 et des semaines suivantes, le journal *L'Usine* a rapporté différentes explosions dues à la présence insolite d'oxyde de carbone dans des ventilateurs ou dans des canalisations d'air annexés à des cubilots de fonderie de fer de deuxième fusion ou à d'autres appareils utilisés en métallurgie (forges, fours divers, etc.).

Mais il semble résulter de nos recherches et enquêtes que l'explosion d'un cubilot lui-même est un fait exceptionnel, et peut-être l'accident survenu dans un établissement soumis à notre surveillance est-il, au moins par certaines de ses particularités, unique dans les annales de la fonderie.

Persuadé que ce grave accident comporte des enseignements dont pourront profiter de nombreux chefs d'établissement, nous croyons devoir en relater les circonstances après avoir rappelé brièvement quelques notions générales sur les cubilots.

Généralités. — Les grands fours à cuve ou Wilkinsons, permettant d'obtenir, d'une façon continue, une fonte plus économique, se substituèrent aux fours à creusets et à réverbère, à la fin du XVIII^e siècle, au moment où débuta la préparation industrielle du coke métallurgique. Au cours des années suivantes, différentes améliorations furent successivement apportées dans la construction des cuves et des souffleries, et, vers 1860, ces fours prirent définitivement le nom de cubilot.

D'une façon générale, le cubilot est constitué par une cuve dans laquelle le combustible et le métal à fondre, placés par couches alternées, reçoivent, au bas de la colonne, par des tuyères réunies à une soufflerie, le courant d'air nécessaire à l'opération de la fusion.

Toujours formé d'une chemise métallique extérieure et d'un garnissage réfractaire intérieur, le cubilot ordinaire comprend essentiellement les parties suivantes :

a) *Le creuset*, situé entre la sole et le plan inférieur des tuyères, et dans

lequel s'amassent la fonte liquide et le laitier, celui-ci, formé de silicates multiples, surnageant sur celle-là. La fonte liquide s'évacue par un trou de coulée ménagé au niveau de la sole et celle du laitier par un trou de crasse situé au-dessous des tuyères, ces deux orifices étant simplement obturés par un tampon réfractaire. L'allumage s'effectue par une porte située en regard du trou de coulée et fermée au moment de la mise en marche de la soufflerie;

b) *Les tuyères et la zone de fusion*, celles-là communiquant, par la chambre à vent, avec une conduite d'air sous pression, à l'origine de laquelle se trouve un ventilateur centrifuge (système Farcot ou Root) ou un compresseur d'air rotatif. La zone de fusion, haute de 25 à 30 centimètres, se forme à 50 centimètres environ au-dessus du plan des tuyères, et, de cette zone, le métal fondu tombe goutte à goutte dans le creuset;

c) *La cuve*, en forme de tronc de cône assis sur sa grande base et recevant les charges alternées de métal et de combustible;

d) *Le gueulard*, ou orifice de chargement, et la cheminée.

Les cubilots des systèmes Krigar, Greiner et Erpf, Bayot, Hamélius, Newton, West, etc., ne se différencient le plus souvent du cubilot ordinaire, sommairement décrit ci-dessus, que par la disposition et le perfectionnement apportés dans les tuyères en vue d'un meilleur rendement économique par une réduction de la consommation de combustible.

Mais, en ce qui concerne le mode de vidage des résidus incandescents qui, après la coulée, doivent être extraits du creuset, tous les cubilots se rapportent aux deux types suivants :

- 1° Cubilots à sole fixe;
- 2° Cubilots à fond mobile.

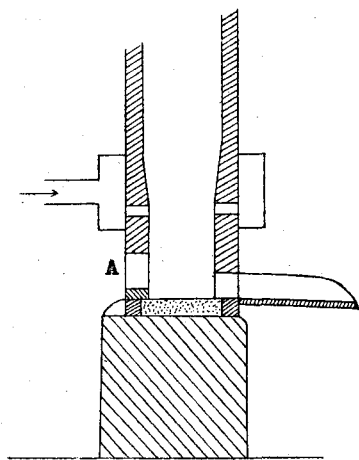
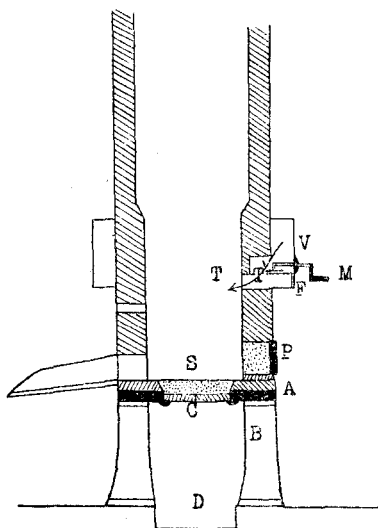


Fig. 1. — Cubilot à sole fixe, coupe schématique. — A, porte latérale d'allumage.

Avec le premier type, qui est aussi le plus ancien, on évite la réfection de la sole après chaque fusion (V. fig. 1). Par contre, le vidage des matériaux incandescents par la porte latérale d'allumage constitue une opération fatigante qui comporte les phases suivantes : ouverture de la porte métallique d'allumage, démolition, au moyen de ringards, de la paroi réfractaire qui en obture l'orifice, écoulement du laitier, défournage, au moyen de raclettes spéciales, des matières résiduelles incandescentes constituées surtout par ducoke.

Avec le cubilot à fond mobile, dont l'apparition date d'une vingtaine d'années seulement, l'évacuation des résidus incandescents est grandement facilitée. Dans ce type (V. fig. 2), le cubilot repose sur une plaque de fonte A, soutenue par quatre

colonnes B. La plaque A est percée, en son centre, d'une ouverture circulaire pouvant être obturée par le fond mobile C formé d'une ou de deux parties et sur lequel repose la sole. La fermeture du fond mobile est assurée par un verrou et consolidée par une barre de fer en chandelle reposant sur le cendrier D. Pour effectuer le vidage, on retire le verrou du fond mobile et on fait tomber ensuite la chandelle par un simple choc. Généralement, la charge des résidus crève immédiatement la sole et ceux-ci tombent entre les colonnes dans le cendrier.



● Fig. 2. — Cubilot à fond mobile, coupe schématique. — A, plaque de fonte fixe; B, colonnes de soutien; C, fond mobile; S, sole en sable réfractaire; D, cendrier; P, porte d'allumage; T, tuyère Krigar; F, fenêtre; T', fermeture à tiroir; V, vis; M, manivelle.

Explosion d'un cubilot à fond mobile. — Le 21 octobre 1920, à sept heures du soir, après la sortie d'une partie du personnel de la Fonderie T. . . , un cubilot ordinaire à fond mobile, d'un débit de trois tonnes à l'heure, fit explosion au moment du débouchage après la coulée.

L'insufflation d'air de ce cubilot était assurée par un ventilateur actionné par un moteur électrique de 15 chevaux, lui-même alimenté par un courant triphasé de 190 volts et de 50 périodes fourni par le secteur de la localité.

L'accident fut caractérisé par une puissante explosion qui se produisit au moment précis où les portes de vidage eurent été libérées, après le retrait de leur verrou et la chute de la quille les soutenant. La violence fut telle qu'elle brisa trois des colonnes en fonte supportant le cubilot, pulvérisa la plaque de sole de 45 millimètres d'épaisseur et projeta des blocs de la fondation pesant plus de 150 kilogrammes à 100 mètres de distance, en éventrant les cloisons proches et une partie de la toiture.

Outre les ouvriers légèrement blessés par la chute des matériaux de la toiture, dix furent très grièvement brûlés et contusionnés et plusieurs eurent différents membres fracturés. Sur les quatre ouvriers dont l'hospitalisation

fut nécessaire, trois conservèrent respectivement des incapacités de travail partielles et permanentes de 25, 40 et 75 p. 100 et le quatrième succomba.

Remarquons que les graves conséquences de cette explosion auraient pu être multipliées si le personnel de l'usine avait encore été au complet et si le chef d'établissement, légèrement blessé seulement, n'avait eu la présence d'esprit de faire plonger immédiatement, dans un réservoir d'eau heureusement situé à proximité, les ouvriers que leurs vêtements en flammes transformaient en torches vivantes.

Le chef d'établissement attribua l'accident à une insuffisance de voltage du courant fourni par le secteur électrique. En effet, depuis plusieurs jours, ce secteur, par suite d'une avarie de machines, distribuait un courant très irrégulier. Le 20 octobre, le voltage fut d'abord normal. Mais, au cours de la fusion, des chutes considérables de tension se produisirent. Alors que la tension nécessaire au régime du moteur devait être de 190 volts, il a été relevé des périodes prolongées de 105, puis 95 et enfin 90 volts pour remonter ensuite graduellement sans toutefois dépasser 135 volts.

A 190 volts, le moteur tournait à 1,000 tours, avec une puissance de 15 chevaux. A 90 volts, sa vitesse et sa force se trouvaient considérablement réduites et ne permettaient plus au ventilateur qu'un faible débit d'air sous une pression et avec une vitesse insuffisantes, ce qui obligea le chef de fonderie à interrompre les charges au gueulard et à évacuer le mieux possible la fonte liquide contenue dans le creuset et provenant des charges accumulées depuis le début de la fusion.

A cet effet, le trou de coulée fut laissé débouché jusqu'à ce qu'il ne se présentât plus de métal liquide. Après avoir attendu encore dix minutes pour s'assurer qu'il ne restait certainement plus de fonte en fusion, l'ordre fut donné d'ouvrir les portes de vidage et l'explosion se produisit instantanément.

Après l'accident, l'examen du cubilot a permis de constater qu'il s'était formé, dans la zone de fusion, à quelques centimètres au-dessus du plan des tuyères, une forte couche de 60 centimètres d'épaisseur, composée d'un amalgame très dur et très résistant de scories, de laitier, de coke et de morceaux de fonte, obstruant complètement le corps cylindrique du cubilot.

Selon toute évidence, la formation de cet amalgame solide avait été favorisée par l'insuffisance du vent. Au lieu d'activer la combustion et de faciliter la fusion, l'air insufflé agissait, au contraire, comme réfrigérant et solidifiait la matière, particulièrement le laitier, qui n'était plus assez fluide pour descendre de la zone de fusion dans le creuset.

De plus, la lenteur de la fusion avait, un moment, incité à augmenter les proportions de coke par charge, de sorte que l'abondance de combustible avait déterminé une accumulation de gaz emprisonnés entre la couche amalgamée et la sole, c'est-à-dire dans un espace trop restreint pour les contenir.

Au moment du débouchage en dessous et de la chute brusque de la sole, ces gaz, dans lesquels dominait l'oxyde de carbone, ont reflué dans le cendrier, se sont détendus et, au contact de l'air, ont formé un mélange détonant de grande puissance que les matières encore en ignition ont fait exploser.

En résumé, l'air insufflé, devenu insuffisant par suite de la chute de tension du courant électrique, avait solidifié la masse semi-fluide de la zone

de fusion, et, par l'ouverture brusque des portes de vidage, les gaz accumulés dans le creuset et la région des tuyères trouvèrent les conditions favorables à leur explosion.

Règles et mesures préventives. — Si on songe que les distributions d'énergie électrique vont se généralisant, qu'outre les chutes de voltage provenant d'un secteur, un moteur, particulièrement un moteur à courant continu, peut faiblir par suite d'une rupture d'induit ou d'un mauvais contact des balais, on conçoit que l'accident que nous venons de relater pourrait se reproduire dans les mêmes circonstances. Aussi, croyons-nous devoir formuler quelques règles et signaler quelques mesures préventives :

1° L'ancien système de vidage par porte latérale, en permettant aux gaz du creuset de s'échapper graduellement au fur et à mesure du dégarnissage, offre une sécurité que ne possède pas le nouveau système de vidage en dessous. Ce dernier, avec ses portes surchargées s'ouvrant brusquement au moment de leur libération, est trop brutal. L'industriel, victime de l'accident ci-dessus relaté, a d'ailleurs abandonné, pour tous ses cubilots, le vidage en dessous pour revenir au vidage latéral, plus pénible, il est vrai, pour les ouvriers;

2° Outre les appareils de mesure situés sur le tableau de distribution, il est prudent, sinon nécessaire, de placer, sur le cubilot ou dans son voisinage, un manomètre métallique branché sur la chambre à vent, ou, au moins, un tube manométrique en U relié à cette chambre par un tuyau en caoutchouc. Ce tube sera rempli d'un liquide coloré, en rouge par exemple, pour faciliter la lecture, et le niveau normal du liquide sera indiqué sur une planchette voisine. Signalons que la pression normale de l'air insufflé est de 30 à 50 centimètres d'eau pour des cubilots ayant une production horaire de une à dix tonnes.

3° Il est utile d'avoir à sa disposition un compte-tours qui, placé sur l'arbre, signale immédiatement les changements survenus dans la vitesse d'un moteur ou d'un ventilateur, surtout lorsqu'on a pu percevoir une modification de sonorité dans le bruit de la soufflerie. Il serait même préférable d'installer un compte-tours fixe donnant graphiquement ou par nombres apparents la vitesse de l'arbre, car le moteur et le ventilateur peuvent être placés dans un local de travail où le bruit de la soufflerie sera difficilement perçu ou dans un local isolé où ils ne seront soumis qu'à une surveillance trop intermittente;

4° Toute soufflerie mue électriquement devrait comporter un moteur de secours à mise en marche rapide, un moteur à essence par exemple, permettant sa substitution immédiate au courant défaillant, de façon à maintenir normaux le débit, la pression et la vitesse de l'air insufflé par un ventilateur. Dans ce but, les chefs d'établissement adoptant la force électrique seront bien avisés en conservant leurs anciens moteurs;

5° Le local du ou des cubilots et la salle des moteurs et des ventilateurs doivent être en communication facile en vue de la surveillance à exercer.

Nous savons déjà que, pour d'autres raisons, toute canalisation *per descensum*, aboutissant d'une soufflerie située à l'étage à un cubilot toujours placé au rez-de-chaussée, serait éminemment défectueuse. Par suite de la faible densité de l'oxyde de carbone, ce gaz, qui se produit en assez grande quantité pendant la période d'allumage d'un cubilot avant la mise en marche de la soufflerie, pourrait, au lieu de s'échapper entièrement par la cuve, le gueulard et la cheminée, s'écouler partiellement dans la canalisation d'air de la soufflerie dont le registre serait resté ouvert par oubli et qui fonctionnerait alors comme une véritable cheminée. Au moment de la mise en marche de la soufflerie, l'oxyde de carbone remplissant l'enveloppe du ventilateur et la canalisation formerait, avec l'air insufflé, un mélange détonant dont l'explosion pourrait être provoquée par les matières incandescentes au voisinage des tuyères ou même par une simple étincelle produite par une des ailettes du ventilateur;

6° Pendant toute la durée de la fusion, les registres de la canalisation d'air, la chambre à vent et les tuyères doivent être surveillés et entretenus de façon à éviter tout accrochage.

Les registres ne doivent être fermés qu'au moment du rebouchage du trou de crasse, après évacuation du laitier.

Une surveillance relâchée dans le décrassage et la montée de la fonte liquide pourrait permettre la pénétration du laitier dans la chambre à vent, à travers les tuyères, ce qui aurait pour effet de s'opposer à une insufflation normale de l'air dans le cubilot.

Les tuyères doivent rester claires pendant toute la fusion. Une tuyère qui s'obscurcit doit être *ringardée* immédiatement pour la dégager des matières qui tendent à l'obstruer. Si, malgré la surveillance exercée, une tuyère s'est bouchée, il faut aussitôt supprimer l'action de l'air froid sur celle-ci. Habituellement, on protège une tuyère bouchée avec des morceaux de charbon, de briquette et une boue d'argile. Lorsqu'on juge que la tuyère s'est suffisamment réchauffée, on retire le tampon protecteur. Signalons, à ce point de vue, l'avantage de la tuyère Krigar, trop peu répandue. Cette tuyère (V. fig. 2) est munie d'un dispositif de fermeture à tiroir T' actionnable de l'extérieur au moyen d'une manivelle M par l'intermédiaire d'une vis V. La tuyère Krigar se décrasse facilement et rapidement par la simple fermeture du tiroir qui a pour effet de la soustraire momentanément à l'action de l'air froid. La fenêtre F permet de se rendre compte de l'état de la tuyère et de l'opportunité de fermer ou d'ouvrir le tiroir;

7° Signalons enfin la nécessité, pour le cas où le cubilot à fond mobile serait néanmoins adopté ou maintenu :

a) D'employer, pour la confection de la sole, un sable suffisamment réfractaire pour éviter la désagrégation ou l'affaissement du lit de cette sole au-dessous du trou de coulée. On évitera ainsi un reste possible de métal liquide qui se trouverait violemment projeté sur le fond du cendrier au moment de la libération des portes de vidage et risquerait d'éclabousser et de brûler les ouvriers à proximité;

b) D'éviter la présence d'eau dans le cendrier, car, au moment de l'ouver-

ture des portes, il se produirait une grande quantité de vapeur pouvant déterminer une explosion qui, sans être aussi grave que celles survenues à certains hauts fourneaux, pourrait cependant avoir des effets fâcheux.

NOTE

SUR LA POSSIBILITÉ DE REMPLACER LE SABLE

PAR DE LA GRENAILLE DE FER

DANS CERTAINS TRAVAUX DE DÉCAPAGE

PAR M. COSTES, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

Le travail au jet de sable a déjà fait l'objet dans le *Bulletin de l'Inspection du travail* (1909, page 145) d'une étude très complète par M. Perret qui a montré ses inconvénients au point de vue hygiénique.

En raison de ses graves dangers, il est utile de signaler que, tout au moins pour le décapage des cadres de cycles, la grenaille de fer obtenue actuellement permet de remplacer le sable dans des conditions parfaites aux points de vue de l'exécution du travail, de son prix de revient et surtout de l'hygiène des ouvriers.

Malgré l'aspiration mécanique effectuée généralement dans les locaux où se fait le travail au jet de sable, l'atmosphère y est absolument irrespirable, tellement la poussière est abondante.

Aussi les ouvriers qui exécutent ce travail sont-ils toujours munis d'un casque dans lequel aboutit une dérivation de la canalisation d'air comprimé. Ce casque est hermétique; il couvre entièrement la tête et est muni d'un regard en verre fixé par un joint étanche permettant le remplacement fréquent du regard. Le casque se continue par une pélerine en caoutchouc retombant sur la poitrine et sur le dos. L'air, après avoir rempli le casque, s'échappe librement par le bas de la pélerine s'opposant à toute entrée de l'air provenant de la salle. De la sorte l'air respiré par l'ouvrier provient uniquement du compresseur et non pas de l'atmosphère chargée de poussières régnant dans la salle de décapage.

Le casque, lourd, rigide, attaché par son tuyau d'alimentation d'air, est fort désagréable à porter. Les ouvriers le conservent pendant le temps où ils travaillent parce que l'atmosphère est tellement poussiéreuse qu'il n'y a absolument pas moyen de s'en passer. Mais ils le quittent généralement dès qu'ils ont cessé de faire agir le jet de sable. Or, même à ce moment et malgré les aspirateurs, il y a encore beaucoup de poussière dans la salle. Le casque, les habits, le sol en sont couverts. Le moindre geste, l'enlèvement du casque, le mouvement des pieds, le déplacement des objets et des tuyaux d'amenée

d'air en soulèvent de nouvelles quantités qui, pour être moins intolérables que celles produites par le jet d'air, sont cependant très abondantes. Quand on pénètre dans ces salles après l'arrêt du jet d'air, on voit, au bout de peu d'instant, de la poussière sur les vêtements, on en sent au bord des paupières et sur les lèvres.

Comme il s'agit de particules de sable aux bords très acérés, puisque brisées par le choc sur les pièces, elles prédisposent trop souvent les ouvriers à de graves affections des voies respiratoires.

Il est donc du plus haut intérêt de vulgariser un procédé, encore trop peu connu, qui supprime presque complètement la poussière produite par ce travail. Il consiste à projeter, par le jet d'air comprimé, non pas du sable mais de la grenaille de fer.

Cette grenaille est constituée par des sphéroïdes ayant environ de 1 à 3 dixièmes de millimètre. Elle est obtenue, paraît-il, par des procédés électrolytiques, d'autres disent par fusion et refroidissement brusque. Elle serait fabriquée en Écosse et aussi en France. On obtient, par tamisage, des dimensions plus ou moins grandes qui, pour certains travaux, remplacent le sable avantageusement. On en trouve chez les marchands de produits à polir.

Pendant le travail à la grenaille, il n'y a, pour ainsi dire, aucune poussière. Il faut seulement se garantir contre les rebondissements des grains de grenaille qui, très denses, retombent immédiatement à terre. Les sphéroïdes ne se cassent jamais sous le choc, ils s'usent très lentement. La poussière provenant des impuretés enlevées sur les pièces à décapager est éliminée, s'il y a lieu, par une ventilation aspirante appropriée.

Le procédé est employé notamment par MM. Regnault et Desoubry, constructeurs de cycles, 61, rue de la Plaine, à Paris (20^e) qui ont aimablement offert de le montrer aux personnes que la question intéresse. Ces industriels l'utilisent pour le décapage des cadres de cycles et s'en déclarent entièrement satisfaits. Il est donc possible de généraliser ce procédé, tout au moins pour ce genre de travail.

Non seulement le décapage à la grenaille est aussi rapide et aussi parfait qu'en employant le sable, mais il est même plus économique. En effet, la grenaille sert presque indéfiniment à condition de la ramasser dans la salle de travail. Le sable, au contraire, s'use rapidement et ne peut guère servir plus d'une ou deux fois. En outre, la ventilation aspirante placée près des pièces à décapager, n'enlève plus que les impuretés de ces pièces, les grenailles étant trop denses. Les chambres de dépôt, les cyclones, les filtres ou les laveurs n'ont presque plus rien à recevoir. Leur vidange n'occasionne plus les opérations fréquentes et onéreuses qu'elle nécessitait jadis. Enfin, la poussière étant pratiquement nulle, on n'a plus à craindre les réclamations des voisins qui jadis étaient fréquentes, malgré l'emploi coûteux de laveurs ou de filtres.

Mais il faut surtout insister sur l'amélioration pratiquement totale que ce procédé apporte à l'hygiène des ouvriers employés à ce travail.

Il est possible que le procédé ne soit pas encore généralisable à tous les cas. Par exemple, dans le dessablage des pièces de fonderie, les impuretés enlevées (le sable de moulage resté adhérent aux pièces) sont trop abondantes et

nécessiteraient soit la perte de la grenaille, soit un tamisage difficile. Mais, même dans ce cas, les difficultés ne doivent pas être insolubles. Il est à souhaiter que soient découvertes des mises au point qui permettent de supprimer complètement le jet de sable sec.

NOTE

SUR UN PROTECTEUR DE MEULE-ÉMERI

PAR M. COSTES, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

Après la solidité qui est, évidemment, indispensable, la qualité principale d'un protecteur de meule, c'est d'être réglable et surtout aisément réglable.

D'une part, en effet, le bec du protecteur doit toujours être placé aussi bas que possible au-dessous de la tangente horizontale supérieure de la meule, afin d'arrêter les éclats qui seraient lancés horizontalement vers la poitrine ou le ventre de l'ouvrier. Il faut donc au fur et à mesure que la meule s'use que le protecteur descende par un réglage vertical de haut en bas. D'autre part, le bec du protecteur doit toujours rester aussi près que possible de la meule afin de ne pas gêner l'ouvrier dans son travail, notamment au point de vue de la visibilité. De ce chef il faut rattraper l'usure de la meule par un réglage horizontal d'avant en arrière.

Dans certains modèles de protecteur, l'un de ces réglages n'est pas prévu. Dans d'autres cas, il faut, pour les opérer, dévisser dans des endroits peu accessibles, des écrous nombreux ou bloqués par la rouille. Il en résulte que l'ouvrier, ennuyé par ces manipulations, enlève le protecteur et oublie de le re-placer. Les dispositifs facilitant les réglages auront donc pour résultat précieux d'assurer le maintien permanent des protecteurs.

C'est cette facilité de réglage qui a été cherchée dans le protecteur breveté par M. Zumstein, constructeur, et représenté dans la fig. 1.

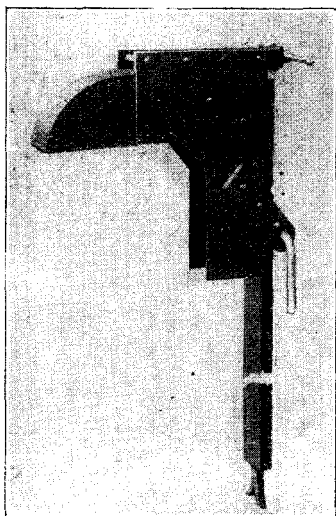


Fig. 1. — Vue latérale du protecteur de meules Zumstein. On distingue la broche et la crémaillère pour le réglage vertical, la vis pour le réglage horizontal.

Tout l'appareil est supporté par un solide poteau en fer à U planté dans le sol et soutenu, si c'est nécessaire, par des jambes de force ou par des traverses s'appuyant contre les murs, contre le bâti, etc. Le protecteur proprement dit se compose de deux flasques en tôle épaisse et d'un capot arrondi en fer à U épais soudé à l'autogène à deux joues en tôle forte.

Le réglage vertical est obtenu par le déplacement de toute la partie supérieure le long du poteau vertical. Des encoches pratiquées dans ce poteau et visibles dans la photographie servent, à l'aide de la broche également visible, à maintenir le protecteur à la hauteur voulue. Pour régler en hauteur, ce qui a lieu assez rarement, l'ouvrier soulève légèrement le protecteur, enlève la broche, met le protecteur à la hauteur désirée et remet la broche.

Le réglage horizontal est obtenu par le déplacement du capot arrondi qui glisse, entre les flasques latérales, le long de deux glissières appropriées. La particularité de l'appareil c'est que le glissement du capot est commandé, en avant ou en arrière, par la rotation d'une vis traversant un écrou fixé au capot. Cette vis étant munie d'une broche visible dans la figure, l'ouvrier n'a simplement qu'à la faire tourner de la quantité voulue, pour opérer le réglage horizontal, qui est le plus fréquent, c'est-à-dire pour maintenir le bec du pro-

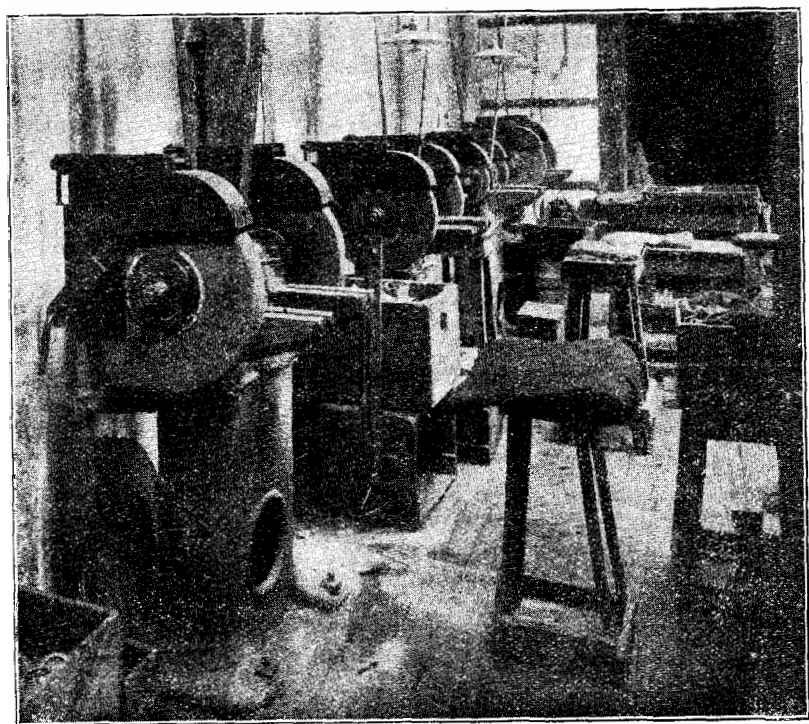


Fig. 2. --- Protecteurs Zumstein placés sur des meules d'ébarbage dans une fonderie. Malgré la différence des diamètres des meules, provoquée par l'usure, tous les protecteurs sont bien réglés.

tecteur très près de la meule. La broche étant ensuite placée verticalement s'oppose par son poids à toute rotation spontanée de la vis et, sans autre blocage, le capot reste donc à l'endroit où l'ouvrier l'a placé.

La figure 2 représente une série de protecteurs de ce système placés sur des meules dans un atelier d'ébarbage de fonderie. On y voit des meules de diamètres différents toutes correctement protégées.

L'appareil se fait en plusieurs dimensions et se prête très bien à un entourage plus complet pour aspirer les poussières. Même pour les grands diamètres, il semble qu'il est assez robuste car rien ne s'oppose à ce que le métal employé soit assez épais pour arrêter les éclats qui viendraient à s'échapper. Mais c'est surtout par sa grande facilité de réglage que cet appareil méritait d'être signalé.

NOTE

SUR DIVERS PROGRÈS

RÉALISÉS DANS UNE VERRERIE DE FLACONNAGE

PAR M. DELASTRE, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À ROUEN.

Nous désirons faire connaître les aménagements nouveaux d'une verrerie qui s'adapte aux nécessités de notre époque et se transforme pour surmonter les difficultés présentes.

Dans une première partie, nous parlerons des innovations se rattachant à l'outillage de fabrication et, dans une seconde partie, des améliorations concernant plus particulièrement les ouvriers. Mais il reste acquis que cette classification est purement arbitraire, car un perfectionnement dans l'outillage aboutit à plus de sécurité et d'hygiène pour l'ouvrier, comme une amélioration dans l'hygiène des ouvriers procure une meilleure fabrication. Elle n'est là que pour la facilité de l'exposition.

*
* *

1° De tous temps la préparation des terres pour la poterie se faisait en la marchant pieds nus pour obtenir un mélange intime. Ce procédé, de nos jours, ne se comprend plus; c'est un gaspillage de personnel ouvrier, alors que l'on en manque, et un non-sens quand la machine existe, qui produira un travail tout aussi soigné.

Notre verrerie, plus que centenaire, supprime ce travail du marcheur pour l'exécuter mécaniquement. Elle a acheté et on lui a livré un malaxeur horizontal à ailettes, analogue à ceux en usage dans les briqueteries. On met

la terre à mélanger à une extrémité et on la recueille à l'autre sous forme de pains de 20 centimètres de haut sur 35 à 40 centimètres de large.

2° Elle préparait à la main, par tradition, la composition que l'on met fondre dans les pots. Il y entre environ 5 p. 100 d'acide arsénieux. Aujourd'hui elle a abandonné cette méthode et vient d'installer des appareils mécaniques pour exécuter cette opération (voir fig. 1). On a monté un cylindre mélan-

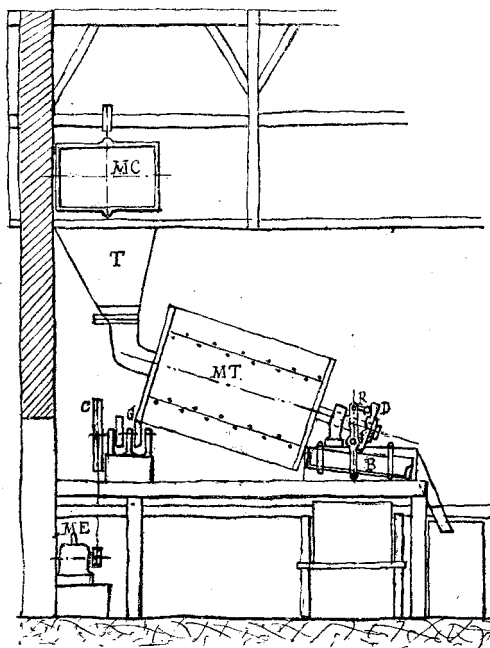


Fig. 1. — Schéma d'un mélangeur-tamiseur pour composition de verrerie. — MT, mélangeur-tamiseur; T, trémie; MC, monte-charge; G, galets d'entraînement; C, commande; ME, moteur électrique; D et R, roue à rochet; B, bluterie.

geur, compartimenté par les diaphragmes métalliques perforés. Son axe porte des ailettes et le tout est animé d'un mouvement rotatif. Ce mélangeur est placé sous une certaine inclinaison, reposant d'un côté sur deux galets, mus électriquement à l'aide de courroies et, de l'autre côté, traverse un coussinet. Une trémie de chargement remplit le cylindre des matières à mélanger, et le mélange achevé est versé sur un tamis à secousses produites par l'intermédiaire d'une roue dentée et un rochet.

Les produits utiles tamisent et tombent dans un chariot sur roues, pour être transportés directement au four à fusion et les refus sont recueillis au delà dans un récipient pour être retravaillées. Un élévateur mécanique monte les matières jusqu'à la trémie.

Les résultats sont satisfaisants. La composition est plus régulière et homogène, le travail plus rapide; comme conséquence, les frais sont moindres. La manipulation de ces matières soulevait des poussières. Comme l'opération

la plus critiquable s'effectue maintenant en appareil clos, ce sera tout bénéfice pour l'opérateur.

3° Le soufflage mécanique du verre est en cours d'installation. Plusieurs postes fonctionnent. Pour nous conformer à la demande du propriétaire de la verrerie, à cause de la concurrence, nous ne présentons pas les dessins des appareils, construits à la verrerie même. Mais il nous est permis d'exposer la manière de s'en servir, les opérations qu'ils exécutent, les produits qu'ils fabriquent et les avantages qu'ils procurent.

Ces machines servent à fabriquer des flacons avec goulot et bague. La machine se compose d'une table, sur laquelle sont installés deux orifices de distribution d'air comprimé. Le premier orifice à gauche est fixe et reçoit l'air par en-dessous; le second, orientable, l'amène au-dessus de la table. L'orifice de gauche a pour but de former sans retouche le goulot du flacon avec tous ses détails et attributs. A cette fin, l'ouvrier est muni d'un outil à main en forme de pinces, présentant le moule en creux du goulot. Il vient le placer en le retournant sens dessus dessous sur le premier orifice. Le cueilleur y dépose le poids de verre en fusion nécessaire. Quand il est bien logé dans la cavité, à l'aide du levier à portée de sa main gauche, l'ouvrier ouvre l'arrivée d'air. Le soufflage s'exécute pour forcer la matière à épouser correctement les formes du moule. Ce résultat obtenu, on ferme l'arrivée d'air. L'ouvrier enlève la pince en la retournant avec l'ébauche du flacon et vient la placer dans le vrai moule du corps du flacon, sa pince reposant sur le dessus. Il fait descendre le second orifice d'arrivée d'air et achève le flacon. Ces opérations sont rapides. Il n'y a plus qu'à ouvrir le moule et la pince pour retirer le flacon, qu'on porte au four à recuire.

Si nous rapprochons cette méthode de l'ancienne, nous constatons les différences suivantes, tout à l'avantage de la nouvelle :

Pour la méthode nouvelle, on compte un ouvrier, qui devient teneur de moules à la fois, par machine, avec un cueilleur et un porteur à l'arche. Sans machine on a besoin d'un souffleur qui cueille le verre, d'un teneur de moule, d'un chauffeur qui présente le flacon au four pour réchauffer le goulot, et de l'ouvrier qui façonne ce dernier, puis d'un porteur à l'arche pour terminer. Dans ce dernier cas, il faut compter cinq manipulations, tandis que la machine les ramène à trois et le travail est aussi régulier et satisfaisant. Si la production restait la même dans les deux cas, on aurait encore à l'actif de la nouvelle méthode, l'économie du chauffeur et de l'ouvrier dit « chef de poste ».

Mais cette organisation impose de fortes avances, car il y a lieu d'installer un moteur (la verrerie fait usage de gaz pauvre d'anthracite) qui actionne un compresseur d'air refoulé dans un gazomètre. De ce dernier part une tuyauterie en fer, montée en cercle autour du four à fusion, avec autant de branchements que de machines à souffler en service.

L'économie de main-d'œuvre n'est pas une cause de renvoi, car on trouve toujours d'autres travaux pour l'occuper à la verrerie; elle est le point de départ d'une meilleure utilisation.

En plus de cette amélioration très appréciable, le gros grief élevé contre la verrerie (genre flacon) s'atténue s'il ne tombe pas, car il n'y a plus de pré-

texte à prendre les enfants au-dessous de l'âge. L'enfant teneur de moule est supprimé, il ne reste plus que l'enfant porteur à l'arche. Il y a lieu de remarquer aussi la suppression du soufflage à la bouche, toujours pénible, même pour un homme sain, et propagateur éventuel de graves misères physiologiques à répercussions lointaines.

Cependant, une transformation si complète se fait par étapes, car toutes les séries de flacons ne s'y prêtent pas au même degré. C'est pourquoi, à côté des machines à souffler installées déjà, subsistent encore certains postes travaillant à la bouche.

*
* *

Nous venons d'examiner les transformations de l'outillage professionnel et productif. Il nous reste à parler des aménagements exécutés pour améliorer les conditions du travail, assurer l'hygiène des ouvriers et en dernière analyse perfectionner encore la fabrication.

La ventilation mécanique autour des fours pour combattre l'élévation exagérée de la température est en service depuis plusieurs années. Elle est assurée par des ventilateurs électriques en nombre suffisant.

Un bâtiment spécial a été aménagé en réfectoire, où chaque ouvrier a son placard individuel à cadenas, s'il le désire, pour y déposer les vêtements.

Une salle spéciale pour lavabos a été construite avec cuvettes métalliques à siphon. Mais on a fait plus. Le bâtiment où se trouvent les lavabos à eau chaude et à eau froide *ad libitum* est à deux fins, car on y a monté une salle pour douches. On a installé une chaudière avec foyer au charbon. Le tout est complété par une cheminée qui traverse un réservoir en tôle élevé de 3 ou 4 mètres du sol. La chaudière communique avec le réservoir par deux tuyaux, l'un aboutissant à la partie basse de ladite chaudière, l'autre à la partie haute, pour assurer une circulation régulière. Un troisième tuyau à robinet part de la chaudière et amène l'eau chaude par deux branchements parallèles dans dix cabines se faisant vis-à-vis. Le sol est imperméable. Il a une déclivité, qui dirige l'eau dans un conduit d'évacuation. Dessus reposent des claies en bois.

Cette installation fournit cent douches à l'heure par dix à la fois. Le calorifère brûlant très peu, permet d'élever l'eau à la température convenable, et fournit aux lavabos contigus l'eau chaude pour les nettoyages quotidiens. Un thermomètre, adapté sur la chaudière, contrôle la température de l'eau, et on a tous les moyens nécessaires pour éviter les imprudences et leurs suites dangereuses.

Les ouvriers apprécient cette installation et tout le personnel y passe chaque semaine. Les habitants de cette petite commune, écartée et entourée de forêts, n'ont plus rien à envier au citadin le plus raffiné.

Mais la clairvoyance avisée de ce maître-verrier ne s'arrête pas là. Le pays qu'il habite manque d'eau et, de ce fait, la sécheresse dernière y a fait passer de durs moments. Pour en éviter le retour, on a conçu des projets importants qui satisfont aujourd'hui à tous les besoins de l'usine et au delà, comme l'établit l'installation décrite ci-dessous.

On pompe l'eau d'un puits, foré à 80 mètres de profondeur, et le débit

fournait l'eau nécessaire, de sorte qu'on peut se passer des citernes aléatoires, qui font faillite aux époques critiques. Voulant assurer une eau toujours potable, on la stérilise par l'ozone.

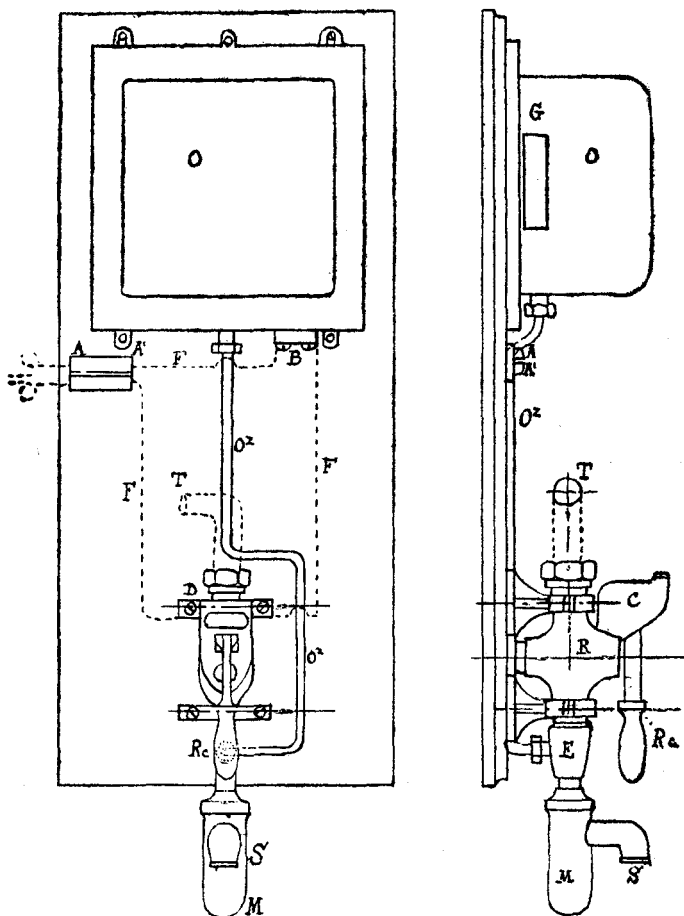


Fig. 2. — Appareil d'ozonisation de l'eau.

L'appareil en service est donné par la figure 2. Il est monté sur un tableau en chêne. En O est placé l'ozonneur; en A-A' le coupe-circuit bi-polaire, d'où part un fil F aboutissant à l'une des bornes B, et de la seconde borne B un second fil F, qui descend à l'interrupteur D et revient au coupe-circuit. La poignée R^c fait jouer l'interrupteur. Quand on la lève pour faire couler l'eau, l'interrupteur est fermé et le courant produit de l'air ozoné; quand on l'abaisse, l'interrupteur est ouvert et le courant interrompu. L'air ozoné passe par le tuyau en étain O² et descend par là à l'émulseur E. L'eau brute arrive par le tuyau T, traverse l'émulseur E où elle fait appel d'air ozoné par son mouvement, descend au mélangeur M, où s'achève la stérilisation. Elle sort stérilisée et potable par le robinet S.

On applique cet appareil contre un mur à l'extérieur ou à l'intérieur d'un bâtiment. La pièce C est un protège-contact en ébonite.

Cet appareil est dit « ozoneur domestique ». Son débit est illimité. Il ne dépense de courant que quand on tire de l'eau. En G sur l'ozoneur on a pratiqué un regard pour observer la production des effluves électriques et juger que tout se passe régulièrement.

Nous avons terminé cette description. Elle n'offre d'évidence rien d'inédit, mais les objets qu'elle détaille présentent un haut intérêt. Elle contribuera, nous l'espérons, à faire connaître la tendance nouvelle des chefs de cette industrie, enracinée dans la région depuis des siècles. Elle dévoilera leurs projets de rajeunissement et de transformations modernes. Ils ont la perception de leur retard, comme ils disent, et feront le nécessaire pour le rattraper. Les avantages qu'ils en retireront profiteront aussi à leurs collaborateurs.

NOTE

SUR UN PROCÉDÉ DE DÉBOURRAGE DES CARDES DE FILATURE PAR LE VIDE

PAR M. DELASTRE, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À ROUEN.

Le débouillage mécanique pour cardes de filature se recommande par ses grands avantages de simplification, de rapidité et d'efficacité remarquable au point de vue de l'hygiène des ateliers.

C'est ce que nous tâcherons de démontrer par ce qui suit.

Description. — Ce débouillage dit « par le vide » est installé dans une filature de coton de 54 cardes (fig. 1). Elles sont rangées sur six files de neuf machines. Au-dessus, trois tuyaux parallèles (*t*) avec ajutages (*a*) tous les trois mètres, reliés à une conduite aboutissant à un réservoir métallique ou chambre de dépôt (*d*) [fig. 2]. Cette conduite arrive par le haut suivant l'axe du réservoir, qui est divisé en deux compartiments par un diaphragme (Δ) de forte toile, exclusivement perméable à l'air. Un second tuyau (*t*₂) latéral, greffé dans l'espace réservé, établit la communication avec une pompe à faire le vide, mue par poulies fixe et folle. La pompe aspire l'air purifié, qui traverse la toile et le refoule au-dessus du toit de la filature. Elle est enveloppée d'une circulation d'eau froide pour combattre l'échauffement dû à celle de l'air. Un manomètre (*M*) implanté dans la coque du réservoir donne le vide produit à chaque instant. Chaque ajutage (*a*) dans la carderie est coiffé d'un bouchon de caoutchouc épais, qui a l'avantage de s'appliquer bien hermétiquement sur l'orifice par la pression atmosphérique.

Au bas du réservoir est pratiqué un trou d'homme, que l'on ouvre tous

les huit jours après rentrée d'air, pour extraire le coton récolté dans la semaine.

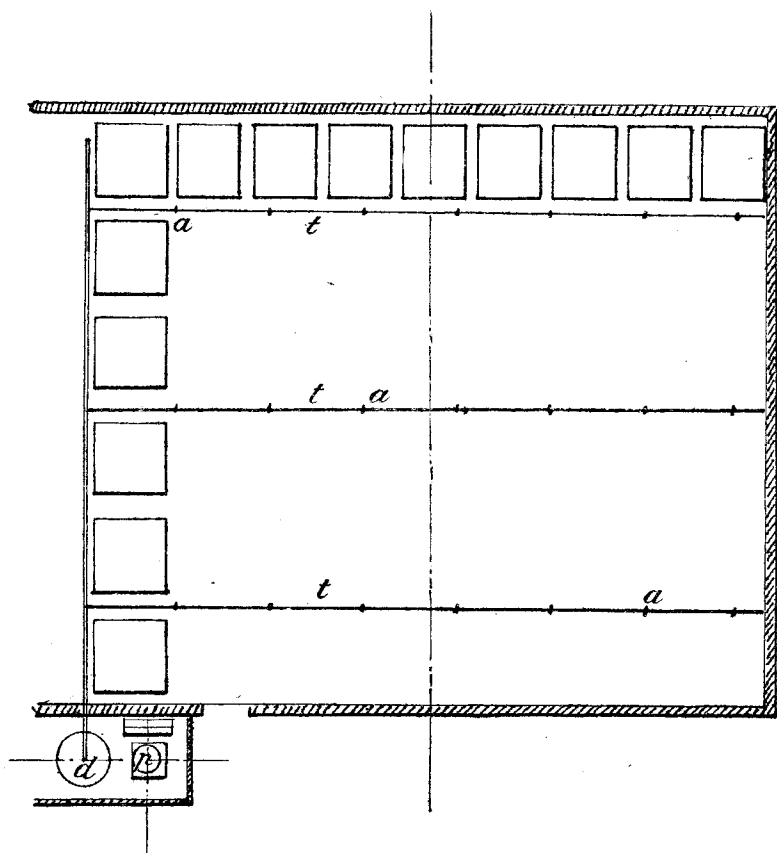


Fig. 1. — Plan de la carderie de 54 machines.

L'usage de ce débouillage nécessite l'adjonction de certains organes sur chaque card. On place à demeure un « suçoir » (*st*) [fig. 3] à l'avant et au-dessus du « travailleur » et un autre « suçoir » à l'arrière sur le grand tambour (fig. 5) [*sT*].

Le suçoir du travailleur (*st*) [fig. 3] est construit de la façon suivante. C'est un embout, terminé par une longue fente étroite, parallèle à l'axe du « travailleur » et maintenu à faible distance au-dessus des piquants. On règle sa position par une vis. Il s'articule sur une douille (*do*), glissant le long d'un tube fixe, fendu longitudinalement au-dessous T, enveloppant un axe (A), fileté de deux hélices de même pas et de sens contraire. Cet axe est mû par un renvoi pris sur la transmission de commande de la card.

La liaison entre le manchon du suçoir et l'axe de rotation à hélices est obtenue par une petite pièce dite « cavalier » (CV) [fig. 4]. Cette pièce est en acier en forme d'anneau sectionné de même rayon que les hélices. Elle a deux branches d'inégale longueur et une tige. Au montage, on entre cette tige dans

son logement, pratiqué dans le manchon du suçoir, et un ressort en hélice, placé au préalable dans ce logement, a pour but d'assurer un contact per-

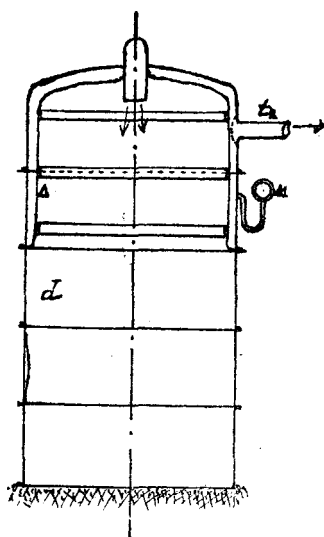


Fig. 2. — Coupe schématique de la chambre de dépôt.

manent du « cavalier » avec les filets des hélices axiales, dans lesquels il doit s'engager. L'axe, doublement fileté, se termine aux extrémités par une portée lisse, pour la position de repos du suçoir après débouillage.

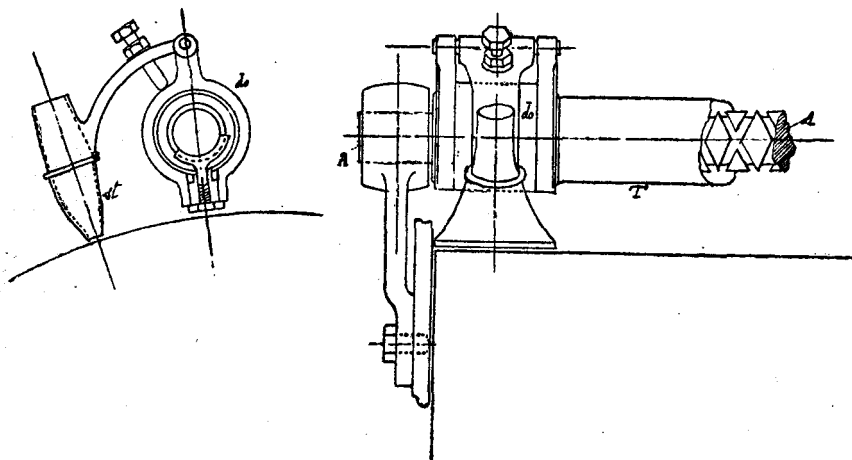


Fig. 3. — Suçoir du travailleur : à gauche, coupe ; à droite, vue de face.

La seule distinction entre le suçoir du « travailleur » et celui du grand tambour, c'est qu'on maintient ce dernier constamment horizontal dans un plan horizontal passant par l'axe du grand tambour. Il est monté vis-à-vis d'une

fente de l'enveloppe de ce cylindre, qui est obturée par une plaque mobile, guidée et maintenue par des pattes fixes (*p*), comme le montrent les fig. 5 et 6.

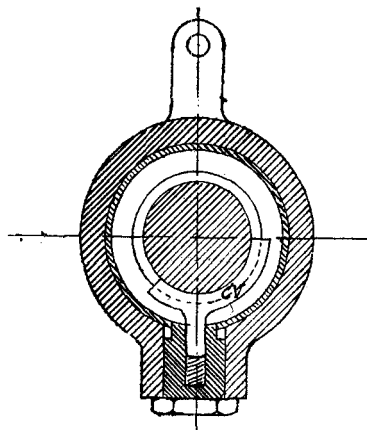


Fig. 4. — Coupe du manchon du suçoir.

Cette plaque a assez de jeu pour se soulever au fur et à mesure de l'avancement du suçoir. Le mouvement du suçoir est obtenu par des organes identiques à ceux décrits pour le « travailleur ».

Pour établir la liaison entre la canalisation à vide et les suçoirs, on se sert de deux tuyaux souples, dont une extrémité est appliquée aux ajutages les plus voisins, et l'autre à chacun des suçoirs.

Cette installation décrite, son fonctionnement se conçoit aisément.

Les tuyaux souples étant en place et la pompe en mouvement, on pousse de la main chacun des suçoirs hors de la portée de repos. Le « cavalier » s'oriente immédiatement. S'il s'engage par hasard sur l'hélice de retour, il revient de lui-même au point de départ; on recommence l'opération et la prise se fait. On réussit le plus souvent du premier coup.

L'avancement des suçoirs étant réglé de façon que chaque spire décrite se raccorde exactement à celle qui la précède sur le cylindre, toute la surface de celui-ci est explorée sans aucune lacune, quand le suçoir est à fin de course. Si on veut opérer une seconde aspiration de complément, on embraye le suçoir comme il a été dit, et il revient à son point de départ sans lacune ni double passage. Et cela a une grande importance, car la carde continue de produire et il convient de n'enlever que le minimum de coton utile pendant le débouillage.

Résultats. — Le débouillage de la carde est complet. Toute trace de poussières est supprimée dans l'atmosphère. Ce gain hygiénique est acquis et maintenu de façon précise et exacte.

Au surplus, il est consolidé au regard de l'entreprise par des avantages décisifs sur les errements et les procédés du passé. Nous allons essayer de les mentionner.

Quand naguère il fallait deux ou trois hommes pour opérer le débouillage, on n'en met plus qu'un aujourd'hui, dont toute la besogne est d'être attentif, sans risque ni danger.

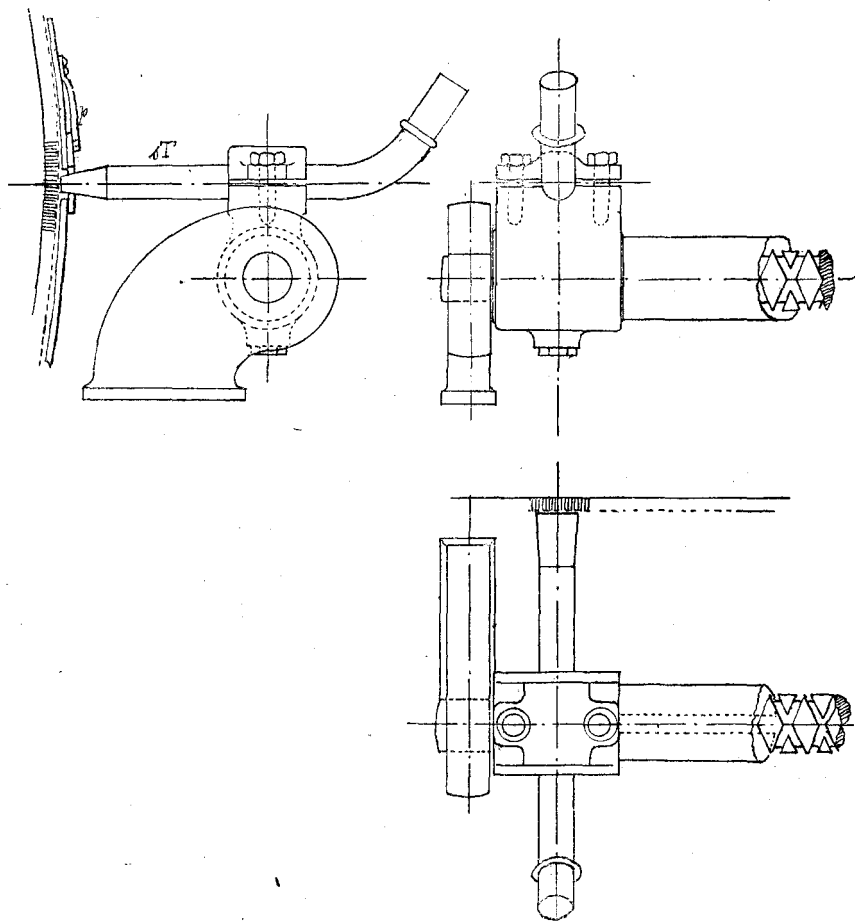


Fig. 5. — Suçoir du grand tambour : à gauche, vue latérale; à droite, en haut, vue de face à droite, en bas, vue en plan.

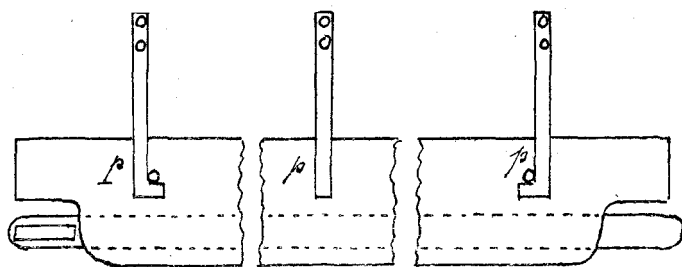


Fig. 6. — Écran mobile de fermeture.

Le débouillage d'une carte demandant deux minutes et demie, les 54 cartes exigent deux heures et quart. Et, en huit heures, chaque carte peut passer trois ou quatre fois par jour au débouillage. Avant l'installation, le débouillage d'une seule carte réclamait vingt bonnes minutes. On n'achèverait pas une tournée complète dans la journée avec une seule équipe. Les conséquences s'aperçoivent de suite : cardage régulier, mieux travaillé et toujours identique à lui-même.

Comme le coton aspiré ne traîne pas, il n'est pas souillé, et on le reprend immédiatement pour le faire servir à des préparations de second ordre.

On estime que ce débouillage expéditif et méthodique procure un gain quotidien équivalent à la production de deux cartes supplémentaires. Le bénéfice de l'installation représente donc par jour une augmentation voisine de 4 p. 100. Mais, pour serrer de plus près son estimation, il faut ajouter que ce supplément de production aurait dû se payer par les frais d'achat et d'installation de deux nouvelles cartes, ce qui représente plus que le prix d'achat du débouillage « par le vide », avec ces circonstances exceptionnelles pour la manufacture en question, que l'installation entrerait en service à la veille de la guerre, et qu'il lui faudrait aujourd'hui payer quatre à cinq fois plus cher son profit actuel.

Une fois encore, une mesure indispensable d'hygiène, prise en faveur du personnel, procure en outre des avantages remarquables et précieux à l'entreprise, tant il est vrai que les intérêts des deux parties sont en conjonction constante. Ce que nous nous proposons de démontrer au début de cet exposé.

NOTE

SUR

LA PURIFICATION PAR L'ÉLECTRICITÉ

DES GAZ INDUSTRIELS REJETÉS DANS L'ATMOSPHÈRE

PAR M. DOIDIC, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NANCY.

Le problème de la purification des gaz rejetés par les usines a passionné de tout temps les hygiénistes et les industriels. La captation des particules solides (*poussières*) ou liquides (*buées*) contenues dans les gaz industriels, présente, en effet, un intérêt social et économique considérable.

Parmi les corps ainsi entraînés par les fumées, les uns sont inertes, les autres possèdent une activité chimique ou physiologique; certains ne sont que des déchets de fabrication inutilisables, d'autres sont constitués par une partie quelquefois notable de la production qu'on aurait le plus grand intérêt à récupérer.

Purifier les gaz qui s'échappent dans l'atmosphère, c'est donc, d'une part, améliorer les conditions d'existence de l'homme, d'autre part, récupérer une foule de produits perdus qui errent, vagabonds, après s'être échappés des cheminées des usines.

Des milliers de kilogrammes de corps de toutes sortes sont ainsi, à chaque instant, répandus dans l'air. Considérons par exemple un groupe de chaudières de 5 mètres carrés de surface de grille, brûlant environ 500 kilogrammes de charbon à l'heure; le volume des gaz s'échappant de la cheminée sera d'environ 15,000 mètres cubes à l'heure soit 360,000 mètres cubes par jour. Si on admet la teneur moyenne en suie palpable à 1 gramme au mètre cube, il retombe sur le voisinage, par temps calme, 360 kilogrammes environ de suie par jour.

Ce chiffre, pris isolément, n'est pas très impressionnant; mais il faut considérer que, dans une agglomération industrielle, il y a, outre les foyers de combustion, les usines de toutes sortes, répandant dans l'atmosphère des gaz contenant les corps les plus divers : oxydes métalliques de plomb, de cuivre, d'étain, de zinc; arsenic, acide sulfurique, etc. Ce simple aperçu montre que la question présente, à tous points de vue, un intérêt considérable.

Ayant eu récemment l'occasion de voir fonctionner un appareil de purification de fumées, basé sur un principe assez peu connu et peu répandu en France, nous avons cru utile de nous documenter à ce sujet dans le but de rédiger cette note.

Nous examinerons d'abord la question au point de vue historique, puis nous exposerons le principe de la purification, nous décrirons les appareils employés et enfin nous indiquerons les diverses applications qui peuvent en être faites dans l'industrie.

*
* *

Historique. — De nombreux ingénieurs ont étudié cette question de l'épuration des gaz et l'ont résolue partiellement par l'emploi de divers procédés dont les principaux sont : la centrifugation, le filtrage, le lavage, ou l'emploi combiné de ces moyens.

Nous devons ici établir une classification en distinguant les « *grosses poussières* » et les « *fines poussières* ». Par grosses poussières nous entendrons celles qui ont une « masse » appréciable — le mot *masse* pris ici suivant sa définition mécanique — et par fines poussières, celles qui n'en ont qu'une infiniment petite. La grosse poussière est celle qui s'échappe de la meule à polir (*émeri et limaille*), celle que produit la scie à bois, le broyeur de minerais, la cardé à coton ou à laine, le lainage des tissus, etc. Sa captation ne présente pas beaucoup de difficultés. La fine poussière, bien plus fugitive, bien plus difficile à capter, se rencontre dans toutes les industries qui fabriquent des produits pulvérulents : chaux, ciment, ocres, graphites, aluminés, noirs de fumée, oxydes métalliques, phosphates, etc., ou qui l'engendrent accidentellement dans leurs manipulations. C'est le cas de la fumée de toutes les combustions; c'est aussi le cas dans lequel des gouttelettes liquides se trouvent en suspension dans un courant gazeux, exemple : acide sulfurique à l'état vésiculeux dans la vapeur d'eau.

La captation des grosses poussières est réalisée industriellement par centrifugation : un ventilateur l'aspire à l'endroit précis où elle se forme, la canalise vers un point déterminé où il la dépose et où s'opère la séparation de l'air qui a servi à la véhiculer. Cette séparation se fait soit par filtrage à travers les parois d'une chambre de tissu spécial, soit à l'aide d'un appareil connu sous le nom de « *cyclone* », qui utilise la force centrifuge.

Mais si on diminue la grosseur de la poussière, on diminue sa masse ; il arrive un moment où celle-ci atteint des valeurs tellement faibles que la force centrifuge devient inopérante, et la séparation par ce procédé, pratiquement impossible. Il ne reste donc plus, pour la séparation des fines poussières de l'air qui les entraîne, que le procédé par filtrage. Celui-ci présente des inconvénients nombreux dont les principaux sont le colmatage des tissus, qui les rend inefficaces au bout de très peu de temps, les surfaces de toiles considérables qu'il exige, et les risques d'incendie qu'il engendre lorsqu'on traite des gaz chauds. On a imaginé des dispositifs de secouage mécanique coûteux, compliqués, et d'une efficacité médiocre. D'ailleurs, l'attaque des tissus par certains gaz ne permet pas de l'appliquer dans tous les cas.

Le lavage des gaz par barbotage ne donne que des résultats incomplets, certaines poussières ne se mouillant presque pas. La séparation des vésicules liquides entraînées est, d'ailleurs, parfois très difficile.

L'emploi de vapeur détendue, formant buée, donne de meilleurs résultats, mais n'est pas toujours commode.

Un procédé récent, mais qui ne paraît pas avoir encore fait ses preuves, consiste à faire passer les courants gazeux chargés de poussières fines, à travers des chutes de sable qui précipiteraient les particules fines.

On a songé alors à soumettre les particules solides ou liquides à l'action d'un champ électrique intense de direction perpendiculaire à la direction du courant gazeux, afin de les dévier de leur direction primitive et de les précipiter.

Hohlfeld, professeur à Leipzig, dès 1824, eut l'idée d'appliquer ce principe à l'abatage des fumées. Il constatait que, si dans une bouteille remplie de fumée, on introduit un fil métallique raccordé à une machine électrique à friction, la fumée est précipitée. Guitard, à Londres, en 1854, reprit avec la fumée de tabac, des expériences analogues ; mais personne, à cette époque, n'y prêta attention.

Ce fut seulement vers 1884 que Sir Olivier Lodge, recteur de l'Université de Birmingham, en étudiant l'agitation moléculaire engendrée par l'électricité, mit en évidence son pouvoir de condenser les vapeurs, et démontra expérimentalement que si des décharges électriques se produisaient dans un milieu contenant des particules en suspension, ces particules se mettaient à tourbillonner pour être finalement précipitées contre les parois environnantes.

Le principe de la captation des poussières fines était posé.

La question fut reprise, vers 1905, par certains fabricants d'acide sulfurique de Californie, désireux de se débarrasser des buées acides. M. F. G. Cottrell, aujourd'hui Chef du Service métallurgique du bureau des mines des États-Unis, industrialisa ce procédé. Il fit à cet effet une série d'ex-

périences avec des transformateurs statiques survolteurs. En même temps, le professeur R. Kennedy, de l'Université de Pittsburg, arrivait à des résultats analogues. Par suite d'une entente entre eux et un certain nombre d'industriels américains, le procédé fut appliqué dans différentes usines métallurgiques, chimiques et fabriques de ciment. A l'heure actuelle, des installations « américaines », c'est-à-dire gigantesques, fonctionnent et récupèrent chaque année des millions de kilogrammes de produits précédemment perdus. Dans certains cas, la captation de fumées ou poussières nuisibles à la santé et à l'agriculture, a empêché la fermeture de grandes usines par le Gouvernement américain, qui ne paraît pas plaisanter avec les questions d'hygiène industrielle et sociale.

De son côté, la Metallgesellschaft de Francfort, société au capital de 300 millions, qui, avant la guerre, régénait en Europe, le marché des métaux autres que le fer, prenait en main la question et tentait des efforts pour l'imposer à certaines de nos grandes firmes métallurgiques françaises. Seules, les hostilités empêchèrent cette nouvelle emprise allemande; néanmoins, en France, la question restait ignorée. De rares coupures d'articles étrangers avaient seules signalé à un public spécial les progrès réalisés.

Cependant, deux ingénieurs français, MM. Lailler et Gallot, étudiaient la question et inventaient une série de perfectionnements qui leur permirent d'obtenir des dispositifs assurant la captation complète des poussières de toutes sortes.

A la suite d'expériences industrielles, faites devant une réunion d'ingénieurs et de savants, un groupe de personnalités scientifiques et industrielles notoires fondèrent la société de purification industrielle des gaz pour l'application de ces dispositifs français à la précipitation électrique des poussières ou buées.

Notons ici que le procédé électrique est un des seuls qui permette la récupération des produits, sans les altérer, en leur conservant intégralement leur valeur marchande sans aucune manipulation supplémentaire. Ce point est, à notre avis, d'une importance capitale, car l'industriel se décidera d'autant plus facilement à faire une installation coûteuse que celle-ci, améliorant le rendement de sa fabrication, lui permettra d'amortir rapidement la dépense qu'il aura faite.

Principe du procédé électrique. — Le principe sur lequel repose la précipitation électrique des poussières est des plus simples; c'est une application nouvelle d'un phénomène connu de longue date.

Chacun se rappelle l'expérience suivante qui est répétée dans tous les cours d'électricité statique. Une balle légère de moëlle de sureau, de forme sphérique, suspendue à un fil fin, est amenée dans le voisinage immédiat d'un conducteur chargé par une machine statique. La balle est attirée par le conducteur, prend contact avec lui et s'en éloigne ensuite pour ne plus y revenir. On dit que la balle, comme tous les corps dans la nature, était chargée d'électricité neutre, c'est-à-dire de quantités égales d'électricité positive et négative. Les corps chargés d'électricité de signe contraire s'attirent, ceux de même signe se repoussent; l'électricité négative a

donc été attirée sur la face la plus voisine du conducteur chargé positivement, la positive repoussée sur sa face opposée. Ces deux faces étant inégalement distantes du conducteur, l'équilibre qui tenait la balle au repos est rompu et celle-ci vient prendre contact avec le conducteur. Mais alors, sa charge d'électricité négative est neutralisée par une quantité égale d'électricité positive fournie par le conducteur de sorte que la balle ne se trouve plus électrisée que positivement. Elle est alors repoussée par la charge positive du conducteur. On dit qu'entre ces deux corps il existe un champ électrique.

Sur l'un des conducteurs de la machine statique, on visse une pointe et on constate que l'électricité produite par la machine s'écoule par cette pointe sous forme d'étincelles si on approche d'elle un corps électrisé de signe contraire, et sous forme d'effluves lumineux accompagnés d'un bruissement particulier si la distance est augmentée. On constate également qu'il semble s'échapper de cette pointe un courant d'air qu'on a baptisé du nom de « vent électrique ». Faraday a expliqué ce phénomène par le déplacement rapide des molécules gazeuses et des particules solides en suspension dans le voisinage, subissant le même sort que la balle de sureau. Ce phénomène a reçu le nom d'« ionisation ».

La précipitation électrique des poussières est une application de ces expériences élémentaires.

Champ électrique. — Si on considère une fine particule sphérique possédant une charge électrique déterminée Q , placée dans un champ électrique de valeur H , elle est soumise à une force F parallèle aux lignes de force

$$F = QH.$$

Sous l'influence de cette force, la particule se déplace et prend une vitesse limitée par la force de frottement due à la viscosité du gaz dans lequel la particule se déplace.

Cette force peut s'exprimer :

$$f = Cv,$$

v étant la vitesse de la particule et C une constante dépendant du rayon de la particule a et du coefficient de viscosité du gaz z .

La formule approchée de Stokes donne :

$$C = 6\pi az.$$

Étant donné la petitesse des particules envisagées, on peut négliger l'action de la pesanteur et écrire qu'à chaque instant $F = f$, d'où $QH = Cv$ donc

$$v = \frac{QH}{C}.$$

Si le gaz tenant en suspension les particules est animé d'un mouvement uniforme de vitesse V , perpendiculaire au champ électrique, la particule sera

elle-même entraînée à cette vitesse. Elle prendra donc une direction déterminée par la composition des deux vitesses perpendiculaires V et v et se déplacera obliquement par rapport au champ.

Les appareils destinés à la précipitation électrique des poussières sont constitués par deux électrodes parallèles chargées à des potentiels différents et créant entre elles un champ électrique. Le courant gazeux à traiter passe entre les électrodes, perpendiculairement au champ.

Sous l'influence de ce dernier, les particules en suspension se dirigent d'une électrode vers l'autre et viennent se coller sur les parois.

Les formules précédentes démontrent que les dimensions transversales et longitudinales de l'appareil de captation dépendent de la vitesse du courant gazeux V , de la valeur du champ électrique H , et de la charge électrique de chaque particule Q , indépendamment des caractéristiques propres au gaz et aux poussières, qui sont variables pour chaque cas envisagé.

Pour obtenir le rendement maximum, il y aura donc intérêt à augmenter autant que possible le champ H et la charge Q .

Les particules en suspension dans le gaz isolant reçoivent leur charge électrique par l'intermédiaire de l'ionisation du milieu. Dès qu'une particule se trouve à proximité d'un ion, ce dernier est attiré par influence et cède sa charge à la particule; mais alors cette dernière peut rencontrer un ion de signe contraire, s'il en existe, et revenir ainsi à l'état neutre.

Une ionisation quelconque préalable du milieu provoquerait donc sur les particules, soit des charges contraires, soit même l'absence de charge. Il en résulterait que certaines particules seraient précipitées sur une électrode, d'autres sur l'autre, tandis que celles à l'état neutre ne seraient pas influencées par le champ électrique.

Pour cette raison, l'appareil de captation doit fournir lui-même l'ionisation nécessaire pour charger les particules d'une quantité d'électricité aussi grande que possible, et toutes de même signe.

On obtient aisément ce résultat en utilisant le pouvoir des pointes, chargées à haut potentiel, d'ioniser très rapidement et très fortement l'espace environnant.

L'une des électrodes de l'appareil de captation pourra donc être constituée par des pointes, ou plus simplement par un fil fin tendu rectilignement qui, grâce à son petit rayon de courbure, peut être considéré comme formant une infinité de pointes agissant en toutes directions, perpendiculairement à l'axe.

L'une des électrodes étant un fil tendu, il devient naturel de constituer l'autre électrode par un cylindre concentrique au fil pris comme axe.

C'est ainsi que se présentent la plupart des appareils de précipitation : le courant gazeux entre par une des extrémités de la canalisation que constitue le cylindre, les poussières, chargées par ionisation du fil, d'une quantité d'électricité de même signe sont soumises à l'action du champ radial qui existe entre le fil et le cylindre et sont précipitées sur ce dernier où elles adhèrent. Le courant gazeux sort du cylindre partiellement ou totalement débarrassé de poussières.

Le champ électrique d'un tel appareil est radial; sa valeur est donnée par la formule :

$$H = \frac{E}{x} \frac{1}{\log \frac{R_2}{R_1}}$$

H étant la valeur du champ à une distance x de l'axe des cylindres, R_1 et R_2 les rayons des cylindres intérieur et extérieur et E la différence de potentiel entre les cylindres.

Ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte, en utilisant un fil très fin et un cylindre de grand diamètre, le champ est très élevé dans le voisinage du fil, pour décroître très rapidement à mesure qu'on se rapproche du cylindre externe. Au contraire, lorsque le rapport des rayons des deux cylindres $\frac{R_2}{R_1}$ tend vers l'unité, le champ devient plus uniforme.

On aurait donc avantage à construire les appareils sur ce principe, s'il n'était nécessaire, ainsi qu'il a été dit précédemment, d'obtenir une ionisation intense grâce à l'effet « *corona* » produit par un fil porté à potentiel élevé. En fait, toute l'énergie électrique fournie à l'appareil est utilisée à produire cet effet *corona*, source d'ionisation.

Les ions ainsi créés se portent sur les particules voisines en leur cédant leurs charges jusqu'à ce qu'elles soient en équilibre électrique. Les particules chargées sont soumises à la force du champ électrique et sont précipitées sur le cylindre externe. S'il n'existe pas de particule, les ions formés se dirigent avec leur vitesse propre vers l'électrode extérieure, sur laquelle ils abandonnent leur charge. Par conséquent, le débit électrique de l'appareil est pratiquement indépendant de la quantité de poussières captées, ce que confirme l'expérience.

La formule donnant la valeur du champ H démontre que celui-ci est proportionnel au potentiel E. Il est donc avantageux d'augmenter ce dernier autant que possible. On est limité dans cette voie par le jaillissement d'étincelles ou d'arcs entre les électrodes. L'utilisation de la propriété bien connue du système « *pointe-plateau* » permet d'employer une différence de potentiel plus élevée, sans éclatement, lorsque le fil est négatif par rapport au cylindre.

* * *

Description des appareils. — D'après l'exposé qui précède, une installation d'épuration électrique comprendra deux groupes d'appareils :

- 1° Les appareils producteurs du courant électrique;
- 2° Le filtre proprement dit.

Production du courant d'alimentation. — Nous avons vu que l'appareil de précipitation devait être alimenté par un courant à haute tension, continu, ou tout au moins unidirectionnel. Les installations réalisées en Amérique, utilisent des tensions qui vont jusqu'à 100,000 volts; en France, on ne dépasse pas 50,000 volts qui est la valeur généralement adoptée.

Une source électrique fournissant un courant continu serait la solution idéale au point de vue rendement. Malheureusement, on ne peut envisager ni la machine statique qui n'est pas encore parvenue à une forme et à un rendement industriels, ni la dynamo à courant continu que l'on n'a pas encore réalisée pour produire directement de telles tensions. La seule solution pratique consiste à utiliser un courant alternatif, dont on élève très facilement la tension à l'aide de transformateurs statiques. Ces transformateurs, élévateurs de tension, ne présentent aucune particularité digne d'être mentionnée, sinon qu'ils doivent pouvoir résister à des ondes de fréquence élevée, provenant des étincelles qui se produisent dans les appareils. Ils sont établis de manière que leurs pôles à haute tension puissent être mis alternativement au sol.

Le courant alternatif à haute tension ainsi obtenu est redressé par des procédés que nous allons examiner.

1° *Valves électroniques.* — On peut employer, pour redresser ce courant, les valves électroniques à cathode incandescente connues sous le nom de « Kénotrons ».

Un kénotron est constitué par une ampoule de verre, munie de deux tubulures diamétralement opposées, dans laquelle le vide est poussé aussi loin que possible.

Une des tubulures supporte une électrode, dont la pièce essentielle est un filament de tungstène, roulé en hélice, placé au centre du ballon. Deux fils

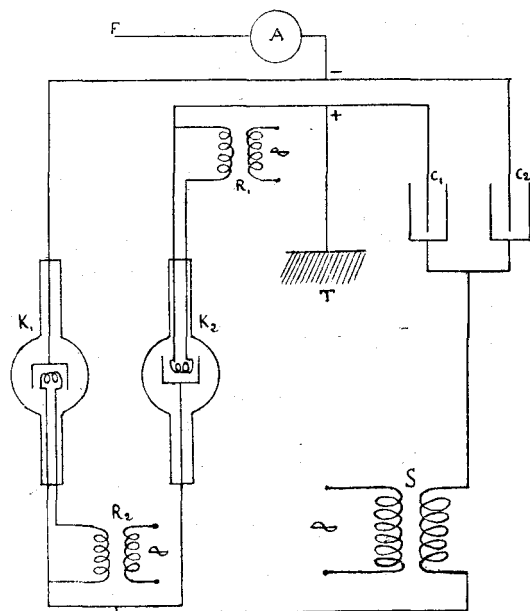


Fig 1 — Redresseur électronique. — Schéma des connexions :
S. transformateur élévateur de tension; *K₁*, *K₂*, Kénotrons; *R₁*, *R₂*, transformateurs abaisseurs de tension pour alimentation des filaments cathodiques des kénotrons; *C₁*, *C₂*, condensateurs haute tension; *A*, ampèremètre; *F*, alimentation des électrodes négatives de l'appareil de précipitation électrique; *T* point du circuit connecté avec le sol.

traversant les parois permettent l'adduction d'un courant de 8 volts, 7 ampères, nécessaire pour porter le filament à l'incandescence.

L'autre tubulure supporte la deuxième électrode, que constitue un cylindre de molybdène entourant le filament.

Le fonctionnement de cette valve est basé sur l'effet Edison : intercalée dans un circuit alimenté par un courant alternatif, elle laisse facilement passer le courant lorsque le filament incandescent est négatif, et oppose, au contraire, une résistance infinie lorsque le cylindre froid est lui-même négatif.

Un kénotron ainsi constitué permet le passage d'un courant de 0,1 ampère, avec une chute de tension de 1,000 volts environ, lorsque le filament incandescent est négatif, tandis qu'il s'oppose à tout courant de sens inverse, même pour une tension dépassant 100,000 volts.

Le générateur est établi suivant le schéma représenté figure 1.

Chaque alternance du courant alternatif est dirigée par un kénotron sur un condensateur. Les deux condensateurs, connectés en série, peuvent fournir un courant approximativement continu.

Cet appareil permet d'obtenir très facilement tous les potentiels jusqu'à 70,000 volts pour une intensité de 0,01 ampère.

On pourrait évidemment constituer des générateurs de puissance notable en utilisant un nombre suffisant de kénotrons comme redresseurs; ce serait là une solution très pratique pour une installation de précipitation électrique. Malheureusement les kénotrons sont d'une fragilité qui demande plus de soins qu'on n'en accorde habituellement aux appareils industriels. De plus, un prix d'achat élevé, aggravé par une durée limitée, en prohibent, pour quelque temps encore, l'emploi pour des installations industrielles, qui doivent réunir la robustesse, la facilité de fonctionnement, et l'économie d'entretien.

On utilise donc, actuellement, des commutateurs mécaniques entraînés par un moteur synchrone.

2° *Commutateur rotatif.* — On sait que le courant alternatif change de sens deux fois par période. Pendant la première demi-période, il est par exemple positif, pendant la seconde, négatif. Ce courant peut être représenté graphiquement par une sinusoïde (courbe *a* fig. 2).

Puisque l'électrode ionisante de l'appareil doit toujours avoir un potentiel de même sens, il importe de supprimer le passage du courant pendant la durée exacte d'une demi-période par période, de façon à recueillir dans le circuit d'utilisation un courant unidirectionnel. Ce courant serait représenté par la courbe *b* figure 2. On voit que dans ce cas, les temps pendant lesquels passe le courant sont séparés par des intervalles égaux de repos.

On arrive, par des dispositifs appropriés, à redresser la portion de la courbe située au dessous de la ligne *XX'*, on obtient alors le courant représenté par la courbe *c* figure 2.

Mais, pour obtenir ce redressement intégral de la courbe, il serait nécessaire d'utiliser des appareils fonctionnant en synchronisme parfait avec la période du courant alternatif, ce qui est difficilement réalisable avec des appareils mécaniques. Pour éviter ces inconvénients, on se borne à réduire légèrement

ment le temps de passage du courant, en laissant un léger intervalle de repos entre chaque demi-période. On obtient alors le courant représenté par la courbe *d*. Il faut remarquer, d'ailleurs, que les portions non utilisées ne comportent que des différences de potentiel relativement basses, et que, par suite, le rendement n'en est pas affecté d'une manière appréciable.

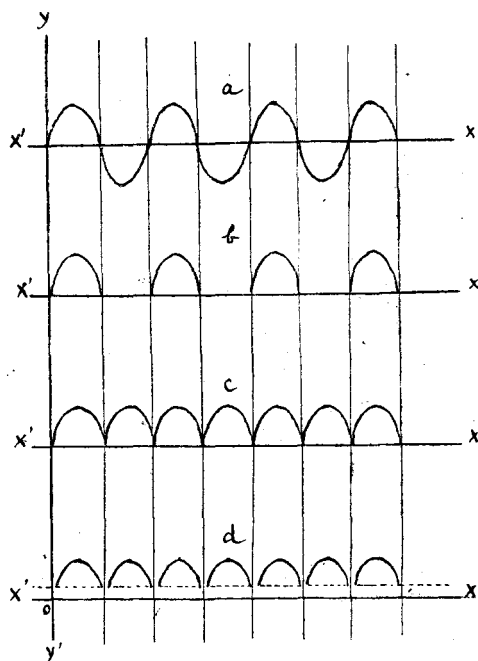


Fig. 2. — Courbes représentatives du courant alternatif et du courant redressé.

Les manières dont on peut concevoir un tel redresseur sont nombreuses. Toutefois, si l'on envisage les diverses conditions à remplir, on peut se convaincre que le nombre des solutions pratiques est très restreint. Il faut que le temps de passage du courant soit aussi grand que possible, et les isollements largement prévus pour éviter l'amorçage d'arcs de court circuit. Il convient aussi de réduire au minimum la puissance absorbée par la résistance de l'air, et de faire travailler les isolants dans des conditions qui évitent toute déformation.

Les redresseurs sont généralement constitués par un axe horizontal, supporté à une extrémité par le moteur, et à l'autre extrémité, par un palier monté sur une chaise solidaire du bâti. L'arbre est recouvert d'un manchon isolant épais, sur lequel sont montées, à une certaine distance l'une de l'autre, deux paires de secteurs supportés par des bras diamétraux perpendiculaires.

L'arbre est entraîné directement par un moteur synchrone à réluctance variable. Ce moteur est tétrapolaire, il fait donc un tour complet pour deux périodes du courant d'alimentation.

Deux paires de secteurs, supportés par des isolateurs solidaires du bâti,

sont placés concentriquement devant les secteurs mobiles, de manière à permettre le passage du courant par arcs ou étincelles. Deux des secteurs fixes, d'un côté, sont reliés à l'un des pôles de la source à courant alternatif haute tension, tandis que les deux autres sont reliés à l'autre pôle.

Deux balais de charbon frottent sur des bagues reliées aux deux paires de secteurs mobiles. Le pôle positif étant relié à la terre, le bras supportant la paire de secteurs correspondante est directement monté sur l'arbre du commutateur.

Les angles des secteurs dépendent du temps de passage que l'on désire obtenir. En utilisant des angles de 45 degrés sur les secteurs fixes et sur les secteurs mobiles, on obtient le maximum de temps de passage. Chaque demi-période passe complètement. Nous avons vu, à cause des difficultés de calage, qu'on a intérêt à réduire légèrement le temps de passage: les angles des secteurs ont donc un peu moins de 45 degrés.

Le passage du courant entre les secteurs fixes et mobiles s'effectue par de petites étincelles brillantes et nombreuses, ou par des arcs que la ventilation naturelle de l'appareil sectionne en quelques tronçons. L'échauffement et l'usure sont pratiquement négligeables.

Il est facile de comprendre le mécanisme du redressement du courant. A chaque alternance correspond une rotation de 90 degrés, de sorte qu'à chaque changement de sens du courant, chaque bras transversal vient, en quelque sorte, cueillir le courant de polarité convenable sur le secteur correspondant.

Pour faciliter la mise en phase du redresseur avec le courant alternatif, le stator du moteur synchrone est monté sur un berceau qui permet de le déplacer angulairement par rapport à l'ensemble du redresseur.

Le filtre électrique. — Nous avons vu qu'un élément de précipitation était constitué en principe par un tube cylindrique renfermant une électrode axiale filiforme isolée, et reliée au pôle négatif du redresseur à haute tension. Le tube est relié au sol.

Le diamètre du cylindre est de 20 à 30 centimètres, la longueur peut atteindre 5 mètres.

L'électrode centrale, quelquefois constituée par un fil de 2 ou 3 millimètres de diamètre, est en métal peu oxydable, peu fusible, très résistant; selon les cas, on utilise l'acier, le nickel, le nichrome, etc. Souvent, les électrodes sont constituées par des tiges à section prismatique, de quelques

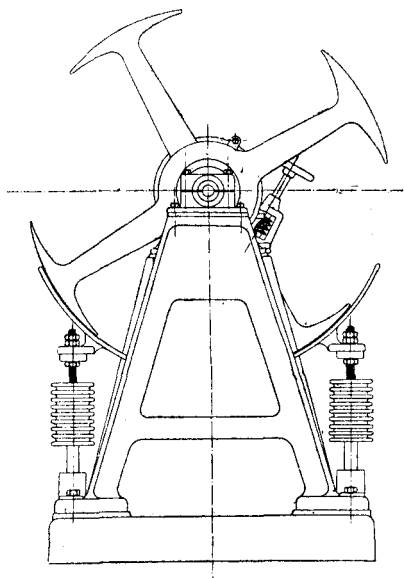


Fig. 3. — Redresseur rotatif, vu de profil.

millimètres de diamètre, comportant des arêtes vives destinées à fournir des pointes d'ionisation. Pour obtenir le maximum d'effet de ces arêtes, il importe d'en réduire le nombre autant que possible. Une section triangle curviligne concave est avantageuse.

Un appareil de précipitation comporte, en général, un grand nombre de tubes que l'on groupe en batteries.

Dans chacune d'elles, les tubes sont disposés verticalement, les uns à côté des autres : leurs extrémités inférieures débouchent dans une chambre où arrivent les conduits d'amenée des gaz à purifier, et comportant, à la partie inférieure, des trémies permettant l'évacuation des poussières récoltées.

Les tubes débouchent, à la partie supérieure, dans une chambre d'évacuation comportant les canalisations de départ des gaz purifiés.

Les poussières précipitées sur les parois des tubes peuvent y rester collées. On provoque leur chute en frappant, de temps en temps, sur les tubes avec des marteaux disposés à cet effet et commandés mécaniquement. Selon les cas, le frappeage doit être effectué plus ou moins fréquemment dans le courant de la journée.

Lorsque la quantité de poussières à recueillir est considérable, les tubes sont perforés de nombreux trous disposés côte à côte et la batterie des tubes est renfermée dans une double enveloppe, possédant des trémies d'évacuation à la partie inférieure. Les poussières sont animées d'une vitesse suffisante pour sortir des tubes de précipitation par ces orifices, et être recueillies par ces trémies d'évacuation de la double enveloppe. On a ainsi une récupération continue à grand rendement.

Les électrodes axiales sont maintenues à leur partie supérieure par un cadre de fer supporté par des isolateurs haute tension. La partie inférieure de chaque électrode est munie d'un contrepoids destiné à la maintenir tendue verticalement. Tous ces contrepoids placés au milieu de la chambre inférieure sont réunis entre eux par un entrelac de tiges rigides qui a pour but d'éviter toute oscillation pendulaire qui ne manquerait pas de se produire si on laissait libre chaque électrode.

L'ensemble de la batterie de tubes de précipitation est généralement renfermé dans un bâtiment qui l'isole thermiquement, de manière à éviter tout refroidissement nuisible.

Dans tous ces appareils, les poussières peuvent s'agglomérer sur les parois et retomber le long de celles-ci sans être reprises par le courant gazeux ascendant, grâce à la vitesse sensiblement nulle de ce dernier au voisinage immédiat des surfaces, en raison du frottement.

Les gaz que l'on doit traiter industriellement peuvent avoir des températures très variables, atteignant 500 et 600 degrés. Ils peuvent renfermer des matières très corrosives. Pour ces raisons, les tubes de captation peuvent être construits en matières très diverses : en briques réfractaires, en tôles d'acier, en plomb, en grès, etc. Quelques-uns exigent des précautions spéciales, tant pour leur montage que pour leur fixation. Tels est, en particulier, le cas pour les grands tubes de plomb utilisés pour la captation des vésicules d'acide sulfurique.

APPLICATIONS INDUSTRIELLES DE LA PURIFICATION ÉLECTRIQUE DES GAZ.

Les premières installations de dépoussiération électrique des gaz furent faites aux États-Unis, et ce pays, toujours prêt à accueillir avec enthousiasme les nouveaux procédés, développa considérablement cette application de l'électricité qui a atteint un développement inconnu en France, où elle commence seulement à se répandre.

Une des premières applications réalisées en France a été faite pour capter les vésicules d'acide sulfurique connues dans le gaz provenant d'appareils de concentration.

Ces gaz contenaient de 4 à 10 grammes d'acide sulfurique par mètre cube. Cet acide, à l'état de vésicules extrêmement fines, échappait à tous les

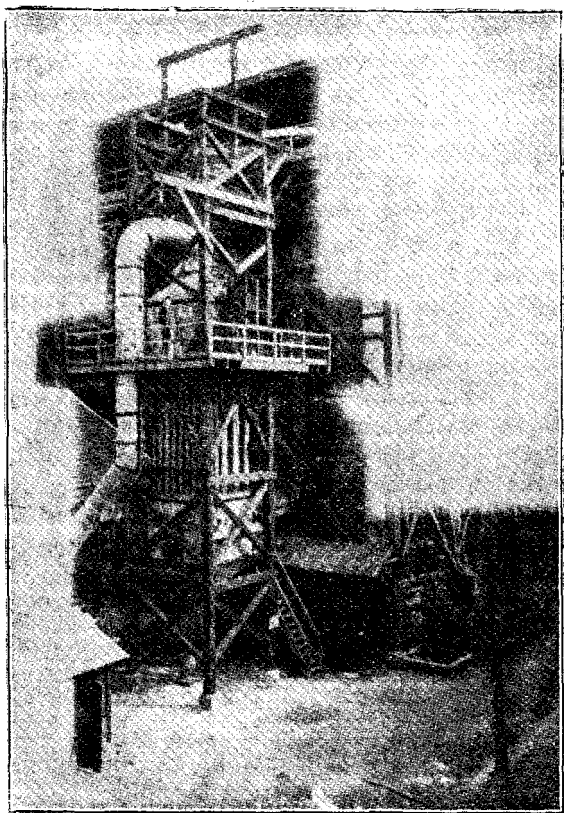


Fig. 4. — Appareil industriel de récupération d'acide sulfurique.

moyens de captation habituels. Outre la perte sensible qui en résultait, il y avait là une question d'hygiène des plus importante : cette pluie d'acide sulfurique retombant dans un périmètre très grand autour de la cheminée d'éva-

cuation, dévastait toutes les cultures environnantes et rendait la contrée inhabitable.

L'appareil est constitué par une série de tubes cylindriques en plomb, de 5 mètres de long et 30 centimètres de diamètre. Les électrodes axiales sont constituées par des tiges de plomb durci, à profil triangulaire, tendues par des contrepoids.

L'arrivée des gaz se fait par la tubulure inférieure, les gaz purifiés sortant à la partie supérieure. Les vésicules d'acide sulfurique sont précipitées sur les parois, le long desquelles elles ruissellent jusqu'à la partie inférieure où elles sont recueillies par des tuyauteries appropriées.

Pratiquement, dans cet appareil, un courant gazeux de 3,5 mètres cubes par seconde est débarrassé de 90 p. 100 des vésicules acides, avec une puissance de 4 kilowatts environ. Le courant redressé à 50,000 volts est fourni par un commutateur tournant installé dans la cabine placée au pied de l'appareil.

Une application très intéressante de ce procédé est la captation des poussières dans les fabriques de produits pulvérulents, en particulier dans les fabriques de chaux et de ciment. On sait combien cette captation est difficile par les procédés actuellement employés. On recueille les poussières au point où elles se produisent (broyage, ensachage) au moyen d'une ventilation mécanique aspirante. Comme on ne peut les rejeter directement au dehors, le collecteur les conduit dans un local où elles doivent se séparer de l'air qui a servi à les véhiculer. Le plus habituellement, la séparation s'opère par filtrage à travers des cloisons en tissus à mailles assez serrées qui sont agitées mécaniquement pour les débarrasser des poussières qui s'y déposent. Néanmoins, ces tissus se colmatent rapidement, le courant d'air est fortement freiné, ce qui oblige à produire à l'origine une aspiration très violente. Mais alors, on aspire en même temps une partie du produit qui ne se serait pas répandue dans l'air, et le courant d'air violent incommode les ouvriers à tel point que le travail devient impossible. On tourne donc dans un cercle vicieux, ou bien l'aspiration est insuffisante et l'air de l'atelier est irrespirable, ou bien le fonctionnement de l'aspirateur devient insupportable. Cet inconvénient disparaît si l'air chargé de poussières est purifié dans un filtre électrique.

On peut en citer un exemple dans une usine de broyage de talc. Les nombreux appareils de pulvérisation du minerai sont placés dans des caisses où règne une légère dépression, grâce à l'action d'un ventilateur général, de façon à éviter la diffusion des poussières dans les ateliers.

L'appareil de précipitation électrique est placé à la sortie du ventilateur. Il est constitué par une batterie de cylindres verticaux en tôle de fer de 20 centimètres de diamètre. Un système de frappe fait retomber périodiquement les poussières déposées sur les parois. Les électrodes axiales sont constituées par des fils d'acier tendus par des contrepoids. On recueille dans cet appareil, par 24 heures, 800 kilogrammes de talc de la qualité la plus fine. Indépendamment du bénéfice important ainsi réalisé, les ateliers et la contrée se trouvent débarrassés d'une pluie continuelle de poussière fine qui n'était pas sans inconvénient tant au point de vue de l'hygiène qu'à celui des cultures.

Une autre application du même genre a été faite pour la récupération du phosphate de chaux finement pulvérisé, utilisé comme engrais.

Dans le même ordre d'idées, une application est actuellement en cours d'essais pour capter les fumées provenant des fours à carbure de calcium. Ces fours dégagent en effet une poussière considérable au moment de leur ouverture.

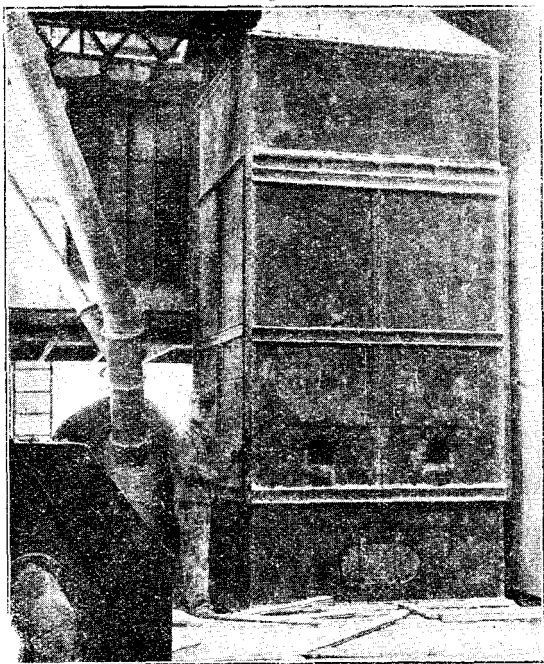


Fig. 5. — Filtre électrique dans une usine de broyage de talc.

Malheureusement, dans les fabriques de chaux et de ciment, le produit récupéré n'a que peu de valeur, il n'y a donc, pour l'industriel, qu'un bénéfice minime à réaliser avec une installation de ce genre. Il reste la question d'hygiène industrielle, et nous pensons qu'en présence des résultats peu satisfaisants obtenus avec les procédés actuels, il y aurait intérêt à faire connaître aux fabricants de chaux et de ciment, les énormes avantages du procédé électrique, complètement indispensable de la ventilation mécanique.

Dans d'autres industries, il peut être intéressant de purifier les gaz en vue de leur utilisation ultérieure. Tel est le cas de la fixation de l'azote atmosphérique dans la fabrication du peroxyde d'azote par l'arc électrique.

Après avoir subi l'action de l'arc, les gaz à haute température passent dans un échangeur destiné à les amener au point de liquéfaction de AzO_2 . Or, la pratique a montré que ces gaz étaient chargés d'une quantité infime de poussières d'oxyde de cuivre provenant des électrodes de l'arc. Ces poussières se déposent

sur les parois de l'échangeur de température, abaissant rapidement son rendement. Là encore, l'utilisation d'un faisceau de tubes de précipitation mis sur le circuit des gaz, amena une purification totale, sans perte de chaleur.

Des études très sérieuses se poursuivent actuellement sur la purification des gaz provenant des hauts-fourneaux, en vue de leur utilisation, soit dans les récupérateurs, soit même dans les moteurs à gaz pauvre. On obtient pratiquement une épuration pouvant atteindre 95 p. 100, le gaz brut contenant 2,7 grammes de poussières au mètre cube. Aux États-Unis, des hauts-fourneaux ont été récemment équipés par ce procédé.

Les industries du plomb, de l'étain, produisent en quantité considérable des vapeurs d'oxyde difficilement condensables. La précipitation électrique est là encore utilisée avec plein succès et assure une récupération facile avec un prix de revient minime. Les appareils sont toujours établis d'une manière analogue, les variantes étant plutôt imposées par les conditions locales particulières.

Une des dernières applications, celle que nous avons pu observer et qui nous a donné l'idée de rédiger cette note, est la purification des fumées abondantes répandues dans l'air par une fabrique de noir de fumée.

Ce noir de fumée est obtenu par la combustion incomplète, dans des fours spéciaux, de naphthaline brute. Il est recueilli dans de grandes chambres de dépôt auxquelles échappe une certaine quantité de poussière de noir très légère. Cette poussière est appelée dans des carneaux par le tirage naturel de la cheminée; une partie du noir ainsi entraîné se dépose dans les carneaux et dans la cheminée, tandis qu'une autre partie, plus importante, s'échappe dans l'air. La cheminée vomissait des torrents de fumée noire, et une véritable pluie de suie fine s'abattait sur le voisinage, souillant les récoltes et provoquant des plaintes continuelles des habitants.

L'installation d'un appareil de précipitation électrique a permis de récupérer la presque totalité de cette poussière.

Le filtre électrique proprement dit est constitué par un faisceau de quarante tubes, placés verticalement côte à côte et dans les axes desquels agissent des électrodes émissives spéciales alimentées par un groupe électrique haute tension, comprenant transformateur, redresseur mécanique et tableau.

Le filtre tubulaire, pourvu de mécanismes de frappe, est placé dans une chambre en briques desservie par des carneaux d'entrée de gaz poussiéreux et de sortie de gaz dépoussiérés, allant à la cheminée.

Dans l'usine en question, les opérations journalières de fabrication durent 18 heures. Au bout de cette période, on ouvre les chambres de dépôt pour enlever le noir fabriqué. On ouvre également la chambre contenant le filtre tubulaire électrique, chambre contenant la poussière précipitée. La récolte de ce dernier noir est de 300 kilogrammes environ par opération journalière.

La consommation de courant électrique, fourni par le secteur desservant ladite usine, est d'environ 4 kilowatts-heure.

Bien que les gaz prélevés dans la cheminée accusent quelquefois à l'analyse 2.5 p. 100 d'oxyde de carbone, il ne se produit pas d'explosion dans la chambre de précipitation électrique.

La surveillance de l'installation de précipitation électrique est assurée par un seul ouvrier.

L'encombrement de la chambre de précipitation est d'environ 5 mètres sur 5 mètres, en surface.

Le logement du groupe haute tension exige un poste fermé d'environ 3 mètres sur 3 mètres.

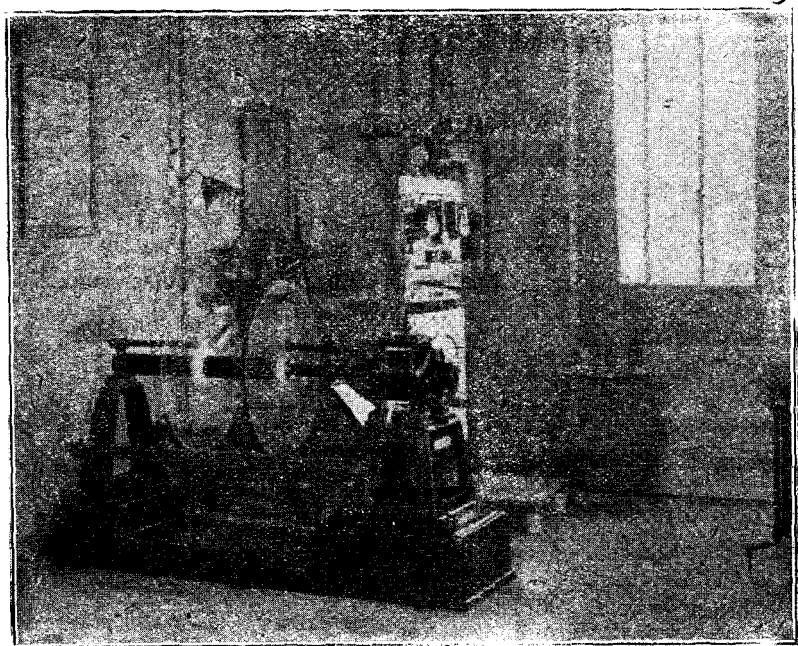


Fig. 6. — Poste de transformation d'un appareil industriel de purification électrique.
(On remarque les deux disques lumineux produits par le jaillissement d'étincelles entre les secteurs fixes et les secteurs mobiles, pendant la rotation du redresseur.

Dans le domaine de l'hygiène, les applications de ce mode de purification sont innombrables. On peut citer, notamment, la captation des bactéries contenues dans l'air. Sur ce dernier point, les expériences exécutées au Collège de France ont permis de constater la captation des poussières et la destruction des bactéries ensemenées. Ces expériences ont fait l'objet d'une note à l'Académie des sciences par M. le Professeur d'Arsonval et par MM. Bordas et Touplain.

En résumé, on peut affirmer que la précipitation électrique des poussières est un procédé actuellement exploitable dans le domaine de l'industrie.

Il serait souhaitable de rencontrer chez les industriels français plus de confiance pour l'adoption d'un procédé qui peut avoir les plus heureux effets sur l'hygiène des locaux de travail tout en améliorant les conditions économiques de la production.

Que les gaz soient froids ou chauds, toxiques ou corrosifs, que la quantité de poussières soit infime ou considérable, que la grosseur des particules atteigne la plus extrême finesse, toujours l'appareil de captation électrique est applicable avec succès; il réalise, en même temps, le minimum de dépense et le minimum d'entretien. Dans beaucoup de cas, la valeur des produits récupérés est considérable par rapport au prix même de l'installation.

NOTE

SUR LES INTOXICATIONS

PAR LES DÉRIVÉS DU BENZÈNE

PAR M. FROIS, INSPECTEUR DU TRAVAIL, CHARGÉ DU CONTRÔLE
DE LA 1^{re} CIRCONSCRIPTION.

Tous les corps de la série aromatique sont toxiques à des degrés divers. Comme règle générale, mais qui souffre des exceptions intéressantes, on peut ajouter que les dérivés nitrés et chlorés sont les plus toxiques. J'ai eu l'occasion, au cours des missions dont j'ai été chargé pendant la guerre, de constater la plupart de ces intoxications professionnelles. Je me propose de rappeler ici les caractères principaux des intoxications provoquées par les dérivés nitrés du benzène les plus connus :

Le mononitrobenzène.....	$C^6H^5AzO^2$
Le dinitrobenzène.....	$C^6H^4(AzO^2)^2$
Le trinitrobenzène.....	$C^6H^3(AzO^2)^3$

puis par les composés chlorés, notamment le chlorobenzène, et enfin par les composés chlorés et nitrés, le mononitrochlorobenzène, le dinitrochlorobenzène qui sont les plus utilisés dans l'industrie chimique, en particulier dans la fabrication des colorants et des explosifs.

*
* *

Intoxication par les benzènes nitrés. — Tous les benzènes nitrés sont des poisons pour l'homme, le mono comme le dinitro et trinitrobenzène; mais le premier, étant liquide, peut s'introduire plus facilement dans l'organisme. Les autres benzènes nitrés, quoique solides, offrent des dangers quand on les manipule sans précaution.

L'intoxication par les benzènes nitrés présente un même caractère : les benzènes nitrés sont des poisons du sang. L'hémoglobine du sang est altérée et transformée en méta-hémoglobine, ce qui la rend impropre à fixer l'oxygène

de l'air. Il y a donc un trouble profond de l'hématose, conséquence de l'altération ou de la destruction des globules rouges du sang.

Dans les cas bénins, on constate de la lassitude, des maux de tête, une sensation de vertige, des troubles dans l'appareil digestif, une coloration bleuâtre des lèvres; cette cyanose est l'indice de la transformation de l'hémoglobine en méta-hémoglobine.

Dans les cas sérieux, le sang prend une teinte brun chocolat et on voit les symptômes s'aggraver; les victimes sont prises de vomissements, de diarrhée, d'oppression sur la poitrine et de pesanteur dans la région cardiaque; les syncopes sont fréquentes.

Toutes les intoxications par les dérivés nitrés du benzène ont encore ce point commun : elles provoquent chez les ouvriers atteints une première fois *une sensibilité plus grande à l'égard d'une nouvelle intoxication*; mais il y a, comme avec tous les poisons, des degrés dans la sensibilité individuelle; on a constaté que les femmes sont, à l'égard de ces toxiques, moins résistantes que les hommes.

Quant aux suites des intoxications provoquées par les benzènes nitrés, elles sont rarement mortelles; mais elles occasionnent des incapacités temporaires assez longues, variant de trois à cinquante jours.

Intoxications par les composés chlorés du benzène. — Les intoxications par les composés chlorés du benzène sont relativement peu fréquentes parce que la formation du chlorobenzène s'effectue dans des appareils clos et, pour ainsi dire, sans aucune manipulation. Cependant, au moment de la vidange des appareils à distiller le chlorobenzène, j'ai relevé des cas d'intoxications par le chlorobenzène ou plutôt par les composés polychlorés du benzène, car le chlorobenzène avant distillation est toujours mélangé avec des polychlorés. Les symptômes d'intoxication par les benzènes polychlorés sont les suivants : coliques violentes avec diarrhée profuse, anorexie, courbature, haleine à odeur caractéristique des composés chlorés du benzène. Ces intoxications sont généralement bénignes et quelques jours de repos suffisent pour que les victimes ne s'en ressentent plus.

Intoxications par les composés chlorés et nitrés du benzène. — Les intoxications causées par le mononitrochlorobenzène occasionnent de la lassitude, une céphalée frontale, des vertiges, des troubles gastro-intestinaux, de la cyanose de la face, des lèvres et des oreilles, de l'hypotension artérielle. Le mononitrochlorobenzène 1. 2. est plus toxique que le mononitrochlorobenzène 1. 4.; rien de très surprenant à cela et on retrouve cette anomalie avec bien d'autres corps, tels les dinitrophénols, dont le 1. 2. 4. est très toxique, tandis que le 1. 2. 3. ne l'est presque pas.

Les manifestations provoquées par le dinitrochlorobenzène sont différentes. Les ouvriers sont le plus souvent atteints de dermites, soit légères, soit graves; dans ce cas, elles se caractérisent par un eczéma suintant assez rebelle. Certains ouvriers sont extrêmement sensibles à cette dermite et doivent être éliminés de la fabrication proprement dite.

Causes des intoxications. — Les intoxications se produisent :

- 1° A la suite du contact des toxiques avec les téguments ;
- 2° Par absorption des vapeurs ;
- 3° Par absorption des poussières.

Il y a lieu de remarquer que la consommation de l'alcool a été reconnue, ici, comme favorisant particulièrement l'intoxication ; enfin, les intoxications sont beaucoup plus fréquentes en été qu'en hiver, par suite de la vaporisation rapide des produits.

Mesures à prendre pour prévenir les intoxications. — Les mesures préventives les plus minutieuses doivent être prises pour parer aux intoxications, surtout pendant la saison chaude. Elles sont de deux ordres : les unes visent la fabrication, les autres le personnel.

En ce qui concerne les premières, on obtient les meilleurs résultats en faisant travailler le personnel à une température fraîche et dans des locaux vastes, à toiture surélevée et où l'air est largement renouvelé : en procédant aux diverses opérations en vase clos, et en faisant circuler les liquides — tel le chlorobenzène dans la fabrication du dinitrophénol — à l'aide d'un monte-jus actionné par l'air comprimé. Tous les appareils tournant à grande vitesse, et, en particulier, les *essoreuses*, sont à surveiller de près, parce qu'ils produisent des pulvérisations dangereuses, sinon des évaporations massives. J'ai eu l'occasion, pendant la guerre, de constater le fait et d'appeler l'attention sur ce point des directeurs d'usines où des produits toxiques étaient ainsi mis en œuvre.

Dans bien des cas les *essoreuses* pourraient être supprimées et remplacées par des filtres à vide ; si elles ne peuvent être supprimées, il faut utiliser des *essoreuses* fermées avec ventilation mécanique directe.

Quant aux manipulations des produits à la pelle, il faut les éviter, car, dans cette opération, l'ouvrier absorbe des poussières, à moins que le produit ne soit très humide ; mais même alors, il y a toujours dégagement de vapeurs délétères, surtout en été.

En ce qui concerne le personnel, l'expérience a démontré qu'il fallait d'abord sélectionner le personnel occupé à ces fabrications, d'où les femmes et les enfants doivent être exclus bien entendu. Cette sélection peut varier avec la nature des produits, mais elle est assez délicate ; il faut choisir des hommes robustes de plus de 20 ans et de moins de 40, de préférence bien nourris, gras. On a constaté en Allemagne, et le fait m'a été confirmé en France, que les hommes gras résistent mieux ; le poison absorbé par la peau se concentrerait dans le tissu adipeux et n'aurait pas ainsi d'effets aussi nocifs ; on doit éliminer sans hésitation les eczémateux et les hommes ayant de fortes sueurs, car elles favorisent la pénétration des toxiques, et ne pas prendre des hommes sujets à des troubles visuels qui sont très aggravés par l'absorption de ces poisons. En un mot, ne faire travailler, si possible, que des hommes jeunes bien constitués et exempts de tares organiques.

Enfin, il y a lieu de recommander l'alternance du personnel aux travaux des toxiques, et la diminution de la durée quotidienne du travail qui devrait

être abaissée à 6 heures et même à 4 dans certaines opérations dangereuses.

Visite médicale. — Dans ces fabrications, une visite médicale quotidienne ou bi-hebdomadaire s'impose suivant l'importance du personnel et la quantité des matières traitées. Le médecin, par certains symptômes, lassitude persistante, anémie, coloration des mains, des lèvres, de la sclérotique, peut déjà se rendre compte de la marche de l'intoxication. Mais cette dernière sera surtout déterminée par l'analyse des urines et par l'analyse du sang, sa coloration, la numération des globules rouges, l'examen de leur forme, etc.

Hygiène individuelle. — Dans toutes les intoxications professionnelles, le rôle de l'hygiène individuelle est considérable; malheureusement, on ne peut trop compter, à ce point de vue, sur les ouvriers dont l'éducation hygiénique est souvent incomplète.

Quoiqu'il en soit, il serait désirable qu'on mette à la disposition du personnel des vêtements de travail, pantalon, blouse non flottante, fermée au cou et aux poignets, coiffure pour la tête, bottes imperméables pour préserver les jambes et les pieds, des gants en caoutchouc pour garantir les mains. Il est essentiel que le tout soit en bon état et fréquemment nettoyé. Il va de soi que des vestiaires seront soigneusement aménagés et que les vêtements de travail seront séparés des vêtements de ville.

De même, des lavabos avec serviettes et savon et des douches à eau chaude et froide constituent des éléments nécessaires pour assurer quotidiennement la propreté des ouvriers à la sortie du travail. Dans certaines opérations (réparations, manipulations directes des produits, surveillance d'appareils même clos, prise de température, d'échantillons, etc.), il devrait être mis à la disposition du personnel un masque individuel car il constitue la seule manière efficace de se prémunir contre l'absorption fortuite des vapeurs toxiques. On doit interdire absolument de manger et de boire dans les ateliers et proscrire toute boisson alcoolique.

Dans beaucoup d'établissements, on donne du lait aux ouvriers qui travaillent les produits toxiques. Le lait est certainement un aliment reconstituant et, à ce titre, peut être distribué sans inconvénient; cependant, les infusions diurétiques sont beaucoup plus actives si l'on veut chercher à favoriser l'élimination du toxique.

Traitement général de ces intoxications. — En attendant l'arrivée du médecin, il est bon de pouvoir mettre en œuvre un traitement d'urgence. Il s'agit surtout des cas d'intoxications graves et massives; s'il y a syncope, il est indispensable de chercher par tous moyens à ranimer la victime; sans se lasser, on pratiquera donc la respiration artificielle. Dès que la respiration sera rétablie, on fera respirer au patient de l'oxygène. Aussi, convient-il que dans tous les établissements traitant des produits de cette nature, il y ait un tube d'oxygène sous pression. Si l'intoxication est légère, on se contentera de mettre l'ouvrier au grand air, de lui donner ensuite une infusion très légère et chaude de thé ou de café et de le ramener chez lui où le médecin l'exami-

nera. Que l'intoxication ait été légère ou massive, la prudence commande de ne pas replacer la victime après guérison à ces travaux, ou alors il faut la suivre de très près pour éviter des complications beaucoup plus graves.

NOTE

SUR

LA FABRICATION DES CAPSULES MÉTALLIQUES

PAR M. GALOPEAUD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À BORDEAUX.

Généralités. — Les bouchons des bouteilles où l'on doit conserver longtemps les vins ou les liqueurs sont exposés à l'action de certains insectes dont les larves se creusent dans le liège des galeries faisant communiquer le liquide avec l'air extérieur et amenant ainsi son altération et sa perte.

Autrefois, on protégeait les bouchons en enduisant leur face supérieure de « cire à bouteille » sorte de résine (galipot) à laquelle on incorporait à chaud une matière colorante. C'est du reste encore à ce procédé que recourent ceux qui mettent eux-mêmes leur vin en bouteilles et les ménagères qui font des conserves de légumes. On fait fondre la cire et on y enfonce le goulot de la bouteille préalablement bouchée. La matière en refroidissant adhère au verre et au bouchon qui se trouve ainsi à l'abri de l'air et des insectes.

Mais outre que l'aspect de cette couche de cire est fort disgracieux les fragments peuvent tomber dans le liquide au moment du débouchage ce qui ne laisse pas d'être désagréable.

En 1832, un industriel eut l'idée de recouvrir le goulot des bouteilles d'une capsule métallique qui aurait les avantages de la cire sans ses inconvénients et il créa pour la fabrication de ces capsules aux environs de Paris une usine qui existe encore et qui est un des plus importants des établissements similaires.

Disons tout de suite que si à l'origine les capsules avaient uniquement pour objet d'isoler le bouchon, ce rôle est devenu secondaire et qu'on les emploie aujourd'hui surtout pour « habiller » les bouteilles, leur donner un caractère élégant voire même artistique, en même temps qu'elles permettent par la marque de fabrique qu'elles portent de garantir l'authenticité du produit embouteillé et d'éviter les contrefaçons.

Aussi bien l'emploi des capsules métalliques s'est-il extrêmement généralisé et l'on aura une idée de son importance si l'on pense qu'avant la guerre la production française s'élevait à plus de 500 millions de capsules par an.

Autrefois les capsules étaient réservées aux bouteilles de vins fins et de liqueurs; mais aujourd'hui et surtout avant guerre où elles étaient extrême-

ment bon marché, on les utilisait aussi bien pour les bouteilles d'huile, de vinaigre, d'eaux minérales, d'eau de javelle, d'encre, pour les flacons de conserves, les boîtes de poudre, etc.

Pendant longtemps une fraction importante des capsules métalliques était exportée, mais des usines se sont installées un peu partout à l'étranger et les industriels français redoutent de plus en plus de voir tous les marchés extérieurs leur être fermés du moins pour les modèles ordinaires car les capsules de luxe ne se trouvent encore qu'en France.

Tout dernièrement on a essayé de lancer sur le marché des capsules en viscosse qui n'ont pas eu beaucoup de succès et qui ne semblent point appelées à remplacer les capsules métalliques.

Fabrication. — Il existe en France, à notre connaissance, seulement 14 fabriques dont la moitié dans le département de la Gironde.

Tout au début les capsules étaient fabriquées en étain pur. Mais étant donné le prix élevé de ce métal on pensa bientôt à le remplacer par du plomb. Toutefois, indépendamment de ses inconvénients hygiéniques, ce dernier a une teinte noirâtre désagréable et reçoit difficilement les couleurs auxquelles il enlève tout leur éclat ce qui interdit son emploi.

Vers 1850: un fabricant eut l'idée ingénieuse de revêtir sur ses deux faces une âme de plomb (ou plutôt d'alliage plomb-étain) d'une pellicule d'étain pur et il obtint ainsi le plaqué d'étain qui lui permit d'avoir des capsules blanches et d'un prix de revient beaucoup moins élevé car il n'entraît dans la composition que 5 kilogrammes d'étain contre 95 kilogrammes de plomb. L'économie ainsi réalisée était en effet considérable si l'on tient compte que le prix du plomb est seulement le quart de celui de l'étain.

La fabrication des capsules comprend les opérations suivantes: fusion du plomb, fusion de l'étain, laminage de l'étain, plaquage, découpage emboutissage, coloriage, timbrage, entortillage.

Fusion. — Le plomb, reçu en saumons, est fondu dans une chaudière et recueilli dans des lingotières d'où l'on retire après refroidissement des bandes de plomb d'environ 1 mètre de longueur, 10 centimètres de largeur et 1 centimètre $1/2$ d'épaisseur. Comme le refroidissement avant démoulage nécessite un certain temps, il est nécessaire d'avoir un grand nombre de lingotières si l'on veut éviter toute perte de temps, à moins d'utiliser une lingotière à circulation d'eau qui permet le démoulage immédiat.

La fusion de l'étain s'opère dans les mêmes conditions que celle du plomb; mais comme la quantité d'étain employée est peu considérable on ne fond en général que quelques jours par mois. Les établissements importants ont deux fonderies spécialisées, les autres fondent l'étain dans la chaudière à plomb qui a été d'abord parfaitement nettoyée.

Plaquage-laminage. — La bande de plomb venant de la lingotière passe dans un laminoir qui a surtout pour but d'aplanir et d'unir les deux faces destinées à recevoir l'étain.

La plaque d'étain sortant également de la lingotière subit également une

série de laminages qui la transforment en une pellicule très mince (quelques centièmes de millimètre) qu'on enroule sur une bobine et qu'on découpe ensuite en longueurs égales à celle de la plaque de plomb à recouvrir.

La plaque de plomb est alors placée entre deux pellicules d'étain et passée au laminoir dont la pression fait adhérer les pellicules si fortement à la bande de plomb qu'il n'est plus possible de séparer mécaniquement les deux métaux.

Le plomb plaqué subit lui aussi une série de laminages entre des cylindres de plus en plus rapprochés et l'on obtient un long ruban qui s'enroule sur une bobine à la façon de la pellicule d'étain dont il a été parlé plus haut.

Avant les dernières passes, on a eu soin de faire dérouler le ruban de plaqué dans de l'eau de savon pour faciliter son passage entre les cylindres du laminoir.

Découpage-emboutissage. — La bobine de ruban de plaqué d'étain est placée sur une broche horizontale au-dessous de laquelle se trouvent des cylindres entraîneurs entre lesquels on introduit l'extrémité du ruban. Ces entraîneurs étant mis en marche, la bande se déroule de la bobine qui tourne sur la broche passe devant une poinçonneuse horizontale qui la découpe en petits disques de surface convenable et appropriée aux dimensions des capsules à fabriquer. Ces disques sont automatiquement amenés devant des emboutisseuses placées à quinze centimètres environ les unes des autres et chacune continuant le travail de la précédente. Quelquefois réduit à 6, le nombre des passages et par conséquent des emboutisseuses s'élève à 20 pour les très longues capsules de champagne par exemple.

Au cours de ces emboutissages répétés les bords de la capsule se sont fendus et présentent de nombreuses dentelures, mais en arrivant à la dernière emboutisseuse la capsule est en même temps coupée de longueur et tombe dans une gouttière où elle s'emboîte dans la précédente. De temps en temps l'ouvrière extrait de la gouttière un rouleau d'une cinquantaine de capsules.

La production moyenne horaire de la machine à emboutir est de 2,500 à 3,000.

Coloriage. — Les capsules utilisées dans les celliers sont employées brutes de fabrication; mais celles qui serviront au conditionnement, c'est-à-dire la presque totalité, sont coloriées au moyen d'un vernis transparent à base d'alcool, de gomme laque et de couleur d'aniline ou d'un vernis opaque plus épais dans la composition duquel entrent en plus des chromates de plomb.

La capsule est posée sur un mandrin horizontal tournant très vite. L'ouvrière la frotte avec un chiffon imprégné de blanc d'Espagne délayé dans de l'eau, afin de faire disparaître toute trace grasse qui empêcherait la couleur d'adhérer, puis l'essuie. Tout aussitôt, pendant que la capsule est encore chaude du frottement du chiffon, elle applique le vernis au moyen d'un pinceau qu'elle appuie sur la capsule en rotation.

Les capsules coloriées sont placées sur des pointes fixées à des planchettes que l'on dépose sur des étagères dans un séchoir, pièce maintenue constamment chaude et aérée.

Timbrage. — Les capsules sèches sont ensuite timbrées, c'est-à-dire qu'elles reçoivent des inscriptions ou des marques de fabrique.

Le timbrage se fait soit à la presse à balancier ordinaire qu'on trouve dans tous les ateliers d'estampage, soit à la presse mécanique dont le travail est plus rapide.

Le principe en est très simple : un plateau horizontal amené d'un mouvement circulaire au-dessus d'un plateau fixe porte presque à sa circonférence des trous recevant chacun une capsule dont le fond repose sur le plateau fixe. Au moment précis où la capsule passe sur la matrice portée par le plateau fixe, s'abaisse un poinçon qui vient ainsi presser le fond de la capsule sur la matrice portant la marque à reproduire.

Deux ouvrières desservent la machine, l'une place les capsules dans les alvéoles du plateau mobile et l'autre les retire après qu'elles ont été estampées.

Opérations spéciales. — Certaines capsules — les plus chères — passent enfin à de petites machines spéciales destinées à les grainer, les percer, à colorer les lettres en relief, etc.

Entortillage. — Les capsules sont très minces (12 à 15 centièmes de millimètres sur les côtés) aussi se déformeraient-elles facilement si on ne prenait la précaution de les expédier emboîtées les unes dans les autres en rouleaux que l'on place dans les caisses d'expédition, mais pour empêcher les capsules de se coller les unes aux autres on les sépare par du papier de soie : c'est l'entortillage, opération assez longue malgré l'habileté de l'ouvrière et qu'on est arrivé tout dernièrement à faire mécaniquement dans d'excellentes conditions.

Traitement des déchets de fabrication. — Le découpage des flancs ainsi que le rognage des capsules laissent des déchets considérables dont le poids s'élève jusqu'aux deux tiers du poids du plaqué d'étain employé. Une partie de ces déchets peut être repassée en fonderie puisqu'on a besoin d'alliage plomb-étain ; mais il est intéressant de traiter le reste pour récupérer l'étain, surtout quand ce métal vaut comme maintenant près de 15 francs le kilogramme.

C'est ce que font les usines les plus modernes. Les déchets sont traités par électrolyse et on recueille sur la cathode en plomb des boues d'étain que l'on racle et qu'on comprime ensuite à la presse hydraulique pour obtenir des saumons d'étain très pur qui seront fondus de nouveau.

Hygiène et sécurité. — Remarquons tout d'abord que les fabriques de capsules utilisent une très grande quantité de plomb. Une usine moyenne occupant 100 personnes ne consomme pas moins de 150 tonnes de plomb par an. Il semblerait donc à première vue que le personnel soit largement exposé à l'intoxication saturnine, et il est de fait que les fabriques de capsules ont à ce sujet assez mauvaise réputation ce qui contribue même à rendre le recrutement du personnel difficile. Je me rappelle même avoir lu plusieurs fois que les « capsuleries » étaient parmi les industries les plus dangereuses au point de vue du saturnisme.

Beaucoup de gens, et même des hygiénistes non avertis, croient en effet que les capsules sont en plomb et le tableau annexé à la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi sur les accidents du travail classe parmi les travaux industriels susceptibles de provoquer l'intoxication saturnine « la fabrication des capsules métalliques pour bouteilles en *alliage de plomb* ». Or cette appellation n'est pas tout à fait exacte, les capsules ne sont pas en alliage de plomb mais en alliage de plomb revêtu d'étain et si l'on veut bien se reporter à ce que nous avons dit de la fabrication on remarquera qu'aussitôt après le plaquage aucun ouvrier ou ouvrière n'est en contact avec le plomb. Cette réserve faite, il est bien certain que le personnel de la fonderie et du premier laminage est exposé au saturnisme; mais fort heureusement ce personnel est très réduit : un fondeur, quelquefois un aide, et un lamineur, soit 3 ou 4 ouvriers au maximum sur un personnel de 100 à 150 personnes ce qui réduit singulièrement le danger de cette industrie.

Les patrons que nous avons interrogés nous ont déclaré qu'ils n'avaient jamais eu à leur connaissance d'ouvriers saturnins; mais on sait que les patrons ont toujours un optimisme excessif en ce qui touche l'hygiène de leur profession et il est très possible du reste que leurs ouvriers aient eu des accidents bénins dont ils n'ont pas été informés ou que ces ouvriers aient été malades seulement après avoir quitté l'usine.

L'examen des fondeurs et des lamineurs auquel nous avons procédé n'a pas non plus une grande valeur car il ne porte que sur un petit nombre d'individus, une douzaine tout au plus, dont presque tous ne sont occupés que depuis la guerre.

Un seul nous a déclaré avoir eu de petites coliques et aucun d'eux n'avait la lisière de Burton. Par contre la plupart des fondeurs avaient le teint olivâtre et une dentition très mauvaise.

Quoi qu'il en soit il n'est pas douteux que ces ouvriers soient exposés au saturnisme et en attendant que la déclaration des maladies professionnelles fournisse les documents statistiques précis nécessaires pour apprécier la gravité du danger auxquels ils sont exposés, il faut se dire que le danger existe et il est nécessaire de le combattre énergiquement.

Les chaudières de fusion du plomb sont généralement bien comprises et munies de hottes pour l'évacuation des fumées ou vapeurs. Quelquefois cependant, la hotte porte une large échancrure par laquelle l'ouvrier introduit la cuiller destinée à extraire le plomb fondu mais par laquelle s'échappent aussi dans la fonderie une partie des vapeurs. Bien préférable est la disposition qui consiste à adopter une hotte complètement fermée et à recueillir le plomb par un trou de vidange obturé par une vanne qu'il suffit de lever au moment de la coulée.

Les ouvriers fondeurs devraient enfin perdre leur fâcheuse habitude de suspendre leurs vêtements dans la fonderie, habitude contre laquelle nous ne cessons de lutter mais qu'il est très difficile de faire disparaître.

De leur côté les patrons devraient mettre à la disposition des ouvriers exposés au saturnisme des lavabos bien compris et pratiques et veiller à ce qu'ils soient utilisés. Nous espérons arriver à les convaincre sur ce point et

à obtenir une meilleure application de l'article 10 du décret du 1^{er} octobre 1913.

La distribution de lait qui se fait dans quelques usines ne saurait être trop recommandée.

Nous parlions tout à l'heure du procédé un peu primitif qui consiste à recueillir le plomb fondu à l'aide d'une cuiller ; il tend à disparaître de plus en plus et c'est tant mieux car il oblige l'ouvrier à des efforts considérables dans un milieu où la température est très élevée ce qui rend son travail doublement pénible.

Il est beaucoup plus pratique et plus rationnel de recevoir directement dans les lingotières le plomb fondu ou encore dans une poche oscillante portée par un chariot roulant sur une petite voie ferrée ce qui permet de remplir sans effort toute une série de lingotières placées le long de la voie ferrée.

Les laminoirs employés dans les « capsuleries » sont des laminoirs ordinaires dont les engrenages peuvent être recouverts sans inconvénients. Le danger principal est évidemment l'écrasement des mains de l'ouvrier. Généralement se trouve à l'avant des cylindres une sorte de débouchure en métal où l'ouvrier introduit la bande à laminier et qui sert en même temps de protecteur à condition de s'approcher très près du point de convergence des cylindres, ce qui est assez rare.

Les cylindres doivent être maintenus très propres et sont fréquemment essuyés du côté où les cylindres dégrènent.

Il arrive que par inadvertance l'ouvrier se trompe de côté, ses doigts sont happés et le bras entier est arraché si personne n'est présent pour débrayer immédiatement. C'est à la suite d'accidents de ce genre que nous avons prescrit l'adoption de plaques de garde placées normalement à l'embouchure — la gueule du loup, en terme de métier — dont il a été parlé ci-dessus et tangemment au cylindre supérieur. Avec ce dispositif l'accident est évité, même si l'ouvrier essuie du mauvais côté des cylindres.

L'ouvrière n'a jamais à intervenir dans l'emboutissage et, théoriquement, il ne devrait jamais y avoir d'accident. Malheureusement, en cas d'engagement ou de mise en place défectueux des capsules, l'ouvrière, qui est toujours payée aux pièces, ne veut pas arrêter sa machine pour remettre les choses en ordre et se fait prendre les doigts entre le poinçon et la matrice correspondante. Le remède le plus efficace contre ces accidents, heureusement assez rares, serait de supprimer le salaire aux pièces ce qui amènerait paraît-il une diminution importante de la production.

C'est le timbrage à mains qui cause les accidents plus fréquents. Malgré son habileté, l'ouvrière qui va très vite et timbre jusqu'à 3,000 capsules à l'heure arrive à se tromper dans le synchronisme de ses mouvements et a le doigt écrasé entre le poinçon et le contre-poinçon. Ces accidents ne sont jamais très graves mais causent des incapacités de travail répétées préjudiciables au patron comme à l'ouvrière ; assez souvent d'ailleurs ils se traduisent par la perte de la phalange de l'index, c'est-à-dire par une incapacité permanente.

L'emploi des presses mécaniques n'a pas les mêmes inconvénients. Ainsi

qu'on l'a vu dans la description de ces machines, l'ouvrière qui alimente le distributeur et celle qui retire les capsules timbrées travaillent en dehors de la zone dangereuse (course du poinçon). Néanmoins, par une sorte de reflexe, celle qui alimente et qui s'aperçoit qu'une capsule arrivant devant le poinçon est mal placée a une tendance à vouloir la mettre en position convenable et se fait écraser le doigt. Pour éviter cet accident il suffit de placer autour de la trajectoire du poinçon un cadre grillagé qui interdit à l'ouvrière d'avancer la main dans la zone dangereuse.

Nous avons réservé pour la fin de cette note l'examen des conditions du travail dans l'atelier de polissage-coloriage qui, elles, intéressent exclusivement l'hygiène.

Qui entre dans un atelier de ce genre est immédiatement frappé par l'aspect malpropre des ouvrières. En effet, le frottement du chiffon imprégné de bouillie de blanc d'Espagne sur la capsule produit une sorte de matière pulvérulente noire qui souille les mains, les habits et quelquefois le visage des polisseuses qui sont exposées également aux projections de gouttelettes de vernis. Si l'atelier de coloriage n'est pas malsain il est tout au moins malpropre au point qu'un tiers ou plus des tours à colorier manquent de titulaires, les fabricants ne pouvant arriver à recruter suffisamment de personnel féminin qui, on le sait, devient de plus en plus coquet.

D'autre part l'atmosphère renferme des traces de vapeurs d'alcool provenant du vernis dont l'odeur, jointe à celle de l'essence d'aspic employée comme mordant, peut produire un peu d'excitation chez les femmes nerveuses.

Devant l'impossibilité de trouver des ouvrières, les industriels se sont ingéniés à faire le travail mécaniquement et quelques-uns d'entre eux sont arrivés à construire des machines à colorier qui sont une merveille d'ingéniosité, mais que nous ne sommes pas autorisé à décrire. Qu'il nous suffise de dire que la capsule est polie au moyen de disques de feutre, tourne devant un jet de vernis pulvérisé à l'air comprimé et est séchée immédiatement dans un séchoir électrique.

Au début de l'installation de ces machines il y avait des projections de poussières de feutre et des gouttelettes de vernis si abondantes que l'ouvrière en était littéralement couverte. Actuellement l'inventeur est parvenu à l'aide d'aspiration convenable et de bouches bien étudiées et convenablement placées à évacuer ces poussières de façon parfaite et dans un atelier où se trouve une batterie de 12 machines le personnel travaille dans des conditions hygiéniques parfaites, le bruit seul étant légèrement incommodant.

Conclusion. — En résumé si la fabrication des capsules métalliques ne mérite pas la mauvaise réputation qu'on lui a trop souvent attribuée elle offre néanmoins au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des inconvénients qu'un industriel soucieux du bien-être et de la bonne tenue de son personnel a le devoir de faire disparaître par l'adoption de dispositifs convenables ou des machines nouvelles dont il a été parlé dans cette note et qui existent déjà dans les établissements les plus modernes ou les mieux tenus.

NOTE

SUR UNE TOUR À BÉTON

PAR M. GALOPEAUD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À BORDEAUX.

La chambre de commerce de Bordeaux a conçu un vaste projet d'amélioration de l'outillage du port qui comporte en particulier l'agrandissement ou plutôt le remplacement des entrepôts actuels, insuffisants et d'ailleurs d'un service incommode. A leur place on doit construire, en bordure du bassin à flot, trois immenses halles, dont l'une est en voie d'achèvement.

C'est un bâtiment en ciment armé de grandes dimensions (longueur, 300 mètres; largeur, 34 mètres; hauteur, 17 mètres). Comme le terrain sur lequel il est construit manque de consistance, il a fallu établir de très solides fondations, si bien qu'on a employé pour la construction entière une énorme quantité de béton et de ciment — plus de 5,000 mètres cubes — et que les travaux commencés en avril 1922 se prolongeront jusqu'en décembre 1923.

Le procédé de construction employé ne diffère pas de la méthode habituelle bien connue de construction de ciment armé sauf sur un point : la manutention du ciment et son transport dans les coffrages. Tandis qu'habituellement le béton est élevé à l'aide de monte-charges plus ou moins perfectionnés et amené aux coffrages par brouette ou wagonnet, les constructeurs, dans le cas qui nous occupe, ont utilisé un appareil déjà employé depuis quelques années aux États-Unis sous le nom de « concrete chuting plant » et qu'à défaut de traduction littérale impossible nous appellerons « tour à béton » puisque l'ont dénommé ainsi les représentants en France de la firme américaine qui le construit.

Le principe de l'appareil est d'ailleurs très simple ainsi qu'on va s'en rendre compte par la courte description ci-après.

Une bétonnière B étant placée au centre du chantier (fig. 1) on installe tout à côté une tour quadrangulaire métallique faisant office de couloir de monte-charge et dont la hauteur dépasse de beaucoup celle du bâtiment à construire; dans le chantier de Bordeaux la tour a 65 mètres de hauteur, sa section étant de 2 mètres $\times$ 2 mètres. Il va sans dire qu'elle est solidement haubanée de manière à pouvoir résister aux efforts auxquels elle est soumise, Les haubans sont des câbles d'acier amarrés à d'énormes blocs de béton noyés dans la terre en des points convenablement choisis.

Dans la tour se meut une benne *b* de forme spéciale, pour pouvoir se renverser automatiquement, qui se déplace le long de guides verticaux à la manière d'une cage de monte-charge.

En un certain point de la tour, point qui variera pendant la construction ainsi qu'on verra tout à l'heure, est solidement fixée une trémie en tôle T surmontée d'un butoir *b*, dont la forme et la position sont telles que la benne arrivant au butoir se déverse automatiquement dans la trémie.

Celle-ci communique à sa partie inférieure avec une goulotte G, long tuyau incliné, à section demi-cylindrique, débouchant dans une genouillère g à laquelle s'adapte une autre goulotte G₁, analogue à la première, amenant le ciment au point d'utilisation.

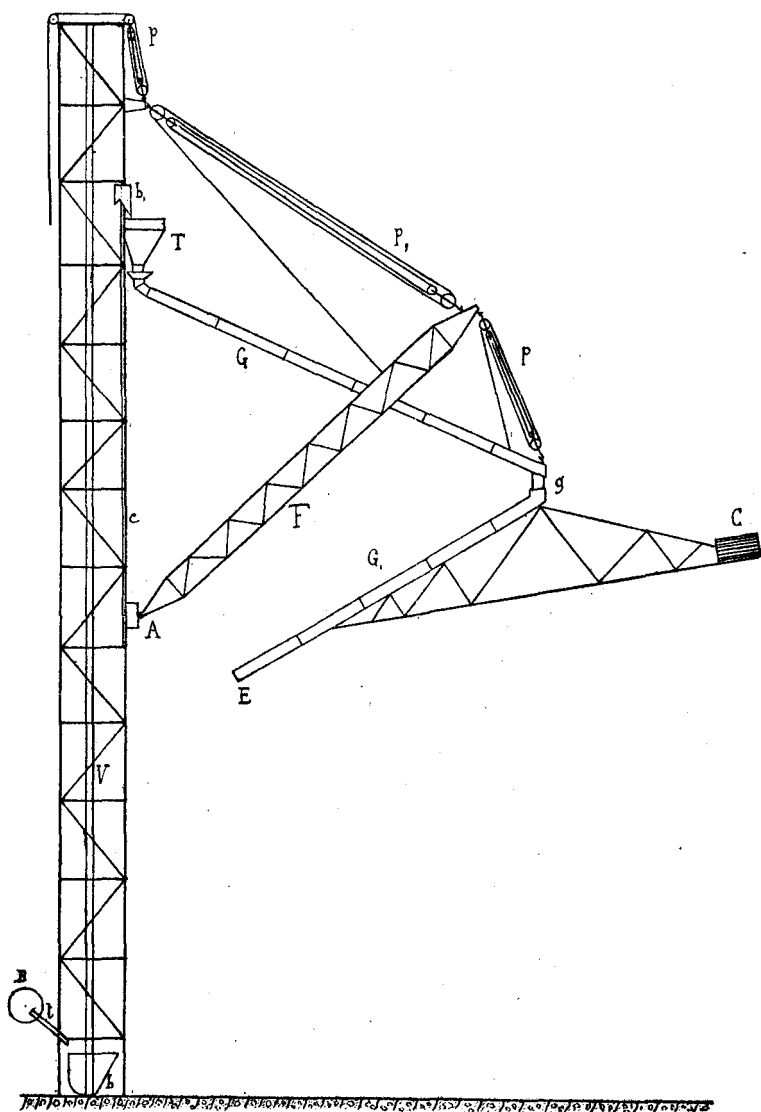


Fig. 1. — Schéma d'une tour à béton.

Le système goulottes-genouillère est suspendu par un palan p à un immense arc-boutant métallique F suspendu lui-même par son extrémité supérieure à la tour au moyen du palan p, et équilibré par le contre-poids C.

Comme l'arc-boutant peut tourner complètement autour du point A entraî-

nant avec lui la goulotte G mobile autour de l'extrémité de la trémie et comme d'autre part la goulotte G_1 peut également tourner dans la genouillère g , on comprend sans peine que l'appareil a un rayon d'action considérable, et qui dépend seulement de la longueur des goulottes. Celles-ci composées de sections de trois mètres de longueur et se boulonnant les unes aux autres peuvent être allongées ou raccourcies à volonté.

En somme, il suffit de tourner l'arc-boutant et l'extrémité de la goulotte G, pour amener le ciment à un point quelconque du chantier où l'on en a besoin; c'est ainsi que sur ce principe l'entrepreneur du Central Elevator de Baltimore transporta tout le ciment nécessaire à la construction jusqu'à 300 mètres de la bétonnière.

Le point d'attache A de l'arc-boutant et la trémie de déchargement sont solidaires et réunis sur un châssis c pouvant glisser verticalement le long de la tour et manœuvré au moyen du palan p situé en haut de la figure. On remonte aussi à volonté l'ensemble des appareils et quand le châssis est dans la position convenable pour couler, il est boulonné solidement sur la tour.

Il est à peine besoin maintenant d'indiquer le fonctionnement de l'appareil ingénieux qui vient d'être décrit. La bétonnière fixée sur un massif de maçonnerie alimente la benne par le tuyau t . Celle-ci remplie de ciment monte dans la tour, rencontre le butoir, bascule et déverse dans la trémie son contenu qui glisse dans les goulottes et arrive ainsi par simple gravité aux points d'utilisation, généralement dans les coffrages.

Une équipe d'ouvriers dame et tasse le ciment pendant que la benne redescend pour être chargée de nouveau.

A mesure que la construction s'élève on remonte l'arc boutant et la trémie d'une quantité telle que l'inclinaison des goulottes soit suffisante pour éviter les engorgements.

La tour composée de parties interchangeable est facile à monter et à démonter; elle fonctionne parfaitement à condition d'en prendre soin et de s'en servir intelligemment; elle ne nécessite presque aucune réparation et, bien entretenue, dure presque indéfiniment.

Les avantages de la tour à béton nous paraissent multiples. Elle assure en effet le transport rapide du béton à un point quelconque du chantier, ce qui est très important quand celui-ci couvre une grande surface; mais elle permet, en outre, de travailler encore rapidement quand des circonstances particulières ou locales empêchent d'installer la bétonnière sur le chantier même, ou quand il faut transporter le ciment au-dessus d'une rivière ou d'un obstacle quelconque.

L'ingénieur qui a dirigé les travaux de l'entrepôt paraît très satisfait de cet appareil et va l'installer immédiatement sur un autre grand chantier. Il estime qu'avec le personnel dont il a disposé — 100 ouvriers en moyenne — il n'aurait jamais pu livrer l'entrepôt dans le délai prescrit et qu'en employant le tour à béton, il a fait une économie de temps d'au moins 20 p. 100.

Mais si c'est là un avantage important du point de vue patronal nous voudrions envisager la question à un autre point de vue et montrer les avantages de l'appareil qui vient d'être décrit en ce qui concerne la sécurité du personnel.

Il est d'abord évident que, toutes choses égales d'ailleurs, l'emploi de la tour à béton permettant de faire un travail donné avec moins de personnel diminue par là même, le nombre des accidents. Mais nous allons voir immédiatement que les conditions du travail sont améliorées et n'offrent plus les mêmes risques. En effet, dans un chantier important et spécialement dans un chantier de grande surface, il faut installer plusieurs monte-charges si l'on veut travailler rapidement. Or chacun sait qu'il n'y a pas d'appareil plus dangereux que les monte-charges, du moins quand ils sont installés de façon rudimentaire, comme cela a lieu sur les chantiers de construction et comme cela aura lieu longtemps encore, car un entrepreneur hésite toujours à faire pour un monte-charge provisoire la dépense considérable que suppose une installation conforme aux prescriptions réglementaires, sans compter que les dispositifs de sécurité sont très délicats et se dérèglent facilement.

Par conséquent, un monte-charge de chantier, cela signifie trop souvent ouvertures béantes aux différents étages, chutes d'ouvriers, chutes d'objets, rupture de câble, etc., tous accidents si fréquents et si graves, complètement évités par l'emploi de la tour à béton.

Il semblait donc intéressant, pour s'assurer que les faits vérifient la justesse des vues théoriques, d'étudier la statistique des accidents du travail survenus sur le chantier de l'entrepôt de Bordeaux. C'est ce que nous avons fait et nous enregistrons ci-dessous nos constatations.

D'avril 1922 à novembre 1923 le nombre total des accidents survenus au personnel (100 ouvriers en moyenne) s'élève à 99 sur lesquels 66 seulement ont été déclarés à la mairie, les autres n'ayant donné lieu à aucune incapacité de travail ou une capacité infime, et n'étant signalés à la société d'assurances qu'au cas où surviendraient des complications.

Il n'y a eu ni accident mortel, ni incapacité permanente. Les deux accidents les plus graves ont été des fractures de la jambe ayant occasionné une incapacité de travail de deux et trois mois. L'un et l'autre sont survenus pendant le décoffrage. Presque tous les autres consistent en piqures et contusions banales.

Si l'on tient compte que les ouvriers occupés n'étaient pas des ouvriers habituels de l'entreprise, mais, pour la plupart, des manœuvres sans connaissances spéciales et recrutés au hasard avec quelquefois une propension fâcheuse à se faire porter à l'assurance sans motif, on reconnaîtra que le pourcentage des accidents n'est pas élevé et nous sommes persuadés que l'absence d'accidents graves sur un chantier aussi important et dans un édifice aussi élevé est due au non-emploi de monte-charges.

La tour à béton est donc à tous égards un appareil à recommander, du moins dans les grandes entreprises pour lesquelles il a été spécialement étudié. D'ailleurs son prix : 150,000 francs et la dépense nécessitée par son montage et son démontage font que les frais d'amortissement sont considérables et en interdisent l'emploi même sur les chantiers de moyenne importance.

Mais à une époque que l'on pourrait justement qualifier d'âge du ciment et où l'on semble enfin envisager sérieusement le perfectionnement de l'outil-

lage économique du pays (chutes hydrauliques, ports, etc.), ce qui fait que les très grands chantiers de travaux publics sont appelés à devenir nombreux, nous ne doutons pas de voir se généraliser l'emploi de la tour à béton.

NOTE

SUR

L'INSTALLATION DE SIÈGES INDIVIDUELS

POUR LE

PERSONNEL FÉMININ EMPLOYÉ AUX BANCs À BROCHES

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NANCY.

L'article 8 du décret du 10 juillet 1913 prescrit que dans les établissements autres que ceux visés à l'article 76 du Livre II du Code du travail « un siège approprié sera mis à la disposition de chaque ouvrière ou employée, à son poste de travail, dans tous les cas où la nature du travail sera compatible avec la station assise, continue ou intermittente ».

Dans les autres cas, le même article prescrit que « des sièges ou des bancs en nombre suffisant seront mis à la disposition collective des ouvrières et des employées, à proximité des postes de travail ».

La première partie de ces dispositions a reçu, en général, une application facile. Dans la plupart des établissements commerciaux ou industriels, où s'effectuent des opérations pour lesquelles la position assise n'apporte aucune gêne, ou dont elle ne diminue pas la rapidité, des sièges individuels ont été donnés aux femmes ou aux jeunes filles, souvent même avant que le Service d'inspection n'ait eu à provoquer cette mesure.

Celle-ci a fréquemment été prise, en effet, non seulement dans le but de satisfaire au souci de la santé de l'ouvrière, mais aussi pour augmenter le rendement de son travail. Dans de nombreux travaux d'ensachage, d'emballage, d'étiquetage, par exemple, communs à une foule d'industries livrant un produit fini à la consommation, l'affectation d'un siège, avec poste fixe de travail, à chaque ouvrière, présente un certain intérêt. Elle permet, en effet, d'approvisionner en matières premières l'ensacheuse ou l'emballageuse, directement et régulièrement, par un dispositif transporteur (tapis roulant, distributeur) d'assurer, par suite, un travail continu, d'éviter des déplacements, des allées et venues, et, en conséquence, d'accroître la production ou le rendement.

Par contre, chaque fois que la station assise est difficilement compatible

avec le genre d'occupation pratiquée par le personnel féminin, il est rare de constater la présence de sièges, même collectifs.

C'est le cas de certaines industries où la femme, ayant surtout un rôle de surveillance de la machine, doit être attentive, circuler autour des métiers ; il apparaît aux chefs d'établissements que l'attribution de bancs de repos au personnel serait une mesure fâcheuse, risquant de porter atteinte à la qualité du travail et, de plus, difficile à réaliser.

Ces considérations ont cours, notamment, dans l'industrie textile et, en particulier, dans la filature de coton, où le nombre des femmes et des jeunes filles, occupées à la surveillance des bancs à broche, des métiers à filer, surtout, est fraction très importante de l'effectif total de ces établissements.

Dans ce genre d'industries, pour répondre à la demande du règlement, des sièges devraient être mis à la disposition collective des ouvrières.

Nous avons observé une initiative prise, dans ce but, dans une filature de coton de notre section. Des bancs, à plusieurs places, avaient été disposés dans les allées en bout des bancs à broches. Mais ces bancs, déplaçables, servaient à toutes autres fins qu'au repos. Utilisés comme escabeaux, recevant des vêtements, du matériel, ils étaient mis hors de portée des ouvrières, ou rapidement détériorés ou brisés.

C'est précisément parce que les cas dans lesquels il a été satisfait vraiment, en filature de coton, aux dispositions de l'article 8 du décret du 10 juillet 1913 sont très rares, qu'il nous paraît intéressant d'indiquer ce qui a été réalisé, dans cet ordre d'idées, aux « Filatures de l'Est » à Lunéville.

Le Directeur de cette filature de coton avait maintes fois remarqué que le personnel féminin, occupé aux bancs à broches, notamment, éprouvait de temps en temps le besoin de se reposer et, pour cela, s'asseyait sur les caisses ayant contenu les filés, traînées jusqu'à proximité des métiers. Il avait pu, en outre, se rendre compte que la qualité du travail ne s'en trouvait pas atteinte et avait, par suite, admis l'idée que la mise à la disposition du personnel des bancs à broches d'un siège pour lui permettre des repos intermittents était chose possible.

En outre, il avait été frappé des observations faites par le médecin de l'usine, qui visite et soigne gratuitement le personnel, au sujet des cas très fréquents de varices, constatés chez les femmes travaillant aux bancs à broches et aux métiers à filer et pour lesquelles la station debout continuelle, les déplacements nombreux, devant ou autour de métiers de grande longueur, amènent une grande fatigue des jambes, en fin de journée.

Cette fatigue est plus pénible encore pour les femmes en état de grossesse ou relevant de couches, et auxquelles, bien souvent, il est difficile de faire accepter, même momentanément, une occupation différente moins fatigante, mais, partant, moins rétribuée.

C'est pour ces raisons, surtout, que la Direction décida de faire un essai consistant à donner des sièges individuels au personnel des bancs à broches.

Le personnel de surveillance comprend, à Lunéville, une bambrocheuse et une aide pour 2 bancs placés face à face. Par suite, l'arrêt de l'une de ces personnes ne laisse pas complètement les métiers hors de surveillance.

Le Directeur de l'établissement étudia lui-même la construction de sièges

individuels robustes, laissant l'ouvrière à proximité de sa machine et ne constituant pas une gêne pour la circulation dans les allées.

C'est en partant de ces données qu'il fit fabriquer des strapontins mobiles, à relevage automatique, placés à l'extrémité du banc à broches, et fixes au bâti, comme le montrent les figures 1 et 2.

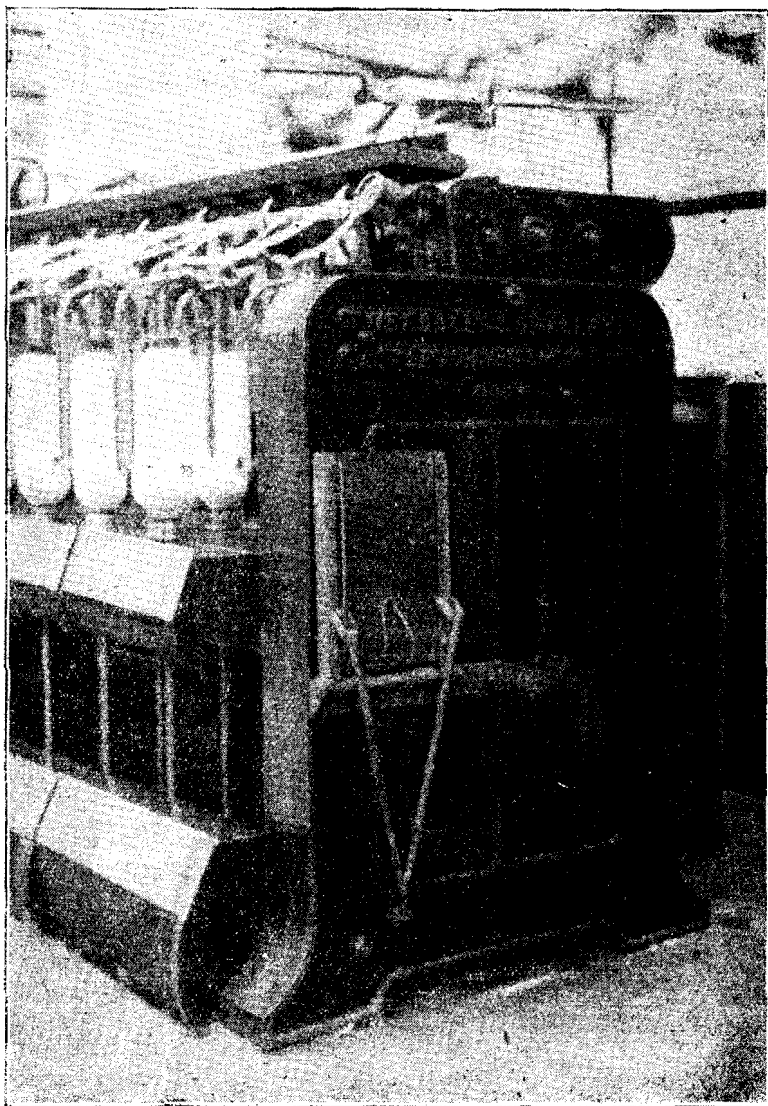


Fig. 1. — Vue du strapontin relevé.

Les dimensions de chaque strapontin sont les suivantes : longueur 320 millimètres; largeur : 200 millimètres; épaisseur 22 millimètres.

Le siège lui-même est en chêne.

L'ossature du strapontin est constituée par deux petites cornières latérales dans lesquelles s'encastrant les sièges en bois.

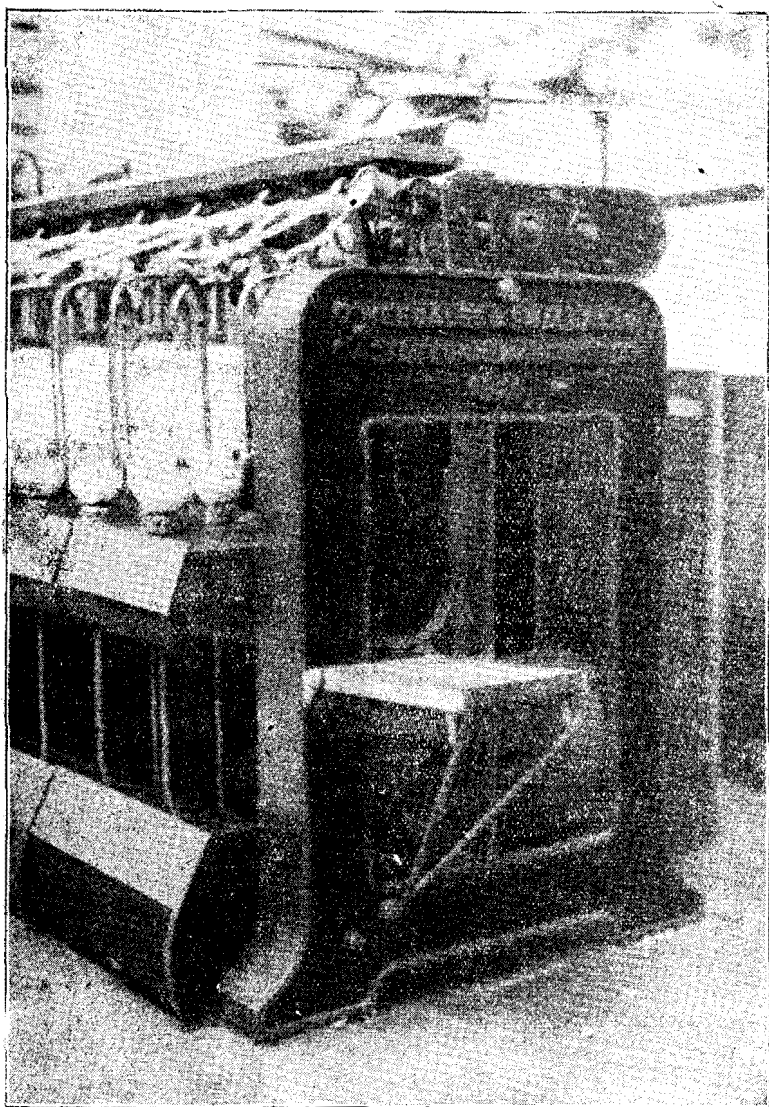


Fig. 2. — Vue du strapontin abaissé.

Ces cornières sont articulées à une extrémité sur un axe, fixé par deux chapes, sur un fer plat de 50×10 millimètres, formant barre d'attache du strapontin au bâti du métier.

L'axe d'articulation porte un ressort à boudin dont la queue, très visible

sur la figure 1, agissant sur le dessous du siège force constamment ce dernier à se tenir relevé et à venir s'appliquer verticalement contre le bâti de la machine.

L'assise du siège rabattu (fig. 2) est constituée par un petit triangle, en fer rond de 12 millimètres de diamètre, prenant point d'appui fixe, articulé à la partie inférieure du bâti de la machine et pouvant voyager à l'aide de deux galets placés à chaque extrémité des branches du triangle et qui coulisent sur deux tringles-guides, soudées sur les cornières formant ossature du siège.

Le strapontin ainsi monté et rabattu pour l'emploi se trouve à 45 centimètres au-dessus du sol.

Il est disposé de telle sorte que l'ouvrière, pendant son repos, puisse facilement apercevoir les rangées de bobines et de rubans ou de mèches et, par suite, continuer à exercer sa surveillance sur les appareils.

Le bâti du métier formant accoudoir constitue, pour la personne assise, une protection naturelle contre le danger possible dû au déplacement des ailettes de la première broche.

Les premiers sièges construits ayant donné satisfaction, leur emploi a été généralisé et étendu à tous les bancs à broches de l'usine. Le nombre des strapontins ainsi en service est actuellement de 52.

Leur construction a été faite à l'établissement même, par ses propres moyens; à titre d'indication, le Directeur note que le prix de revient d'un de ces appareils, posé, est évalué à 35 francs. Afin d'en prolonger la durée, un tampon de caoutchouc (non visible sur la figure) a été monté sur le bâti de la machine, pour amortir le choc, lors du relevage du strapontin.

Ces sièges ont été bien accueillis par le personnel féminin, notamment par le personnel âgé, qui les utilise réellement et qui est libre de les utiliser à son gré. Aucun règlement n'a été prévu à ce sujet.

On n'a pas constaté d'abus dans la fréquence ou la durée des repos.

La qualité ni la quantité du travail n'ont donné lieu à remarques particulières pouvant être l'indice d'un relâchement dans l'attention ou la surveillance, conséquence possible des repos pris par les ouvrières.

Aussi la Direction envisage-t-elle, après étude, l'extension de son initiative aux métiers à filer.

En résumé, l'essai tenté aux Filatures de l'Est, à Lunéville, indépendamment de son intérêt au point de vue de la santé du personnel, semble donc avoir une certaine valeur d'indication, puisqu'il montre possible l'application des dispositions du décret du 10 juillet 1913, commentées au début de cette note, à l'un des cas où elle paraît généralement admise comme difficile et peu pratique.

NOTE

SUR

L'EMPLOI EN FILATURE ET EN TISSAGE DE COTON

D'UNE POMPE DE NETTOYAGE PAR LE VIDE

MONTÉE SUR CHARIOT

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NANCY.

I. — *Considérations générales sur les difficultés et les dangers du nettoyage des métiers dans les filatures de coton et sur les inconvénients des poussières qui s'y dégagent.* — La transformation du coton brut en fil est la source, dans toutes les phases de la fabrication, de poussières plus ou moins nombreuses suivant la nature des opérations effectuées. Ces poussières fines, légères, se répandent dans l'atmosphère des salles et se déposent un peu partout : sur les métiers eux-mêmes, sur les poutrelles, les châssis, les appareils d'humidification et d'éclairage. Elles pénètrent aussi à l'intérieur des métiers et se collent sur les organes de transmission : arbres et engrenages, généralement abondamment graissés.

L'enlèvement de ces dépôts, sur les métiers, est fait ordinairement à la main, en cours de surveillance, surtout par les enfants ou par les femmes qui constituent la majeure partie du personnel des filatures.

Les inconvénients et aussi les dangers de « l'époussetage » sont bien connus. Ils le sont, en particulier, par les accidents, conséquence fréquente de cette opération, accidents parfois assez graves pour amener des incapacités permanentes partielles. Les ouvriers, au cours de nettoyage, et souvent les enfants sont amenés, en effet, à découvrir les engrenages de tête des métiers et à se blesser par suite de l'engagement, dans les organes mécaniques, de la main entraînée par des déchets. Cette opération, faite pendant la marche, bien qu'interdite au personnel féminin et aux enfants, par l'article 1^{er} du décret du 21 mars 1914, a toujours une certaine tendance à être pratiquée, la plupart des métiers marchant à l'heure actuelle « au compteur », et l'ouvrier hésitant à arrêter sa machine, ce qui diminuerait sa production.

Les statistiques annuelles, relatives aux accidents du travail, mettent ces faits en relief. En 1922, dans la 6^e section, sur 38 accidents dus aux machines-outils, survenus dans les filatures de coton, 12, soit le tiers environ, sont dus, ou semblent dûs à peu près certainement, au nettoyage ou à l'époussetage des métiers. Ces accidents ont entraîné 3 incapacités permanentes (perte de un ou deux doigts) atteignant 1 fillette et 2 garçons.

Le nettoyage des parties difficilement accessibles des métiers, des organes de transmission, autour desquels les déchets se sont enroulés et contre les-

quels ils adhèrent fortement, à cause des huiles ou des graisses, et qui se fait généralement en fin de semaine, à l'arrêt forcé, est de même la cause d'accidents, peut-être moins graves, mais aussi nombreux.

Les chocs, les heurts contre les parties saillantes des engrenages, contre les pièces de bâtis au cours de cette opération, ont ainsi causé 64 accidents sur un total de 174, rangés sous la rubrique n° 8 de la statistique générale. Ces accidents, pour être bénins, n'en ont pas moins arrêté 15 garçons, 12 filles, 19 femmes et 12 hommes pendant une période variant de 8 jours à un mois, certaines plaies ayant été infectées du fait de contacts malpropres.

A ce danger motivé par le nettoyage des métiers s'ajoutent, d'une part, les inconvénients généraux dus à la présence de poussières dans l'atmosphère des ateliers et, d'autre part, les inconvénients spéciaux dus aux poussières de coton. Ces dernières sont, en effet, éminemment combustibles et favorisent, dans les industries mettant en œuvre cette matière première, une propagation extraordinairement rapide de l'incendie. C'est une des raisons pour lesquelles il est particulièrement utile de débarasser, dans les filatures, les poutrages, les autres pièces fixes importantes de la construction, les appareils d'éclairage, des poussières qui s'y déposent journellement.

Cet enlèvement est assez difficile, et ne se fait qu'à l'aide de brosses à long manche, n'assurant, le plus souvent, sur les parties très élevées des pièces à atteindre, qu'un nettoyage sommaire, et par suite qu'une sécurité imparfaite. Il a, en outre, l'inconvénient d'amener la chute de gros paquets de duvets sur les machines en marche, ce qui est la cause de malfaçons et de « malpropretés » dans la fabrication que les industriels cherchent naturellement à éviter autant que possible.

M. Decailly, inspecteur départemental du travail à Lille, signalait justement, d'ailleurs, dans une note parue au *Bulletin de l'Inspection du Travail*, de 1922 (page 281), le danger d'incendie présenté par les filatures de coton, notamment par les métiers renvideurs, et notait, à ce sujet, le grand intérêt que présenterait un dispositif mobile d'enlèvement pneumatique des déchets, dispositif encore à l'étude, ajoutait-il.

Or, des observations récentes nous permettent de croire que cette étude est actuellement terminée et qu'elle a permis la mise au point d'un appareil pratique et de maniement facile.

C'est précisément parce que la pompe « Weco », à nettoyage par le vide, que nous avons vue en fonctionnement dans une filature de notre section, nous paraît résoudre la question, en assurant de façon très complète et très rapide les opérations d'époussetage des métiers et de nettoyage des locaux, qu'il nous paraît intéressant d'en noter la mise en service.

II. *Description de la pompe.* — Cet appareil comprend essentiellement (voir figure 1) : une pompe *a* qui est une pompe vide rotative, à piston excentré et ailettes extensibles, commandée par le moteur électrique *b*, par l'intermédiaire des engrenages *c* et *d*.

Un câble amène le courant nécessaire au moteur, dont la mise en train se fait à l'aide du rhéostat *e*.

Le tuyau *f* relie la pompe à un filtre *g* dans lequel l'air chargé des déchets est aspiré par le tuyau *h* par l'intermédiaire d'un tuyau flexible, muni d'une embouchure appropriée et vissée sur ce tube *h*,

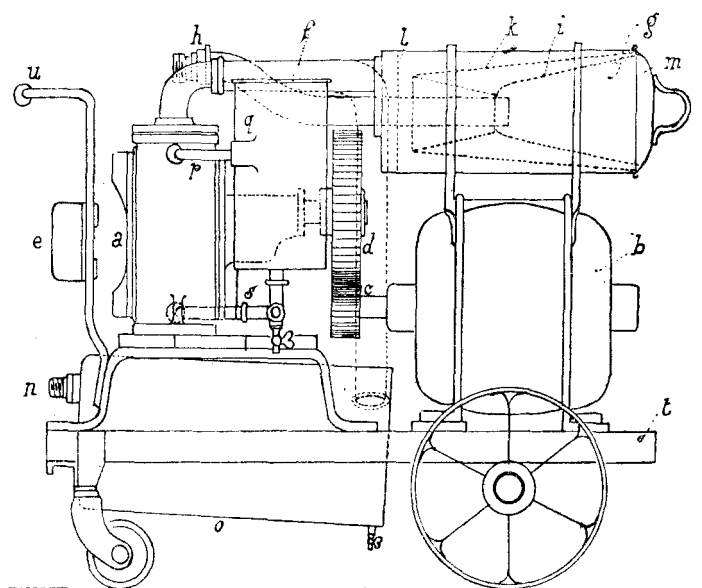


Fig. 1. — Schéma descriptif de la pompe à nettoyage par le vide :
a, pompe à vide rotative; *b*, moteur électrique commandant la pompe par l'intermédiaire d'engrenages *c* et *d*; *e*, rhéostat de mise en marche; *g*, filtre en tôle d'acier, muni de masses filtrantes *i*, *k*, *l*; *f*, tube reliant la pompe au filtre; *h*, tuyau d'aspiration des déchets et poussières; *o*, réservoir à air comprimé; *n*, raccord pour le nettoyage éventuel par soufflage.

Pour assurer un filtrage parfait de l'air aspiré, ainsi que la séparation des déchets, également aspirés, encore utilisables et revendables, des poussières, le filtre *g* en tôle d'acier est muni de trois masses filtrantes, à savoir : 1° Une tôle perforée retenant la grosse masse des déchets; 2° Un sac filtre *K*, qui retient les poussières traversant la tôle *i*; 3° Une toile filtrante *l*, fixée sur une tôle perforée garantissant l'étanchéité parfaite, en cas de rupture des organes *l* et *k*.

Le nettoyage du filtre peut se faire aisément pendant la marche ou l'arrêt de la pompe. Après avoir enlevé le couvercle *m*, on retire le panier perforé *i*, en entraînant le sac *k*, fixé à ce panier. On enlève les déchets et les poussières et on remet le tout en place en quelques secondes.

Au cas où l'on veut se servir d'air comprimé pour un nettoyage quelconque, il est vissé un tuyau flexible avec une lance appropriée, au raccord *n* fixé au réservoir *o* dans lequel l'air, qui lui arrive de la pompe par le tuyau *p*, peut être emmagasiné à une pression allant jusqu'à trois kilos par centimètre carré, moyennant une soupape de réglage.

Le réservoir *o* sert, en même temps, de récupérateur d'huiles par un système de chicanes.

Afin d'empêcher un échauffement nuisible de la pompe, il est prévu, sur le côté du chariot, un petit réservoir d'eau *q* relié au corps de la pompe par les tuyaux P et S, qui permettent la circulation de l'eau en thermosiphon dès que la température s'élève.

Tout ce groupe est monté sur un chariot *t*, supporté par quatre roues, dont deux pivotantes, qui peut être dirigé dans tous les sens, à l'aide d'une poignée.

III. *Fonctionnement.* — La pompe étant conduite dans la partie de l'atelier à nettoyer, le moteur est mis en action, grâce au courant amené par un câble, raccordé à l'une des prises de courant, faciles à installer d'endroit en endroit, dans les salles.

Un tuyau souple de 4 à 5 mètres de longueur, est vissé sur le tube d'aspiration *h*. Ce tuyau est pourvu d'une lance métallique avec un suceur dont la longueur et la forme peuvent varier avec la nature du travail à effectuer.

Le Directeur de la filature, où nous avons vu fonctionner la pompe « Weco », a d'ailleurs fait établir lui-même, à peu de frais, un jeu de suceurs très complet, permettant une aspiration facile en tous points des métiers ou de l'atelier.

Certains de ces suceurs sont pourvus d'une embouchure longue et aplatie assurant le nettoyage rapide des surfaces planes, comme la partie supérieure de certains bâtis. D'autres, au contraire, ont une forme recourbée et permettent de débarrasser facilement de leurs poussières les tuyaux de chauffage, d'humidification, etc., installés à une certaine hauteur au-dessus du sol.

L'ouvrier n'a plus qu'à promener la lance sur les organes ou sur les objets recouverts de poussières. L'aspiration est très nette et le nettoyage complet. Il se fait, au surplus, avec une très grande rapidité.

Cette facilité d'emploi fait, de la pompe à nettoyage par le vide, un appareil réellement pratique, appelé à un usage courant et même presque journalier.

Le moteur électrique actionnant la pompe a une puissance de cinq chevaux et ne paraît pas devoir entraîner une consommation importante de force motrice.

IV. *Applications possibles de la pompe et avantages.* — Les considérations générales exposées au début de cette note suffisent à montrer les applications possibles de la pompe rotative à nettoyage par le vide.

Celle-ci trouve un emploi facile dans l'époussetage des métiers, le nettoyage des parties difficiles à atteindre des machines, le nettoyage des poutres. Le sol, même, à proximité des métiers peut être très facilement remis en état de propreté par aspiration et sans que le personnel soit incommodé par un soulèvement de poussières, inévitable lorsqu'on procède par balayage.

Ces opérations s'effectuent; au surplus, avec une grande rapidité, certainement cinq ou six fois supérieure, d'après nos observations, à celle des ouvrières nettoyant à la main ou à la brosse. Par suite, l'arrêt de la machine,

pour le nettoyage, est bien moins prolongé, d'où la réalisation d'un gain intéressant dans la production.

Par soufflerie, la pompe peut nettoyer également les moteurs électriques dont le rendement est susceptible d'être désavantageusement influencé par les duvets ou poussières qui se déposent entre rotor et stator.

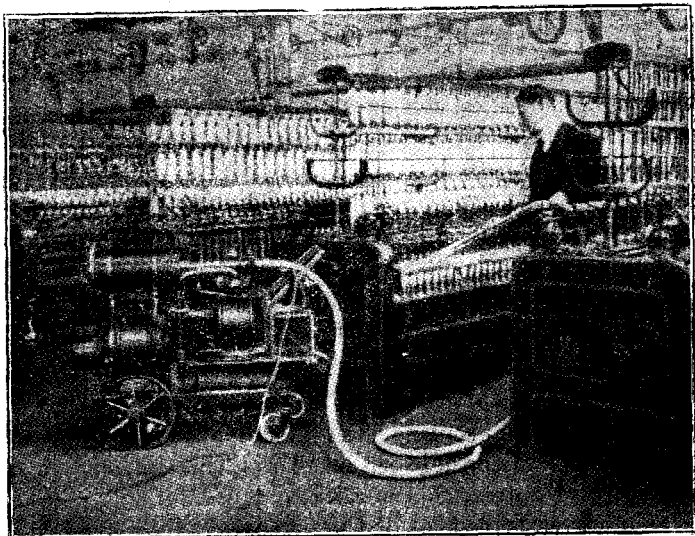


Fig. 2. — Application de la pompe, en filature de coton, au nettoyage des métiers « continus ».

Nous avons, d'autre part, constaté l'application de cet appareil au nettoyage des métiers à tisser automatiques, et nous avons, précisément, rencontré son emploi dans un tissage des Vosges.

Le nettoyage périodique des casse-chaines des métiers automatiques, fait à la main, occasionne des arrêts assez longs, d'où une perte de production appréciable. Le duvet accumulé, ou roulé entre les lamelles, empêche celles-ci de tomber lorsqu'un fil casse. Le métier, au lieu d'arrêter, continue à tourner et donne un travail défectueux.

Cet inconvénient semble pouvoir être supprimé par l'application du « vide » laissant les lames de casse-chaines propres et assurant, dans le cas particulier, une économie importante de main-d'œuvre, puisqu'il nous a été indiqué qu'un ouvrier pourrait ainsi nettoyer trois à quatre fois plus de métiers par jour, tout en produisant un travail plus soigné.

En résumé, les avantages de la pompe mobile à nettoyage par le vide que nous venons de décrire semblent réels. D'une part, cet appareil permet d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des ouvriers, notamment dans les filatures de coton. D'autre part, tout en procurant une garantie plus grande contre le danger d'incendie, toujours à craindre dans ces établissements, cet appareil assure un meilleur rendement des métiers; il permet

notamment, d'obtenir une production sensiblement accrue, grâce à la diminution du nombre et de la durée des arrêts nécessités par l'ancien procédé de nettoyage à la main.

NOTE

SCR

LES AMÉLIORATIONS HYGIÉNIQUES APPORTÉES AUX OPÉRATIONS D'ÉMAILLAGE

DES

CARREAUX DE FAÏENCE POUR REVÊTEMENTS

PAR M. GERVOIS, INSPECTEUR DU TRAVAIL, CHARGÉ DU CONTRÔLE
DANS LA 5^e CIRCONSCRIPTION.

Les carreaux de faïence pour revêtements dont la pâte est composée de kaolin, de silex pulvérisé, d'argile non ferrugineuse et de chaux, subissent une première cuisson à une température de 1280-1300°.

On recouvre ensuite une de leurs faces d'un émail cru. Une nouvelle cuisson, vers 1100°, fixe cet émail sous forme d'une couche à l'aspect vitrifié, transparente ou opaque; la surface extérieure du carreau est ainsi rendue imperméable et polie.

En dehors de son aspect agréable à l'œil, cette glaçure a pour objet de répondre aux nombreux usages auxquels les carreaux — blancs ou décorés (1) — sont destinés. Les carreaux de faïence servent, en effet, soit pour le revêtement des murs d'habitations (salles de bain, cuisines, vestibules et couloirs, vérandas, dépendances, etc.) ou d'établissements commerciaux (pâtisseries, boucheries, charcuteries, salles de restaurants, magasins de comestibles, etc.) soit encore pour la construction d'appareils de chauffage.

Bien qu'il résulte d'expériences, que certains techniciens considèrent comme concluantes, qu'on peut utiliser un émail sans plomb, la généralité des compositions employées pour la glaçure des carreaux de faïence renferment du plomb, sous forme d'oxydes, ou mieux, de silicates ne laissant plus le plomb libre.

Ces compositions varient d'usine à usine et chaque industriel garde jalousement le secret de sa formule. Presque toutes renferment, en quantités

(1) Cette partie de la fabrication, la décoration, est à dessein, laissée en dehors de la présente étude laquelle ne vise que les opérations d'émaillage.

variables : silice, alumine, magnésie, chaux, acide borique, alcalis et oxyde de plomb (minium ou litharge), ce dernier produit pour une proportion variant de 10 à 25 p. 100 dans l'ensemble.

C'est en raison de la présence de ce plomb et aussi des conditions dans lesquelles est effectuée la pose de la glaçure, que l'émaillage des carreaux de faïence est particulièrement dangereux pour la santé du personnel qui y est occupé.

Les matières premières sont placées dans une cuve avec de l'eau. En remuant le tout, on constitue une sorte de bouillie blanchâtre dans laquelle demeurent en suspension tous les éléments insolubles (cette circonstance est à retenir). Il suffit, soit de tremper légèrement à la partie supérieure de cette composition la face à enduire du carreau, soit, au contraire, de verser sur cette face une quantité appropriée de ladite composition, pour obtenir, après rapide absorption de l'eau par la pâte du carreau qui est très poreuse, la mince couche d'émail qui, cuite, donnera la glaçure recherchée.

Le procédé du trempage direct est le plus limité; on le pratique soit à la main (avec ou sans gants), soit à l'aide d'outils porte-objets.

Dans le procédé du déversement, qui est le plus couramment adopté, l'ouvrier prélève dans la cuve, en se servant de récipients à manches, un volume convenable d'émail. Il le projette sur le carreau, tenu à plat, en une sorte de châssis, et que remue constamment un aide, ceci durant toute la période d'absorption de l'eau, afin d'égaler la couche émaillée.

Dans un cas comme dans l'autre, l'émail et, par lui, le plomb, finit toujours par prendre contact avec l'organisme des ouvriers.

Ici, ce sont les doigts qui, directement, trempent dans l'émail; ou bien c'est le liquide qui s'insinue et demeure à l'intérieur des gants de travail, qui coule le long des manches des outils porte-objets, le long des récipients de déversement et arrive jusqu'aux mains sur lesquelles il se fixe.

Là, ce sont les éclaboussures nombreuses, provoquées par le brassage de la masse qu'il faut constamment remuer si on veut lui maintenir l'homogénéité susceptible d'éviter les mécomptes à la cuisson et surtout celles qui se produisent au moment de la projection de l'émail sur les carreaux. Ces éclaboussures atteignent le visage, les mains, les vêtements des ouvriers; elles se déposent, par plaques, sur les murs, les tables, le sol de l'atelier, dans toutes les parties voisines de la cuve à émailler. Bientôt sèches, elles se disséminent petit à petit dans l'atmosphère des locaux de travail sous forme de fines particules que les ouvriers absorbent par leur appareil respiratoire, ce qui complète de façon très active leur intoxication par les pores de la peau.

Aussi, malgré l'application du décret du 1^{er} octobre 1913, est-ce chez les « émailleurs » et les « émailleuses » qu'au bout d'un temps plus ou moins long, on trouve les manifestations du saturnisme les plus caractérisées.

C'est essentiellement pour éviter ces dangers à leur personnel que MM. Fourmaintraux et Delassus, céramistes, à Desvres (Pas-de-Calais), ont récemment mis en pratique l'émaillage mécanique des carreaux de faïence qu'ils fabriquent.

Leur machine à émailler (que la fig. 1 représente de profil, face arrière, et dont la fig. 2 donne un schéma de la face avant) se compose d'une espèce

de tambour en zinc (Z) pourvu d'un robinet de vidange et monté dans un bâti en fonte. La partie supérieure du tambour est démontable. Sur le côté latéral et à la partie inférieure est ménagée une ouverture (O) fermée par un

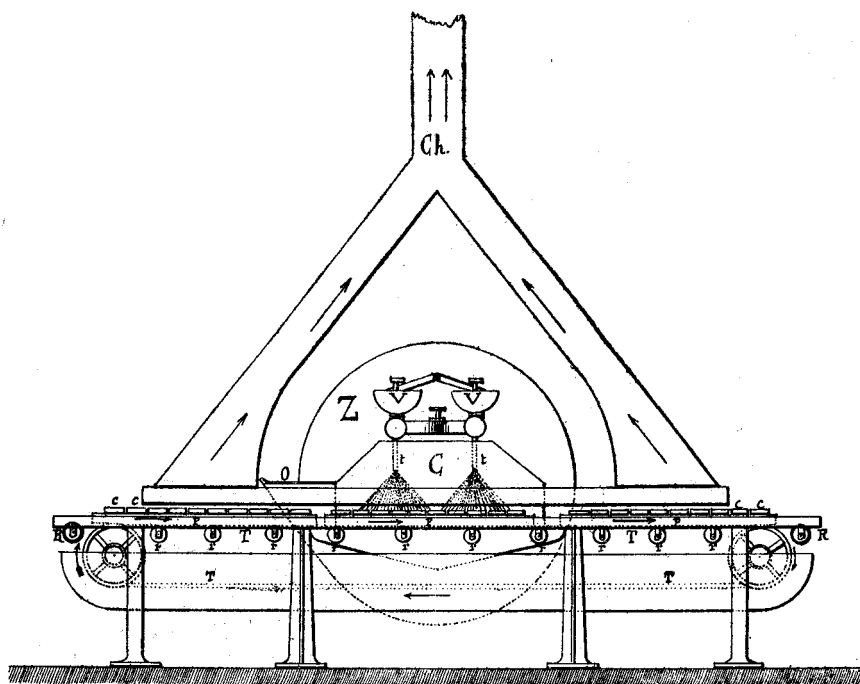


Fig. 1. — Machine à émailler. — Coupe :

Z, tambour en zinc dans lequel est versé l'émail à l'état liquide; O, ouverture pour l'introduction de l'émail; V, vases de déversement de l'émail; t, tuyères pour la pulvérisation de l'émail; P, planchettes sur lesquelles reposent les carreaux; c: carreaux placés pour recevoir l'émail; T, transporteur sans fin; R, r, rouleaux de soutien de ce transporteur; C, caisson collecteur d'émail; Ch, Cheminée d'aspiration de l'émail non utilisé.

couvercle et par laquelle l'émail est introduit dans le tambour. Dans l'intérieur de ce dernier tourne une roue à godets à quatre bras qui, en vue d'éviter des dépôts, tient l'émail constamment en mouvement et l'amène dans un bassin situé dans la partie supérieur du tambour. Au travers de tubes en caoutchouc, l'émail s'écoule ensuite dans deux réservoirs ayant la forme de vases (V) munis d'une soupape destinée à permettre le réglage de l'arrivée de l'émail. Sur le côté de ces soupapes se rattachent les tuyaux d'amenée d'air, tandis que les tuyères sont penchées par le bas. L'air chassé au travers des tuyères par un compresseur à air entraîne régulièrement l'émail à travers les soupapes et le répand, finement partagé, sur les carreaux (c) reposant sur des planchettes (P), et qui défilent au-dessous, dans le sens horizontal entraînés par un transporteur (T) sans fin, formé d'une toile métallique. Pour éviter que l'émail se répande de tous côtés, les tuyères sont enveloppées, jusqu'au-dessous du transporteur d'un caisson collecteur (C) dans la partie inférieure duquel s'accu-

mule l'émail superflu. Avant l'entrée dans le collecteur lequel, pour permettre de surveiller l'émaillage, est pourvu d'un tiroir, les carreaux sont nettoyés par l'ouvrier qui les place ensuite sur le transporteur, cette opération s'effectuant mieux à la main.

Le transporteur passe sur deux gros rouleaux (R) à rebords, disposés dans des bâtis en fonte maintenus vers le haut par deux fers et vers le bas par une traverse. Dix autres rouleaux, plus petits (r), servent de supports au ruban transporteur.

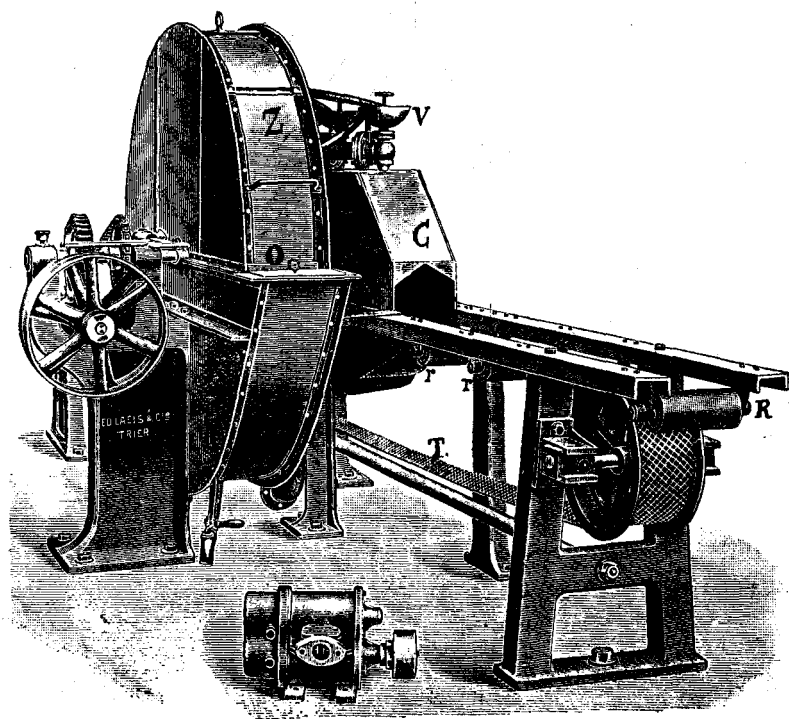


Fig. 2. — Machine à émailler, vue par l'avant :

Z, tambour en zinc dans lequel est versé l'émail à l'état liquide; O, ouverture pour l'introduction de l'émail; V, vases de déversement de l'émail; T, transporteur sans fin; R, r, rouleaux de soutien du transporteur; C, caisson collecteur d'émail.

Les tuyères (t) sont en bronze et elles sont construites de façon à être préservées de toute usure tout en assurant toujours un aménagement régulier et une finesse invariable de l'émail.

Enfin, pour éviter qu'aucune des matières nocives, à l'état pulvérulent, ne soit projetée dans l'atmosphère de l'atelier, il a été ajouté à l'appareil une cheminée (Ch.) à tirage naturel, qui aspire l'émail vaporisé et non absorbé par les carreaux.

A la fin de la journée de travail, il est procédé à un lavage complet de la machine et de ses accessoires.

Ce procédé mécanique rend donc exécutable, en de très bonnes conditions

d'hygiène et de salubrité, une opération qui, précédemment, offrait de sérieux dangers pour la santé du personnel.

Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls avantages qu'il présente :

Avec le procédé d'émaillage à la main, un très bon émailleur, aidé de trois femmes, pouvait arriver à produire 1,000 carreaux de 15×15 par heure; la machine à émailler permet de produire plus de 2,000 carreaux à l'heure avec 6 femmes : d'où augmentation sensible du rendement.

D'autre part, dans l'émaillage à la main, il y avait un tour de main tout-à-fait spécial à acquérir et difficile à pratiquer pour obtenir une couche de glaçure d'égale épaisseur sur tous les carreaux. Actuellement, après quelques minutes de réglage, l'appareil est susceptible d'assurer, uniformément, pendant les heures suivantes, un émail régulier de composition et toujours égal en sa répartition : d'où très grande régularité dans le travail aussi bien que dans la qualité de la glaçure obtenue.

Ainsi se vérifie une fois de plus que d'efficaces dispositions appliquées pour garantir la santé des ouvriers correspondent tout à la fois à une notable augmentation dans le rendement du travail fourni et à une sensible amélioration de la qualité du produit fabriqué.

NOTE

SUR LES

AMÉLIORATIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

RÉALISÉES DANS L'AGRANDISSEMENT

DES USINES DE LA COMPAGNIE PARISIENNE

DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

PAR M. LAVOISIER, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

Paris et sa banlieue forment le centre le plus important de France où l'industrie et le commerce groupent, sous forme de machines électriques et d'appareils d'éclairage, la plus grande puissance de consommation d'électricité.

Le courant qui alimente la capitale est produit par la Compagnie Parisienne de Distribution d'Electricité (C. P. D. E.) dans deux usines; l'usine Sud, située à Issy-les-Moulineaux, et l'usine Nord à Saint-Ouen.

Les besoins d'énergie électrique augmentant sans cesse, ont nécessité l'agrandissement de ces usines dont la technique s'est trouvée modifiée avec l'augmentation de puissance.

L'usine nord, la plus importante des deux, possède actuellement huit

groupes générateurs de 10,000-15,000 kw., et deux nouveaux groupes de 30,000-35,000 kw. En outre, on prévoit l'installation de trois nouvelles unités de 30,000-35,000 kw.

Cette dernière usine, qui sera la plus importante du monde, verra donc sa puissance installée portée de 12,000 kw. à 295,000 kw. et, prochainement, à 400,000 kw.

Tout en utilisant au mieux, dans ces agrandissements, les progrès de la technique moderne pour obtenir des nouveaux appareils le meilleur rendement, des innovations dues à M. Pêcheur, directeur général de ces usines, ont été faites dans le but d'économiser la main-d'œuvre, de diminuer les risques d'accidents, tout en augmentant l'hygiène et le confort des travailleurs.

Ces améliorations, qui se trouvent décrites ci-après, portent notamment sur : la manutention du charbon jusqu'aux chaufferies; l'enlèvement hydraulique des mâchefers; le refroidissement des alternateurs; un dispositif de sécurité contre la manœuvre intempestive des sectionneurs à haute tension.

Manutention du charbon jusqu'aux chaufferies. — La réserve de combustible est destinée à permettre la marche de l'usine pendant un grand laps de temps sans le secours des arrivages. Elle permet, en effet, de parer à une interruption des arrivages d'une durée dépassant un mois. Elle joue le rôle de volant, recevant l'excédent ou compensant le déficit des arrivages journaliers.

Le principe adopté dans l'ancienne installation consistait à mettre le charbon dans d'immenses silos construits en élévation. Le service en étant assuré par un convoyeur à godets les alimentant par la partie haute et opérant la reprise par le bas.

L'inconvénient de cette méthode est de laisser séjourner pendant longtemps le charbon à l'air et sous forte épaisseur. Dans ces conditions, il n'est pas rare de voir le charbon perdre de 5 à 10 p. 100 de son pouvoir calorifique initial en quelques mois. En outre, l'oxydation produit des échauffements dangereux qui ont souvent provoqué des incendies. Pour éviter en partie ces inconvénients, il est nécessaire de faire chaque jour la reprise au silo, et de maintenir le stock, soit une double manutention superflue. Il faut assurer la réserve contre l'incendie, donc payer de lourdes primes atteignant 5 p. 1,000.

Dans la nouvelle installation, la réserve est constituée par un parc à charbon de 30,000 tonnes dont la moitié peut être immergée. Sous l'eau, le charbon ne perd aucune de ses propriétés originelles, par suite on peut le conserver longtemps sans le renouveler; il n'est plus sujet aux incendies. Le principe de la manutention consiste donc à brûler le charbon frais au fur et à mesure des arrivages et à conserver le parc comme réserve à longue échéance.

Les quelques milliers de tonnes de charbon non immergées constituent le volant régularisateur des arrivages dont il a été question ci-dessus.

Le parc est constitué par deux vastes cuves bétonnées, creusées dans le sol. Ces deux cuves, de forme rectangulaire, sont en prolongement l'une de l'autre et bordent les chaufferies.

Les figures 1 et 2 donnent des coupes du parc et de ces chaufferies; on y voit représentées plusieurs voies ferrées qui longent le parc sur toute sa lon-

gueur. La voie V_1 permet le déchargement des wagons dans le parc, qu'elle surplombe, ce qui permettra l'emploi de wagons à décharge automatique.

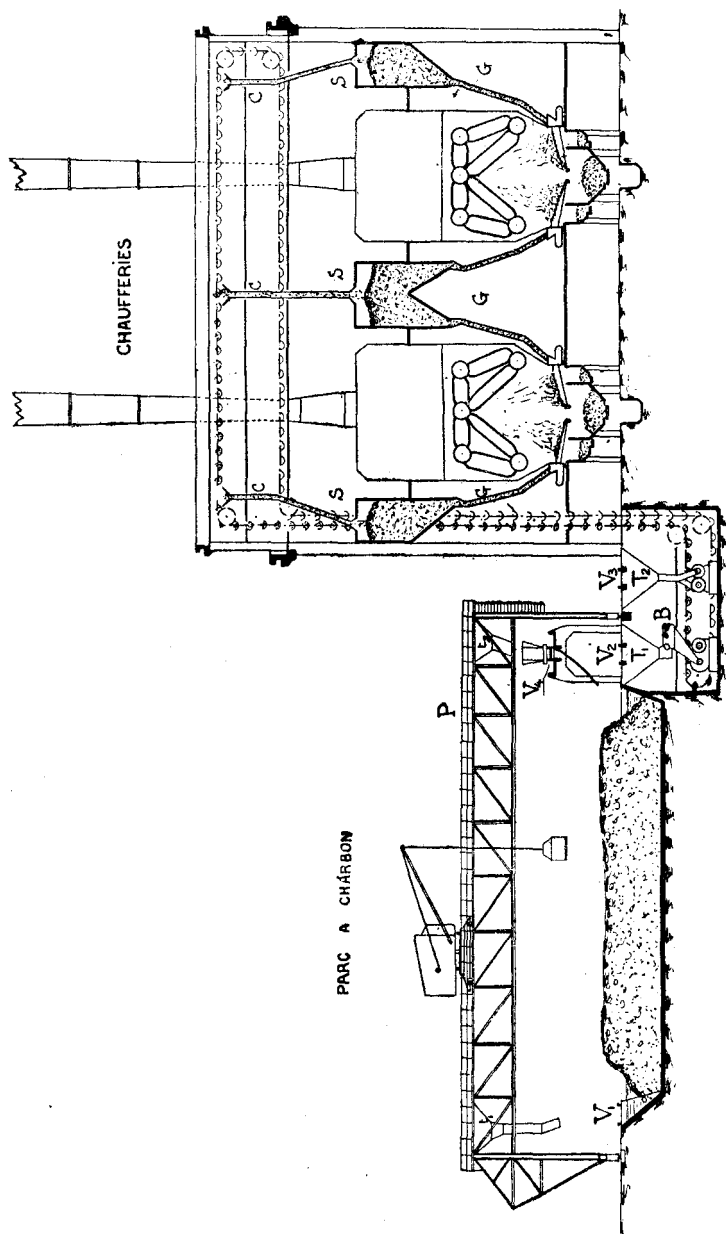


Fig. 1. — Schéma de la manutention mécanique du charbon en vase clos du parc aux chaufferies. — Élévation.

La voie V_2 permet également le déchargement des wagons dans le parc, mais principalement dans les trémies T_1 qui, avec les trémies T_2 sont le point de départ de la manutention dans la chaufferie. La voie V_3 permet le déchar-

gement dans les trémies T_2 . Les trémies T_1 sont plus spécialement affectées au déchargement des tout-venants parce qu'un broyeur est placé à l'orifice de sortie, avant le dispositif de chargement sur le convoyeur

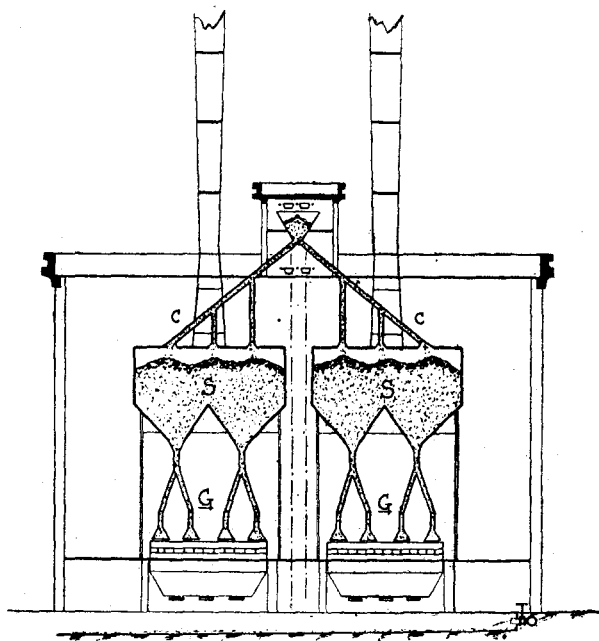


Fig. 2. — Schéma de la manutention mécanique du charbon en vase clos vers les chaufferies. — Coupe.

Au-dessus de la voie V_2 se trouve un viaduc qui supporte la voie V_4 sur laquelle circulent des trémies automotrices, à déchargement automatique par le bas et servant au transport du charbon depuis l'estacade en Seine, jusqu'au point de déversement.

Ce déversement peut avoir lieu dans le parc grâce au plan incliné de jetée qui existe tout le long du viaduc, ou bien dans les trémies T_1 à travers des ouvertures pratiquées à cet effet.

Le service du parc est assuré par un pont-portique P qui peut se déplacer sur toute la longueur. Sur ce pont, se déplace une grue à benne preneuse qui répartit le charbon déchargé dans le parc et le reprend en vue de son utilisation.

Pour noyer le charbon, une pompe spéciale placée dans la salle des machines s'alimente aux galeries d'amenée d'eau des condenseurs. Cette eau est ensuite refoulée dans une tuyauterie aboutissant à une station de pompage voisine du parc.

La figure 3 donne une coupe de cette station ; la conduite de refoulement se subdivise en deux conduites se rendant respectivement à deux chambres ménagées dans chaque demi-parc et isolées du reste par des grilles filtrantes. En remplissant des chambres d'eau, on remplit peu à peu le parc.

Pour la vidange, les deux conduites ci-dessus fournissent à l'aspiration de deux pompes P (fig. 3 et 4) qui, par la tuyauterie *d*, refoulent l'eau vers l'extérieur.

Des vannes permettent, dans ce cas, d'isoler la tuyauterie *a*.

Quant à la tuyauterie de refoulement *d*, elle est encore utilisée, ainsi que les pompes, pour l'enlèvement des mâchefers, comme nous le verrons plus loin. C'est pourquoi elle se subdivise ensuite pour se rendre à l'égoût d'une part, et à l'enlèvement des mâchefers d'autre part.

Cette vue d'ensemble sur le parc à charbon permet de comprendre facilement les diverses manutentions du charbon.

Manutention du charbon dans la chaufferie. — Comme le montre la figure 1, sous les trémies T_1 et T_2 circulent deux convoyeurs à godets situés l'un à côté de l'autre. La chaîne sans fin de ces convoyeurs affecte la forme indiquée sur cette figure : une partie horizontale sous les trémies, une partie verticale jusqu'au haut de la chaufferie, une partie horizontale sur toute sa largeur.

Sous les trémies se fait le chargement des godets. Des goulottes en tôle prennent le charbon à l'orifice de la trémie T_2 ou sous le broyeur B et le conduisent dans le distributeur. Ce distributeur consiste essentiellement en un cylindre horizontal. Le charbon arrive à une extrémité par un conduit en tôle, et se déverse par une ouverture latérale. Un second cylindre concentrique, entraîné par la chaîne sans fin du convoyeur, ouvre et ferme alternativement cet orifice.

L'instant de correspondance des ouvertures coïncide avec le passage du godet sous le distributeur. L'éclipse est totale lorsque le godet est plein. Afin de supprimer tout dégagement de poussière, l'ouverture du second cylindre est prolongée par des parois en tôle de façon telle que le charbon est guidé jusque dans le godet.

Chaque chaudière possède, à l'étage des économiseurs, d'énormes silos d'alimentation tenant jusqu'à 360 tonnes. Ces soutes S (fig. 1, 2 et 3) sont le point final de la manutention. En effet, le charbon descend de ces soutes sur la grille *g* par des goulottes en tôle G au fur et à mesure du besoin.

Le remplissage des silos est fait par le convoyeur dont les godets, une fois arrivés au haut de la chaufferie, se déversent dans les conduites en tôle C qui amènent le charbon par gravité jusque dans les silos. Ces silos présentent une particularité : ils sont entièrement clos, même à la partie supérieure, et les goulottes d'amenée y pénètrent jusque dans l'intérieur. De cette façon, le charbon effectue sa descente dans un espace absolument clos, ce qui supprime toute poussière à l'extérieur. Les godets de la chaîne passent à une très faible distance de la trémie où ils se déversent ; il en résulte que la chute libre du charbon n'est que de quelques centimètres et ne provoque pas de poussières.

Depuis son entrée dans la chaufferie par les trémies initiales T_1 et T_2 , le charbon est, pour ainsi dire, en vase clos. Toute la disposition que nous venons de décrire a été spécialement étudiée dans le but de supprimer les poussières. Les poussières de charbon salissent, en effet, rapidement toute la chaufferie, elles l'assombrissent, obligent à de fréquents balayages, sont un

inconvenient pour la bonne conservation des appareils mécaniques et des moteurs électriques, enfin elles incommode le personnel.

Tous ces inconvenients sont ainsi évités et les chaufferies peuvent rivaliser de confort et de propreté avec les salles des machines auxquelles seules on attachait jusqu'ici quelque importance.

Enlèvement des mâchefers. — Dans les chaufferies importantes, l'enlèvement des mâchefers est une opération pénible pour l'exécution de laquelle il devient presque impossible de recruter de la main-d'œuvre française.

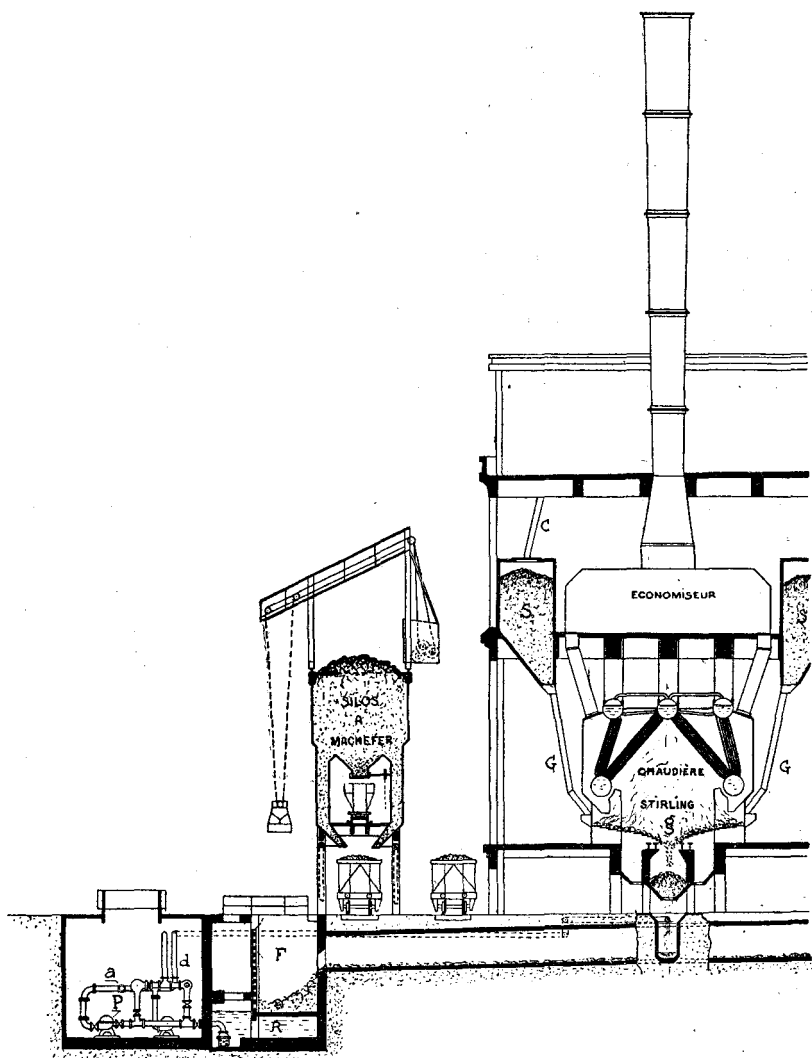


Fig. 3. — Dispositif d'enlèvement hydraulique des mâchefers.

Elle se pratique dans les sous-sols des salles de chauffe généralement obscurs, mal aérés, et consiste à faire tomber le mâchefer incandescent ou mal éteint, de deux mètres de hauteur, dans de petits wagonnets métalliques, système Decauville, et à le transporter dans une cour où il est refroidi par de puissants jets d'eau.

Non seulement les ouvriers sont exposés à des brûlures graves, à l'action néfaste des poussières qui est de nature à compromettre leur santé, à la chaleur rayonnante de la matière incandescente, mais encore à l'intoxication par l'oxyde de carbone.

Certain perfectionnement consiste à faire tomber le mâchefer refroidi sur un tapis roulant qui aboutit à une fosse d'où il est repris par un élévateur à godets et transporté dans les wagons.

Ce système provoque encore des dégagements de poussières assez abondants.

Les quatre chaudières Stirling utilisées à la C. P. D. E. ont chacune 2,100 mètres carrés de surface de chauffe et la production totale de mâchefer atteint 28 à 30 tonnes par vingt-quatre heures.

Les grilles des chaudières rejettent le résidu de la combustion dans des chambres en béton armé, revêtues intérieurement de briques réfractaires. Dans ces chambres dites « trémies à mâchefer », ce résidu est refroidi et humidifié par un arrosage intermittent.

Sous les trémies à mâchefer existe un caniveau que l'on peut voir sur les figures 3 et 4. Le principe de l'enlèvement figuré sur ce schéma est le suivant :

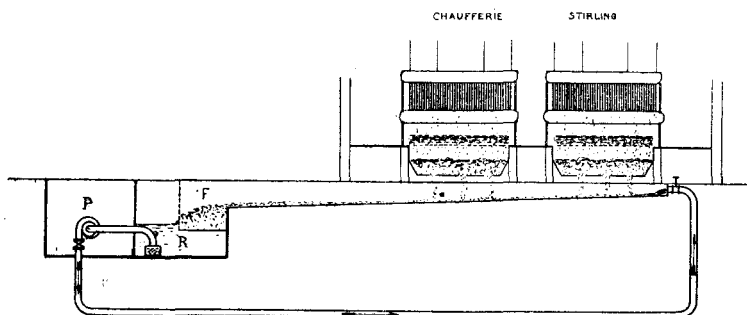


Fig. 4. — Schéma de la distribution d'eau pour l'enlèvement hydraulique des mâchefers.

Une pompe P établit dans le caniveau une forte chasse d'eau, on ouvre alors progressivement les portes de la trémie; le mâchefer tombe dans le caniveau et est emporté par le courant jusqu'à la fosse F. Cette fosse comporte sur une de ses faces une série de grilles qui laissent passer l'eau dans un réservoir R adjacent et retiennent les mâchefers. Sa décantation est quasi instantanée et la pompe P, ayant son aspiration dans le réservoir R, remet constamment en jeu le même liquide.

La pompe P est la même que celle dont nous avons parlé à propos de la vidange du parc à charbon. Pour la vidange complète du réservoir R, la tuyauterie allant à l'égoût peut être utilisée comme dans le cas de vidange du parc.

Ce procédé d'enlèvement hydraulique des mâchefers constitue un immense

progrès sur l'enlèvement par transporteur et convoyeur, par le fait même de la suppression complète des appareils mécaniques. Une pompe suffit pour cet enlèvement et le rouet de la pompe qui seul peut subir une détérioration est un organe robuste et facilement interchangeable.

En outre, le mâchefer bien mouillé dans la trémie et tombant directement dans un courant d'eau, ne crée aucune poussière. Les appareils mécaniques, au contraire, par le brassage qu'ils provoquent, et malgré l'arrosage, rendent l'air du sous-sol presque irrespirable et encrassent très rapidement tout ce qui y est situé.

A côté de la fosse à mâchefer, et en élévation au-dessus du viaduc et de la voie 2, on a construit un silo à mâchefer. Des trappes y sont aménagées pour permettre le chargement sur wagon ou sur trémie à destination de la briquetterie.

Quant au remplissage du silo, il se fait à l'aide d'un petit pont-portique situé sur le silo avec porte à faux au-dessus de la fosse. Un chariot avec benne piocheuse effectue de façon entièrement automatique le transport du mâchefer.

Le grand pont-portique du parc peut, en outre, servir de secours pour cette opération.

En résumé, le grand avantage de l'enlèvement hydraulique réside dans ce qui suit :

Suppression de tous les appareils mécaniques à usure considérable; diminution de la main-d'œuvre; un homme suffit pour chaque poste de huit heures pour vider les trémies des chaudières et un autre pour la manœuvre du pont-portique; suppression des frais de graissage, d'entretien; seule, une pompe (organe très robuste et bon marché) assure toute la manutention. Enfin, on supprime les poussières, ce qui permet, sans trop de difficultés, d'entretenir le sous-sol en bon état de propreté et d'améliorer les conditions de travail des ouvriers.

Refroidissement des alternateurs. — Le passage du courant dans les bobines, les phénomènes d'hystérésis et les courants parasites qui circulent dans les tôles de l'alternateur, sont autant de causes d'échauffement de la machine. On atteindrait des températures qui nuiraient au bon fonctionnement de l'alternateur, si on ne le refroidissait pas artificiellement.

A cet effet, on crée une circulation d'air dans des canaux ménagés à l'intérieur de la masse de l'alternateur. Cet air est aspiré par des aubes montées sur le rotor qui forment ventilateur.

L'air de la salle des machines étant toujours un peu plus chaud que l'air extérieure, on utilise pour cette ventilation de l'air pris au dehors.

Tout le rez-de-chaussée de la salle des machines, sous les alternateurs, est occupé par une immense galerie en communication avec l'atmosphère à ses deux extrémités, dite galerie d'air frais (G, fig. 5 et 6).

Le ventilateur aspire dans une chambre C. L'air venant de la galerie d'air frais doit traverser, avant d'arriver dans cette chambre, une série de filtres F qui le débarrassent de ses poussières.

Dans tous les secteurs électriques, l'air de refroidissement des alternateurs est évacué directement dans les salles des machines où, s'ajoutant au rayonne-

ment des turbines, il élève la température ambiante dans des conditions anormales, surtout en été.

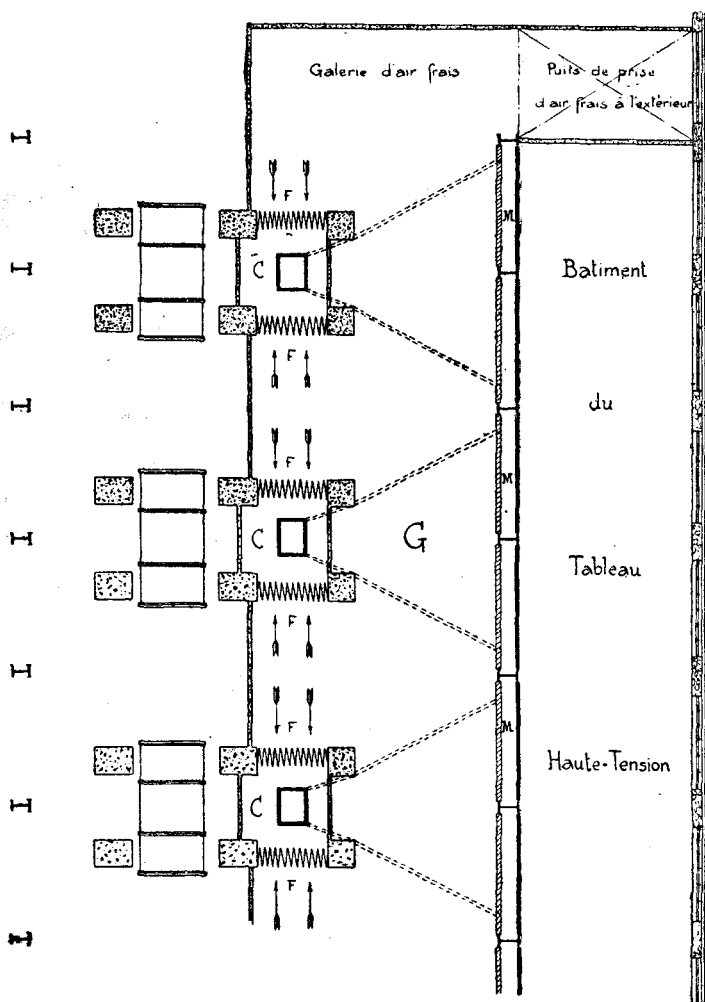


Fig. 5. — Circulation d'air pour le refroidissement des alternateurs. — Plan.

Quand la puissance de ces usines était relativement faible, 12,000 à 15,000 kw., la question n'avait qu'une importance relative; mais aujourd'hui, avec les alternateurs de 30,000, 35,000 kw. qui débitent 500 mètres cubes d'air à 60° par seconde, il faut abandonner ces méthodes surannées, si l'on ne veut pas porter atteinte à la santé du personnel.

L'air surchauffé et sec — nous avons constaté dans une salle de machine une température de plus de 38° en septembre et à 17 heures — est aussi nuisible à la santé que l'air chaud et humide; les ouvriers, en dehors de l'action déprimante résultant de l'excès des sécrétions cutanées, ressentent des

troubles fonctionnels, une soif inextinguible qui conduit souvent à l'alcoolisme, de l'inappétence, de l'anémie et sont parfois victimes du « coup de chaleur » analogue aux insulations.

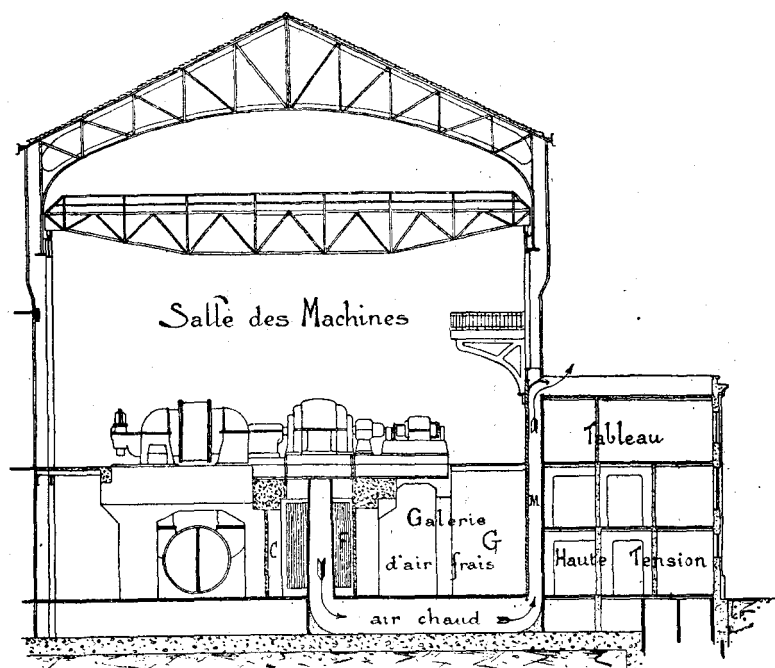


Fig. 6. — Circulation d'air pour le refroidissement des alternateurs. — Élévation.

On a essayé, dans une installation récente, de faire circuler l'air en circuit fermé et de récupérer les calories dégagées pour réchauffer l'eau d'alimentation des chaudières.

Si, en hiver, ce procédé donne d'excellents résultats, il présente certains inconvénients en été. La température de l'eau des fleuves atteint 17 à 18 degrés et même 20 degrés. L'air en circulation ne se refroidit pas suffisamment à son contact, il est donc nécessaire, pour éviter l'échauffement anormal de l'alternateur, d'en laisser échapper une partie que l'on remplace par de l'air froid. Cette sortie d'air se fait dans la salle.

Aux usines de la C. P. D. E., l'air chaud n'est pas renvoyé dans la salle des machines, après le passage dans l'alternateur. Il emprunte un canal maçonné situé à l'intérieur de la chambre C et se rend ainsi à l'étage inférieur. Là, le canal devient horizontal, s'élargit et vient déboucher dans une cheminée M située entre la salle des machines et le bâtiment du tableau. Par cette cheminée, l'air s'échappe dans l'atmosphère.

Cette disposition est d'une grande simplicité et d'une grande sûreté de marche. En outre, elle supprime dans la salle des machines ou dans les sous-sols, tout dégagement d'air chaud, de nature à incommoder le personnel.

Dispositif de sécurité contre la manœuvre intempestive des sectionneurs. — Les disjoncteurs automatiques sont destinés à interrompre le courant en cas de court-circuit ou de surcharge dans une installation à haute tension.

Pour garantir la sécurité des ouvriers qui en font la visite et en assurent l'entretien, et en conformité des dispositions de l'article 10 du décret du 1^{er} octobre 1913 (électricité), ces appareils sont précédés et suivis de sectionneurs ayant pour but de les mettre hors circuit.

Ces sectionneurs (fig. 7) se composent d'une lame de cuivre articulée à l'extrémité inférieure et terminée à l'autre par un œil.

Pour les manœuvrer, on passe le crochet d'une perche isolée électriquement dans l'œil de la lame de cuivre, puis on fait tourner cette lame sur son axe pour l'introduire ou la retirer de la mâchoire supérieure, suivant que l'on veut fermer ou ouvrir le circuit.

Cette manœuvre à la main ne présente normalement aucun danger. Il n'en serait pas de même si, par oubli ou inattention, on manœuvrait un sectionneur avant que le disjoncteur ne soit ouvert.

Dans ce cas, on réaliserait une coupure lente dans l'air sur un circuit en charge et, en raison de la tension élevée (12,000 volts par exemple) et du fort ampérage, il en résulterait des jaillissements d'arcs très puissants et fort dangereux pour celui qui aurait fait la fausse manœuvre.

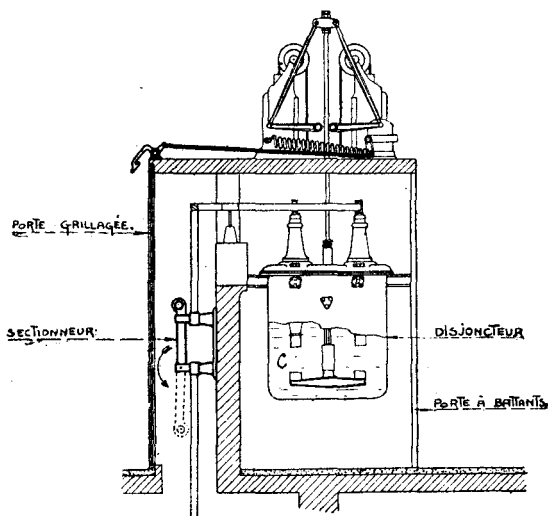


Fig. 7. — Dispositif de sécurité ne permettant la manœuvre des sectionneurs qu'après l'ouverture des disjoncteurs.

Pour obvier à cette possibilité d'accident — toujours très grave — les sectionneurs, placés chacun dans une cellule, ne peuvent être manœuvrés qu'après l'ouverture de la porte grillagée, qu'un dispositif de verrouillage tient fermée aussi longtemps que le courant passe dans le disjoncteur.

Un doigt, manœuvré par une tringle, s'appuie sur le battant de la porte

dès que les électro-aimants du disjoncteur ont rapproché les dispositifs de contact C.

La tringle est solidaire du jeu de levier qui commande le disjoncteur et revient en arrière dès que le courant est coupé, c'est-à-dire quand les dispositifs de contact C ont repris la position indiquée sur la figure. La manœuvre intempestive du sectionneur est donc impossible.

Les perfectionnements dont nous venons de donner la description ne sont pas seulement profitables au personnel. Ils contribuent dans une large mesure à augmenter le rendement et assurer la régularité de production de l'usine.

NOTE

SUR UN DISPOSITIF DE PROTECTION

DESTINÉ À SUPPRIMER LE PORT DES LUNETTES

POUR LES

OUVRIERS OCCUPÉS AUX MEULES EN ÉMERI

PAR M. LE HEN, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À LORIENT.

Dans le travail aux meules en émeri il se produit des poussières provenant de particules de métal et de grains d'émeri qui sont arrachés.

Les unes tombent dans la partie inférieure de l'enveloppe, en passant entre la pièce à travailler et la meule; les autres, n'ayant pu passer dans cet intervalle ou ayant été entraînées dans la rotation de la meule (gerbe descendante), viennent, en vertu de la force vive dont elles sont animées, se heurter à la pièce en travail et peuvent, par ricochet, atteindre les yeux de l'ouvrier.

Pour éviter les nombreux accidents, suivis de blessures aux yeux, survenus dans ces conditions, certains chefs d'établissements ont rendu obligatoire le port des lunettes, pour les ouvriers occupés aux meules en émeri. Cette obligation peut donner de bons résultats lorsqu'il s'agit d'ouvriers occupés de façon permanente à ces meules; mais, dans les ateliers où tous les ouvriers font usage des meules, à différents instants de la journée, cette obligation demeure, la plupart du temps, lettre morte. Les ouvriers, dès qu'ils ne sont plus soumis à une active surveillance, abandonnent les lunettes et se privent ainsi, volontairement, de toute protection.

Les raisons en sont les suivantes :

Il n'existe généralement qu'une seule paire de lunettes que l'on dépose à proximité de la meule, l'ouvrier qui veut s'en servir doit modifier à sa convenance la longueur de l'attache, de sorte qu'un deuxième ouvrier peut, dans

certains cas, être conduit à changer complètement l'attache pour s'ajuster les lunettes protectrices.

Souvent, le travail à exécuter à la meule étant peu important, l'ouvrier hésite à employer les lunettes.

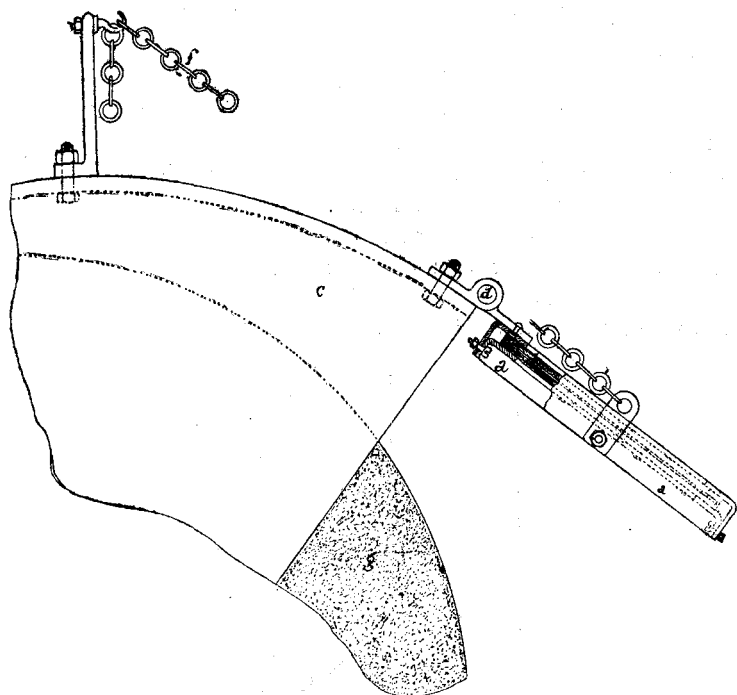


Fig. 1. — Dispositif d'installation d'une vitre incassable sur une meule en émeri :
a, cadre; b, vitre; c, capot; d, charnière; f, chaîne d'accrochage; g, meule.

Enfin, dans certains cas, il plaît à beaucoup d'ouvriers de se montrer insoucieux du danger, et c'est très souvent la raison qui cause, à elle seule, l'échec de l'obligation du port des lunettes.

Notre distingué collègue M. Frois a parlé dans son étude sur l'évacuation des poussières produites au travail des meules à polir (*B. I. T.*, n° 1, 1905) d'un cadre, fixé au capuchon de la meule, ce cadre porte une vitre qui est destinée à protéger la vue de l'ouvrier.

Nous avons vu essayer différents protecteurs de ce genre sur des grosses meules en émeri. La plupart avaient, jusqu'à présent, donné de sérieux mécomptes : les uns, composés d'une simple vitre, ont été brisés par un choc avec la pièce en travail; cette vitre pouvait en outre contribuer à l'aggravation d'un accident en cas de rupture de la meule. Dans d'autres protecteurs la vitre a été remplacée par une feuille d'émaillite, dont la transparence égale celle du verre, la flexibilité étant à peu près la même que celle du celluloid. Cette dernière était rendue très rapidement inutilisable par les nombreuses

taches qu'y produisaient les particules brûlantes de métal projetées pendant le travail; la visibilité devenait ainsi presque nulle après quelques jours d'usage.

Comme on le voit, le but à atteindre pour assurer une bonne protection n'est pas seulement d'interposer un écran entre l'ouvrier et la meule; il faut que la vitre servant d'écran ne puisse donner lieu à accident en cas de rupture; il faut notamment qu'en cas d'éclatement de la meule, les morceaux de vitre ne puissent atteindre l'ouvrier; il faut enfin assurer une visibilité parfaite, sans laquelle l'ouvrier, se trouvant quelque peu gêné pour suivre son travail, réclame la suppression de l'écran protecteur.

M. Laender, officier de travaux de la Marine, a perfectionné et mis au point un appareil protecteur utilisé à l'arsenal de Lorient et l'a fait placer sur les meules en émeri en usage à l'arsenal de Brest.

Cet appareil semble réunir toutes les conditions de sécurité désirables et assure en même temps une visibilité parfaite.

Le croquis ci-joint en donne l'image.

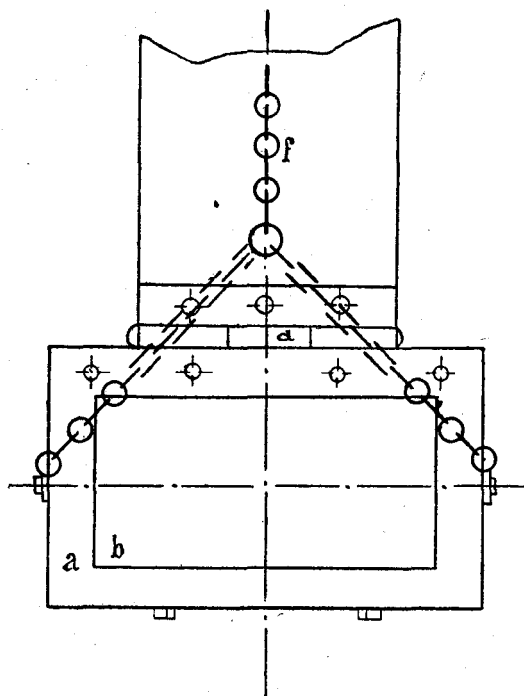


Fig. 2. — Vue en plan du dispositif à vitre incassable.
Même légende que pour la fig. 1.

Un cadre en laiton (a) maintient une glace triplex de 8 millimètres d'épaisseur environ, composée de deux vitres (b) de chacune 4 millimètres juxtaposées, l'une contre l'autre, au moyen d'une feuille de celluloid transparente de 1/2 millimètre d'épaisseur, collée aux vitres.

Le cadre qui est maintenu sur le capot protecteur de la meule (c) au moyen d'une charnière (d) peut se relever par un simple raccrochage de la chaîne (f) et permet ainsi le meulage de pièces de dimensions variables et le piquage de la meule.

Les glaces employées ont été soumises à des essais de choc qui ont donné d'excellents résultats. La feuille de celluloïd, interposée, assure la liaison des deux vitres et constitue une sorte d'armature flexible qui permet d'éviter l'éclatement des vitres et la projection des morceaux.

C'est ainsi, qu'au cours des essais, on a remarqué que les glaces se sont fendues en plusieurs endroits, mais les morceaux ne se sont pas séparés. La visibilité est parfaite; l'ouvrier suit très facilement son travail à travers la glace, tout en ayant le visage complètement à l'abri des poussières projetées.

Ces glaces donnent donc toute satisfaction comme solidité et comme transparence.

Nous avons fait relever dans un atelier de notre section, occupant une centaine d'ouvriers, le nombre de blessures aux yeux survenues aux ouvriers occupés à des travaux de meulage :

En 1922, ce nombre a été de 54. Fort heureusement la plupart de ces accidents n'ont pas été suivis d'incapacité de travail, et n'ont nécessité qu'une visite de médecin; mais il n'en est pas moins vrai que, dans certains cas, de graves accidents sont survenus dans ces conditions. Or, dans un des ateliers de l'arsenal de Lorient, où sont occupés un même nombre d'ouvriers, et où les meules en émeri ont été munies de ce protecteur aucun accident n'a été enregistré pendant la même période.

On peut donc conclure que la généralisation de ce système de protection, qui s'est démontré ainsi fort efficace et qui, de plus, dispense l'ouvrier du port des lunettes, est à recommander.

NOTE

SUR LE OUISTITI

APPAREIL DE SÉCURITÉ AUTOMATIQUE

DESTINÉ À REMPLACER LA CORDE À NOEUDS (Brevets Paul CANS)

PAR M. MARTY, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

Dans les travaux de peinture, de ravalement, de plomberie, etc., toutes les fois que l'établissement d'un échafaudage n'est pas indispensable la corde à nœuds est utilisée. Cet appareil est incommode; l'ouvrier pour maintenir son équilibre, doit immobiliser une de ses mains presque continuellement; il ne peut donc travailler qu'avec lenteur et fatigue et par conséquent son rendement est mauvais.

A cet inconvénient s'ajoute le danger. Les accidents occasionnés par l'usage de la corde à nœuds ne se comptent plus ; ils sont dus le plus souvent à la rupture du cordage. L'humidité est l'agent ordinaire de destruction de la corde et elle se concentre particulièrement dans les nœuds.

Un autre ennemi est l'esprit de sel dont les plombiers et zingueurs font usage couramment. Rien dans l'aspect extérieur du cordage ne traduit la morsure de l'acide. L'appareil devrait être soumis à des essais périodiques ; comme aucune disposition légale ne les prescrit, ils ne sont jamais pratiqués.

La recherche d'un appareil supprimant ces inconvénients en utilisant une corde lisse, présentait un réel intérêt. Il fallait permettre à l'ouvrier une évolution rapide, la facilité de monter et de descendre à son gré, de se fixer à n'importe quelle hauteur, donner à ses mouvements une entière liberté en lui laissant l'usage de ses deux mains ; il fallait surtout assurer sa parfaite sécurité et prévenir toute chute quelle que soit la cause qui la provoque.

Ces conditions ont été réalisées par l'appareil simple et robuste que son inventeur, M. Paul Cans, a dénommé le « ouistiti ».

Principe de l'appareil. — Une corde, couissant dans une douille, sans frottement sensible, glissera tout naturellement si les axes de la douille et de la corde sont dans le prolongement l'un de l'autre. Mais si l'on provoque l'inclinaison de la douille, il se produit deux inflexions sur la corde ; un coincement a lieu dont l'énergie est en raison directe de la force qui donne l'inclinaison et tout glissement devient impossible.

Description. — L'appareil comprend deux parties : a) Le dispositif de serrage automatique ; b) Le siège et les accessoires.

a) *Appareil de serrage automatique.* — Deux douilles D et D' sont réunies par deux bras d'assemblage ; une bague B, mobile autour de l'axe A, prend appui sur ces bras et fait corps avec le levier L (fig. 1).

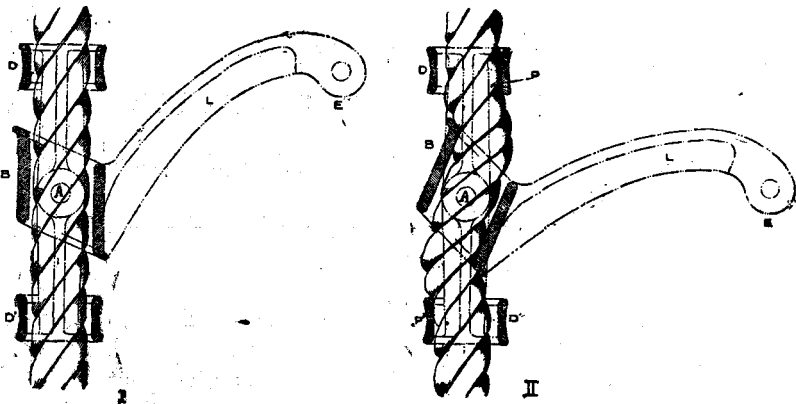


Fig. 1. — Appareil de serrage automatique :

- I. Position laissant la corde entièrement libre.
- II. Position de coincement de la corde par suite de la force appliquée en E.

Si l'on exerce une traction sur l'extrémité E du levier, la bague, par l'effet de ses deux contacts en diagonale sur la corde, imprime à celle-ci une double flexion et l'oblige à s'appliquer à l'intérieur des douilles en P et P' avec une pression d'autant plus forte que l'effort appliqué en E est plus important.

On conçoit aisément que le déplacement de l'ensemble qui était possible lorsque la bague et les douilles étaient en alignement, se trouve immédiatement freiné par le coincement de la corde et qu'il suffit de faire exécuter au levier des mouvements de haut en bas et de bas en haut pour obtenir le déplacement de l'ensemble sur le cordage avec arrêt par contact énergique à la fin de chaque mouvement de haut en bas.

L'appareil comprend trois dispositifs de serrage automatique :

1° Un dispositif supérieur (fig. 2, I), auquel est suspendu, à l'extrémité E du levier, le siège sur lequel se place l'ouvrier. Le poids du siège suffit à produire le coincement et à maintenir le dispositif immobile. On voit facilement que pour faire cesser ce coincement il est nécessaire de relever l'extrémité du levier à l'aide d'un tirage qui sera décrit plus loin (fig. 5).

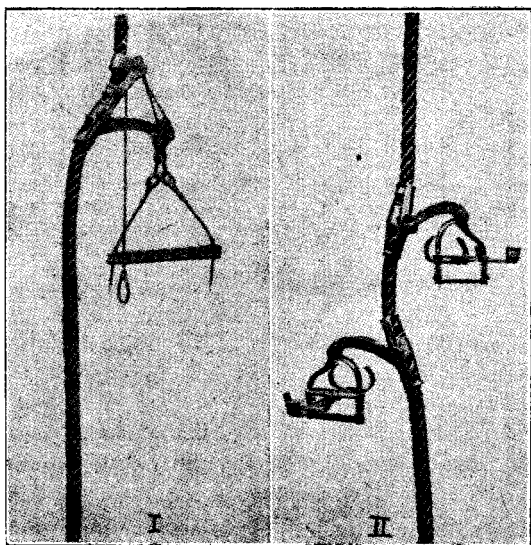


Fig. 2. — Dispositifs de serrage automatique :

- I. Pour la suspension du siège;
- II. Pour la suspension des étriers.

2° Deux dispositifs identiques pour le mouvement ascensionnel des pieds (fig. 2, II). A l'extrémité E du levier se place un étrier articulé formé d'une semelle pouvant se déplacer verticalement de manière à permettre l'introduction de diverses grandeurs de pieds. Deux ressorts assurent par pression le contact de la semelle avec le pied au moment où, dans le mouvement de montée, ce dernier ne s'appuie plus sur la semelle. Un cale-pied réglable, muni d'une courroie, permet de fixer en longueur la position du pied.

b) *Siège et accessoires.* — 1° Le siège est formé d'une sellette en tôle d'acier emboutie et renforcée par une armature triangulaire. Les sommets de l'armature se relèvent en forme d'œils dans lesquels passent les attaches de quatre câbles métalliques se réunissant deux à deux à un groupe d'anneaux permettant d'accrocher le siège aux mousquetons du système de suspension (fig. 3, II);

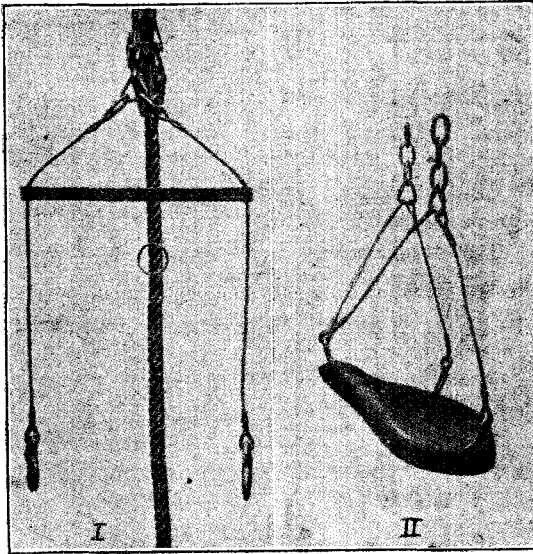


Fig. 3. — I. Dispositif de suspension du siège.
II. Siège.

2° Le système de suspension, rattaché au dispositif supérieur, se compose de trois anneaux (un central et deux latéraux). A chacun de ces derniers est attaché un câble métallique; l'écartement des câbles est réglé par une traverse en hêtre de façon à assurer exactement la distance nécessaire à la connexion avec le siège. Deux robustes mousquetons servent à cette connexion (fig. 3, I);

3° Un système de sangles relie le corps de l'ouvrier aux câbles de suspension. Il comprend une sangle horizontale faisant le tour du corps et une sangle verticale, rattachée à la première et passant derrière l'encolure. Les anneaux placés aux points de jonction s'introduisent dans les mousquetons (fig. 4, I). Le corps est ainsi solidement maintenu sans que l'ouvrier ait besoin de se retenir à la corde. Il peut prendre toutes sortes de positions et même, en se retournant complètement exécuter les mouvements de natation avec une entière sécurité.

Mode d'emploi du « cuistiti ». — Les dispositifs de l'appareil de serrage sont d'abord enfilés sur le cordage, celui qui porte le siège en premier lieu. L'ouvrier, muni des sangles, passe les jambes entre les câbles d'attache du siège et accroche les mousquetons aux anneaux des sangles et aux chaînes de la sellette. Il chausse un étrier, s'assoit sur le siège et chausse le deuxième étrier.

Pour monter, l'ouvrier s'appuyant sur l'étrier le plus bas, souleve avec sa main le dispositif supérieur (fig. 4, II); il lève l'autre pied de toute la hauteur possible et, prenant appui sur l'étrier, il s'élève jusqu'à ce que l'étrier le plus bas vienne buter contre le précédent. Les mêmes mouvements se répètent jusqu'à ce que l'endroit désiré soit atteint.



Fig. 4. — I. Système de sangles reliant le corps de l'ouvrier aux câbles de suspension.
II. Mouvement ascensionnel.
III. Manœuvre de descente.

Parvenu à la hauteur voulue, l'ouvrier peut lâcher ses étriers; s'il veut les garder pour une remontée éventuelle, il soulèvera les jambes de façon à libérer les bagues du cordage.

Pour descendre, l'ouvrier exercera une traction sur l'anneau placé à la portée de sa main (fig.

pointe du levier. A cet effet (fig. 5) un collier est articulé avec le dispositif supérieur et prend appui sur la corde; une petite poulie à gorge (n° 1) est fixée à l'une de ses extrémités. La pièce articulée au point E du levier, porte d'un côté l'anneau de l'appareil de suspension et de l'autre côté une poulie (n° 2) identique à la première. Une corde métallique, fixée sur la poulie n° 2 puis sur la poulie n° 1. On a ainsi constitué une sorte de moufle qui diminue très sensiblement l'effort à exercer sur l'anneau pour soulever le levier. La traction produite sur le câble, en faisant remonter le levier, libère la bague qui formait le coincement et la descente s'opère avec la vitesse que désire l'ouvrier et suivant la valeur qu'il donne à la traction.

Le cordage. — La corde employée doit être suiffée pour diminuer les frottements. Le suiffage se fait ordinairement au cours de la fabrication de ma-

nière que la matière grasse imprègne bien l'ensemble du cordage et le mette ainsi à l'abri des atteintes de l'humidité et des acides.

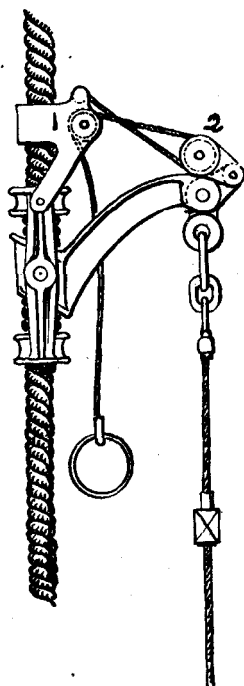


Fig. 5. — Système de tirage pour la descente.

Déplacement latéral. — Dans les travaux exécutés à l'aide de la corde à nœuds, l'ouvrier ne peut opérer que sur une bande verticale dont la largeur

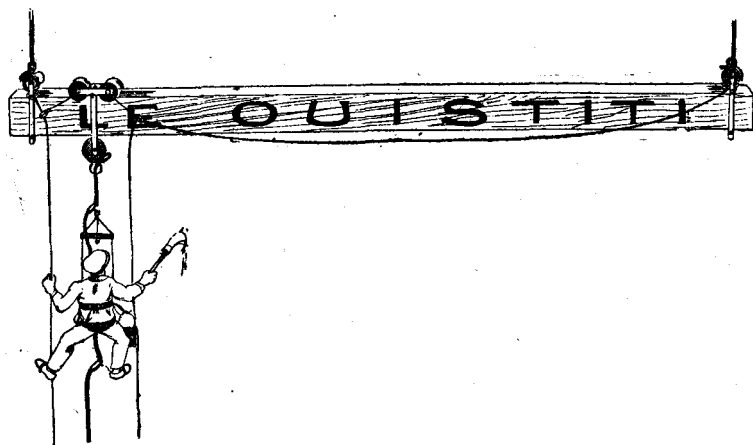


Fig. 6. — Dispositif de déplacement latéral.

est limitée par le développement de son bras. Si la surface à recouvrir est plus étendue, des déplacements fréquents de la corde s'imposent ce qui exclut toute rapidité dans l'exécution.

Dans le but d'éviter ces inconvénients, l'inventeur du « ouistiti » a imaginé un dispositif qui permet le déplacement latéral avec la plus grande facilité.

Une traverse en bois, de section rectangulaire (basting) est suspendue horizontalement, par ses deux extrémités, en haut du mur sur lequel il y a lieu d'exécuter une peinture ou un ravalement. Sur le basting peut se mouvoir un trolley comportant essentiellement deux brides embrassant la pièce de bois et deux galets de roulement. Le cordage est attaché à la partie inférieure des brides. Une cordelette dont les bouts sont fixés aux extrémités du basting passe dans deux poulies C, C' rattachées au trolley. En exerçant une légère traction sur le brin de droite ou sur celui de gauche l'appareil se déplace avec la plus grande facilité dans le sens voulu (fig. 6).

Ce dispositif complète d'une façon très heureuse l'appareil primitif et permet d'augmenter le rendement dans de notables proportions.

NOTE

SUR

DIVERS DISPOSITIFS PROTECTEURS

DES MACHINES À IMPRIMER DITES « MINERVES »

« PÉDALES » OU « PRESSES À PLATINE »

PAR M. POUYANNE, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À MARSEILLE.

Chasse-mains ou relève-mains.

Les système protecteurs que nous avons décrits dans une précédente note (1) datent de la période d'avant-guerre; bien que facilement améliorables, ils ne sont pas, tous, absolument parfaits.

Certains dispositifs soulèvent purement et simplement les mains de l'ouvrier sans les écarter des rouleaux encres; dans l'un d'eux, le relevage de la barre chasse-mains commence trop tôt et est maximum, non vers la fin de la course de fermeture de la platine mais vers le milieu de la course, ce qui gêne quelque peu l'ouvrier, diminue fâcheusement le temps pendant lequel il peut marger commodément et l'incite à démonter le protecteur; enfin, dans

(1) Voir *Bulletin de l'inspection du travail*, 1922, p. 227.

quelques dispositifs, une plus grande amplitude de mouvement de la barre de relevage est désirable.

Une société d'imprimerie vient d'installer dans ses ateliers deux minerves avec dispositifs protecteurs très simples et très efficaces qui évitent ces inconvénients.

La première de ces minerves est une « Victoria » n° 5, forte machine actionnée au moteur et munie de quatre rouleaux encres. La figure 1 en donne le schéma. La platine, le marbre, la bielle et les organes protecteurs sont représentés en traits pleins dans la position de fermeture de la presse et en pointillé dans la position d'ouverture. Les autres parties de la machine sont représentées en éléments.

A est la platine ; L la table de marge ; N le marbre portant la forme ; B est un bras-support solidaire de l'axe d'articulation C de la bielle de commande de droite F ; il supporte en I l'axe d'articulation du levier E dont l'extrémité supérieure porte la barre de relevage K ; D est un levier pouvant pivoter en C par l'une de ses extrémités et reposant sur la bielle de commande F par son

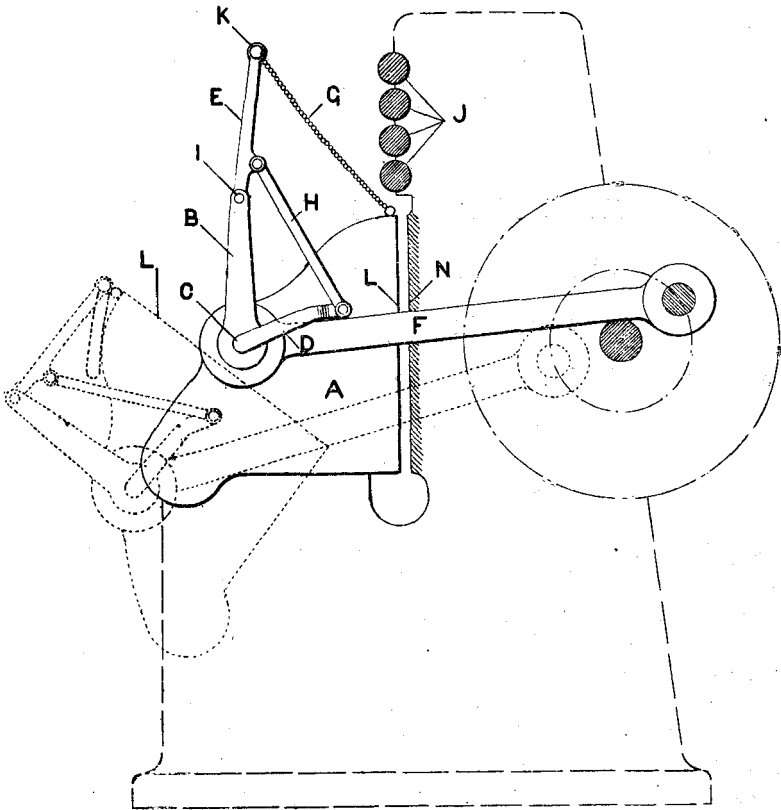


Fig. 1. — Schéma d'une minerve « Victoria » marchant au moteur. — Le dispositif protecteur est représenté en traits pleins dans la position de fermeture de la presse et en pointillé dans la position d'ouverture.

autre extrémité contrecoudée; H est une biellette articulée réunissant les leviers E et D.

L'articulation I, étant située assez haut au-dessus de la platine et très en arrière de la table de marge permet de donner une bonne longueur au levier E tout en lui assurant une grande amplitude d'oscillation de sorte que la barre chasse-mains K, non seulement soulève les mains bien au-dessus des parties pressantes, mais les repousse aussi nettement vers l'ouvrier en les écartant largement du bâti et des rouleaux encrurs en mouvement J qui pourraient les heurter.

Une toile métallique G fixée par un bout à la barre de relevage K et par l'autre bout, au-dessus de la platine, complète le dispositif en empêchant de passer les mains sous la barre de relevage.

Cette toile métallique, étant formée par une série de fils de fer disposés en spirale et enlacés horizontalement deux à deux, possède la plus grande souplesse de pliage et prend successivement toutes les formes intermédiaires entre la position tendue (fermeture de la presse) et la position repliée (ouverture).

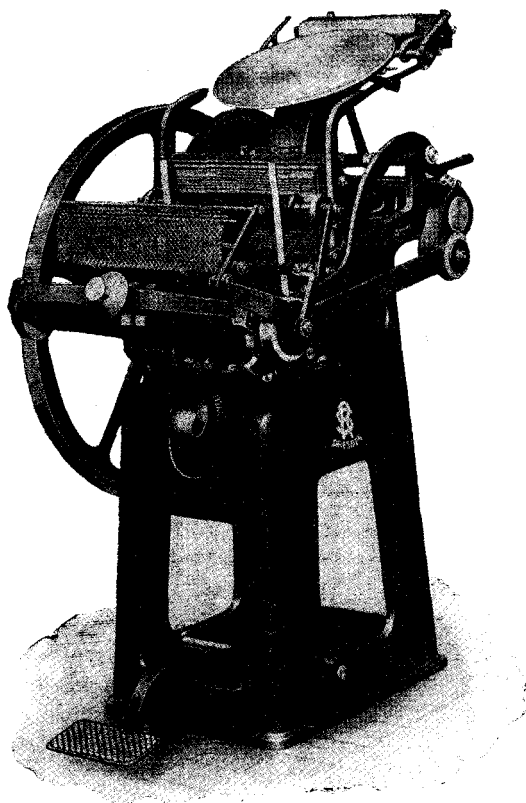


Fig. 2. — Petite minerve à pédale munie du relève-mains à toile métallique.

La figure 2 donne une photographie de ce même dispositif adapté à une pédale de petit modèle représentée en position d'ouverture de la platine.

La deuxième machine à relève-mains, entièrement simple, que vient d'installer la même imprimerie est une petite presse mue au moteur dite « Rapide », spécialement conçue pour le tirage de petits formats : enveloppes, cartes, etc. ; mais le dispositif protecteur dont elle est munie peut être adapté aisément à toute autre presse à platine.

La figure 3 en donne le schéma.

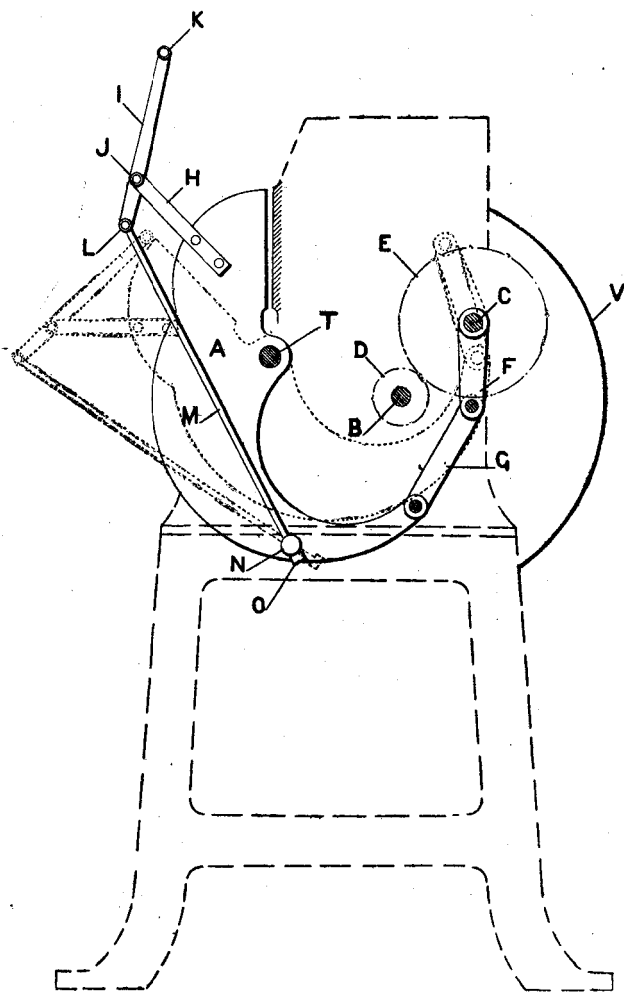


Fig. 3. — Schéma d'une minerve « Rapide » avec son relève-mains à barre représenté en traits pleins dans la position de serrage de la machine et en pointillé dans la position d'ouverture.

A est la platine pivotant simplement autour de son axe T : — B est l'arbre de commande qui porte le volant V et, derrière celui-ci, une poulie motrice invisible sur la figure.

L'arbre B transmet son mouvement de rotation à l'arbre vilebrequin C par les engrenages D et E, simplement représentés par leurs diamètres primitifs.

A son tour le vilebrequin C transmet à la platine A un mouvement oscillatoire continu à l'aide de la manivelle F et de la courte bielle G.

Sur le côté droit, la platine est munie d'un bras H supportant le balancier I qui peut pivoter en J. Le balancier I porte en K la barre chasse-mains. Son autre extrémité L est articulée à une tringle M pouvant coulisser dans un tourillon N, fixé au bâti mais pouvant tourner sur son axe. L'extrémité basse de la tringle est terminée par une tête O qui limite sa course ascendante dans le tourillon.

A l'ouverture de la platine (traits pointillés) la barre chasse-mains est rabattue, mais dès que la platine se referme, la tringle M glisse dans le tourillon N qui pivote légèrement autour de son axe pour suivre le mouvement oscillant de la tringle. La tête O ne tarde pas à buter contre le tourillon, la tringle M commence alors à tirer sur l'extrémité L du balancier I qui pivote en J; la branche supérieure du balancier et la barre chasse-mains K se relèvent alors progressivement pour occuper en fin de course de fermeture la position relativement haute représentée en traits pleins. Dans ce mouvement, les mains qui se seraient attardées sur la table de marge sont, à la fois, fortement relevées et rejetées en arrière.

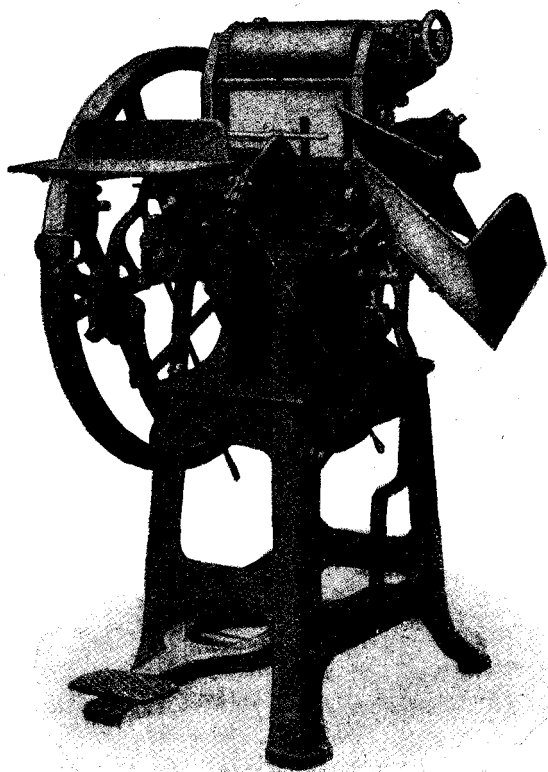


Fig. 4. — Petite minerve « Rapide » avec son relève-mains dans la position d'ouverture,
Bull. de l'Insp. du trav. — 1923.

La figure 4 reproduit la photographie d'une presse « Rapide » munie d'une pédale et du dispositif protecteur qui vient d'être décrit.

Débrayages automatiques.

Une importante imprimerie de Marseille utilise deux types de minerves munies d'un dispositif qui débraye et arrête automatiquement la machine avant la fermeture de la platine, si l'ouvrier ne retire pas assez tôt ses mains de la zone dangereuse. Ces deux machines sont de construction allemande.

La figure 5 donne, de la première de ces machines dite « Phœnix », une vue photographique prise de trois quarts. On aperçoit sur la photographie, du côté du volant, une douille A faisant saillie sur le corps du bâti et renfermant une tige de poussée.

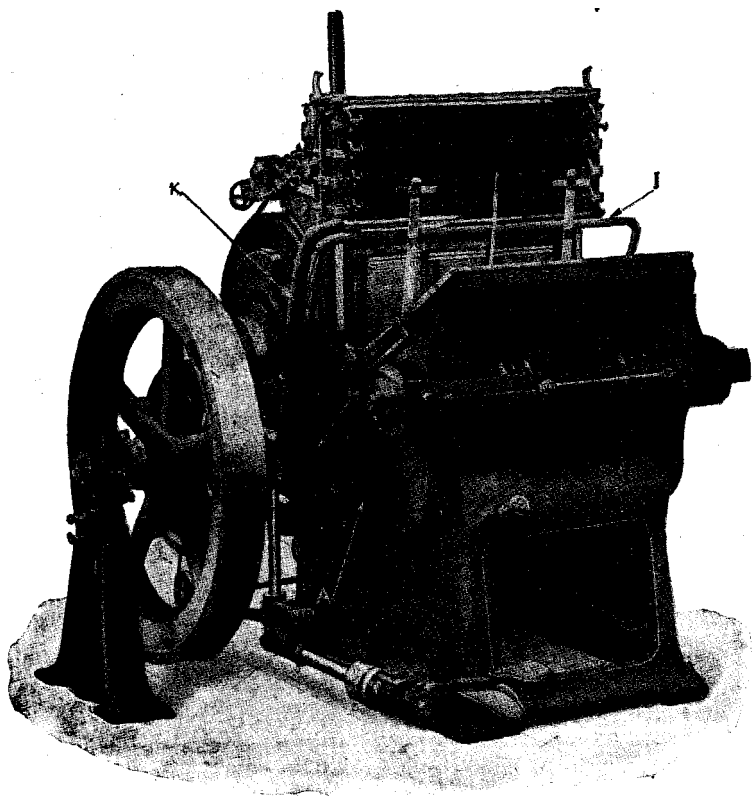


Fig. 5. — Presse à platine « Phœnix » avec son protecteur à débrayage automatique.

La figure 6 donne en coupe le détail de cette douille avec la tige de poussée verrouillée dans la douille (position de marche) et avec la tige sortie de sa douille (position de débrayage ou d'arrêt de la machine).

A est la douille; B la tige ronde de poussée qui peut glisser longitudinalement dans la douille; C est un fort ressort à boudin poussant constamment la tige vers la gauche, hors de la douille.

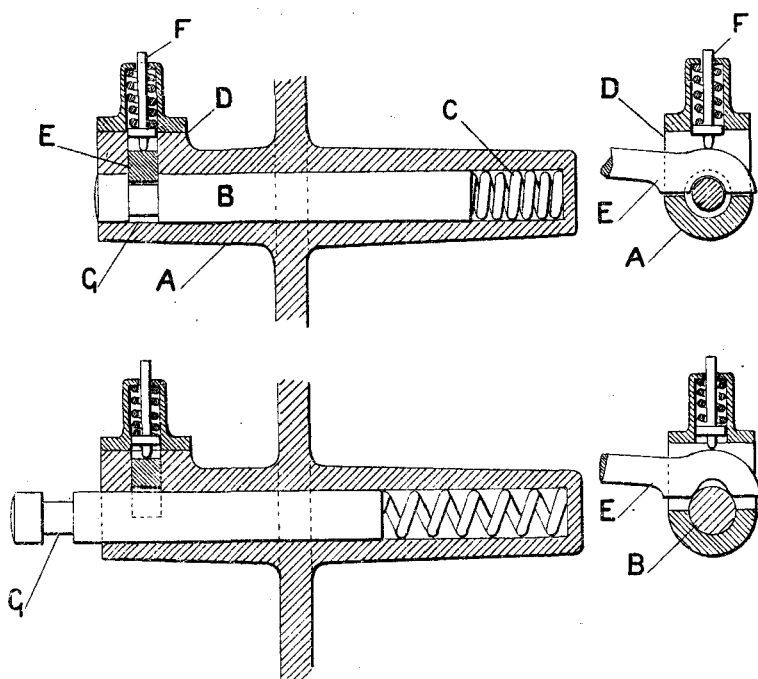


Fig. 6. — Presse «Phoenix» à débrayage automatique. — Détail d'encliquetage de la tige de poussée.

La douille possède un bossage fendu D; dans la fente de ce bossage peut se mouvoir de haut en bas un verrou E, formé par l'extrémité d'un levier que nous examinerons plus tard. Ce verrou est toujours poussé vers le bas et toujours maintenu en contact avec la tige B par un poussoir à ressort F placé dans le chapeau du bossage. La tige B présente une gorge G dans laquelle peut s'engager le verrou E.

On voit tout de suite que le verrou étant engagé dans la gorge, la tige de poussée est immobilisée dans l'intérieur de la douille. Si l'on soulève le verrou E, il quitte la gorge G et la tige de poussée B, sous l'action du ressort à boudin C, est repoussée avec force hors de la douille. La tige étant sortie, si on la pousse à fond dans la douille, dès que la gorge G se présentera en face du verrou E, celui-ci, poussé par le ressort vertical, entrera brusquement dans la gorge G et la tige de poussée B restera bloquée.

La photographie (fig. 5) montre le levier à deux branches H, pouvant osciller de quelques degrés autour de son axe horizontal; sa branche inférieure est terminée par le verrou dont il vient d'être question; sa branche supérieure se courbe à angle droit vers le dessus de la platine présente une barre horizontale I, dite barre de sûreté ou de débrayage, qui règne sur toute

la largeur de la machine, se recourbe encore à angle droit et s'articule sur l'autre face de la machine, formant ainsi une sorte d'étrier.

La figure 7 montre de face et de profil ce levier détaché : J est son axe d'articulation ; E est le verrou de la tige de poussée ; I la barre transversale de sûreté.

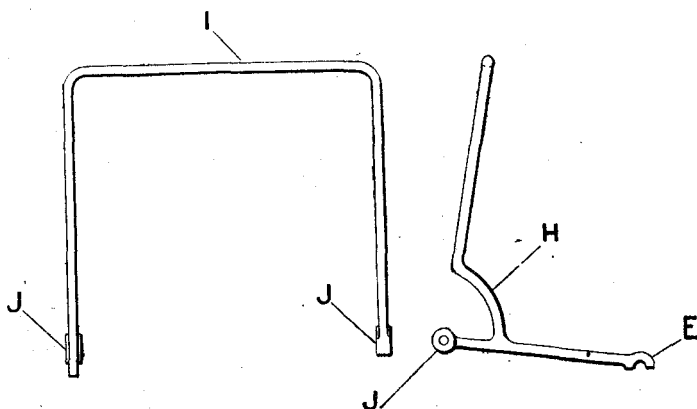


Fig. 7. — Presse « Phœnix » à débrayage automatique. — Détail du levier à verrou et à barre de sûreté.

On voit qu'en poussant la barre I vers la gauche (profil) le levier H oscille autour de l'axe J et le verrou E se soulève, libérant ainsi la tringle de poussée qui sort de sa douille.

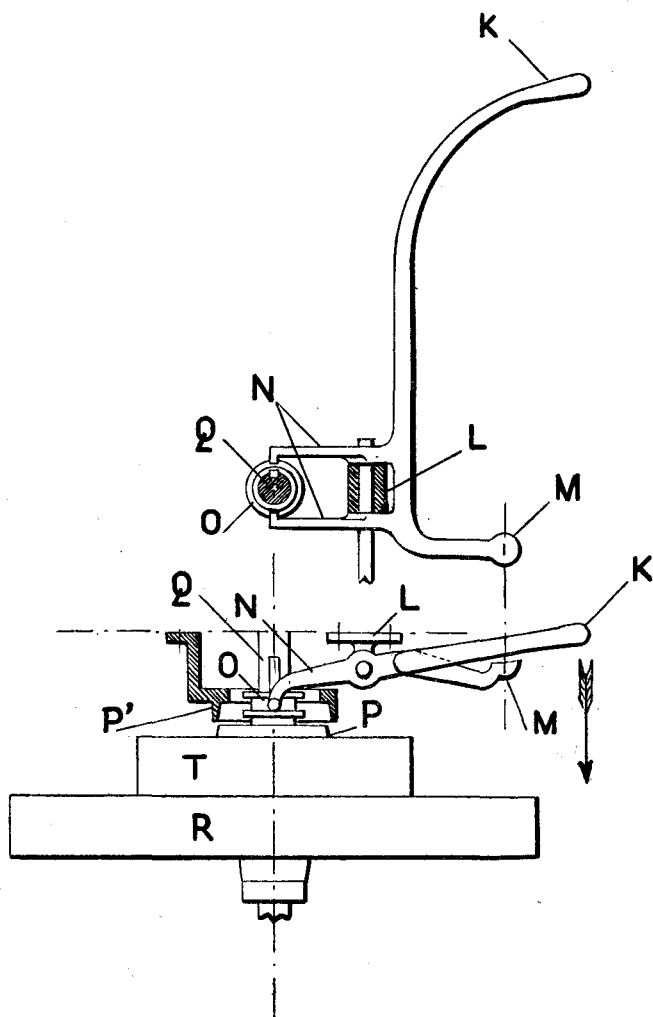
La photographie laisse voir encore le levier à main K d'embrayage et de débrayage qui peut pivoter sur son axe vertical. Ce levier coudé porte, en haut, sa poignée de manœuvre ; en bas et en avant du pivot, une branche dont l'extrémité formant butée se trouve en face de la tige de poussée enfoncée dans la douille et en arrière du pivot, une fourche commandant le manchon d'embrayage.

La figure 8 représente en élévation et en plan ce levier dans la position d'embrayage de la presse.

L est un support-douille dans lequel le levier pivote ; K est la poignée du levier de manœuvre ; M est l'extrémité de la branche inférieure du levier qui forme butée et se trouve devant la tige de poussée ; N sont les branches de la fourche qui agit sur le manchon d'embrayage ; O est le manchon d'embrayage qui tourne solidairement avec l'arbre de la machine mais peut se déplacer sur lui longitudinalement ; P est une poulie conique de frein (en partie rentrée dans la poulie de commande T) faisant corps avec le manchon d'embrayage O ; P' est une cuvette de frein fixée au bâti de la machine ; Q est l'arbre de commande de la presse ; R, T est le volant-poulie d'une seule pièce de fonte ; il reçoit son mouvement, soit par friction, soit par courroie : il tourne, fou, sur l'arbre Q et n'entraîne ce dernier que lorsqu'il devient solidaire du manchon d'embrayage par un accouplement placé dans la poulie T.

La figure 9^e donne le détail de cet accouplement dans la position de marche.

Il comporte deux mâchoires semi-circulaires (1, 1) en fonte revêtues de cuir et réunies à deux leviers coudés (2, 2).



Eig. 8. — Presse «Phoenix» à débrayage automatique. — Détail du levier et du manchon de débrayage

Ces leviers coudés tournent autour des axes 3, 3 portés par la pièce 6 fixée par la clavette 4 sur l'arbre de commande 5. Ces leviers coudés sont réunis par des bielles à chape 7, 7 (réglables par les écrous 15, 15 et 16, 16) au manchon 8 qui peut glisser longitudinalement sans tourner sur l'arbre de commande 5.

Les manchoires de frein 1, 1 sont disposées concentriquement dans l'inté

rieur de la poulie 9 formant corps avec le volant 10. Celui-ci, pourvu d'une douille en bronze 11, tourne fou sur la pièce 6 et est maintenu en position par la bague de fixation 12.

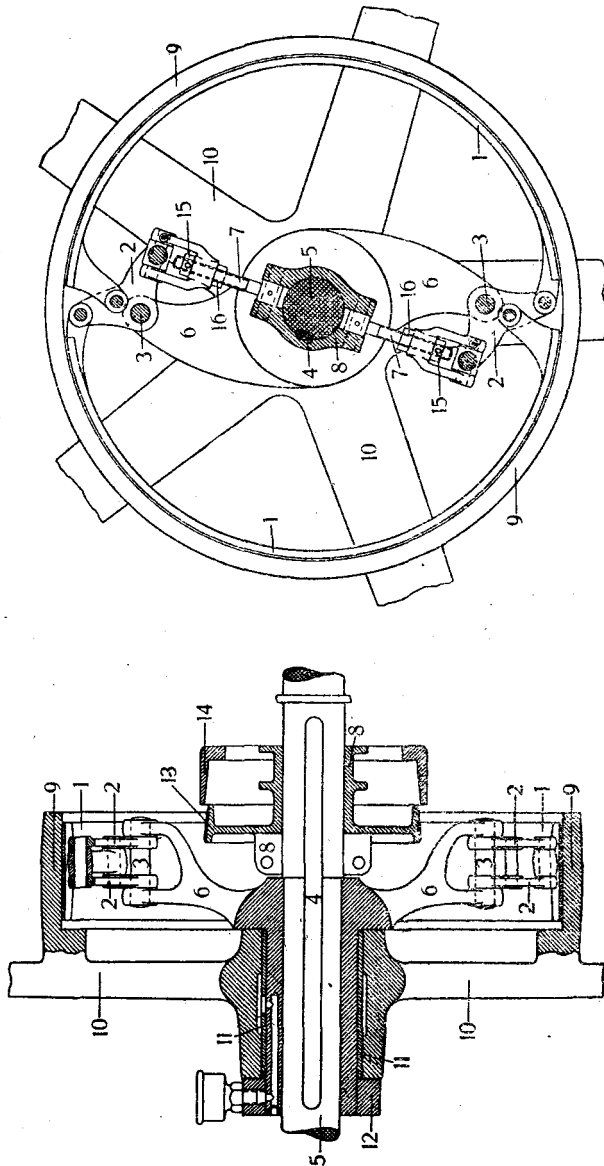


Fig. 9. — Presse « Phoenix » à débrayage automatique. — Détail de l'accouplement de la poulie-volant et de l'arbre de commande de la presse.

Le manchon 8 actionnant les mâchoires 1, 1 à l'aide des bras 7, 7 et des leviers coudés 2, 2 est manœuvré par la fourche du levier de débrayage que montre la figure précédente. Il porte, nous l'avons déjà vu, une poulie de

frein conique 13, recouverte d'une bande de cuir pouvant s'appliquer concentriquement dans la cuvette conique de frein 14 fixée au bâti de la presse.

En déplaçant le manchon 8 (à l'aide du levier à main K (fig. 8) vers le volant, les bielles 7, 7 font pivoter les leviers coudés 2, 2 qui appliquent énergiquement les mâchoires de frein 1, 1 à l'intérieur de la poulie 9 avec une adhérence telle que le mouvement rotatif continu de la poulie-volant est transmis par l'ensemble des pièces 1, 1; 2, 2; 6; 7, 7; au manchon 8 et, par suite, à l'arbre de commande 5.

Inversement, la machine étant embrayée comme le représentent les figures 8 et 9, si l'ouvrier pousse la poignée K du levier dans le sens indiqué par la flèche (fig. 8, plan) le manchon d'embrayage O (fig. 8) ou 8 (fig. 9) sera entraîné vers la presse, les bielles 7, 7 feront pivoter les leviers coudés 2, 2 et les mâchoires de frein 1, 1 seront décollées de la paroi intérieure de la poulie de sorte que le mouvement rotatif de cette dernière ne sera plus transmis à l'arbre de commande; la machine s'arrêtera donc plus ou moins vite.

Mais, en même temps que l'arbre de commande est désolidarisé de la poulie-volant, la poulie conique P (fig. 8) ou 13 (fig. 9) entre en action dans la cuvette fixe P' (fig. 8) ou 14 (fig. 9) et le freinage énergique qui en résulte absorbe la force vive des pièces en mouvement de la machine et assure l'arrêt instantané de la presse.

Si, au lieu d'être manœuvré par l'ouvrier, le levier de débrayage K est actionné par la tige de poussée agissant sur la butée M (fig. 8) la machine se débrayera de la même façon.

Pour la remettre en marche, il suffira à l'ouvrier de manœuvrer la poignée du levier en sens contraire; si c'est la tige de poussée qui a provoqué le débrayage, dans le mouvement d'embrayage, elle sera refoulée par la butée M dans sa douille où elle se verrouillera automatiquement.

Nous reportant sur la photographie (fig. 5), nous concevons aisément le fonctionnement du système :

Si l'ouvrier attarde ses mains sur la platine qui se referme, les mains heurtent la barre transversale de sûreté I; aussitôt le levier H bascule et le verrou se soulève; la tige de poussée, libérée, sort violemment de sa douille, pousse la branche inférieure du levier de débrayage K et la machine s'arrête.

Le 1^{er} décembre 1921, une ouvrière margeuse, en travaillant à une presse Phoenix munie du débrayage automatique eut la main gauche contusionnée par la barre de sûreté, ce qui entraîna une incapacité de travail d'une semaine. Sans ce dispositif de débrayage, au lieu d'une légère contusion, l'ouvrière aurait eu la main inévitablement écrasée et probablement perdue.

Bien que ce système préserve sûrement l'ouvrier de tout accident grave, il n'en est pas moins vrai que c'est le heurt de la main de l'ouvrier contre la barre transversale de sûreté qui détermine le débrayage de la machine; par suite de ce heurt, toujours brusque et du peu d'amplitude d'oscillation de la barre de sûreté, une légère contusion est toujours à craindre.

Sans doute, il serait facile d'atténuer considérablement cet inconvénient, soit en rendant le levier H suffisamment flexible ou élastique ce qui semble avoir été fait dans les gros modèles de presses, soit, encore mieux, en per-

mettant une grande amplitude oscillatoire à la barre de sûreté I (fig. 5) par la suppression du chapeau du bossage D (fig. 6) sur lequel bute le verrou E et en disposant, ailleurs, un long ressort de rappel du verrou.

Mais il est infiniment préférable, pour déclancher le débrayage, de faire appel, non pas au heurt de la main, mais au heurt d'un organe mécanique. C'est ce que réalise le système suivant.

Le deuxième type de débrayage de sécurité automatique employé par l'imprimerie déjà signalée et par une autre imprimerie de Marseille est celui des presses « Victoria » construites par une maison allemande.

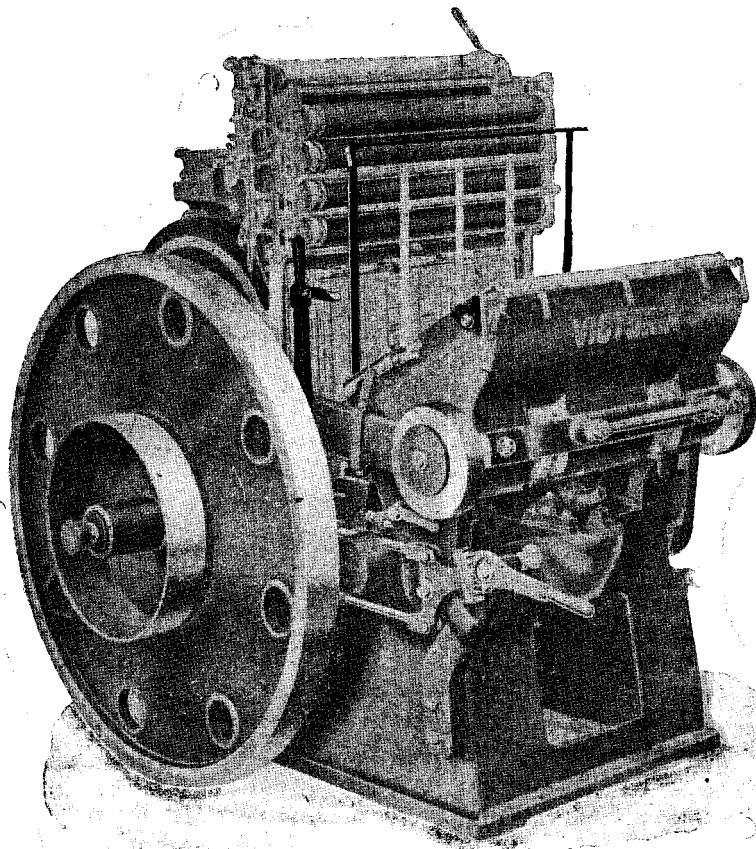


Fig. 10. — Grande presse à platine « Victoria » munie de son dispositif de débrayage automatique qui se distingue des autres organes de la machine par sa teinte plus foncée.

Sur la figure 10 qui reproduit la photographie d'une de ces presses à platine, on remarque les pièces essentielles du dispositif qui se détachent nettement par leur teinte plus foncée.

Le levier de débrayage à main que l'on aperçoit entre le volant et la bielle

est muni, immédiatement au-dessous de la poignée, d'une butée horizontale orientée vers la machine.

Le côté gauche de la platine est muni d'un cliquet à deux branches d'équerre, pouvant osciller très librement sur son axe dans une certaine limite.

Le châssis preneur, porté par la platine, est muni, sur son côté gauche, d'une équerre extérieure.

Le mouvement du châssis preneur, articulé sur la platine, est réglé de façon qu'à l'ouverture de la platine il reste dans une position assez voisine de la verticale, tandis que la platine continue à se rabattre vers l'ouvrier.

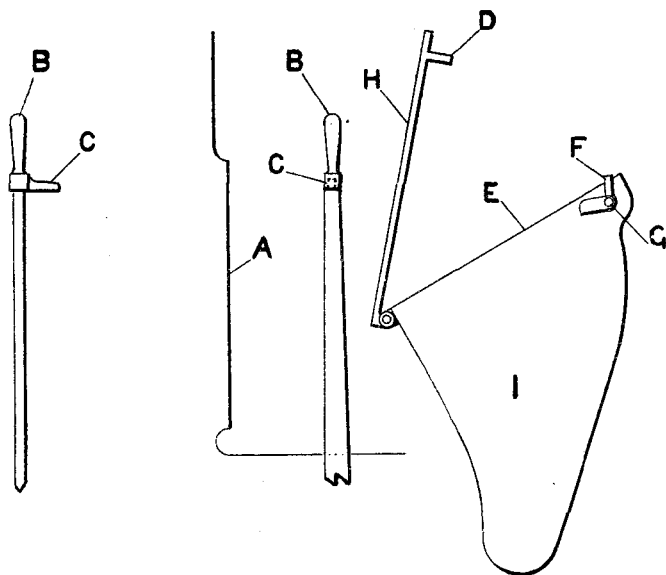


Fig. 11. — Presse à platine « Victoria » à débrayage automatique. — Schéma-profil des positions relatives du marbre, du levier de débrayage, du châssis-preneur, de la table de marge et du cliquet de débrayage dans la position d'ouverture de la machine.

La figure schématique 11 montre, de profil, les positions relatives des pièces essentielles du dispositif quand la platine est grande ouverte pour recevoir la feuille à imprimer.

A est le marbre supportant le cliché; B est le levier de débrayage avec la butée horizontale C; H est le châssis preneur muni de son équerre extérieure D; I est la platine mobile portant la table de marge E; F est le cliquet oscillant de quelques degrés seulement autour de son axe G.

La figure schématique 12 montre la position du cliquet F quand, dans le mouvement de serrage de la presse, il est sur le point de passer devant le levier de débrayage; H représente la section de la butée du levier de débrayage, le levier étant figuré en pointillé.

Quand la platine se referme (partie gauche de la figure), la table de marge E rejoint le châssis preneur C qui se pose sur elle; l'équerre D du

châssis appuie, alors, sur la branche supérieure du cliquet F; celui-ci oscille de quelques degrés autour de son axe G, sa branche inférieure se relève horizontalement et passe au-dessus de la butée H du levier de débrayage sans l'accrocher.

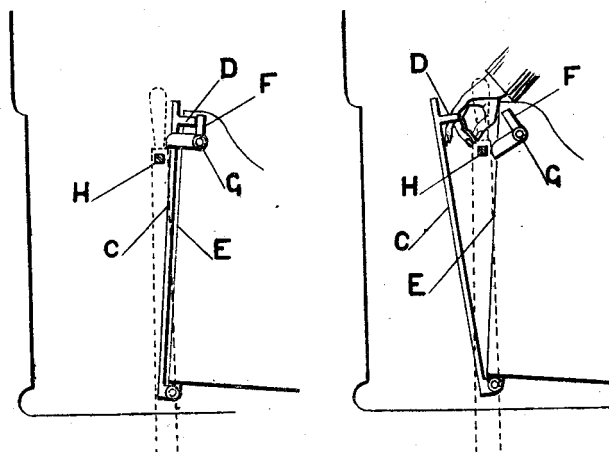


Fig. 12. — Presse à platine « Victoria » à débrayage automatique. Profil schématique des positions relatives du marbre, du levier de débrayage, du châssis preneur, de la table de marge et du cliquet de débrayage à la fermeture de la presse : à gauche, quand le margeur a retiré ses mains à temps; à droite, quand le margeur a attardé ses mains sur la table de marge.

Si, pendant le mouvement de fermeture de la platine, la main du margeur est restée trop longtemps sur la table de marge (partie droite de la figure), elle empêche le châssis preneur C de joindre la table de marge E; l'équerre D du châssis preneur n'atteint plus le cliquet F dont la branche inférieure reste pendante et accroche, au passage, la butée H du levier de débrayage.

Comme l'oscillation arrière de la branche pendante du cliquet est limitée par une butée, le levier de débrayage, brusquement poussé en avant, provoque instantanément le découplage de l'arbre et du volant et la mise en action d'un frein à bague puissant qui arrête net la machine et immobilise la platine avant qu'elle puisse serrer la main de l'ouvrier contre le marbre.

Une maison allemande munit ses nouvelles presses à platine Victoria d'un protecteur automatique de mains breveté, encore plus perfectionné que le précédent dont il dérive; il paraît réaliser le maximum de sécurité obtenu jusqu'à ce jour dans cette classe de protecteurs.

La figure 13 représente une « Victoria », dont la platine est ouverte, munie de ce dispositif et la figure 14 — sur laquelle les pièces essentielles du système se détachent nettement des autres organes de la machine — représente le dispositif au moment où la platine qui se referme passe devant le levier de débrayage.

Le protecteur se compose du système de débrayage déjà décrit et d'une grille oscillante qui s'élève quand la platine s'ouvre et s'abaisse quand la platine se referme.

La grille protège les mains contre les rouleaux encreurs en mouvement; en s'élevant, elle dégage le marbre et la platine pour permettre leur accès; au

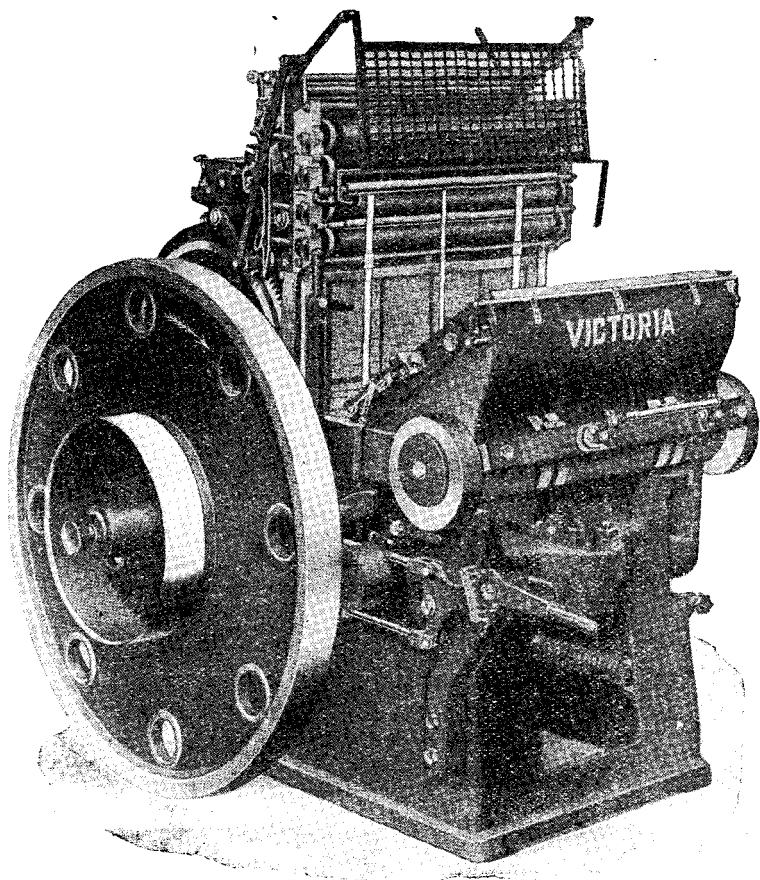


Fig. 13. — Minerve « Victoria » munie du dispositif de débrayage automatique et du protecteur à grille des rouleaux encreurs, dans la position d'ouverture de la machine

haut de sa course, elle est bloquée et ne peut être poussée sur les rouleaux; abaissée, elle peut aussi bien osciller vers le marbre que se déplacer vers le haut, ce qui évite la contusion des mains.

Que les mains, attardées sur la platine qui se referme, fassent dévier la grille protectrice vers le marbre ou vers le haut, la machine s'arrête immédiatement.

Pour éviter les accidents en margeant sur le côté, la grille est munie, sur la droite et vers le bas, d'une rallonge, visible sur la figure 13, qui fait

dévier la grille et arrête instantanément la machine si les mains du margeur sont en danger.

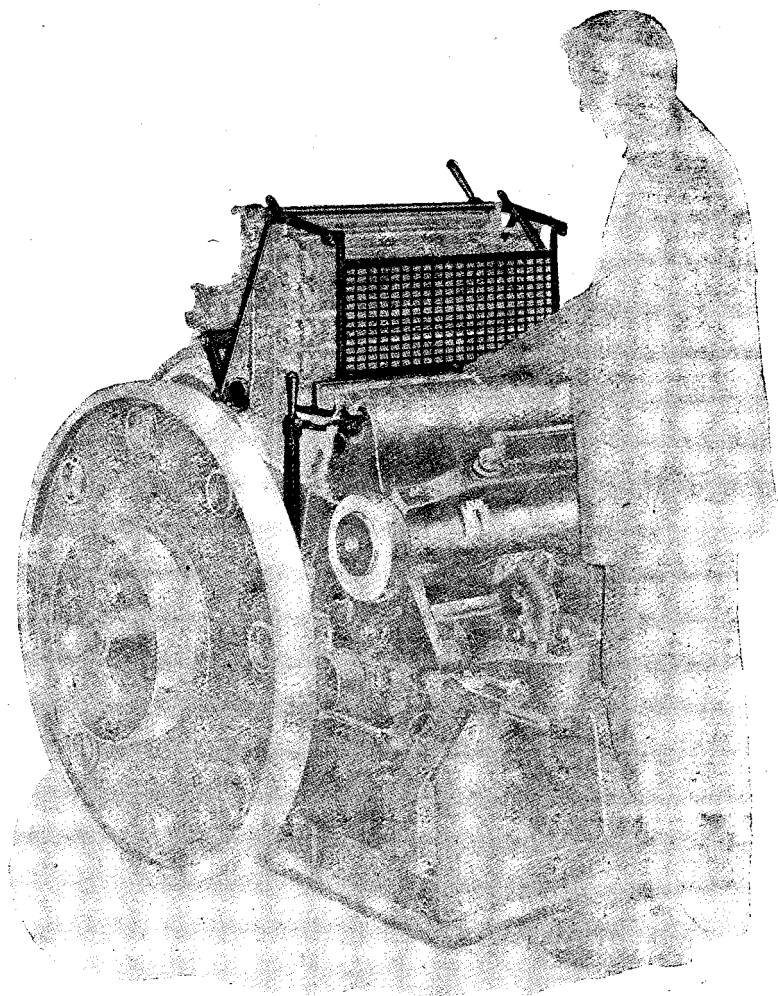


Fig. 14. — Minerve «Victoria» munie du même dispositif que ci-dessus, représenté au moment de la fermeture de la machine.

Enfin, ce protecteur présente l'avantage appréciable de ne pouvoir être enlevé, car, si on l'enlevait, il serait impossible de remettre la machine en marche.

NOTE

SUR UN APPAREIL POUR LA MISE EN SUIF DES CUIRS ET PEAUX

PAR M. SARAZIN, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À BOURGES.

La mise en suif, qui a pour objet d'assurer la souplesse des cuirs et peaux, consiste en l'incorporation aux tissus tannés d'une substance grasse constituée généralement par un mélange de suif, de stéarine, de cires végétales du Japon ou de dégras.

Pour que la pénétration des matières puisse s'effectuer dans les couches cellulaires des téguments, il est indispensable que le mélange gras soit porté à la température de fusion et qu'en second lieu les cuirs à imprégner soient eux-mêmes placés à la température du mélange fondu, faute de quoi les matières grasses se figeraient dans les régions superficielles.

Communément, on procède à l'opération de la mise en suif de la manière suivante :

Dans un local transformé en véritable étuve, où la température est maintenue à 40 ou 50 degrés C., on entretient, dans une chaudière à feu vif, à l'état de fusion, les matières grasses à incorporer. Les ouvriers prélèvent, dans la chaudière, à l'aide de tampons constitués par des mèches textiles, la matière graissante dont ils imprègnent les cuirs ou peaux étendus sur des tables.

Le travail ainsi effectué est un des plus pénibles et des plus rebutants qui soient. En raison de la température excessive, l'ouvrier travaille le torse nu, dans une atmosphère nauséabonde; les matières grasses dégouttent sur le sol, giclent contre les parois, souillent les vêtements et la peau des travailleurs. La profession de « suifeur » est le plus souvent fatale à la santé physique et morale de l'ouvrier; celui-ci est chaque jour exposé à des refroidissements brutaux qui se traduiront par des affections pulmonaires; les conditions du travail lui font une nécessité de se livrer à des excès de boisson qui troublent ses fonctions digestives et le conduisent, à brève échéance, à l'alcoolisme.

Il ne saurait étonner que la profession fût aujourd'hui à peu près complètement délaissée, malgré l'attrait des salaires consentis (35 fr. à Bourges, dans un établissement où l'on procède cependant selon la méthode perfectionnée que nous indiquons ci-après) et que le recrutement de la main-d'œuvre ne fût plus guère assuré que par des déclassés de passage.

*
* * *

Nous avons toutefois rencontré, en la tannerie de MM. Bruandet frères, un appareil extrêmement simple, dû à l'invention récente de ces industriels, qui réalise incontestablement un progrès remarquable d'hygiène et de salubrité

sur la méthode que nous venons d'exposer succinctement. (Brevet n° 501.155, du 16 novembre 1918.)

En même temps qu'elle apporte une amélioration des conditions de travail, cette invention réalise un perfectionnement technique de la préparation des cuirs.

Les inventeurs ont été guidés dans leurs recherches par des considérations professionnelles qui les conduisirent à la création d'un appareil simultanément caractérisé par les trois facteurs suivants :

a) *Facteur de rapidité de la mise en suif.* — Les cuirs ou peaux soumis, en vase clos, à une dépression notable et rapide présentent la propriété de se gonfler avec une uniformité que l'on peut considérer comme parfaite. La distension des tissus cellulaires place les cuirs ou peaux dans les conditions optima de pénétration des corps gras à leur incorporer.

Cette constatation a conduit les chercheurs à la conception du traitement par le vide, préalablement à la mise en suif proprement dite, des cuirs et des peaux.

b) *Facteur de régularité de la mise en suif.* — Dans le suifage au tampon, l'opérateur procède à l'aveugle : il n'est pour la régularité, l'uniformité d'imprégnation, d'autres garanties que la capacité et la conscience professionnelles du travailleur. Le procédé qui, dans l'appareil Bruandet, permet le dosage quasi-mathématique de l'incorporation, tout en assurant une répartition égale du suif sur les surfaces traitées, fait disparaître un élément fâcheux d'incertitude.

Dans l'appareil que nous allons décrire, les peaux ou cuirs sont, en effet, complètement immergés dans le bain graissant, à l'action duquel ils exposent l'intégralité de leurs surfaces, pendant une égale durée : il va de soi que le taux d'incorporation sera fonction des températures et des temps appliqués.

c) *Facteur d'économie de main-d'œuvre.* — Des pertes de temps considérables résultaient de l'accomplissement des gestes par lesquels l'opérateur prélevait les matières grasses en fusion pour les apporter au contact du cuir à l'aide du tampon ; la manipulation et le changement de face des téguments exigeaient eux-mêmes des mouvements parasites qu'il y avait un intérêt évident à réduire ou supprimer.

L'appareil Bruandet réduit au minimum la manutention des peaux et réalise automatiquement les mouvements du liquide graissant.

Description de l'appareil. — Ainsi que le représente la figure 1, l'appareil Bruandet comporte :

a) Une cuve *C* destinée à recevoir les matières grasses qui seront portées, au moyen d'un serpentín *S* à circulation de vapeur, à une température donnée contrôlable par les indications d'un thermomètre métallique *m* à sonnerie, plongeant par sa boule dans le mélange graissant ;

b) Une capacité *A* disposée au-dessus de la cuve *C* qui reçoit les cuirs ou peaux à traiter par le suif. Cette capacité est fermée en *O* par un fond fixe et

est pourvue, à l'extrémité opposée, d'une porte à charnière *R* ; cette porte est munie, sur sa face interne, d'une garniture *g* destinée à assurer l'étanchéité de la fermeture de la chambre.

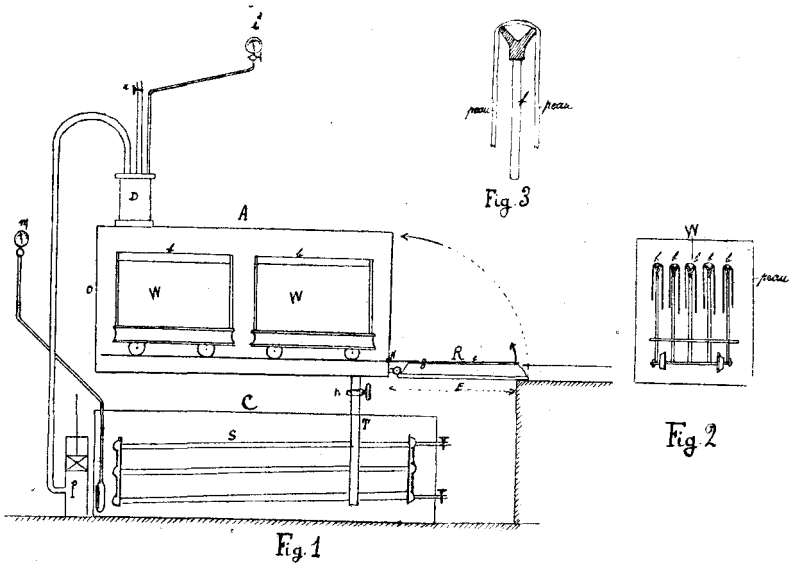


Fig. 1. — Appareil Bruandet frères pour la mise en suif des cuirs et peaux.

La capacité *C* porte à sa partie supérieure un dôme *D* qui permet sa mise en communication avec :

- 1° Une pompe pneumatique quelconque *p* ;
- 2° Un indicateur de vide *i* ;
- 3° L'air extérieur, au moyen du robinet *r*.

Le robinet *H* permet de mettre en relation la chambre *A* et la cuve *C* au moyen du conduit *T*, plongeant en opération au sein des matières grasses fondues ;

c) Un système de chariots légers *W*, montés sur rails, qui peuvent être, par roulement, introduits dans la chambre *A* ou en être extraits ; des tronçons de rails articulés, capables d'un relèvement de 90 degrés autour de *N*, permettent, en effet, dans la position d'ouverture de la porte, le franchissement de l'espace vide *E*.

Les chariots *W* représentés en coupe dans la figure 2 portent des barres longitudinales dont le détail est donné par la figure 3.

Marche des opérations. — Les chariots *W* chargés de peaux disposées comme l'indiquent les figures 2 et 3 (minimum de contact entre peaux et supports) sont poussés dans la chambre *A* et la porte *R* est refermée.

Le robinet *r* étant à la position de fermeture *r*, les peaux sont soumises pen-

dant un temps donné à l'action méthodique du vide créé par la pompe *p* : les tissus se distendent.

Les matières grasses chauffées par la vapeur entrent en fusion en *C*.

Au bout du temps jugé nécessaire à la dilatation des peaux, la manœuvre du robinet *H* provoque la montée en *A* des matières grasses fondues qui viennent agir sur les peaux étendues sur chariots.

Lorsqu'après une durée expérimentalement connue, l'incorporation du suif a atteint le taux proposé, l'ouverture du robinet *r* donnant accès à l'air atmosphérique fait redescendre dans la cuve *C* le mélange gras inutilisé qui servira à des opérations ultérieures sur peaux neuves.

La porte *R* est ouverte, les chariots *W* emportent au niveau de l'usine les peaux qui viennent d'être traitées (1).

Conclusion. — Sans revenir sur les perfectionnements apportés à la mise en suif par l'appareil Bruandet, nous nous contentons de souligner que le cycle entier des opérations se déroule en vase clos.

Considérations techniques à part, l'adoption d'appareils similaires ne saurait, à notre sens, être trop recommandée. Le nouveau procédé soustrait aux effets pernicioeux de la chaleur et de la malpropreté des travailleurs au sort lamentable, dont le recrutement devient d'ailleurs de plus en plus aléatoire tant en nombre qu'en valeur.

Peut-être, au surplus, ne serait-il pas inutile de combattre par une intervention du pouvoir réglementaire la pratique meurtrière de la mise en suif à l'air libre que nous avons exposée au début de cette communication.

(1) Il n'existe aucune difficulté d'ordre théorique ou pratique à la réalisation, par le même dispositif, des opérations du tannage ou de l'application des teintures : il n'est besoin que de substituer, suivant le cas, bains tanniques ou teintures aux matières grasses enfermées dans la cuve *C*.

BIBLIOGRAPHIE.

ANALYSES ET EXTRAITS.

Traité de chimie toxicologique, par J. OGIER et KOHN-ABREST, docteur ès sciences, chef du laboratoire de toxicologie à la Préfecture de Police, membre de la commission d'hygiène industrielle, 2^e édition corrigée et très augmentée appliquée à l'expertise judiciaire et aux questions portant sur la médecine légale, à l'hygiène générale et aux intoxications professionnelles. 2 volumes, 136 figures. (Gaston Doin, éditeur).

Le *Traité de Chimie toxicologique* de M. J. Ogier, paru en 1899, devint un ouvrage classique universellement réputé chez toutes les personnes appelées à procéder à des expertises chimico-légales ou à aborder l'étude de toutes questions se rattachant aux empoisonnements.

Il était nécessaire de tenir cet ouvrage au courant des progrès de la science et aussi de l'adapter à l'évolution des idées sur les services très divers que la chimie toxicologique est appelée à rendre aujourd'hui, non seulement comme science complémentaire de la médecine légale, mais aussi comme auxiliaire indispensable en matière d'hygiène générale et d'hygiène industrielle.

La deuxième édition du *Traité de Chimie toxicologique* établie par E. Kohn-Abrest, le collaborateur et le successeur d'Ogier, répond à ces larges préoccupations.

En matière de tentatives criminelles, aussi bien qu'en matière de responsabilité dans les accidents du travail ou les maladies professionnelles, il importe, vu la fragilité de beaucoup de poisons, que les constatations chimiques aient lieu sans retard.

Aussi la préoccupation essentielle de l'auteur de la deuxième édition a-t-elle été d'instituer ou de signaler les procédés permettant, simplement et rapidement, de déceler s'il le faut, même sur place, les substances toxiques. Les progrès dans cette voie ont été très nombreux.

Une large place est faite dans cet ouvrage aux intoxications professionnelles. On trouvera signalés ci-après quelques-uns des passages les plus importants en cette matière.

*
* *

Oxyde de carbone. — La question de l'oxyde de carbone, en particulier, est traitée avec toute l'ampleur qu'elle mérite.

Après avoir rappelé l'action physiologique de ce gaz et déterminé les doses toxiques, l'auteur met en évidence la notion de *coefficient d'empoisonnement*.

La notion d'un coefficient d'empoisonnement ou d'asphyxie, introduite dans la pratique médico-légale par BALTHAZARD et NICLOUX présente de l'intérêt à divers points de vue. Reprenant et modifiant une ancienne définition de GRÉHANT, les auteurs précités ont appelé *coefficient*

cient d'empoisonnement ou d'asphyxie le rapport de l'oxyde de carbone trouvé dans le sang à celui que ce sang est capable de fixer en totalité. Il exprime numériquement la proportion d'hémoglobine ayant été touchée par l'oxyde de carbone.

Ce rapport est d'environ 0.60 à 0.66 dans la plupart des cas où il s'agit d'un individu sain, mort dans l'atmosphère même où il a respiré le gaz tonique, et lorsque le sang soumis au chimiste n'est pas putréfié.

La recherche de l'oxyde de carbone dans le sang fait l'objet d'un important développement ; après un exposé de la méthode spectroscopique, l'auteur exprime l'avis que l'extraction des gaz du sang et leur analyse constituent le meilleur procédé pour constater et mesurer l'oxyde de carbone dans le sang ; il expose ensuite en détail la technique de cette méthode.

L'auteur traite ensuite de la recherche de l'oxyde de carbone dans l'air et des nombreuses questions qui se posent au chimiste à cette occasion.

Il est très difficile de dire quelle est la sensibilité que l'on devra exiger d'une méthode de recherche de l'oxyde de carbone dans l'air, car s'il est vrai qu'il faut quelques millièmes pour produire l'intoxication aiguë, les observations professionnelles prouvent que quelques centi-millièmes sont à la longue assez nuisibles. D'autre part, lorsque l'oxyde de carbone est très dilué dans l'air humide, il risque de disparaître par formation d'acide carbonique. C'est ainsi que nos observations nous ont conduit à admettre qu'au delà du 1/100,000 il ne subsiste plus d'oxyde de carbone dans l'air et déjà qu'à partir de 1/10,000 l'oxyde de carbone dans l'air est promptement oxydé (environ en 24 heures).

En raison même de la disparition spontanée des très petites doses d'oxyde de carbone dans l'air les difficultés de la recherche des proportions de ce gaz inférieures à 1 p. 20,000 deviennent considérables, car il faut alors opérer vite et bien, c'est-à-dire avec des méthodes réellement spécifiques de l'oxyde de carbone.

L'auteur fait ensuite la description des différentes méthodes qui peuvent être employées pour la recherche et le dosage de l'oxyde de carbone : méthodes gazométriques directes fondées sur l'emploi des réactifs absorbants (chlorure cuivreux en solution chlorhydrique notamment) ; analyse eudiométrique (grisoumètre) ; réduction de l'anhydride iodique par l'oxyde de carbone. En ce qui concerne cette dernière méthode, l'auteur exprime certaines réserves.

L'emploi de l'anhydride iodique est cependant sujet à de nombreuses critiques dont beaucoup sont justifiées. Elles ont trait à la difficulté de préparation du réactif convenable, à l'instabilité qui règne en ce qui concerne la température de la réaction ; enfin au peu de spécificité de cette dernière... Les carbures d'hydrogène, l'hydrogène arsénié, phosphoré et d'autres gaz, réagissent sur l'acide iodique. Il est vrai que certains d'entre eux (acide sulfureux, hydrogène sulfuré) sont susceptibles d'être, au préalable séparés par un lavage alcalin, mais la plupart des acides sont inséparables de l'oxyde de carbone.

L'auteur expose ensuite la méthode de recherche de l'oxyde de carbone dans l'air par fixation sur du sang, méthode suivie par lui dans la majeure partie de ses analyses.

On sait que si l'on fait passer dans une solution sanguine plus ou moins diluée de l'air contenant de l'oxyde de carbone, ce gaz déplace l'oxygène du sang et se combine à l'hémoglobine.

Le spectre de la solution sanguine oxycarbonée est à peu près pareil celui de la solution sanguine normale : deux bandes obscures en D et E.

Mais si l'on ajoute à la solution certains agents réducteurs tels que le sulfhydrate d'ammoniaque, les deux bandes distinctes persistent. Dans les mêmes conditions, avec le sang oxygéné, les deux bandes disparaissent et font place à une bande unique occupant l'espace entre les deux bandes primitives.

L'observation spectroscopique peut être faite sur une quantité de sang extrêmement faible, par exemple sur un demi-centimètre cube, et même moins, de solution sanguine à 1 p. 100. La dose d'oxyde de carbone nécessaire pour fournir les caractères spectroscopiques du sang oxycarboné dans un pareil volume de solution sont des plus petites : au point de vue qualitatif, la sensibilité de la méthode est extrême. Lorsque le résultat de cette observation spectroscopique est positif, la certitude de la présence d'oxyde de carbone est absolue.

Pour la recherche quantitative, on aura soin de débarrasser préalablement d'oxygène l'air à analyser; le meilleur absorbant de l'oxygène pour ce genre d'expériences est l'hydrosulfite de soude.

Cette précaution étant prise, on pourra obtenir des indications quantitatives sur l'oxyde de carbone existant dans l'air en déterminant le volume de cet air nécessaire pour produire nettement, en passant bulle par bulle, la réaction spectroscopique de l'oxyde de carbone dans une quantité donnée de solution sanguine. Tel est le principe de cette méthode qui est décrite en détail dans l'ouvrage. Avec certaines précautions on arrive à déceler 1,75,000 sinon 1/100,000 d'oxyde de carbone.

Après avoir exposé les méthodes de dosage, l'auteur passe en revue les principales causes de dégagement de l'oxyde de carbone. Il étudie notamment :

Gaz d'échappement des moteurs à essence. — Une notable partie de l'essence est mal utilisée dans certains moteurs à explosion puisque, indépendamment des carbures non brûlés, on constate que, dans les produits de la combustion, la proportion d'oxyde de carbone est supérieure à celle de l'acide carbonique. Pour 1,000 centimètres cubes d'essence liquide brûlée, on a constaté de 650 à 765 litres d'oxyde de carbone pour 465 à 365 litres d'anhydride carbonique, ce qui peut constituer une teneur en CO dépassant 7 p. 100, c'est-à-dire de l'ordre de celle du gaz d'éclairage.

Il en résulte très nettement que la toxicité des gaz d'échappement est très grande et qu'ils peuvent constituer un grave danger dans les enceintes où ils se dégagent (1). La question est particulièrement importante pour les garages.

(1) L'auteur rappelle à cette occasion des accidents mortels survenus à Juziers en 1907, où Ogier et lui-même purent constater que les gaz d'échappement d'un moteur actionnant une pompe et dirigés vers l'orifice du puits y étaient aspirés par le fonctionnement même de la pompe. Quatre personnes accourues au secours du jardinier resté au fond du puits y périrent par l'oxyde de carbone. — Un accident analogue devait se produire dans la même région en 1910 à Rosny-sur-Seine; l'oxyde de carbone dégagé par le moteur d'une pompe causa, là encore, la mort de deux puisatiers.

Gaz pauvre ou gaz à l'eau. — Le gaz à l'eau produit par extinction du coke porté au rouge contient de 37 à 44 p. 100 d'oxyde de carbone.

Produits de combustion des charbons et du coke. — Il suffit d'une modification survenant d'une manière imprévue dans le tirage pour que la production d'oxyde de carbone devienne excessive.

Le fait est depuis longtemps constaté ; mais nous devons convenir que nous ne connaissons que fort imparfaitement les facteurs qui régissent ces variations de la quantité d'oxyde de carbone contenu dans les produits de combustion qui se dégagent des appareils de chauffage ou d'éclairage... La pression atmosphérique, le vent, la température extérieure, l'état hygrométrique de l'air, sont autant de variables indépendantes qui influent sur le tirage d'un foyer, sur sa production en oxyde de carbone, sur le dégagement de ce dernier dans un appartement ; un changement fortuit, insignifiant en apparence, de la ventilation y suffira.

Il est par suite bien difficile de dire, *a priori*, qu'un système de chauffage déterminé ne donnera jamais d'oxyde de carbone.

L'auteur fournit ensuite des indications sur la composition des gaz de la combustion provenant de divers combustibles et de divers foyers

Gaz d'éclairage. — La composition du gaz d'éclairage est excessivement variable. Le véritable agent toxique est l'oxyde de carbone. A Paris, dans ces dernières années, la proportion de CO a oscillé entre 8 et 12 p. 100 et présente des variations assez fortes dans une même journée.

La présence d'oxyde de carbone en traces plus ou moins fortes est constante dans les produits de la combustion du gaz d'éclairage. Bien que ces dégagements soient négligeables dans certains cas, l'auteur émet l'avis que les appareils à gaz devraient être toujours disposés de telle manière que les produits de combustion ne se dégagent pas dans la pièce chauffée, mais soient évacués par une cheminée.

Cette précaution est nécessaire non seulement à cause des traces plus ou moins fortes d'oxyde de carbone que peuvent donner ces appareils, mais encore à cause des dangers qui résultent de leur extinction spontanée, cas dont il est fait une étude particulière.

L'auteur étudie enfin en détail la question controversée des dégagements d'oxyde de carbone par les appareils d'éclairage au gaz.

*
* *

Acide carbonique. — Dans le chapitre consacré à l'acide carbonique et à l'air confiné, l'auteur expose en détail les procédés de dosage de ce gaz.

Pour l'absorption du gaz carbonique en vue de l'analyse, l'eau saturée de baryte paraît supérieure à tous points de vue aux solutions de soude ou de potasse, à condition d'opérer à une température ambiante supérieure à $+10^{\circ}$.

En vue du dosage nous avons utilisé le fait que l'addition progressive d'un acide à l'eau de baryte plus ou moins carbonatée neutralise d'abord la baryte restée libre, sans attaquer aucunement le carbonate qui n'est décomposé qu'ensuite. Pour voir et mesurer les deux phases : neutralisation de la baryte et attaque du carbonate, il suffit d'employer une solution titrée d'un acide minéral et de deux réactifs indicateurs *phénolphtaléine* et *hélianthine*.

La première partie de la réaction, c'est-à-dire la neutralisation de la baryte restée libre,

sera accusée par la décoloration de la phénolphtaléine. A ce moment on ajoutera l'hélianthine et on poursuivra l'addition d'acide jusqu'au virage persistant au rose. Le volume d'acide ajouté pour passer d'un virage à l'autre exprimera uniquement l'acide carbonique.

L'acide minéral qui est le plus avantageux ici est l'acide nitrique quart normal dont 1 centimètre cube correspond à 2 cm³ 8 (0 gr. 0054) d'acide carbonique.

On peut également employer un mélange des deux réactifs.

L'ouvrage décrit un mode de disposition pratique et facilement transportable du matériel nécessaire pour faire rapidement et sur place les dosages.

Parmi les questions diverses se rattachant à celle de l'acide carbonique, l'auteur attire l'attention sur l'intérêt que présente, dans l'examen des atmosphères viciées, la détermination de l'indice de toxicité, c'est-à-dire du rapport des volumes d'oxyde de carbone et d'acide carbonique (1).

*
* *

Plomb et blanc de zinc. — Tant dans le chapitre relatif au plomb que dans celui qui est relatif au zinc, l'auteur s'arrête sur l'importante question des blancs de zinc et sur les impuretés plombifères qu'ils peuvent contenir.

A propos du plomb dans le blanc de zinc, on a émis des opinions fort divergentes au sujet de l'état dans lequel il s'y trouve. Nous avons fait, à ce sujet, les constatations suivantes :

Effectivement, le « blanc de neige » (oxyde de zinc pur) ne contient pas de plomb. L'oxyde de zinc commercial en contient presque toujours provenant des minerais qui ont servi à sa fabrication. Les proportions de plomb dans l'oxyde de zinc sont parfois extrêmement faibles (quelques dix millièmes), mais généralement dans les blancs de zinc dont le prix est suffisamment bas pour permettre son emploi industriel, elles atteignent quelques centièmes (3 à 4 p. 100).

Le plomb se trouve dans l'oxyde de zinc sous différents états. L'oxyde très pur renferme des traces de carbonate de plomb. Dans les autres, le plomb est surtout sous forme de sulfates plus ou moins basiques.

Nous nous sommes demandés, lorsqu'il s'agit de définir commercialement le blanc de zinc, c'est-à-dire d'établir le maximum de substances étrangères qui peuvent y être tolérées, s'il y a lieu de tenir compte de l'état sous lequel se trouve le plomb qui souille l'oxyde de zinc. En d'autres termes, doit-on tolérer des échantillons d'oxyde de zinc dont les impuretés sont constituées par des sels de plomb qui, comme le sulfate de plomb, sont réputées insolubles, pour n'exclure que ceux qui renferment de l'oxyde ou du carbonate de plomb.

Pratiquement, nous avons vu qu'il n'y a pas de sels de plomb insolubles. Le sulfate de plomb lui-même se dissout assez bien dans les liquides qui attaquent les carbonates de plomb. Ajoutons que, dans l'acide nitrique étendu, la solubilité du sulfate de plomb est également très notable. Ainsi, à + 17°, 0 gr. 01 de sulfate de plomb se dissout rapidement dans 10 centimètres cubes d'une solution à 10 p. 100 d'acide nitrique.

Nous avons fait différents essais pour apprécier la solubilité du sulfate de plomb en présence de l'oxyde de zinc. Plusieurs mélanges d'oxyde de zinc et de sulfate de plomb ont été traités à froid par l'acide nitrique étendu. En partant, dans chacun de ces essais, de 0 gr. 2000 d'un mélange d'oxyde de zinc pur avec respectivement 1, 2, 3, 5, 7 et 10 p. 100 de sulfate de plomb, on constate que la dissolution de l'échantillon est totale à + 17° dans 10 centimètres cubes d'une solution d'acide nitrique au dixième, tant que la proportion de sulfate de plomb dans le mélange n'excède pas 7 p. 100 environ.

Enfin, d'autres essais ont été effectués sur des échantillons d'oxyde de zinc impurs dans lesquels le plomb, à l'état de sulfate, provient des impuretés des minerais de zinc. Un de ces échantillons renfermait ainsi 3.30 p. 100 de plomb. Dans les conditions ci-dessus définies, la prise d'essai s'est entièrement dissoute.

Il n'y a donc guère lieu de tenir compte de l'état du plomb dans les impuretés de l'oxyde

(1) Voir *Bulletin de l'inspection du travail*, 1922, p. 234.

de zinc commercial, tant que la proportion de plomb y est inférieure à environ 4.5 à 5 p. 100.

Il convient de tenir à la disposition de tous ceux qui sont chargés d'appliquer les règlements, un procédé d'examen rapide des peintures au blanc de zinc. Ce procédé devra permettre de déceler les faibles proportions de plomb formant les impuretés du blanc de zinc commercial. Il est évident qu'il devra permettre aussi de reconnaître les proportions plus fortes qui résulteraient d'une addition plus importante de céruse ou de sulfate de plomb au blanc de zinc.

L'auteur a établi un procédé par lequel l'analyse rapide et sur place est réalisable à l'aide d'un matériel peu encombrant et facilement transportable. Ce procédé est basé sur cette observation que l'oxyde de zinc est soluble dans les excès de liqueur ammoniacale, dans les mélange d'ammoniaque, de chlorhydrate et de carbonate d'ammoniaque. Si l'on traite des mélanges d'oxyde de zinc, de sulfure de zinc, de sels de plomb, de baryte, par une mixture des trois solutions ammoniacales, l'oxyde de zinc seul se dissout.

Recherches sur les conditions d'éclairage des ateliers de composition typographique, par L. BARGERON, inspecteur départemental du travail à Paris (1). Notes et mémoires de l'Institut Lannelongue d'hygiène sociale, V^e série, novembre 1923.

Les questions relatives à l'éclairage des locaux de travail n'ont guère fait, en France, l'objet de recherches bien précises. Elles soulèvent pourtant des problèmes fort importants non seulement en ce qui concerne la fatigue oculaire, mais encore aux points de vue de l'hygiène générale et de la productivité des travailleurs. M. Bargerou s'est proposé de procéder à une enquête assez complète pour reconnaître les défauts que l'on rencontre dans l'éclairage d'un établissement industriel et d'établir les conditions optima de l'éclairage artificiel pour des travaux bien déterminés. Par la suite, il a été conduit à préciser ses recherches au sujet de l'influence de l'éclairage sur le rendement des travailleurs.

L'auteur expose d'abord le plan de l'enquête qu'il a poursuivie; il décrit ensuite les appareils employés et signale les difficultés des recherches de cette nature. Il étudie alors les conditions d'éclairage d'un certain nombre d'ateliers répondant aux types suivants, fréquemment rencontrés dans les imprimeries parisiennes : atelier en hall vitré, atelier en appentis le long d'un mur, atelier en appartement, atelier en sous-sol. Il est fait une étude spéciale de l'éclairage diurne puis de l'éclairage artificiel.

Il est rendu compte, ensuite, de deux séries d'expériences et d'observations en vue de rechercher l'influence de l'éclairement dans le rendement des ouvriers compositeurs.

(1) Ce mémoire a été couronné par l'Académie des sciences (prix Bellion).

Dans cette étude intéressante et originale, M. Bargerou aboutit aux conclusions suivantes :

Malgré la précarité des moyens dont nous avons disposé, il semble que l'on puisse tirer de ce travail quelques conclusions fermes et quelques indications en vue des recherches futures :

a) Au point de vue de l'étude générale de l'éclairage les expériences faites confirment la classification des états du ciel par pouvoir émissif.

Elles montrent également la forme de la courbe des variations d'éclairement diurne en un point, par beau temps, et dans des conditions données. Cette courbe affecte une forme parabolique, forme ordinaire des phénomènes naturels.

b) Au point de vue de l'état actuel des imprimeries en ce qui concerne l'éclairage naturel, l'étude fait ressortir :

1° Que dans les halls vitrés il y a intérêt à disposer les casses en files parallèles à la plus grande dimension du toit vitré et aussi près que possible du milieu de la salle;

2° Que dans les apprentis éclairés sur une seule face latérale, il paraît préférable de ne pas adosser les casses, mais de les disposer en files parallèles à la verrière, la pente du côté d'où vient la lumière;

3° Que dans les appartements transformés, la disposition des casses en files perpendiculaires au plan des fenêtres, dans l'intervalle qui les sépare, n'est pas mauvaise, surtout si les murs de l'atelier sont fortement réflecteurs;

4° Que les ateliers de composition en sous-sol sont à prohiber radicalement. Un règlement sur l'éclairage des ateliers de composition devrait porter cette interdiction.

c) En ce qui concerne l'éclairage artificiel actuel des imprimeries, on peut dire :

1° Qu'il est en général mal étudié;

2° Que là où l'on a préféré prendre l'éclairage localisé il n'a été, ordinairement, rien fait pour protéger les yeux des ouvriers contre le rayonnement direct (réflecteurs plats ou pas de réflecteurs), contre les ombres mouvantes (lampes pendantes au bout des fils);

3° Qu'il serait préférable de remplacer l'éclairage localisé par un éclairage général convenablement installé et qui, précédé d'une étude sérieuse, pourrait ne pas coûter plus cher que l'éclairage localisé.

d) Enfin, en ce qui concerne les essais sur le rendement, nous arrivons aux résultats suivants :

1° Le plus ou moins d'intensité de l'éclairement a, dans certaines limites, une influence marquée sur le rendement des compositeurs à la main. Les écarts ont varié dans nos expériences de 1.5 à 10 p. 100. Le maximum est obtenu à la lumière du jour;

2° Au delà d'un certain éclairement le rendement des compositeurs n'est plus accru de façon sensible par l'augmentation de la lumière. Il y a, pour eux, un optimum qui paraît être autour de 20 à 25 lux;

3° Il peut y avoir une accoutumance aux divers modes d'éclairage mais, en tout cas, ce phénomène est très rapide et ne paraît pas susceptible d'avoir une action marquée sur les résultats expérimentaux lorsque les essais sont prolongés suffisamment;

4° A intensité lumineuse égale, le rendement est meilleur avec les appareils qui mettent l'œil du travailleur à l'abri du rayonnement direct;

5° A éclairement égal, le rendement paraît être meilleur lorsque la lumière est convenablement diffusée, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas de gros écarts d'éclairement entre les divers points de la casse; autrement dit, l'éclairage général est préférable.

Traitement des asphyxiés; respiration artificielle et inhalations d'oxygène, par René LEGENDRE, directeur du laboratoire de physiologie comparée à l'École des Hautes-Études, et Maurice NICLOUX, professeur de chimie biologique à la Faculté de médecine de Strasbourg (*Revue d'hygiène*, avril 1923).

Les auteurs commencent cette étude en faisant ressortir l'importance de la question. Les asphyxies par arrêt respiratoire sont des accidents fréquents qui nécessitent toujours une intervention immédiate pour écarter le danger de mort.

Il est donc indispensable de choisir les méthodes de traitement les plus efficaces et les plus simples et de les faire largement connaître, puisqu'elles devront être pratiquées le plus souvent par des sauveteurs non spécialisés et sans connaissances médicales.

Les causes d'asphyxie sont multiples : pendaison, strangulation, submersion, inhalation de gaz délétères et notamment d'oxyde de carbone provenant des appareils de chauffage ou du gaz d'éclairage.

Les asphyxies dues aux sources industrielles de gaz délétères sont certainement plus fréquentes encore; intoxication par l'acide carbonique près des cuves de vendange, dans les brasseries, les fours à chaux, les usines de superphosphates, etc.; intoxications oxycarboniques par les gaz des hauts-fourneaux, dans les fonderies de fer, auprès des feux de forge, dans les cokeries, les usines à gaz, auprès des gazogènes à gaz pauvre, dans les verreries, les cristalleries, les ateliers de repassage, etc., en un mot, partout où, à certains moments, du charbon brûle en présence d'une quantité d'air insuffisante.

Les auteurs signalent également l'augmentation des cas d'électrocution due à l'extension des réseaux électriques.

Les asphyxies par arrêt respiratoire sont donc très nombreuses, de causes très variées et le plus souvent inopinées. D'où la nécessité de faire connaître les soins à donner d'urgence et d'éduquer non seulement le personnel médical et infirmier, mais aussi tous ceux qui peuvent se trouver en présence de cas de ce genre et, en particulier, les ouvriers électriciens, les chauffeurs et le personnel travaillant auprès des foyers et fours susceptibles de dégager à un moment donné des quantités appréciables d'oxyde de carbone.

Quelles que soient les causes de l'arrêt respiratoire, le traitement est identique dans tous les cas : manœuvres de respiration artificielle, associées si possible aux inhalations d'oxygène. Cette dernière condition est capitale dans tous les cas d'intoxication par l'oxyde de carbone pour cette raison simple mais primordiale que l'oxygène déplace l'oxyde de carbone de sa combinaison avec l'hémoglobine du sang d'autant plus vite qu'il est plus pur.

Si ces notions sont aujourd'hui classiques, il reste à choisir les méthodes les plus pratiques de respiration artificielle et d'inhalation d'oxygène.

Les auteurs rappellent d'abord les méthodes de respiration artificielle les plus généralement en usage : méthode de Laborde, avec des tractions rythmées de la langue; méthode de Sylvester, la mieux connue et la plus pratiquée en France et dans laquelle le mécanisme respiratoire est produit

par des mouvements exercés sur les bras; méthode de Schaefer, moins connue en France, mais aussi efficace, plus simple et moins pénible que celle de Sylvester.

Voici en quoi consiste la méthode de Schaefer : le malade est étendu sur le sol, le ventre contre terre, les bras allongés en avant, la figure tournée sur le côté. Le sauveteur se place à genoux, les cuisses du patient entre ses jambes, de manière à pouvoir s'asseoir sur les mollets de l'asphyxié. Il étend ses bras et pose ses mains, ouvertes, sur le dos, au niveau des dernières côtes, les pouces se touchant presque, puis il appuie progressivement et sans brusquerie de tout son poids sur le thorax de manière à provoquer l'expiration; il cesse alors de presser, tout en laissant ses mains en place. s'asseoit sur les mollets; l'inspiration se produit par l'élasticité des côtes et des organes abdominaux; il recommence la pression progressive et continue ainsi à raison d'une pression de trois secondes toutes les cinq secondes environ.

On voit immédiatement les avantages de cette méthode. Elle peut être appliquée immédiatement, en beaucoup moins de temps que la méthode de Sylvester, puisqu'on n'a pas à se préoccuper tout d'abord d'ouvrir les vêtements et la bouche, ni de tirer la langue, et l'on sait combien le temps est précieux au début du traitement. La langue, si elle tombe, ne bloque pas les voies respiratoires. Si le malade vomit ou expulse des mucosités, ces matières tombent à terre et ne sont pas entraînées dans la trachée par les mouvements d'inspiration. La place nécessaire pour les manœuvres est beaucoup plus petite que dans la méthode de Sylvester, ce qui a son importance quand on doit soigner le malade dans un espace étroit. Un seul sauveteur suffit et il peut continuer d'opérer très longtemps sans fatigue, puisque la manœuvre demande peu de force, ce qui présente un intérêt quand on se trouve en présence d'un accident collectif où les hommes à soigner sont nombreux. Enfin, la méthode de Schaefer est beaucoup plus simple et moins dangereuse aux mains de sauveteurs non exercés que celle de Sylvester, et par suite, il est beaucoup plus facile de l'apprendre à ceux qui auront à s'en servir le cas échéant.

Les auteurs abordent ensuite la question des inhalations d'oxygène.

Le procédé usuel qui consiste à placer dans ou devant la bouche, ou encore dans une narine, un embout relié à un sac de caoutchouc plein d'oxygène est totalement inefficace. L'asphyxié doit respirer dans une atmosphère riche en oxygène, d'où la nécessité de placer devant ses orifices respiratoires un masque où le gaz arrivera largement.

Un certain nombre de masques ont déjà été imaginés dans ce but; un plus grand nombre encore d'appareils respiratoires destinés à d'autres usages peuvent être également employés.

Les études sur la physiologie de la respiration que nous avons poursuivies, pendant la guerre, à propos des très nombreux types de masques qui étaient alors présentés au Sous-Secrétariat d'Etat des Inventions, nous ont montré qu'un appareil de ce genre doit satisfaire à de multiples conditions.

Il doit être rigide, si on veut l'employer pendant les manœuvres de respiration artificielle par la méthode de Schaefer, pour que le poids de la tête ne le déforme pas, risquant de bloquer ses orifices.

Il doit être métallique, afin d'assurer sa conservation pendant les longues périodes où l'on n'a pas à s'en servir, et aussi pour faciliter son nettoyage et sa stérilisation. Un masque de caoutchouc se déforme, s'altère et devient plus ou moins rapidement inutilisable.

Il doit être étanche, et pour cela, ou bien envelopper toute la tête à la manière d'une cagoule, ou bien s'appuyer sur le front, les joues et le menton (ce fut la solution choisie pour les masques de guerre M² et A. R. S.), ou bien envelopper seulement le nez et la bouche (c'est le cas de beaucoup de masques à anesthésie). Si le masque est métallique, quelle que soit la forme adoptée, il faut le border par un bourrelet élastique assurant l'étanchéité parfaite. Le bourrelet pneumatique répond au mieux à cette condition.

Il doit avoir la capacité la plus réduite, afin de diminuer au maximum l'espace nuisible d'où l'air expiré ne peut être expulsé. La principale cause du malaise éprouvé quand on porte un masque, malaise ressenti par tous les combattants de la dernière guerre, provient du mélange de l'air expiré restant dans l'espace nuisible avec l'air frais inspiré, ce qui élève le taux de l'acide carbonique.

L'entrée et la sortie des gaz doivent avoir lieu sans résistance mécanique, ce qui nécessite des conduits et des orifices d'au moins 2 centimètres de diamètre.

Les soupapes, tout en obturant parfaitement, ne doivent pas non plus opposer de résistance sensible. Celles qui opèrent par gravité sont certainement les plus légères, mais elles ont l'inconvénient de ne fonctionner correctement que dans une seule position, restant entraînées dans toutes les autres. En outre, il est bon que les soupapes soient visibles, afin qu'on puisse s'assurer de leur état et de leur fonctionnement.

Pour répondre à ces multiples conditions que nous avons jugées indispensables, nous avons imaginé un masque qui a été récemment présenté à l'Académie des sciences (1).

C'est un masque métallique en forme de tronc de cône, du genre de ceux employés en anesthésie; il entoure seulement le nez et la bouche, laissant les yeux à l'air libre pour le cas où l'on aurait à en observer les réflexes. Par sa base, il peut poser sur le sol, si bien qu'il suffit de soulever la tête de l'asphyxié pour qu'elle vienne y retomber et, par son poids, assurer l'étanchéité, en appuyant sur le bourrelet pneumatique qui l'entoure. Une bride, qu'on passe derrière la tête, maintient le masque en place exactement. Sa capacité est petite, et par conséquent son espace nuisible très réduit.

L'entrée de l'oxygène et la sortie des gaz expirés se fait latéralement par deux orifices munis de soupapes. Nous nous sommes arrêtés à un type de soupape circulaire en caoutchouc mince, fixée en son centre à un bouton (comme un caoutchouc de canette à bière) et battant librement par toute sa circonférence. Chaque soupape est montée sur une embase métallique mobile, percée de nombreux trous. Le disque de caoutchouc est visible et peut être remplacé aisément et sans frais. Le diamètre des deux orifices mesure 23 millimètres; il est donc suffisant pour ne créer aucune résistance. Les soupapes, très douces, fonctionnent dans toutes les positions.

Le masque peut être démonté pour le nettoyage. Les parties métalliques sont stérilisables et celles en caoutchouc peuvent être savonnées.

Le masque, étant métallique, peut être gardé en réserve indéfiniment. Seuls, le bourrelet pneumatique et les deux disques de caoutchouc sont altérables, mais ils sont visibles, amovibles et très aisément remplaçables sans grande dépense.

Pour l'usage, on place en amont de la soupape inspiratoire une poche ou un sac de caoutchouc, formant volant régulateur, alimenté par un cylindre d'oxygène comprimé dont un robinet ou un mano-détendeur limite le débit.

On pourrait également employer, comme source d'oxygène, l'oxylithe, dont divers appareils générateurs permettent l'emploi instantané, mais nous ne nous sommes pas arrêtés à cette solution, les cylindres d'oxygène comprimé étant actuellement d'un usage commun et fournissant un débit plus aisé à régler.

On pourra disposer, notamment dans les postes de secours, d'un nécessaire complet réunissant, dans la même boîte transportable, le cylindre d'oxygène, le sac de caoutchouc et le masque tout montés et prêts à servir.

Le Katathermomètre, instrument pour mesurer le bien-être physique, par ROBERT A. JACOB, traduit par M^{me} A. WEISS. — (*Annales d'hygiène publique, industrielle et sociale*, mars 1923.)

« On sait depuis longtemps que les lectures du thermomètre à ampoule sèche ne fournissent pas un critérium défini du bien-être physique. Le corps humain est un organisme dynamique dont la température à l'état de santé reste constante aux environs de 37,2° C. Cette condition

(1) René Legendre et Maurice Nicloux : Masque destiné à compléter par des inhalations d'oxygène les manœuvres de respiration artificielle. Comptes rendus de l'Académie des sciences, t. 176, 29 janvier 1923, p. 335.

« standard » est contrôlée physiologiquement par le gain de chaleur dû à la combustion interne de la nourriture et par la régulation de la chaleur perdue au niveau de l'épiderme et des membranes respiratoires.

« La température de l'air étant généralement bien inférieure à $37^{\circ} 2$, on voit que le corps humain doit être considéré comme une masse de matière chaude perdant constamment du calorique, cette perte étant d'autre part compensée par des changements physiologiques qui maintiennent à peu près le standard thermique uniforme dont nous avons parlé plus haut.

« Quand le taux de la perte demeure supérieur à celui du gain pendant une période de temps de quelque durée, nous disons que nous avons froid et inversement.

.....

« Les méthodes que nous possédons à l'heure actuelle pour mesurer les écarts de température de notre entourage atmosphérique et les sensations de malaise qui en résultent sont absolument inadéquates à leur but. Les mensurations de la température sèche et de l'humidité relative par le moyen du thermomètre à ampoule humide ne nous fournissent aucun critérium digne de foi.

« Le thermomètre est un instrument statique et il exprime la moyenne des influences de l'ambiance, tandis que corps est un organisme dynamique qui maintient par ses activités physiologiques propres une température constante..... Le corps humain est du reste affecté non seulement par les écarts de la température et l'état hygrométrique de l'air, mais aussi par ses mouvements. En résumé nous dirons que les conditions qui déterminent le bien-être physique sont modifiées par la déperdition de chaleur du corps dans l'atmosphère et par les mouvements de celle-ci qui écartent l'air saturé et échauffé et amènent au voisinage du corps d'autres couches atmosphériques plus fraîches en même temps que plus sèches ».

Ayant ainsi posé la question, l'auteur fait l'historique des recherches tendant à obtenir un appareil tenant compte des divers facteurs signalés, en rappelant que dès 1826 le Docteur Heberden suggérait que l'observation de la vitesse de chute d'une colonne thermométrique fournirait des données pour l'appréciation des conditions qui déterminent l'équilibre physique. Il élevait la température d'un thermomètre à 100° F. ($37,77^{\circ}$ C.) et notait le nombre de degrés qu'il perdait en 10 minutes comme mesure du « froid sensible ».

L'auteur décrit alors le katathermomètre construit par le professeur Léonard Hill (1913) :

« L'ensemble de l'appareil se compose de deux thermomètres spécialement construits pour le katathermomètre ; ils sont munis d'ampoules de fortes dimensions et de tiges graduées de 30° à 43° C. (86 à 110° F.). L'un d'eux doit être utilisé comme instrument à ampoule sèche et l'autre comme thermomètre à ampoule humide. Les ampoules sont chauffées par le moyen de l'eau chaude à une température de 43° (110° F.) et les appareils placés sur des supports à pinces qui les maintiennent horizontalement, ceci après qu'on a pris soin de sécher une des ampoules et d'enlever l'excès d'humidité sur l'autre. Le temps que met chaque instrument à descendre de $37^{\circ} 8$ à $32^{\circ} 2$ (100° à 90° F.) est observé au moyen d'une montre d'arrêt et ces lectures permettent d'établir un index représentant les effets de refroidissement exercés par l'air qui entoure immédiatement le corps.

La vitesse de refroidissement des deux appareils est influencée par le mouvement de l'air et la chaleur rayonnante, aussi bien que par la température de l'air, et l'ampoule humide est, de plus, affectée par l'humidité.

D'une série d'expériences faites par le professeur C. E. A. Winslow, de l'école de médecine de Yale, il a été conclu « que le katathermomètre, bien que semblant exagérément influencé par les mouvements de l'air, est de grande valeur pour les mensurations de l'influence effective des conditions de

l'atmosphère sur le corps, et que son usage est préférable, pour des expériences de ce genre, à celui du thermomètre ordinaire. »

Intoxication benzolique professionnelle; anémie grave avec purpura hémorragique. Syndrome médullaire fruste, par MM. FAURE-BEAULIEU et LÉVY-BRUHL. — Société médicale des Hôpitaux, séance du 10 novembre 1922. (Anal. *Bulletin médical* du 15 novembre 1922.)

Une femme de 40 ans, travaillant depuis 12 ans dans une fabrique de vêtements caoutchoutés et exposée à l'inhalation de vapeurs de benzine, fut prise récemment, sans cause occasionnelle appréciable, d'accidents rapides et graves: asthénie profonde, anémie intense avec purpura et hémorragies (épistaxis et métrorragies). A plusieurs reprises, l'examen du sang montra une diminution considérable des globules rouges avec faible réaction plastique et une leucopénie à 1780 intéressant surtout les polynucléaires, tombés à 40 p. 100. Absence de troubles fonctionnels appréciables du système nerveux, mais signes objectifs (trépidation spinale hypoesthésie osseuse) d'atteinte légère des faisceaux pyramydaux et des voies médullaires de la sensibilité profonde. Amélioration seulement après plusieurs mois, puis guérison à peu près complète.

Les auteurs soulignent la très longue tolérance à l'action du benzol et la netteté du syndrome hématologique identique à celui des autres observations cliniques ou expérimentales d'anémie benzolique, syndrome hématologique dont l'élément le plus caractéristique est la leucopénie.

Enfin ils rappellent les cas récents (Rabut et Oury, P.-E. Weill et Isch-Wall) d'anémie arsénobenzolique, où le même tableau hématologique se retrouve, dû sans doute au noyau benzine de l'arsénobenzol.

Les intoxications du système nerveux par le tetrachloréthane dans les fabriques de perles artificielles. Société de médecine légale de France. — Séance du 15 janvier 1923. (Anal. *Bulletin médical* du 31 janvier 1923).

M. André LÉRI a observé chez deux perlières une « forme très spéciale de polynévrite » caractérisée : par une paralysie portant essentiellement sur les interosseux des pieds et des mains et, à un moindre degré, sur les extenseurs des pieds et les fléchisseurs des mains ; par une anesthésie dans le territoire des rameaux interosseux des extrémités ; par une abolition de tous les réflexes tendineux ; par une parésie de voile du palais avec disparition du réflexe pharyngien ; parfois par une paralysie de l'orbiculaire des paupières et de l'orbiculaire des lèvres.

Ces deux ouvrières faisaient à la fois le « trempage » des perles dans un vernis de nacrage et le filtrage à la main de ce vernis ; ce vernis contenait

une forte quantité de tétrachloréthane, composé chloré du carbone très volatil et très toxique. L'absorption du produit nocif pouvait se faire à la fois par la voie respiratoire et par la voie digestive.

L'examen des ouvrières d'une fabrique de perles artificielles montra que toutes les ouvrières employées dans la salle de trempage, soit au nacrage soit simplement au montage, présentaient des manifestations assez sérieuses du côté du système nerveux périphérique : dilatation pupillaire ou inégalité pupillaire avec réflexe lumineux très affaibli, parésie de l'extension des doigts, parésie du voile du palais avec diminution ou disparition du réflexe pharyngien, fréquemment abolition des réflexes tendineux. Or, certaines de ces ouvrières, les monteuses, respiraient l'atmosphère chargée de vapeurs de tétrachloréthane sans avoir aucun contact avec ce produit : il ne pouvait donc s'agir que d'une intoxication par la voie respiratoire.

Ces examens ont montré l'excessive fréquence, jusqu'ici insoupçonnée, de ces intoxications professionnelles par l'éthane tétrachloré, produit qui, en dehors des fabriques de perles, est employé comme dissolvant dans une série d'industries.

Cette fréquence extrême aurait cependant pu être prévue par ce que l'on savait de la grande toxicité des vapeurs de ce corps ; elle a encore été démontrée à l'auteur par quelques expériences sur les animaux faites avec M. Luton ; quelques dosages, opérés par M. Cousin, ont paru montrer la fixation de ce produit chloré sur le cerveau comme sur le foie.

Cette étude, encore incomplète, amène à préconiser des mesures d'hygiène rigoureuses dans les fabriques où l'on utilise le tétrachloréthane et notamment dans les fabriques de perles : suppression du brassage du vernis à la main et son remplacement par filtrage mécanique sous pression, fermeture au moins relative des cuves de trempage, aspiration par en dessous des vapeurs au siège de leur formation, cuves de trempage et casiers de séchage ; séjour dans l'atmosphère contaminée des seules ouvrières indispensables (nacreuses) ; examen médical systématique et répété des ouvrières et élimination sans retard de celles qui présentent des petits signes d'intoxication, l'abolition des réflexes pouvant être considéré comme un « signal d'alarme ». On pourra sans doute éviter ainsi les intoxications graves, comme certains ictères mortels qui ont été observés.

C'est de ces mesures notamment que devra s'inspirer la loi sur les intoxications professionnelles, dont la modification et le perfectionnement s'imposent.

MINISTÈRE DU TRAVAIL.

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Par arrêté du 13 janvier 1923, M. BOUFFARTIGUE, inspecteur départemental du travail en disponibilité, a été maintenu, sur sa demande, dans cette position, pour une durée de quatre mois à dater du 1^{er} janvier 1923.

Par arrêté du 13 janvier 1923, M. CAUBET, inspecteur départemental du travail en disponibilité, a été maintenu, sur sa demande, dans cette position, pour une nouvelle durée d'un an à dater du 1^{er} janvier 1923.

Par arrêté du 16 janvier 1923, M. FOISSAC, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, retraité, a été nommé inspecteur divisionnaire du travail honoraire et MM. ALEXANDRE et BOURILLON, anciens inspecteurs départementaux du travail, ont été nommés inspecteurs départementaux du travail honoraires.

Par arrêté du 24 janvier 1923, ont été nommés à dater du 1^{er} janvier 1923, M. TRÉGOÛËT, inspecteur départemental du travail de 3^e classe et M. DURRAT, inspecteur départemental du travail de 4^e classe.

Par arrêté du 23 février 1923, M. TREGOUËT, inspecteur départemental du travail à Roanne, a été, sur sa demande, nommé à la résidence de Paris, à dater du 1^{er} avril 1923.

Par arrêté du 3 mars 1923, ont été promus, à dater du 9 janvier 1923 : M. FONTAINE, inspecteur départemental du travail hors classe, 1^{er} échelon, à la hors classe, 2^e échelon; M. BAILLY, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, à la hors classe, 1^{er} échelon; M. HUBERT, inspecteur départemental du travail de 2^e classe, à la 1^{re} classe; M. VANDAMME, inspecteur départemental du travail de 3^e classe, à la 2^e classe.

Par arrêté du 16 mars 1923, M^{me} ZAGON, inspectrice départementale du travail, a été, sur sa demande, maintenue en disponibilité pour une durée d'un an, à dater du 8 mars 1923.

Par arrêté du 19 mars 1923, M. CADAUX, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail et affecté à la résidence de Roanne.

Par arrêté du 26 mars 1923, ont été promus, à dater du 16 mars 1923 : MM. DUVAL et ROTH, inspecteurs départementaux du travail hors classe, 1^{er} échelon, à la hors classe, 2^e échelon; MM. CRISTOL et PALLAUD, inspecteurs départementaux du travail de 1^{re} classe, à la hors classe, 1^{er} échelon; M. SEGUI et M^{lle} CHARRONDIÈRE, inspecteur et inspectrice départementaux du travail de 2^e classe, à la 1^{re} classe; MM. CLERC et CHAILLÉ, inspecteurs départementaux du travail de 3^e classe, à la 2^e classe.

Par arrêté du 14 avril 1923, M. ARVIEUX, inspecteur départemental du travail à Saint-Étienne, a été, sur sa demande, nommé à la résidence de Montpellier, à dater du 1^{er} mai 1923.

Par arrêté du 30 avril 1923, ont été déclarés définitivement admissibles à l'emploi d'inspecteur départemental stagiaire du travail, à la suite du concours ouvert le 12 mars 1923, les candidats ci-après, classés par ordre de mérite : MM. REBILLET, BAZERQUE.

Par arrêté du 31 mai 1923, M. MARTIN, inspecteur divisionnaire du travail de la 10^e circonscription à Marseille, a été nommé inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription à Paris, à dater du 1^{er} juillet 1923, en remplacement de M. BOULISSET, dont la pension de retraite est liquidée et qui, dans l'intérêt du service, est maintenu en fonctions jusqu'à cette date, par application des dispositions de l'article 47, § 2, du décret du 9 novembre 1853.

M. SEGUIN, inspecteur divisionnaire du travail de la 9^e circonscription à Toulouse, a été nommé, sur sa demande, inspecteur divisionnaire de la 10^e circonscription à Marseille, à dater du 1^{er} juillet 1923, en remplacement de M. MARTIN, nommé à la résidence de Paris.

M. GENET, inspecteur départemental du travail hors classe, 1^{er} échelon, au Mans, a été, au lieu et place de M. FROIS, non acceptant, nommé inspecteur divisionnaire de 3^e classe et appelé en cette qualité à la résidence de Toulouse, à dater du 1^{er} juillet 1923, en remplacement de M. SEGUIN, nommé à la résidence de Marseille.

Par arrêté en date du 13 juin 1923, M. REBILLET, candidat admissible, est nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Saint-Étienne.

Par arrêté en date du 23 juin 1923, M. CAILLÉ, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, à Cherbourg, est nommé, sur sa demande, à la résidence du Mans, à dater du 1^{er} juillet 1923, en remplacement de M. GENET, promu inspecteur divisionnaire. — M. BAZERQUE Jean, candidat admissible, est nommé inspecteur départemental stagiaire du travail, à la résidence de Cherbourg, en remplacement de M. CAILLÉ, à dater du 1^{er} juillet 1923.

Par arrêté en date du 6 juillet 1923, M. GRÉGOIRE, inspecteur divisionnaire du travail de 1^{re} classe, est promu à la hors classe de son emploi, à dater du 1^{er} juillet 1923. — M. DRANCOURT, inspecteur divisionnaire du travail de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son emploi, à dater du 1^{er} juillet 1923. — M. SEGUIN, inspecteur divisionnaire du travail de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son emploi à dater du 1^{er} juillet 1923.

Par décision ministérielle en date du 2 août 1923, M^{lle} POUGET, inspectrice du travail de 5^e classe, a été nommée à la 4^e classe, à dater du 24 août 1922; M. TARTARY, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, a été nommé à la 4^e classe, à dater du 29 décembre 1922.

Par arrêté en date du 5 septembre 1923 :

M. DECAILLY, inspecteur départemental du travail de 2^e classe, a été nommé à la 1^{re} classe, à dater du 1^{er} juillet 1923;

M. BORDIER, inspecteur départemental du travail de 3^e classe, a été nommé à la 2^e classe, à dater du 1^{er} juillet 1923;

M. BOUC, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été nommé à la 3^e classe, à dater du 1^{er} avril 1923;

MM. LE HEN, MATTEI, AUBIN, CAILLÉ, ARVIEUX, PERRET, CHAUVIN, FORGES et TOURNOIS, inspecteurs départementaux du travail de 5^e classe, ont été nommés à la 4^e classe, à dater du 1^{er} avril 1923.

M. VINCENT, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, a été nommé à la 4^e classe, à dater du 12 mai 1923;

Par arrêté en date du 15 septembre 1923, M. DRANCOURT, inspecteur divisionnaire du travail, a été détaché pour une durée de 5 ans au service de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, à dater du 1^{er} octobre 1923, dans les conditions prévues par l'article 5 du décret du 22 septembre 1913, modifié par le décret du 1^{er} janvier 1916.

Par arrêté en date du 25 septembre 1923, M. LENOBLE, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, a été aux lieu et place de M. FROIS, non acceptant, nommé inspecteur divisionnaire du travail de 3^e classe, à dater du 1^{er} octobre 1923, et appelé en cette qualité à la résidence de Dijon, en remplacement de M. DRANCOURT.

Par arrêté en date du 26 septembre 1923 : M. BERTHIOT, inspecteur divisionnaire du travail de 2^e classe, a été nommé inspecteur divisionnaire du travail de 1^{re} classe à dater du 1^{er} octobre 1923 ; M. CAVAILLÉ, inspecteur divisionnaire du travail de 3^e classe, a été nommé inspecteur divisionnaire du travail de 2^e classe, à dater du 1^{er} octobre 1923.

Par arrêté en date du 27 septembre 1923 :

M. CHEVALIER, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, a été nommé inspecteur du travail hors classe, 1^{er} échelon, à dater du 1^{er} juillet 1923 ;

M. BÉCRET, inspecteur départemental du travail hors classe, 1^{er} échelon, a été nommé à la hors classe, 2^e échelon, à dater du 1^{er} octobre 1923 ;

M. POUILLOT, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, détaché au Ministère des Régions libérées, a été nommé pour ordre à la hors classe, 1^{er} échelon, à dater du 1^{er} octobre 1923 ;

M. COSTES, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, a été nommé à la hors classe, 1^{er} échelon, à dater du 1^{er} octobre 1923 ;

M. DESSESSARD, inspecteur départemental du travail de 2^e classe, a été nommé à la 1^{re} classe, à dater du 1^{er} octobre 1923 ;

M^{me} DESLAURIER, inspectrice départementale du travail de 3^e classe, a été nommée inspectrice départementale du travail de 2^e classe, à dater du 1^{er} octobre 1923 ;

M. BRUGIÈRE, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été nommé inspecteur de 3^e classe, à dater du 20 juin 1923 ;

M. VERNHES, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, détaché en Algérie, a été nommé pour ordre, inspecteur de 3^e classe, à dater du 4 août 1923.

M. GAUDIOT, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été nommé inspecteur de 3^e classe, à dater du 4 août 1923 ;

M. BABAUD, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été nommé inspecteur de 3^e classe, à dater du 5 août 1923.

M. FOURNIÉ, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été nommé inspecteur de 3^e classe, à dater du 8 septembre 1923.

M^{lle} LACASSAGNE, inspectrice départementale du travail de 5^e classe, a été nommée inspectrice de 4^e classe, à dater du 1^{er} octobre 1923.

Par arrêté du 4 octobre 1923, M. BRUGUIERE, inspecteur départemental du travail de 3^e classe, à Arras, a été nommé, sur sa demande, à la résidence de Valence, à dater du 1^{er} octobre 1923, en remplacement de M. LENOBLE, promu inspecteur divisionnaire du travail.

Par arrêté du 16 octobre 1923 : MM. DELASTRE, GAILLOT, MARTY, PROUX, inspecteurs départementaux du travail ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite, à dater du même jour et maintenus en fonctions jusqu'à la remise de leur livret de pension.

Par arrêté du 18 octobre 1923 : M. SARAZIN, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé inspecteur départemental du travail de 4^e classe, avec ancienneté du 26 septembre 1922, jour de son entrée en service (application des dispositions de l'article 5 de la loi du 7 août 1913 ; trois années de bonification d'ancienneté pour services militaires obligatoires) ;

M. DUTHU, inspecteur départemental stagiaire du travail, à Carcassonne, a été titularisé et nommé inspecteur départemental du travail de 5^e classe, à dater du 23 septembre 1923, et promu inspecteur départemental du travail de 4^e classe, à dater du 29 septembre 1923 (application des dispositions de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923, 1^{er} an, 11 mois de services militaires obligatoires).

Par arrêté du 25 octobre 1923, M^{lle} FABRE, inspectrice départementale stagiaire du travail, à Tours, a été titularisée et nommée inspectrice départementale du travail de 5^e classe, à dater du 11 septembre 1923.

Par arrêté en date du 13 novembre 1923, M. COURTOT, inspecteur départemental du travail de 5^e classe, a été nommé inspecteur départemental du travail de 4^e classe, à dater du 25 octobre 1923.

Par arrêté en date du 8 décembre 1923 :

MM. BAUDUIN, BASTIAN, LÉVÊQUE et GERVOIS, inspecteurs départementaux du travail hors classe, 1^{er} échelon, ont été nommés, dans l'ordre ci-dessus, à la hors classe, 2^e échelon, à dater du 1^{er} décembre 1923 ;

MM. BARGERON, PY, ROBERT et CHATELARD, inspecteurs départementaux du travail de 1^{re} classe, ont été nommés, dans l'ordre ci-dessus, inspecteurs départementaux du travail hors classe, 1^{er} échelon, à dater du 1^{er} décembre 1923 ;

MM. BORIES, BACQUIÉ, TISSOT et M^{lle} LANGLOIS, inspecteurs et inspectrice départementaux du travail de 2^e classe, ont été nommés, dans l'ordre ci-dessus, à la 1^{re} classe, à dater du 1^{er} décembre 1923 ;

M. GUERNIER, M^{lle} BOURAT, MM. J. BARET et FLEURY, inspecteurs et inspectrice départementaux du travail de 3^e classe, ont été nommés, dans l'ordre ci-dessus, à la 2^e classe, à dater du 1^{er} décembre 1923 ;

M. BERNARD, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été nommé inspecteur départemental du travail de 3^e classe, à dater du 26 décembre 1923.

CONSEIL DE DISCIPLINE POUR L'ANNÉE 1924

DÉLÉGUÉS ÉLUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. GRÉGOIRE, MARTIN.
— suppléants : MM. GILLET, BERTHIOT.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : MM. BACQUIÉ, DUVAL.
— suppléants : M. LÉVÈQUE, M^{me} PAÏTRE.

COMMISSION DE CLASSEMENT POUR L'ANNÉE 1923

DÉLÉGUÉS ÉLUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. BOULIN, BOULISSET.
— suppléants : MM. GILLET, CÉSAR.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : MM. AUBERTIE, NODOT.
— suppléants : M^{me} LETELLIER, M. MARTY.

COMMISSION DE CLASSEMENT POUR L'ANNÉE 1924

DÉLÉGUÉS ÉLUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. BOULIN, GRÉGOIRE.
— suppléants : MM. BERTHIOT, SEGUEIN.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : MM. AUBERTIE, BÉCRET.
— suppléants : M^{me} LETELLIER, M. ROTH.

TABLEAU D'AVANCEMENT

du personnel de l'inspection du travail pour 1923 rectifié pour tenir compte des dispositions de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 relative au recrutement de l'armée (bonifications d'ancienneté pour services militaires obligatoires).

(Arrêté ministériel du 25 août 1923.)

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

Vu le décret du 3 mai 1907, réglant l'avancement et la discipline du corps de de l'Inspection du travail, modifié par les décrets des 11 mars 1909, 6 février, 20 novembre 1911, 13 juillet 1912 et 23 avril 1920;

Vu l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 relative au recrutement de l'armée;

Vu les décrets du 6 novembre 1920 et 17 mai 1923 relatifs aux avantages de carrière accordés aux fonctionnaires des régions libérées;

Vu le procès-verbal de la séance du 20 juillet 1923 de la Commission de classement du corps de l'Inspection du travail;

Sur le rapport du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La Partie III du tableau d'avancement du personnel de l'Inspection du travail pour 1923 tel qu'il a été fixé par arrêté du 30 décembre 1922 (avancement de classe des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail) est modifiée comme suit, compte tenu des promotions intervenues pendant la période du 1^{er} janvier au 31 mars 1923.

.....

III. — INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de hors classe, 1^{er} échelon,
proposés pour la hors classe, 2^e échelon :*

(Le dernier avancement a eu lieu à l'ancienneté.)

Choix :

MM. GENET.

BÉCRET.

BASTIAN.

GERVOIS.

M^{me} PAITRE.
M LÉVÊQUE.
M^{lle} DESVIGNES.

Ancienneté :

NOMS des Inspecteurs et Inspectrices.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
MM. TRÉVIS.....	6 mois.	"
BAUDUIN.....	18 mois.	"
GENET.....	"	"
M ^{lle} DESVIGNES.....	"	"
M. BÉCRET.....	5 mois, 6 jours.	"
M ^{lle} LÉVÊQUE.....	"	10 mois, 9 jours.
MM. PERRET.....	11 mois, 3 jours.	"
BASTIAN.....	5 mois, 6 jours.	"
LÉVÊQUE.....	1 an, 5 mois, 1 jour.	10 mois, 9 jours.
M ^{me} LACROIX.....	"	"
M. GERVOIS.....	5 mois, 7 jours.	"
M ^{me} PAITRE.....	"	"
MM. CHARDENAL.....	2 ans, 6 mois.	"
GALINOU.....	1 an, 5 mois, 1 jour.	"

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 1^{re} classe, proposés pour la hors classe
1^{er} échelon :*

(Le dernier avancement a eu lieu au choix.)

Choix :

MM. POUILLOT.
BARGERON.
ROBERT.
POUYANNE.
BOILEAU.
SAMSON.
TOURRETTE.
MORIN.
COSTES.
CHEVALIER.
ROCHARD.
FOULON.
GROS.
DEVAUD.

Ancienneté :

NOMS des Inspecteurs et Inspectrices.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées
MM. COSTES.....	18 mois.	"
POUYANNE.....	5 mois, 4 jours.	"
POUILLOT.....	11 mois, 3 jours.	"
BARGERON.....	5 mois, 7 jours.	"
ROBERT.....	5 mois, 6 jours.	2 mois, 19 jours,
M ^{me} BOISTEL.....	"	"
MM. PY.....	18 mois.	"
CHATELARD.....	18 mois.	"
SAMSON.....	1 an, 5 mois, 3 jours.	"
BOILEAU.....	1 an, 5 mois, 3 jours.	"
DEVAUD.....	5 mois, 10 jours.	"
ZACON.....	18 mois.	"
MORIN.....	6 mois, 6 jours.	"
CHEVALIER.....	18 mois.	7 mois, 10 jours.
M ^{me} CAUBET.....	"	"
MM. TOURRETTE.....	5 mois, 5 jours.	"
GROS.....	18 mois.	"
ROCHARD.....	5 mois, 5 jours.	"
FOULON.....	18 mois.	"
MESSAC.....	5 mois, 6 jours.	"
HUBERT.....	18 mois.	"

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 2^e classe, proposés pour la 1^{re} classe.

(Le dernier avancement a eu lieu à l'ancienneté.)

Choix :

MM. DECAILLY.

DESESSARD.

BORIES.

TISSOT.

M^{lle} LANGLOIS.

MM. GARAUD.

DESVAUX.

GANDOIS.

BARET (H.).

BACQUIÉ.

MAINGONNAT.

An ienneté :

NOMS des Inspecteurs et Inspectrices.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
M ^{lle} LANGLOIS.....	"	"
DECAILLY.....	18 mois.	10 mois, 9 jours.
BORIES.....	5 mois, 4 jours.	"
DESESSARD.....	18 mois.	"
BACQUIÉ.....	18 mois.	"
TISSOT.....	5 mois, 5 jours.	"
DESVAUX.....	5 mois, 3 jours.	"
NODOT.....	5 mois, 3 jours.	"
GANDOIS.....	5 mois, 6 jours.	"
VALET.....	10 mois, 10 jours.	"
GERIN.....	5 mois, 5 jours.	2 mois, 20 jours.
GAMBIER.....	5 mois, 5 jours.	10 mois, 9 jours.
GOUTTES.....	5 mois, 4 jours.	"
GARAUD.....	5 mois, 4 jours.	"
MAINCONNAT.....	1 an, 5 mois, 4 jours.	10 mois, 9 jours.
ORLIAC.....	"	"
BARET (H.).....	5 mois, 4 jours.	"
LUCAS.....	18 mois.	20 mois, 17 jours.

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 3^e classe proposés pour la 2^e classe.

(Le dernier avancement a eu lieu au choix.)

Choix :

M^{me} DESLAURIER.

M^{lle} BOURAT.

Ancienneté :

NOMS des Inspecteurs et Inspectrices.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
M. BORDIER.....	6 mois.	"
M ^{me} DESLAURIER.....	"	"
M ^{lle} BOURAT.....	"	"
MM. FLEURY.....	5 mois, 4 jours.	"
GUERNIER.....	11 mois, 7 jours.	10 mois, 9 jours.
BARET (J.).....	18 mois.	"
LE GUILLOU.....	1 an, 5 mois, 4 jours.	"

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 4^e classe proposés pour la 3^e classe.

(Le dernier avancement a eu lieu au choix.)

Choix :

M. BOUC.

Ancienneté :

NOMS des Inspecteurs et Inspectrices.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
MM. BOUC	5 mois, 25 jours.	"
VERNHES	"	"
BRUGUIÈRE	"	9 mois, 25 jours.
GAUDIOT	11 mois, 26 jours.	4 mois, 19 jours.
BERNARD	11 mois, 24 jours.	"
BABAUD	1 an.	4 mois, 19 jours.
FOURNIÉ	1 an, 29 jours.	10 mois, 9 jours.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 5^e classe et stagiaires
proposés pour la 4^e classe.*

(Les avancements ont lieu exclusivement à l'ancienneté.)

Ancienneté :

NOMS des Inspecteurs et Inspectrices.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
M ^{lle} POUGET	"	4 mois, 19 jours.
M. TARTARY	"	10 mois, 9 jours.
M ^{lle} LACASSAGNE	"	"
MM. FORGES	1 an, 10 mois, 9 jours.	"
TOURNOIS	1 an, 7 mois, 26 jours.	"
AUBIN	1 an, 11 mois, 19 jours.	"
LE HEN	2 ans.	"
MATTEI	2 ans.	"
PERRET	1 an, 11 mois, 20 jours.	"
CAILLÉ	2 ans.	"
ARVIEUX	2 ans.	"
CHAUVIN	2 ans.	"
VINCENT	11 mois, 20 jours.	"
COURTOT	10 mois, 6 jours.	"
DUTHU	1 an, 11 mois, 24 jours.	"
SARAZIN	3 ans.	"

L'inscription de MM. DUTHU et SARAZIN est faite sous réserve de leur titularisation ultérieure.

ART. 2. — Les bonifications d'ancienneté pour service dans les régions dévastées ont été arrêtées au 1^{er} juin 1923, date à laquelle les dispositions du décret du 6 novembre 1920 ont cessé d'avoir effet par application du décret du 17 mai 1923. Dans le cas où pour la période comprise entre le 1^{er} avril et le 31 mai 1923, des inspecteurs ou inspectrices bénéficiant des dispositions du décret du 6 novembre 1920 viendraient en rang utile pour être promus, la durée de la bonification d'ancienneté pour service dans les régions dévastées serait arrêtée à la date de la promotion et la majoration afférente à la période comprise entre la date de la promo-

tion et le 1^{er} juin 1923 serait réservée pour être utilisée lors d'une promotion ultérieure.

ART. 3. — Le présent arrêté aura effet du 1^{er} avril 1923.

NOTE. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté est déterminé, provisoirement, d'après la seule ancienneté dans la classe. Lors de chaque promotion à l'ancienneté, le classement entre les inspecteurs susceptibles d'être promus sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe, la durée des bonifications d'ancienneté pour services militaires (application de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923), et pour service dans les régions dévastées (décret du 6 novembre 1920).

Les bonifications dont les inspecteurs peuvent bénéficier en 1923 sont inscrites en regard du nom de chacun d'eux.

TABLEAU D'AVANCEMENT

du personnel de l'Inspection du travail pour l'année 1924.

(Arrêté ministériel du 29 décembre 1923.)

I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.

Inspecteurs divisionnaires de 1^{re} classe proposés pour la hors classe.

(Le dernier avancement a eu lieu au choix.)

Choix :

Ancienneté :

M. MARTIN.

MM. MARTIN.

GILLET.

Inspecteurs divisionnaires de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

(Le dernier avancement a eu lieu au choix.)

Choix :

Ancienneté :

MM. CAVALIÉ.

MM. CAVALIÉ.

CÉSAR.

CÉSAR.

II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX PROPOSÉS POUR LE GRADE D'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE.

Choix :

MM. FROIS.

AURIBAUT.

GERVOIS.

BAILLY.

MAGNIER.

MEURDRA.

DUVAL.

POUILLOT.

BÉCRET.

III. — INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux hors classe, 1^{er} échelon,
proposés pour la hors classe, 2^e échelon.*

(Le dernier avancement a eu lieu au choix.)

Choix :

M^{me} PAITRE.
MM. LAVOISIER.
BAILLY.
CHARDENAL.
PALLAUD.
M^{lle} DESVIGNES.
M. TRÉVIS.

Ancienneté :

NOMS des Inspecteurs et Inspectrices.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
M. TRÉVIS.....	6 mois.	„
M ^{lles} DESVIGNES.....	„	„
LÉVÊQUE.....	„	10 mois, 9 jours.
M. PERRET.....	11 mois, 3 jours.	„
M ^{mes} LACROIX.....	„	„
PAITRE.....	„	„
MM. CHARDENAL.....	2 ans, 6 mois.	„
LAVOISIER.....	„	„
GALINOU.....	1 an, 5 mois, 1 jour.	„
BAILLY.....	5 mois, 12 jours.	„
CRISTOL.....	5 mois, 6 jours.	2 mois, 19 jours.
PALLAUD.....	5 mois, 16 jours.	„

Inspecteurs départementaux de 1^{re} classe proposés pour la hors classe, 1^{er} échelon.

(Le dernier avancement a eu lieu à l'ancienneté.)

Choix :

MM. POUYANNE.
SAMSON.
BOILEAU.
TOURRETTE.
MORIN.
ROCHARD.
FOULON.
DEVAUD.
MESSAG.
ZACON.
GROS.

Ancienneté :

NOMS des Inspecteurs et Inspectrices.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
M. POUYANNE.....	5 mois, 4 jours.	"
M ^{me} BOISTEL	"	"
MM. SAMSON.....	1 an, 5 mois, 3 jours.	"
BOILEAU.....	1 an, 5 mois, 3 jours.	"
DEVAUD.....	5 mois, 10 jours.	"
ZACON.....	18 mois.	"
MORIN.....	6 mois, 6 jours,	"
M ^{me} CAUBET.....	"	"
MM. TOURRETTE.....	5 mois, 5 jours.	"
GROS.....	18 mois.	"
ROCHARD.....	5 mois, 5 jours.	"
FOULON.....	18 mois.	"
MESSAG.....	5 mois, 6 jours.	"
TRAPIER.....	5 mois, 8 jours.	"
HUBERT.....	18 mois.	"
SÉGUI.....	5 mois, 6 jours.	"

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

(Le dernier avancement a eu lieu à l'ancienneté.)

Choix :

MM. GARAUD.
NODOT.
DESVAUX.
GAMBIER.
VALET.
BARET (H.).
LUCAS.
GANDOIS.
MAINGONNAT.
SAUVAGE.

Ancienneté :

NOMS des Inspecteurs.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
MM. DESVAUX.....	5 mois, 3 jours.	"
NODOT	5 mois, 3 jours.	"
GANDOIS.....	5 mois, 6 jours.	"
VALET.....	10 mois, 10 jours.	"
GÉRIN.....	5 mois, 5 jours.	2 mois, 20 jours.
GAMBIER.....	5 mois, 5 jours.	10 mois, 9 jours.
GOUTTES.....	5 mois, 4 jours.	"
GARAUD.....	5 mois, 4 jours.	"
MAINGONNAT.....	1 an, 5 mois, 4 jours.	10 mois, 9 jours.
ORLIAC.....	"	"
BARET (H.).....	5 mois, 4 jours.	"
LUCAS.....	18 mois.	20 mois, 17 jours.
SAUVAGE.....	1 an, 5 mois, 3 jours.	"

Inspecteurs départementaux de 3^e classe proposés pour la 2^e classe.

(Le dernier avancement a eu lieu à l'ancienneté.)

Choix :

MM. LE GUILLOU.
CHATARD.

Ancienneté :

NOMS des Inspecteurs.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
MM. GALOPEAUD.....	"	"
CHATARD	5 mois, 7 jours.	"
LE GUILLOU.....	1 an, 5 mois, 4 jours.	"

Inspecteurs départementaux de 4^e classe proposés pour la 3^e classe.

(Le dernier avancement a eu lieu à l'ancienneté.)

Choix :

MM. CHARDIN.
DOIDIC.
PEYPOUDAT.

Ancienneté ,

NOMS des Inspecteurs.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
MM. CHARDIN.....	11 mois, 25 jours.	"
DOIDIC	1 an.	4 mois, 19 jours.
PEYPOUDAT.....	1 an.	6 mois, 19 jours.

Inspecteurs départementaux de 5^e classe et stagiaires proposés pour la 4^e classe.

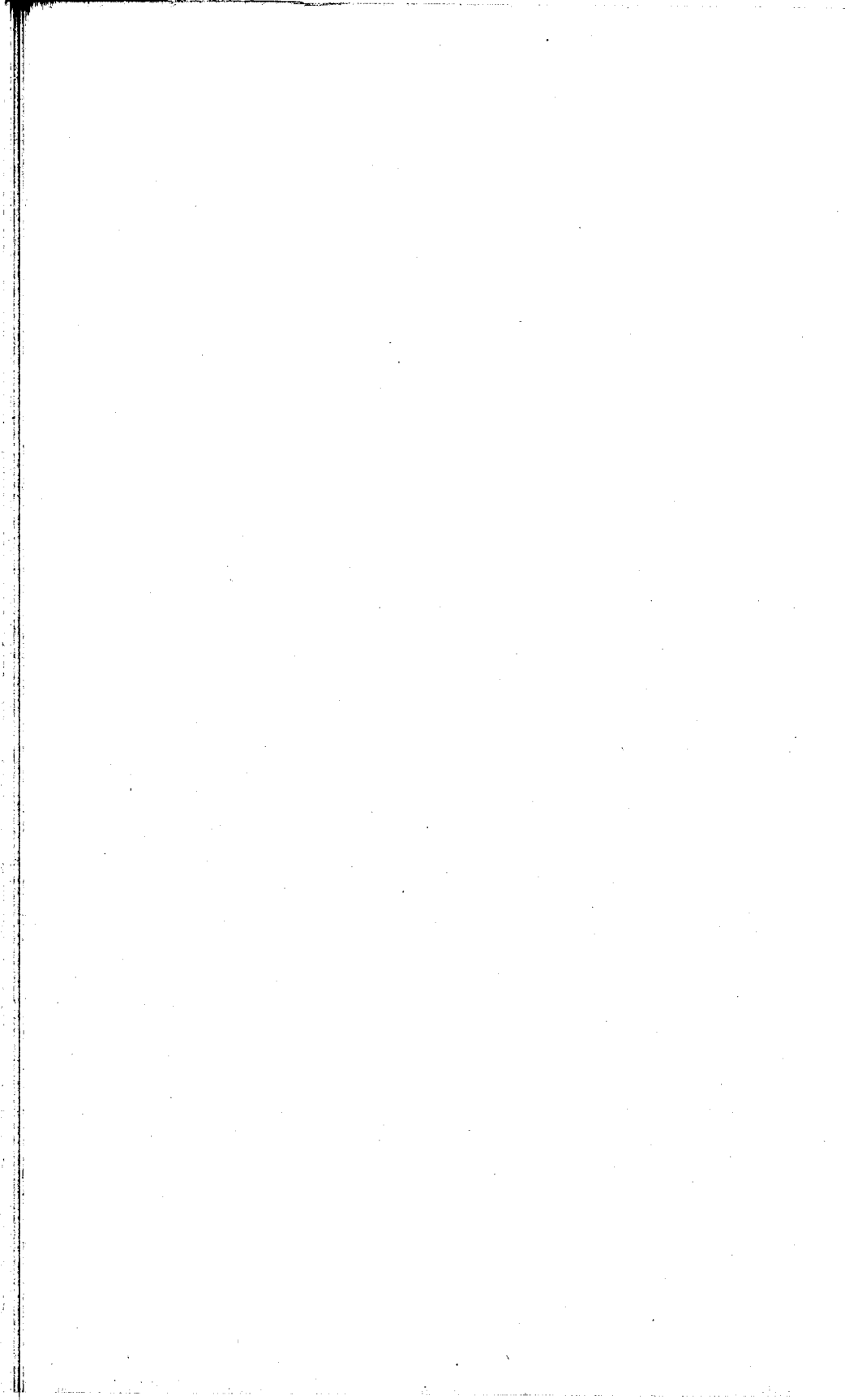
(Les avancements ont eu lieu exclusivement à l'ancienneté.)

NOM des Inspecteurs.	BONIFICATION pour services militaires restant à utiliser.	BONIFICATION pour services dans les régions dévastées.
MM REY.....	"	"
ISCH.....	"	"
CADAUX	3 ans.	"
REBILLET	2 ans, 11 mois, 9 jours.	"
BAZERQUE.....	2 ans, 28 jours.	"

L'inscription de MM. CADAUX, REBILLET et BAZERQUE est faite sous réserve de leur titularisation ultérieure.

NOTE. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté est déterminé, provisoirement, d'après la seule ancienneté dans la classe. Lors de chaque promotion à l'ancienneté, le classement entre les inspecteurs susceptibles d'être promus sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe, la durée des bonifications d'ancienneté pour services militaires (application de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923), et pour service dans les régions dévastées (décret du 6 novembre 1920).

Les bonifications dont les inspecteurs peuvent bénéficier en 1924 sont inscrites en regard du nom de chacun d'eux. Les durées indiquées représentent la totalité des bonifications d'ancienneté pour services militaires et des bonifications pour service dans les régions dévastées auxquelles ont droit les intéressés.



MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

DIRECTION DU TRAVAIL. — 3^e BUREAU.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

TRENTE-ET-UNIÈME ANNÉE (1923). — NUMÉROS 5 ET 6.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES
DE LA LOI DU 7 DÉCEMBRE 1910
SUR LE
PAYEMENT DES SALAIRES
DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS ⁽¹⁾
[EXTRAITS] ⁽²⁾.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROPOSITION DE LOI
sur les règlements d'atelier présentée par MM. FERROUL, BAUDIN,
BOYER, CLUSERET, COUTURIER, FRANCONIE, LACHIZE, THÉRON,

(1) Loi codifiée par la loi du 28 décembre 1910 : Livre I du Code du travail, art. 43, 44, 45, 104, 106, 107.

(2) Il n'a été retenu ci-après, dans les travaux préparatoires, que les parties des rapports, textes et délibérations intéressant la question du paiement des salaires. En particulier, on n'a pas reproduit ce qui concernait les règlements d'atelier, les propositions n'ayant pas abouti, en cette matière, au vote d'une loi.

THIVRIER, Émile MOREAU, SOUHET, MAUJAN, MERLOU, CHASSAING, LALOU, HOVELACQUE, députés. — *Renvoyée à la Commission du travail dans les manufactures.*

(Annexe au procès-verbal de la séance du 29 mai 1890) [1].

[Cette proposition de loi ne contient aucune disposition touchant le paiement des salaires.]

RAPPORT

fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. FERROUL et plusieurs de ses collègues, sur les règlements d'atelier, par M. SAINT-ROMME, député.

(Annexe au procès-verbal de la séance du 6 juillet 1892) [2].

.....

Restait à examiner les difficultés pouvant résulter des questions concernant le résultat du salaire. Dans certaines industries, les paiements s'effectuent tous les mois, et dans d'autres toutes les semaines. La Commission a voulu tenir le plus large compte de ces usages locaux. Mais en présence des réclamations qui lui sont parvenues, elle a cru devoir proposer comme maximum un délai intermédiaire de quinze jours. Elle a spécifié, en outre, que, lorsqu'il n'existerait pas de règlement d'atelier ou qu'il serait muet sur ce point, la règle générale serait le paiement toutes les semaines. Elle a également voulu que le paiement ait lieu en monnaie ayant cours légal, et soit effectué dans la fabrique ou le chantier, voulant ainsi interdire l'emploi de valeurs entraînant par leur négociation une perte pour l'ouvrier ou encore un paiement en marchandises ou en fournitures quelconques.

En exigeant le paiement dans l'usine ou le chantier, elle a pensé éviter de le voir se faire dans un cabaret où l'ouvrier est entraîné à laisser une partie du salaire qu'il vient de recevoir et que sa famille attend.

De même que dans l'article 6, une exception devait être inscrite dans l'article 7 pour le travail aux pièces, qui ne peut entrer dans la règle générale, ne devant être payé qu'au fur et à mesure de l'achèvement de l'ouvrage. Dès lors, aucune règle fixe ne pouvant être établie, il a été décidé qu'en ce qui concernait le travail aux pièces, les conditions de paiement en seraient fixées de gré à gré par les intéressés.

.....

PROPOSITION DE LOI.

.....

ART. 7. — Les patrons sont tenus de régler leurs ouvriers au moins toutes les quinzaines,

(1) Doc. parl. n° 591.

(2) Doc. parl. n° 2262.

au comptant, en monnaie ayant cours légal, et dans la fabrique ou le chantier. Lorsqu'il n'y aura pas de règlement d'atelier ou lorsqu'il sera muet sur ce point, le paiement devra avoir lieu toutes les semaines.

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement, jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage, seront fixées de gré à gré par les intéressés.

Il est interdit de faire sur le salaire des ouvriers une retenue quelconque, si cette retenue ne résulte pas d'une convention écrite entre l'ouvrier et le patron.

.....

ART. 9. — Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 16 à 200 francs.

En cas de récidive, l'amende sera portée au double.

L'article 463 du Code pénal sera applicable.

—————

SÉANCE DU 5 NOVEMBRE 1892.

.....

M. LE PRÉSIDENT.

ART. 6 [nouveau]. — Les patrons sont tenus de régler leurs ouvriers au moins toutes les quinzaines, au comptant, en monnaie ayant cours légal, et dans la fabrique ou le chantier. Lorsqu'il n'y aura pas de règlement d'atelier ou lorsqu'il sera muet sur ce point, le paiement devra avoir lieu toutes les semaines.

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement, jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage, seront fixées de gré à gré par les intéressés.

En cas de mise à pied d'une durée supérieure à trois jours, les salaires dus à l'ouvrier devront être réglés immédiatement.

Il est interdit de faire sur le salaire des ouvriers une retenue quelconque, si cette retenue ne résulte pas d'une convention écrite entre l'ouvrier et le patron, sauf dans les cas prévus par l'article 3 de la présente loi. Le tout sans préjudice du droit des tiers.

Les amendements de MM. Jourde, Ferroul et Lafargue et de M. Lechevallier ont reçu satisfaction par les dispositions introduites dans ce nouveau texte dont je viens de donner lecture.

Mais il y a un autre amendement de MM. Jourde, Lafargue et Ferroul que la Commission n'a pas accepté. Cet amendement, qui porte sur le premier paragraphe, demande que le règlement des salaires ait lieu toutes les semaines, au lieu de toutes les quinzaines.

M. FERROUL. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Ferroul a la parole sur son amendement.

M. FERROUL. — La Commission, au sujet du règlement des salaires, s'est trouvée en face de plusieurs systèmes, depuis le règlement à la semaine jusqu'au règlement au mois, et elle a choisi un moyen terme qui est le règlement à la quinzaine.

Nous croyons devoir insister pour que ce règlement soit fait au moins chaque semaine, et cela pour deux motifs : le premier, c'est qu'il est injuste, selon nous, de forcer l'ouvrier à accorder au patron une aussi longue avance de son travail. Le second, c'est qu'il y a à cela un intérêt moral.

Nous pensons que les ouvriers mis plus fréquemment en présence de leurs ressources équilibreront plus aisément leurs budgets et se laisseront moins entraîner

aux facilités de l'achat à crédit. Voilà pour uoi nous avons proposé notre amendement.

De plus, en ce qui concerne les acomptes, je sais qu'on peut nous répondre que l'article du projet interdisant les paiements effectués autrement qu'en monnaie ayant cours, les acomptes sont visés par cette disposition. Mais nous voudrions avoir de la part de la Commission au moins une déclaration en ce sens, parce que c'est surtout en matière d'acomptes que les ouvriers reçoivent des bons ou des jetons au moyen desquels ils touchent ce qui leur est dû en nature, soit dans les économats patronaux, soit dans les magasins institués par des contremaîtres, ce qui, à nos yeux, constituerait une violation des dispositions générales de la loi.

La Commission nous ayant donné satisfaction sur le paragraphe additionnel que nous propositions, je n'ai pas à en parler.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Je tiens à mettre à nouveau sous les yeux de la Chambre le texte même de l'article, afin de bien lui démontrer que les observations qui viennent de lui être présentées ont reçu une satisfaction complète.

Voici ce que porte le premier paragraphe :

Les patrons sont tenus de régler leurs ouvriers au moins toutes les quinzaines...

Remarquez bien que ce n'est pas l'obligation de faire attendre pendant quinze jours à l'ouvrier son paiement, mais la faculté pour certains industriels de pouvoir ne payer que toutes les quinzaines, et voici pourquoi.

C'est qu'il y a des industries où les ouvriers à la journée ne finiront les pièces commencées qu'au bout de dix, douze ou treize jours : le délai de quinzaine est donc un maximum ; tout autre délai deviendrait un abus. Souvent, en effet, quand on retarde le paiement à un mois, c'est une sorte d'avance de son travail que l'ouvrier fait en réalité à son patron. C'est l'ouvrier qui fait crédit, alors que le contraire seul devrait avoir lieu. C'est pour mettre un terme à cet abus, c'est pour poser une règle générale, que nous vous indiquons ce délai de quinze jours comme un délai maximum et non pas comme une règle fixe.

Nous ajoutons ensuite que le paiement aura lieu au comptant, en monnaie ayant cours, etc.

Que résulte-t-il de cette rédaction ? C'est que d'une part les paiements devront avoir lieu au moins une fois par quinzaine et que, d'autre part, si les paiements sont faits par acomptes, c'est-à-dire par anticipation, et sans attendre le délai imparti, ils devront l'être, comme tous les paiements qui auront lieu, en monnaie ayant cours légal et non pas en cachets sortant d'une officine quelconque où l'on envoie les ouvriers se nourrir et où souvent on les pousse à des dépenses qu'ils n'ont pas besoin de faire.

Vous voyez donc que la rédaction de l'article donne satisfaction complète aux auteurs de l'amendement. C'était, d'ailleurs, ce que j'avais expliqué à M. Jourde.

Comme règle générale, il est dit dans la deuxième partie de l'article 6 que lorsqu'il n'y a pas de règlement d'atelier les paiements devront avoir lieu toutes les semaines. Ce n'est donc que dans le cas où l'industriel a besoin d'inscrire dans son règlement d'atelier le paiement par quinzaine qu'il est fait exception à la règle qui, je le répète, sauf ce cas, est le paiement toutes les semaines.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Ferroul tendant à remplacer dans le premier paragraphe de l'article en discussion les mots « toutes les quinzaines » par ceux-ci : « toutes les semaines ».

(L'amendement n'est pas adopté. — Les trois premiers paragraphes de l'article sont ensuite mis aux voix et adoptés.)

M. LE PRÉSIDENT. — Sur l'ancien paragraphe 3 devenu le paragraphe 4, il reste un amendement de M. Lavy tendant à supprimer ces mots : « . . . si cette retenue ne résulte pas d'une convention écrite entre le patron et l'ouvrier ». C'est-à-dire que M. Lavy demande la suppression absolue de toute retenue sur les salaires.

La parole est à M. Lavy.

M. LAVY. — La Commission a accordé en partie satisfaction à mon amendement par les modifications qu'elle a fait subir à la finale de l'article. Néanmoins, je reste dans un sentiment très spécial que je n'ai pas eu l'occasion d'exposer à la Chambre à propos de l'article 3. Comme la Chambre a déjà émis un vote, je ne veux pas lui demander de se déjuger aujourd'hui, mais je me réserve pour une 2^e délibération

Plusieurs membres. — Il n'y en aura pas ! L'urgence a été déclarée.

M. LAVY. — Alors je suis obligé d'indiquer dès à présent que je ne crois pas à l'utilité de cet article, même avec les modifications apportées par la Commission.

Lorsqu'il y a malfaçon et que le patron se croit obligé d'exercer une retenue sur le salaire de l'ouvrier, afin de se dédommager du préjudice qu'il a éprouvé, il est obligé de faire ratifier l'acte qu'il a accompli par une décision de tribunaux, conseils de prud'hommes ou autre. Il ne me paraît pas admissible que vous veniez à nouveau par une loi autre, soit apporter une confirmation d'une loi existante, soit modifier cette loi.

Je vous prie de considérer que dans l'état de la législation actuelle, dans l'état de nos mœurs industrielles, votre article est absolument inutile, et que, même avec la réserve que vous formulez, il peut être dangereux. Je prie la Commission de le retirer.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, dans ce dernier paragraphe, la Commission a entendu viser des retenues souvent arbitraires que, dans certaines industries, on faisait aux ouvriers, sans même les prévenir et sans leur assentiment formel. Il y a ainsi des abus regrettables qui m'ont été signalés par un de nos collègues, un des grands usiniers siégeant dans cette Chambre. C'est sur ses indications que j'ai proposé à la Commission d'inscrire dans le projet le texte qui vous est soumis. Nous tenons à ce que la réserve que nous avons formulée dans les mots suivants : « si cette retenue ne résulte pas d'une convention écrite entre le patron et l'ouvrier », soit maintenue dans la loi.

Il est des cas, et ils sont nombreux, où l'ouvrier, pour avoir le crédit nécessaire pour se procurer le pain de sa famille, doit remettre entre les mains de son patron une convention écrite, lui donnant la certitude qu'on lui fera crédit chez le boulanger auquel le paiement de sa fourniture est dès lors assuré par le patron lui-même. Si vous enlevez cette faculté à l'ouvrier, vous ne lui donnez plus aucune garantie, vous le mettez dans un état d'infériorité, vous lui enlevez un crédit dont il peut avoir besoin.

C'est pour cela que nous tenons à cette réserve, et je considère qu'il est de l'intérêt de l'ouvrier que la retenue ne puisse être faite qu'à la suite d'une convention écrite.

M. Lavy prétend qu'il y aura des abus, que le patron pourra forcer l'ouvrier à lui donner cette garantie.

Il se peut qu'il y ait des abus, lorsque cette autorisation sera donnée verbalement ou à la légère; mais lorsqu'elle résultera d'une convention écrite, je crois qu'elle présentera toutes les garanties légales. D'ailleurs, si l'on pouvait craindre l'abus dans ce cas, on pourrait le redouter aussi dans le cas de cession régulière de l'ouvrier, vis-à-vis d'un fournisseur, d'une partie de son salaire dû par le patron.

La réserve visant la convention écrite est donc nécessaire, j'en demande le maintien à la Chambre. (*Très bien! très bien! — Aux voix!*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Lavy propose de supprimer, dans le dernier paragraphe de l'article 6, ces mots: « si cette retenue ne résulte pas d'une convention écrite entre l'ouvrier et le patron », de sorte que le paragraphe ne comprendrait que ces mots :

« Il est interdit de faire sur le salaire des ouvriers une retenue quelconque. »

Pour plus de clarté, par dérogation à l'usage, je mets aux voix l'amendement même de M. Lavy portant suppression de ces mots: « si cette retenue ne résulte pas d'une convention écrite entre l'ouvrier et le patron ».

Il est repoussé par la Commission et le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le paragraphe tel qu'il est proposé par la Commission.

(Le paragraphe, mis aux voix, est adopté. — L'ensemble de l'article 6 est ensuite mis aux voix et adopté.)

.....

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole pour faire connaître à la Chambre les modifications apportées à l'article 8 par la Commission.

La Commission remplace l'amende de 16 à 200 francs par une amende fixe de 15 francs.

Elle supprime les mots: « En cas de récidive, l'amende sera portée au double. »

Et elle ajoute à la fin: « Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cas prévus à l'article 5. »

M. LE PRÉSIDENT. — L'article serait donc ainsi rédigé :

« Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs. L'article 463 du Code pénal sera applicable.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cas prévus à l'article 5. »

Tel est le texte proposé actuellement par la Commission pour l'article 8 (nouveau).

Je le mets aux voix.

(L'article 8 est adopté.)

SÉNAT.

RAPPORT

fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les règlements d'atelier, par M. Maxime LECOMTE, Sénateur.

(Annexe au procès-verbal de la séance du 20 juillet 1893) [1].

.....

Votre Commission repousse, en conséquence, la disposition de l'article 5 de la proposition. Elle accepte au contraire le principe de l'article 6, relatif au mode de paiement des salaires. Mais cette réglementation a son utilité, abstraction faite de l'existence d'un règlement d'atelier.

Déjà, le 13 juillet 1889, la Chambre des Députés avait voté une addition à l'article 1780 du Code civil, ainsi conçue : « Les salaires des ouvriers seront payés au moins deux fois par mois, à quinze jours d'intervalle au plus; il ne peut être dérogé à cette disposition par une convention contraire. »

Dans la séance du 16 juin 1891, MM. Jules Roche, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et Fallières, Garde des sceaux, présentaient au nom du Gouvernement un projet de loi sur les salaires, dont l'article 2 prescrivait : « Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle », et l'exposé des motifs s'exprimait en ces termes : « En ce qui concerne la périodicité du paiement des salaires des ouvriers, on estime généralement aujourd'hui que le paiement par quinzaine s'impose; c'est une mesure déjà arrêtée dans l'esprit, sinon dans les habitudes du monde du travail, et nous vous demandons de l'inscrire dans la loi parce qu'elle est utile et juste. »

Un certain nombre de Chambres de commerce ont réclamé toutefois à cet égard, prétextant que l'obligation de relever les comptes de tous les ouvriers deux fois par mois au lieu d'une imposerait une certaine gêne, compliquerait la comptabilité et augmenterait les frais généraux. Quelques-uns ont même soutenu qu'un paiement plus fréquent n'était pas favorable à l'intérêt bien entendu des ouvriers, qu'il était contraire aux usages du commerce et induisait les ouvriers à faire plus de dépenses, notamment dans les cabarets. Nous pensons que ces craintes ne sont pas très justifiées, et il est à remarquer que la grande majorité des ouvriers apprécie qu'il est très avantageux de recevoir une paye plus fréquente qui donne plus d'indépendance pour les achats. Un long crédit est la plupart du temps onéreux, tandis que l'achat au comptant permet d'obtenir des marchandises meilleures et à meilleur marché. Ces considérations sont de nature à amener les rares industriels qui résistent au règlement par quinzaine à changer leurs habitudes et à s'imposer de légers sacrifices. Nous

(1) Doc. parl. n° 304.

pensons qu'on peut s'arrêter à cette périodicité, sans exiger le règlement par semaine, qu'il y ait ou non un règlement d'atelier.

Le projet de loi du 16 juin 1891 s'appropriait une partie d'une proposition de M. Maxime Lecomte sur la réglementation des salaires et disposait par son article 1^{er} que « les salaires des ouvriers, gens de service et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant convention contraire. Tout paiement fait en violation du paragraphe précédent est nul ».

Il est en effet nécessaire d'obliger les patrons à payer les ouvriers en numéraire et non en monnaie conventionnelle. Les bons ou les jetons constituent un des moyens qu'ont employés certains patrons pour opérer la reprise d'une partie du salaire qu'ils doivent à leurs ouvriers (1). Ces jetons sont reçus dans les cabarets qui se trouvent près de l'usine; l'ouvrier ou les membres de sa famille qui sont dans l'obligation de se procurer de l'argent rencontrent des personnes qui leur prennent les bons ou les jetons à très bas prix, et ces transactions constituent une forme nouvelle de l'usure, fort dangereuse et fort répréhensible, puisqu'elle s'exerce sur le salaire même du travailleur.

Une sanction civile, et non pénale, a paru à votre Commission suffisante pour les dispositions qu'elle adoptait. Elle n'a pas pensé non plus qu'il fût besoin de rappeler les règles de la compétence en ce qui concerne les contestations entre patrons et ouvriers. Les Conseils de prud'hommes et les Juges de paix emploient tout leur bon vouloir à donner à ces affaires la solution la plus prompte possible.

En résumé, votre Commission jugeait l'article premier de la proposition inutile, parce qu'il reconnaît au patron une faculté qui ne lui a jamais été contestée; d'autre part, elle n'acceptait pas la nécessité de l'homologation par le Conseil des prud'hommes ou le Juge de paix du règlement d'atelier établi par le patron. Elle ne pensait pas qu'il fallait ajouter au nouvel article 1780 des règles déterminant le délai de prévenance. Enfin, elle ne croyait nécessaire ni une sanction pénale ni un article relatif à la juridiction.

Mais votre Commission, au contraire, croyait utile de retenir et de proposer au Sénat les dispositions relatives au paiement des salaires, ce qui l'amenait à vous proposer de modifier le titre même de la loi, les parties maintenues ayant toutes trait au paiement des salaires des ouvriers. Ces dispositions concernent le paiement des salaires des ouvriers. Ces dispositions concernent le paiement de salaires en espèces et dans un local qui ne soit ni un débit de boissons ni un magasin de détail, la périodicité du règlement des salaires (au moins par quinzaine), la réglementation des retenues sur les salaires connues sous le nom d'amendes.

La Commission, en conséquence, a l'honneur de soumettre au Sénat la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

ART. 2. — Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle, à moins de conventions écrites contraires.

(1) En Angleterre, notamment, cet usage, connu sous le nom de « Truck system », était très répandu. La loi anglaise du 16 septembre 1887, la loi belge du 16 août 1887 et la loi allemande sur l'industrie, du 21 juillet 1883, article 115, sont destinées à combattre ces abus. (Voir *Annuaire de législation étrangère* de 1888, page 108 et p. 613.)

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement, jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage, seront fixées de gré à gré par les intéressés.

ART. 3. — Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux, et non dans des débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail.

.....

SEANCE DU 24 AVRIL 1894.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les règlements d'atelier.

La Chambre des Députés ayant déclaré l'urgence, aux termes de l'article 127 du règlement, le Sénat doit être consulté sur la question d'urgence.

(Le Sénat, consulté, prononce l'urgence.)

M. Maxime LECOMTE (*rapporteur*). — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Maxime Lecomte.

.....

M. Maxime LECOMTE (*rapporteur*). — Qu'il y ait ou non règlement d'atelier, il semble d'un intérêt général de réglementer ce qui concerne la périodicité et le mode de paiement des salaires. La proposition votée par la Chambre des Députés impose, en l'absence de règlement d'atelier, le paiement des ouvriers par semaine; dans la proposition que nous avons examinée, c'était la seule sanction qui existât au défaut de règlement d'atelier fait par le patron. Il n'a pas fait de règlement : par suite il sera obligé de payer ses ouvriers toutes les semaines; s'il en a fait un, il pourra prévoir dans ce règlement que les ouvriers seront payés seulement par quinzaine.

En bien, Messieurs, c'est à ce dernier parti que s'est arrêtée votre Commission. Nous avons pensé que c'était là une solution transactionnelle et très juste. Le paiement par huitaine peut sembler par trop rapproché; le paiement au mois, par trop éloigné; nous pouvons très bien prendre la quinzaine, qui est déjà passée dans les usages, que ce soit prévu ou non — je m'empresse de faire cette observation — par un règlement d'atelier, c'est-à-dire qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de règlement d'atelier.

Cette question de la quinzaine n'est pas nouvelle, elle a déjà fait l'objet d'une proposition votée par la Chambre des Députés en 1889. Un projet du Gouvernement présenté par M. Jules Roche, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et par M. Fallières, Garde des sceaux, Ministre de la justice, portait cette même disposition; et cependant un certain nombre de chambres de commerce ont réclamé contre le paiement à la quinzaine.

Cette opposition est venue surtout des pays où se trouvent en majorité des établissements métallurgiques. L'objection faite par la métallurgie est que le paiement par quinzaine nécessite une comptabilité plus compliquée, qu'on est obligé de relever deux fois au lieu d'une fois par mois les comptes des ouvriers, ce qui produit une certaine gêne et augmente les frais généraux.

D'autre part, des réclameurs, par exemple les métallurgistes ardennais, ont prétendu que le paiement des ouvriers à des intervalles rapprochés amène des occasions trop fréquentes de dépenses pour ces ouvriers et produit des chômages plus répétés.

Ici, Messieurs, il me semble que l'objection au paiement par quinzaine tirée de l'intérêt même de l'ouvrier est plus grave que l'objection tirée de l'augmentation des frais généraux pour l'usiner. (*Bruit de conversations.*)

Messieurs, j'appelle votre attention sur cette question du paiement par quinzaine. Si le Sénat croit que les objections qui sont faites à cette manière de régler le salaire des ouvriers n'ont pas de valeur, je suis tout prêt à passer à un autre ordre d'idées; mais je ne dois pas vous cacher que des chambres de commerce ont fait des objections sérieuses au paiement par quinzaine.

La première de ces objections, je l'indiquais tout à l'heure, est celle tirée de la complication de la comptabilité et de l'augmentation des frais généraux; la deuxième, qui me paraît plus grave, est celle tirée de l'intérêt même de l'ouvrier qui, étant payé plus souvent, a plus souvent ainsi l'occasion de faire des dépenses.

Messieurs, nous ne partageons pas cette manière de voir; nous croyons, au contraire, que si l'ouvrier reçoit plus souvent son salaire, s'il a plus souvent des ressources en main, il aura moins besoin de recourir au crédit, et, par conséquent, ses achats lui coûteront moins cher.

Cette impression est aussi celle de plusieurs chambres de commerce et, j'ai le droit de le dire, celle de la masse des ouvriers.

J'ai reçu depuis longtemps des lettres émanant d'ouvriers qui s'adressaient à moi comme à leur représentant et l'un d'eux, en 1890, m'écrivait ceci :

Nous désirons vivement obtenir que les payes se fassent régulièrement tous les quinze jours. De cette manière, l'ouvrier ne contracterait plus de dettes et n'aurait plus besoin de s'engager à payer à des époques indéterminées. Ayant chaque quinzaine son argent en main, il pourrait faire honneur à ses affaires, remplir ses obligations; de là viendraient à n'en pas douter le bonheur des familles, la prospérité du pays...

Voilà les espérances de cet ouvrier; il croit qu'il est de l'intérêt des travailleurs d'avoir plus souvent à leur disposition l'argent provenant de leur travail quotidien pour faire face à leurs obligations et ne pas avoir recours à un long crédit. Je crois que c'est la sagesse même, et cette opinion est partagée non seulement par le Rapporteur de la Chambre des députés, M. Saint-Romme, mais aussi par une foule d'hommes compétents, par la Chambre de commerce du Mans dont j'ai cité l'opinion dans mon rapport. Je le répète, un mois, c'est trop long; ce serait condamner l'ouvrier à faire l'avance, pendant trop longtemps du produit de son travail au patron, et, par mesure de conciliation, d'accord avec le Gouvernement, nous proposons au Sénat d'adopter le paiement à la quinzaine.

Je faisais observer tout à l'heure que, dans les régions où se trouvent beaucoup d'établissements métallurgiques, on faisait des objections au paiement à la quinzaine. Ces objections ont été présentées notamment par les Chambres de commerce de Nancy et d'Avesnes. Je suis heureux d'apprendre au Sénat que la Chambre de commerce d'Avesnes a fini par se ranger à l'avis de votre Commission. Dans sa réunion du 10 avril, elle a pris la délibération suivante :

La Chambre constate que la proposition de loi en quatre articles est d'une application simple et pratique... — c'est notre proposition, — que l'exercice normal de l'industrie n'en sera nullement entravé, alors que les abus certains se trouveront supprimés et que certaines questions litigieuses se trouveront réglées.

La Chambre de commerce donne donc son approbation complète et émet le vœu d'une adoption définitive, par les deux Chambres, des dispositions de ce projet.

Par conséquent, la Chambre de commerce d'Avesnes donne son approbation complète au paiement à la quinzaine et souhaite que cette proposition de loi soit votée le plus tôt possible par les deux Chambres.

A la suite de la fameuse grève des verriers du bassin de Charleroi, la Belgique a voté, en 1887 et dans les années suivantes, un certain nombre de lois ouvrières.

Dans l'article 5 de sa loi du 16 août 1887, elle édicte le paiement des ouvriers à la quinzaine. Dans les articles 1^{er} et 4, la même loi, réglementant le paiement des salaires des ouvriers, porte que les ouvriers devront être payés en monnaie ayant cours et non pas en bons et jetons; elle dit aussi que ce paiement devra avoir lieu dans un local privé et non pas dans un magasin ou dans un débit de boissons dépendant de l'usine.

Vous comprenez, Messieurs, les motifs de ces prescriptions: on a voulu que l'ouvrier ne soit pas victime de manœuvres qui l'amèneraient à remettre au patron ou à des agents qui ont des relations commerciales avec lui une partie du salaire qu'il a reçu. Les Anglais ont appelé cette façon de procéder le « truck system ». C'est contre ce système qu'ont été faites la loi anglaise et la loi belge de 1887. On a voulu éviter aussi que, recevant son argent dans un débit de boissons près de l'usine, l'ouvrier soit tenté d'en dépenser immédiatement une partie et n'en conserve qu'une faible part à sa famille.

Notre réglementation du paiement du salaire des ouvriers se réduit donc à trois points: paiement à la quinzaine, qu'il y ait ou non un règlement d'atelier; paiement en espèces ayant cours; paiement dans un local privé.

S'il y avait des contestations sur les deux points qui sont l'objet de notre proposition, c'est-à-dire sur les amendes réglementées et sur le mode de paiement des salaires, il est évident que ces contestations, en vertu des lois sur la matière, seraient de la compétence du Conseil de prud'hommes là où il en existe un, ou du Juge de paix, à défaut de Conseil de prud'hommes.

Nous n'avons pas cru devoir, comme l'a fait la Chambre des Députés, insérer un article spécial sur la juridiction; elle est réglée par le droit commun et nous n'avions qu'à nous y référer.

Les dispositions que nous vous proposons d'adopter, d'accord avec le Gouvernement, ont toutes trait, comme vous venez de le voir, au paiement des salaires des ouvriers, et nous vous demandons par conséquent de vouloir bien intituler la loi, non pas « loi sur les règlements d'atelier », mais « loi sur le paiement des salaires des ouvriers ».

.....

En résumé, nous n'avons pas cru pouvoir admettre la nécessité de l'homologation des règlements d'atelier par les conseils de prud'hommes, mais nous pensons faire une œuvre utile, une œuvre depuis fort longtemps désirée par la grande majorité des ouvriers; nous pensons accomplir une véritable réforme, non pas une réforme de façade, d'étiquette, mais une réforme profonde et de véritable progrès démocratique, en sollicitant votre adhésion à une réglementation du paiement des salaires des ouvriers, réglementation qui porte sur la question principale que j'ai soumise à votre attention, c'est-à-dire celle des amendes, et sur l'époque et le mode de paiement des salaires.

Je dis qu'à ce double point de vue vous aurez fait une œuvre bonne et profitable aux travailleurs, et en l'accomplissant vous aurez montré votre sollicitude éclairée et votre dévouement pour les véritables intérêts des ouvriers. (*Approbaton sur plusieurs bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?

M. MARTY, *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.* — Le Gouvernement accepte le texte proposé par la Commission du Sénat.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er}.

ARTICLE PREMIER. — Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT.

ART. 2. — Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle, à moins de conventions écrites contraires.

Pour le travail aux pièces, les conditions de payement, jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage, seront fixées de gré à gré par les intéressés.

M. BÉRENGER, *de sa place*. — Je désirerais présenter une observation à la Commission sur cet article. Il dispose qu'à l'avenir le salaire des ouvriers devra être réglé par quinzaines, — ce que je considère comme excellent, — mais l'article ajoute ceci : « ... à moins de conventions écrites contraires ».

La Commission ne craint-elle pas que cette disposition n'annule la règle ? Il dépendra en définitive d'un patron qui voudra conserver le payement par mois d'imposer à chaque ouvrier qui entrera chez lui une convention écrite ou même un simple règlement pour qu'il y ait convention contraire.

La disposition de la loi, qui est une de ses dispositions les plus importantes, ne risque-t-elle pas ainsi de devenir lettre morte ?

Je demande à la Commission quelques explications sur ce point.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous demandez la suppression de l'article ?

M. BÉRENGER. — Je voudrais d'abord avoir une explication.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission, Messieurs, a évidemment entendu édicter une règle générale, mais, d'autre part, elle a voulu aussi respecter la liberté des conventions...

M. ROGER. — C'est assez naturel.

M. LE RAPPORTEUR. — Si dans certaines régions il est contraire à l'usage déjà presque général — et qui le deviendra de plus en plus, puisque le législateur pose lui-même la règle; — si, dis-je, malgré cela, dans certaines régions, à cause de nécessités particulières révélées par des réclamations qui se sont produites devant nous, on éprouve le besoin de faire une réglementation particulière, on ne pourra le faire que par un contrat libellé par écrit, qui appellera spécialement sur ce point l'attention des ouvriers entrant dans l'usine.

Chaque ouvrier saura qu'il n'y entre qu'à la condition de recevoir son salaire tous les mois au lieu de le recevoir par quinzaine, comme dans d'autres établissements.

Nous avons cru qu'il était excessif, lorsqu'il y avait un contrat particulier entre le patron et l'ouvrier, que ce contrat était formulé par écrit, qu'il y avait la signature de l'ouvrier ou du moins une constatation régulière qu'il avait consenti à cette

infraction à l'usage général, nous avons cru, dis-je, que nous devons nous incliner, dans ce cas particulier, devant la liberté des conventions, c'est-à-dire devant la volonté formelle des parties intéressées.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Béranger, vous n'insistez pas sur votre proposition ?

M. BÉRANGER. — Je vous demande pardon, Monsieur le Président.
Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Veuillez alors monter à la tribune, on vous entendra mieux.
(*Marques d'approbation.*)

M. BÉRANGER. — Quelques-uns de nos collègues me disent que je n'ai pas été entendu; il faut donc que je recommence par répéter mon observation.

L'article 2, sur lequel nous avons à voter, porte que désormais le paiement du salaire de l'ouvrier se fera par quinzaine.

Je déclare de nouveau que je considère cette disposition comme excellente. Elle fait cesser un usage assez général qui peut être souvent une grande gêne pour l'ouvrier : celui du paiement par mois. C'est une amélioration sérieuse.

Seulement l'article ajoute que cette disposition n'aura pas d'effet s'il y a « convention écrite contraire intervenue entre le patron et les ouvriers ».

Je demandais tout à l'heure à la Commission si elle ne craignait pas que cette réserve annulât la disposition qu'elle nous invite à voter.

Il est clair que, si un patron désire persévérer dans l'usage auquel la loi a pour but de mettre un terme, il lui suffira de n'embaucher ses ouvriers qu'à la condition de signer une disposition quelconque par laquelle ils accepteront le règlement du paiement par mois. Il me semble donc qu'il y a là deux dispositions qui ne sont guère conciliables.

M. le Rapporteur ne le conteste pas, mais il me répond qu'il existe certaines industries auxquelles ce changement d'habitude pourrait porter un grave préjudice.

Je ne suis pas assez versé dans ces matières pour savoir s'il ne peut pas quelquefois en être ainsi; c'est possible. Mais il me semble que, dans ce cas, la prudence voudrait qu'on ne laissât au patron le droit de se soustraire à cette disposition sans un certain contrôle.

Ne faudrait-il pas au moins que le patron fût tenu de faire reconnaître par l'autorité administrative ou, peut-être, par l'inspection du travail, qu'il peut y avoir pour lui une raison sérieuse de se soustraire à la règle imposée par la loi.

Dans ces conditions, je n'ose pas demander au Sénat de repousser entièrement la disposition que je critique; mais il me semble qu'il y aurait lieu de la renvoyer à la Commission afin de lui permettre de rechercher les moyens d'entourer l'exception des précautions nécessaires pour qu'elle n'ouvre pas la voie à une violation véritable de la loi. (*Très bien! très bien! sur plusieurs bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur le renvoi de l'article 2 à la Commission.

(Après une première épreuve déclarée douteuse, le Sénat décide, par assis et levé, que l'article sera renvoyé à la Commission.)

ART. 3. — Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux, et non dans des débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail.
— (Adopté.)

REPRISE DE LA DISCUSSION.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission chargée de l'examen de la proposition de loi relative aux règlements d'atelier est-elle prête à s'expliquer?

M. Maxime LEGOMTE, *rapporteur*. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission vient de délibérer et, pour les raisons que j'ai eu l'honneur d'exposer tout à l'heure à cette tribune, elle maintient la rédaction qu'elle a soumise au Sénat (*Très bien! Très bien!*) et désire qu'il se prononce sur cette question.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Bérenger insiste-t-il pour la suppression qui faisait l'objet de son amendement?

M. BÉRENGER. — Nous sommes en première délibération, Monsieur le Président?

M. LE PRÉSIDENT. — Non, il n'y a qu'une délibération : l'urgence a été prononcée.

M. BÉRENGER. — Je demande alors la suppression.

M. TRARIEUX. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Trarieux.

M. TRARIEUX. — Permettez-moi, Messieurs, de vous soumettre une simple observation. M. Bérenger demande la suppression, au premier paragraphe de l'article 2, de ce membre de phrase : « à moins de convention écrite contraire ». Eh bien, je suppose que nous ayons donné satisfaction à notre honorable collègue. Qu'aurons-nous fait? Aurons-nous empêché les clauses contraires? Je ne le crois pas. Il me semble que cette disposition de l'article est en effet complètement surabondante et que, n'existant-elle pas, ce qu'elle prescrit n'en serait pas moins de droit.

Le texte dit :

Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle.

C'est bien là une prescription impérative, mais une prescription qui n'a évidemment aucun caractère d'ordre public. Or, le principe général de la loi, c'est que les conventions font la loi des parties lorsqu'elles ne violent pas l'ordre public. Donc, des conventions contraires au texte édicté seraient licites, alors même qu'il ne leur réserverait pas formellement le droit de se former.

Il existe dans le Code civil des prescriptions réglementant un certain nombre de contrats : les contrats de vente, de louage, de mandat, de dépôt, de cautionnement. Tous ces contrats édictent des règles qui, elles aussi, revêtent une forme impérative. Eh bien, peut-on déroger à ces règles par des conventions contraires? C'est précisément le droit réservé par l'article 1134 de ce même Code, quand il dit que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi aux parties ».

Je crois, par conséquent, qu'il serait bien inutile d'écarter, dans notre cas, une réserve de convention contraire qui, en toute hypothèse, résulterait de la règle générale du droit.

M. DEMOLE. — D'une convention « écrite ». Tout est là!

M. TRARIEUX. — Ah! si M. Bérenger demandait qu'on introduisit dans l'article en discussion la phrase inverse de celle dont il réclame le rejet, à savoir « qu'il ne pourrait pas être dérogé à la disposition de cet article par des conventions contraires », ce serait autre chose, et nous aurions à examiner alors une proposition d'une portée réelle, mais ce n'est pas ce qu'il fait, et nous n'avons pas à discuter ce qui n'est pas en question.

Pour ma part, je ne verrais qu'une critique à présenter à la rédaction de la Commission; c'est qu'elle a pris la peine de formuler une réserve qui eût pu aussi bien résulter de son silence, mais c'est, sans doute, un besoin de clarté qui l'a engagée à préciser ainsi ses intentions, et c'est le cas de penser avec elle que ce qui abonde ne nuit pas.

M. DEMÔLE. — Monsieur Trarieux, il semble que l'utilité de la disposition réside dans ce fait que la loi nouvelle exige que la convention contraire soit écrite; on ne pourra pas se prévaloir d'une convention contraire si elle est simplement verbale.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est parfaitement là l'intention de la Commission.

M. DEMÔLE. — Il me semble que l'utilité de la disposition est là entièrement et pas ailleurs.

M. TRARIEUX. — Cela me paraît juste aussi, mais alors si la clause disparaissait, comme le demande l'amendement que je combats, ce ne serait plus seulement les conventions écrites contraires qui se trouveraient réservées, mais toutes conventions, quelle qu'en fût la forme, qui pourraient se justifier, ce qui serait s'éloigner encore davantage de ce que désirerait notre honorable collègue M. Bérenger.

J'ajoute, du reste, en terminant, que M. Bérenger me paraît céder à des préoccupations exagérées en voulant imprimer une force obligatoire à des dispositions dont un des mérites est, à mes yeux, d'être plutôt des recommandations et des conseils que des prescriptions étroites et rigoureuses.

La Commission a eu raison de dire : « Voici le régime que je préconise, mais je réserve la liberté des contrats. » Toutes les fois que des considérations d'ordre général et public n'exigent pas le contraire, c'est à cela qu'il me paraît sage de s'en tenir. (*Très bien! Très bien!*)

M. BIRÉ. — Alors quelle est l'utilité de la loi dans ces conditions?

M. TRARIEUX. — C'est une recommandation, je le répète, et toutes les fois qu'il n'y aura pas convention contraire, une prescription que devraient, le cas échéant, faire respecter les tribunaux.

M. BÉRENGER. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Bérenger.

M. BÉRENGER. — Messieurs, je regrette très vivement que la Commission n'ait pas estimé que l'objection que j'avais présentée tout à l'heure méritait des réflexions un peu plus longues que celles auxquelles elle a pu se livrer pendant le cours de la séance.

Je crois en effet que la disposition qu'elle a introduite, et dont elle vous demande

le vote, peut annuler complètement les effets de la règle nouvelle qu'elle voulait poser.

En somme, la Commission a eu la pensée de faire une chose utile. Cette disposition, elle lui a donné la forme d'une règle; elle est donc d'avis que désormais l'industrie doit payer ses ouvriers non plus par mois, comme cela se fait le plus souvent, mais par quinzaine.

Mais, cette règle une fois posée, non seulement elle n'a mis dans la loi aucune sanction qui en impose le respect, mais encore elle indique immédiatement aux industriels qu'ils peuvent y déroger en faisant des conventions écrites contraires.

Alors, j'arrive à vous demander : quelle est l'utilité de la loi ? Pourquoi changer les habitudes ? A quoi bon proscrire ce qui existe actuellement si, le lendemain, on a la faculté de faire le contraire ? Où est l'utilité de la loi ? Quelle est son autorité ?

Si c'est un simple conseil, permettez-moi de vous dire qu'on ne met pas en jeu ce grand appareil des pouvoirs législatifs pour donner un conseil. Et, quand on le fait, il y a au moins inconséquence à donner le moyen de ne pas s'y soumettre.

Mais cette objection, ce n'est pas sur cet article 1^{er} et sur cet article 2 que je voulais la faire, je voulais l'appliquer à toutes les dispositions de votre projet de loi. Chacune de ces dispositions n'a d'autre valeur que celle d'un conseil.

Je les prends les unes après les autres.

Votre article 1^{er} porte, si je ne me trompe, que les salaires doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire. Il n'y a pas de sanction à cet article de la loi.

M. TRARIEUX. — Si ! je vous demande pardon !

M. BÉRENGER. — Voulez-vous me dire quelle est la sanction ?

M. LE RAPPORTEUR. — Ce sera la nullité du jugement.

M. BÉRENGER. — Où est-elle indiquée ?

M. LE RAPPORTEUR. — A la fin de l'article : « à peine de nullité du paiement ».

M. BÉRENGER. — Il y aurait donc ici une sanction civile.

Passons à d'autres dispositions. Malheureusement, je n'ai pas le texte entre les mains, mais je vais citer de mémoire — et je crois que je ne me tromperai pas — les dispositions qui suivent.

Il y a dans l'article 3 cette règle que le paiement ne devra plus se faire dans les cabarets, dans les débits de boisson ou dans des magasins de vente au détail.

Il doit avoir lieu dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux. Mais si l'industriel ne se soumet pas à cette prescription, quelles pénalités encourra-t-il ? — Aucune.

Quelle sera la sanction ? Direz-vous, là aussi, que le paiement sera nul ? Vous ne l'avez pas dit. Il n'y aura même pas de nullité, de sorte qu'il n'y aura pas plus de sanction civile que de sanction pénale.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, à propos d'un amendement sur l'article 2, l'honorable M. Bérenger vient demander au Sénat de revenir sur le vote favorable qu'il a déjà émis sur l'article 1^{er}, l'article 3 et l'article 4 de notre proposition.

Je n'insiste pas sur la discussion en ce qui concerne l'amendement de M. Bérenger; je m'en rapporte absolument, au nom de la Commission, aux observations qui ont été échangées et notamment aux considérations si judicieuses présentées par notre honorable collègue M. Trarieux.

Mais le Sénat me permettra de dire un mot au point de vue de la critique générale à laquelle s'est livré M. Bérenger.

Notre honorable collègue, prenant chaque article de la loi, dit que ce sont des conseils et qu'il est inutile de mettre en œuvre l'imposante machine législative pour aboutir à ne donner aux industriels que de simples conseils dépourvus de sanction.

Examinons à notre tour les diverses dispositions de la loi. Prenons l'article 1^{er}, et nous voyons qu'il y a une sanction civile, formelle et incontestable : c'est la nullité du paiement.

Je ne rappelle pas les considérations générales que j'ai fait valoir sur l'utilité d'une pareille disposition. Je vous ai parlé des abus considérables qui existent non seulement en Angleterre et en Belgique, mais en France même. J'en ai vu dans ma région. Le conseil municipal du Havre, très ému des abus qui se produisent dans sa ville, a pris une délibération expressément pour demander aux pouvoirs publics de faire aboutir le plus tôt possible une disposition qui prohibe les paiements en bons et jetons.

J'ai vu, dans ma région, une monnaie frappée par des particuliers et qui était uniquement un instrument d'usure employé contre les malheureux travailleurs qui ne pouvaient obtenir de monnaie légale et de marchandises qu'après avoir vu prélever sur le taux des salaires gagnés avec tant de peine, des commissions de 20, 25, 30 p. 100.

Voilà les abus qui ont été signalés sur divers points et que je me suis permis de vous dénoncer au nom de la Commission. Voilà pourquoi vous avez voté l'article 1^{er} avec les dispositions qui rendent nul le paiement fait en violation des prescriptions de la loi nouvelle.

C'est une disposition utile que le Sénat a votée; il ne voudra pas se déjuger.

Je passe à l'article 2 en laissant de côté l'amendement proposé par M. Bérenger.

« Les salaires doivent être payés à la quinzaine. » C'est là un conseil, peut-être, mais il est en tout cas très utile. Bien que nous n'ayons pas voulu aller jusqu'à une sanction pénale, nous pensons que le législateur sera entendu lorsqu'il dira aux industriels : Vous commettez une infraction à la loi si vous ne vous imposez pas cette gêne, cette complication d'écritures dont vous arguez dans certaines régions, cette légère augmentation de frais généraux qu'entraînera l'obligation de faire deux fois par mois vos comptes d'ouvriers au lieu de les faire une seule fois.

Vous encourez alors une responsabilité civile. Vous commettrez une faute et les ouvriers qui seraient victimes de cette faute auraient le droit de vous traduire devant les tribunaux compétents pour apprécier les contestations entre les patrons et les ouvriers.

Notez que ce n'est pas là un grand procès : la juridiction compétente est cette juridiction paternelle, cette juridiction mixte qui doit inspirer confiance aux ouvriers comme aux industriels — c'est la juridiction des prud'hommes — et, là où il n'existe pas de conseil de prud'hommes, c'est la juridiction du juge de paix.

Je fais absolument la même observation pour l'article 3.

M. MARTY, *Ministre du commerce et de l'industrie, des postes et des télégraphes*. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du commerce et de l'industrie.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, voulez-vous me permettre d'appeler votre attention sur l'interprétation qu'on doit donner au premier paragraphe de l'article 2 ?

Cette disposition contient-elle quelque chose d'excessif et mérite-t-elle les critiques de l'honorable M. Bérenger ? Je la relis :

Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle, à moins de convention écrite contraire.

Il résulte évidemment de ce texte que la liberté des conventions subsiste et que chacun est libre de stipuler ce qu'il veut.

S'il n'y a pas de stipulation, le législateur intervient et dit : On payera les ouvriers tous les quinze jours.

Je ne suis pas, quant à moi, pour la réglementation à outrance, qui est de nature à porter obstacle au développement de notre industrie ; mais ici nous sommes en présence d'un texte législatif qui respecte absolument la liberté des conventions.

Si l'on veut convenir de payer toutes les semaines, tous les vingt jours, on pourra le faire ; mais s'il n'y a pas de conventions écrites, le texte législatif interviendra et le paiement du salaire devra être effectué tous les quinze jours. En conséquence, je ne suis nullement effrayé des dispositions qu'on vous propose. (*Très bien ! Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ? . . .

Je mets aux voix l'article 2, en réservant les mots « à moins de conventions écrites contraires », dont M. Bérenger demande la suppression :

ART. 2. — Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle . . .

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement, jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage, seront fixées de gré à gré par les intéressés. (*Adopté.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les mots réservés : « à moins de conventions écrites contraires » dont M. Bérenger demande la suppression.

(Ces mots sont adoptés.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat sur le paiement des salaires des ouvriers, par M. Fernand DUBIEF, député.

(Annexe au procès-verbal de la séance du 22 novembre 1898) [1].

.....

ARTICLE PREMIER. — Il ne saurait y avoir aucun débat sur l'obligation à imposer aux patrons de payer leurs ouvriers en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

Cette prescription correspond à de nombreux abus qui se sont produits en Angleterre, en Belgique et chez nous.

J'ai vu, dit l'honorable M. Maxime Lecomte, rapporteur de la loi au Sénat, j'ai vu des jetons frappés par des particuliers et servant au paiement des salaires : vous pensez quel instrument d'usure ces monnaies peuvent devenir entre les mains des commerçants !

ART. 2. — Sur cet article comme sur l'article 1^{er}, il semble que le Sénat et la Chambre des députés soient d'accord pour fixer à quinze jours au maximum, le délai de paiement des salaires, à moins de conventions écrites contraires, dit le texte du Sénat. Votre Commission a cru devoir supprimer ce membre de phrase, qui permettrait trop facilement d'éluder la prescription même qui fait l'objet de l'article.

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage sont fixées de gré à gré par les intéressés, et doivent prévoir des acomptes à moins de seize jours d'intervalle.

Il n'est pas admissible, en effet, que l'ouvrier puisse être obligé de faire indéfiniment crédit au patron de son travail.

.....

ART. 3. — L'interdiction de faire les paiements de salaires ailleurs que dans l'usine ou dans un de ses bureaux, en pratiquant ce que les Anglais appellent le « truck system », est une garantie nécessaire, donnée à l'ouvrier contre les incitations dont il peut être l'objet de la part des débitants de boissons et des marchands au détail, chez lesquels certains patrons font ou laissent faire la paye, — trop souvent au grave préjudice de l'ouvrier et au bénéfice illicite de ceux dont on favorise ainsi le commerce et aussi de ceux — patrons et contremaîtres — qui s'y prêtent. Là encore nous acceptons le texte du Sénat.

.....

(1) Doc. parl., n° 409.

ART. 5. — La loi votée par le Sénat n'édicte aucune pénalité pour les contrevenants et elle est à peu près sans sanction. Aussi est-ce avec quelque raison que l'honorable M. Béranger a pu la considérer comme inutile. Ce n'est pas une loi, c'est uniquement le code du bon conseil, que le Sénat nous invite à formuler.

Nous avons pensé que la Chambre avait été mieux inspirée en formulant une sanction et qu'il fallait y revenir. Aussi avons-nous repris le texte primitif et voulu que, sans préjudice de la responsabilité civile, car l'ouvrier qui a été lésé par l'application illégale d'une amende ou d'une mise à pied, par exemple, doit pouvoir se faire rembourser les sommes qui lui ont été indûment retenues, il fût inscrit dans la loi que toute contravention à ces prescriptions serait portée devant le juge de paix jugeant en simple police et passible d'une amende de 15 francs, et que l'article 463 du code pénal serait applicable; moins sévères en cela que la loi suisse qui porte l'amende de 5 à 500 francs et peut infliger jusqu'à trois mois de prison.

De plus, concurremment avec les autres officiers de police judiciaire nous prescrivons aux inspecteurs du travail d'assurer l'application des différents articles de la loi. Ce sont eux, en effet, qui paraissent le mieux placés pour connaître des infractions qui peuvent se produire, et nous avons voulu leur donner qualité expresse pour verbaliser et provoquer la répression des contraventions qu'ils auront constatées.

Dans l'étude de cette grave question, messieurs, votre Commission du travail s'est inspirée du plus grand esprit de conciliation et n'a maintenu son texte que sur les points où il ne lui semblait pas possible de faire fléchir les principes que la Chambre avait si nettement affirmés, convaincue d'ailleurs que le projet qu'elle soumet à vos délibérations constitue pour le monde ouvrier un acte efficace de sympathie et de protection.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

ART. 2. — Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle.

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage seront fixés de gré à gré par les intéressés et devront prévoir des acomptes à moins de seize jours d'intervalle.

ART. 3. — Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux et non dans des débits de boisson ou dans des magasins de vente au détail.

.....

ART. 5. — Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs.

L'article 463 du code pénal sera applicable.

Les inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, sont chargés de l'exécution de la présente loi.

.....

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1898.

M. Julien GOUJON.

Le Sénat, le 27 avril 1894, a voté une loi qui ne s'applique plus aux règlements d'atelier, mais qui vise uniquement les salaires. La Commission du travail, de nouveau saisie de la question, a adopté la loi modifiée dans sa rubrique et dans son texte par le Sénat, c'est-à-dire qu'au lieu de reprendre l'ancienne proposition que nous avions votée en 1892, elle nous propose de revenir sur nos anciens votes et de restreindre la loi au paiement des salaires des ouvriers.

Il est bien entendu, messieurs, que nous n'aurons pas, quant à présent du moins, à nous occuper des règlements d'atelier et de la police privée des usines et des manufactures. Nous n'aurons pas à rechercher dans quelles conditions ces règlements peuvent être pris, s'ils peuvent être l'œuvre du patron, comme corollaire des responsabilités très lourdes qui pèsent sur lui, ou s'ils doivent résulter de l'accord commun des deux parties qui figurent au contrat du travail.

Nous devons surtout nous abstenir de rechercher si ces règlements doivent être approuvés par des commissions spéciales, par les syndicats ou les bourses du travail. Notre rôle est réduit. Nous avons simplement à rechercher comment les salaires doivent être payés et dans quelles conditions de temps et de lieu ils doivent l'être.

Nous avons également à trancher la question palpitante de savoir si les patrons peuvent payer en nature, directement ou indirectement, ou si nous ne devons pas exiger — ce qui est ma pensée — que le paiement des salaires soit fait exclusivement en espèces métalliques. (*Très bien! Très bien!*)

Voilà l'économie de la loi, telle que je l'ai comprise, et telle que je la veux. Demain, nous reprendrons celle qui concerne la police privée des ateliers, des usines, des chantiers et des manufactures!

J'espère, j'ai la certitude même que nous sommes d'accord sur ce point avec le rapporteur et le Gouvernement. Je passe.

J'ai une deuxième observation générale à présenter à la Chambre.

Je désirerais savoir — et beaucoup de nos collègues partagent mon sentiment — quelle est exactement, quant aux personnes, la portée de la loi.

La rubrique de la loi qui nous revient du Sénat et qui est acceptée par la Commission, est la suivante : « Loi sur les salaires des ouvriers ».

Allons-nous réglementer le salaire des ouvriers de la grande industrie seulement? La loi s'appliquera-t-elle, au contraire, à tous les ouvriers quels qu'ils soient de la petite industrie? S'appliquera-t-elle également aux autres salariés, par exemple aux employés de chemins de fer, aux commis des marchands, à tout le personnel des grands magasins, dont parlait tout à l'heure avec beaucoup d'éloquence notre collègue M. Renou? S'appliquera-t-elle aussi aux gens de service et aux travailleurs des champs un peu trop négligés?

Si nous faisons une loi générale sur les salaires, faisons-la franchement, généreusement, largement et sans arrière-pensée! Ne donnons pas d'une main, pour reprendre de l'autre, et surtout évitons de créer des catégories de salariés dont les uns auraient nos sympathies, les autres notre dédain. (*Très bien! Très bien!*) Il faut que notre loi s'applique à tous ou à aucun!

Oui, messieurs, c'est une loi d'une portée générale que nous entendons faire, et je demande à la Commission si telle est sa pensée. Ne légiférer que pour les ouvriers

de l'usine ou de la mine serait nous obliger à revenir demain, par des dispositions nouvelles, consacrer au profit d'autres salariés, aujourd'hui méconnus, des droits et des prérogatives semblables à ceux que nous allons accorder maintenant à une catégorie seulement de travailleurs!

Si je fais ces observations, c'est que le texte même qui nous est proposé par la Commission n'est que le reflet bien pâle et bien atténué des revendications formulées en 1892. Non seulement il manque de précision, mais il est — quoique très court — rempli de contradictions.

Ainsi, dans l'article 1^{er}, qui indique le mode de paiement des salaires, je lis : « Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité. »

Il n'est ici question que des ouvriers.

Dans l'article 2, même expression : « Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois. »

Si je prends le texte relatif aux amendes et aux mises à pied que la Commission a bien fait d'interdire, je trouve au contraire des expressions beaucoup plus générales. La loi semble élargir ici son champ d'application et a une portée plus grande que celle indiquée dans l'article 1^{er}.

M. BOVIER-LAPIERRE, *Président de la Commission du travail*. — Vous n'avez pas déposé d'amendement.

M. JULIEN GOUJON. — J'en ai déposé un, et j'espère que la Chambre le votera tout à l'heure.

Je poursuis et je lis dans l'article 4, paragraphe 2 : « Il est interdit à tout chef d'industrie ou de commerce, à toute administration publique ou privée, d'imposer à leurs employés, ouvriers ou apprentis des amendes, des retenues ou des mises à pied ayant pour conséquence une diminution de salaire. »

Vous voyez que, lorsqu'il s'agit des amendes, des mises à pied et des retenues quelconques sur les salaires, on ne vise plus seulement les ouvriers. Et on a eu raison. Il n'y a pas de classification à faire entre les salariés. Ils sont tous dignes, au même titre, de notre protection et de nos sympathies. Il n'y a plus de différence, dans la loi sur la réglementation des salaires, entre les commis de marchand, les gens de service, les employés de commerce et les ouvriers de la grande ou de la petite industrie. (*Très bien! très bien!*)

Nous avons été justes, soyons aussi logiques! Lorsqu'il s'agit du mode de paiement, de l'époque et du lieu où il doit être effectué, il faut absolument que les mêmes dispositions s'appliquent aux commis de marchand, aux employés et aux gens de service, comme aux ouvriers de fabrique. Il faut mettre la loi en harmonie surtout avec les lois qui existent déjà et qui ont eu également pour objet la question du salaire ouvrier.

M. CHARLES FERRY. — L'employé est toujours payé au mois.

M. JULIEN GOUJON. — Pas toujours, monsieur Ferry. Mais en fût-il ainsi, que ma thèse n'en serait point atteinte. La loi ne vise pas seulement l'époque, la périodicité du paiement; elle vise des abus qui pèsent sur les employés de commerce plus encore que sur les ouvriers, qui sont payés à la huitaine ou à la quinzaine. Nous voulons, mes amis et moi, une loi qui protège tous les salaires, une loi qui force les patrons, quels qu'ils soient, à les payer en argent au lieu de les payer en nature, une loi qui défende aux patrons d'infliger des amendes qui n'atteignent pas seulement l'ouvrier qui a commis une faute, bien vénielle parfois, mais encore, par

répercussion, la femme et les enfants, qui ont besoin pour vivre du salaire intégral du père de famille.

Je ne suis pas partisan du système des amendes tel qu'il est pratiqué chez certains industriels, qui en usent et abusent, au point de réduire à néant le profit du travail. Son institution est d'ailleurs immorale et vicieuse, car elle est prononcée par celui qui l'a édictée, par celui qui en bénéficie.

Oui, messieurs, c'est le patron qui a édicté la répression, faisant en cela acte de législateur, qui vient ensuite, comme pouvoir exécutif, exercer la poursuite. C'est lui enfin qui justifie de la peine qu'il prononce! A ce système d'amende, on pourra peut-être substituer le système de la clause pénale insérée au contrat, et sur laquelle les juges, au lieu du patron seul, auront à se prononcer.

En attendant, je demande que la loi soit applicable à tous les travailleurs. Si on consent, au banc de la Commission, à l'étendre à tous les salariés, je la voterai et nous serons tous d'accord dans cette Chambre pour la voter. Mais si on veut faire une loi de privilège, une loi de catégories, et par cela même une loi d'injustice, nous serons obligés, quelques-uns de mes amis et moi, de nous insurger. Nous le ferons à regret, car c'est une loi qu'en son principe nous trouvons excellente. (*Très bien! très bien! au centre.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. DUBIEF, *rapporteur*. — Je désire ne présenter à la Chambre, en réponse aux deux discours qu'elle vient d'entendre, que quelques très brèves observations.

Il est certain que la loi de 1892 était beaucoup plus ample que celle que votre Commission vous propose aujourd'hui d'adopter. C'est une loi sur les règlements d'atelier et sur le paiement des salaires aux ouvriers. Le Sénat, ramenant à des proportions plus modestes notre projet primitif, l'a réduit à une loi sur le paiement des salaires aux ouvriers. Nous l'avons bien comprise, cette loi, comme l'expliquait tout à l'heure notre honorable collègue, M. Goujon. Il s'agit de savoir où, quand et comment les salaires seront payés aux ouvriers.

Nous avons accessoirement introduit dans cette loi une disposition destinée à mettre un terme à des abus très graves constatés un peu par tout le monde et résultant de retenues, d'amendes, de mises à pied dont les ouvriers se plaignaient vivement, dont ils sont trop souvent victimes. Il est certain qu'en légiférant sur ce point, comme l'avait fait la Chambre de 1892, la Chambre de 1898 voudra donner aux ouvriers un témoignage des sympathies que nous éprouvons pour eux, de l'intérêt que nous leur portons. (*Très bien! très bien!*)

Il ne saurait y avoir dans ces questions de monopole pour personne. (*Très bien! très bien!*) Tous ceux qui ont l'âme un peu haute veulent venir en aide aux humbles, aux petits (*Très bien! très bien!*) et, à quelque rang qu'ils appartiennent, accorder des témoignages de leur sympathie aux déshérités, leur donner de nouvelles armes pour affronter la lutte si difficile de la vie. (*Applaudissements.*)

Notre honorable collègue, M. Renou, tout en approuvant la loi, lui a fait un certain nombre de critiques; je me bornerai à lui dire qu'il a discuté la question des règlements d'ateliers et non la loi que nous vous proposons de faire sur le paiement des salaires des ouvriers.

Je ne le suivrai pas dans son exposé; je ne remonterai pas au temps des justices seigneuriales; je veux me placer dans les circonstances de l'heure présente.

Si nous voulons faire œuvre utile, il faut savoir faire une sorte de discrimination entre les sujets que nous avons à traiter et les lois que nous avons à faire. (*Très bien! très bien!*)

Aujourd'hui il s'agit d'une loi sur le paiement des salaires des ouvriers, qui nous

revient du Sénat et qui modifie le texte de la loi que la Chambre avait votée en 1892; faisons cette loi : à chaque jour suffit sa peine. Faisons-la aussi bonne que possible; demain, nous ferons une loi sur les règlements d'ateliers si nous jugeons utile de l'insérer dans nos codes. (*Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs.*)

Notre honorable collègue, M. Julien Goujon, nous demandait ce que nous entendions par notre article 1^{er} et ce que voulait dire ce mot « ouvriers ». Je crois qu'il n'y a de divergence entre nous que sur une question de définition. Par le mot « ouvriers » nous entendons tous ceux qui reçoivent un salaire, ceux qui ne sont pas engagés par une sorte de contrat annuel ou mensuel, mais qui reçoivent, soit au jour le jour, soit par quinzaine ou par mois, un salaire déterminé.

Ceux qui nous demandent d'introduire dans la loi les mots « employés, gens de service et apprentis » nous semblent faire une sorte de superfétation. Il suffit de dire : « les ouvriers et employés ».

Je crois que ce terme donnera satisfaction à notre collègue; il comprendra toute la grande masse des salariés auxquels nous désirons accorder protection.

Cette indication étant donnée, au lieu d'éterniser la discussion générale, ce qui pourrait préjudicier au vote de la loi, je demanderai à mes honorables collègues de vouloir bien passer tout de suite à la discussion des articles, me réservant sur chacun d'eux, au fur et à mesure qu'ils se présenteront, d'apporter l'opinion de la Commission et de défendre son œuvre devant vous. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission modifie son article 1^{er} en ajoutant au mot « ouvriers » le mot « employés »?

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, monsieur le président.

.....

Sur divers bancs : La clôture!

M. le PRÉSIDENT. — La clôture est réclamée.

Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion des articles.

(La Chambre, consultée, décide qu'elle passe à la discussion des articles).

M. LE PRÉSIDENT. — « Art 1^{er} :

Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours égal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

La Commission, en cours de délibération, ajoute aux mots : « Les salaires des ouvriers », ces mots : « et employés ».

M. Charles FERRY. — Mais la Commission n'est pas d'accord!

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois informer la Chambre qu'il y a, sur cet article 1^{er}, un amendement de MM. Julien Goujon et Bouctot, qui engage la question. Cet amendement est ainsi conçu :

Rédiger ainsi l'article :

Les salaires des ouvriers, employés, commis et gens de service...

A l'extrême gauche. — Tous les salariés!

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission accepte-t-elle cet amendement?

M. Julien GOUJON. — Je maintiens mon amendement. Je demande, puisque c'est une loi générale que l'on fait, qu'elle s'applique à tous les salariés.

M. BALSAN. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Balsan.

M. BALSAN. — Messieurs, il suffit de lire la loi pour voir qu'elle vise les salaires des ouvriers et non les appointements des employés. Vous voyez à l'article 3 : « Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux, et non dans des débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail. » Est-il ici question d'appointements des employés qui ne se payent pas chaque samedi ou chaque quinzaine, qui se règlent de façons très diverses et parfois par des écritures inscrites sur les livres? C'est donc une loi sur les salaires des ouvriers que vous faites.

Pour que cette loi soit votée et amène la suppression de l'abus des amendes, je souhaite qu'elle conserve toute sa simplicité. Quand elle a été préparée — et M. Ricard sera certainement sur ce point de mon avis — nous avons pensé tout d'abord uniquement aux salaires des ouvriers.

C'était en 1892; j'avais l'honneur de faire partie de la Commission du travail, et je ne renie pas du tout la préoccupation qui nous a guidés. C'était alors M. Saint-Romme qui était chargé du rapport et nous ne nous sommes préoccupés que du salaire des ouvriers.

Je vous en prie, mon cher collègue Monsieur Goujon, n'insistez pas pour l'adoption de votre amendement, il n'aurait pour résultat que de compliquer un texte préparé pour les salaires des ouvriers seuls.

Laissons la question dans sa simplicité, de façon à la faire aboutir, et nous aurons fait une bonne œuvre. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Louis Ricard.

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Puisque mon honorable collègue et ami M. Balsan fait appel à mes souvenirs, la Chambre me permettra d'intervenir dans la discussion de l'article 1^{er}.

J'ai le regret de ne pas partager le sentiment de notre collègue. J'ai toujours été d'avis qu'on avait tort de traiter d'une manière différente les ouvriers et les employés. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. Julien GOUJON. (Seine-Inférieure). — Très bien!

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — qui sont des salariés également dignes de la sollicitude de la Chambre. Ceux qui les connaissent, qui vivent fréquemment avec eux pourraient vous assurer que souvent les employés, sous une apparence plus aisée que les ouvriers ont la vie plus difficile.

Il n'y a donc pas lieu d'établir une différence entre les uns et les autres. Voilà, au point de vue du principe, mon sentiment personnel.

J'ajoute — et je vais, je l'espère, avoir bien vite cause gagnée devant la Chambre — que c'est aussi le sentiment de la Commission du travail. Que dit-elle dans l'article 4, paragraphe 2? « Il est interdit à tout chef d'industrie ou de commerce, à toute administration publique ou privée, d'imposer à leurs employés, ouvriers ou

apprentis des amendes, des retenues ou des mises à pied ayant pour conséquence une diminution de salaire.»

M. Julien GOUJON. — Donc on réglemeute les salaires de ces gens-là.

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — La question la plus intéressante, celle pour laquelle la loi a été faite, c'est la suppression des amendes, des retenues. Comment la Commission du travail règle-t-elle cette question et vis-à-vis de qui?

La Commission du travail règle la question par une interdiction. Il n'y aura plus lieu, à l'avenir, de prononcer des amendes contre qui? La nomenclature est dans l'article. Contre les ouvriers seulement? En aucune façon! La Commission du travail, d'accord en cela avec le bon sens pratique, vise par son texte tous les salariés du commerce et de l'industrie, et elle signale, en première ligne, les employés, les ouvriers et les apprentis.

Donc, lorsque vous voulez exclure du texte d'un article les employés, vous avez tort de les introduire dans la disposition essentielle de la loi, dans l'article 4, paragraphe 2. Et sur quel article soulevez-vous la difficulté? Sur l'article 1^{er}, qui dit :

Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

C'est sur cet article que vous soulevez la difficulté. Voulez-vous que, dans l'article 1^{er}, on n'introduise pas les mots : « les employés »? Qu'est-ce que cela veut dire?

Cela signifie que vous voudriez permettre qu'on payât les employés autrement qu'on payera les ouvriers.

M. BALSAN. — Non! C'est aller trop loin.

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Il faut tirer les conséquences des choses, mon cher collègue. Vous élevez votre difficulté sur l'article 1^{er} qui parle de la façon dont on payera les salaires. Eh bien, je dis que, dans l'article 1^{er}, il faut introduire le mot « employés » comme vous avez pensé qu'il fallait introduire le mot « employés » à l'article 4. Dans cet article 4, vous laissez le mot « employés » pour la partie essentielle de la loi, c'est-à-dire les amendes; et quand il s'agit du mode de paiement, vous voudriez le supprimer? C'est impossible!

La vérité, c'est que la loi doit être faite pour les ouvriers, pour les employés, pour les apprentis du commerce et de l'industrie. C'est ce que vous demande la Commission, et ce que je vous demande après elle. (*Applaudissements.*)

M. le RAPPORTEUR. — Je demande à la Chambre de voter sur l'amendement de MM. Julien Goujon et Bouctot; puisque la Commission est quelque peu divisée sur ce point, la Chambre la départagera.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — L'amendement doit être soumis à la prise en considération; la Commission n'en a pas délibéré.

M. le PRÉSIDENT. — Je donne une nouvelle lecture de l'amendement de MM. Julien Goujon et Bouctot;

Rédiger ainsi l'article 1^{er} :

Les salaires des ouvriers, employés, commis et gens de service, etc.

Le reste comme à l'article.

M. Julien GOUJON. — Je demande à faire une observation de ma place.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. Julien GOUJON. — En 1892, lorsque nous avons voté la loi Ferroul, nous n'avons pas spécifié que la loi ne s'appliquerait qu'aux ouvriers. L'article 2, qui était l'article capital de la loi de 1892, visait les amendes. C'était comme aujourd'hui l'objet principal de la loi. L'article 2 interdisait, d'une façon absolue, les dispositions de règlements instituant des retenues sur les salaires, soit sous le nom d'amendes, soit sous toute autre appellation. On ne spécifiait pas, on le voit, quel salaire on entendait protéger. C'étaient tous les salaires. Aujourd'hui, faisons-nous une loi sur les salaires? Oui. Eh bien! la loi doit être appliquée à tous les salariés. (*Très bien! très bien!*)

M. GAYRAUD. — Par le mot «ouvriers», entendez-vous également les ouvriers agricoles?

A l'extrême gauche. — A la tribune!

M. GAYRAUD. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Gayraud.

M. GAYRAUD. — Messieurs, si par le mot «ouvriers» la Commission entend viser les ouvriers ruraux, les ouvriers agricoles, il y a une difficulté : c'est que, dans beaucoup de pays, vous le savez aussi bien que moi, les ouvriers agricoles sont payés en nature pour une bonne partie de leur salaire.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission.* — Vous avez raison.

M. GAYRAUD. — Si vous voulez obliger les propriétaires à payer les ouvriers en monnaie métallique ou fiduciaire, vous allez créer de grandes difficultés et bouleverser toutes les habitudes de nos campagnes.

Je demande à M. le Rapporteur si la Commission, dans le mot «ouvriers», comprend même les ouvriers des campagnes. (*Très bien! très bien!*)

M. LE RAPPORTEUR. — Nous entendons par ce mot les ouvriers de l'industrie. C'est le sens légal du mot «ouvriers». (*Mouvements divers*)

M. BOUTARD. — Mais la nourriture est accessoire au point de vue du salaire.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission.* — Monsieur le Président, nous sommes en présence d'un amendement sur lequel la Commission du travail n'a pas délibéré; par conséquent, aux termes du règlement, la Chambre ne peut que voter ou repousser la prise en considération. Suivant le résultat du vote de la Chambre, la Commission verra si elle doit demander le renvoi.

M. Henri LANIEL. — Nous demandons le renvoi à la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Gayraud a déjà demandé le renvoi à la Commission.

A droite. — Oui! oui! le renvoi! (*Réclamations à l'extrême gauche.*)

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Je demande la parole.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission.* — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission du travail.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — J'ai l'honneur de faire observer à la Chambre que cet amendement n'a pas été examiné par la Commission du travail. Nous demandons qu'il lui soit soumis. Il a été produit au début de cette séance. Nous venons seulement d'en avoir connaissance. Il a été discuté, mais seulement au point de vue de la prise en considération ou du rejet de la prise en considération. Voici sur quoi la Chambre est appelée à voter : la prise en considération ou la non-prise en considération.

Quand la Chambre aura fourni à sa Commission du travail une indication utile, la Commission délibérera sur le point de savoir si nous aborderons immédiatement le fond ou si, au contraire, elle demandera à en délibérer. C'est là l'application absolue du règlement.

M. DE GRANDMAISON. — C'est à la Commission à éclairer la Chambre.

M. HENRI LANIEL. — Vous intervertissez les rôles. C'est à la Commission à apporter son avis.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — Nous ne faisons qu'appliquer le règlement.

M. PLICHON. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Plichon.

M. PLICHON. — Messieurs, quel que soit le texte en discussion, que ce soit l'amendement de l'honorable M. Julien Goujon ou le texte de l'article 1^{er} du projet de la Commission, une question d'interprétation est soulevée ici par l'honorable abbé Gayraud, sur laquelle je demande l'avis de la Commission aussi net que possible : les ouvriers agricoles sont-ils compris, dans l'esprit de la Commission, parmi les salariés ?

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — Non !

Sur divers bancs à l'extrême gauche. — Aux voix !

M. BOUTARD. — Il n'y a pas de distinction à faire. Pourquoi la Commission ne les comprend-elle pas comme salariés ? Qu'elle nous donne une explication ! Ce n'est pas à nous à lui en fournir. C'est à la Commission de nous dire ce qu'elle a l'intention de faire à cet égard.

M. PLICHON. — La Chambre aperçoit immédiatement l'intérêt de la question que j'ai l'honneur de poser à la Commission. Nous étudions en ce moment et la Chambre va voter une loi importante sur le paiement des salaires des ouvriers. La première chose à savoir est ce que la Chambre entend par « ouvriers » dans l'espèce. J'entends un de mes collègues déclarer qu'il n'y a pas de distinction à faire. *A priori* je suis de son avis, et c'est pourquoi je soulève la question, car M. le Président de la Commission du travail paraît faire la distinction. Il faut que nous votions en connaissance de cause et qu'il n'y ait de surprise pour personne. Il faut qu'on sache bien si la loi que nous faisons s'applique aux ouvriers agricoles. Il se manifeste parmi mes collègues des opinions opposées ; il y a un très grand intérêt à ne pas laisser à l'appréciation des tribunaux une question de cette nature ; elle est intéressante, car, comme on le rappelait tout à l'heure, dans la majeure partie des pays de culture une part tout au moins des salaires des ouvriers agricoles se paye en nature, sous forme de nourriture et de logement. La Commission du travail entend-elle, dans le mot général « ouvriers », les ouvriers agricoles ? Si elle entend que les ouvriers agricoles

ne doivent pas bénéficier de la loi en discussion à l'heure actuelle, je prie la Commission du travail de nous le dire dans un texte ou tout au moins d'en faire la déclaration officielle à la tribune. (*Très bien! très bien!*)

M. LE RAPPORTEUR. — Il ne faudrait cependant pas confondre toutes les questions. En ce moment la discussion porte sur le point de savoir si, dans l'article 1^{er}, après le mot « ouvriers » nous ajouterons le mot « employés ». Il ne s'agit pas de l'interprétation du mot « ouvriers ». (*Mouvements divers.*)

M. GAYRAUD. — C'est cependant essentiel. Avant de voter l'article, il faut que nous en connaissions la portée.

M. LE RAPPORTEUR. — L'amendement de notre collègue, M. Julien Goujon, porte sur l'adjonction du mot : « employés ». Qu'il me soit permis, d'ailleurs, de dire d'une façon générale, que si, au lieu de nous saisir en cours de séance d'amendements qui viennent troubler absolument l'économie des lois en discussion, on déposait ces amendements assez à temps pour que les Commissions compétentes pussent les étudier, nous ne serions pas en ce moment dans l'embarras où nous nous trouvons. (*Très bien! très bien! sur divers bancs. — Réclamations sur d'autres bancs.*)

M. DEJEANTE. — C'est l'intention de détruire la loi qui fait agir certains de nos collègues.

M. GAYRAUD. — Il ne s'agit pas maintenant de l'amendement; il s'agit d'expliquer le texte de votre proposition.

M. LE RAPPORTEUR. — L'observation que je viens de faire a un caractère d'ordre général. En ce qui touche la question actuellement en discussion, je demande à la Chambre de voter l'amendement de M. Julien Goujon, et la Commission vous donnera ensuite son avis sur ce qu'elle entend par le mot « ouvriers » qui ne saurait comprendre « les ouvriers agricoles », que vise plus particulièrement la question de M. l'abbé Gayraud. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

Sur plusieurs bancs. Le renvoi à la Commission. (*Bruit.*)

M. JULIEN GOUJON. — J'insiste pour que la Chambre vote d'abord sur la prise en considération de mon amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Gayraud a demandé le renvoi de l'article et des amendements à la Commission. M. Julien Goujon insiste pour que la Chambre statue sur la prise en considération de son amendement.

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Ricard.

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Permettez-moi, Messieurs, une observation pour éclaircir le débat.

Deux questions actuellement préoccupent la Chambre : La première est la prise en considération de l'amendement de l'honorable M. Julien Goujon, qui tend à ajouter au mot : « ouvriers » de l'article 1^{er} les mots : « employés, commis et gens de service ». La seconde question posée par l'honorable M. Gayraud est celle-ci : cette loi sera-t-elle applicable aux ouvriers agricoles ?

Sur la première question, je n'ai plus rien à dire, puisque j'ai exprimé mon sen-

timent, il y a quelques instants. Sur la seconde, la Commission du travail a déjà répondu par son texte.

En effet, le projet de loi soumis à la Chambre a été élaboré en vue des règlements d'atelier et du salaire des ouvriers employés dans l'industrie. Par conséquent, le projet de loi, en tant qu'il légifère sur les questions de salaires, des amendes, ne peut pas être appliqué aux ouvriers de l'agriculture. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

A droite. — Pourquoi?

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Je vous fais connaître mon sentiment; laissez-moi m'expliquer; si vous ne partagez pas mon opinion, vous ferez connaître la vôtre.

Vous pouvez fort bien faire une loi qui donne aux ouvriers de l'agriculture, en tenant compte des conditions particulières dans lesquelles s'effectue leur travail, des garanties analogues à celles que vous voulez donner aux ouvriers de l'industrie; mais je ne crois pas qu'il soit possible de légiférer, par un même texte, pour les ouvriers de l'agriculture et pour les ouvriers de l'industrie. (*Très bien! très bien!*) En voulez-vous la preuve?

M. GAYRAUD. — Je suis tout à fait de votre avis.

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Laissons de côté la question du salaire sur laquelle nous nous sommes expliqués. Une première difficulté est de savoir si l'article 1^{er} du projet s'appliquera aux ouvriers et aux employés. A côté de cette première difficulté il y en a une autre d'ordre général, soulevée par l'honorable abbé Gayraud, qui demande si la loi s'étendra aux ouvriers de l'agriculture. Sur ce dernier point, je dis que le texte répond négativement. Il y en a deux raisons. La première, c'est que l'article 4 où il est question des règlements d'atelier interdit les amendes, les retenues et les pénalités contre les ouvriers de l'industrie. En établit-on contre les ouvriers agricoles? Jamais il n'en a existé. Par conséquent la loi ne peut pas s'appliquer aux ouvriers agricoles, puisqu'ils ne sont pas soumis aux règlements d'atelier.

Voilà un premier point. Il y en a un second. Je veux parler du dernier texte présenté par la Commission en ce qui concerne les sanctions. Après avoir dit que lorsqu'on introduirait dans les règlements d'atelier des dispositions contraires aux prescriptions de la loi que nous allons voter le texte ajoute que toute infraction à ces prescriptions sera susceptible d'être poursuivie devant le juge de paix statuant en simple police. C'est le premier paragraphe de l'article 5.

Dans son troisième paragraphe, ce même article charge un fonctionnaire d'une nature spéciale de rechercher si les dispositions de la loi sont ou non appliquées. Quel est ce fonctionnaire? C'est l'Inspecteur du travail dans les manufactures.

M. BALSAN. — Est-ce qu'il s'occupe des employés, l'Inspecteur du travail?

M. LOUIS RICARD (Seine-Inférieure). — Ne confondons pas, je vous en prie, les deux questions au milieu desquelles je cherche à mettre un peu de clarté. La Chambre statuera comme elle voudra, mais j'ai cru qu'il était intéressant de bien séparer les deux questions.

La première, je le répète, est relative à l'adjonction du mot « employés »; vous voterez « contre », vous l'avez dit. Je voterai « pour »; je l'ai dit aussi, et je n'en parle plus. Mais il reste la question des ouvriers agricoles. Sur ce point, j'ajoute un dernier argument, pour répondre à M. l'abbé Gayraud.

Du moment où l'on fait intervenir pour l'application de cette loi les inspecteurs du travail dans l'industrie, il est incontestable que, par cette seule disposition, les

ouvriers agricoles ne sont pas compris dans la loi. Voulez-vous faire une loi ayant des dispositions analogues et qui puisse être applicable aux ouvriers agricoles? Je ne demande pas mieux. Si cette loi est proposée, je la voterai, parce que je considère que les ouvriers agricoles doivent bénéficier, toutes les fois que c'est possible, des mêmes garanties que les ouvriers de l'industrie. Mais si nous voulons, — et c'est mon dernier mot, — dans ces questions si délicates, si complexes qui touchent aux salaires, éviter toute difficulté, apportons-y de la clarté. Faisons d'abord une loi applicable aux ouvriers de l'industrie, et ne craignons pas de faire une autre loi, spéciale, celle-là, aux ouvriers agricoles auxquels s'intéressent M. Gayraud et nous tous dans cette Chambre. Nous pourrions extraire de la loi que nous allons voter toutes les dispositions susceptibles de s'appliquer sans inconvénient aux ouvriers agricoles. Je crois que nous aurons ainsi fait non pas une, mais deux bonnes lois. (*Très bien! très bien!*)

M. Emile CÈRE. — Votons d'abord sur l'amendement. Ne mêlons pas les deux questions.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Gayraud.

M. GAYRAUD. — L'honorable M. Ricard s'est mépris sur ma pensée; je n'avais pas l'intention de demander une loi sur le paiement des salaires des ouvriers agricoles : je demandais si, dans le texte de la loi actuellement en discussion, le mot « ouvriers » s'appliquait aux ouvriers agricoles. M. Ricard vient de me donner pleine satisfaction en déclarant que ce mot ne s'appliquait pas aux ouvriers agricoles.

M. Julien GOUJON. — Un dernier mot. Il est facile d'éviter toutes les difficultés; en 1895, nous avons voté une loi qui bat son plein, sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements; savez-vous comment est conçue la rubrique de la loi? « Loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires des petits traitements des ouvriers et employés ».

Pourquoi ne pas se servir aujourd'hui de la même rubrique?

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de MM. Julien Goujon et Bouctot est ainsi conçu :

« Rédiger ainsi l'article 1^{er} :

Les salaires des ouvriers, employés, commis et gens de service, etc.

Le reste comme à l'article.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission demande la division après le mot « employés ».

M. Julien GOUJON. — Nous retirons les mots « commis et gens de service ».

M. LE PRÉSIDENT. — MM. Julien Goujon et Bouctot limitent leur amendement à l'adjonction du mot « employés ».

Je consulte la Chambre sur la prise en considération de l'amendement ainsi réduit.

Il y a une demande de scrutin signée par MM. Julien Goujon, Ermant, Bouctot, Albin Rozet, Guillemain, Cornudet, Breton, Christophle, Prache, Olive, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les Secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	504
Majorité absolue.....	253
Pour l'adoption.....	482
Contre.....	22

La Chambre des députés a adopté. (*Très bien! très bien!*)

L'amendement est pris en considération.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission l'accepte, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission accepte l'amendement.

Je le mets aux voix, au fond.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — En conséquence, l'article 1^{er} est ainsi rédigé :

Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Sur cet article, deux dispositions additionnelles sont présentées.

La première, signée par MM. Defontaine, Lameudin, Raymond Leygue, Basly, Millerand et Calvinhac, est ainsi conçue :

Aucune opération commerciale devant entraîner une retenue de salaire ne pourra s'effectuer dans l'intérieur de l'usine, quelle que soit la marchandise fournie, à l'exception toutefois et dans les conditions de l'article 4 de la loi du 12 janvier 1895 :

1° Des outils ou instruments nécessaires au travail;

2° Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage pour la confection immédiate de ce travail.

La deuxième disposition additionnelle, déposée par M. Guillemain, est ainsi libellée :

Ajouter à l'article 1^{er} les deux dispositions suivantes :

a) Sous réserve de l'application de la loi du 12 janvier 1895, dont les dispositions ne sont pas modifiées;

b) Toutefois, les patrons peuvent fournir aux ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires :

1° Le logement;

2° Les outils ou instruments nécessaires au travail;

3° Les matières ou les matériaux dont les ouvriers ont la charge d'après l'usage;

4° Les sommes nécessaires à l'acquisition des objets mentionnés aux deux paragraphes précédents.

Je donne tout d'abord la parole à M. Defontaine.

M. DEFONTAINE. — Messieurs, je n'ai eu pour but, en déposant mon amendement, que de provoquer des explications décisives sur l'article 1^{er}. Je désire ces explications parce que le texte adopté par la Commission est celui qui a été voté par le Sénat le 27 avril 1894. Depuis, une autre loi a été promulguée, la loi sur la sai-

sie-arrêt dont a parlé notre collègue, M. Goujon. Cette loi prévoit les cas dans lesquels il est permis aux patrons d'exercer une retenue sur le salaire de ses ouvriers.

Elle comprend d'abord le dixième saisi, un second dixième cessible et ensuite un dixième pour les avances faites par le patron; de plus, dans le paragraphe 3 du titre I^{er}, le paiement des dettes alimentaires, c'est-à-dire la pension que doivent les enfants à leurs parents, et réciproquement celle des parents pour l'enfant; enfin la retenue que le patron peut opérer sur les outils et instruments nécessaires au travail, sur les matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage, et sur les sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

Je voudrais savoir si le projet de loi qui vous est soumis a pour résultat d'annuler les dispositions de la loi sur la saisie-arrêt.

M. LE RAPPORTEUR. — En aucune façon.

M. DEFONTAINE. — C'est entendu; je m'attendais à votre réponse puisqu'en ce moment la loi sur la saisie-arrêt est étudiée au Sénat pour subir certaines modifications que nous avons votées. Revenons alors à votre article 1^{er}.

Lorsque vous indiquez que « nonobstant toute stipulation contraire, les salaires devront être payés en monnaie », je me demande si vous avez prévu autre chose que le cas relaté dans le rapport de M. Dubief et qui a été indiqué au Sénat par M. Maxime Lecomte, en ces termes :

J'ai vu des jetons frappés par des particuliers servant au paiement des salaires : vous pensez quel instrument d'usure ces monnaies peuvent devenir entre les mains des commerçants.

Mais ce moyen n'est pas le seul; il y a aussi le système des bons. J'en ai un là sous les yeux, et voici de quelle façon on procède. Le contremaître a entre les mains des imprimés qui sont ainsi libellés : « Le soussigné. . . » — ici le nom de l'ouvrier — « . . . demande une avance de francs de fournitures à telle société » — derrière ces sociétés se cachent souvent des économats — « . . . et autorise la société X. . . à la retenir sur son salaire. » On ajoute en bas : « Il est dû une somme de tant à l'ouvrier », puis viennent la signature de l'ouvrier et celle du contremaître. Quand l'ouvrier désire avoir de l'argent, il demande à son contremaître de remplir un de ces bons. L'ouvrier, muni de ce papier, ne va pas toujours chercher les fournitures qui lui sont nécessaires; il vend le bon à un prix inférieur pour avoir immédiatement de l'argent.

Vous voyez tout de suite à quels abus on peut arriver avec l'usage de ces bons. Je voudrais, Monsieur le Rapporteur, que, lorsque vous ajoutez « à peine de nullité », vous nous disiez bien si votre article 5, qui vise les pénalités, pourra atteindre les patrons qui, directement ou indirectement, priveraient l'ouvrier d'une partie de son salaire en la lui retenant les jours de paye; en d'autres termes, que vous nous disiez si les inspecteurs du travail, qui sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, de l'exécution de cette loi, devront appliquer cet article à tous ceux qui voudront enfreindre l'article 1^{er}. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, je réponds en deux mots aux observations de notre collègue M. Defontaine.

La loi que nous faisons ne déroge en aucune façon à la loi du 5 janvier 1895 dont l'article 4 est ainsi conçu :

Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus

par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

- 1° Des outils ou instruments nécessaires au travail;
- 2° Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage;
- 3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

Nous nous bornons à dire que le patron sera obligé de payer en monnaie métallique ou fiduciaire, ayant cours légal, le salaire de ses ouvriers; nous ne disons pas qu'il ne pourra pas, conformément à la loi du 12 janvier 1895, faire des avances sur les salaires pour l'achat d'outils ou pour l'usage de matériaux mis à la disposition des ouvriers, pas plus que nous ne disons que le patron perdra son droit à la saisie-arrêt.

En ce qui concerne la question des pénalités qui m'est posée par M. Defontaine, je réponds : « Oui, les pénalités comprises à l'article 5 visent toutes les infractions à la loi, y compris les infractions aux prescriptions de l'article 1^{er} ».

M. DEFONTAINE. — Même la suppression des bons?

M. LE RAPPORTEUR. — Elles visent par conséquent non seulement la suppression des jetons avec lesquels on paye les ouvriers dans certaines industries, mais aussi la suppression des bons dont a parlé M. Defontaine, et qui ne sont en somme que des jetons en papier. (*Applaudissements.*)

M. DEFONTAINE. — Les explications de M. le Rapporteur me donnant satisfaction, je retire mon amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — La disposition additionnelle de M. Defontaine et ses collègues est retirée.

La parole est à M. Guillemin, sur la disposition additionnelle qu'il a présentée.

M. LÉON GUILLEMIN. — Messieurs, l'idée principale de cette loi consiste à exiger que le salaire soit payé à l'ouvrier intégralement en argent. Je comprends qu'on supprime les bons de consommation, les jetons qui sont cause de bien des abus. Grâce à eux, en effet, il s'établit souvent des monts-de-piété usuraires, très préjudiciables à l'ouvrier.

Je comprends encore, dans une certaine mesure, qu'on supprime les économats et qu'on empêche les patrons de fournir aux ouvriers les vêtements, l'épicerie et les boissons. Cependant, — vous voudrez bien le remarquer, — cette concession est déjà grave, car souvent le patron fait venir, l'hiver, du charbon pour son usine et le cède à ses ouvriers au prix de revient. Ne pouvant plus retenir pour ce charbon aucune somme sur le salaire, il ne fera plus bénéficier l'ouvrier de cette réduction de prix. Cette disposition va peut-être, dans bien des cas, à l'encontre des intérêts des travailleurs.

Soit! D'après votre texte, le patron ne pourra plus opérer aucune retenue pour les fournitures qu'il fera à l'ouvrier. Vous ne voulez pas que ce dernier puisse acheter trop à crédit, soit entraîné à des dépenses exagérées et absorbe ainsi une grande partie de son salaire.

Mais en est-il de même du logement? C'est sur cette question que je veux présenter quelques observations encore bien plus justifiées depuis le vote de l'amendement de M. Goujon. Vous venez, en effet, de décider que la présente loi serait applicable aux employés. Or, généralement, les employés sont logés.

Au centre. — C'est l'exception.

M. LÉON GUILLEMIN. — Je citerai les employés du Bon Marché, du Louvre, et d'un grand nombre d'autres établissements.

A droite. — Nous ne légiférons pas pour le Bon Marché et le Louvre!

M. HENRI LANIEL. — Ce ne sont pas là des établissements industriels, mais des maisons de commerce.

M. LÉON GUILLEMIN. — J'ajoute qu'au point de vue des ouvriers, vous portez une grave atteinte à une loi que vous avez votée vous-mêmes, la loi sur les habitations à bon marché. Vous savez que beaucoup d'industriels créent des habitations ouvrières à proximité de l'usine. Ces logements ont un grand avantage pour le travailleur : ils lui permettent d'être tout de suite rendu à son travail le matin, de retourner chez lui pendant la journée pour prendre ses repas et, le soir, de pouvoir prendre aussitôt un repos bien gagné après sa longue journée de travail.

Eh bien! Messieurs, si vous rendez impossible l'imputation du loyer sur le salaire, le patron ne fera plus de pareilles constructions, il ne créera plus de cités ouvrières et il renoncera à fournir aux ouvriers le logement avec jardin à proximité de l'usine.

A l'extrême gauche. — Ce sera la suppression des coronas! — L'ouvrier aime mieux choisir lui-même son logement qu'avoir un logement forcé.

Un membre à droite. — Pour se choisir un logement, il faut qu'il en ait à sa disposition!

M. LE RAPPORTEUR. — C'est dans l'article 4 de la loi sur la saisie-arrêt qu'il faut ajouter le logement, si vous voulez compléter les exceptions comprises dans la loi; mais ce n'est pas dans la loi que nous présentons aujourd'hui! (*Très bien!*)

M. LÉON GUILLEMIN. — Je réponds immédiatement à votre observation, Monsieur le Rapporteur.

L'article 4 de la loi sur les saisies-arrêts est ainsi conçu :

Aucune compensation en espèces ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

- 1° Des outils ou instruments nécessaires au travail;
- 2° Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage;
- 3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

Vous me dites que votre texte ne va pas à l'encontre; pardon! il abroge cet article 4, car il exige que le salaire soit payé intégralement en argent et en aucun cas en nature.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission.* — Du tout! C'est une prétention de votre part.

M. LÉON GUILLEMIN. — Et c'est pour cela que je demande le rétablissement de ces dispositions en y ajoutant le logement.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission.* — Voulez-vous que nous vous donnions satisfaction? Nous acceptons dans votre amendement, si cela peut vous plaire, les mots suivants : « Sans préjudice de l'application de la loi du 12 janvier 1895, dont les dispositions ne sont pas modifiées. » Ainsi, nous serons tous d'accord.

M. LÉON GUILLEMIN. — Je retiens cette première concession de la Commission...

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — Ce n'est pas une concession. Telle a toujours été notre pensée.

M. LÉON GUILLEMIN. — Permettez-moi maintenant de revenir à la seconde partie de mon amendement; elle consiste dans la possibilité pour le patron de retenir le loyer sur le salaire.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — Il y a pour cela une loi particulière; nous n'y dérogeons pas.

M. LÉON GUILLEMIN. — Aujourd'hui, que se produit-il? Le jour où l'ouvrier a un logement, le patron retient sur le salaire le montant du loyer. Demain, d'après votre loi, que se produira-t-il? Il faudra qu'un agent spécial aille de porte en porte demander le loyer; mais si l'ouvrier n'a plus d'argent, s'il a déjà dépensé sa paye, qu'arrivera-t-il?

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — Le patron a les droits que lui assure le Code civil et il y a aussi la loi sur les habitations.

M. LÉON GUILLEMIN. — Il arrivera que l'ouvrier recevra congé non seulement de la maison, mais encore de l'atelier.

Vous m'objectez que mon amendement va rendre le logement obligatoire. C'est, au contraire, vous qui allez créer cette obligation. (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

Je vais vous dire comment. Les patrons vont diminuer les salaires et dire à leurs ouvriers : « Je vous donne le logement en sus. » En réalité, vous comprenez bien, Messieurs, que le patron reprendra le prix du logement sur le salaire. Le salaire étant uniforme pour tout l'atelier, l'ouvrier sera obligé, pour bénéficier du logement gratis, de se loger à la cité. . .

M. POULAIN. — Nous estimons que les patrons sont plus honnêtes que cela!

M. LÉON GUILLEMIN. — . . . tandis qu'aujourd'hui, comme le salaire est séparé du logement, l'ouvrier peut demeurer à son choix chez un particulier ou chez le patron. Quand il se loge chez le patron, celui-ci déduit le loyer sur son salaire, mais s'il loge chez le particulier, l'ouvrier touche son salaire intégral.

Avec votre système de non-imputation, vous aboutirez à faire diminuer le salaire d'autant et à rendre ainsi le logement obligatoire en raison de sa gratuité apparente. Votre loi se retournera donc contre les ouvriers.

Voilà les observations que je devais présenter à la Chambre; j'ajoute qu'elles sont d'autant plus graves que vous venez, Messieurs, d'en étendre la portée en appliquant la loi aux employés, lesquels sont le plus souvent logés. (*Très bien! très bien! sur divers bancs au centre.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Groussier.

M. ARTHUR GROUSSIER. — Messieurs, les questions qui nous sont soumises sont déjà suffisamment compliquées pour que nous ne les compliquions pas encore. (*C'est vrai! très bien!*) Nous nous sommes toujours élevés contre les lois de travail qui s'enchevêtraient les unes dans les autres; or, il y a une loi sur les saisies-arêts qui contient la plupart des paragraphes qu'on nous demande aujourd'hui d'ajouter au texte en discussion, et j'insiste pour qu'on n'inscrive pas dans cette loi les dispositions que contient déjà la loi de 1895 sur les saisies-arêts,

Si notre collègue a le désir que l'on modifie cette loi de 1895, libre à lui de faire une nouvelle proposition !

M. ROZE. — La loi de 1895 est modifiée, mon cher collègue. Elle est au Sénat en ce moment.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — Elle n'est pas modifiée à ce point de vue !

M. ARTHUR GROUSSIÉ. — Comme il est probable que le projet nous reviendra, notre collègue aura la possibilité alors de faire une modification à la loi de 1895. Mais nous demandons en ce moment qu'on s'en tienne à ce qu'indiquait tout à l'heure M. le rapporteur, au principe de cette obligation du paiement des salaires en espèces, et l'interdiction des amendes et de la mise à pied. C'est là la seule question que soulève la loi. Nous demandons qu'on n'en ajoute pas d'autre ; car sans cela toute la législation du travail pourrait être discutée en même temps que le texte présenté, et, au lieu de faire une besogne utile, on n'aura absolument rien fait que reculer l'application de l'excellente mesure qu'on propose en ce moment, et empêché cette satisfaction que réclament les travailleurs. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. LÉON GUILLEMIN. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Guillemin.

M. LÉON GUILLEMIN. — Ce n'est pas moi qui modifie la loi des saisies-arrêts, c'est vous ! (*Mouvements divers.*) Car, d'après la loi sur les saisies-arrêts, avec le consentement de l'ouvrier, les patrons pourraient retenir le logement, tandis qu'avec votre texte, nonobstant toute stipulation contraire, aucune retenue ne peut être opérée. Et quelles sont les sanctions ? il n'y en avait aucune dans la loi sur les saisies-arrêts. Or, vous établissez une double sanction : d'abord la nullité, et ensuite les peines de simple police contre le patron. Enfin vous remettez l'application de cette loi à la surveillance des inspecteurs du travail. Vous voyez donc bien que c'est vous qui modifiez la situation actuelle.

Si vous voulez vous en tenir à la loi sur les saisies-arrêts, laissez alors à l'ouvrier la faculté de consentir que son patron effectue des retenues sur son salaire. Comme dans votre texte, il y a « nonobstant toute stipulation contraire », je suis bien obligé de vous dire : inscrivez au moins le logement comme pouvant faire l'objet de la retenue (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Renou.

M. RENOU. — Messieurs, M. Guillemin vient demander que figure dans la loi la possibilité pour le patron de faire une retenue de salaire pour le logement de l'ouvrier ou de l'employé. Nous devons nous élever contre cette adjonction. Nous savons ce que sont ces logements ! Nous avons assez entendu parler des corons et des grandes usines qui logent de force pour ainsi dire les travailleurs qu'elles occupent. J'ai ici un règlement relatif aux petites maisons qu'on impose aux ouvriers dans le département des Vosges ; s'il fallait que je donne lecture des restrictions qui sont contenues dans ce règlement, vraiment ce serait un scandale.

Le patron déduit lors de la paye le loyer et défenses sont faites aux locataires d'avoir aucun droit pour ainsi dire à eux. C'est à ce point qu'il est dit qu'on encourra des amendes pour certaines particularités. De plus, s'il plait au patron de renvoyer l'ouvrier pour une cause quelconque, immédiatement il est chassé de son logement.

Que fait-on des rapports entre locataires et propriétaires ? Il me semblait qu'il y avait des lois protectrices à cet égard, et cependant l'industriel va avoir le droit de chasser de suite et de traiter en vagabond un ouvrier dès qu'il ne voudra plus qu'il travaille dans sa maison.

M. Jules JALUZOT. — C'est une erreur absolue. Vous ne pouvez pas renvoyer un ouvrier de son logement pour cela.

M. RENOU. — Il y aurait là, à mon sens, une véritable iniquité, et je ne crois pas que la Chambre puisse sanctionner un tel abus : je lui en demande donc de repousser l'amendement de notre collègue, M. Guillemain. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. Jules JALUZOT. — Je demande à dire un mot, de ma place.

Il est absolument erroné qu'un chef d'industrie ou de maison de commerce qui loge des employés puisse les renvoyer du jour au lendemain. Ce sont des locataires ordinaires, et dans aucun cas il n'est possible de ne pas leur donner le temps voulu, le temps ordinaire, comme lorsqu'on a affaire à des locataires. (*Très bien !*)

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — C'est l'application du droit commun.

M. Jules JALUZOT. — Le chef d'industrie est obligé de les prévenir d'avance de son dessein de les renvoyer. Il ne faut pas qu'il y ait le moindre doute à cet égard.

Avec tous mes collègues je viens de voter l'article 1^{er} ; mais permettez-moi de vous dire qu'il contient un membre de phrase qui en détruit singulièrement la force ; ce sont les mots « nonobstant toute stipulation contraire ». Si vous laissez subsister cette facilité donnée aux patrons de tourner la loi, il est évident que cet article 1^{er} ne signifie plus rien.

M. LE PRÉSIDENT. — L'article est voté.

M. Jules JALUZOT. — L'article est, en effet, voté ; mais je tenais à appeler l'attention de mes collègues sur ce point.

M. Arthur GROUSSIER. — Mais M. Jaluzot, nonobstant veut dire « malgré ».

M. LE RAPPORTEUR. — C'est donc exactement le contraire de ce que vous supposiez, M. Jaluzot. Nous sommes d'accord.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — La Commission et le Gouvernement sont d'accord pour demander le rejet de l'amendement de M. Guillemain, mais acceptent qu'à la fin de l'article on ajoute ces mots : « Sans préjudice de l'application de la loi du 12 janvier 1895 dont les dispositions ne sont pas modifiées ».

Un membre à l'extrême gauche. — Pourquoi insérer cette disposition ?

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission*. — Pourquoi ne pas l'insérer ?

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission et le Gouvernement acceptent la première des dispositions additionnelles proposées par M. Guillemain.

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Je demande à présenter une simple observation.

Vous ne pouvez pas, Messieurs, lorsque vous faites une loi, insérer une disposition aux termes de laquelle les autres lois ne sont pas abrogées ; ou bien alors toutes les fois que nous légiférerons il faudra que nous rappelions les lois que nous n'aurons pas l'intention d'abroger. (*Très bien ! très bien !*)

M. ARTHUR GROUSSIÉ. — M. le Président, nous sommes d'accord sur le sens de la délibération qui a été prise. Tous nos collègues savent bien que notre loi n'abroge pas celle du 12 janvier 1895. Pourquoi dès lors ajouter une phrase qui est inutile ? (*C'est vrai ! très bien !*) Nous sommes tous d'accord sur l'esprit de la loi, restons-en là. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Guillemin, insistez-vous pour que la Chambre statue sur votre proposition ?

M. LÉON GUILLEMIN. — Je retire la première partie de mon amendement puisque l'idée en est admise par la Commission, mais je maintiens la seconde partie.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Guillemin maintient la seconde partie de la disposition additionnelle qu'il propose.

J'en donne de nouveau lecture :

Toutefois, les patrons peuvent fournir aux ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires :

- 1° Le logement ;
- 2° Les outils ou instruments nécessaires au travail ;
- 3° Les matières ou les matériaux dont les ouvriers ont la charge d'après l'usage ;
- 4° Les sommes nécessaires à l'acquisition des objets mentionnés aux deux paragraphes précédents.

M. LE RAPPEUR. — Quoique nous puissions considérer qu'il y ait peut-être utilité à admettre cette exception du logement, nous avons dit et nous répétons que dans la loi actuelle cette exception ne peut pas trouver sa place.

M. PAUL DELOMBRE, *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes*. — C'est une adjonction qui peut être utile, mais elle n'est pas à sa place ici.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la deuxième partie de la disposition additionnelle de M. Guillemin.

(Cette partie de la disposition additionnelle, mise aux voix, n'est pas adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — ART. 2.

Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle, à moins de conventions écrites contraires.

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage seront fixées de gré à gré par les intéressés.

M. PLICHON. — Je demande à dire un mot, de ma place.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Plichon.

M. PLICHON. — Je demande à la Commission si dans l'article 2 tel qu'il est rédigé on n'introduit pas, comme dans l'article 1^{er}, les mots « et employés ».

Nous avons adopté l'amendement de MM. Goujon et Bouctot à l'article 1^{er} ; je voudrais qu'il fût bien spécifié dans l'article 2 si on ajoute ou non le mot « employés ».

M. LE RAPPORTEUR. — Non, pas dans l'article 2.

M. Julien GOUJON. — Les appointements des employés sont souvent mensuels ou annuels ; on les paye tous les mois.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole sur l'article 2 ? . . .

Je le mets aux voix.

(L'article 2, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — ART. 3.

Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux et non dans des débits de boisson ou dans des magasins de vente au détail.

Il y a sur cet article deux amendements, l'un de M. Renou, l'autre de M. Lemire. L'amendement de M. Renou est ainsi conçu :

Rédiger ainsi cet article : Les paiements ne peuvent être faits dans des débits de boisson ou dans des magasins de vente au détail.

L'amendement de M. Lemire est ainsi conçu :

Les paiements de salaires ne pourront être faits dans les débits de boisson ni dans les magasins de vente.

La parole est à M. Renou.

M. RENOU. — Messieurs, mon amendement a simplement pour but de préciser le texte qui vous est soumis. La Commission, qui a accepté le texte du Sénat, ne vise dans l'article 3 que les usines. Il est bien évident que l'article s'appliquera non seulement aux ouvriers travaillant dans les usines, mais encore à ceux qui travaillent dans les manufactures, ateliers et chantiers. Il aurait donc fallu faire une énumération des différents endroits où seront occupés les ouvriers.

Pour éviter cette énumération, je propose un texte qui se borne à interdire les paiements dans les débits de boissons et dans les magasins de commerce au détail. C'est la rédaction exacte du Sénat et de la Commission moins l'obligation de faire le paiement dans l'usine, car alors vous seriez obligés d'ajouter : « . . . ou dans les manufactures, magasins, bureaux, dépendances, etc. ». C'est une simplification.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. — Le texte de M. Renou ne diffère pour ainsi dire pas du mien. Nous proposons, M. Renou et moi, que les paiements des salaires ne puissent avoir lieu dans les débits de boissons ou dans les magasins de vente. Nous demandons à la Commission de s'en tenir à ce texte de prohibition et de ne pas aller plus loin en obligeant le manufacturier à faire le paiement dans un local déterminé, dans son usine ou dans l'un de ses bureaux. En d'autres termes, je demande à la Commission de se borner à préciser ce que l'on ne peut pas faire, et de ne pas dire ce qui devra être fait. (*Très bien ! très bien !*)

Il serait en effet impossible à la Commission d'embrasser toute la variété des cas qui peuvent se présenter. Tantôt on paye à l'usine, tantôt dans un bureau, dans un atelier, sur un chantier, dans un magasin, dans la maison du patron ou dans celle

de l'ouvrier. Je crois donc que le texte de la Commission est inacceptable et je m'associe complètement aux observations de M. Renou.

Nous avons tous le désir de faire une loi pratique, une loi bienfaisante pour tout le monde, et non une loi tracassière contre qui que ce soit, patron ou bien ouvrier. Et pour cela, il faut se borner à ce qui est essentiel, à ce que, de tous les côtés de la Chambre, on regarde comme nécessaire : l'interdiction de ce qui expose l'ouvrier à des dépenses inutiles et superflues et à une exploitation absolument injustifiée.

D'accord avec M. Renou, qui connaît bien la matière, je demande un texte de prohibition, mais rien de plus. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Marcel Habert.

M. MARCEL HABERT. — Les observations que je demande à présenter aboutissent aux mêmes conclusions que celles de MM. Lemire et Renou : mais elles reposent sur un autre motif, un motif de rédaction. Sans doute le Sénat n'a pas remarqué que le texte qu'il votait était contradictoire. En effet, il a dit : « Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux. »

Voilà qui est net. Mais le Sénat ajoute : « et non dans les débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail. » Sera-t-il donc permis de payer dans une épicerie, une boucherie, dans la rue ou ailleurs ? Ce serait contradictoire avec la première partie de l'article. Le texte doit être modifié. M. Lemire a raison. Il faut dire purement et simplement : « On ne pourra payer ailleurs que dans l'usine ou le bureau » Voilà qui est logique. (*Très bien ! très bien !*)

M. LEMIRE. — Nos deux propositions, M. Marcel Habert, ne sont pas identiques.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission se rend très volontiers aux observations que viennent d'apporter plusieurs de nos collègues, au sujet de la rédaction de l'article 3. Nous ne nous refusons en aucune façon de modifier cet article. (*Très bien ! très bien !*)

La Commission du travail, dans son très grand désir de rester d'accord sur le plus de points possibles avec le Sénat, avait accepté le texte de l'article 3 tel qu'il avait été arrêté au Luxembourg. Nous avons compris qu'il voulait dire simplement qu'il ne sera plus possible de payer les ouvriers dans les débits de boissons ou dans les magasins au détail, soit pour interdire un trafic fréquent, où l'ouvrier ne trouve jamais son compte, soit pour empêcher que l'ouvrier, à l'instant même où il reçoit son salaire ne soit entraîné à en laisser tout ou partie entre les mains du débitant et à rentrer lui-même les poches vides à la maison. (*Très bien ! très bien !*)

Nous acceptons donc la rédaction de M. Lemire, ainsi modifiée :

Les paiements des salaires des ouvriers ne peuvent être faits ni dans les débits de boisson ni dans les magasins de vente au détail.

M. MARCEL HABERT. — Entendez-vous par ces mots les magasins de vente de l'usine ?

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, même ceux de l'usine, quoique dans les usines on ne vende pas habituellement au détail.

Dans tous les cas l'usine a toujours un bureau dans lequel doit se faire le règlement des salaires aux ouvriers.

M. LEMIRE. — Je demande que le paiement ne se fasse dans aucun magasin de vente, pas plus en gros qu'en détail, ou par coopérative.

M. Marcel HABERT. — En excluant, bien entendu, le magasin de vente des produits de l'usine.

M. LEMIRE. — Bien entendu.

M. Marcel HABERT. — Il faut le dire.

M. BALSAN, *de son banc*. — Je propose une addition à ce texte ; il ne faut pas qu'on puisse faire venir l'ouvrier le dimanche matin pour recevoir son salaire parce que, dans ce cas, on lui fait perdre souvent toute sa matinée de liberté. Je demande donc qu'on ajoute ces mots : « Le salaire sera payé un jour de travail. » (*Très bien ! très bien !*)

M. Jules JALUZOT. — Je prie également M. le Rapporteur de songer aux ouvriers qui travaillent chez eux, souvent très loin de la ville où habituellement ils apportent leur ouvrage, et qu'on a l'habitude de payer chez eux.

M. LEMIRE. — On en a le droit avec la nouvelle rédaction.

M. Jules JALUZOT. — M. Aynard pourra nous dire par exemple, qu'aux environs de Lyon un grand nombre de canuts travaillent chez eux. Ces hommes sont payés à domicile par les employés des fabricants qui vont reconnaître l'ouvrage dans le courant de la semaine. On évite ainsi le déplacement des ouvriers. Je demande donc que la Commission du travail veuille bien arrêter un texte qui permette de les payer à domicile.

M. Marcel HABERT. — On pourrait renvoyer l'article à la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — Je veux répondre un mot à notre collègue, M. Jaluzot.

Le nouveau texte que nous venons de proposer à la Chambre ne dit pas dans quel endroit il faudra payer l'ouvrier. Il dit simplement dans quel endroit il sera défendu de le payer. M. Jaluzot reçoit donc satisfaction. Il restera absolument licite de payer les ouvriers chez eux. Il serait souhaitable même qu'il pût en être ainsi partout. (*Très bien ! très bien !*)

M. BALSAN. — La Commission accepte-t-elle l'addition que j'ai eu l'honneur de présenter et qui peut se résumer en deux mots :

Le paiement sera fait un jour de travail.

M. LE RAPPORTEUR. — Je crois répondre au sentiment de la Commission, bien que je ne l'aie pas consultée sur ce point, en déclarant que nous acceptons cet amendement.

M. Charles FERRY. — M. le Rapporteur, je vous demande la permission de vous poser aussi une question.

Entendez-vous appliquer cet article aux ouvriers seulement ou aux ouvriers et employés ? La question a de l'intérêt, car vous savez combien le commerce des limonadiers est considérable à Paris. Où payerait-on les employés des limonadiers, si l'on ne pouvait les payer dans les débits de boissons ? (*Mouvements divers.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Lorsqu'un ouvrier travaille dans un débit de boissons ou dans un magasin de vente, il est évident que la prescription de la loi ne peut

pas s'appliquer. Dans ces établissements, le patron a, indépendamment du local où se fait le débit, une pièce, un bureau, dans lequel il peut payer ses ouvriers. Il est clair aussi que ces ouvriers se trouvent dans des conditions particulières. Le patron est chez lui, il paye chez lui.

M. Charles FERRY. — Vous n'avez pas répondu à ma question. L'article 3 s'applique-t-il, oui ou non, aux employés ?

L'article 1^{er} concerne les ouvriers et les employés, l'article 2 ne concerne que les ouvriers. Quant à l'article 3, nous ne savons pas à qui il s'applique.

M. Marcel HABERT. — J'insiste sur le renvoi à la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — Dans notre pensée, l'article 3 s'applique aux ouvriers et aux employés.

M. PLICHON. — Que la Commission me permette de lui faire respectueusement observer que l'article 1^{er} s'applique aux ouvriers et aux employés, l'article 2 ne s'applique pas aux employés, l'article 3 s'appliquera aux ouvriers et aux employés. Ces divers articles présentent donc quelques contradictions entre eux. Il faudrait que la Commission les mit d'accord. Il me semble tout à fait inutile d'appliquer l'article 3 aux employés.

M. LE RAPPORTEUR. — Je ne connais pas beaucoup de lois qui ne présentent dans leurs articles des prescriptions particulières à telle ou telle catégorie de citoyens. C'est ce qui arrive pour la loi en discussion et il n'y a rien là de surprenant.

Je demande à la Chambre de vouloir bien accepter la rédaction de l'article 3 telle qu'elle résulte de l'adoption de l'amendement de M. Lemire et de l'adjonction de notre collègue M. Balsan.

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre est en présence de deux amendements qui remplaceraient le texte de la Commission s'ils étaient adoptés.

Le premier, de M. Renou, est ainsi conçu :

Les paiements des salaires ne peuvent être faits dans des débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail.

Le second, signé de M. Lemire, ne diffère de celui que je viens de lire que par la suppression des mots « au détail ».

M. Lemire pourrait peut-être se rallier à la première partie de l'amendement de M. Renou.

M. LEMIRE. — Nous sommes d'accord jusqu'aux mots « au détail ».

M. Marcel HABERT. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Marcel Habert.

M. Marcel HABERT. — Je prie la Commission de vouloir bien m'expliquer ce qu'elle entend par « magasin de vente ». Applique-t-elle cette expression au magasin de vente du patron lui-même ? (*Exclamations et bruit.*)

M. MASSABUAU. — Le Bon Marché est un magasin de vente.

M. Marcel HABERT. — Ces lois sont très délicates, on les fait presque toujours trop hâtivement, et lorsqu'elles sont votées, on s'aperçoit qu'elles sont détestables.

Il vaut donc mieux consacrer quelques minutes de plus à leur rédaction et étudier de près les textes.

M. Dubief, en parlant des limonadiers disait : « Ils ont un bureau à côté de leur magasin de détail, ils payeront dans ce bureau. »

Et c'est là votre loi !

On pourra payer dans telle pièce de la maison et non pas à côté. Je ne pense pas que ce soit le but que vous poursuivez. Ce que vous voulez c'est que l'on ne paye pas dans un magasin situé hors de l'usine. Mais il est bien entendu que, quand il s'agira d'un magasin de nouveautés, par exemple, on payera dans ce magasin.

Eh bien, il faut vous exprimer clairement. C'est pourquoi je demande le renvoi de l'article à la Commission, afin qu'elle nous apporte un texte clair.

M. DE GRANDMAISON. — Le renvoi s'impose, puisque la Commission elle-même n'est pas d'accord sur les textes qui sont proposés.

Voix nombreuses. — Le renvoi à la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Un certain nombre de nos collègues demandent le renvoi des divers amendements à la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission veut bien accepter le renvoi, mais elle désire que la discussion continue. L'article 3 étant réservé, nous pouvons discuter l'article 4.

M. LE PRÉSIDENT. — Le renvoi est accepté par la Commission, il est de droit. Les divers amendements sont donc renvoyés à la Commission et l'article 3 est réservé.

Nous passons à l'article 4.

M. PUECH. — M. le Président, je désire proposer une addition qui trancherait la difficulté soulevée par l'article 3.

M. LE PRÉSIDENT. — L'article 3 est réservé.

Votre disposition additionnelle sera également renvoyée à la Commission.

M. Georges BERRY. — J'ai déposé un amendement qui a été imprimé et distribué.

M. LE PRÉSIDENT. — Tous les amendements visant l'article 3 sont renvoyés à la Commission.

Sur divers bancs. — A jeudi !

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission demande que la discussion continue ; un certain nombre de nos collègues réclament, au contraire, le renvoi à jeudi.

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Pourquoi ne vouloir rester en séance que quand on discute des interpellations, mais non quand on fait des lois d'affaires qui intéressent les travailleurs ? (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance à la priorité. Insiste-t-on pour le renvoi ? (*Oui ! oui !*)

Je consulte la Chambre.

(Une épreuve à main levée est déclarée douteuse par le bureau.)

Plusieurs membres à l'extrême gauche. — Nous demandons le scrutin !

M. LE PRÉSIDENT. — Le scrutin est de droit quand il est demandé après une épreuve déclarée douteuse par le bureau. Il va y être procédé.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants	503
Majorité absolue	252
Pour l'adoption	95
Contre	408

La Chambre des députés n'a pas adopté.

En conséquence la discussion continue.

.....

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons à l'article 5.

M. BOVIER-LAPIERRE, *président de la Commission.* — Je viens de déposer sur l'article 5 une modification qui m'a été demandée, pour plus de clarté, par M. le garde des sceaux et qui ne change en rien le fond de la loi.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 5, avec la modification mentionnée par M. le Président de la Commission.

Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions des articles 1, 2, 3, 4, paragraphes 1 et 2, de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs.

L'article 463 du Code pénal sera applicable.

Les inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, sont chargés de l'exécution de la présente loi.

Sur cet article, il y a un amendement de M. Renou, qui est ainsi conçu :

Toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera portée devant les tribunaux des conseils de prud'hommes ou, à leur défaut, devant le juge de paix jugeant en dernier ressort.

Les ouvriers ou employés lésés recevront, en outre des retenues illégalement faites sur leurs salaires, une indemnité de comparution, qui ne pourra être moindre de la valeur de deux journées de travail.

(Le reste comme au projet.)

Voix nombreuses. — A jeudi.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission demande le renvoi à jeudi, mais sous réserve que la suite de la discussion de la loi soit mise en tête de l'ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition au renvoi de la suite de la discussion à jeudi ?

Le renvoi est ordonné.

La Commission demande l'inscription de la suite de la discussion en tête de l'ordre du jour de jeudi.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi ordonné.

SEANCE DU 8 DÉCEMBRE 1898.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur le paiement des salaires des ouvriers.

La Chambre s'est arrêtée avant-hier à l'article 5 et, au cours de la séance, elle avait renvoyé à la Commission l'article 3 ainsi que les amendements déposés sur cet article.

La Commission est-elle prête à faire son rapport sur l'article 3, ou désire-t-elle que le débat reprenne sur l'article 5 ?

M. Fernand DUBIEF, *rapporteur*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur de la Commission du travail.

M. Fernand DUBIEF, *rapporteur*. — La Chambre, dans sa dernière séance, a élargi presque jusqu'à le faire éclater le cadre très modeste de la loi que nous vous présentons.

Elle a ajouté, avec l'assentiment de la Commission, dans son article 1^{er} les mots « et employés » après le mot « ouvrier ».

Il en est résulté un certain nombre de répercussions sur les autres articles de la loi, répercussions qui se sont traduites par les observations de quelques-uns de nos collègues et ont provoqué un certain nombre d'amendements. La Commission du travail, réunie hier, les a étudiés avec soin et, après cet examen, donnant satisfaction, en grande partie tout au moins, à ceux de nos collègues qui avaient présenté des objections justifiées et aux amendements qui lui étaient soumis, elle vous propose, à l'heure actuelle, d'adopter le texte suivant, qu'elle a fait sien :

ART. 3. — Les paiements des salaires des ouvriers et des employés seront faits un jour de travail. Ils ne pourront être effectués dans des débits de boissons, magasins de vente ou économats, sauf pour les personnes qui y sont occupées.

C'est ce texte que la Commission du travail soumet à l'approbation de la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Goujon sur le texte qui vient d'être lu par M. le Rapporteur.

M. Julien GOUJON. — La Commission entend-elle dire, en employant le mot « économats », qu'on ne pourra pas matériellement payer le salaire dans les locaux d'un économat ? Entend-elle, au contraire, qu'on ne pourra pas payer les ouvriers avec les marchandises provenant des économats ?

M. LE RAPPEUR. — La Chambre a résolu la question dans l'article 1^{er} de la loi, qui a été voté. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la nouvelle rédaction proposée par la Commission pour l'article 3.

(L'article 3, ainsi rédigé, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à l'article 5 ; en voici le texte :

ART. 5. — Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions des articles 1, 2, 3, 4, paragraphes 1 et 2, de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs.

L'article 463 du code pénal sera applicable.

Les inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, sont chargés de l'exécution de la présente loi.

M. Renou propose, sur cet article, l'amendement suivant :

Toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera portée devant les tribunaux des conseils de prud'hommes ou, à leur défaut, devant le juge de paix jugeant en dernier ressort.

Les ouvriers ou employés lésés recevront, en outre des retenues illégalement faites sur leurs salaires, une indemnité de comparution qui ne pourra être moindre à la valeur de deux journées de travail.

Le reste comme au projet.

La parole est à M. Renou.

M. RENOU. — Messieurs, vous pensez bien que je ne vais pas, étant un des défenseurs acharnés de la loi, essayer de la retarder le moins du monde. Si donc je présente des amendements, c'est pour que cette loi devienne applicable et absolument raisonnable. Il s'agit assurément de différends qui peuvent survenir entre patrons et ouvriers sur l'observation d'une discipline qui est plus ou moins consentie, en tout cas de règlements que la loi va certainement modifier.

Il apparaît tout de suite que le travailleur qu'on veut protéger le sera dans le texte, mais que dans l'application il pourrait bien ne pas l'être. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*) Je m'explique : la très bonne volonté de la Chambre me met tout à fait à l'aise pour le faire.

En votant l'article 4, la Chambre a montré toute sa volonté d'arriver à supprimer les amendes. Mais vous êtes bien convaincus que quand un ouvrier aura été frappé d'une amende soit par un patron, soit par un contremaître, — d'ailleurs ce sont les contremaîtres qui, presque toujours, infligent les amendes, — pour se faire rendre justice, cet ouvrier sera obligé de se placer en face de son patron, de s'adresser aux tribunaux, de quitter la maison pour aller demander justice, pour se faire restituer le montant de cette amende qu'on aura prélevé sur son salaire ; il devra perdre son temps, il perdra une journée à la justice de paix, une autre au tribunal où certainement le patron fera ce qu'ils font presque tous quand ils sont appelés devant les conseils de prud'hommes : il fera défaut, de sorte que l'ouvrier ira en appel et qu'il y aura des frais successifs.

Il y a là un atermoiement très préjudiciable aux intérêts des ouvriers.

Nous pensons que les conseils de prud'hommes doivent être seuls chargés d'appliquer les pénalités nécessaires à l'exécution de la loi.

On pourrait me dire — et je veux aller au-devant de tous les arguments que pourra m'opposer M. le Rapporteur, — puisqu'il s'agit de pénalités : les conseils de prud'hommes ne peuvent en connaître ; ils sont créés pour régler les différends entre patrons et ouvriers, et n'ont pas à s'occuper des peines qui peuvent être appliquées.

Il existe un texte qui prouverait le contraire. Le décret du 3 août 1810 dit en effet que le conseil de prud'hommes peut appliquer une pénalité, qui va jusqu'à trois jours de prison, contre les apprentis qui viendraient à manquer aux égards qu'ils doivent à leurs maîtres.

Or, si les conseils de prud'hommes ont ce pouvoir de frapper les apprentis, ils

doivent avoir également le droit de frapper les patrons ou les contremaîtres qui font en sorte que la loi ne soit pas respectée. Nous venons vous demander non pas une pénalité contre le patron, mais une garantie en faveur des ouvriers.

Il faut que l'on sache que l'ouvrier est protégé par la loi et qu'il peut s'en recommander. S'il s'adresse au conseil de prud'hommes quand une amende a été prononcée contre lui ou qu'une partie quelconque de son salaire lui aura été retenue, il se heurtera à une procédure qui demandera un temps très long et nécessitera des frais tels qu'il ne pourra jamais obtenir justice.

Il faut bien compter avec la mauvaise volonté patronale. Quand il plaira à un patron ou à un contremaître d'infliger une amende en menaçant l'ouvrier de renvoi s'il proteste, je me demande où vous trouverez dans la loi une sanction à cette iniquité. Hier encore, un ouvrier me racontait que son patron, après lui avoir infligé une amende, avait ajouté cet avertissement : « Si vous n'acceptez pas, c'est le renvoi immédiat ».

Si la loi que nous discutons était en vigueur, veuillez me dire à quelle sanction serait soumis ce patron ? La loi ne prévoit pas ce cas. L'ouvrier est obligé de subir l'amende sans récriminer s'il ne veut pas que la porte de l'atelier lui soit à jamais fermée. Cependant la loi que vous allez voter doit être respectée non seulement dans sa lettre, mais dans son esprit. Je suis heureux que la Commission ait bien voulu faire intervenir les inspecteurs du travail pour en assurer l'exécution. Mais je crains que les tribunaux auxquels elle donne mission d'appliquer les sanctions ne nous offrent pas de garanties suffisantes.

A la dernière séance, M. Balsan rappelait qu'il avait fait partie d'une Commission dans laquelle M. Saint-Romme, rapporteur, avait développé la pensée de la Commission en ce qui concerne cette loi. Le projet élaboré par cette Commission prononçait contre les patrons des amendes supérieures à celles que la Commission actuelle nous propose. L'amende n'était pas moindre de 16 francs. Or, le Code pénal est formel : une amende de 16 francs implique la comparution devant les tribunaux correctionnels.

Nous n'allons pas jusque-là. Je ne voudrais pas, alors que je réclame la suppression des amendes infligées aux ouvriers, mettre les patrons sous le coup de ces pénalités ; c'est pourquoi, encore, je voudrais que cette loi pût recevoir une sanction devant les conseils de prud'hommes, parce que notre démocratie devrait tendre de plus en plus à ce que les citoyens choisissent eux-mêmes leurs juges. Les conseils de prud'hommes sont composés mi-partie de patrons, mi-partie d'ouvriers. Si l'on veut arriver à la conciliation, il me semble que voilà un terrain tout trouvé. Il ne peut y avoir de parti pris dans un tribunal où justement les deux parties sont mises en présence. Qui donc oserait prétendre que les tribunaux de prud'hommes pourront donner raison à qui a tort, puisqu'ils sont divisés en deux parties égales ; forcément, ils se feront réciproquement des concessions pour arriver à la justice.

Eh bien, pour appliquer la loi qui nous occupe, les conseils de prud'hommes me paraissent seuls compétents, ou, à leur défaut, la justice de paix.

Je demande dans mon amendement que l'ouvrier soit indemnisé du temps qu'il aura perdu pour comparaître devant le tribunal. Cette disposition forcerait les patrons à limiter la procédure et permettrait à l'ouvrier d'éviter tous les frais et toutes les dépenses qui s'ensuivent. L'article 5, paragraphe 1^{er}, de la loi renvoie le patron devant le juge de paix siégeant en simple police ; mais le paragraphe 2 ajoute que l'article 463 du Code pénal est applicable. Qu'est-ce que cela veut dire, sinon que l'amende, qui est de 15 francs au maximum, pourra descendre jusqu'à 1 franc ? Alors, la peine sera absolument dérisoire ; une amende de 1 franc sera absolument insignifiante !

Mais si le juge de paix fixe l'amende à 5 francs, que dit alors le Code ? Il dit qu'il

est possible au patron de faire appel de la sentence prononcée contre lui. Or, l'appel c'est l'atermolement, ce sont des frais nouveaux pour l'ouvrier déjà lésé par l'amende qu'on lui a infligée. C'est justement ces atermolements et ces frais qu'il faut éviter. Le tribunal des prud'hommes au contraire juge en dernier ressort.

Il y a eu des sommes indûment prises sur le salaire de l'ouvrier; ces sommes doivent lui être restituées, et il doit y avoir une indemnité pour la personne qui perd son temps justement pour se faire rendre justice.

D'ailleurs, messieurs, l'amende, qu'elle soit de 1 franc ou de 15 francs, rentrera pour si peu dans les caisses des communes, selon la loi, qu'il ne faut pas croire que l'ouvrier en profitera.

Il faut justement éviter, dans la poursuite que l'ouvrier intentera pour l'inexécution de la loi par le patron, que cet ouvrier soit lui-même condamné à de nouveaux frais par le fait seul d'être obligé de poursuivre devant le tribunal de simple police; puisque les jugements que pourront rendre les tribunaux de simple police seront susceptibles d'appel, et que ce sont là des atermolements indéfinis.

Au conseil de prud'hommes, il n'est pas rare de voir des patrons faire appel des jugements qui devraient être rendus en dernier ressort; ils font des demandes reconventionnelles. Qu'un ouvrier réclame 15 à 20 francs de salaires impayés, ou qu'il s'agisse d'une contestation quelconque, le patron oppose une demande reconventionnelle, disant que l'ouvrier, en le poursuivant devant la justice du conseil des prud'hommes, lui occasionne un préjudice de 20 francs ou davantage, de façon à pouvoir reporter devant le tribunal de commerce, composé du seul élément patronal, le jugement qu'il y a à rendre dans la question.

Pour éviter ces abus, nous demandons que le tribunal de prud'hommes soit seul compétent ou, à son défaut, la justice de paix, et cela sans appel. En effet, je le répète, si le juge de paix condamne à 5 francs d'amende le patron, celui-ci s'empressera de faire appel, et l'ouvrier sera obligé de perdre son temps; cela équivaudra pour lui à une amende plus forte. Il devra confier le soin de sa défense soit à un homme d'affaires, soit à un avocat, car il est souvent inapte à se défendre lui-même.

Telles sont les observations que j'avais à présenter. Je pense qu'elles sont assez concluantes pour rallier l'immense majorité de la Chambre. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Rapporteur a la parole.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, l'amendement qui vient d'être développé devant vous par M. Renou tend à faire intervenir, pour la sanction de notre loi, la juridiction des prud'hommes.

M. DESFARGES. — Nous discuterons ce point quand la loi sur les prud'hommes nous sera soumise.

M. LE RAPPORTEUR. — Votre Commission n'a pas cru devoir accepter cet amendement. Je vais vous en donner très rapidement les raisons principales.

D'abord, nous n'avons pas voulu déroger au droit commun. Or, le juge de droit commun en matière de contravention est le juge de paix.

D'autre part, les conseils de prud'hommes ne constituent pas une juridiction répressive; ils sont simplement chargés de régler les différends qui peuvent s'élever entre les patrons et les ouvriers.

Enfin, et c'est la raison qui me paraît décisive, vous avez étendu le bénéfice de la loi « aux employés »; or ceux-ci ne sont pas justiciables des conseils de prud'hommes.

M. Charles GRAS. — Malheureusement !

M. LE RAPPORTEUR. — Malheureusement, si vous voulez; mais vous voyez que, dans l'état actuel de nos lois, il n'est pas possible de donner satisfaction à M. Renou.

Pour ces raisons, très brièvement exposées, je demande à la Chambre de rejeter l'amendement. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Renou.

M. RENOU. — Le dernier argument présenté par M. le Rapporteur ne saurait donner satisfaction à la Chambre. M. Dubief m'objecte que la loi s'étend également aux employés. Mais mon amendement dit que l'on pourra aussi se présenter devant les juges de paix.

M. BOVIER-LAPIERRE. — Mais il n'y a pas de ministère public devant les conseils de prud'hommes.

M. RENOU. — En l'état actuel de la législation, les employés dépendent, en ce qui concerne les litiges, de la juridiction des juges de paix. Quant aux ouvriers, ils pourront en appeler aux conseils des prud'hommes là où cette juridiction existe.

Tel est le sens de mon amendement. M. le Rapporteur a dit que les conseils de prud'hommes ne peuvent pas infliger de pénalités. J'ai cependant rappelé le décret de 1810 qui frappe de trois jours de prison les apprentis.

M. LE RAPPORTEUR. — Ce ne sont pas des pénalités; ce sont des peines disciplinaires qu'ils appliquent, en exécution des contrats.

M. RENOU. — Je ne demande pas que l'on inflige des jours de prison aux contrevenants. La loi que nous faisons n'a pas pour but de donner aux conseils de prud'hommes le pouvoir d'infliger des pénalités.

M. DESFARGES. — Cette question viendra au moment de la discussion de la loi sur les prud'hommes.

M. RENOU. — Je suis surpris qu'un partisan de nos idées m'interrompe.

M. DESFARGES. — Je fais simplement observer que nous discuterons cette question quand viendra la loi sur les prud'hommes.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous faisons, en effet, une loi sur le paiement des salaires et nous ne légiférons pas sur les attributions des conseils de prud'hommes; cette question pourra venir en son temps, comme le dit très justement notre collègue, M. Desfarges.

La Commission, d'accord avec le Gouvernement, demande le rejet de l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Renou, repoussé par la Commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 5.

(L'article 5, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT :

ART. 6. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission demande qu'on ajoute à cette énumération la colonie de l'Algérie, qui a été omise par suite d'un oubli.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 6, avec l'addition proposée par la Commission :

La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

(L'article 6, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.)

SÉNAT.

RAPPORT

fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le payement des salaires des ouvriers, par M. Maxime LECOMTE, sénateur.

(Annexe au procès-verbal de la séance du 24 décembre 1901) [1].

MESSIEURS,

Dans sa séance du 5 novembre 1892, la Chambre des députés a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi sur les règlements d'atelier.

Cette proposition n'imposait pas au patron l'obligation d'établir un règlement d'atelier et d'y comprendre des dispositions d'une nature déterminée. C'est pour lui une pure faculté. S'il use de cette faculté et règle l'organisation du travail dans l'atelier, la police de cet atelier, les conditions d'admission et de sortie, le payement du salaire, il doit se conformer aux articles 2 à 6 de la proposition. Les articles 2 et 3 traitaient des amendes et des malfaçons ; l'article 4 indiquait à quelles conditions les règlements d'atelier pouvaient être mis en vigueur, les soumettait à l'homologation du conseil des prud'hommes ou du juge de paix ; l'article 5 réglementait

(1) Doc. parl. n° 484.

le délai de prévenance; l'article 6, le mode de paiement des salaires. La juridiction et la sanction pénale faisaient l'objet des derniers articles.

Le Sénat, appelé à délibérer sur cette proposition, a jugé l'article 1^{er} inutile, parce qu'il reconnaît au patron une faculté qui ne lui a jamais été contestée; d'autre part, il n'a pas accepté la nécessité d'une homologation par le conseil des prud'hommes ou le juge de paix du règlement d'atelier établi par le patron. Il n'a pas pensé qu'il fallait ajouter au nouvel article 1780 du code civil des règles déterminant le délai de congé ou de prévenance, ni adopter des dispositions innovant en matière de juridiction. Enfin, il n'a pas cru qu'une sanction pénale était nécessaire. Mais il a cru utile, au contraire, de retenir les dispositions relatives au paiement des salaires, ce qui l'a amené à modifier le titre même de la loi, les articles maintenus ayant trait tous au paiement des salaires des ouvriers. Ces dispositions concernaient le paiement des salaires en espèces, et dans un local qui ne soit ni un débit de boissons, ni un magasin de détail; la périodicité du règlement des salaires (au moins par quinzaine); la réglementation des retenues sur les salaires connues sous le nom d'amendes.

Dans ses séances des 6 et 8 décembre 1898, la Chambre des députés a accepté la disjonction entre les dispositions relatives aux règlements d'ateliers et celles ayant trait au paiement des salaires; elle a accepté avec certaines modifications les trois premiers articles votés par le Sénat; elle a ajouté une sanction pénale et l'application de la loi à l'Algérie et à nos anciennes colonies. Mais elle a préféré, à une forte majorité, au système de la réglementation des amendes, celui de la suppression même, qu'elle avait déjà voté dans l'article 2 de la proposition adoptée le 5 novembre 1892.

Dans un esprit de large conciliation, votre Commission vous propose d'accepter le texte même voté par la Chambre des députés pour tous les articles, sauf pour l'article 4 relatif aux amendes.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE 1^{er}. — Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

ART. 2. — Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle.

Pour le travail aux pièces, les conditions de paiement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage seront fixées de gré à gré par les intéressés et devront prévoir des acomptes à moins de seize jours d'intervalle.

ART. 3. — Les paiements des salaires des ouvriers et employés seront faits un jour de travail. Ils ne pourront être effectués dans des débits de boissons, magasins de vente ou éconômats, sauf pour les personnes qui y sont occupées.

ART. 4. — Dans le cas où un règlement d'atelier, déposé depuis un mois au moins au secrétariat du conseil de prud'hommes, ou, à défaut, au greffe de la justice de paix et affiché dans les ateliers, prévoirait des retenues de salaires, soit sous le nom d'amendes, soit sous une autre dénomination, ces retenues pourront avoir lieu, mais le montant encouru pour une même journée ne pourra excéder le quart du montant du salaire de cette journée.

Le produit de ces retenues ne pourra être employé que directement dans l'intérêt des ouvriers, notamment pour alimenter des caisses des secours et de prévoyance au profit des ouvriers de l'atelier.

La déduction de salaire pour malfaçon ou toute autre cause devant entraîner la répara-

tion d'un préjudice causé au patron ne tombe pas sous l'application des dispositions du présent article, et, s'il y a contestation, elle sera jugée suivant les règles du droit en matière de dommages-intérêts.

ART. 5. — Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux articles 1, 2, 3, 4, paragraphes 1 et 2, de la présente loi sera portée devant le juge paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs.

L'article 463 du code pénal est applicable.

Les inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, sont chargés de l'exécution de la présente loi.

ART. 6. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

RAPPORT

fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers, par M. Maxime LECOMTE, sénateur. — Nouvelle rédaction du texte de la proposition de loi (10 décembre 1908) (1).

PROPOSITION DE LOI.

Nouvelle rédaction.

ARTICLE 1^{er}. — Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

ART. 2. — Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle; ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois.

Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage.

ART. 3. — Le paiement ne peut être effectué un jour où l'ouvrier ou l'employé a droit au repos, soit en vertu de la loi, soit en vertu de la convention. Il ne peut avoir lieu dans les débits de boissons ou magasins de vente, sauf pour les personnes qui y sont occupées.

ART. 4. — Les retenues disciplinaires sur les salaires, soit sous le nom d'amendes, soit sous toute autre dénomination, ne peuvent avoir lieu que si elles sont prévues et déterminées par un règlement d'atelier, déposé depuis un mois au moins au secrétariat du conseil de prud'hommes ou, à défaut, au greffe de la justice de paix, et affiché dans les locaux de travail. Toute modification au règlement doit être déposée et affichée dans les mêmes conditions.

(1) Doc. parl. n° 484 (annexe).

Le montant des amendes pour une même journée ne peut excéder le quart du montant du salaire de cette journée.

Le produit des retenues ne peut être employé que directement dans l'intérêt du personnel de l'entreprise. Il est versé à une institution de secours, de retraite ou de prévoyance dans les conditions prévues au règlement d'atelier ci-dessus visé.

Il est tenu, dans chaque établissement, un ou plusieurs registres où sont inscrits le jour même, ou au plus tard le lendemain, pour chaque amende prononcée, la date, les motifs, le montant, le nom de l'ouvrier ou employe en cause. Le registre est visé chaque quinzaine par le chef d'établissement. Des relevés du registre, mentionnant le montant total des amendes, sont remis, aussitôt après ce visa, au trésorier de l'institution de secours ou de prévoyance pour lui servir de titre de perception.

La déduction de salaire pour malfaçon ou toute autre cause devant entraîner la réparation d'un préjudice causé au patron ne tombe pas sous l'application des dispositions du présent article, et, s'il y a contestation, elle sera jugée suivant les règles du droit appliquées aux différends nés à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage.

ART. 5. — Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la présente loi.

Ils peuvent se faire représenter le registre des amendes.

Les contraventions à la présente loi sont constatées dans les conditions indiquées par l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892.

Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions des articles 1^{er}, 2, 3, 4, § 1^{er} et 2, de la présente loi, sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs.

L'article 463 du Code pénal sera applicable.

ART. 6. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

SÉANCE DU 22 JANVIER 1909.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers.

La Chambre des députés ayant déclaré l'urgence, aux termes du règlement, je dois consulter le Sénat sur l'urgence.

M. Maxime LECOMTE, *rapporteur*. — J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur l'urgence, qui est demandée par la Commission d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition ? . . .

L'urgence est déclarée.

.....

M. Julien GOUJON. — Messieurs, je ne voudrais pas, par des explications purement théoriques, ni par des amendements déposés en dernière heure, retarder la promulgation d'une loi à laquelle je m'associe et que les ouvriers attendent avec une légitime impatience.

Tout à l'heure, M. le rapporteur, dans le rapide exposé qu'il vous faisait de la

question, vous rappelait que l'origine de la loi remontait à 1891, et il suffit de se reporter à cette date pour voir combien les ouvriers ont raison de réclamer la promulgation d'un texte qu'on leur promet souvent et qui est toujours retardé.

J'ai demandé la parole pour poser à M. le rapporteur de la Commission une ou deux questions qui me paraissent absolument indispensables. Je déclare à l'avance que je me contenterai probablement des réponses qui me seront faites et que je ne déposerai, comme je l'ai dit tout à l'heure, aucune espèce d'amendement au texte d'ailleurs très court, qui nous est proposé.

Ce qui m'a frappé tout d'abord, à la lecture du nouveau texte qui nous a été distribué, c'est son intitulé même. Je vois, en effet, que la loi proposée va s'appliquer aux ouvriers et aux employés. A l'origine, elle ne devait s'appliquer qu'aux ouvriers. En 1891, il n'était en effet question que de la protection du salaire des ouvriers; en 1894, pour la première fois, le Sénat a introduit dans son article 1^{er} l'expression « et employés » à côté des mots « des ouvriers ». Or, la question que je pose est celle-ci : de quels employés est-il question dans la loi projetée ? S'agit-il simplement des employés de l'industrie ou le mot « employés » va-t-il s'étendre aux employés du commerce comme à ceux de l'industrie, aux commis des marchands, aux artistes dramatiques, à tous les ouvriers et employés de l'agriculture ?

Je pose la question, messieurs, bien qu'elle puisse paraître oiseuse. Voici pour quoi : en 1891 et en 1894, il est certain que le Parlement, la Chambre comme le Sénat, était favorablement disposé, à l'égard des classes laborieuses. Mais, à ce moment-là, on avait surtout en vue, il ne faut pas l'oublier, le sort des ouvriers de la grande et de la petite industrie; on laissait de côté un peu le commerce et l'agriculture.

On dut bientôt céder à la poussée de solidarité sociale, qui s'étend à toutes les classes de travailleurs et l'on a dû, dès 1898, insérer dans les lois ouvrières, à côté de l'expression « les ouvriers », les mots « les employés ». C'est ainsi que la loi sur les accidents du travail parle, en effet, des ouvriers de l'industrie et des employés. Mais notez bien que les employés dont il est question dans la loi de 1898 ne sont que les employés des établissements indiqués dans l'article 1^{er} lui-même, c'est-à-dire les employés de l'industrie. Il ne s'agit pas des employés de commerce; c'est tellement vrai que, pour rendre applicable la loi aux employés de commerce et, d'une façon générale, aux commis des marchands, il a fallu une loi postérieure, la loi du 12 avril 1906.

Donc, malgré l'expression « les employés » qui était accolée aux mots « les ouvriers » les employés du commerce ne bénéficiaient pas de la loi.

Je demanderai également si les ouvriers ruraux vont être protégés par la loi sur le paiement des salaires qui nous est proposée.

Vous savez qu'en 1898, dans la loi sur les accidents du travail dont il faut nécessairement rapprocher celle que nous discutons, on a laissé de côté les ouvriers agricoles; vous vous souvenez aussi qu'il a fallu une nouvelle loi, celle du 30 juin 1899, pour étendre le bénéfice de la loi de 1898 à certaines catégories d'industries agricoles.

Les ouvriers et employés de l'agriculture pourront-ils, avec le texte que l'on nous propose aujourd'hui, demander la protection dont sont appelés à jouir les autres travailleurs ?

Je crois, messieurs, qu'il y aurait une distinction à faire. Il y a des ouvriers agricoles qui travaillent dans une ferme, qui font, pour ainsi dire, partie de la maison, où ils constituent comme un prolongement de la famille. Pour ceux-là, l'entente cordiale avec l'employeur n'est pas douteuse. La loi nouvelle pour eux ne serait guère profitable, mais elle pourra peut-être s'appliquer avec plus d'à-propos aux

ouvriers et employés des grandes industries agricoles, la distillerie, par exemple, la sucrerie et autres.

C'est sur ce point que je me permettrai d'interroger M. le rapporteur et de solliciter de lui une réponse des plus nettes.

Il y a d'autres catégories de personnes pour lesquelles la loi semble avoir été particulièrement faite. Je veux parler du personnel des théâtres et autres entreprises de spectacles publics.

Ce sont évidemment des travailleurs d'un autre ordre que ceux dont il est généralement question dans nos lois ouvrières. Ce ne sont pas des travailleurs manuels, ce sont des travailleurs intellectuels, qui louent leur art plutôt que leurs muscles, et nos collègues MM. Reymond et Strauss s'apitoyaient avec juste raison sur leur sort, il y a quelques mois, quand le Sénat discutait la loi relative aux prud'hommes.

C'est eux qui sont les plus flagellés par ces mœurs qu'on veut justement modifier par la loi actuelle, qui ont le plus à souffrir de ce paiement irrégulier des salaires et de ces amendes dont je demande également moi-même la suppression.

Il est incontestable que toute cette armée de petits artistes — je ne parle pas des grands chanteurs, des grands comédiens, vous le pensez bien — que tous ces misérables qui vivent autour d'une entreprise de spectacles publics, sont exposés aux plus grandes misères par le fait de certains employeurs.

J'ai dans mon dossier — on me les a communiqués hier — un certain nombre d'engagements qui, véritablement, font reculer d'épouvante quand on les lit. J'y vois, par exemple, que des artistes s'engagent à n'être payés que dix jours après le premier mois de travail; bien plus, non seulement ils prennent cet engagement contraire au principe que le Ministre défendra tout à l'heure, mais, dans le contrat, les employeurs les forcent à venir quinze jours avant l'ouverture de la saison pour répéter; ils ne sont pas payés pendant ces quinze jours et on leur impose encore les quatre premiers jours de l'exploitation, à titre d'essai, sans rétribution.

Aussi, quand le premier mois est expiré, vous voyez quelle peut être la misère noire de ces pauvres gens. On nous dit bien : « Mais on leur donne quelquefois des avances d'un demi-mois. » C'est certain; mais ces avances, vous savez à quoi elles servent : à payer les correspondants, les agents dramatiques, qui perçoivent la commission pour toute la saison, alors même que le choriste, le machiniste ou tel autre petit employé de l'exploitation restera six semaines au plus lié à l'entreprise.

Voilà pourquoi, messieurs, après en avoir avisé le Ministre lui-même, je demande à M. le rapporteur de bien vouloir rassurer tous les pauvres gens auxquels je viens de faire allusion par une déclaration bien nette et bien claire, dont nous nous contenterons, affirmant que la loi sera applicable sans aucune espèce de distinction à tous les employés de commerce, aux commis des marchands et seulement aux employés des grandes industries agricoles et aux artistes dramatiques. Sous le bénéfice de ces observations, je me déclare prêt à voter la loi telle qu'elle nous est présentée. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Le parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, nous sommes presque complètement d'accord avec l'honorable M. Goujon.

Il est certain qu'en 1898, lorsque la Chambre des députés a cru devoir étendre aux employés les dispositions sur la réglementation du paiement des salaires, le mot « employés » a été compris par elle dans le sens le plus large. C'est dans la même pensée que le Sénat votera l'emploi de ce terme « employés ». Il est bien clair que lorsque nous votons les disjonctions d'une proposition sur le paiement des salaires en faveur des ouvriers et employés, il faut prendre le terme « employés » dans son sens le

plus général. Il comprend tous les salariés qui sont appelés employés, qui ont contracté d'après les règles du contrat de louage, et, par conséquent, nous devons donner toute satisfaction aux observations faites par M. Julien Goujon à propos d'une catégorie d'employés particulièrement intéressante, car elle subit trop souvent les abus les plus injustifiables. Nous sommes, sur ce point, en fait et en droit, absolument d'accord avec lui.

Sur des communications qui m'avaient été faites, j'avais pris sur ce point une note que je m'empresse de communiquer au Sénat :

« Le syndicat des artistes dramatiques s'est demandé si le personnel des théâtres et concerts était visé par le terme « employés ». La question n'est pas douteuse, d'autant moins que, d'après les dispositions d'une loi récente, cette catégorie d'employés — trop souvent victimes de déplorables abus — a droit à la juridiction des prud'hommes. »

J'espère que ces considérations et ces explications donneront satisfaction à notre collègue.

M. JULIEN GOUJON. — Je vous en remercie.

M. CHARLES RIOU. — Et les ouvriers agricoles ?

M. LE RAPPORTEUR. — Ils sont compris évidemment dans les salariés.

M. CHARLES RIOU. — C'est entendu.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ? . . .

La discussion générale est close.

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er}.

ART. 1^{er}. — Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT :

ART. 2. — Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle; ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois.

Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage.

M. SÉBLINE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Séblin.

M. SÉBLIN. — Messieurs, en ce qui concerne la disposition de l'article 2 relative aux employés, dont les salaires doivent être payés au moins une fois par mois, j'accepte le principe. Mais M. Julien Goujon a soulevé une difficulté que je voudrais soumettre, à mon tour, au Sénat. Elle ne se rencontre guère dans le département

que j'ai l'honneur de représenter, où les paiements sont faits toutes les quinzaines, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Dans mon pays d'origine, qui est celui également de M. Jean Goujon, en Normandie, il y a une catégorie d'ouvriers qui ne sont pas traités de cette façon. Y a-t-on réfléchi ? Dans cette contrée et dans d'autres, les ouvriers, domestiques et servantes de fermes — pour bien préciser la question — sont engagés à l'année; ils sont nourris dans la maison suivant leurs engagements et leurs salaires ne leur sont payés qu'une fois par an. En réalité, ils contractent un engagement d'une année.

Il est incontestable que, si vous leur appliquez rigoureusement la législation que vous êtes en train de faire, ce genre d'engagement annuel ne sera plus possible : vous serez obligés de payer chaque quinzaine des domestiques et des servantes qui, en fait, ont été engagés à l'année.

Je répète que la question que je soulève intéresse peu mon département. Ce genre d'engagement n'y existe presque pas. Mais on le rencontre dans les pays de petite culture, dans les pays d'herbage; il ne doit même pas intéresser que la Normandie; je serais très étonné qu'il ne se pratiquât pas dans un nombre assez considérable de départements.

Je soulève donc la question, et je viens dire à la Commission : «Avez-vous entendu, par cette disposition, supprimer l'engagement annuel des domestiques, des serviteurs à gages et des servantes ?» En fait, vous le supprimez; car, si vous décidez que, même dans ce cas, les ouvriers seront payés tous les quinze jours, il n'y a plus d'engagement annuel.

M. DANIEL. — Si le louage à l'année est interdit, les agriculteurs de petite et moyenne culture pourront très difficilement se procurer des domestiques sérieux.

M. Eugène LINTILHAC. — Cette suppression est impossible pour nos fermiers ! (*Très bien !*)

M. SÉBLINE. — Votre approbation m'est très précieuse, mes chers collègues : elle montre l'inconvénient de la déclaration de l'urgence et de la suppression de la deuxième délibération pour des discussions pareilles, dans lesquelles la Commission et le Gouvernement ne sont même pas d'accord et où l'on soulève, à chaque instant, des questions très délicates, alors que sur le principe même nous sommes tous d'accord. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

Cependant, il me semble évident qu'il faudrait établir une distinction entre les engagements au mois et à la journée et les engagements à l'année. Allez-vous interdire ces derniers ? Vous les interdisez, en fait, par la loi.

Il y a ici beaucoup de mes collègues représentant des départements de petite culture, qui vous diront qu'il est impossible de prononcer cette interdiction. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

M. DENOIX. — Je demande à poser une question à M. le Rapporteur.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Denoix.

M. DENOIX. — Je représente ici un département où le système ouvrier agricole est à peu près celui que M. Séblin signalait tout à l'heure : les ouvriers y sont loués à l'année, à la journée ou à la semaine.

M. l'amiral DE CUERVILLE. — Cela a également lieu en Bretagne.

M. DENOIX. — Que le salaire soit établi par année, par mois ou par journée, la nourriture fait partie du salaire, ainsi que le logement, et en forçant le patron ou

employeur à payer l'intégralité du salaire en argent, vous portez une atteinte sérieuse à la liberté des uns et des autres et, je dis sans crainte, à l'intérêt des ouvriers comme des patrons.

Les contrats de louage revêtent des types nombreux et variés suivant les pays et les habitudes, et légiférer sur cette matière, c'est s'exposer à heurter bien des coutumes dont on s'accommode parfaitement, au moins dans le monde agricole.

Je ne vois pas davantage le bénéfice qui pourra résulter pour l'ouvrier du paiement à quinzaine, lorsqu'il est aujourd'hui payé à peu près quand il veut. Il faut laisser aux uns et aux autres plus de liberté et ne point entraver par des prescriptions trop étroites des habitudes anciennes et excellentes, encore plus avantageuses pour les ouvriers que pour les patrons. (*Très bien !*)

M. VIVIANI, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. — C'est une autre question.

M. LE RAPPEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPEUR. — Je ne crois pas qu'il y ait lieu de multiplier les difficultés; si on les examine de près, elles semblent devoir disparaître. En effet, notre proposition de loi ne vise que les ouvriers et employés. Par les termes mêmes dont nous nous servons sont exclus les serviteurs attachés à la personne, les domestiques. (*Exclamations sur divers bancs.*)

M. SÉBLINE. — Il ne s'agit pas du tout de cela !

M. LE RAPPEUR. — Il y a une distinction entre l'ouvrier agricole et le domestique de ferme, et, s'il y a des difficultés, elles seront soumises aux tribunaux. (*Protestations sur plusieurs bancs.*) Évidemment, et la jurisprudence s'établira très facilement et rationnellement sur cette distinction.

Il en est de même pour la question qui a été posée par un autre de nos collègues. Il est certain que, lorsque le domestique de ferme ou plutôt l'ouvrier rural, qui est employé dans une ferme ou dans une métairie, y est nourri, la nourriture n'est pas un salaire. C'est une condition de contrat de louage, mais ce n'est pas un salaire. (*Protestations sur divers bancs.*)

Un sénateur à gauche. — La jurisprudence le décide ainsi.

M. LE RAPPEUR. — A un certain point de vue, si vous voulez, mais pas au point de vue du paiement en espèces visé par notre article.

Celui-ci a uniquement pour but d'empêcher que la somme stipulée payable en argent soit payée en jetons, en monnaie conventionnelle ou bien en livraison ou fournitures faites par le patron.

Voilà, Messieurs, ce que veut la loi; la partie du salaire déterminée en argent doit être payée en espèces ayant cours légal. (*Mouvements divers.*)

M. SÉBLINE. — Je demande la permission de répondre à M. le Rapporteur.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Séblin.

M. SÉBLINE. — Je suis obligé, messieurs, de préciser la question que j'ai eu l'honneur de poser au Sénat, parce que M. le Rapporteur ne paraît pas l'avoir bien comprise.

Il nous dit : nous exceptons tous les domestiques attachés à la personne. Je n'ai

pas parlé d'eux du tout. Dans un très grand nombre de fermes, dans la petite agriculture, en général, il y a des domestiques qui ne sont pas attachés à la personne; il y a des serviteurs attachés à la ferme (*approbations sur divers bancs*), qui ont un rôle tout à fait analogue à celui des ouvriers de nos fermes du nord de la France, et qui, au lieu d'être payés à la quinzaine, sont payés à l'année.

Ces serviteurs de ferme, ces domestiques, sont nourris dans la ferme, ce qui constitue une partie de leurs gages; leurs gages proprement dits sont payés en argent, et annuellement. S'il n'est pas introduit d'exceptions, la loi est formelle et elle interdit ce genre d'engagement. Elle exige, en effet, pour tous les ouvriers qu'ils soient payés par quinzaine.

Que devient, dans ces conditions, l'engagement à l'année? Il est annulé chaque mois. Puisque, chaque mois, le patron paye son domestique, son ouvrier, l'ouvrier peut s'en aller le lendemain; l'engagement à l'année ne subsiste donc pas.

En donnant à votre loi une extension si considérable, vous allez à l'encontre d'habitudes très généralisées dans la culture de la France, surtout dans la petite culture.

Ne croyez-vous pas qu'une exception s'impose en raison de la nature même du contrat annuel que je viens de définir?

Ce n'est pas moi qui ai soulevé la question, c'est M. Julien Goujon. Il avait fait une réserve; je me borne à la souligner et à la développer.

Je demande à la Commission quel est le statut qu'elle propose pour les ouvriers agricoles qui sont engagés à l'année. Refusez-vous de laisser à l'avenir engager l'ouvrier agricole à l'année?

M. DENOIX. — Au mois ou à la semaine?

M. SÉBLINE. — Pardon, pour ceux qui sont engagés au mois ou à la semaine, il n'y a pas de difficulté.

Nous acceptons la disposition de loi qui vous est soumise. Elle est d'ailleurs universellement pratiquée dans nos régions.

Ce n'est pas la question que je soulève, il y a des ouvriers agricoles engagés à l'année qui, actuellement, ne sont payés que tous les ans. Allez-vous exiger qu'on les paye tous les quinze jours et, par ce fait, mettre à néant l'engagement qui a été souscrit entre l'ouvrier et le cultivateur?

Voilà la question que je pose.

M. Julien GOUJON. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Goujon.

M. Julien GOUJON. — Je remercie M. Séblin d'avoir commenté avec la chaleur qu'il a apportée dans la discussion la réserve que j'ai faite tout à l'heure. J'avais été effectivement frappé par le danger que l'on faisait courir à toute une catégorie d'ouvriers ruraux, si on les obligeait à passer par les dispositions de la loi très générale sur la protection des salaires.

J'ai dit tout à l'heure que la loi s'expliquait et pouvait s'appliquer aux ouvriers et employés des industries agricoles, et j'ai cité, à titre d'exemple, les grandes distilleries, les sucreries et autres.

M. SÉBLINE. — Il n'y a pas de difficulté.

Un sénateur. — Et la petite culture?

M. Julien GOUJON. — Mais en ce qui concerne la petite culture, j'ai eu soin moi-

même de spécifier que je considérais l'ouvrier et l'employé comme faisant pour ainsi dire partie de la famille, comme étant le prolongement de l'établissement dans lequel ils se trouvaient.

Pourquoi ai-je eu soin d'apporter cette précision dans le débat ? C'est parce qu'en dehors même des dangers qui ont été toût à l'heure signalés par M. Séblin, il en est d'autres que la loi nouvelle fera pour ainsi dire courir aux ouvriers par voie de répercussion. (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

Remarquez, messieurs, que si vous appliquez cette loi sur le paiement des salaires des ouvriers même aux petits cultivateurs, vous appliquerez l'article par lequel les inspecteurs du travail, à tout moment, auront le droit de pénétrer dans la ferme. . . (*Exclamations en sens divers.*) C'est incontestable. Vous allez inquiéter nos populations des campagnes, qui ne comprendront pas la nécessité de telles mesures.

Il est, à la fin de la proposition de loi, une autre disposition qui est terrible, qui peut s'appliquer dans la majeure partie des cas, et sur laquelle M. le Rapporteur a insisté il n'y a qu'un instant : je veux parler de la disposition finale de la loi relative aux sanctions pénales.

En effet, ce n'est pas une sanction civile qui sera appliquée, c'est une sanction pénale. Si donc un de ces fermiers, de ces petits cultivateurs se trouve en retard d'un jour ou deux, on le traduira devant le juge de paix en simple police, au criminel, et il sera condamné. . .

M. Charles RIou. — Avec le cumul.

M. Julien GOUJON. — Avec la récidive, ce sera l'emprisonnement, et le cumul des peines s'appliquera dans les conditions que vous savez.

Il y a plus; c'est que, si vous appliquez cette disposition finale, c'est-à-dire une sanction pénale, une contravention, la bonne foi ne sera même pas une excuse pour ce petit cultivateur, pour ce petit fermier. Je crois qu'il y a là un danger considérable, et je demandais simplement à M. le Rapporteur et à M. le Ministre de faire les réserves que nous avons faites nous-mêmes.

M. LE MINISTRE. — Je n'y suis pas opposé.

M. Jean GOUJON. — Provisoirement, monsieur le Ministre; mais lorsque le temps aura marché, vous pourrez prendre une autre décision.

Je crois que, actuellement, vous ne pouvez pas assimiler l'ouvrier des fermes à l'ouvrier industriel.

Pourquoi cette distinction ? On vous le disait tout à l'heure. Vous voulez protéger les salaires, parce que les ouvriers généralement vivent au dehors et ont besoin de leur petit capital pour acheter leurs instruments de travail, pour se loger et pour se couvrir, tandis que, dans les fermes, ils trouvent la plupart du temps tout cela, et par conséquent ils n'ont pas besoin de mêmes défenses et de la même protection. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. HALGAN. — Il me semble qu'un nouveau texte s'impose. La Commission devrait le proposer.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est plutôt à nos honorables collègues qui demandent une disposition nouvelle à proposer une formule d'amendement, alors nous ne serions pas dans le vide pour discuter.

La Commission veut bien chercher un texte qui donne satisfaction. (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs.*)

M. DENOIX. — Nous demandons le renvoi à la Commission.

M. LE RAPPORTEUR. — Y a-t-il un amendement ?

Plusieurs sénateurs à gauche. — Nous en déposerons.

M. GUILLIER. — J'en dépose un, pour ma part.
Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Guillier.

M. GUILLIER. — Comme sanction aux observations si justes qui viennent d'être présentées par nos deux honorables collègues, MM. Goujon et Séblin, je dépose sur le bureau du Sénat un amendement ainsi conçu : « Les dispositions de la présente loi ne sont point applicables aux ouvriers agricoles. »

M. LE RAPPORTEUR. — C'est précisément la formule que nous voulions adopter !
(*Sourires.*)

M. DENOIX. — J'insiste pour le renvoi à la Commission.

M. TILLAYE. — Mais l'amendement est accepté, en réalité, par la Commission ; il n'y a donc pas besoin de le lui renvoyer. (*Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Si la Commission déclare connaître l'amendement, il pourrait être discuté au fond.

M. LE RAPPORTEUR. — Je prie M. le Président de vouloir bien relire l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici l'amendement déposé par M. Guillier :

Les dispositions de la présente loi ne sont point applicables aux ouvriers agricoles.

M. LE RAPPORTEUR. — Cela nous paraît trop général.

M. DENOIX. — Je demande le renvoi à la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Le règlement m'oblige à soumettre l'amendement à la prise en considération.

Je mets aux voix la prise en considération de l'amendement de M. Guillier. (*Très bien !*)

(L'amendement de M. Guillier est pris en considération.)

M. LE PRÉSIDENT. — En conséquence du vote que le Sénat vient d'émettre, l'amendement est renvoyé à la Commission.

Dans ces conditions, je propose au Sénat de réserver tout l'article 2. (*Adhésion.*)

Je donne lecture de l'article 3.

Le payement ne peut être effectué un jour où l'ouvrier ou l'employé a droit au repos, soit en vertu de la loi, soit en vertu de la convention. Il ne peut avoir lieu dans les débits de boissons ou magasins de vente, sauf pour les personnes qui y sont occupées.

Je mets aux voix cet article.

(L'article 3 est adopté.)

.....

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons, Messieurs, à l'article 5.

M. Charles RIOU. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais d'abord, si vous le voulez bien, lire l'article 5; je vous donnerai ensuite la parole. (*Assentiment.*)

Cet article est ainsi conçu :

ART. 5. — Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la présente loi.

Ils peuvent se faire représenter le registre des amendes.

Les contraventions à la présente loi sont constatées dans les conditions indiquées par l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892.

Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions des articles 1^{er}, 2, 3, 4, § 1^{er} et 2, de la présente loi, sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs.

L'article 463 du code pénal sera applicable.

La parole est à M. Riou.

M. Charles RIOU. — Je demande purement et simplement au Sénat que cet article soit réservé jusqu'à ce qu'ait été résolue la question des ouvriers agricoles.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — Le Gouvernement ne fait pas d'opposition à la demande d'ajournement de la discussion de l'article.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ajournement est-il accepté par la Commission?

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Il en est ainsi décidé.

Je donne lecture de l'article 6.

ART. 6. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — M. le Ministre des Colonies a fait observer à la Commission que cette disposition avait passé rapidement devant la Chambre des députés au mois de décembre 1898 et que son Département n'avait pas été à même de se rendre compte des difficultés d'application. Il l'a examinée depuis et il considère qu'il y aurait de graves inconvénients à appliquer dès maintenant la loi aux colonies anciennes, c'est-à-dire à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion. Je propose au Sénat, au nom de la Commission, de dire simplement : « La présente loi est applicable à l'Algérie. »

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 6, modifié comme le demande la Commission :

La présente loi est applicable à l'Algérie.

Je mets aux voix cet article ainsi modifié.

(L'article 6 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous sommes arrivés à la fin de la loi.

Dès que la Commission aura fait connaître le texte des articles qui lui ont été renvoyés, nous reprendrons la suite de la discussion. (*Très bien ! très bien !*)

SÉANCE DU 9 FÉVRIER 1909.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers.

Nous avons, messieurs, à statuer sur l'article 2, sur les paragraphes 3 et 4 de l'article 4, sur l'article 5, ainsi que sur les amendements présentés par plusieurs de nos collègues et qui ont été renvoyés à la Commission.

Je donne lecture de la nouvelle rédaction de l'article 2 présenté par la Commission :

ART. 2. — Les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés au moins deux fois par mois à seize jours au plus d'intervalle; ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois.

Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage.

Il y avait sur cet article un amendement de M. Guillier qui, je crois, a reçu satisfaction.

La parole est à M. le Rapporteur.

M. Maxime LECOMTE, *rapporteur*. — Je vais vous faire connaître, messieurs, les résolutions prises par votre Commission à la suite de l'examen qu'elle a fait des textes qui lui ont été renvoyés.

M. Charles RIOU. — Il n'y a pas de nouvelle rédaction distribuée ?

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission vient de se réunir pour en arrêter les termes et j'espère que le rapport dont je vais donner lecture vous donnera satisfaction.

Comme en 1894, nous vous proposons de substituer au titre « loi sur les règlements d'atelier », celui de « loi sur le paiement des salaires des ouvriers ». Mais, comme la loi statue à la fois au sujet des ouvriers et des employés, il y a lieu de l'intituler simplement « loi sur le paiement des salaires ».

Dans votre séance du 22 janvier dernier, vous avez voté l'article 1^{er} en vertu duquel la portion des salaires fixée en argent, doit être payée en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal.

Vous avez voté l'article 3 qui interdit d'effectuer le paiement des salaires un jour de repos et dans des débits de boissons ou magasins de vente.

Dans l'article 6 la loi est déclarée applicable à l'Algérie.

L'article 2 concernant la périodicité des paiements, deux paragraphes de l'article 4 concernant l'emploi et le contrôle de l'emploi des amendes, ont été réservés, ainsi que l'article 5 édictant les sanctions pénales.

Nous allons reprendre successivement ces dispositions.

La seule difficulté qui se soit élevée sur l'article 2 a trait à son application aux ouvriers agricoles.

L'honorable M. Séblin a fait observer que le paiement à la quinzaine aurait pour effet d'empêcher d'engager à l'année les ouvriers agricoles.

D'autres observations ont été présentées par nos honorables collègues MM. Denoix et Julien Goujon. Celui-ci a reconnu que la loi devait s'appliquer aux ouvriers et employés des industries agricoles, citant comme exemples les grandes sucreries

et distilleries, mais non à ceux qu'emploie la petite culture, et M. le Ministre du travail et de la prévoyance sociale a paru être de cet avis.

Après un échange d'observations, l'honorable M. Guillier a proposé à l'article 2 un amendement que nous avons trouvé trop général, qui a été pris en considération par le Sénat et portant : « les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux ouvriers agricoles ».

M. Guillier a été entendu par votre commission et a reconnu que les articles 1 et 3 pouvaient s'appliquer sans inconvénient à l'agriculture. Quant à l'article 4, il est inapplicable aux ouvriers et employés agricoles, parce que la première condition de la réglementation des amendes est qu'elles soient prévues dans un règlement d'atelier.

Pour l'article 2, M. Guillier a accepté un texte portant : « les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie », ce qui exclut l'agriculture proprement dite.

C'est cette rédaction que vous propose votre commission.

M. le président en a donné lecture au Sénat.

.....

La Chambre des députés en votant, le 8 décembre 1898, l'article 5 a pensé qu'une sanction civile ne suffisait pas pour assurer la bonne exécution de la loi, et qu'il fallait, comme pour les lois faites antérieurement dans l'intérêt des ouvriers, ajouter une sanction pénale.

Votre commission l'a acceptée, mais vous propose aujourd'hui, afin de laisser un champ plus vaste d'appréciation au juge chargé de la répression, d'édicter, au lieu d'une amende de quinze francs, une amende de cinq à quinze francs. Nous arrivons à conclure que, si le Sénat veut bien compléter ses votes précédents, il aura pour sa part assuré aux ouvriers et employés une bonne législation en matière de paiement des salaires.

Cette réforme, depuis longtemps attendue, nous met au moins sur le même plan à cet égard que les autres nations industrielles. Nous aurons fait une œuvre utile et durable en empêchant de se perpétuer des abus dont on s'était plaint justement et nous aurons une fois de plus montré notre sollicitude pour les travailleurs. (*Très bien ! Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture du texte de l'article 2, tel qu'il est proposé par la commission :

ART. 2. — Les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle; ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois.

Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage.

Nous sommes saisis, messieurs, sur cet article d'un amendement de M. Delahaye, ainsi conçu :

Dans la première phrase, après les mots : « deux fois par mois », ajouter : « le vendredi. »

La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique DELAHAYE. — Messieurs, dans une autre circonstance j'ai déjà eu l'honneur de développer devant vous un amendement à peu près semblable : il s'agissait alors du repos hebdomadaire. Je n'ai pas réussi. Cependant, mes arguments avaient semblé impressionner une partie de l'Assemblée. Je crois que l'occasion est bonne pour reprendre cet amendement. La loi sur le repos hebdomadaire est encore aujourd'hui très imparfaite; elle soulève toujours beaucoup de protestations; ces

protestations, je crois que vous auriez un moyen bien simple de les faire taire toutes d'un seul coup; il consiste à ordonner que l'ouvrier soit payé le vendredi.

Quelles sont les conséquences de cette mesure ?

Elles sont à la fois morales et économiques.

Elles sont morales en ce sens que l'ouvrier français, entraîné au travail, ne quitte jamais la besogne le samedi. Je pourrais citer un certain nombre d'industriels qui ont, par ce moyen, fait disparaître l'ivrognerie de leurs ateliers. On fête la Saint-Lundi, mais jamais la Saint-Samedi.

Ces conséquences sont également économiques en ce sens que la ménagère, recevant le vendredi la paye du chef de famille ou des enfants qui travaillent, s'empresse d'en faire un emploi utile le samedi.

Elles le sont encore en ce sens que des marchés s'institueront volontiers le samedi, suivant la loi de l'offre et de la demande, en vue d'apporter aux ouvriers les denrées de premières nécessité, puisqu'on saura qu'ils ont en mains l'argent nécessaire pour les payer.

C'est ainsi que cela se passe en Angleterre; c'est ce qui se passerait également en France si nous avions la semaine anglaise. Je veux dire, en passant, que cette semaine anglaise, dont on a pris l'habitude de parler depuis quelque temps, n'est autre chose — vous le savez bien, et nous avons eu l'occasion d'en parler à propos du repos hebdomadaire — que la semaine du moyen âge. On se reposait alors toujours, au moins à partir de midi, plus rarement à partir de trois heures, le samedi.

Si nous avions cette semaine anglaise, nous aurions l'usage anglais en vertu duquel on cesse le travail à midi, et qui a amené des marchés à s'instituer l'après-midi du samedi; dans ces conditions, je ne vous demandais pas la paye le vendredi. Mais le meilleur moyen d'acheminer les habitudes industrielles françaises vers la semaine anglaise, c'est la paye du vendredi, parce qu'alors on pourrait y arriver tout naturellement. Moi-même je pratique la semaine anglaise en partie depuis de longues années dans mon usine, et je ne pourrais plus la supprimer. Tous les ouvriers en sont charmés. Cela permet de faire tous les gros travaux de la maison le samedi et d'aller se promener en famille le dimanche.

Mais enfin, là n'est pas le but essentiel de mon amendement : il tend surtout à favoriser chez l'ouvrier un emploi économique de ce salaire, le samedi. (*Très bien ! à droite.*)

Je ne vois pas, messieurs, qu'on puisse élever contre mes arguments aucune objection. Je sais que, lors de ma première intervention, on m'en a fait une qui est un peu vague dans mon souvenir. Je vous l'avouerai bien franchement, c'est tout à fait à l'improviste que je reprends cet amendement, sur l'indication d'un de mes collègues qui s'en souvenait alors que je l'avais moi-même oublié. (*Sourires.*)

Je me rappelle un peu confusément qu'une objection m'avait été faite à propos de certains travaux, de pièces de toile notamment qui ne sont pas toujours terminées le vendredi. Mais je lis dans votre article 2 une certaine disposition qui est la réfutation de la seule objection que j'aie rencontrée lors de la discussion sur le repos hebdomadaire, et qui avait été victorieuse, puisqu'elle avait déterminé le rejet de mon amendement. Vous avez dit, dans l'article 2, que : « Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage. »

Vous avez, messieurs, parfaitement tranché la difficulté; et puisque vous avez réfuté vous-mêmes l'objection qui m'avait été opposée victorieusement, j'espère que

vous n'en souleverez plus aucune et que vous me ferez l'honneur d'accepter mon amendement. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ? . . .

L'amendement est soumis à la prise en considération.

Je consulte le Sénat.

(L'amendement est pris en considération.)

M. LE PRÉSIDENT. — En conséquence, l'amendement est renvoyé à la commission ainsi que l'article 2.

.....

M. LE PRÉSIDENT. —

Nous passons à l'article 5. Il est ainsi conçu :

ART. 5. — Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la présente loi.

Ils peuvent se faire représenter le registre des amendes.

Les contraventions à la présente loi sont constatées dans les conditions indiquées par l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892.

Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions des articles 1, 2, 3, 4, paragraphes 1 et 2, de la présente loi, sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 5 à 15 francs.

L'article 463 du code pénal sera applicable.

.....

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autres observations sur cet article ? . . .

Je le mets aux voix.

(L'article 5, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'avons pas, messieurs, à voter sur l'ensemble du projet de loi, puisque diverses dispositions ont été renvoyées à la commission. (*Assentiment.*)

SÉANCE DU 2 MARS 1909.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers.

Nous avons à examiner l'article 2 et le paragraphe 3 de l'article 4 qui ont été renvoyés à la commission au cours de la séance du 9 février dernier.

Je donne lecture de l'article 2 :

Les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle; ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois.

Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates de paiement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage.

Sur cet article, je rappelle au Sénat qu'il y a un amendement de M. Delahaye qui a été pris en considération.

Il est ainsi conçu :

Dans le premier alinéa :

Après les mots : « Deux fois par mois », ajouter : « le vendredi ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Maxime LECOMTE, *rapporteur*. — Messieurs, après s'être reportée aux observations présentées à cette tribune par notre honorable collègue M. Delahaye, votre commission n'a pas cru pouvoir accepter son amendement. Elle n'a pas cru qu'il fût utile d'édicter une nouvelle règle restrictive de la liberté.

L'obligation de payer le vendredi troublerait, à notre avis, d'une façon très fâcheuse les habitudes du commerce et de l'industrie. Nous croyons même que dans beaucoup d'établissements — on peut dire dans beaucoup de régions — cette mesure serait contraire à ce que recherche M. Delahaye, l'intérêt de l'ouvrier.

Déjà la commission a été saisie de réclamations, parmi lesquelles je n'en citerai qu'une. Le syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de France nous représente « la fixation du vendredi pour le paiement des ouvriers comme contraire aux usages et devant entraîner, par le chômage qui se produira inévitablement le samedi, soit une perte pour l'ouvrier, soit une augmentation de salaires que l'état actuel de l'industrie ne lui permet pas de supporter.

La commission demande au Sénat de ne pas adopter l'amendement.

M. Dominique DELAHAYE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique DELAHAYE. — J'étais loin, messieurs, de m'attendre à l'opposition que la commission fait à l'adoption de mon amendement, alors que le Sénat venait de le prendre en considération; j'étais loin surtout de m'attendre à une opposition appuyée sur des raisons aussi faibles. Vous venez, en effet, d'entendre l'énumération d'une suite d'affirmations absolument dépourvues de preuves :

1° Entrave à la liberté... Quel grand amour de la liberté professe aujourd'hui M. le rapporteur de la commission ! Je suis heureux de l'y voir arriver enfin ; il ne la préconise pas aussi chaudement en toute matière ! Mais enfin, voyons, la liberté, moi aussi j'en suis partisan. Mais je suis surtout partisan de la liberté pour les ouvriers de faire des économies, d'améliorer leur sort, de progresser dans la vie sociale. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Les ouvriers sont des faibles, en pareille matière ; les patrons sont des forts. Eh bien, je ne veux pas que la liberté du patron opprime la liberté des ouvriers. (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs.*)

Qu'est-ce que cela fait donc au patron de payer un jour ou l'autre, puisqu'il faut qu'il paye ? En quoi sa liberté sera-t-elle entravée ? Je le demande. Pour le patron, c'est néant !

Ce n'est pas conforme aux usages ? J'en demeure d'accord. C'est pour faire naître ces usages, messieurs, que j'ai déposé mon amendement ; c'est pour qu'ils se rapprochent d'un usage véritablement digne de l'admiration de l'Europe et du monde entier, l'usage anglais (*Très bien !*) qui donne aux ouvriers l'après-midi du samedi, et qui n'est que la résurrection d'un usage du vieux monde chrétien, d'un usage du moyen âge, qui permet à la famille ouvrière de faire le gros œuvre, le gros travail le samedi afin de pouvoir aller, le dimanche, en famille, là où cette famille ouvrière veut aller.

La portée de cet amendement est de premier ordre, et c'est par des raisons infimes, qui ne sont même pas des raisons, que la commission vient le combattre.

Il serait fâcheux, dites-vous, cet usage, fâcheuse est ma proposition ; c'est un mot, mais vous ne l'avez pas démontré. En quoi serait-il fâcheux ? Il est facile d'aligner des adjectifs, mais cela n'a que la valeur d'un adjectif. C'est vous qui êtes un fâcheux dans la circonstance. (*Hilarité.*)

Nous croyons, dites-vous, que ce serait contraire à l'intérêt de l'ouvrier. Eh bien, quittez cette croyance. Je viens de faire la démonstration que c'est conforme à l'intérêt de l'ouvrier, sans parler du petit commerce qui certainement y trouverait aussi son compte : le bon sens l'indique. Est-il indifférent, messieurs, que les ménagères, les femmes de nos ouvriers reçoivent leurs salaires le vendredi soir ou le samedi soir, ou même le dimanche, comme c'est souvent l'usage ? Mais non, ce n'est pas indifférent, messieurs. Dans beaucoup de pays, il y a des marchés le samedi, même le samedi matin.

Un sénateur à droite. — C'est vrai.

M. Dominique DELAHAYE. — Les ménagères auront ainsi de l'argent qu'elles pourront employer utilement le samedi matin, pendant toute la journée du samedi et même le soir. Là où il n'y a pas de marché, il se passera ce qui se passe en Angleterre : il s'en instituera en vertu de cette loi de l'offre et de la demande qui veut que les produits aillent là où il y a de l'argent disponible. Mon amendement a donc une portée considérable.

M. l'amiral de CUVERVILLE. — Sociale.

M. Dominique DELAHAYE. — Sociale évidemment. Je sais bien que quelques ouvriers aiment bien boire un coup, mais pas tous ; nos ouvriers de France ne sont pas tous des ivrognes ; et d'ailleurs, ceux-là mêmes qui auraient une propension à dépenser une partie de leur paye en boisson dépenseront certainement moins si déjà la femme en a employé une grande partie à l'achat d'aliments ou de vêtements. C'est une mesure préventive contre l'ivrognerie que je propose.

M. l'amiral de CUVERVILLE. — Ils le dépenseront le lundi.

M. Dominique DELAHAYE. — Le lundi ou le dimanche, mais, si l'on emploie l'argent le samedi, on en aura fait un excellent usage, le plus utile et le plus conforme à l'intérêt de la famille ouvrière. (*Très bien ! à droite.*)

M. l'amiral de CUVERVILLE. — C'est un excellent exemple.

M. Julien GOUJON. — Surtout aujourd'hui que la femme est autorisée à toucher son salaire.

M. Dominique DELAHAYE. — Vous venez à mon aide, mon cher collègue, et je vous en remercie. Venez tous à mon appui, messieurs, pour que le Sénat vote ma proposition. Aussi bien, je crois que le silence de M. le ministre du travail m'est sympathique. J'espère même avoir tout à l'heure — cela va me changer — l'assentiment du Gouvernement et que nous allons assagir la commission et triompher d'elle.

Les chaudronniers ont une opinion contraire, vient-on de me dire. Les chaudronniers ont un travail dur, très rude ; ils peuvent boire pour se soutenir, mais ce ne sont pas des boit-sans-soif ; ils sont comme les autres. Quand ils seront payés le vendredi, leurs femmes feront un utile emploi de leur salaire le samedi. Je ne crois pas que l'unique avis des chaudronniers, qu'on m'oppose, puisse prévaloir contre

une mesure dont profiteront tous les ouvriers de France (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

M. SCULFORT. — Messieurs, je demande la permission de venir à la rescousse de la commission qui n'a peut-être pas besoin de mon concours.

J'avoue que je n'ai pas été très touché par les raisons déterminantes de l'honorable M. Delahaye qui voudrait voir s'implanter chez nous le système de la semaine anglaise. Cette semaine anglaise est excellente, à condition de se terminer par le dimanche anglais : or, nos mœurs n'ont pas encore évolué dans ce sens.

Voyez donc la différence du dimanche anglais et du dimanche français. Chez nos voisins, le dimanche est un jour de repos, de prêche, de recueillement et d'ennui. L'ouvrier, dès lors, est, le lundi, parfaitement apte à la besogne : il y apporte une énergie toute fraîche.

Au contraire, que se passe-t-il en France ?

Notre dimanche est bien un jour de repos, mais c'est aussi un jour de fête. L'activité est déplacée, mais souvent elle n'est pas moins grande dans le divertissement que dans le travail, et, par suite, le lundi, l'ouvrier est mal en train et produit peu, ou bien même il déserte l'atelier.

Vous ne pouvez pas inaugurer, avec le samedi, le dimanche et le lundi, trois jours de repos consécutifs qui seraient incompatibles avec la bonne tenue de la famille et le maintien de ses moyens d'existence.

Le fin de la semaine est précisément le temps de grand entraînement et il est intéressant, quand on a la pratique de l'industrie, de voir comment, avec un même personnel, avec les mêmes machines, le rendement varie suivant que l'entraînement de l'ouvrier est en voie d'acquisition ou qu'il est acquis. Par exemple, dans les industries modernes qui empruntent leur force motrice à l'énergie électrique, soit par le moyen d'une station centrale à l'extérieur de l'usine, soit par le moyen d'une station installée dans l'usine même, la variation se marque mathématiquement à l'ampèremètre. Vous voyez là, enregistrée par des chiffres, la quantité de force dépensée dans l'atelier, et, par suite, la quantité de travail fournie par les ouvriers.

Le travail tend ainsi à aller d'un mouvement ascendant depuis le commencement de la semaine jusqu'à la fin. Et lorsque cette fin de semaine coïncidera avec le jour de paye, on constatera encore un redoublement d'énergie, parce que l'ouvrier a voulu forcer son mois,

Dans une mesure normale, cela est utile à l'ouvrier pour avoir de bons salaires, et à l'usine pour obtenir du rendement. Mais cette raison, qui vaut pour la paye du vendredi, vaudra quelquefois encore plus, suivant les cas, pour la paye du samedi, parce que le lendemain de paye est un jour critique ; il y aura quelquefois intérêt à la faire coïncider avec le jour du repos hebdomadaire.

M. Dominique DELAHAYE. — Je demande la parole.

M. TOURON. — Je l'ai déjà demandée.

M. SCULFORT. — Messieurs, vous ne voulez pas, je pense, faire de l'autorité pour faire de l'autorité, vous ne voulez pas réglementer par plaisir.

Je ne suis pas de ceux qui pensent que le patron est maître chez lui comme le charbonnier ; j'estime que l'usine est un lieu public, et ce lieu public peut être réglementé à la condition que les règlements soient pratiques et qu'ils répondent bien au but à remplir. (*Marques d'approbation sur un grand nombre de bancs.*)

Il ne faut pourtant pas abuser de la réglementation. Vous prescrivez la paye le vendredi ; et à quelle heure, s'il vous plaît ? Pourquoi n'allez-vous pas jusque-là ?

Il y a peut-être une heure meilleure que l'autre ! (*Rires approbatifs.*)

Ainsi donc, nous avons bien fait d'établir que l'ouvrier a besoin d'avoir son salaire deux fois par mois afin de pouvoir régler ses comptes, et de ne pas faire de dettes chez ses fournisseurs, mais il n'est pas utile de déterminer le jour précis, ni l'heure précise à laquelle les paiements se feront. (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs.*)

Je dirai même, messieurs, que vous iriez absolument à l'encontre du but que vous poursuivez si vous imposiez les règlements à un jour fixe de la semaine.

Il n'y a pas de fêtes en France que le dimanche. Dans tous les corps de métier, dans toutes les corporations, il y a certaines fêtes patronales, telles que la Saint-Eloi pour les métallurgistes, la Sainte-Barbe pour les mineurs, la Saint-Louis pour les fileurs, qui sont des occasions de se divertir. Quelle que soit la couleur de l'ouvrier, quelle que soit son opinion, il fête ces saints traditionnels et sa famille participe à la réjouissance. C'est la veille, pour que la ménagère puisse dépenser sans recourir au crédit, que le paiement ou l'acompte mensuel sera le mieux placé.

Ces fêtes tombent à des quantités du mois invariables ; ce sera, par exemple, le 1^{er} décembre, et le 1^{er} décembre n'est pas toujours un vendredi ! Voyons, messieurs, il ne s'agit pas, en ce moment, de donner une consultation au patron ; il s'agit de lui fixer des règles avec des astreintes pénales s'il les enfreint. Il ne faut pas l'envoyer devant un tribunal parce qu'il n'aura pas manqué aux habitudes traditionnelles de ses ouvriers et parce qu'il aura consulté leurs convenances.

M. Dominique DELAHAYE. — Et les avances prévues dans la loi !

M. SCULFORT. — Vous avez une avance par mois et vous avez un jour de paye ; cela fait deux jours de paye.

M. Dominique DELAHAYE. — Vous êtes un patron patronnant. (*Protestations à gauche.*)

M. SCULFORT. — Permettez-lui donc de déterminer, d'accord avec le personnel, le jour où la paye convient le mieux à tout le monde.

Ce n'est pas le cas de vous défier du chef d'entreprise qui n'a point en ceci d'intérêt divergent de celui de son personnel et qui ne doit avoir en vue que d'être accommodant. Qu'il ne lui soit pas interdit de l'être sous peine d'amende.

Voilà donc ce que je demande : réglementez sur les points où cela est nécessaire, pour sauvegarder les intérêts bien entendus des ouvriers ; ne réglementez pas lorsque la réglementation, inutile, serait seulement vexatoire. Et, en un mot, que nous soyons patrons ou que nous soyons ouvriers, autant que possible laissez-nous tranquilles. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Touron.

M. TOURON. — Je cède mon tour de parole à M. Delahaye.

M. Dominique DELAHAYE. — Mon cher collègue, vous avez demandé la parole avant moi, parlez d'abord ; on me verra moins souvent à la tribune, cela me fera plaisir et à vous aussi. (*Sourires..*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Touron.

M. TOURON. — Messieurs, je ne m'étendrai pas, comme vient de le faire si brillamment notre honorable collègue M. Sculfort, sur la question de la semaine anglaise. M. Sculfort vous a donné les raisons, selon moi péremptoires, pour lesquelles il ne peut pas être question avant longtemps, de la semaine anglaise en France.

Mais je me permettrai cependant de demander à M. Delahaye, pour le cas où par impossible la semaine anglaise viendrait à être instituée en France, si c'est bien le vendredi qu'il conviendrait de choisir comme jour de paye. Vous avez avancé, mon cher collègue, que tous ceux qui font la semaine anglaise — et les Anglais les premiers — payent le vendredi parce que, sans paye le vendredi il n'y a pas de semaine anglaise. Eh bien, permettez-moi de préciser ma question qui vous paraîtra peut-être indiscrette ; comment se fait-il que vous payez le samedi alors que vous faites la semaine anglaise ?

M. Dominique DELAHAYE. — Voulez-vous, mon cher collègue, me permettre de vous répondre immédiatement ?

M. TOURON. — Oui, puisque je vous ai posé la question.

M. Dominique DELAHAYE. — Votre question n'est pas embarrassante et votre casuistique est facile à résoudre.

Dans le cas de la semaine anglaise, l'ouvrier ayant à sa disposition une demi-journée et tout le pays sachant que, pendant cette demi-journée du samedi, les marchés s'instituent, il n'y aura aucun inconvénient à payer l'ouvrier dans la matinée du samedi, puisque, à peine a-t-il reçu l'argent qu'il le remet à sa femme qui va l'employer aussitôt. Autrement, vous ne donnez pas à l'ouvrier la liberté de faire ses achats le samedi, puisqu'il ne sort de l'usine qu'à la tombée de la nuit.

Il est donc de toute nécessité, pour que la ménagère puisse faire ses achats dans la matinée du samedi ou l'après-midi, ou même le soir, suivant les localités et les commodités que lui offrent les marchés et pour que la liberté de l'ouvrier soit assurée, que sa paye lui soit remise dès le vendredi soir.

M. TOURON. — Je ne crois pas que M. Delahaye ait répondu d'une façon bien précise à ma question, et j'avoue n'avoir pas très bien saisi son argumentation.

M. Dominique DELAHAYE. — Je ne me suis peut être pas exprimé assez clairement ; s'il en est ainsi, je recommencerai.

M. TOURON. — ... mais je réfute d'un mot son argument principal. Je crois qu'il existe bien peu d'usines dans lesquelles l'ouvrier ne rentre pas chez lui le samedi entre midi et deux heures pour y prendre son repas.

M. Dominique DELAHAYE. — La plupart du temps, l'ouvrier a une heure ou deux pour manger, mais il n'est pas libre le samedi après-midi.

M. TOURON. — En tout cas, votre raisonnement ne prouve pas que, même si l'on veut instituer en France la semaine anglaise, il faudra rendre la paye obligatoire le vendredi. Mais je passe.

Messieurs, j'ai bien d'autres raisons à opposer à M. Delahaye, raisons d'ordre purement pratique. Je citerai quelques cas particuliers ; je pourrais en citer d'innombrables, mais je tiens à être bref.

Prenons, par exemple, quelques industries textiles — celles que M. Delahaye connaît bien, puisqu'il appartient lui-même à une industrie textile. Dans celles où l'on tisse des étoffes de mode, l'habitude est de payer à la pièce ; je dis à la pièce et non pas aux pièces.

M. DELAHAYE. — J'ai déjà réfuté cet argument.

M. TOURON. — Tous les jours on paye des ouvriers qui ont terminé leur pièce. Pourquoi ? Parce que, dans les industries qui fabriquent des articles de mode, la livraison immédiate s'impose : il faut livrer la pièce dès qu'elle est terminée. Et si

vous obligiez l'industriel qui tisse des étoffes de mode à attendre le vendredi qui suit la terminaison de l'ouvrage pour payer l'ouvrier, vous l'obligeriez *ipso facto* à conserver les pièces pour le cas où une contestation s'élèverait sur le règlement du salaire.

La proposition de M. Delahaye, si elle était adoptée, constituerait une gêne pour les ouvriers aussi bien que pour les industriels.

D'autre part, voulez-vous empêcher des ouvriers d'être payés tous les jours? Il y a avantage, au contraire, à les payer le plus souvent possible, car, plus la somme que l'ouvrier touche en une fois est modique, moins il est tenté d'en dépenser une partie pour des usages qui n'ont rien à voir avec les besoins de la famille. (*Très bien! Très bien! sur un grand nombre de bancs.*)

N'apparaît-il pas, Messieurs, que pour des cas semblables nous ne devons pas, comme le disait M. Sculfort, imposer une réglementation véritablement abusive? Mais les exemples abondent dans les industries textiles; par exemple, chaque fois qu'il s'agit des travaux à la main faits dans les campagnes. C'est le cas de la broderie et du tissage à bras dans le Cambrésis, à Lyon, à Tarare.

Dans ces industries, les ouvriers de la campagne rapportent leur ouvrage deux fois par semaine, le mercredi et le samedi, au fabricant qui leur a confié la matière à tisser. Immédiatement on règle leur salaire.

Le mercredi et le samedi sont généralement jours de marché, Monsieur Delahaye, et, à cet égard, on entre dans vos vues. Pourquoi voulez-vous obliger ces ouvriers de la campagne à venir le vendredi à la ville pour toucher leur salaire dont ils n'auront pas l'emploi, puisque le marché n'aura pas lieu ce jour-là? Allez-vous leur imposer un second voyage à la ville? C'est là, laissez-moi vous le dire, une prétention inadmissible.

Mais, quittons les textiles; considérons l'industrie du bâtiment tout entière. Là, on embauche, on débauche et on paye les ouvriers tous les jours. Pourquoi voulez-vous obliger les ouvriers de ces corps d'état à ne toucher leur salaire qu'une fois par semaine, le vendredi?

Je ne vois pas les avantages de votre système. Je vois bien, au contraire, les multiples inconvénients qui en résulteraient pour de nombreuses industries.

Je termine, Messieurs, sur un exemple. Une loi récente, celle du repos hebdomadaire, a été et demeure extrêmement difficile à appliquer. Pourquoi? C'est — je ne crains pas de le dire — parce que l'on y a introduit le mot «dimanche». (*Très bien! Très bien! sur un certain nombre de bancs.*)

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Du tout.

M. TOURON. — Par suite de la fixation au dimanche, on a été amené à prévoir presque autant d'exceptions qu'il y a de cas particuliers.

Dans les lois comme celle que nous élaborons, il faut éviter de poser des règles trop rigides si on ne veut pas s'exposer à se voir contraint de détruire la règle par des exceptions sans nombre.

Si vous éditez, Messieurs, que le vendredi sera le jour obligatoire pour la paye, vous allez vous trouver dans la nécessité de prévoir autant, sinon plus d'exceptions qu'il en a fallu et qu'il faudra encore en introduire dans la loi sur le repos hebdomadaire. Ce sont là questions de pratique, et j'espère en avoir dit assez pour que le Sénat n'hésite pas à repousser l'amendement de M. Delahaye. (*Très bien! Très bien! sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Delahaye.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Le discours de M. Touron étant le plus récent et le

plus frais dans ma mémoire, je vais commencer par répondre à ses derniers arguments, pour m'arrêter ensuite au discours de M. Sculfort, auquel je répondrai également en commençant par la fin et en remontant vers le commencement. (*Rires*).

Je parcourrai, pour la réfutation des discours de nos collègues, une route inverse de celle qu'ils ont suivie.

Le repos hebdomadaire choque M. Tournon. . . .

M. TOURNON. — Je n'ai pas dit cela.

M. Dominique DELAHAYE. — . . . parce qu'on l'a fixé au dimanche. M. Tournon est un païen. (*Sourires*.) M. Tournon ignore — l'expérience des siècles nous l'apprend — que le seul repos utile au peuple, c'est celui du dimanche.

Je sais bien qu'en somme les arguments invoqués contre moi visent surtout le repos du dimanche. Mais cette fois-ci, Messieurs, je suis avec la loi en le défendant, car le mot « dimanche » est inscrit dans la loi sur le repos hebdomadaire.

Nous n'allons donc point entreprendre de nouveau une discussion sur le repos hebdomadaire du dimanche; nous nous souviendrons simplement qu'il convient de le faciliter si l'on veut rester dans l'esprit de la loi.

Les ouvriers, sous ce rapport, ne sont point, en grande majorité, de l'avis des patrons. Cela me suffit; je tiens, en pareille matière, à être avec les ouvriers, qui sont du côté de la justice, du bon droit et de l'expérience des siècles. (*Très bien! Très bien! à droite.*)

Pour vous impressionner, M. Tournon, fort habilement — car j'ai là un rude adversaire — vous a parlé des patrons qui payent tous les jours. Eh bien, Messieurs, les industries dans lesquelles on paye tous les jours, ne sont pas nombreuses; c'est l'exception.

M. TOURNON. — C'est une pratique générale dans le bâtiment.

M. Dominique DELAHAYE. — Et d'ailleurs, la loi permet de payer tous les jours.

M. Tournon a fait allusion au bâtiment. Eh bien je connais des patrons dans le bâtiment, avec qui j'ai été en relations autrefois. Je me vois encore devant un entrepreneur qui avait, en ma présence, invectivé ses subordonnés. Je me disais : « Quel type! . . . ».

Puis, s'adressant à moi, il me dit : « Je ferai volontiers cette affaire avec vous, mais il faudra venir vous faire payer le dimanche. » Je lui répondis : « En ce cas je ne ferai pas d'affaire. »

C'est ainsi que j'ai été à même de juger le bâtiment. Voilà des gens qui sont despotiques au point de forcer les ouvriers et des fournisseurs à être payés le dimanche. Je veux réfréner cette liberté du patron, parce que je trouve qu'elle est abusive. Quant à ceux qui veulent payer leurs ouvriers tous les jours, en vertu de la loi, ils peuvent le faire.

Quant à cet autre argument tiré des ouvrières travaillant à la broderie et qui viennent se faire payer le mercredi et le samedi, c'est fort simple; elles continueront à venir se faire payer deux fois par semaine. Seulement, elles viendront le vendredi et un autre jour. C'est une habitude facile à prendre.

Maintenant il y a l'histoire des étoffes. C'est le premier argument. J'ai eu l'honneur de vous dire dans un discours précédent que la loi a résolu cette difficulté. Sous ce rapport elle est très judicieuse, et j'en fais compliment à la Commission et au Gouvernement, car ils ont collaboré tous deux. Pour les étoffes qu'on ne doit payer que quand la pièce est finie, mais on peut faire des avances. Vous êtes donc, Messieurs, en avance sur l'argument de M. Tournon (*Sourires*), et vous pourrez tou-

jours vous tirer d'affaire avec les ouvriers, et la liberté du patron n'en souffrira jamais.

M. Sculfort vous a aussi parlé des avances; puis, il a voulu forcer mon argument pour tâcher de montrer quel homme chimérique j'étais. « Pendant que vous êtes en train de fixer le jour, pourquoi ne pas fixer l'heure, m'a-t-il dit? »

Mon honorable collègue, je ne fixe pas l'heure, uniquement parce qu'il n'y a aucune nécessité à le faire. Il n'y a pas d'heure pour les braves patrons qui payent régulièrement leurs ouvriers. (*Rires.*)

Voilà tout ce que j'ai à vous dire au sujet de l'heure.

Quant au reste de l'argumentation de M. Sculfort, il a roulé surtout sur les nécessités de payer le samedi, parce que, dit-il, aussitôt qu'il est payé, l'ouvrier s'enivre.

M. SCULFORT. — Non!

M. Dominique DELAHAYE. — Ma foi, Messieurs, je ne sais pas comment cela se passé chez M. Sculfort, mais je puis lui dire que chez moi, en Anjou, où il y a de bon vin, fort apprécié de la population, on ne quitte jamais le travail le samedi pour aller boire, même quand on est payé le vendredi. Cet usage, il existe en Anjou depuis longtemps. La grande maison Joubert-Bonnaire dont un des chefs, M. Achille Joubert, a été autrefois un de vos collègues et dont le frère a été membre de l'Assemblée nationale, en est un exemple. Quelqu'un de ses anciens employés me le rappelait dernièrement. On y était payé le vendredi, et on travaillait cependant très bien le samedi; on ne s'enivrait pas pour cela. J'ai, des ouvriers français, à ce point de vue, une expérience que n'a pas M. Sculfort; c'est pourquoi vous ne pouvez pas le croire de préférence à moi. Il n'a jamais vu d'ouvriers français payés le vendredi. J'en ai vu moi. L'ouvrier français entraîné au travail ne quitte pas le travail. S'il s'enivre le lundi et le dimanche, c'est parce qu'il est désœuvré.

M. SCULFORT. — Mon cher collègue, je ne puis vous laisser dire que je ne connais pas l'ouvrier français.

M. Dominique DELAHAYE. — Non, vous ne connaissez pas l'ouvrier français payé le vendredi, parce que vous n'en avez jamais vu.

M. SCULFORT. — Comment pouvez-vous dire que je ne connais pas l'ouvrier français?

M. Dominique DELAHAYE. — C'est un procédé de discussion vieillot et déjà usé. Je ne dis pas que vous ne connaissez pas l'ouvrier français, je dis que vous ne connaissez pas l'ouvrier français payé le vendredi.

M. SCULFORT. — J'accepte votre rectification.

M. Dominique DELAHAYE. — Il n'y a pas de rectification; je ne fais en ce moment que répéter, je n'ai rien ajouté.

Est-ce que vous en connaissez des ouvriers français payés le vendredi? Ce serait pour vous une nouveauté. Le Sénat ne peut pas tenir compte de votre avis dans une question où vous n'avez pas de compétence. (*Réclamations à gauche.*)

Mais oui, M. Sculfort ne connaît pas l'ouvrier payé le vendredi, puisqu'il n'en a jamais vu. Par conséquent, quand notre collègue vient dire que les ouvriers s'enivrent le samedi, il parle sans expérience. Moi, au contraire, dans ma région, j'ai vu payer le vendredi, et à Cholet cela se fait encore.

Le patron qui a institué cet usage, comme j'ai eu l'honneur de le dire précédem-

ment au Sénat, l'a fait précisément parce qu'il avait remarqué que les ouvriers ne faisaient pas un emploi assez judicieux de leur argent. Tout de suite il a vu que l'ivrognerie ne se produisait jamais le samedi, que tout le monde était content, que, par conséquent, il y avait véritablement intérêt pour l'ouvrier à recevoir sa paye le vendredi.

Je ne rentrerai pas dans la discussion de M. Sculfort sur le dimanche français et sur le dimanche anglais; ce n'est vraiment pas la question qui est en discussion en ce moment; nous ne discutons même pas la question de la semaine anglaise.

A la vérité, la paye du vendredi nous achemine vers la semaine anglaise et le repos dominical, je ne le dissimule pas; mais ce que je veux, ce que je cherche actuellement, c'est de permettre à l'ouvrier de faire un emploi plus judicieux de son salaire.

C'est en vue de cet intérêt capital pour la famille ouvrière que je supplie le Sénat de vouloir bien voter mon amendement. (*Très bien! Très bien! à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autre observation?...

Je consulte le Sénat sur l'amendement de M. Delahaye.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin.

Elle est signée de MM. Gravin, Couyba, Cazeneuve, Blanchier, Gouzy, Peytral, Pic-Paris, Chautemps, Édouard Millaud, plus deux signatures illisibles.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici, Messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	259
Majorité absolue.....	130
Pour l'adoption.....	24
Contre.....	235

Le Sénat n'a pas adopté.

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Touron propose un article additionnel ainsi conçu :

La présente loi sera applicable un an après sa promulgation.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission accepte le principe d'un délai; mais, d'accord avec l'auteur de l'amendement, elle admet six mois au lieu d'un an.

La disposition additionnelle serait donc ainsi conçue :

La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation,

M. LE PRÉSIDENT. — Acceptez-vous cette modification, Monsieur Touron?

M. TOURON. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la disposition additionnelle proposée par M. Touron et modifiée, d'accord avec lui, par la Commission.

(Cette disposition additionnelle, ainsi modifiée, est adoptée.)

.....

M. LE PRÉSIDENT.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission demande que l'intitulé de la proposition soit ainsi modifiée :

Proposition de loi sur le paiement des salaires des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

RAPPORT

*fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur le **payement des salaires des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie**, par M. CHAMBON, député.*

(Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 22 juin 1908) [1].

MESSIEURS,

La fixation du salaire, c'est-à-dire généralement la traduction par un chiffre de la rémunération d'un travail, est et sera longtemps encore la principale source de nombreux conflits entre patrons et ouvriers, les premiers invoquant la concurrence pour payer au plus bas prix la main-d'œuvre, les autres invoquant, avec non moins de raison, les besoins croissants de la vie matérielle pour réclamer plus de bien être. Dans un rapport précédent sur le projet de contrat de travail élaboré par votre Commission, nous avons essayé, sans entrer dans la question controversée encore de la fixation légale d'un minimum de salaire dans l'industrie privée, de préciser en cette matière le rôle d'intervention du législateur qui, dans un contrat où la situation juridique des parties est particulièrement inégale, a le devoir, plus que dans tout autre, de rétablir par des garanties et des sanctions nouvelles cette égalité.

¹ Doc. parl. n° 2584.

Mais son intervention ne peut se borner là. Lorsque le salaire a été contradictoirement fixé, le patron a l'obligation primordiale de le payer et, à ce propos, l'expérience nous révèle des pratiques détestables qui ont été et sont encore, elles aussi, une nouvelle source de conflits.

Ainsi le législateur est amené à se préoccuper non seulement de consacrer l'obligation juridique du salaire, et de fixer les juridictions compétentes, mais encore, et les économistes les plus libéraux l'avouent eux-mêmes, à prendre des mesures spéciales de protection du salaire :

1° *Contre le patron* (payements réguliers, prohibition de trusts system, suppression ou réglementation des amendes, suppression des économats (voir sur ce point la proposition votée par la Chambre, le 6 juin 1907), répression du marchandage (projet de loi du Gouvernement du 18 novembre 1908);

2° *Contre les créanciers du patron* (privilège du salaire, art. 549, Code commerce, modifié par les lois du 4 mars 1889 et 6 février 1895, art. 2101, Code civil, et art. 8 du contre-projet sur le contrat de travail, du 27 décembre 1907);

3° *Contre les créanciers de l'ouvrier* (insaisissabilité partielle, loi du 12 janvier 1895 et proposition de loi modificative votée par la Chambre, le 1^{er} avril 1898, et avec modifications, par le Sénat, le 22 novembre 1906, en instance à nouveau devant la Chambre);

4° *Contre les abus de l'autorité maritale* (loi du 13 juillet 1907) ou *résultant de l'état de minorité légale* (art. 387, Code civil et contre-projet précité du contrat de travail, art. 3 completant cette disposition).

Cette rapide énumération révèle une lacune de textes dans nos lois ouvrières, notamment dans les mesures de protection du salaire vis-à-vis du patron, et c'est à ce vide, n'en doutons pas, qu'il faut attribuer la seconde catégorie de conflits du travail et du capital que nous signalions plus haut.

La proposition de loi, adoptée par le Sénat le 2 mars 1909, sur le paiement des salaires, remédiera, pour une bonne part, à cette situation, même si elle est finalement votée dans des proportions aussi réduites que nous vous le proposons.

En voici d'ailleurs le résumé succinct :

Dans son article premier, elle édicte l'obligation de payer les salaires en monnaie fiduciaire; dans l'article 2, celle d'effectuer les règlements deux fois par mois, sauf pour le travail aux pièces qui a des règles spéciales : dans l'article 3, l'interdiction de le faire les jours de repos et dans des locaux tels que débits de boissons ou magasins de vente. L'article 4 solutionne la question des amendes, dont il maintient le principe qu'il subordonne à une triple condition pour réglementer leurs abus, savoir : a) qu'elles soient prévues dans leurs causes et déterminées quant à leur taux dans un règlement d'atelier sciemment porté à la connaissance des intéressés; b) qu'elles soient modiques ne pouvant dépasser le quart du salaire; c) qu'elles soient employées complètement dans l'intérêt du personnel. Enfin, l'article 5 traite des sanctions.

La grosse pierre d'achoppement de ce projet est non pas la réglementation du paiement des salaires, mais celle des amendes, et nous en trouvons la preuve dans son historique même et dans les discussions réitérées auquel il a donné lieu devant les deux Chambres. Il n'y a pas moins de vingt ans, en effet, que ce projet est à l'étude et, chose curieuse, alors que l'on a toujours été d'accord de part et d'autre sur la première partie qui est attendue au moins avec autant d'impatience par le monde du travail, l'on discute sans cesse sur celle des amendes qui divise et les patrons entre eux et les ouvriers autant que le Parlement lui-même, avec cette regrettable conséquence que le tout reste en l'état.

En remontant dans nos annales parlementaires, nous trouvons, en effet, le 20 janvier 1890, une proposition de loi de M. Maxime Leconte, et le 16 juin 1891, un projet de loi de M. Jules Roche, ministre du Commerce, ayant trait tous les deux aux salaires. Entre temps, notre collègue Ferroul avait, le 29 mai 1891, déposé sur le bureau de la Chambre une proposition sur les règlements d'atelier qui traitait surtout de la question des amendes et, très incidemment, des salaires; dans son texte, l'auteur demandait la suppression des amendes et exigeait pour la validité des règlements d'atelier leur acceptation par une commission mixte d'ouvriers et de patrons. C'est dans ces conditions que la question se présenta devant la Chambre. La Commission spéciale qui fut désignée pour l'étudier nomma comme rapporteur M. Saint-Romme et modifia la proposition de fond en comble, se refusant à supprimer les amendes, mais les réglementant et substituant à l'homologation demandée en faveur des commissions mixtes, celle du Conseil des prud'hommes. En séance publique et en présence, retenons-le, de deux amendements venus dans des sens différents de l'assemblée, l'un de M. Dumay, l'autre de MM. de Garrian, Piou, de Montalembert, celle-ci supprima les amendes par 340 voix contre 116.

Ce projet qui ne visait qu'incidemment l'obligation du règlement des salaires par quinzaine, fut transmis, le 10 novembre 1892, au Sénat où siégeait alors M. Maxime Leconte qui avait déposé à la Chambre, nous l'avons vu, une proposition de même ordre et qui, nommé rapporteur de la Commission spéciale, lui substitua, par ses rapports des 20 juillet 1893 et 17 mars 1894, un contre-projet visant uniquement les questions de salaire. Il fut suivi par la Haute Assemblée qui écarta l'article premier visant la possibilité légale d'édicter des règlements d'atelier qui n'était pas contestable, et supprima leur homologation par les Conseils de prud'hommes. Il intitula la proposition qu'il adopta le 24 avril 1894 : « Proposition sur le paiement du salaire des ouvriers » — seul l'article premier parlait des employés, — accepta les dispositions demandées pour le paiement des salaires et enfin, d'accord avec le Gouvernement, réglementa les amendes.

La proposition revint à la Chambre le 14 juin 1898, elle fut rapportée le 22 novembre 1898 par notre collègue Dubief et votée avec modifications le 8 décembre 1898. Son intitulé étend désormais expressément le bénéfice de la législation en préparation aux employés; il accepte la réglementation des salaires et disjoint la question du règlement d'atelier en supprimant les amendes, dont personne, aux séances des 6 et 8 novembre 1898 où il fut discuté, ne songea à demander le rétablissement.

Nouvelle pérégrination au Sénat le 13 novembre 1898. Nouveau rapport le 24 décembre 1901 de M. Maxime Leconte et ajournement de la délibération du 6 décembre 1902. Entre temps, le Gouvernement recueillait sur la question des amendes les avis des Chambre de commerce et des Conseils de prud'hommes et, ces avis centralisés, le 10 décembre 1908, le rapporteur rédigeait un rapport supplémentaire. C'est sur ce rapport que le Sénat a délibéré et qu'il nous transmet la proposition analysée plus haut.

De ce trop long historique, que nous avons voulu à dessein complet et précis, que résulte-t-il? Que, tout d'abord, il y a dans le projet des améliorations certaines à la situation légale actuelle en ce qui concerne les paiements de salaires, améliorations sur lesquelles les deux Assemblées n'ont cessé d'être d'accord depuis le début et qui, si elles eussent été traduites alors en textes de loi, eussent évité bien des conflits du capital et du travail encore présents à toutes les mémoires. Il importe donc d'en faire à tout prix, en prévision de l'avenir, l'objet d'une loi spéciale.

Resterait la question des amendes solutionnée, comme l'on sait, par l'article 4 et qui serait réservée. Sur ce point, la discussion au Sénat démontre à l'évidence que celui-ci n'est pas près d'abandonner leur maintien, tout en les subordonnant

à une réglementation. Malgré l'opposition du Ministre intéressé et de divers membres de l'Assemblée, il a en effet voté à mains levées et sans scrutin l'article 4 défendu par sa Commission. Quant à la Chambre, son opinion, on l'a vu par ses votes antérieurs, est faite même sur les atténuations apportées par le texte du Sénat. Elle la confirmerait d'autant plus que la situation n'est pas la même que jadis où la solution du Sénat pouvait compter sur l'appui du Gouvernement. Les déclarations de M. Viviani à la tribune ne laissent aucun doute à cet égard,

La conclusion naturelle, c'est qu'il importe de disjoindre cette question des amendes qui semble pour l'instant insoluble, et c'est celle à laquelle s'est arrêtée votre Commission du travail.

Il y a d'ailleurs à l'appui de cette façon de procéder un autre argument. En vous rapportant précédemment un contre-projet sur le contrat de travail, votre Commission en avait écarté à dessein, pour en faire l'objet d'un rapport spécial, la question des règlements d'atelier qui lui avait été soumise par le projet du Gouvernement dans son projet de loi sur le contrat de travail en général. Or, si les amendes forment la partie principale des règlements d'atelier, il y a d'autres prescriptions dans ces règlements, et cependant c'est à propos des amendes, par une voie oblique, que la proposition du Sénat résout tout le problème de la validité juridique du règlement d'atelier. Jusqu'ici, la jurisprudence l'a considéré, tel qu'il fonctionne, comme une convention librement débattue et déclare que, dès son entrée dans l'usine, l'ouvrier est censé l'accepter. Le texte du Sénat donne, il est vrai, à l'ouvrier une nouvelle garantie, bien illusoire d'ailleurs, le dépôt du règlement ou de ses modifications depuis un mois au secrétariat du Conseil de prud'hommes, ou, à défaut, au greffe de la justice de paix. Cette précaution est-elle suffisante et faut-il laisser au patron seul sa rédaction ? Voilà la question de principe qui se pose au début d'une législation sur cette matière et qui ne peut se poser que là.

Dès lors, on connaît les dispositions qui subsistent, abstraction faite de l'article 4 et des modifications de détail qu'elle entraîne. Elles ne souleveront pas de discussion au sein des deux Assemblées puisqu'elles n'en ont pas soulevé jusqu'ici. Il reste à se demander qu'elle est la portée exacte de cette loi qui, suivant la dénomination inexacte adoptée par erreur par le Sénat, est « la loi sur le paiement des salaires des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie » et qui doit, selon nous, prendre un titre plus large.

A cet égard, la discussion au Sénat des 22 janvier, 2 février et 2 mars 1909 est significative; elle s'adresse aux ouvriers et aux employés de l'industrie et du commerce dans le sens le plus large, et notamment aux artistes lyriques et dramatiques, à l'exclusion des domestiques.

Elle ne vise évidemment que le paiement des salaires fixés en argent et non ceux en nature; enfin, à raison des termes de l'article 2, « du commerce et de l'industrie » au lieu de ceux « des établissements commerciaux et industriels », elle s'applique au travail à domicile.

Mais *quid* à l'égard des ouvriers et employés de l'agriculture, souvent engagés et payés à l'année ? Un des membres du Sénat, M. Guillier, avait proposé de les exclure par un amendement spécial qui fut renvoyé à la Commission. Celle-ci déclara, en le rapportant, que la nature de leurs services ne pouvait être pour eux une cause d'exclusion. La loi pouvait s'appliquer à eux, sauf l'article 2, dont les termes limitatifs « du commerce et de l'industrie » les excluait d'ailleurs tout naturellement, et sauf l'article 4, puisqu'ils n'ont jamais de règlements d'atelier. Le rapporteur concluait que, pour leur rendre la loi applicable, il suffisait d'intituler la loi plus simplement : « Loi sur le paiement des salaires des ouvriers et des employés ».

Or, dans la rédaction définitive, cette rectification de forme n'a pas été faite et

on y a conservé par oubli la restriction « du commerce et de l'industrie ». Votre Commission du travail a rétabli le titre de la loi en conformité de ces observations.

Mais cette incorporation des ouvriers agricoles entraîne une autre conséquence; la loi, on le sait, comporte des sanctions doubles : une action civile en responsabilité et une action pénale avec comme corollaire une amende de simple police substituée par le Sénat à l'amende correctionnelle de la Chambre. En principe, les officiers de police judiciaire sont chargés de la constatation de toutes les contraventions; pour les suppléer en matière de lois ouvrière de lois ouvrières, le législateur donne, dans certaines d'entre elles, une délégation spéciale aux inspecteurs du travail pour en assurer également l'exécution, et c'est ce que le Sénat a fait dans l'article 5 de sa proposition actuelle. On ne va pas manquer de faire remarquer que c'est l'inquisition à domicile chez nos cultivateurs que ce droit donné à l'inspection du travail.

Sur ce point, il faut et il suffit, laissant subsister ce qui existe pour la constatation des contraventions en général, de ne donner délégation aux inspecteurs du travail pour relever celles de la loi actuelle que dans le commerce et l'industrie, et par là, se trouveront écartées toutes les doléances de ce chef. C'est ce que votre Commission a décidé dans la rédaction de l'article 4 nouveau.

Votre Commission du travail vous propose en conséquence de voter la proposition de loi qui vous a été transmise dans les termes suivants :

PROPOSITION DE LOI.

sur le payement des salaires des ouvriers et employés.

ARTICLE PREMIER. — Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

ART. 2. — Les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle; ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois.

Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates de payement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage.

ART. 3. — Le payement ne peut être effectué un jour où l'ouvrier ou l'employé a droit au repos, soit en vertu de la loi, soit en vertu de la convention. Il ne peut avoir lieu dans les débits de boissons ou magasins de vente, sauf pour les personnes qui y sont occupées.

ART. 4. — En ce qui concerne le commerce et l'industrie, les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la présente loi.

Les contraventions à la présente loi sont constatées dans les conditions indiquées par l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892.

Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions des articles 1, 2, 3 de la présente loi, sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de cinq à quinze francs (5 fr. à 15 fr.).

L'article 463 du Code pénal sera applicable.

ART. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

ART. 6. — La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

SÉANCE DU 30 JUIN 1909.

(Déclaration de l'urgence. — Adoption sans discussion du texte proposé par la Commission.)

SÉNAT.

RAPPORT

*fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des députés, sur le **payement des salaires des ouvriers et employés**, par M. Maxime LECOMTE, sénateur.*

(Annexe au procès-verbal de la séance du 23 novembre 1909) [1].

MESSIEURS,

La question de la réglementation du payement des salaires des ouvriers et employés revient devant le Sénat après l'adoption d'un texte transactionnel par la Chambre des députés dans sa séance du 30 juin dernier.

Nous empruntons au rapport de M. Chambon une partie de l'historique de cette question :

.....

La conclusion naturelle, c'est qu'il importe de disjoindre cette question des amendes qui semble pour l'instant insoluble, et c'est celle à laquelle s'est arrêtée votre Commission du travail.

Nous devons espérer que cette discussion sur les règlements d'atelier ne tardera pas à se produire et que la délicate question des retenues disciplinaires sur les salaires recevra enfin sa solution. Sinon, nous pourrions regretter que la Chambre des députés ne se soit pas décidée à faire une étape, en suivant l'exemple de tous les pays industriels, dont aucun n'a supprimé ces retenues, mais dont toutes les législations portent une réglementation rigoureuse des amendes. Le texte du Sénat, par une réglementation de ce genre, mettait fin à de graves abus et permettait, en tout cas, l'expérience d'un régime transitoire qui aurait pu acheminer le patronat à une mesure plus générale et plus absolue.

Nous sommes portés à préférer au rejet ou à l'ajournement d'une réforme que l'on considère comme plus complète l'adoption de ce que nous appellerons une

(1) Doc. parl. n° 271.

demi-réforme, qui a l'avantage certain de supprimer des abus actuels et d'éviter de redoutables conflits. C'est d'ailleurs une considération de ce genre qui nous conduit à accepter complètement le texte transactionnel accueilli par la Chambre des députés.

Les mesures adoptées et qui constituent un avantage notable pour les salariés consistent dans l'obligation de payer en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal les salaires stipulés payables en argent; dans l'interdiction d'opérer les paiements dans un débit de boissons ou dans un magasin de vente en détail; dans la périodicité du paiement des salaires qui a lieu au moins par quinzaine, sauf pour le travail aux pièces, qui a des règles particulières.

Ces mesures sont applicables aux salaires des ouvriers et aux appointements des employés. Mais faut-il comprendre dans ces catégories de travailleurs les ouvriers et employés agricoles? Notre collègue, M. Guillier, proposa un amendement qui les excluait et qui fut renvoyé à la Commission. Celle-ci considéra que l'on donnait satisfaction aux objections présentées en restreignant l'application de la loi par une modification de l'intitulé de la proposition, c'est-à-dire en ajoutant aux mots : ouvriers et employés, les mots : *du commerce et de l'industrie*.

Par d'autres moyens, la Chambre des députés est arrivée au même résultat. En effet, l'application aux travailleurs agricoles des articles 1 et 3 ne souffre pas de difficultés et n'a pas rencontré d'opposition, tandis que l'article 2 a exclu les ouvriers et employés de l'agriculture, en ajoutant, dans son texte même, les mots : *du commerce et de l'industrie*.

On pouvait craindre une sorte d'inquisition à domicile chez nos cultivateurs. Mais la Chambre des députés à désarmé cette objection, en rédigeant comme suit l'article 5, devenu l'article 4 :

« *En ce qui concerne le commerce et l'industrie*, les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la présente loi. . . »

En conséquence, votre Commission vous propose de voter l'intitulé de la proposition : *Sur le paiement des salaires des ouvriers et employés*, et les six articles votés sans discussion par la Chambre des députés dans sa séance du 30 juin de cette année.

PROPOSITION DE LOI.

(Même texte que ci-dessus, p. 413.)

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1909.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle, sous réserve qu'il n'y aura pas débat, la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers et employés.

Je rappelle au Sénat que l'urgence a été précédemment déclarée.

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?

M. Julien GOUJON. — Monsieur le président, sans vouloir ouvrir le moins du monde une discussion, pourrais-je poser une simple question?

M. LE PRÉSIDENT. — Oui, si la commission des retraites ouvrières n'y voit pas d'inconvénient.

M. CUVINOT. — Aucun, monsieur le président.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Goujon a la parole.

M. Julien GOUJON. — Messieurs, je demande au Sénat la permission de poser à la commission et au Gouvernement une question de ma place, ne voulant pas instituer à la tribune une discussion qui me paraît inutile.

Le Sénat a été fort surpris de voir que la proposition de loi qui lui revient de la Chambre est complètement mutilée. On a distrait, en effet, du texte que nous avons adopté après de nombreuses et mûres délibérations, toute la partie qui a trait aux amendes.

Je demande donc à la commission et à M. le ministre du travail s'il y a un abandon définitif de la question ou si, au contraire, elle est simplement disjointe et ajournée.

Je leur demande également si la loi, quant à son champ d'exploitation, restera telle que nous l'avons prévue. Je vois effectivement, dans l'article 1^{er} du nouveau texte qui nous revient de la Chambre, qu'il n'est question que des ouvriers et des employés. On en a supprimé les expressions « les salaires des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie ». Je demande quel est le but de cette suppression, d'autant plus qu'il semble y avoir une contradiction certaine entre la disposition de ce premier article et l'article 2, dont voici le texte : « Les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés, etc. . . ».

Je prie la commission de bien vouloir préciser et nous dire si les employés de commerce seront protégés comme les ouvriers du commerce et de l'industrie et si la loi s'appliquera, avec toutes ses conséquences, comme nous l'avions décidé, aux artistes dramatiques, auxquels, depuis l'arrêt de la Cour de cassation, en date du 8 décembre 1875, les deux Chambres sont d'accord pour accorder tous les bénéfices de nos lois ouvrières.

Voilà, messieurs, la question que j'avais à poser, déplorant, je le répète, cette mutilation de la proposition de loi par la Chambre des députés.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. Maxime LECOMTE, *rapporteur*. — Messieurs, je crois que nous pouvons donner pleine satisfaction à notre honorable collègue. Il est certain qu'en ce qui concerne les amendes, c'est une simple disjonction, un simple ajournement, parce que ces dispositions se placent tout aussi bien dans une proposition qui est soumise à la Chambre des députés concernant les règlements d'ateliers.

Par conséquent, sur ce premier point, je crois, mon cher collègue, que vous pouvez être rassuré, et sur le second également : que l'article 1^{er} s'applique à tous les ouvriers et employés, c'est incontestable, et jamais, au Sénat, il n'y a eu aucune contestation à cet égard. On a supprimé, dans l'intitulé de la proposition de loi, les mots « du commerce et de l'industrie ». Mais, comme je l'explique dans mon rapport, nous arrivons exactement au même résultat. En effet, vous remarquez que, dans l'article 2, il s'agit uniquement des ouvriers du commerce et de l'industrie.

M. Julien GOUJON. — Pourquoi l'avoir supprimé ?

M. LE RAPporteur. — Nous ne désirons pas que la proposition retourne à la Chambre. Nous voulons arriver à faire aboutir cette réforme pendante devant les Chambres depuis vingt ans . . .

M. René VIVIANI, *ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. — Il y a dix-huit ans que cela dure.

M. LE RAPPORTEUR. — L'article 4 débute ainsi : « En ce qui concerne le commerce et l'industrie, les inspecteurs du travail sont chargés, etc. ». Par conséquent, il n'y a pas d'inquisition chez l'agriculteur.

Dans ces conditions, je crois que le Sénat voudra bien, sans débat, accepter les dispositions votées par le Sénat, et qui ne trouvent aucune espèce de contradiction dans le texte adopté définitivement par la Chambre des députés.

M. Julien GOUJON. — Et pour le personnel des théâtres ?

M. LE RAPPORTEUR. — Il doit être considéré comme appartenant au commerce; par conséquent, vous avez là encore satisfaction.

M. Julien GOUJON. — Je voudrais faire encore une simple observation en réponse aux paroles de l'honorable rapporteur.

Il dit qu'il y a simple distraction de la question relative aux amendes, qui trouvera place dans un projet de loi qui sera prochainement discuté sur les règlements d'ateliers.

Ce qui me rend sceptique, c'est une phrase que je trouve dans le rapport de M. Maxime Lecomte et qui semble indiquer que M. le Ministre du Travail, dont nous savons tous le dévouement et les efforts pour faire aboutir cette proposition de loi, serait pris d'une sorte de découragement. Il met dans la bouche de M. le ministre cette parole : que la question des amendes est insoluble. Si elle est insoluble, alors que nous avons cru la résoudre. . .

M. LE RAPPORTEUR. — La phrase n'est pas de moi, elle est de M. Chambon, rapporteur de la proposition de loi à la Chambre des députés.

M. Julien GOUJON. — Elle est entre guillemets et semble être mise dans la bouche de M. le Ministre.

M. LE MINISTRE. — Je n'ai jamais dit cela !

M. LE RAPPORTEUR. — Je suis persuadé, en effet, que M. le Ministre est d'une conviction contraire.

M. TOURON. — La question est peu soluble. (*Sourires.*)

M. Julien GOUJON. — Le texte du Sénat allait tout seul.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ? . . .

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er} :

Art. 1^{er}. — Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité.

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Art. 2. — Les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle; ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois.

Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates de

payement peuvent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage. — (Adopté.)

Art. 3. — Le payement ne peut être effectué un jour où l'ouvrier ou l'employé a droit au repos, soit en vertu de la loi, soit en vertu de la convention. Il ne peut avoir lieu dans les débits de boissons ou magasins de vente, sauf pour les personnes qui y sont occupées. — (Adopté.)

Art. 4. — En ce qui concerne le commerce et l'industrie, les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la présente loi.

Les contraventions à la présente loi sont constatées dans les conditions indiquées par l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892.

Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions des articles 1, 2, 3 de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 5 à 15 francs.

L'article 463 du Code pénal sera applicable. — (Adopté.)

Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie. — (Adopté.)

Art. 6. — La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation. — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

TRAVAUX PRÉPARATOIRES
DE LA LOI DU 25 MARS 1910
SUPPRIMANT LES ÉCONOMATS
ET
INTERDISANT AUX EMPLOYEURS DE VENDRE
DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT
À LEURS OUVRIERS ET EMPLOYÉS
DES
DENRÉES ET MARCHANDISES DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT ⁽¹⁾

[EXTRAITS.]

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROPOSITION DE LOI

ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte, présentée par MM. Jules COUTANT, ALBERT-POULAIN, ALDY, ALLARD, ALLEMANE, BASLY, BEDOUCÉ, BÉNÉZÉCH, BÉTOULLE, BLANC, BOUVERI, Jules-Louis BRETON, CADENAT, CAMUZET, CARLIER, CARNAUD, CHAUVIÈRE, Paul CONSTANS (Allier), DEJEANTE, DELORY, DEVÈZE, DUBOIS, Jacques DUFOUR, DURRE, FERRERO, FIÉVET, FRANÇOIS FOURNIER, GHESQUIÈRE, GONIAUX, GROUSSIÉRE, Jules GUESDE, JAURÈS, LAMENDIN, LASSALLE, MARIETTON, MELIN, MERLE, MESLIER, NICOLAS, PASTRE, PAUL BROUSSE (Seine), Francis de PRESSENSÉ, ROBLIN,

(1) Loi codifiée par la loi du 28 décembre 1910 : Livre I du Code du Travail, art. 75, 76, 77
105, 106, 107.

ROUANET, ARTHUR ROZIER, SELLE, SEMBAT, THIVRIER, VAILLANT, VARENNE, ADRIEN VEBER, OCTAVE VIGNE, WALTER, WILLM, Députés. — (Renvoyée à la Commission du Travail.)

(Annexe au procès-verbal de la séance du 3 juillet 1906) [1].

ARTICLE 1^{er}. — Il est interdit à tout employeur : 1° de vendre soit directement, soit indirectement à ses ouvriers ou employés, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit et dans n'importe quelles conditions ; 2° d'imposer à ses ouvriers l'obligation de dépenser leur salaire en tout ou partie dans des magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail qui stipule que l'ouvrier sera logé et nourri, et recevra en outre un salaire déterminé en argent.

ART. 2. — Tout économat institué par un employeur pour les ouvriers et employés de son établissement, ou géré par lui directement ou indirectement, sera supprimé dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi.

ART. 3. — Toute contravention aux articles 1 et 2 ci-dessus sera passible d'une amende de 1,000 francs à 5,000 francs qui pourra aller jusqu'à 10,000 francs en cas de récidive.

ART. 4. — Les inspecteurs du travail seront chargés de veiller à l'application de la présente loi.

PROPOSITION DE LOI

ayant pour objet la suppression des économats patronaux et l'interdiction de la vente habituelle, directe ou indirecte, de marchandises quelconques faite par les employeurs à leurs ouvriers, présentée par M. Maurice FLAYELLE, Député. (Renvoyé à la Commission du Travail.)

(Annexe au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1906) [2].

ARTICLE 1^{er}. — Nul employeur ne peut directement ou indirectement vendre habituellement à ses ouvriers des marchandises quelconques.

ART. 2. — Les économats patronaux seront supprimés dans un délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi.

Toutefois, pendant une période de deux ans, des économats pourront être autorisés à fonctionner sous la condition qu'une commission de trois délégués des ouvriers, élus parmi eux, soit associée à leur administration.

ART. 3. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions que celles de la loi du 2 novembre 1892.

1) Doc. parl. n° 195, 9^e législature.

(2) Doc. parl., n° 200, 9^e législature.

RAPPORT

fait au nom de la Commission du Travail chargée d'examiner les propositions de loi : 1° de M. Jules COUTANT et plusieurs de ses collègues, ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte; 2° de M. Maurice FLAYELLE, ayant pour objet la suppression des économats patronaux et l'interdiction de la vente habituelle, directe ou indirecte, de marchandises quelconques faite par les employeurs à leurs ouvriers, par M. Alexandre ZÉVAËS, député.

(Annexe au procès-verbal de la séance du 26 mars 1907) [1].

MESSIEURS,

Le 3 juillet, la Chambre était saisie par l'honorable M. Jules Coutant et un certain nombre de ses collègues d'une proposition de loi « ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte ».

Le 5 juillet, elle était saisie par l'honorable M. Maurice Flayelle d'une proposition « ayant pour objet la suppression des économats patronaux et l'interdiction de la vente habituelle, directe ou indirecte, des marchandises quelconques faites par les employeurs à leurs ouvriers ».

Ces deux propositions furent renvoyées à la Commission du travail. Celle-ci, après les avoir examinées, a été d'avis d'en adopter le principe et de soumettre aux délibérations de la Chambre un projet de loi ayant pour but la suppression des économats.

.....

CONCLUSIONS.

Nous avons vu le fonctionnement des économats patronaux, les inconvénients que présente cette institution, les conflits innombrables qu'elle provoque.

S'ils n'avaient pas eu d'autre but que de mettre à la portée de l'ouvrier et de sa famille, presque à prix coûtant, des produits de qualité convenable, de rendre plus facile l'approvisionnement quand l'usine est située loin d'un centre, les économats auraient pu rendre des services réels aux travailleurs.

Mais l'expérience nous montre qu'ils ne sont pour le patron qu'un moyen de réaliser des bénéfices considérables et injustes, et d'exercer sur l'ouvrier une pression qui équivaut à la plus directe atteinte à sa liberté.

Des grèves nombreuses et douloureuses ont prouvé à quels abus aboutit le régime de l'écomomat.

(1) Doc. parl., n° 899, 9^e législature.

L'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne, la Belgique, la Russie, les États-Unis, etc., ont édicté contre ce système des mesures restrictives.

Mais par le fait qu'aucune législation n'a prononcé, dans ces diverses nations, l'interdiction totale de l'économat patronal, aucune n'a pu avoir complètement raison des abus qu'elle avait pour but de combattre.

Il est temps que la loi française intervienne et qu'elle mette un terme à des pratiques encore trop répandues dans certaines régions industrielles.

Il est temps d'interdire le commerce des denrées entre patrons et ouvriers.

Il est temps d'abolir le système immoral et frauduleux du payement des salaires en bons et jetons,

La Commission du Travail propose donc, par l'article 1^{er} du projet de loi suivant, qu'il soit interdit aux patrons et compagnies d'annexer des économats à leurs fabriques, usines, chantiers, mines, établissements industriels de tout ordre et industries de transport.

Pour y parvenir, pour rendre plus aisée l'application de cette disposition essentielle, pour ne point troubler certaines habitudes prises, pour permettre aussi aux employeurs d'écouler leurs stocks de marchandises et de denrées, le projet prévoit une période de transition et fixe un délai de cinq années.

Durant ce délai, les économats pourront subsister à une double condition : la première, c'est que les marchandises vendues le seront au prix coûtant ; la seconde, c'est que l'économat sera géré par un conseil d'administration où la majorité appartiendra à des représentants élus par les ouvriers et employés de l'établissement industriel auquel est annexé l'économat.

Par la première de ces conditions, les patrons ne pourront pas, dès l'entrée en vigueur de la loi, prélever un bénéfice illicite sur la vente de denrées imposée à leurs ouvriers.

Par la seconde, les ouvriers pourront se rendre compte de l'esprit qui a présidé à la gestion de l'économat, des conditions administratives dans lesquelles il se développe ; ils se familiariseront en même temps avec la pratique d'un commerce qu'ils pourront diriger eux-mêmes, lorsque leur initiative éveillée aura édifié des coopératives de consommation là où précédemment florissaient les économats patronaux.

Enfin, l'article 3 du projet de loi édicte les sanctions aux prescriptions précédentes et charge le corps des inspecteurs du travail de l'application de la loi.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE 1^{er}. — Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vende, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés, ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit ; d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

ART. 2. — Tout économat sera supprimé dans un délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra être porté à un maximum de cinq ans sous les deux conditions suivantes : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice ; 2° que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de l'établissement.

ART. 3. — Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute contravention aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 500 à 1,000 francs, qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

SEANCE DU 4 JUIN 1907.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur les propositions de loi: 1^o de M. Jules Coutant et plusieurs de ses collègues, ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte; 2^o de M. Maurice Flayelle, ayant pour objet la suppression des économats patronaux et l'interdiction de la vente habituelle, directe ou indirecte, de marchandises quelconques faites par les employeurs à leurs ouvriers.

La parole est à M. le Rapporteur.

M. Alexandre ZÉVAËS, *Rapporteur*. — Messieurs, le projet que nous avons l'honneur de vous soumettre au nom de la Commission du travail et qui tend à la suppression des économats patronaux n'est pas nouveau. Déjà, dans la précédente législature, sans remonter plus haut, deux propositions analogues à celle que nous rapportons aujourd'hui firent, de la part de la Commission du travail, l'objet d'un rapport favorable dont seule la fin de la législature empêcha d'examiner et de discuter ici les conclusions. Nous avons la conviction qu'aujourd'hui la Chambre voudra aboutir.

Messieurs, nous demandons la suppression des économats patronaux.

Avant tout, que faut-il entendre par l'écomat?

Nous le définirons: un magasin annexé à une entreprise industrielle ou de transport, placé sous sa dépendance, fournissant à crédit aux ouvriers et employés de cette entreprise les objets, marchandises et denrées nécessaires à leur entretien et s'en assurant le paiement à l'aide de retenues sur les salaires.

J'entends bien qu'au début les premiers patrons qui constituèrent des économats n'en firent pas un moyen d'exploitation et de domination de leur personnel ouvrier. Lorsque, par exemple, Le Play faisait appel au patronage, lorsque, pour régénérer les rapports entre ouvriers et patrons, il rappelait à ces derniers que la situation sociale leur créait des devoirs vis-à-vis de leur personnel, il ne voyait dans les magasins patronaux qu'un moyen d'améliorer les conditions matérielles de la vie des travailleurs en leur fournissant à meilleur compte et avec une qualité supérieure les produits et denrées dont ils pourraient avoir besoin.

Mais depuis, et au fur et à mesure que la grande industrie a détruit les rapports personnels entre les patrons et les ouvriers, au fur et à mesure que la concurrence est devenue plus âpre entre les industriels, nombre de ceux-ci ont considéré l'écomat comme un moyen de réaliser des bénéfices nouveaux venant s'ajouter aux bénéfices qu'ils pouvaient tirer de leur exploitation industrielle.

C'est ainsi que sont nés et ont grandi les abus contre lesquels la classe ouvrière s'élève et auxquels nous voulons mettre un terme par notre projet.

On nous dira, Messieurs, que les ouvriers ne sont pas obligés de se servir à l'écomat, qu'ils ne sont pas tenus par une contrainte matérielle de se rendre au magasin patronal et d'y acheter les fournitures qui leur sont nécessaires. Sans doute, mais comme là où fonctionne l'écomat, la paye des salaires n'a lieu qu'à la fin du mois, comme souvent les ouvriers sont payés non pas en monnaie légale et courante, mais en monnaie conventionnelle et en jetons de fer-blanc qui n'ont cours qu'à l'écomat ou dans des magasins désignés par l'employeur, je vous demande si, dans ces conditions-là, ce n'est pas pour l'ouvrier une obligation impérieuse de se

servir à l'économat? L'ouvrier n'y est pas tenu par les règlements écrits de l'usine, mais pratiquement, effectivement, il ne peut s'y soustraire. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. JULES COUTANT. — S'il ne se sert pas à l'économat, on le renvoie sous une forme indirecte.

M. LE RAPPORTEUR. — J'ai entre les mains les procès-verbaux officiels de la Commission mixte composée de fabricants et d'ouvriers et instituée pour veiller à l'application des tarifs de tissage dans la région de Valenciennes et Cambrai. Dans le compte-rendu de la séance tenue le 31 octobre 1905 par cette commission, je lis qu'un industriel « ne paye pas intégralement les façons en espèces ; il retient 1 franc sur chaque façon, et cette somme doit être dépensée chez lui en achat de marchandises ».

Voulez-vous un autre exemple de la contrainte patronale s'exerçant en faveur des économats? Voici, Messieurs, la feuille d'un ouvrier qui travaille dans un tissage de coton de la commune de Saint-Maurice (Vosges). Cette feuille constate que cet ouvrier a acheté un certain nombre de marchandises représentant au bout d'un mois un total de 26 fr. 55. Il paraît que ce chiffre d'achat n'était pas suffisant, car au bas de cette feuille le gérant de l'économat, le comptable a ajouté ces mots significatifs soulignés deux fois : « C'est insuffisant ». (*Mouvements divers.*)

M. LASIES. — Ce n'est pas admissible !

M. LE RAPPORTEUR. — Je disais tout à l'heure que quelquefois l'ouvrier ne touche même pas son salaire en monnaie courante et qu'il est payé avec des jetons.

J'apporte des exemples précis à l'appui de cette affirmation. Dans le département de l'Orne, à Tourouvre, les ouvriers de la verrerie sont payés avec des jetons que le public appelle couramment de la « monnaie de Cayenne », et les commerçants acceptent ces bons de caisse en échange de leurs denrées, mais ils ne les acceptent pas à leur valeur intégrale : un jeton de 1 franc équivalait à 85 centimes. (*Mouvements divers.*) La raison en est que la verrerie ne rembourse les tickets émis signés par elle qu'avec une retenue de 10 p. 100 ; le commerçant prélève à son tour un petit bénéfice, si bien que l'ouvrier voit finalement exercer sur son salaire un rabais absolument illicite et illégal de 15 p. 100. J'ai cité ce fait tout au long dans mon rapport.

De même dans une autre verrerie de cette région, à Saint-Evrault, les ouvriers sont encore payés avec la même monnaie de Cayenne.

Cette monnaie consiste dans des jetons de fer-blanc portant au recto « Verrerie de Saint-Evrault » et au verso l'indication de la somme qu'ils représentent.

De pareils faits ne constituent-ils pas une véritable atteinte au droit de l'ouvrier de disposer de son salaire librement et comme il l'entend ? (*Très bien ! Très bien !*)

Un autre inconvénient qui résulte de l'existence des économats, c'est la vente à crédit. Autant la vente à crédit est compréhensible chez le commerçant, chez l'industriel, à qui elle peut faciliter son fonds de roulement, autant elle est dangereuse quand il s'agit du modeste budget d'une famille ouvrière. Vous devinez ce qui se passe. L'ouvrier, la femme de l'ouvrier vont à l'économat ; n'étant pas obligés de payer comptant, ils se préoccupent moins de limiter leurs achats ; ils se laisseront aller à des emplettes disproportionnées avec leur capacité de dépense. Arrive la fin du mois, et, avec elle, le jour de la paye. Il ne reste plus rien, ou presque rien, sur le salaire, et ils sont ainsi, les mois suivants, obligés de retourner à l'économat, ils y sont ravis. Bien heureux encore quand, dans la seconde moitié du mois, pour se procurer quelques ressources, ils n'achètent pas à l'économat des fournitures qu'ils revendent ensuite à vil prix !

Tels sont, à nos yeux, quelques-uns des inconvénients les plus sensibles du système des économats.

Messieurs, la loi du 15 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires contient, il est vrai, une disposition qui semble viser les économats. Elle stipule, en effet, à son article 4 « qu'aucune compensation ne peut s'opérer au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur sont dues à eux-mêmes pour fournitures diverses ».

Jusqu'à la promulgation de cette disposition, semble-il, le patron était comme créancier de l'ouvrier dans une situation privilégiée. Sa créance était, en effet, garantie par la dette qu'il avait lui-même vis-à-vis de l'ouvrier et qui était le salaire de celui-ci. Désormais, il semblait qu'avec la loi de 1895 cette situation dût cesser ; que les deux créances devaient être absolument distinctes, indépendantes l'une de l'autre, et que, lorsque le patron avait fait des fournitures à l'ouvrier, il n'avait d'autre possibilité de paiement que celle du créancier ordinaire et n'avait d'autre droit que de se faire autoriser à pratiquer, jusqu'à concurrence du dixième, une opposition entre ses mains sur le salaire. Ainsi entendue et appliquée, la loi de 1895 pouvait atteindre les pratiques en vigueur dans les économats.

Mais qu'est-il arrivé ? C'est que la loi n'a rien changé, et pourquoi ? Parce que la loi ne comporte pas de sanction ; parce que, si elle stipule que la compensation ne s'opère pas de plein droit, elle n'empêche pas l'ouvrier de consentir à ce que cette compensation se produise ; parce que, la loi n'étant pas d'ordre public, les conventions des parties peuvent aller contre ses dispositions : parce que, enfin, un ouvrier qui, au moment de la paye, protesterait contre les retenues exercées sur son salaire par le patron, verrait aussitôt sa protestation suivie de son renvoi de l'atelier. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

C'est pour ces diverses raisons, Messieurs, que nous vous demandons de mettre fin à l'abus manifeste, éclatant, qui résulte de la pratique des économats, et ce faisant, nous avons la bonne fortune de nous trouver d'accord non seulement avec la classe ouvrière qui, dans ses congrès corporatifs, a demandé depuis vingt ans, et à maintes reprises, la suppression des économats et qui, par des grèves souvent pénibles, a cherché à l'obtenir ; mais encore avec le conseil supérieur du travail et avec l'économie politique elle-même.

En effet, au Conseil supérieur du travail, c'est M. Jules Simon qui, en 1891, s'exprime de la manière suivante :

Nous ne pouvons pas empêcher les ouvriers de nourrir quelque suspicion contre les économats, même quand ils sont bien gérés, et c'est là un inconvénient assez sérieux...

Et plus loin, M. Jules Simon déclare :

Nous pensons également que les patrons qui n'ont pas d'arrière-pensée commerciale, qui ne veulent que le bien-être des ouvriers encourageront la création de sociétés coopératives, que nous préférons aux économats.

Dans la même séance du Conseil supérieur du travail, notre collègue, M. Lamendin, secrétaire général du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, signalait les faits suivants :

Si l'ouvrier veut d'autres objets que ceux de l'économat, cela le conduit à contracter des dettes. Nous avons été témoins de faits révoltants ; nous avons vu des ouvriers, afin de se procurer du tabac, vendre pour 30 ou 40 centimes un pain qu'ils avaient payé à l'économat 80 ou 90 centimes. On aurait donc raison de supprimer les économats, parce que c'est le petit commerce qui en souffre.

Et dans son rapport soumis au Conseil supérieur du travail, au nom de la commission de protection des salaires, M. Martelin écrivait :

Nous avons été, Messieurs, plus perplexes sur le parti qu'il convenait de prendre à l'égard des économats industriels. La majorité de votre commission reproche à cette combinaison de faciliter trop souvent à l'ouvrier des dépenses disproportionnées avec ses besoins, et voit en elle le principal obstacle à l'extension si désirable des sociétés coopératives de consommation.

Que disent d'autre part les économistes ?

M. Léon Say, dans le *Rapport général du groupe de l'économie sociale* à l'exposition de 1889, déclare « que les économats ne forment qu'une étape où l'on s'arrête avant la forme définitive à laquelle il faut tendre et qui paraît devoir être la société coopérative de consommation ».

M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son *Traité d'économie politique* (T. II, p. 381), dit de son côté : « Les économats tendent à devenir suspects aux ouvriers. Mieux vaut constituer des sociétés coopératives gérées par les ouvriers ou leurs représentants directs ».

Enfin M. Cauwès, professeur à la faculté de droit de Paris, dans son grand ouvrage d'*Économie politique* (T. III, p. 195), formule une opinion identique : « Nous l'avons déjà dit, l'ouvrier a soif d'indépendance. Il y a un sentiment très général de défiance de l'ouvrier contre le patronage ; il ne croit pas à la générosité désintéressée du patron. Cette défiance n'est pas sans quelque fondement. On sait quels abus a engendrés l'une des meilleures combinaisons patronales, celle des économats ».

Et plus loin : « Ce n'est donc pas sans de bons motifs que l'on conseille à l'ouvrier de faire lui-même ses affaires ».

Messieurs, cette conclusion est la nôtre.

En vous demandant d'abolir les économats patronaux, nous vous demandons de mettre fin à l'un des abus dont les travailleurs souffrent le plus douloureusement et qui a le plus contribué à déchaîner et à multiplier les causes des conflits entre les employeurs et les salariés.

En supprimant les économats par la loi, vous ferez à la fois œuvre de paix sociale et œuvre de justice et d'équité. C'est pourquoi, nous en sommes convaincus, vous voterez la proposition de la Commission du travail. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Jules Coutant.

M. Jules COUTANT. — Messieurs, après les paroles pleines de bon sens, remplies de vérité, prononcées par mon honorable collègue M. Zévaès, qui s'est exprimé mieux que je ne saurais le faire, je ne sais si je dois prendre la parole (*Parlez ! Parlez !*)

Cependant je tiens à faire une observation : je trouve qu'il est excessif de laisser cinq ans aux compagnies de chemins de fer pour supprimer leurs économats. Il suffit d'avoir vécu la vie des ateliers comme nous pour savoir et pour comprendre qu'il faut supprimer les économats. Nombreux sont les faits que je pourrais signaler à la tribune pour confirmer cette thèse.

Souvent, dans ma vie ouvrière, j'ai vu des ouvriers ne pas toucher un sou après un mois de travail. Il y a des endroits, notamment dans la Loire, où l'ouvrier est deux mois sans toucher un sou depuis son embauchage, de sorte qu'il est obligé de s'adresser à l'économat car il est toujours d'un mois de retard. Vous voyez le bénéfice que peuvent en tirer les industriels. Je vous assure que j'ai vu, dans les ateliers où des économats sont annexés aux usines, des camarades acheter un vêtement 30 ou 40 francs et le revendre 10 ou 15 pour acheter des médicaments aux

enfants ou une couronne à l'être aimé qu'on venait de perdre. (*Mouvements divers.*)

Je pourrais vous citer encore quelques exemples. Souvenez-vous simplement des grèves qui ont éclaté dans toutes les régions de la France ouvrière et qui eurent leur origine dans les éconômats. En 1883, c'était Bessèges; en 1886, c'était Decazeville; plus récemment, en 1905, c'était la grève de Longwy à l'occasion de laquelle mon collègue et ami Sembat vous a démontré que le jour de la paye les ouvriers passaient devant le guichet sans toucher un sou. Je connais même des ouvriers qui entrés dans un atelier à dix ou douze ans et qui aujourd'hui, à l'âge de cinquante ou cinquante-cinq ans n'avaient encore rien touché de leur salaire. C'est le servage que certains patrons font ainsi revivre.

Mes chers collègues, je ne veux pas faire un discours et je vous répète ce que j'ai souvent dit : dans les questions politiques nous nous divisons, mais quand il s'agit d'améliorer le sort de la classe ouvrière nos cœurs doivent battre à l'unisson. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Je pourrais vous parler des éconômats des chemins de fer : notamment de ceux de la compagnie d'Orléans qui fait 5 millions d'affaires par an.

On dit souvent : on n'oblige pas les ouvriers à aller à l'économat. Non, on ne les y oblige pas. Seulement le jour de la paye ne revenant que tous les mois et l'ouvrier dans son ménage n'ayant pas toujours un mois d'avance se voit, dès qu'il est embauché, obligé de s'adresser à cette institution, qu'on ne saurait mieux qualifier qu'en disant qu'elle est néfaste pour le monde du travail.

Je m'en rapporte à la Commission du travail. Néanmoins j'estime qu'il est exagéré d'accorder, pour la disparition des éconômats, un délai de cinq ans. Je vois à son banc mon collègue, M. de la Batut, qui a déposé un amendement ainsi libellé : « Excepté les éconômats de chemins de fer ».

M. de la BATUT. — C'est à la demande des employés de chemins de fer que je l'ai déposé.

M. Jules COUTANT. — C'est à la demande des employés de chemins de fer, dites-vous que vous avez déposé cet amendement ? Je pourrais vous répondre que la section de Besançon du P.-L.-M. demande la transformation des éconômats en sociétés coopératives de consommation.

M. de la BATUT. — On n'empêche pas les employés d'opérer cette transformation.

M. FLAYELLE. — C'est ce qu'on fait au Paris-Lyon.

M. Jules COUTANT. — Je pourrais ajouter qu'au congrès des employés et ouvriers de chemins de fer, qui s'est tenu en 1906, la suppression des éconômats a été votée. (*Dénégations sur quelques bancs.*)

M. PASQUIER. — Tous les employés du chemin de fer du Nord, sans exception, demandent le maintien des éconômats.

M. Jules COUTANT. — Je vous assure que je n'ai aucun parti pris.

Permettez-moi de vous rappeler que l'honorable M. Berry, que je vois à son banc, a, avec un grand nombre de ses collègues de ce côté de la Chambre (*l'orateur désigne la droite*), demandé également la suppression des éconômats; ils ne proposaient pas pour leur suppression un délai de cinq ans, ils devenaient des radicaux, et demandaient la suppression radicale dans les six mois.

M. Georges BERRY. — Reprenez l'amendement.

M. Jules COUTANT. — M. Flayelle dira mieux que moi ce qui se passe dans son département des Vosges. Les ouvriers y souffrent énormément, on ne saurait trop le répéter, de cette institution néfaste.

Ne croyez pas, mes chers collègues, que je dépose une proposition de loi pour avoir le plaisir de monter à la tribune, non, je me fais simplement l'écho des revendications des travailleurs.

C'est pourquoi je vous demande de voter la suppression des économats et, soyez persuadés que, si vous le faites, le monde des travailleurs vous en sera reconnaissant. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Flayelle.

M. FLAYELLE. — Messieurs, je voudrais ajouter quelques brèves observations à ce qui vient d'être dit par nos honorables collègues MM. Zevaès et Coutant à l'appui de la proposition de loi que la Chambre est appelée à discuter aujourd'hui. Je vous demande tout d'abord la permission de replacer sous vos yeux un très court passage de l'exposé des motifs que j'avais présenté à l'appui de ma proposition :

On est obligé de constater, disais-je, que presque partout où l'économat patronal existe, il contribue à créer ou à entretenir un état de mécontentement et d'irritation qui aggrave les différends et détermine trop souvent les grèves, dont on peut dire qu'elles sont comme les guerres civiles de notre industrie nationale, parfois désastreuses et toujours profondément douloureuses, même lorsque la cause en est juste.

Presque au lendemain du jour où ces lignes étaient écrites, les faits me donnaient tristement raison : on l'a constaté à cette tribune même lors de l'interpellation sur les grèves de Longwy.

La nécessité et l'urgence de la réforme ne sont plus aujourd'hui discutées. Il est prouvé que l'existence de l'économat patronal constitue dans le monde du travail la cause de discordes, je ne dirai pas la plus grave, mais la plus constante et plus permanente, celle qui produit chez les ouvriers le grief le plus habituel, celle qui entretient parmi eux un mécontentement latent, une sourde défiance qu'il est ensuite facile de surexciter dès qu'un conflit vient à éclater. Sans doute des grèves sont possibles et ne se produisent que trop souvent, même dans des établissements où il n'y a pas d'économat patronal, mais il semble qu'elles aient alors un degré d'acuité moindre parce qu'elles se trouvent limitées à des faits précis, déterminées par des différends bien définis ; il y a alors en présence deux parties en désaccord ; tandis que là où existe l'économat patronal, il y a, en outre, un sentiment de révolte de la part des travailleurs qui réclament non plus seulement une augmentation de salaire, ou une limitation des heures de travail ou toute autre amélioration professionnelle, mais qui réclament leur droit à la liberté. (*Applaudissements.*)

Il n'est pas douteux, Messieurs, que l'économat patronal ne produise chez les ouvriers une impression d'oppression et d'exploitation. Il n'est pas douteux non plus, malheureusement, que cette impression ne soit justifiée par des faits nombreux. Il est certain que, dans bien des cas, l'économat patronal est, pour celui qui l'exploite, une source de bénéfices souvent importants. Je ne connais pas sur ce point de fait plus caractéristique que celui que j'ai trouvé dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi déjà ancienne, puisqu'elle remonte au 27 juin 1899, proposition de loi qui avait été déposée par M. Georges Berry et où notre collègue nous citait l'exemple topique d'une société qui ne réalisait plus aucun bénéfice en dehors de ceux qu'elle retirait de l'exploitation de son économat.

Messieurs, à ce fait, on pourrait ajouter beaucoup d'autres, mais je ne veux pas

allonger inutilement le débat sur ce point. Je ne puis mieux faire que de vous renvoyer au rapport si complet et si remarquable de M. Zévaès. Je n'insiste donc pas sur des exemples de fait et je me borne à vous demander s'il est possible, s'il n'est pas contraire à la nature humaine, qu'un patron qui a fondé un économat ou qui a maintenu un économat déjà existant, se désintéresse de son œuvre, s'il est possible qu'il ne soit pas amené à exercer une certaine pression, bienveillante peut-être quelquefois, mais enfin une pression, pour déterminer ses ouvriers à s'approvisionner à son économat ? Et alors même que ce serait possible, alors même que vous rencontreriez ce patron exceptionnel qui se désintéresse d'une œuvre qu'il a faite ou continuée, ce marchand exceptionnel qui ne cherche pas à vendre sa marchandise, ce fournisseur qui ne se préoccupe pas d'écouler ses fournitures, alors même que ce serait possible, le mal que je signale n'en subsisterait pas moins, parce que les ouvriers de ce patron exceptionnel ne pourraient pas croire à une telle indifférence de sa part : parce que, pour eux, l'existence seule de l'économat suffit à impliquer sinon une obligation, du moins une invitation à s'y fournir. (*Très bien ! Très bien !*)

Mais vous entendez bien que je fais là une concession tout à fait hypothétique et que dans la réalité des faits ces cas d'indifférence, de désintéressement n'existeront pas. Quand je parle de désintéressement, je ne veux pas seulement me placer au point de vue pécuniaire : oui, il y a, je le sais, des patrons qui ont fondé des économats, sans aucune arrière-pensée de lucre ; il y a des économats qui peuvent mettre à la disposition des ouvriers de bonnes marchandises, dans de bonnes conditions de prix et qui, à ce point de vue, peuvent leur être matériellement utiles ; mais je dis que ces économats eux mêmes sont moralement malfaisants, en raison de la contrainte presque inévitable qui en résulte pour les ouvriers et en raison du sentiment de révolte, de la réaction d'hostilité que cette contrainte détermine. (*Très bien ! Très bien !*)

L'économat est donc, Messieurs, une organisation de puissance patronale, et l'ouvrier se sent sous la dépendance très étroite de l'homme qui non seulement le paye, mais qui encore s'impose à lui comme fournisseur et qui le tient par un double lien, d'abord par le salaire, et ensuite par la fourniture.

Là où il n'y a pas d'économat patronal, quand le patron n'est qu'un employeur, l'égalité existe ou, tout au moins, grâce au développement du mouvement syndical, elle tend à exister de plus en plus entre les deux parties qui ont librement consenti et conclu le contrat de travail.

Après le travail accompli, l'ouvrier est le créancier du patron, leur situation respective est claire, nette. L'économat patronal, au contraire, vient détruire cette sorte d'harmonie économique, vient rompre ou compliquer ce rapport logique et bien défini. Après le travail accompli, ou plutôt au cours même du travail, par le fait seul de la consommation ouvrière à l'économat, la dette du patron s'annule en se transformant en créance, le rapport de vendeur à acheteur se superpose au rapport d'employeur à employé, et la créance de salaire de l'ouvrier, au fur et à mesure qu'elle naît du travail accompli, vient s'absorber et s'éteindre en une dette de fourniture, de sorte que ce sera toujours le patron qui, dans ses rapports avec ses ouvriers, conservera la situation dominante, comme employeur pour exiger que le travail soit accompli, comme fournisseur pour que les fournitures soient payées.

L'ouvrier, en un mot, se trouve ainsi placé sous la double dépendance d'un même homme considéré tour à tour comme employeur et comme créancier ; le rapport naturel qui fait de la créance de salaire de l'ouvrier la contre-partie du droit de l'employeur disparaît complètement ; et c'est là, Messieurs, un résultat déplorable parce que cette créance de salaire de l'ouvrier n'est pas seulement pour lui une

contre-partie juridique, elle représente aussi pour lui un élément de son indépendance, une garantie de sa liberté et de sa dignité. (*Applaudissements.*)

Cette altération profonde du contrat de travail a comme conséquence naturelle d'altérer aussi très profondément la condition même de l'ouvrier qui n'est plus, à proprement parler, un travailleur libre.

Personne, je le sais, ne m'accusera ici d'apporter dans cette discussion un parti pris d'exagération ou de tendance révolutionnaire. Je n'en suis que plus libre pour vous dire toute ma pensée et pour vous faire remarquer qu'en définitive la suppression, en fait, de la créance de salaire de l'ouvrier aboutit à une sorte de rétablissement de la main-d'œuvre servile. Qu'est-ce que le travail servile ? C'est celui qui ne donne pas à l'ouvrier un droit de créance contre le patron. (*Très bien ! Très bien !*) Si donc, par une combinaison quelconque, vous arrivez à supprimer cette créance, à l'éteindre au fur et à mesure qu'elle naît, à l'étouffer en quelque sorte en l'absorbant et en la compensant par une dette corrélative, vous avez détruit la caractéristique essentielle du travail libre. (*Applaudissements.*)

Messieurs je ne veux rien exagérer. Je n'entends pas soutenir que le régime de l'économat, si détestable soit-il, suffit à détruire tous les avantages de la liberté, mais je dis qu'il les diminue, qu'il les réduit, que par l'organisation de la vente à crédit, comme le faisait remarquer tout à l'heure notre honorable collègue M. Zévaès, il tend à abaisser la condition de l'ouvrier. Le paiement du salaire en argent exige, mais aussi développe des qualités d'homme libre, l'économie, la prévoyance, la prudence, la conscience des responsabilités et ce sentiment d'indépendance et de légitime fierté de l'homme qui, vivant de son travail, ne veut rien devoir à personne. (*Applaudissements.*)

J'ai constaté, au contraire, que le régime de l'économat organise la vente à crédit jusqu'à concurrence du montant du salaire, et résoud ainsi le salaire dû en argent en un salaire en nature.

Mais qui de nous ne sait que l'achat à crédit est dangereux, qu'il favorise — l'honorable rapporteur le disait tout à l'heure — l'imprévoyance, l'imprudence ? Qui de nous ne sait que lorsque l'achat à crédit est devenu la condition économique d'un ménage ouvrier, il lui impose, trop souvent, une sorte de déchéance en le plaçant sous la dépendance très étroite du fournisseur qui fait crédit ?

M. TOURNADE. — Et quelquefois il fait faire aux vendeurs des fortunes scandaleuses.

M. FLAYELLE. — Sans doute, dans l'espèce qui nous occupe, le fournisseur sera un patron qui pourra être un homme animé d'intentions bienveillantes, bienfaisantes, mais il n'en reste pas moins vrai que ses ouvriers, en dehors de l'usine, ne sont pas destinés à vivre sous sa dépendance. Ils peuvent librement accepter son influence, mais il ne faut pas qu'ils la subissent. Or, il y a les plus grandes chances pour qu'ils la subissent par le fait même de l'existence de l'économat ; il y a les plus grandes chances pour qu'ils se trouvent placés sous la tutelle perpétuelle de ce patron qui se chargera de toute leur existence, qui non seulement leur fournira du travail, mais encore qui leur fournira le logement, l'habillement, la nourriture, et qui, on peut le dire, tiendra leurs comptes de ménage sur les registres de son économat. (*Applaudissements.*)

Messieurs, je ne vous ai parlé jusqu'à présent que de ce que j'appellerai, si vous le voulez bien, les bons économats, ceux dans lesquels le patron ne réalise pas de bénéfices. Mais il y en a d'autres, et malheureusement ce ne sont pas les moins nombreux, qui sont de véritables entreprises d'exploitation. Là où le patron réalise des bénéfices, il y a violation certaine du contrat de travail, puisque ces bénéfices repré-

sentent en réalité la retenue d'une partie du salaire. Ce n'est là qu'une variété du *truck-system*, si expressément et si justement condamné par les législations étrangères et notamment par la loi anglaise. Ces économats sont indéfendables.

Mais alors nous arrivons tout naturellement à la nécessité de la suppression, car comment pourriez-vous distinguer entre ceux que j'ai appelés les bons économats et les autres ? Comment ferez-vous pour contrôler la gestion du patron qui a un économat et pour savoir s'il réalise ou non des bénéfices ? Enverrez-vous des inspecteurs du travail ? Que feront-ils ? Ils fixeront le cours des marchandises et les prix de vente, mais il faudra qu'ils fixent aussi la qualité et la valeur de ces marchandises ! Prélèveront-ils des échantillons ? Pourront-ils se faire présenter tous les livres ? Pointeront-ils toutes les quittances et toutes les factures ?

Comment feront-ils pour déjouer la fraude ? Et alors pourquoi cette réglementation si compliquée, si difficile et, je le crains, si impuissante et si inefficace ? Tout cela, pourquoi ? Pour arriver à maintenir une organisation économique qui a pu dans le passé, je le reconnais, rendre des services, mais qui, à l'heure actuelle, peut être facilement remplacée par la coopérative de consommation. (*Très bien ! Très bien !*)

M. JULES COUTANT. — Il y a même des industriels qui, avec les bénéfices qu'ils prélèvent sur les économats, font concurrence à ceux qui agissent vraiment loyalement.

M. FLAYELLE. — Là où le patron agit sans aucune arrière-pensée de lucre, là où il n'est mû que par l'unique souci de rendre service à ses ouvriers, il sera, semble-t-il, le premier à favoriser cette transformation en sociétés coopératives, qui présenteront pour les travailleurs les mêmes avantages matériels et qui n'auront pas pour eux les mêmes inconvénients moraux.

Ainsi, Messieurs, je le répète, il me semble que l'impossibilité pratique où nous nous trouvons de distinguer entre les divers économats nous amène tout naturellement à cette conclusion qu'il faut les supprimer. Si vous voulez supprimer les mauvais, il faut aussi supprimer les bons, c'est-à-dire les moins mauvais, puisque, j'ai essayé de vous le démontrer, il n'y a pas, suivant moi, il ne peut pas y avoir de bon économat patronal. Celui-là même qui sera géré avec le plus de désintéressement impliquera toujours une certaine pression, une certaine contrainte, c'est-à-dire une diminution de la liberté, de l'indépendance de l'ouvrier.

De plus, dans les uns comme dans les autres, le jeu même de l'organisation de l'économat implique la substitution du salaire en nature au salaire en argent.

Il me semble, Messieurs, qu'ayant ainsi résumé ma discussion et ayant établi ces deux faits qui me paraissent indéniables, d'une part le fait presque constant, presque inévitable, de la contrainte patronale, d'autre part le fait évident de la substitution, dans la pratique, du salaire en nature au salaire en argent, je crois, dis-je, avoir répondu par avance aux objections de ceux de nos collègues qui pourraient être tentés de combattre la proposition de loi, sous prétexte qu'elle porte atteinte à la liberté du commerce et qu'elle empêche les industriels d'être en même temps commerçants.

Mais, Messieurs, faut-il rappeler ici tout d'abord que la liberté n'est pas le droit de tout faire, mais seulement le droit de faire ce qui ne peut nuire à autrui, et encore que la liberté des uns a pour limite nécessaire le respect de la liberté des autres ? (*Très bien ! Très bien !*)

Ce sont là des vérités élémentaires que nous rencontrons tous les jours dans toutes les circonstances de la vie. Faisons-en l'application à la question des économats, et la solution nous en apparaîtra simple et facile.

J'ai constaté, d'autre part, que le régime de l'économat, par l'organisation de la vente à crédit jusqu'à concurrence du montant du salaire, aboutit à la substitution en fait du salaire en nature au salaire en argent; l'honorable rapporteur l'a fait lui-même observer tout à l'heure.

Or, l'article 4 de la loi du 12 juin 1895 a eu précisément pour but de condamner cette substitution :

Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux, à leurs ouvriers, et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature.

Eh bien, Messieurs, cette compensation illégale s'opère toujours en fait dans les économats. On pourra nous dire : Mais alors pourquoi l'ouvrier n'invoque-t-il pas les dispositions de la loi de 1895 pour réclamer l'exécution du contrat, exiger le paiement en argent? Pourquoi n'oppose-t-il pas au patron cette même loi qui limite la saisie au dixième du salaire? Cela est vrai, théoriquement, légalement; mais qui de nous ne sait que, dans la pratique, l'ouvrier se trouvera dans une situation fort difficile et que sa volonté sera sinon complètement annihilée, du moins fortement amoindrie vis-à-vis du patron qui se présentera à lui non pas seulement comme employeur, mais comme fournisseur et créancier.

Il faut donc reconnaître que les économats créent un obstacle de fait à l'application de la loi de 1895 et cette loi les condamne implicitement; leur disparition n'en serait qu'un corollaire naturel.

Et puis, enfin, la liberté du commerce n'est-elle pas, en somme, autre chose que la liberté de la concurrence commerciale? et n'y a-t-il pas un article 419 du Code pénal qui a précisément pour but de garantir la concurrence libre et naturelle du commerce. Je n'entends pas soutenir que cet article est applicable à la question des économats; mais j'y vois du moins l'intention, la préoccupation du législateur de sauvegarder et de faire respecter cette liberté de la concurrence commerciale, et personne ne peut mettre en doute que l'existence de l'économat n'aboutisse à la détruire. En effet, les ouvriers, indépendamment de toute considération de la valeur des marchandises, du bas prix de ces marchandises, seront amenés à s'approvisionner à l'économat patronal, et cela au détriment des petits commerçants qui se trouvent, eux aussi, des victimes indirectes de l'économat patronal. (*Applaudissements.*)

M. Jules COUTANT. — Certainement; et ils paient la garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.

M. FLAYELLE. — Certains pourront regretter la disparition d'une institution patronale qui, dans certains cas, a pu être en même temps une institution de patronage. Je crois m'être suffisamment expliqué sur ce point : je ne méconnais pas, encore une fois, qu'il ait pu exister des économats matériellement utiles et bienfaisants pour les ouvriers; mais je maintiens que ces économats sont eux-mêmes mal-faisants, parce qu'ils ont pour résultat de diminuer la liberté des ouvriers. (*Applaudissements à droite et à l'extrême gauche.*)

Or, c'est de la liberté que nous devons attendre l'apaisement dans le monde du travail. Il faut que l'ouvrier prenne de plus en plus conscience de sa dignité et de ses responsabilités d'homme libre, afin qu'il puisse examiner avec sang-froid, virilement, sans révolte inutile, les questions professionnelles qui l'intéressent. Quand on aura rendu l'ouvrier pleinement libre, quand on lui aura donné le sentiment très fier de sa liberté, on l'aura tout à la fois affranchi des abus possibles de l'action patronale et garanti contre les déplorables entraînements de certaines propagandes.

Sans doute, il y aura encore des conflits entre employeurs et employés; mais je crois qu'ils seront de moins en moins violents et passionnés, parce que l'ouvrier, libéré, sera moins excitable, mais non moins fermement résolu à défendre son droit s'il est méconnu et à le défendre avec toutes les forces d'une volonté consciente, d'une raison calme, avec toutes les forces de la liberté, par qui, j'en ai l'espoir, se réalisera la paix sociale. (*Vifs applaudissements.*)

M. Jules COUTANT. — Il y a 31 p. 100 de grèves qui éclatent par suite de l'existence des économats.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Berry.

M. Georges BERRY. — Je renonce à la parole dans la discussion générale. Tout le monde est éclairé.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

M. LE RAPporteur. — La Commission prie la Chambre de déclarer l'urgence.

M. René VIVIANI, *Ministre du travail et de la prévoyance sociale*. — Le Gouvernement s'associe à la demande d'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la déclaration d'urgence demandée par la Commission et le Gouvernement.

(L'urgence, mise aux voix, est déclarée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion des articles.

(La Chambre, consultée, décide de passer à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT.

ART. 1^{er}. — Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vende, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés, ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit: 2° d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

M. LEMIRE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. — M. Zévaès, dans son rapport, définit l'économat :

Un magasin annexé à une entreprise industrielle ou de transport, placé sous sa dépendance, fournissant à crédit aux ouvriers et employés de cette entreprise les objets, marchandises et denrées nécessaires à leur entretien et s'en assurant le paiement à l'aide de retenues sur les salaires.

Monsieur le Rapporteur et Monsieur le Président de la Commission, je vous demande si, dans l'article 1^{er} de la proposition de loi, vous entendez le mot économat comme il est défini à la page 2 du rapport; si bien que si à un établissement industriel était annexé un magasin où l'on fournirait « à crédit aux ouvriers... etc. ».

sans opérer de retenues sur les salaires, le patron pourrait soutenir que ce magasin ne rentre pas dans la catégorie des économats définis dans la proposition de loi.

En d'autres termes, faudra-t-il, de toute nécessité, pour qu'il y ait éconamat au sens juridique et légal du mot, que l'on vende en s'assurant le paiement à l'aide de retenues sur les salaires ? Avec une telle interprétation, lorsqu'il n'y aura pas de retenues sur les salaires, il n'y aura pas éconamat et, par conséquent, l'établissement ne tomberait pas sous le coup de la loi ? (*Très bien ! Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du travail.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — Messieurs, la question de l'honorable abbé Lemire a son importance; cependant il ne faudrait pas l'exagérer. Il est bien entendu que ce qui compte, c'est le texte que la Commission propose, à la suite de l'exposé des motifs. La définition du mot « éconamat », d'après le texte, est évidemment celle que je vais lire à la Chambre :

Les économats sont des magasins de vente créés et administrés par les employeurs à l'usage de leurs ouvriers et employés. (*Très bien ! Très bien !*)

M. ARTHUR GROUSSIER. — Très bien ! C'est la définition légale du mot.

M. LEMIRE. — Alors, Monsieur le Ministre, cette définition, que je ne lisais pas dans la proposition de loi, est la définition authentique sur laquelle devront s'appuyer les tribunaux pour distinguer les cas où il y a éconamat de ceux où il n'y a pas éconamat.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est celle qui résulte de l'article 1^{er} de la proposition.

M. LEMIRE. — C'est entendu : mais, Monsieur le Rapporteur, vous aviez repris tantôt la définition qui me préoccupe et l'aviez donnée comme une raison qui justifie la loi.

Il importe donc peu qu'on fasse ou non des retenues sur les salaires. Vous entendez que les mots « vendre directement ou indirectement aux ouvriers » suffisent. Je prends acte de vos déclarations; elles sont importantes.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la proposition.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu, de M. de Villebois-Mareuil, un amendement à l'article 1^{er} ainsi conçu :

Rédiger ainsi l'article 1^{er} :

Il est interdit à tout employeur :

1° D'annexer à son établissement un éconamat où il vende en réalisant un bénéfice quelconque, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit. Tout éconamat devra être soumis au contrôle de l'État dans des formes à déterminer par un règlement d'administration publique.

2° ... Le reste comme à l'article de la commission.

Cet amendement est soumis à la prise en considération.

M. JULES COUTANT. — C'est le maintien des économats.

M. TOURNADE. — Absolument.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. de Villebois-Mareuil.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — On me dit que mon amendement est le maintien des économats. Je ne m'élève pas contre cette assertion, et je déclare que

je ne suis pas partisan de la suppression complète des économats. Vous me permettez de défendre cette opinion en quelques brèves observations.

Comme vous tous, je suis l'ennemi acharné des abus qui sont commis sous le couvert d'une institution patronale très respectable. Les économats ont été fondés dans un but philanthropique. Il y a eu des excès, des abus, que nous devons chercher à réprimer. Mais devons-nous, comme le disait trop éloquemment l'honorable M. Flayelle, tuer tous les économats, parce que les meilleurs ne donnent que des résultats médiocres? Je ne crois pas que nous devions aller jusque là.

On a parlé des mauvais économats; permettez-moi de parler aussi des bons. On a dit que les ouvriers demandent la suppression des économats; permettez-moi de vous en citer — ils sont encore nombreux — qui, loin de désirer cette suppression, prétendent, bien au contraire, que les économats leur sont très utiles. Si j'arrive à justifier cette assertion des ouvriers que ces économats leur sont utiles et que vous leur nuiriez en les supprimant tous, certainement, vous adopterez mon amendement.

Vous remarquerez, d'ailleurs, qu'il s'écarte peu du texte de la Commission; et lorsque je vous aurai cité des exemples de bons économats, quand je vous aurai fait connaître que nombre d'ouvriers réclament le maintien des économats, nous examinerons les termes mêmes de mon amendement.

Du reste, Messieurs, on a fait beaucoup de progrès sur cette question des économats depuis quelque temps. Si j'ai bonne mémoire, en 1890, alors que j'étais déjà à la Chambre, M. Maxime Lecomte avait demandé, comme je le propose aujourd'hui, la répression des abus commis dans les économats, mais il ne réclamait pas la suppression de ces établissements.

Dans un passage de son remarquable rapport, M. Zévaès énumère tout ce qui a été fait à l'étranger. Je vois bien qu'à l'étranger on s'est appliqué à réprimer les abus, mais dans aucun pays la législation n'est allée jusqu'à supprimer les économats.

M. Jules COUTANT. — Je vous demande pardon. En Angleterre, la loi de 1896 les supprime.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Pas complètement!

M. Jules COUTANT. — Ils sont supprimés aux États-Unis!

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Non!

M. Jules COUTANT. — Comment! non.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Je ne l'ai pas lu dans le rapport, et on n'aurait pas manqué de citer cet exemple. Aux États-Unis, on réprime bien les abus des économats, mais on ne supprimera pas radicalement ces établissements comme le fait l'article 1^{er} de la Commission.

Messieurs, j'ai dit que je voulais démontrer à la Chambre l'existence d'économats très utiles aux ouvriers. J'y arrive et je mets en première ligne les économats des grandes compagnies de chemin de fer.

Il a été question tout à l'heure de la compagnie d'Orléans; parlons de celle-là: on a dit que les ouvriers de cette compagnie se plaignaient de la constitution de l'économat. Notre honorable collègue M. Coutant a même ajouté, si je ne me trompe, qu'il y avait des ouvriers de la compagnie d'Orléans qui, à la fin du mois, n'auraient plus d'argent devant eux, parce que tout aurait été absorbé par l'économat.

M. Jules COUTANT. — Je n'ai pas dit cela!

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Alors, je retire ce que j'ai dit.

M. SAUMANDE. — La grande majorité des ouvriers de la compagnie d'Orléans réclame au contraire le maintien des économats.

M. ARGELIÈS. — C'est très exact : la presque unanimité des employés de l'Orléans a demandé par voie de pétition le maintien de l'économat.

M. JOURDE. — Le congrès de 1906 en a voté la suppression.

M. LE RAPPORTEUR. — Nous examinerons cela tout à l'heure.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Permettez-moi de suivre ma discussion. Je cherche à établir qu'il y a de bons économats, j'établirai ensuite qu'il y a des ouvriers qui demandent le maintien de ces bons économats. Dans une brochure qui est presque un document officiel, puisqu'elle a été publiée à la suite de récompenses qui ont été accordées à la compagnie d'Orléans pour ses institutions en faveur de son personnel, l'on voit comment fonctionne cet économat de la compagnie.

Il n'y a pas d'économat seulement dans la compagnie d'Orléans, il y en a dans la compagnie de l'Ouest, il y en a même dans la compagnie de l'Etat, si je ne me trompe. Certaines compagnies, il est vrai, les ont supprimés, notamment la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée. J'entendais tout à l'heure parler de l'économat de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, c'est une erreur ; cette compagnie l'a supprimé, elle n'a plus, si je suis bien renseigné, que des coopératives.

M. TOURNADE. — Il serait intéressant de savoir pourquoi.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — J'en parlerai.

Je vous prie de retenir pour le moment ce point, il est intéressant, c'est qu'à la compagnie d'Orléans, je le démontrerai, 90 p. 100 des employés se servent de l'économat de la compagnie, tandis qu'à la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, 30 p. 100 des ouvriers seulement se servent des coopératives.

Je vous indiquerai pourquoi il en est ainsi. Mais je reviens à ce qui se passe à l'économat de la compagnie d'Orléans :

La compagnie a installé dans l'intérieur de ses établissements, à Paris, à Orléans, à Tours, à Périgueux, à Bordeaux, des magasins où l'on délivre au prix de revient au personnel commissionné ou non commissionné, des denrées alimentaires, du combustible, des chaussures, etc.

La nature et le prix de vente des marchandises sont affichés dans les magasins et publiés dans des tarifs distribués périodiquement.

Les prix sont fixés sans bénéfice. On y ajoute seulement le montant des frais généraux, y compris notamment la solde du personnel, les frais de transport et le loyer des locaux affectés aux magasins.

Dans les localités où il existe des magasins, les denrées alimentaires de toute nature sont à volonté prises au magasin ou livrées à domicile. Dans les autres localités, les agents remettent, à des jours déterminés, leur livret et leurs commandes au chef de gare ou de station qui réunit les envois au magasin dans un panier spécial appartenant à cet établissement.

La valeur des articles livrés par les magasins de denrées dans le cours d'un mois ne doit pas dépasser les trois cinquièmes du salaire ou du traitement touché.

Les articles fournis par les magasins de vêtements peuvent se régler en six mois par fractions de 5 francs à 20 francs, suivant l'importance des crédits ouverts aux livrets.

Les marchandises sont achetées, autant que possible, aux lieux de production et de préférence dans les localités desservies par les lignes de la compagnie ; le vin notamment est acheté pour une grande partie dans le midi de la France, la qualité en est toujours bonne

— c'est un éloge pour la viticulture du Midi — sans jamais atteindre ce qu'on peut appeler la qualité de luxe.

Presque tous les articles de vêtement sont coupés et préparés aux magasins de Paris ; quelques-uns sont confectionnés par des ouvriers spéciaux, mais la plus grande partie est réservée aux veuves, femmes, filles d'ouvriers ou employés de la compagnie. Pendant l'année 1902, 354 personnes, veuves, femmes ou filles d'agents de la compagnie ont participé à la confection des vêtements. Le montant des frais payés pour ces travaux de confection a été de 57,700 francs ; l'économie procurée au personnel par les magasins varie de 12 à 20 p. 100 pour les denrées alimentaires et de 15 à 30 p. 100 sur les autres articles.

Enfin, car je ne veux pas tout lire, je vois que la compagnie a fait de 5 millions à 5 millions et demi d'opérations par an.

M. Jules COUTANT (Seine). — Par qui est signée cette brochure ?

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — C'est une notice sur les institutions fondées par la compagnie d'Orléans. Dans sa séance publique du 25 octobre 1901, l'Académie des sciences morales et politiques a décerné la grande médaille d'or de la fondation Audéoud à la compagnie du chemin de fer d'Orléans pour ses institutions en faveur du personnel.

M. Jules COUTANT (Seine). — Cela ne m'étonne pas d'elle. (*On rit.*)

Si la compagnie d'Orléans a le souci des intérêts de ses ouvriers et employés, pourquoi prend-elle la direction de l'économat ? Plutôt que de payer ses employés et ouvriers mensuellement, elle n'a qu'à les payer par quinzaine et, s'il leur plaît, ils iront acheter à l'économat ou chez les petits commerçants. Vous qui vous faites toujours l'écho des souffrances du petit commerce, adressez-vous aux petits commerçants du 13^e arrondissement à ceux qui se trouvent autour d'un économat de chemins de fer, vous verrez ce qu'ils répondront. Je dirai même que les économats sont des institutions illicites, ils ne supportent pas les mêmes charges que les autres commerçants.

M. le vicomte de VILLEBOIS-MAREUIL. — Je répondrai à l'honorable M. Coutant que je le remercie de la modération avec laquelle il a bien voulu m'interrompre, qu'au point de vue du petit commerce les coopératives produisent les mêmes résultats que les économats.

M. TOURNADE. — Elles ne sont pas patronales !

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Les inconvénients que présentent les économats à l'égard des petits commerçants existent également avec les coopératives. Si l'honorable M. Coutant veut bien m'expliquer en quoi je me trompe, je serai très heureux d'écouter ses explications.

M. Jules COUTANT. — Il y a une différence essentielle entre les sociétés coopératives de consommation et les économats de chemins de fer. Va qui veut aux sociétés coopératives, tandis que les ouvriers qui ne s'adressent pas aux économats sont certains d'être remerciés les premiers, lorsque le travail vient à diminuer. (*Exclamations et interruptions sur divers bancs.*)

Mais oui ! s'il vous plaît de soutenir les grandes compagnies, moi je les combats.

J'ajoute que les coopératives ne réalisent pas les mêmes bénéfices que les économats des compagnies de chemins de fer, qui, dirigés par les administrateurs, se servent de leurs voies ferrées pour aller acheter les denrées alimentaires et les revendre à leurs ouvriers. Il y a une différence capitale entre les économats et les coopératives, les bénéfices de celles-ci retournent aux coopérateurs.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Il est pourtant certain que les compagnies de chemins de fer qui ont des éconômats ont de ce chef beaucoup de charges, beaucoup d'ennuis et qu'elles ne réalisent pas de bénéfices. Je ne crois pas que les compagnies abusent de leur autorité au point de renvoyer ou de ne pas garder un ouvrier parce qu'il ne s'approvisionne pas à l'économat.

Certains éconômats mal dirigés dont nous a parlé M. Flayelle et qu'a signalés M. Zévaès dans son rapport, peuvent prendre des mesures de ce genre; nous devons les flétrir comme législateurs. Ces abus peuvent exister encore dans les éconômats qui nous ont été cités et sans lesquels l'industriel ne vivrait pas; mais comment pouvez-vous admettre que les compagnies de chemins de fer qui ne font pas de bénéfices avec leurs éconômats et qui n'ont que l'ennui de leur fonctionnement, attachent une importance quelconque à savoir si un ouvrier de la compagnie se fournit ou ne se fournit pas à l'économat?

M. PASQUIER. — L'adhésion des ouvriers à l'économat est facultative.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — C'est entendu; seulement notre collègue M. Coutant paraît croire qu'il y aurait une indication favorable à l'ouvrier qui se fournit à l'économat, et défavorable au contraire s'il ne s'y fournit pas.

Messieurs, après vous avoir montré qu'il y a des éconômats que je considère pour ma part comme utiles, laissez-moi vous montrer qu'il y a des ouvriers qui considèrent ces institutions comme leur étant très profitables.

Voici une lettre qui a été adressée aux députés, à vous comme à moi, et qui est signée de plusieurs délégués des différentes compagnies: Orléans, Nord, Ouest, etc., dans laquelle on nous dit :

Plusieurs ouvriers des chemins de fer ont eu l'occasion d'entretenir quelques députés de la question, et ont constaté avec une profonde surprise que beaucoup ignoraient tout du fonctionnement de nos éconômats, qu'ils confondaient volontiers avec ceux où de réels abus sont commis.

Ils ont bien voulu prendre en considération les explications qui leur ont été fournies et ont, pour la plupart, modifié leur opinion sur un sujet qui ne demande que la complète lumière. Nous ne craignons pas que MM. les députés se documentent sur notre organisation, etc. Nous ne redoutons qu'une chose, c'est l'obscurité qui seule pourrait égarer les gens impartiaux. On nous a objecté que tout en reconnaissant le bien-fondé de nos réclamations, il était difficile de ne pas soumettre tous les Français à une loi commune et que pour réprimer certains abus, il fallait supprimer l'institution en général.

M. MASSABUAU. — C'est une erreur absolue.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Écoutez la suite de la lettre de ces ouvriers, elle est intéressante :

... Ce serait, il faut le reconnaître, un singulier aveu d'impuissance de la part du législateur de se déclarer incapable de supprimer quelques rares abus sans détruire des institutions qui rendent d'immenses services...

M. MASSABUAU. — Très bien!

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL.

... Nous faisons un pressant appel à votre esprit de justice pour que vous consentiez à consulter l'extrait ci-joint du rapport de M. Lourties, n° 26 du Sénat, session extraordinaire de 1895, époque à laquelle a été déjà soulevée la question dans des conditions à peu près semblables et dont la conclusion a été le maintien de ces établissements. C'est la défense incontestable des éconômats de chemins de fer, c'est la reconnaissance par les pouvoirs publics de la bonne gestion, de la régularité de toutes leurs opérations, c'est la constatation qu'aucun de ces éconômats ne solde ses comptes par un bénéfice quelconque.

Or, ce qui était vrai en 1895, l'est encore aujourd'hui, car depuis cette époque, aucune contravention aux termes de la loi n'a pu être constatée, aucune des prérogatives accordées au petit personnel n'a été supprimée, tandis que, au contraire, d'inappréciables améliorations ont été apportées dans le fonctionnement desdits éconômats qui tendent à se perfectionner constamment suivant les besoins des consommateurs.

On nous parle de l'opinion de M. Lourties, mais il y a aussi un homme que j'ai eu l'honneur de connaître à la Chambre et qui s'était préoccupé de cette question des éconômats, c'est le regretté M. Viette. J'ai retrouvé ce que disait à ce sujet M. Viette :

Il n'est pas possible, disait M. Viette, qu'on puisse porter atteinte aux éconômats sans léser gravement les intérêts des ouvriers de chemins de fer

Et, en effet, on lésera gravement ces intérêts, puisque je vous disais que 90 p. 100 des employés de l'Orléans font appel aux éconômats. Il en est de même sur le réseau du Nord, sur le réseau de l'Ouest; il en est de même aussi dans toutes les compagnies où il y a des éconômats.

M. François FOURNIER. — Parce qu'on les contraint à s'en servir. (*Dénégations à droite.*)

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Peut-on remplacer ces éconômats par des coopératives? Je dis qu'on ne le peut pas dans les compagnies de chemins de fer. Les coopératives ne rendent pas ici les mêmes services et vous allez comprendre pourquoi. Les agents sont espacés sur tout le réseau; ils ne sont pas groupés comme ils le sont autour des centres industriels; comment pourraient-ils se réunir en coopératives de consommation étant aussi disséminés qu'ils le sont? Du reste je ne suis pas le seul de cet avis.

En effet, M. Lourties disait dans son rapport « que la transformation des éconômats en coopératives soulèverait de grosses difficultés. Il ne faut pas se faire d'illusion. Les grandes compagnies possèdent des approvisionnements considérables et il n'y a pas de société coopérative naissante qui puisse être en mesure d'en acquérir de semblables du jour au lendemain. De plus les sociétés coopératives ont plus particulièrement le caractère de sociétés locales; elles ont intérêt à limiter, dans une certaine mesure, leur champ d'opération. La dissémination de tout le personnel des compagnies sur le réseau est de nature à rendre la coopération très difficile parmi les ouvriers et employés des compagnies de chemins de fer ».

La justesse de cette considération est démontrée par la faiblesse relative du nombre d'agents de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée qui s'adressent aux coopératives, 30 p. 100, et le nombre considérable des employés de la compagnie, 90 p. 100, qui ont recours à l'éconômât.

On m'objectera probablement que M. Guérard, secrétaire du syndicat des chemins de fer, qui doit, mieux que moi, me dira-t-on, connaître les besoins des ouvriers des chemins de fer, est hostile aux éconômats et favorable à leur suppression.

En effet, à la fin des annexes de l'intéressant rapport de notre honorable collègue M. Zévaès, figure une lettre de M. Guérard. Dans cette lettre, M. Guérard rappelle qu'en 1892, au Congrès des chemins de fer, on amena la discussion sur la suppression ou le maintien des éconômats.

M. Guérard dit que quatre-vingt-dix voix se prononcèrent pour le maintien de l'éconômât et soixante pour leur suppression; mais il ajoute que les idées qui portent les ouvriers vers les coopératives se sont développées; il pense qu'à un prochain congrès, qui devait avoir lieu au mois d'avril dernier, la question sera mise à l'ordre

du jour et il ne doute pas qu'à ce moment la majorité ne soit renversée et ne se prononce en faveur de la suppression.

Ce congrès a eu lieu ; mais la question n'a pas été mise à l'ordre du jour . . .

M. COLLIARD. — Si ! Elle a été mise à l'ordre du jour.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Dans ce cas, je serais très heureux de savoir dans quel sens elle a été résolue.

M. Georges BERRY. — Contre les économats.

M. COLLIARD. — A l'unanimité, le Congrès s'est prononcé pour la suppression des économats.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Je vous remercie de nous avoir donné ce renseignement que je n'avais pas pu me procurer.

M. MASSABUAU. — Monsieur de Villebois-Mareuil, voulez-vous me permettre une courte observation ?

Le Congrès a demandé le remplacement des économats par des coopératives, si je ne me trompe. Mais la situation sera pire encore quand ce remplacement sera devenu un fait accompli.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — Ce n'est pas le débat actuel.

M. MASSABUAU. — Mon observation a son utilité. La suppression des économats ne peut intéresser certains d'entre nous qu'autant qu'elle favorisera le commerce local.

Or, j'estime que si on supprime les économats, demain on verra, à leur place, des coopératives, qui auront cet inconvénient : tandis que les ouvriers d'une même industrie pouvaient seuls participer aux économats, les coopératives grouperont tous les bons payeurs d'une région, au détriment du commerce local.

Voilà la raison pour laquelle je ne supprimerais pas l'économat.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Je prie la Chambre de joindre l'argument de notre honorable collègue à ceux que j'ai déjà fait valoir.

Je remercie M. le Président de la Commission de m'avoir fait connaître la décision du Congrès ; je l'ignorais et croyais au contraire que la question n'avait pas été mise à l'ordre du jour : j'en aurais tiré cet argument que ç'eût été probablement parce qu'on avait peur qu'elle ne fût pas résolue dans le sens que désirait M. Guérard. Mon observation ne porte donc plus et je la retire. Mais alors, vous me permettez de ne retenir de la lettre de M. Guérard que ce fait : la reconnaissance par lui que les économats rendent de réels services. J'ai trouvé cette assertion dans sa lettre. (*Très bien ! Très bien !*)

Voulez-vous me permettre — et cela vous reposera un peu de cette discussion que j'aurais, pour ma part, voulu rendre moins fatigante pour votre attention — voulez-vous me permettre, toujours à l'appui de ma thèse, à savoir que les ouvriers demandent le maintien des économats, de vous rapporter une anecdote, qui m'a été contée il y a quelques instants, par un collègue, dans les couloirs. Un jour, ce député, qui habite, comme moi, la région de l'Ouest, reçoit la plainte des ouvriers de la compagnie. Savez-vous ce que regrettaient ceux-ci ? Ils se plaignaient de ne pouvoir toucher qu'un quart de leurs salaires en marchandises et ils disaient : ce sont les gros fonctionnaires de la compagnie qui, touchant des traitements élevés, peuvent toucher proportionnellement beaucoup plus que nous à l'économat. Cela

n'est pas juste; nous voudrions, au contraire, que la proportion qui nous est allouée pour toucher à l'économat soit augmentée et la leur diminuée. Voilà donc des ouvriers qui se plaignaient de ne pas pouvoir toucher assez à l'économat.

M. JOURDE. — Cela s'explique, parce que, dans certains économats, on fait de l'argent avec les bons destinés à toucher des marchandises. C'est encore là une source de dépense ajoutée aux autres. Il y a des acheteurs de ces bons, comme il y a des acheteurs de reconnaissances des monts-de-piété.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Cela est encore un abus. Il y en a partout, mon cher collègue.

J'ai pris comme exemple les économats des compagnies de chemins de fer, parce que ce sont ceux qui comptent le plus d'adhérents. Mais d'autres économats peuvent avoir leur utilité. C'est pourquoi je vous demande de ne pas aller jusqu'à la suppression complète; je vous demande de faire le nécessaire pour réprimer les abus. Le moyen, selon moi, d'y parvenir, est d'ajouter à l'article 1^{er} du projet de la commission les mots : « en réalisant un bénéfice quelconque ». Je demande encore que vous ajoutiez l'obligation du contrôle; tout économat qui refuserait ce contrôle, devrait disparaître.

M. MASSABUAU. — Très bien!

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Comment organiserez-vous ce contrôle, m'a-t-on objecté? Je laisse à un règlement d'administration publique le soin de l'organiser.

Dans le rapport de M. Zévaès, de quoi se plaint-on? On se plaint de ce que les législations étrangères, en voulant réprimer les abus des économats n'ont pas tout à fait réussi et de ce que les règlements qui ont été pris n'ont pas donné toute satisfaction. Pourquoi? Parce que ces règlements étaient dépourvus de sanction. Cette sanction, je vous l'apporte, c'est le contrôle de l'État. Ce n'est pas le Gouvernement qui s'opposera, je pense, à la prise en considération de mon amendement, puisque c'est l'État qui va organiser ce contrôle c'est le Conseil d'État qui va dire quelles sont les mesures à prendre en vue d'un contrôle rigoureux.

Il y a bien un article additionnel qui aurait pu me donner satisfaction en ce qui concerne les compagnies de chemins de fer, c'est l'article proposé par M. de La Batut.

Il m'a semblé qu'il valait mieux demander tout de suite — et je ne me cache pas du but qui m'amène à la tribune — une modification à l'article 1^{er}, afin de ne pas supprimer les économats des grandes compagnies de chemins de fer, plutôt que de me rallier à l'article additionnel de M. de La Batut que je ne trouvais d'ailleurs pas assez large, parce qu'en dehors des compagnies de chemins de fer, il peut exister des économats utiles, et ceux-là accepteront le contrôle de l'État et toutes les mesures que vous proposerez.

Ces économats sont précisément ceux qui ne veulent pas faire de bénéfices...

M. LASIES. — Le contrôle de l'État est impossible!

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — ... Ce sont les économats honnêtes qui ont été institués par les patrons uniquement pour rendre service aux ouvriers, car en somme s'il y a de mauvais économats, il en est de bons, comme il y a de bons et de mauvais patrons.

M. Georges BERRY. — L'économat est mauvais par lui-même.

M. PASQUIER. — Pas pour les chemins de fer.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — Telle n'est pas, Monsieur Berry, l'opinion des ouvriers, ni la mienne.

Ce serait plutôt celle des grandes compagnies qui ne seront peut-être pas très satisfaites de mon intervention à la tribune; car elles n'ont qu'un désir, c'est de supprimer les économats qui constituent pour elles une gêne.

M. Georges BERRY. — Oh! soyez tranquille, cette suppression aura lieu.

M. le vicomte DE VILLEBOIS-MAREUIL. — C'est ce que nous allons voir dans un instant, mon cher collègue; vous allez aider d'ailleurs à leur suppression parce que je crois que vous devez monter à la tribune pour me répondre.

Enfin je dis que j'aurais pu me rallier à l'article additionnel de notre honorable collègue M. de La Batut. Je ne l'ai pas fait, parce que je ne l'ai pas trouvé assez large d'une part et que, d'autre part, je ne crois pas qu'on puisse à la fin d'une loi dire qu'on maintient ce qu'on a supprimé au début par l'article 1^{er}. C'est pour cela que j'ai cru qu'il valait mieux, à l'article 1^{er}, proposer une modification. Nous nous compterons donc sur cet article 1^{er} et ensuite, si M. de La Batut maintient son article additionnel, nous aviserons. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du travail.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — Je demande à la Chambre de repousser purement et simplement la prise en considération de l'amendement qui a été déposé sur le bureau de la Chambre par l'honorable M. de Villebois-Mareuil.

A l'appui de l'amendement qu'il nous présente, notre honorable collègue a apporté un argument qui — vous l'avez tous remarqué — touche tout le fonctionnement et l'existence des économats de chemins de fer.

Pour clarifier le débat, je vous demanderai la permission d'ajourner la réponse que je fais à cette partie de sa discussion à l'heure où viendra — et cela va être tout de suite — où nous reprendrons et où nous discuterons l'amendement de M. de La Batut.

L'amendement de M. de La Batut porte que les économats des chemins de fer doivent être maintenus.

M. DE LA BATUT. — Sous certaines conditions.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Sous certaines conditions, et alors je pense que s'il y a dans cette Chambre une majorité destinée à laisser vivre les économats de chemins de fer, cette majorité peut se donner rendez-vous sur l'amendement de M. de La Batut, et là se compteront partisans et adversaires de l'idée préconisée par notre honorable collègue.

Ceci dit, et sous réserve d'entreprendre dans quelques minutes la discussion de l'amendement de M. de La Batut, sous réserve de passer en revue, de confronter les unes avec les autres les observations et les argumentations différentes qu'on peut apporter, je vous demande la permission de répondre alors quelques mots à ce qui reste de l'argumentation de notre honorable collègue.

Si l'on excepte les économats des chemins de fer, il reste naturellement les autres économats qui ne sont pas annexés aux chemins de fer, c'est-à-dire ceux qui sont annexés à l'industrie de la verrerie, à l'industrie textile et à l'industrie des mines.

Eh bien! sur ce point, je n'ai qu'à rappeler en quelques mots les griefs théoriques

et pratiques qu'a si brillamment fait valoir dans son rapport d'abord, ensuite à la tribune contre les éconômats mon honorable ami M. Zévaës. De tous ces griefs sur lesquels je n'ai pas à insister, l'un d'eux peut être détaché qui domine pour ainsi dire ce débat.

Il n'est pas douteux que l'économat par lui-même est une atteinte à la liberté de consommation de l'ouvrier. Je ne veux pas dire par là que tous les patrons se donnent le mot pour faire savoir par des ordres formels et publics à leurs ouvriers, qu'ils désirent qu'ils viennent s'approvisionner aux éconômats, mais nous savons tous que les ouvriers sont moralement obligés (*Très bien!*), qu'une distinction s'opère entre les ouvriers rebelles et les ouvriers dociles au désir patronal, distinction dont les ouvriers qui manifestent leur indépendance sont les premiers à s'apercevoir. (*C'est vrai! — Très bien! à gauche et à l'extrême-gauche.*)

En outre de cela, Messieurs, l'économat, par le jeu normal de l'institution, porte atteinte à la liberté de l'ouvrier. Je ne voudrais rien dire contre le crédit, qui est indispensable à l'industrie et au commerce, mais il me sera bien permis de prononcer ici quelques paroles sur le péril qu'il y a à mettre trop facilement et sans en mesurer l'étendue le crédit à la disposition des toutes petites bourses. (*Applaudissements.*)

Rien n'est plus difficile que de régler un budget familial: il y faut un équilibre sévère, et cet équilibre est menacé, ou tout au moins atteint, lorsque celui qui est le gérant de cet humble patrimoine — l'ouvrier, ou le plus souvent sa femme — voit s'exercer sur lui la tentation et les sollicitations d'un trop facile achat à crédit. (*Très bien! Très bien!*)

Dès le début de la quinzaine, dès le début du mois, l'ouvrier ou, pour parler plus exactement, sa femme, se présente à l'économat pour acheter à crédit, sans trop mesurer par avance ce qui l'attend.

Il en est ainsi, dans un autre ordre d'idées, de l'emprunteur qui va chez le notaire et qui, séduit par quelques billets de mille francs, consent une hypothèque. Cette hypothèque est une charge invisible qui pèse sur l'immeuble; généralement l'emprunteur ne s'en aperçoit pas. Il attend jusqu'au jour où, ne remboursant pas, il est exproprié.

La plupart du temps l'ouvrier est exproprié de la totalité ou d'une grande partie de son salaire. L'ouvrier qui achète à crédit ne mesure pas l'étendue de ses achats et de ses obligations, et à la fin du mois il reçoit un salaire absorbé en totalité ou pour les deux tiers. (*Applaudissements.*)

Je ne veux pas rappeler une autre illégalité qui est commise. C'est qu'en effet ceux qui opèrent une retenue sur les salaires violent l'article 4 de la loi de 1895, lequel prescrit qu'en matière de saisie-arrêt, on ne peut saisir au delà du dixième. (*Très bien! Très bien!*)

Je me félicite d'ailleurs que tous les juges de paix saisis de cette question aient donné tort aux employeurs, mais vous devez penser que rares sont les ouvriers qui osent manifester leur indépendance jusqu'à pénétrer dans les prétoires des justices de paix pour instituer un procès de cette nature contre leur employeur.

Ai-je besoin de dire que toutes ces affirmations peuvent être étayées sur des faits, que toutes ces affirmations peuvent être transformées en démonstrations?

Si l'on se donnait la peine de recueillir un écho de nos anciens débats, je voudrais, si l'heure n'était pas si tardive, remettre sous vos yeux le jugement que l'honorable M. Doumer, en 1888, alors qu'il était rapporteur du projet de loi présenté par l'honorable M. Floquet, a porté sur les éconômats. Il a fait ressortir, par une démonstration qui était rendue lumineuse à la fois par l'abondance des faits et par la précision des chiffres, que les éconômats organisaient une concurrence déloyale contre le petit commerce, sans qu'il y ait pour cela avantage pour les

ouvriers. En effet, on demandait ici : « Pourquoi les patrons font-ils des économats ? Est-ce que vous croyez que ce soit toujours par sollicitude pour les ouvriers ? Qu'importe au patron que l'ouvrier achète au commerçant ou à la coopérative ! » Pourquoi ? La plupart du temps c'est parce qu'ils accumulent des bénéfices que je puis qualifier de véritablement scandaleux (*Très bien ! Très bien !*), soit en ce qui touche la vente du pain, du vin, la « monnaie de Cayenne », dont a parlé tout à l'heure l'honorable M. Zévaès, qui consiste dans une monnaie de métal que l'on va échanger chez le commerçant désigné par le patron. Savez-vous ce qui se passe ? C'est que le malheureux ouvrier qui a 5 francs de cette monnaie de métal, mais qui n'a cours que chez certains commerçants, l'échange contre 1 fr. 50 ou 2 francs. (*Exclamations. — C'est vrai. — Très bien à gauche et sur divers bancs.*)

M. le vicomte de VILLEBOIS-MAREUIL. — C'est abominable !

M. Jules COUTANT. — Cela se passe ainsi à Ivry.

M. OLLIVIER. — Ne pourrait-on supprimer ces abus sans supprimer les économats ?

M. MASSABEAU. — Il faudrait supprimer toute tentation d'achat à crédit, y compris Dufayel.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Voulez-vous me permettre, pour fortifier la discussion actuelle, quoique, à la vérité, je ne croie pas que ce soit utile devant la Chambre, mais tout au moins pour éclairer devant le public la discussion actuelle, de vous rappeler un écho d'une interpellation déposée sur le bureau de cette Chambre par l'honorable M. Sembat, à la suite de la grève de Longwy. Notre collègue a apporté à la tribune, non pas les affirmations, mais les faits suivants :

Un ouvrier dont le gain pour un certain nombre de journées s'élevait à 87 fr. 55 se trouvait, son compte fait, redevoir à son patron 59 fr. 90. Un autre qui avait à toucher 126 fr. 60, devait exactement la même somme.

Il y a encore d'autres exemples que je pourrais citer.

Aucun démenti n'a été apporté contre une pareille affirmation, car le document que j'ai entre les mains n'est pas le *Journal officiel* dans lequel figure le discours de l'honorable M. Sembat ; c'est une brochure qui a été publiée postérieurement à l'interpellation par le comité des forges de France et la chambre syndicale de Longwy. Ceux d'entre eux qui ont eu le loisir de lire le discours de l'honorable M. Sembat, puisqu'il est reproduit dans cette brochure, déclarent que c'est un fait isolé ; ils ont confirmé par cela même que ce fait isolé a existé, et que lorsqu'il a apporté ce document à la tribune, l'honorable M. Sembat a apporté en même temps la vérité. (*Très bien ! Très bien ! à gauche et à l'extrême gauche.*)

Pourquoi ai-je insisté, alors qu'il semblait qu'il n'en était point besoin, sur ces faits ? Ce n'est pas pour les mettre en lumière par eux-mêmes, c'est pour indiquer à la Chambre la nature des abus et des excès qui se commettent dans les économats.

Et alors je me retourne du côté de M. de Villebois-Mareuil et je lui dis : Étant donnée la nature de ces abus, de quelle efficacité voulez-vous que soit le contrôle que vous préconisez ? Vous demandez que les inspecteurs du travail aillent visiter les économats que vous aurez laissé vivre. Permettez-moi d'abord de vous répondre : Sur quoi voulez-vous que porte ce contrôle ? Quelle compétence extraordinaire pourrait avoir les inspecteurs du travail ? Comment connaîtront-ils les cours du marché, le prix des marchandises ? A quelle expertise se livreront-ils avant leur enquête pour que, voyant la comptabilité, examinant les livres, interrogeant peut-être les ouvriers qui diront ou ne diront pas toute la vérité parce qu'ils sont sous

l'oppression patronale, ils puissent vérifier le fonctionnement de l'économat ? Comment voulez-vous que ce contrôle soit efficace ?

Laissez-moi vous indiquer ici le danger : quand un économat aura été ainsi so-disant contrôlé, on aura le droit de dire que tout ce qui se fait dans cet économat est bon et parfait, bien que l'inspecteur du travail ne puisse pas toujours se présenter dans l'économat étant données les tâches absolument absorbantes qui le réclament ; de sorte que c'est l'État qui garantira aux ouvriers la vente dans certaines conditions qu'il n'aura pas pu contrôler sérieusement. (*C'est vrai ! — Très bien !*)

Au nom du Gouvernement, je repousse cette responsabilité. (*Vifs applaudissements.*)

M. COLLIARD, *vice-président de la commission du travail*. — La commission, d'accord avec le Gouvernement, repousse l'amendement,

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur la prise en considération de l'amendement de M. de Villebois-Mareuil.

(La Chambre, consultée, ne prend pas l'amendement en considération.)

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu un amendement au second paragraphe de l'article 1^{er} :

Cet amendement, qui est signé de MM. Vaillant et Allemane, est ainsi conçu :

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat du travail si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri à prix coûtant et recevra son salaire en argent.

Je suppose que dans la pensée des auteurs de l'amendement, la fin du second paragraphe de l'article 1^{er} serait supprimée ?

M. LE RAPPORTEUR. — Monsieur le président, la Chambre pourrait adopter le premier paragraphe de l'article 1^{er} qui n'est pas contesté, puis passer à l'amendement de MM. Vaillant et Allemane qui est accepté par la commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement. Je donne une nouvelle lecture du premier paragraphe de l'article 1^{er} :

Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vend, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés, ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit ; 2° d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui,

Je mets aux voix ce premier paragraphe de l'article 1^{er}, qui n'est pas contesté.

(Le paragraphe 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de MM. Vaillant et Allemane au paragraphe 2 est accepté par la commission.

Le texte du second paragraphe de l'article 1^{er} serait ainsi conçu :

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri à prix coûtant et recevra son salaire en argent.

M. MASSABEAU. — Je demande une explication : qu'est-ce que MM. Vaillant et Allemane entendent par « logé et nourri à prix coûtant » ? Fera-t-on payer la nourriture et le logement au prix des merceries et des usages locaux en donnant un supplément en argent, ou bien le patron retiendra-t-il le logement et la nourriture sur le contrat de travail ?

M. Édouard VAILLANT. — Il y a des contrats qui comportent la nourriture et le

logement de l'ouvrier; mais ces contrats sont exceptionnels, et il est désirable qu'ils soient aussi limités que possible en attendant qu'ils disparaissent.

M. MASSABUAU. — Quels sont ces contrats? Ceux qui concernent les domestiques de ferme, par exemple?

M. François FOURNIER. — Et aussi les ouvriers charrons, selliers, menuisiers.

Un membre à gauche. — Et les ouvriers de la campagne!

M. Édouard VAILLANT. — Il importe que cette nourriture et ce logement soient donnés au prix coûtant qui est évidemment déterminé suivant les conditions locales. Cela forme une partie du salaire total qui est le prix de la force de travail de l'ouvrier vendue ou louée au patron.

Il importe d'un autre côté que le salaire proprement dit, c'est-à-dire payé en argent, seconde partie du salaire total et distinct de cette compensation particulière en nature soit le moins possible réduit par elle. C'est pourquoi il faut que l'allocation en nature ne puisse, en ce cas, donner lieu à une retenue, à un bénéfice du patron sur le salaire total.

C'est pourquoi, à la rédaction de la commission qui nous paraissait manquer un peu de précision nous avons substitué, M. Allemane et moi, cette rédaction qui nous paraît plus précise et dire d'une façon plus exacte ce que voulait indiquer la commission.

M. MASSABUAU. — Alors il est bien entendu, dans votre esprit, que ce n'est pas sur le salaire qu'on prélèvera le prix du logement et de la nourriture, que le salaire sera composé de deux choses distinctes : d'une part, d'une prestation en nature, comprenant le logement et la nourriture, et d'autre part du salaire en argent qui sera perçu ensuite?

M. François FOURNIER. — Mais, dans la pratique, c'est ainsi que les choses se passent!

M. MASSABUAU. — Il s'agit de bien s'expliquer. Que voulez-vous dire au juste? Il est bien entendu que vous ne voulez pas dire que pour un salaire mensuel de 150 francs, par exemple, on aura le droit de déduire 50 francs sur la somme à percevoir pour le logement et la nourriture? Vous voulez dire, au contraire, que s'il y a un contrat de louage qui comprenne d'une part une prestation en argent et, d'autre part, une prestation en nature pour le logement et la nourriture, on ne pourra pas toucher à la prestation en nature, mais seulement à la prestation nette en argent. C'est bien cela? Autrement, je ne comprends pas.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le commissaire du Gouvernement.

M. Arthur FONTAINE, *directeur du travail au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, commissaire du Gouvernement.* — Il est très difficile d'apprécier un texte que nous n'avons pas entre les mains.

Mais autant qu'on a pu le juger à première audition, il semble qu'il n'apporte qu'une précision illusoire au texte de la commission. Lorsqu'un ouvrier est nourri et logé, il n'est nourri et logé à aucun prix déterminé, il est simplement nourri et logé. (*Très bien! très bien! à gauche et à l'extrême gauche.*) En sorte que, sauf un cas que je n'aperçois pas, et sur lequel il faudrait nous donner une précision, l'ouvrier nourri et logé et recevant un salaire de tant n'est nourri et logé ni au prix coûtant, ni à aucun prix déterminé. (*Très bien! très bien!*)

M. MASSABUAU. — Alors l'amendement est inutile !

M. Édouard VAILLANT. — Il suffit, messieurs, de comparer les deux textes pour voir avec netteté le sens de la modification que nous proposons.

Voici le texte de la commission :

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat du travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

Avec ce texte, des abus sont possibles en ce sens qu'il fournit le moyen de réintroduire dans le paiement de l'ouvrier, par une consommation supplémentaire parfois imposée, le *truck system*, c'est-à-dire les abus de l'économat et d'absorber, par ces consommations supplémentaires, le salaire en argent de l'ouvrier. (*Exclamations sur divers bancs.*)

Il pourrait se faire ainsi que la part payée en argent fût réduite à un minimum absolument illusoire.

Au contraire, avec le texte que je propose avec mon ami Allemane, et qui a pour objet de ne de luire qu'au plus, et à prix de revient, le logement et la nourriture du salaire total, de façon que la partie payée en argent soit la plus grande possible, l'exploitation de l'ouvrier est réduite au minimum dans ce genre de contrat de travail si contraire à ses intérêts. Ainsi, au lieu d'empiéter sur le salaire total et de l'absorber, comptés au prix de revient local, le loyer et la nourriture formeront bien une partie de ce salaire, mais en laisseront subsister la plus grande partie en argent. Et c'est cette partie seulement que notre amendement désigne par le mot « salaire ». Nous disons : Le salaire sera payé en argent, mais comme certains contrats de travail comportent le logement et la nourriture, logement et nourriture, compléments de ce salaire, ne pourront être donnés qu'à prix de revient ou à prix coûtant, localement appréciable, c'est-à-dire dans les conditions d'un prix minimum localement déterminées. (*Très bien ! très bien !*)

M. Henri LANIEL. — Déterminées par qui ?

M. Édouard VAILLANT. — Je ne comprends pas les protestations d'un certain nombre de nos collègues. Il n'y a pas un seul objet dont la valeur ne soit localement déterminable et déterminée suivant les frais de production.

En ce qui concerne les conditions particulières commerciales d'offre et de demande de tout objet consommé, que ce soit un logement ou de la nourriture, cela peut très exactement être déterminé, et le terme « prix coûtant » indique ici que, pour éviter tout abus, le prix doit être ramené aussi près que possible de la valeur, c'est-à-dire des frais de production.

Tout ce que nous demandons, c'est qu'on ne puisse pas en augmenter la valeur arbitrairement, de façon à restreindre hors de toute proportion la quotité du salaire en argent, ce qui serait une réelle annulation du salaire.

Le texte aurait ainsi, quoi qu'en dise M. le commissaire du Gouvernement, plus de précision et il ne permettrait pas l'abus contre lequel mon ami M. Allemane et moi protestons. (*Mouvements divers.*)

M. COLLIARD, *vice-président de la commission*. — Nous n'avons pas eu la bonne fortune de recevoir, à la commission, le texte de l'amendement de M. Vaillant : mais cet amendement nous paraît, à première vue, alourdir singulièrement le texte de l'article que nous avons présenté. Notre texte est très clair. Nous avons mis les mots « l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures à prix coûtant » en considération de la situation suivante : un ouvrier travaille dans un magasin de confections. Voulez-vous

l'obliger à s'habiller au magasin à côté? Non! Il prendra son habillement dans le magasin où il travaille, mais au prix coûtant. Si l'amendement de M. Vaillant était accepté, un ouvrier ou un employé serait empêché de prendre ses fournitures dans le magasin de son patron, au prix coûtant.

Le texte de la commission est donc suffisamment clair et précis; nous vous demandons de le voter. (*Très bien! très bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lauraine.

M. LAURAINÉ. — L'idée qui donne lieu à ce débat quelque peu confus, me paraît cependant très claire. Il s'agit du contrat de travail où il est stipulé que l'ouvrier, sera logé et nourri par son patron.

Le texte veut dire ceci : Dans ce cas la fourniture par le patron du logement et de la nourriture — considérée comme une part de salaire — ne fera pas de lui un entrepreneur d'économat. (*Marques d'approbation.*)

Pourquoi, je vous le demande, compliquer ce texte si clair en essayant de discriminer dans le prix total la valeur de la nourriture et du logement? Comment arriverez-vous jamais à la faire? A quel moment vous placerez-vous pour amener le patron et l'ouvrier à vous donner l'estimation exacte du prix de la nourriture et du logement qu'on aura fournis?

Le texte deviendra très clair et l'idée poursuivie par nos collègues sera mise nettement en lumière, si l'on retranche purement et simplement du texte de la commission les trois dernières lignes et si l'on se borne à dire : « Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri. » Un point, c'est tout.

Tout le reste me paraît non seulement inutile, mais comme devant conduire à des complications dangereuses. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La commission et le Gouvernement maintiennent-ils le paragraphe primitif?

La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Le Gouvernement, d'accord avec la commission, accepte la rédaction qui vient d'être indiquée par M. Lauraine. Je me permettrai d'adresser une critique à cette rédaction. L'honorable M. Lauraine sera, sans doute, d'accord avec moi pour y comprendre le salaire déterminé en argent et aussi que la fin de l'article de la commission doit être maintenu.

M. OCTAVE LAURAINÉ. — J'accepte la modification proposée par le Ministre du Travail, bien que, dans ma pensée, il soit inutile de prévoir que l'ouvrier n'est pas seulement rémunéré dans le contrat de travail par son logement et sa nourriture et que le salaire en argent doit être naturellement prévu.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous, je vous prie, monsieur Lauraine, me remettre un texte écrit?

M. BEPMALE. — Il n'y a qu'à voter par division.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Vaillant.

M. ÉDOUARD VAILLANT. — L'amendement de M. Lauraine affirmant le salaire en argent et éliminant les consommations supplémentaires, réduit évidemment les inconvénients de l'article tel qu'il était primitivement rédigé. La différence se résume dans les deux mots de « prix coûtant », de la nourriture et du logement, puisque l'amendement de M. Lauraine a admis la détermination du salaire en argent comme

nous l'indiquions, M. Allemane et moi. Nous persistons cependant à croire, suivant l'idée de notre amendement qu'on ne saurait trop préciser et par conséquent trop limiter à sa valeur minima le prix de cette nourriture et de ce logement.

L'avantage est, dans la pratique, certain. Il y a, en effet, des cas de cet ordre où le salaire en argent de l'ouvrier logé, nourri, excité à la consommation, est tellement faible et illusoire que certains de ces ouvriers sont de véritables serfs qui ne voient pour ainsi dire jamais de salaire en argent. (*Interruptions.*)

M. MULAC. — Comment déterminerez-vous le prix coûtant ?

M. Édouard VAILLANT. — C'est le prix local qui détermine le prix coûtant. Il varie suivant les conditions du travail, du logement et de la nourriture; évidemment ces conditions sont individuellement indéterminées, mais elles sont déterminables.

L'amendement de M. Lauraine ne constitue qu'une partie de l'amélioration désirable du texte de la commission.

M. PÉCHADRE. — Il y a un contrat !

M. MASSABUAU. — Je suis de l'avis de M. Lauraine, et pour répondre au désir exprimé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ainsi que par M. Vaillant, je propose d'ajouter après le premier paragraphe de l'article 1^{er} les mots suivants :

Ne pourront entrer comme acompte dans le paiement du salaire argent le logement et la nourriture fournis par l'employeur. (*Exclamations.*)

MM. CÉSAR TROUIN et PÉCHADRE. — Mais il y a un contrat !

M. MASSABUAU. — Il est des domestiques de ferme, des domestiques de maison qu'on loge et qu'on nourrit.

La disposition que je propose a pour but d'éviter qu'on ne puisse leur dire : « Nous vous donnons tant de salaire, mais nous vous retiendrons sur ce salaire, à prix coûtant, telle somme pour votre logement et votre nourriture. »

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le commissaire du Gouvernement.

M. LE DIRECTEUR DU TRAVAIL AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE, *Commissaire du Gouvernement.* — Messieurs, il y a dans le 2^e paragraphe deux parties : l'une qui vise le logement et la nourriture exclusivement, l'autre qui ne vise à aucun degré le logement ou la nourriture, qui ne vise que des fournitures de travail, par exemple : la poudre ou les outils.

M. ARTHUR GROUSSIER. — Très bien, voilà la question.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — En ce qui concerne le logement et la nourriture, comme j'avais l'honneur de l'expliquer tout à l'heure à la Chambre, je ne connais pas d'exemple, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels, où l'on dise à un ouvrier : « Je vous nourris et vous loge à tel prix ». On lui dit : « Je vous nourris et je vous loge et vous donne, en outre, tel salaire en argent. » C'est la pratique courante.

Le texte de la Commission répond d'une façon claire et nette aux nécessités actuelles, elle dit :

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent...

Quant à la seconde partie, elle n'a aucunement pour but de permettre au patron de livrer à l'ouvrier des aliments, des vêtements ou des logements à prix coûtant. Elle a uniquement pour but de permettre au patron de fournir à l'ouvrier de la poudre, de l'huile, des mèches, des outils, ce qui se fait couramment dans les mines et dans un très grand nombre d'autres établissements.

Ceci est indispensable à l'ouvrier. Dans ce cas, que doit-on demander? Que sur les fournitures de travail le patron ne réalise pas de bénéfices. Ce serait un abus de mots de transformer en un fait d'économat le fait par le patron de fournir à l'ouvrier sa poudre et ses outils. Je crois que le texte de la Commission est clair, qu'il répond à l'intention de MM. Vaillant et Allemane. C'est par suite d'une confusion que l'on a pu penser qu'il s'agissait dans la dernière phrase de fournir des aliments ou le logement. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission maintient donc son texte et les explications fournies par M. le Commissaire du Gouvernement donnent satisfaction à M. Lauraine, d'une part, et à MM. Vaillant et Allemane, d'autre part.

M. LAURAINÉ. — Parfaitement.

M. ALLEMANE. — Ces explications nous donnent satisfaction.

M. Edouard VAILLANT. — Du moment qu'il ne s'agit pas, comme nous le croyions, d'une consommation supplémentaire pouvant être imposée et réduisant le salaire, nous n'avons plus rien à objecter à cette partie de la rédaction finale du second paragraphe.

M. le lieutenant-colonel DU HALGOUET. — Je veux demander à la Commission une explication sur cette dernière phrase. Elle me paraît essentielle et j'ai été étonné de voir qu'elle paraissait l'abandonner.

Dans l'esprit de la Commission, cette disposition s'étend-elle à la fourniture du charbon faite habituellement dans les mines aux mineurs? Dans les charbonnages, l'administration de la mine fournit du charbon aux mineurs à un prix quelconque, mais à un prix conventionnel. Je pense qu'il n'est pas dans l'esprit de la Commission de considérer cette fourniture normale de charbon, qui fait partie du contrat de travail de l'ouvrier avec son patron, comme un fait d'économat.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Non, ce n'est pas un fait d'économat.

M. LE RAPPORTEUR. — Dans ce cas, l'exception subsiste, car l'économat consiste dans un établissement. C'est indiqué au paragraphe 1^{er} que nous avons voté.

M. Fernand DE RAMEL. — Cette fourniture de charbon est gratuite.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. — Au risque d'être importun (*Parlez! parlez!*), je demande encore une explication à la Commission avant de voter sur l'ensemble de l'article 1^{er}. Dans l'esprit d'un grand nombre de nos collègues préoccupés du titre de la loi, nous allons tout simplement supprimer les économats.

Mais en réalité, dans l'article 1^{er}, nous faisons plus que supprimer les économats. Nous supprimons les économats par le premier paragraphe; mais par le second paragraphe nous défendons à tout employeur, quel qu'il soit, «d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui».

M. Jules COUTANT. — C'est très juste!

M. LEMIRE. — Je ne dis pas le contraire. Mais j'établis la portée du texte. Il ne s'agit pas ici uniquement de patrons ayant un établissement industriel ou commercial; il s'agit, monsieur Coutant, de chefs d'entreprise — je donne un exemple — d'un directeur de travaux d'une ville, d'un entrepreneur de travaux de démolition, de déchargement ou de transport, lesquels ont des ouvriers, mais qui, la plupart du temps, n'ont pas, à proprement parler, d'établissements et qui n'ont pas non plus d'économats.

Il est défendu à ces chefs d'entreprise d'imposer à leurs ouvriers l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par eux.

Indiqués par eux, dit le texte, et j'ajoute à plus forte raison quand ils sont tenus par eux ou par leur femme. C'est bien là votre intention, Monsieur le Rapporteur?

M. LE RAPPORTEUR. — Parfaitement.

M. LEMIRE. — C'est bien, du reste, ce que vous disiez à M. du Halgouet : nous faisons plus que de supprimer les économats, nous interdisons d'une manière formelle toute spéculation d'un entrepreneur de travail quelconque tendant à peser sur ses ouvriers en leur indiquant directement ou indirectement un magasin où ils auront l'obligation de s'approvisionner.

M. Jules COUTANT. — L'employeur touche la remise.

M. LEMIRE. — Je demande, par conséquent, si telles sont bien les intentions de la Commission, car les pénalités que nous allons voter à l'article 3 sont considérables et elles peuvent atteindre de petits chefs d'entreprise. Il faut donc qu'on sache où l'on va. C'est pourquoi je prie la Commission de dire si les explications que je viens d'indiquer sont bien celles qu'elle entend fournir à la Chambre et si le commentaire que j'ai fait de son texte est bien exact. (*Très bien! très bien!*)

M. LE RAPPORTEUR. — La deuxième disposition du premier paragraphe de l'article 1^{er} qui interdit à tout employeur « d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui », apparaît à la Commission comme le complément indispensable de la disposition première; car il ne servirait à rien d'interdire aux patrons d'annexer à leurs établissements industriels des économats, c'est-à-dire des magasins où ils vendent à leur personnel des denrées et des marchandises, si les ouvriers pouvaient être contraints directement ou indirectement de se servir dans un magasin qui leur serait indiqué par le patron, qui nominalement appartiendrait à un tiers, mais dont les intérêts se confondraient avec ceux du patron.

Que cette disposition soit nécessaire, c'est ce que les faits ne montrent que trop. Je citerai le suivant à l'honorable M. Lemire; je le trouve signalé dans le « Rapport au Ministère du Commerce sur un projet de loi concernant les salaires des ouvriers et employés, au nom de la Commission permanente du travail, par M. Lyon-Caen (Paris, 1890). C'est un fait qui s'est passé à Rouen :

Le sieur V... occupait un assez grand nombre d'ouvriers sur les quais de Rouen. Il les payait à raison de 50 centimes l'heure. Un premier acompte leur était d'ordinaire versé pour midi, au moment de l'interruption du travail pour les repas, et le complément du salaire était réglé à la fin de la journée. Le paiement de l'acompte fait à midi était de 1 franc, dont 85 centimes en numéraire et 15 centimes représenté par un jeton métallique donnant droit à l'ouvrier de prendre une consommation dans un débit que V... faisait lui-même exploiter par un gérant.

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — C'est l'économat déguisé!

M. LE RAPPORTEUR. — C'est ici, comme le dit très justement l'honorable M. de Castelnau, l'économat déguisé. Il n'est pas plus digne d'intérêt que l'autre. Au même titre et pour les mêmes raisons, il doit être interdit. (*Très bien! très bien!*)

J'ajoute que la loi belge de 1887 sur l'interdiction des économats, qui se proposait d'interdire le « truck-system » et qui y a réussi d'une manière partielle, a prévu dans son article 9 le cas soulevé par l'honorable M. Lemire.

Cet article est ainsi conçu :

ART. 9. — Jusqu'à preuve du contraire, toute fourniture faite par la femme ou par les enfants du patron, directeur, contremaître, porion, employé d'administration publique ou privée; chef d'entreprise ou sous-traitant, est présumée faite par le patron lui-même, le directeur, contremaître, porion, chef d'entreprise, ou sous-traitant...

Nous voulons prendre une précaution analogue; elle n'est pas inutile.

Il s'agit, je le répète, d'empêcher d'une manière complète l'économat déguisé aussi bien que l'économat avoué. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Cette précision suffit-elle à l'honorable M. Lemire?

M. ARTHUR GROUSSIER. — C'est voté d'ailleurs.

M. LEMIRE. — C'est entendu, mais on n'avait pas mis en lumière d'une manière suffisante les conséquences que peut avoir ce paragraphe. Je remercie M. le Rapporteur des explications qu'il a fournies. Elles auront, en particulier, dans certains ports de mer et dans d'autres localités où des employeurs et chefs d'entreprises se sont livrés à des abus criants, révoltants, une portée considérable. C'est, pour moi, bien plus peut-être que la suppression des économats, la meilleure conséquence de notre projet, car l'économat a un visage, donc une responsabilité, et cette exploitation honteuse n'en a les trois quarts du temps aucun. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lucien Dior.

M. LUCIEN DIOR. — Je voudrais demander une précision à la Commission.

Il arrive souvent, dans le cas de petites entreprises de construction notamment, que l'entrepreneur arrive avec un petit nombre d'ouvriers dans une localité qu'il connaît peu et il garantit ses ouvriers qui sont inconnus de commerçants de la localité jusqu'à une somme déterminée par exemple pour leur pension.

Du fait de la loi, il semble qu'on pourrait considérer cette garantie comme illégale parce que interdite comme économat déguisé.

Il y a cependant un certain intérêt à ce que ces ouvriers qui arrivent dans un pays où ils sont inconnus puissent profiter de la solvabilité de leur patron.

M. LEVRAUD. — Le patron peut donner au commerçant un acompte au lieu de garantir la pension de ses ouvriers.

M. LUCIEN DIOR. — Quand il s'agit d'un industriel important, cet industriel peut donner un acompte, mon cher collègue; mais lorsqu'il s'agit d'un petit entrepreneur, qu'une avance peut gêner, qui n'est pas sur les lieux pour la renouveler, qui ne peut visiter son chantier, souvent peu important, que tous les deux ou trois jours, ce petit entrepreneur use souvent de ce moyen de garantie. Il me semble que ce moyen ne peut pas avoir les inconvénients que je reconnais exister dans les économats.

Je crois donc qu'il ne faudrait pas, sous couleur d'éviter les inconvénients de l'économat, enlever aux ouvriers et aux petits patrons les avantages de l'usage de la

garantie de pension qui n'a aucun inconvénient. Je demande l'avis de la Commission sur ce point.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission.

M. COLLIARD, *Vice-Président de la Commission*. — Je réponds d'un mot à notre honorable collègue qu'en effet dans certaines entreprises provisoires de grands travaux un certain nombre d'ouvriers n'ont pas à leur portée des établissements où ils trouvent à boire et à manger. Il se constitue alors ce que l'on appelle une cantine. Ce n'est pas un économat. Cette cantine, installée parce que les ouvriers sont de passage, à mon avis, ne ressemble en rien à un économat où les ouvriers sont obligés de consommer par ordre du patron. C'est une installation de passage, où l'on donne à manger aux ouvriers, ce n'est donc nullement un économat, puisque l'entrepreneur n'oblige pas l'ouvrier à aller dans cet établissement.

Je crois que ma réponse donne satisfaction à notre collègue. (*Très bien! très bien!*)

M. Lucien DIOR. — D'après la réponse de M. le Président de la Commission, quand il n'y a pas obligation pour l'ouvrier, quand il y a simplement pour lui garantie et facilité de trouver les vivres et le couvert dont il a besoin, on ne devra pas considérer ces facilités et ces garanties comme un économat déguisé et par conséquent elles resteront licites et légales.

C'est exactement ce que je voulais savoir, non seulement pour éclairer ma religion, mais encore pour que, lorsque la loi entrera en application, les tribunaux trouvent devant eux la base d'une jurisprudence large et libérale.

Sur divers bancs. — Aux voix!

M. LE PRÉSIDENT. — Ceux de nos collègues qui ont présenté des observations ont reçu satisfaction et MM. Vaillant et Allemane retirent leur amendement.

Je donne une nouvelle lecture du second paragraphe de l'article 1^{er} tel qu'il est proposé par la Commission :

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

Je mets aux voix ce paragraphe.

(Ce paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole sur l'ensemble de l'article 1^{er}?...

Je le mets aux voix.

(L'ensemble de cet article, mis aux voix, est adopté.)

Sur divers bancs. — A jeudi!

M. LE RAPPEUR. — Plusieurs de nos collègues m'ont fait savoir que sur les articles 2 et 3, ils veulent saisir la Chambre d'amendements. Afin que les amendements puissent être imprimés et distribués, la Commission accepte le renvoi à jeudi.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition au renvoi de la discussion?...

Le renvoi est ordonné.

SÉANCE DU 6 JUIN 1907.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des propositions de loi : 1° de M. Jules Coutant et plusieurs de ses collègues ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte; 2° de M. Maurice Flayelle ayant pour objet la suppression des économats patronaux et l'interdiction de la vente habituelle, directe ou indirecte, de marchandises quelconques faite par les employeurs à leurs ouvriers.

La Chambre s'est arrêtée mardi à l'article 2.

Je donne lecture de cet article, sur lequel il y a plusieurs amendements :

ART. 2. — Tout écomat sera supprimé dans un délai de six mois, à dater de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra être porté à un maximum de cinq ans sous les deux conditions suivantes : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice; 2° que l'écomat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de l'établissement.

M. MILLERAND, *Président de la Commission du travail*. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Je crois que, si la Chambre veut statuer en connaissance de cause et sur l'article 2 et sur les divers amendements qui s'y rapportent, il serait prudent de procéder à une discussion générale sur cet article. (*Assentiment.*) Cette méthode, Monsieur le Président le sait, est quelquefois pratiquée.

M. LE PRÉSIDENT. — J'allais le proposer, d'autant plus qu'il y a un article additionnel. Mais aucun de nos collègues n'est inscrit sur l'article; je suis seulement saisi d'amendements de M. Lenoir et de M. Allemane.

Je donnerai donc la parole à M. Lenoir sur son amendement, mais je ne consulterai pas la Chambre sur l'amendement afin de réserver les droits de M. Allemane.

L'amendement de MM. Lenoir, Durre, Mélin, Fiévet, Hauet tend à supprimer le deuxième paragraphe de l'article 2.

La parole est à M. Lenoir.

M. LENOIR. — L'amendement qu'un certain nombre de mes collègues et moi avons eu l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre tend tout simplement à la suppression totale du paragraphe 2 de l'article 2.

La Chambre, après avoir entendu l'attaque et la défense de la proposition de loi en discussion, s'est prononcée à une majorité qu'on pourrait presque qualifier d'unanimité pour la suppression des économats.

Dans le premier paragraphe de l'article 2, la Commission propose de supprimer ces économats dans un délai de six mois; mais dans le second paragraphe, elle demande que ce délai soit porté à un maximum de cinq ans sous deux conditions particulières.

Mes collègues et moi nous estimons que les conditions inscrites dans ce second paragraphe seront complètement illusoires si la Chambre, après avoir décidé la suppression des économats dans un délai de six mois, donne une force plus grande à ceux qui désirent le maintien de ces mêmes économats pendant une durée de cinq ans.

La Commission a semblé croire que la proposition de loi votée par la Chambre puisse être adoptée sans discussion, *ipso facto* par le Sénat, dans un très court délai.

Nous sommes d'un avis différent. Nous craignons bien de voir cette loi sociale votée par nous rester encore très longtemps dans les cartons du Luxembourg, et attendre de très longs mois sans paraître au *Journal officiel*.

Les patrons qui ont des éconômats peuvent dès à présent prendre leurs précautions pour n'avoir pas en magasin des stocks de marchandises dont l'écoulement exigerait un délai plus prolongé.

La commission, je le sais, indique dans son article 3 les fonctionnaires chargés de veiller à l'application de cette loi; les inspecteurs du travail devront s'assurer si la vente des denrées et marchandises ne rapporte aucun bénéfice à l'employeur. Mais ces inspecteurs du travail sont déjà trop surchargés de besogne pour que vous puissiez leur demander d'examiner encore la comptabilité des éconômats chez les différents patrons; ils ne pourront donc exercer leur surveillance et il est à peu près certain que les éconômats continueront à être régis comme jusqu'à présent.

La deuxième condition indiquée par la commission est la suivante : l'éconômat sera administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers employés dans l'établissement. Nous sommes persuadés que ces délégués seront complètement à la dévotion des patrons.

Pour ces raisons, nous demandons purement et simplement la suppression du deuxième paragraphe de l'article 2 et la disparition complète dans les six mois de tous les éconômats. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. Jules COUTANT. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Coutant.

M. Jules COUTANT. — Pour répondre au désir de M. le Président de la commission du travail qui a demandé de rouvrir la discussion générale...

M. LE PRÉSIDENT. — D'ouvrir une discussion générale sur l'article 2.

M. Jules COUTANT. — ... sur l'article 2...

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — *Traduttore, traditore.* (*Sourires.*)

M. Jules COUTANT. — ... je tiens tout d'abord, en montant à cette tribune, à remercier l'honorable rapporteur, mon ami Zevaès, qui, mardi dernier, pour aller au plus vite, avec archarnement, je puis le dire, n'a même pas attendu que les orateurs inscrits prissent la parole et a prononcé un beau discours, mieux que je ne saurais le faire.

Je me demande si M. le Président de la commission du travail, qui a présidé aux débats du rapport de l'honorable M. Zevaès, sera d'accord avec M. le Ministre du travail et M. le Rapporteur pour demander avec eux la suppression immédiate des éconômats. Autrement dit, je demande à la Chambre de voter le texte tel qu'il a été formulé par la commission du travail.

Je n'ai pas la prétention de rouvrir le débat; néanmoins, il me sera permis d'ajouter que, si tous les partis politiques de cette assemblée sont unanimes à reconnaître qu'il y a lieu d'améliorer les rapports entre le capital et le travail, cependant, on ne semble pas vouloir s'apercevoir que la première amélioration à apporter consisterait à supprimer les paiements en nature, au moyen desquels des employeurs peu scrupuleux tendent sans cesse à ramener l'ouvrier au servage, bien que le servage ait été supprimé, nous le savons tous, par l'immortelle Révolution française.

Vous avez pu constater, messieurs, que tous les conflits périodiques qui éclatent, à notre grand regret, si fréquemment aux quatre coins de la France ouvrière et paysanne, toutes ces grèves sont dus aux procédés déloyaux, inqualifiables de certains employeurs et, on peut le dire, de tout le grand patronat moderne qui annexe des économats à ses entreprises industrielles.

Ce n'est pas la première fois que la Chambre s'est émue de la situation faite aux travailleurs par les économats, je le sais; à droite, au centre, à l'extrême-gauche, on a souvent songé à réglementer le paiement des salaires; mais, malgré les nombreuses propositions et les projets de loi déposés, malgré les fréquentes interpellations qui ont eu lieu, les travailleurs attendent encore la suppression des économats.

Il n'est pas nécessaire d'avoir vécu, comme nous, la vie si dure, et, je puis le dire, si précaire, des ouvriers, pour comprendre combien les économats sont dangereux. Mardi dernier, je parlais des grèves de Bessèges, de Longwy; mais c'est par centaines que je pourrais citer les grèves dues aux économats. Je pourrais tout d'abord rappeler ce que disait mon honorable collègue et ami Basly, lors de la grève de Decazeville. Parlant des économats, M. Basly s'exprimait ainsi :

Ce système permet aux administrateurs de contrôler la consommation des travailleurs et de se baser sur cette consommation pour réduire les salaires. On veut encore tenir par le crédit les ouvriers qui, en réalité, ne sont presque jamais payés en espèces, sont presque toujours payés en marchandises.

Je n'indique que pour mémoire les 25 p. 100 de retenue opérés sur les salaires ouvriers pour constituer le capital de ces magasins. Notez bien que ces coopératives sont constituées avec l'argent des ouvriers et qu'elles sont administrées par la compagnie des mines en dehors de tout contrôle ouvrier.

Le Ministre d'alors, M. Baïhaut, appuya les dires de notre collègue. J'entendais mardi dernier certains de mes collègues du parti radical s'écrier : « Les économats ne sont pas aussi dangereux que vous voulez bien le dire! » Or, un grand ami de M. le Président de la commission du travail, je crois, autrefois, M. Wickersheimer disait, au nom de l'extrême gauche, en parlant des économats :

L'ouvrier, pendant le courant du mois, paye ce qu'il consomme avec des bons, des jetons qui lui sont remis par la compagnie et que celle-ci rembourse aux magasins coopératifs. Si l'ouvrier paye avec son argent, il est libre; on ne peut savoir exactement le montant de ses dépenses; tandis que s'il paye avec des jetons, il est dans une dépendance bien étroite vis-à-vis de la compagnie. Il arrive souvent qu'à la fin du mois, les ouvriers, après la retenue des jetons, n'ont que 6, 8 ou 10 francs à toucher. Qu'arrive-t-il? C'est que ces ouvriers sont exaspérés contre la société d'alimentation qui n'est plus pour eux une société de prévoyance, mais qui les rend plus misérables qu'avant, en tout cas qui leur fait sentir leur misère d'une façon beaucoup plus dure. Au début la société coopérative de Decazeville ne fournissait que le pain; puis on l'a étendue au vin et à la viande et, dans ces derniers temps, on a essayé de l'étendre à tous les objets d'alimentation.

Voilà comment parlait un leader de l'extrême gauche; puisque, paraît-il, il y a des leaders dans tous les partis; quant à moi, je n'en connais pas et ne veux pas en connaître. Le mondre ouvrier se plaint des économats, de l'intervention patronale, de l'intervention des employeurs qui contrôlent la consommation de leurs ouvriers et qui ensuite règlent, je peux même ajouter réduisent, les salaires à leur guise, suivant la consommation de ces ouvriers.

M. le Ministre du travail, dans la séance de mardi, nous a parlé de l'article 4 de la loi du 12 janvier 1895 sur l'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires. M. le Ministre nous a déclaré que, si cette loi était appliquée dans toute sa teneur, une grande modification serait apportée à l'état de choses actuel.

M. Zévaès nous a parlé de la commission supérieure du travail et du rapport Martelin que j'ai du reste mentionné dans l'exposé des motifs de ma proposition de loi; mais ce qu'il faut dire, c'est que tous les partis politiques de cette Chambre ont demandé la suppression des économats. A la suite du vœu émis par le conseil supérieur du travail en 1891, l'honorable M. Jules Roche a déposé un projet de loi tendant à réglementer le paiement des salaires. Ce projet était signé également de M. le Garde des Sceaux qui était alors M. Fallières. Dans l'exposé des motifs, je relève le passage suivant :

Une réglementation plus délicate consiste à interdire le paiement des salaires en bons ou jetons de consommation échangeables seulement chez les commerçants avec lesquels le patron a conclu un arrangement ou dans un économat dépendant de l'établissement industriel lui-même.

Cette manière de procéder est une sorte de reprise exercée de ce chef par le patron sur le salaire de l'ouvrier, et nous estimons qu'il est temps de faire disparaître cet abus. Nous vous proposons de décider que le paiement devra être fait en espèces ayant cours.

L'étude de cette question nous a tout naturellement conduits à envisager la conséquence que cette mesure pourrait avoir au point de vue des économats.

L'obligation nouvelle imposée par les lois qui mettent les économats dans l'impossibilité d'assurer les moyens d'augmenter le recrutement de leur clientèle ne causerait-elle pas leur ruine, ou ne porterait-elle pas un préjudice, dans certains cas, aux intérêts mêmes que l'on veut défendre? Nous ne le pensons pas.

Voilà comment parlaient M. Fallières et M. Jules Roche.

Mais plus récemment, nous avons délibéré sur une loi qui a fait des voyages aussi multiples qu'édifiants entre la Chambre et le Sénat. C'est la loi déposée en 1898, sur le paiement des salaires. L'article 3 de ce projet de loi est ainsi conçu :

Les paiements des salaires des ouvriers et employés seront faits un jour de travail. Ils ne pourront être effectués dans des débits de boissons, magasins de vente ou économats, sauf pour les personnes qui y sont occupées.

Je connais des usines où il faut faire deux mois de travail avant de toucher un sou; je pourrais notamment en citer une que M. le Ministre de l'instruction publique doit connaître lui aussi : c'est une usine de Saint-Chamond. A l'époque où j'y travaillais, vers 1872-1873, les ouvriers touchaient leur paye après deux mois de travail. Il y a toujours un mois d'arriéré. Dans d'autres usines, la paye se fait tous les mois avec un retard de dix jours pour régler les comptes.

M. Charles BENOIST. — Mais il est fait des avances.

M. Jules COUTANT. — Assurément.

M. ALLEMANE. — Dans certaines imprimeries le paiement des salaires se fait avec, quelquefois, plus de six semaines de retard.

M. Jules COUTANT. — Au bout du premier mois de travail, l'ouvrier ne touche que vingt jours. Dans ces usines il y a des économats. Moi qui ai gagné ma vie comme ouvrier, je suis persuadé que si une loi obligeait les employeurs à payer les ouvriers par quinzaine, avec un acompte tous les samedis, que les ouvriers ne s'adresseraient pas aux économats. Ils y vont parce qu'ils n'ont pas d'argent, parce qu'on leur livre en nature ce qu'on devrait donner en espèces. Que notre législation ouvrière interdise aux employeurs de payer mensuellement, qu'elle les oblige à payer tous les quinze jours avec des acomptes par huitaine, et vous verrez si les ouvriers continueront à s'adresser aux économats! Je verrai s'il n'y aurait pas lieu pour moi de reprendre ce projet discuté par les Chambres, mais qui n'est pas encore entré en application.

Un de nos collègues de la droite, M. de Villebois-Mareuil, faisait appel l'autre jour à l'académie des sciences morales et politiques. Je suis mal placé pour en faire autant. Il nous disait que l'académie des sciences morales avait décerné une médaille d'or à la Compagnie d'Orléans pour ses institutions en faveur de son personnel.

Si nous obéissions à notre sentiment personnel pour demander la suppression des économats, nous pourrions être suspectés de partialité, de passion contre les grandes compagnies, mais puisque vous avez invoqué, mon cher collègue, le témoignage d'une académie composée d'hommes de science, permettez-moi de vous citer l'opinion sur la matière de quelques uns de ces économistes orthodoxes.

Quelle est l'opinion de M. Hubert Brice sur les économats ?

Il ne sera question ici, dit-il, que des économats vraiment recommandables ; il en est malheureusement d'autres dont les agissements flétris en Angleterre du nom de truck system, n'ont abouti qu'à enrichir le patron par la création d'un véritable commerce annexé à son industrie. Il s'est même produit cette circonstance aggravante que l'ouvrier était plus ou moins obligatoirement tenu de s'approvisionner auprès du patron et de contribuer à l'enrichissement obtenu par des moyens d'autant plus blâmables que l'institution était censée fondée à l'avantage de l'ouvrier.

M. le vicomte de VILLEBOIS-MAREUIL. — Nous sommes d'accord sur ce point !

M. Jules COUTANT. — Ce n'est pas moi qui parle, ce sont vos économistes ; je continue :

Il est d'ailleurs reconnu que la femme de l'ouvrier achète plus facilement avec le système de la vente à crédit que si elle devait payer comptant. Il n'est pas prouvé que cette marque d'imprévoyance ouvrière n'est pas exploitée par certains patrons.

M. le vicomte de VILLEBOIS-MAREUIL. — Vous citez des économistes ; donnez-nous l'opinion des ouvriers.

M. Jules COUTANT. — C'est vous qui avez fait appel à l'Académie des sciences morales.

M. Charles BENOIST. — M. Hubert Brice n'est pas membre de l'Académie des sciences morales ; mais son ouvrage a été couronné par cette académie.

M. Jules COUTANT. — Soit !

M. Charles BENOIST. — C'est une précision que j'indique !

M. Jules COUTANT. — Voici maintenant ce que dit M. Cauwès dans son *Traité d'économie politique* :

Les patrons avides vendaient à crédit et réalisaient ainsi, au moyen des retenues sur les salaires, des bénéfices exorbitants. Les ouvriers endettés étaient forcés d'accepter le travail à vil prix et étaient hors d'état de se libérer.

Ils se trouvent réduits à une sorte de servage.

M. Leroy-Beaulieu est du même avis, il condamne les économats.

M. Cheysson, qui a fait un rapport, à l'exposition de 1889, sur les institutions professionnelles les condamne également.

On me dit : Voyez ce qui se passe dans les chemins de fer, dites-nous quelle est l'opinion des ouvriers. Je sais ce qui se passe, je sais — la Chambre connaît ma franchise — qu'il y a dans les chemins de fer des ouvriers qui demandent le maintien de leurs économats. Mais il y a aussi dans les industries des Vosges — et mon collègue M. Flayelle me le rappelait mardi — des ouvriers qui demandent la sup-

pression de ces institutions. Croyez-vous que le législateur n'a pas à lutter parfois contre les critiques des ouvriers ?

Nous n'avons qu'un but en supprimant les économats, c'est de rendre service aux travailleurs, parce que ces établissements n'ont qu'un résultat, c'est de ramener l'ouvrier au servage d'autrefois.

M. le vicomte de VILLEBOIS-MAREUIL. — Permettez-moi de vous dire que c'est très beau de lutter contre ses électeurs.

M. Jules COUTANT. — Je n'ai jamais eu la prétention d'être un député que l'on dirige comme on veut pour conserver son mandat. Je n'ai qu'un but : défendre de mon mieux les travailleurs et je suis sûr de défendre leurs intérêts en demandant la suppression des économats. Je ne relève que de ma conscience et d'eux. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Vous faites sans doute allusion à l'économat du chemin de fer d'Orléans qui est dans ma circonscription. Je ne demande même pas qu'on le supprime, que la compagnie d'Orléans le maintienne si elle le veut, je n'ai pas de parti pris, mais par contre je demande qu'elle paye ses ouvriers tous les quinze jours en espèces et non pas en nature, qu'elle leur accorde des comptes tous les huit jours afin que chacun puisse acheter les objets qui lui sont nécessaires où il voudra, à l'économat ou chez le petit commerçant ; c'est la liberté de l'ouvrier que je défends à cette tribune.

Vous croiez que dans ma circonscription je m'attirerai l'animosité de quelques électeurs. Je suis sûr du contraire et voici pourquoi : ils comprendront, ils comprennent déjà, que si la compagnie d'Orléans veut être bienveillante pour eux, comme elle prétend l'être, elle n'a qu'à transformer son économat en société coopérative et à la faire administrer par ses employés et ouvriers. Cette société coopérative en effet, ne sera jamais mieux administrée que par les ouvriers eux-mêmes. Que la compagnie utilise nos voies ferrées pour aller chercher les denrées alimentaires à bon marché, soit, mais alors, qu'elle remette le bénéfice intégral entre les mains de l'ouvrier.

La Chambre dira si elle veut conserver les économats de chemins de fer. Quant à moi, je voudrais qu'on les transformât en sociétés coopératives. L'honorable président de la commission du travail demande, je crois, dans le cas où l'amendement de M. de La Batut serait adopté, que les ouvriers soient consultés. Qu'il me permette de lui dire que je pourrais lui faire un léger reproche à ce sujet. Lors de la discussion du premier projet de loi sur les retraites ouvrières, vous avez repoussé une proposition analogue formulée par M. de Gailhard-Bancel. Ce que vous trouvez bon d'un côté, il ne faudrait pas le trouver mauvais de l'autre.

Je ne pouvais pas distraire de ma proposition les économats de chemins de fer, les séparer des économats patronaux de l'industrie privée. Quand on fait une loi, on ne la fait pas que pour une catégorie de Français. Combien de fois ai-je entendu dire par M. Ribot : il n'y a pas que des ouvriers, il y a aussi de petits employés, de petits commerçants, la loi doit s'appliquer à tout le monde.

M. RIBOT. — Je vous remercie, Monsieur Coutant. Je ne parlerai plus. (*On rit.*)

M. Jules COUTANT. — Le petit commerce souffre aussi de l'institution des économats, permettez-moi de vous mettre sous les yeux les chiffres suivants :

La compagnie de l'Ouest fait 1 million d'affaires ; la compagnie du Midi fait, en denrées alimentaires 1,729,685 francs, en vêtements 1,500,000 francs, soit en tout : 3,229,685 francs ; la compagnie d'Orléans, avec ses quatre ou cinq économats, fait, en denrées alimentaires 3,200,000 francs, en vêtements 2,200,000 francs, soit 5,400,000 francs ; soit en chiffre rond un total général de 9,629,000 francs ; voilà

le tort subi par le petit commerce. On ne m'objectera pas que ces chiffres sont inexacts; je les ai pris dans le dictionnaire de l'industrie et du commerce.

J'ai relu la discussion qui a eu lieu à la dernière séance et je réponds à un argument qui y a été produit. Une loi de 1906 a supprimé les économats en Angleterre, 14 États aux États-Unis les ont également supprimés. On n'en veut plus nulle part. Il est vraiment regrettable que, nous, républicains, nous soyons obligés de prendre des exemples dans la monarchie anglaise.

M. le comte de LANJUNAIS. — Il y a beaucoup d'exemples à prendre à l'Angleterre. Nos voisins connaissent la liberté; en France, on ne sait pas ce que c'est!

M. Jules COUTANT. — Assurément, mes chers collègues, vous avez déjà entendu tous les arguments que j'expose et mon discours ne vous intéresse pas beaucoup. (*Parlez! parlez!*) C'est peut-être plus mal dit, mais c'est dit avec une entière bonne foi. (*Très bien! très bien!*)

N'oubliez pas que le travailleur rentre dans le monde, dans cette royauté nouvelle proclamée, sanctionnée par le suffrage universel; mais ce souverain théorique a encore besoin qu'on veille à ce que ses intérêts ne soient pas lésés. En supprimant les économats, vous déciderez que le travailleur ne sera plus le damné éternel, l'objet qu'on achète et qu'on revend, qui naît, produit et meurt au profit du grand détenteur des moyens de production et d'échange constitué par le patronat moderne.

L'honorable Ministre du travail rappelait avant-hier le rapport de M. Doumer sur la proposition de loi de M. Floquet tendant à la suppression des économats; je pourrais rappeler aussi le discours de M. Doumer sur la proposition relative aux sociétés coopératives ouvrières de consommation. Il demandait, lui aussi, la suppression des économats.

J'ai fini, je sais que l'on attend à cette tribune un orateur plus distingué que moi, M. Millerand. J'espère qu'une fois de plus il défendra la classe ouvrière sans essayer d'entr'ouvrir une porte, car souvent lorsque nous votons des lois pour la classe ouvrière, il reste une porte entr'ouverte par où s'écoulent tous les avantages de ces lois; j'espère que M. Millerand abondera dans mon sens et demandera comme moi la suppression des économats. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Allemane a déposé également un amendement tendant à rédiger ainsi l'article 2 :

Tout économat sera supprimé dans un délai de six mois; cependant les économats des compagnies de chemins de fer, se trouvant placés sous le contrôle de l'État et ne devant produire aucun bénéfice sur la vente des denrées, pourront, à la condition que leur conseil d'administration soit composé, en majorité, de délégués ouvriers et choisis par ces derniers, avoir une durée de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi.

M. MILLERAND, *président de la commission*. — L'amendement de M. Allemane, comme tous les autres amendements, maintient le premier paragraphe de l'article 2. La Chambre pourrait statuer sur ce paragraphe, qui n'est pas contesté.

M. ALLEMANE. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Aucun auteur d'amendement ne demande la parole sur le premier paragraphe de l'article 2 :

Tout économat sera supprimé dans un délai de six mois, à dater de la promulgation de la présente loi.

M. LENOIR. — Nous acceptons.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix ce paragraphe.

(Le premier paragraphe de l'article 2, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Allemane pour défendre son amendement.

M. ALLEMANE. — Messieurs, si le deuxième paragraphe de l'article 2, comme le demande M. Lenoir, était supprimé, notre amendement n'aurait plus sa raison d'être.

Nous avons pensé, contrairement à l'opinion de nos collègues de la Commission du travail — et cela pour des raisons que je vais me permettre de développer très rapidement — qu'il était très largement suffisant qu'on accordât les cinq années imparties par le projet de la Commission aux seuls éconômats des chemins de fer.

En effet, de tous les côtés de cette Chambre de nombreux orateurs sont montés à cette tribune pour protester contre cette situation privilégiée que se sont accordée des entreprises commerciales ou industrielles en constituant des éconômats qui mettent en état d'infériorité, sur le marché de la concurrence, les industriels ou les commerçants qui n'ont pas constitué d'éconômats.

Pourquoi, messieurs, demandons-nous que la loi soit très nette en ce qui regarde toute entreprise commerciale ou industrielle ayant constitué des éconômats, et en réservant uniquement les chemins de fer ?

Deux raisons : une raison ouvrière d'abord, et, en second lieu, une raison d'ordre général, nous ont amenés à consentir cette exception.

Raison ouvrière. Des camarades des chemins de fer — et nous n'avons pas, nous, à être en l'occurrence plus royalistes que le roi — sont venus nous trouver et nous ont dit : « En la situation présente, étant donné que nous n'avons pas encore les éléments nécessaires pour remplacer immédiatement, par des sociétés coopératives de consommation, les éconômats existant dans les compagnies, nous vous demandons de nous accorder un certain délai, d'autant plus qu'il y a, pour appuyer cette façon d'être des éconômats de chemins de fer, des raisons matérielles. Ainsi, par exemple, certains de nos camarades des chemins de fer habitant des stations plus ou moins isolées, comportant très peu de personnel, et les difficultés matérielles feraient que, si tout de suite, des sociétés coopératives de consommation s'établissaient, il en résulterait pour ces travailleurs une situation d'infériorité très fâcheuse ».

Nous nous sommes rendus à ces raisons très plausibles et nous avons consenti à cette exception.

Mais, si cela existe au regard des compagnies de chemins de fer, cela ne saurait exister au regard de toutes les entreprises industrielles quelconques, et alors, malgré la générosité grande qui a dominé nos amis de la Commission du travail en ce qui regarde le second paragraphe de l'article 2, nous avons pensé qu'il convenait de n'accorder cette situation exceptionnelle qu'aux seuls éconômats des compagnies de chemins de fer et nous avons rédigé ainsi l'article 2 :

Tout éconômat sera supprimé dans un délai de six mois ; cependant les éconômats des compagnies de chemins de fer, se trouvant placés sous le contrôle de l'État et ne devant produire aucun bénéfice sur la vente des denrées, pourront, à la condition que leur conseil d'administration soit composé, en majorité, de délégués ouvriers et choisis par ces derniers, avoir une durée de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi.

Je crois, messieurs, que nous serons tous d'accord pour en finir avec tous les privilèges que certaines initiatives patronales ont créés et que vous voudrez que sur le marché de la concurrence tout le monde soit placé dans des conditions identiques.

J'espère donc que vous serez unanimes pour ne concéder ce privilège ou plutôt cette exception qu'aux seules compagnies de chemins de fer, et cela pour les raisons que j'ai eu l'honneur d'indiquer à la Chambre. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. Alexandre ZÉVAËS, *rapporteur*. — Au cours de la séance d'avant-hier, en votant, à la presque unanimité, l'article 1^{er} de la proposition de loi qui porte suppression des économats, la Chambre a, par là même, indiqué son sentiment sur ces institutions. Elle en a voulu frapper les abus; elle a indiqué qu'elle voulait mettre un terme aux conflits qui trop souvent en sont résultés. Il s'agit maintenant de savoir dans quel délai doivent disparaître les économats patronaux.

Sur cette question, la Chambre est saisie de deux amendements, l'un de MM. Lenoir, Durre, Mélin, Fiévet et Hauet; l'autre, de M. Allemane.

Le premier a pour but de supprimer d'une manière définitive, au bout de six mois, tous les économats sans distinction, quelle que soit l'entreprise industrielle ou de transports à laquelle ils sont annexés.

Messieurs, j'ai le regret de dire à nos collègues, auteurs de l'amendement, que la Commission du travail, après l'avoir examiné, n'a pas cru devoir l'accepter. Si elle avait obéi à son sentiment qui était d'en finir au plus vite avec les abus des économats, elle n'eût pas hésité à s'y rallier.

Les deux raisons qui ont dicté son opinion sont les suivantes : la commission a pensé, d'une part, qu'il convenait de laisser aux industriels ou aux compagnies un délai nécessaire pour la liquidation de leurs économats; que, d'autre part, il était également nécessaire d'accorder aux ouvriers des usines, des ateliers ou des compagnies intéressées un délai qui leur permit de substituer à l'institution patronale une institution ouvrière, de remplacer l'écomat par la coopérative de consommation.

Ce sont là, messieurs, les deux raisons pour lesquelles la Commission ne croit pas pouvoir accepter l'amendement de l'honorable M. Lenoir et de nos amis.

L'amendement de l'honorable M. Allemane, lui, maintient la date de six mois pour la suppression totale des économats, sauf pour les économats de chemins de fer.

M. ALLEMANE. — Eh bien ! nous sommes d'accord.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais non.

M. Georges BERRY. — Pourquoi cette distinction ?

M. LE RAPPORTEUR. — L'honorable M. Allemane croit qu'il est possible de supprimer dans un délai de six mois tous les économats industriels, mais qu'il faudrait porter à cinq ans le délai à accorder aux compagnies de chemins de fer.

Nous ne voyons pas pourquoi l'on ferait bénéficier d'un traitement de faveur les compagnies de chemins de fer et c'est là la considération qui nous empêche d'accepter l'amendement déposé par notre honorable collègue (*Très bien ! très bien !*).

M. ALLEMANE. — Quel délai proposez-vous ?

M. LE RAPPORTEUR. — La date indiquée dans le projet.

M. ALLEMANE. — Vous indiquez le délai de cinq ans dans votre projet.

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, mais si la Chambre votait l'amendement de M. Lenoir, le délai serait de six mois pour tous les économats, sans distinction.

M. ALLEMANE. — Je crois qu'il conviendrait de mettre d'abord aux voix l'amendement de M. Lenoir et de ses collègues; le mien viendrait ensuite.

M. LE PRÉSIDENT. — J'appelle la Chambre à statuer sur l'amendement de

MM. Lenoir, Durre, Mélin, Fiévet et Hauet, qui tend à la suppression du deuxième paragraphe de l'article 2.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission et le Gouvernement repoussent cet amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Lenoir et de ses collègues, repoussé par la Commission et le Gouvernement.

(Cet amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. ALLEMANE. — Je maintiens mon amendement et je prie M. le Président de le mettre aux voix.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission repousse cet amendement.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Le Gouvernement le repousse également.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'amendement de M. Allemane, repoussé par la Commission et le Gouvernement, en ces termes :

Tout économat sera supprimé dans un délai de six mois; cependant les économats des compagnies de chemins de fer, se trouvant placés sous le contrôle de l'État et ne devant produire aucun bénéfice sur la vente des denrées, pourront, à la condition que leur conseil d'administration soit composé, en majorité, de délégués ouvriers et choisis par ces derniers, avoir une durée de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi.

(Cet amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous revenons au texte de la Commission.

Je rappelle les termes du second paragraphe de l'article 2, avant de le mettre aux voix :

Ce délai pourra être porté à un maximum de cinq ans sous les deux conditions suivantes :
1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice;
2° que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de l'établissement.

Je mets ce paragraphe aux voix.

(Le second paragraphe de l'article 2, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2.

(L'ensemble de l'article 2, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons à un article additionnel proposé par MM. de La Batut, Jourde et Saumande et ainsi conçu :

Les économats des compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'État ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la réserve de remplir les deux conditions prévues au deuxième paragraphe de l'article 2.

La parole est à M. de La Batut.

M. DE LA BATUT. — L'article additionnel, qu'avec mes collègues, MM. Jourde et Saumande, j'ai eu l'honneur de présenter, a pour but de donner satisfaction au désir manifesté par un certain nombre d'employés des voies ferrées, qui ont déposé l'an dernier sur le bureau de cette Assemblée, entre les mains de M. Doumer, président de la Chambre, une pétition revêtue de plus de 70,000 signatures pour le maintien des économats de chemins de fer.

On a beaucoup attaqué ici certains économats et nous nous sommes associés à ces

attaques; mais les éconômats dont j'ai à vous entretenir ne donnent pas lieu aux mêmes reproches. En effet, dans les compagnies de chemins de fer les magasins de denrées, comestibles, vêtements, etc., sont établis uniquement pour les employés, ouvriers et les membres de leur famille vivant avec eux. Les titulaires de livrets ne peuvent prendre de marchandises que pour leur usage personnel et toute infraction à cette règle entraîne le retrait de leur livret. En outre, les éconômats des compagnies de chemins de fer sont placés sous le contrôle de l'État; ils offrent de nombreux avantages aux employés et aux ouvriers qui y font leurs achats. Ils leur permettent de s'approvisionner à des conditions de 25 à 30 p. 100 moins onéreuses que dans le commerce ou dans les coopératives. Il leur est accordé des facilités de paiement très appréciables. Les employés des compagnies de chemins de fer sont payés par quinzaine; ils échappent ainsi à l'abus des retenues que l'on a signalé et qui a lieu lorsque le paiement est mensuel.

M. LENOIR. — Voulez-vous nous indiquer quels sont les employés de chemins de fer qui sont payés par quinzaine?

M. DE LA BATUT. — Il y a notamment les employés de la compagnie d'Orléans. Ils me l'ont affirmé hier encore.

M. LENOIR. — C'est l'exception; partout ailleurs ils sont payés au mois.

M. LEMIRE. — Cela dépend du service auquel sont attachés ces employés; suivant qu'ils sont à l'exploitation, à la traction ou à la voie, ils sont payés à la quinzaine ou au mois. Les employés de la voie sont payés à la quinzaine.

M. DE LA BATUT. — Vous reconnaissez donc l'exactitude de ce que je viens d'avancer?

J'entendais dire avant-hier que ces éconômats n'étaient pas soumis à la patente. C'est une erreur que je tiens à relever. Les éconômats payent la patente en vertu de la loi du 21 avril 1905, ainsi que toutes les autres charges dont le commerce est frappé.

D'ailleurs, la question n'est pas nouvelle; elle est déjà venue devant le Parlement en 1895, et je ne saurais mieux faire que de rappeler ce qu'écrivait à cette époque M. Lourties, dans son rapport (dernier alinéa de la page 106, session extraordinaire de 1895) :

Les éconômats de chemins de fer sont, comme tous les établissements gérés par les compagnies, soumis au contrôle de l'État. Leur comptabilité est vérifiée par les inspecteurs des finances, et, d'autre part, la condition de ne se livrer à aucune opération de commerce et de ne procurer aucun bénéfice aux compagnies, est scrupuleusement remplie par les éconômats de chemins de fer, ainsi que l'a constaté officiellement M. Cotellet, conseiller d'État, dans un rapport au comité consultatif, le 26 janvier 1893.

Et plus loin, M. Lourties ajoute dans le dernier alinéa de la page 107 du même rapport :

Il est constant qu'aucun économat des grandes compagnies françaises ne solde ses opérations par un bénéfice : c'est le contraire qui a lieu bien souvent, puisque les compagnies du Nord et de l'Est s'imposent des sacrifices pour atteindre le but plus largement. Les autres administrations qui possèdent des éconômats, l'État, l'Orléans, le Midi, établissent l'équilibre aussi exactement que possible entre les dépenses et les recettes.

Ce que disait M. Lourties en 1895 est si vrai que toutes les associations d'ouvriers et employés de chemins de fer reconnaissent l'utilité des éconômats et les services qu'ils rendent. Je ne prendrai pour exemple que ce que disait l'honorable M. Guérard,

secrétaire du conseil d'administration du syndicat national, dans une lettre adressée à M. le Président de la Commission du travail, alors notre honorable collègue M. Colliard, et qui se trouve jointe aux annexes du rapport de M. Zévaès.

Dans cette lettre, M. Guérard reconnaît que « les éconômats de chemins de fer n'ont pas le même caractère que ceux connus sous le nom de « truck-system ». L'employé n'est pas tenu de s'y approvisionner et nous pouvons dire, car c'est la vérité, qu'ils rendent des services. »

Et plus loin :

La question des éconômats de chemins de fer a été discutée dans un congrès de notre syndicat tenu en 1892. Le maintien en a été décidé par 90 voix contre 60; toutefois, la plupart des délégués partisans du maintien demandaient, soit la gestion des éconômats par le personnel, soit leur transformation en sociétés coopératives.

En avril 1906, a eu lieu le 17^e congrès du syndicat national, où la question a été soulevée de nouveau. On disait hier que dans ce congrès la suppression des éconômats avait été votée à l'unanimité. C'est absolument inexact.

M. JOURDE. — Il s'agissait de la suppression des éconômats, tels qu'ils fonctionnent à l'heure actuelle.

M. DE LA BATUT. — C'est ce qu'il fallait ajouter et ce qu'on avait oublié de dire.

Dans la même séance, une proposition transactionnelle avait été faite par le syndicat du Midi. On a voté et voici le résultat du vote.

M. Jules COUTANT (Seine). — Qui défendez-vous ?

M. DE LA BATUT. — Je défends, mon cher collègue, les ouvriers des voies ferrées qui ont bien voulu me le demander.

M. JOURDE. — Je défends les ouvriers et employés de la compagnie du Midi !

M. JAURÈS. — Quel est le texte de la transaction ?

M. DE LA BATUT. — Vous me demandez le texte transactionnel ?

Le voici tel que je le trouve dans le compte rendu du 1^{er} congrès du syndicat national des travailleurs des chemins de fer, page 16 :

Le 17^e congrès, après s'être prononcé à l'unanimité pour la suppression des éconômats tels qu'ils fonctionnent actuellement, mais convaincu de l'utilité des éconômats des chemins de fer dans l'intérêt des agents de la ligne et de ceux éloignés de tout centre d'approvisionnement, émet le vœu que les éconômats de chemins de fer ne soient à l'avenir autorisés que s'ils sont gérés par des agents élus par le personnel, étant entendu que les délibérations prises par la commission de gérance seront irrévocables et qu'en aucun cas il ne pourra y être apporté de modifications par les compagnies elles-mêmes.

Voici, du reste, textuellement ce que dit le compte rendu officiel de cette séance :

La priorité demandée pour ce dernier ordre du jour est refusée par le congrès.

Pontauiller fait observer que l'autre ordre du jour maintient les éconômats. Il demande l'appel nominal.

Allaume insiste pour que l'on mette aux voix la suppression totale.

On procède à l'appel nominal.

Desse demande l'avis du conseil d'administration.

Lescaillé dit que c'est inutile. Le conseil a longuement donné son avis et on semble vouloir exercer une pression sur le congrès.

Le résultat du vote sur la proposition transactionnelle est le suivant

Pour, 323 voix;

Contre, 297 voix.

Audureauud fait remarquer que le congrès, par un vote précédent, s'est prononcé pour la suppression pure et simple. Il y a donc contradiction.

Bernard ajoute que la solution résultant du vote n'est pas nette.

La séance est levée à 6 heures.

Par conséquent, on ne peut pas dire que le congrès de 1906 s'est prononcé à l'unanimité pour la suppression pure et simple des économats dans les compagnies de chemins de fer ainsi que les adversaires des économats se sont plu à le répéter.

Mais il y a mieux. Un nouveau congrès a eu lieu il y a quelques jours : le congrès de l'association nationale des travailleurs des chemins de fer; et la question n'y a même pas été posée, parce qu'on savait que sur cette question les ouvriers et employés n'étaient pas d'accord et qu'il était impossible de faire émettre, même par le syndicat Guérard, un vote net et précis en faveur de la suppression des économats. Mais si la question n'a pas été posée dans le dernier congrès du syndicat national des travailleurs des chemins de fer, elle l'a été dans une réunion qui a eu lieu le 30 mai dernier, à la salle du Casino, avenue de Clichy. Là, les ouvriers présents, à l'unanimité moins trois, ont voté qu'ils « donnent à leurs délégués les pouvoirs les plus étendus pour protester, en ce qui les concerne, contre le projet de loi tendant à la suppression de leurs économats et qu'ils donnent mandat auxdits délégués de prendre dès à présent telles mesures que comporteront les circonstances pour en assurer le maintien. »

Par conséquent, vous le voyez, messieurs, je peux dire que la presque unanimité des 350,000 employés des chemins de fer demandent le maintien des économats.

M. JAURÈS. — C'est une confusion. Une faible majorité des ouvriers et employés des chemins de fer demande le maintien des économats, mais à la condition expresse qu'ils soient exclusivement gérés par des ouvriers. Vous commettez cette confusion de vous référer à cette décision des ouvriers pour demander le maintien indéfini des économats gérés non pas, comme ils le demandent, exclusivement par des ouvriers, mais selon les termes du deuxième paragraphe, par une majorité d'ouvriers.

Vous n'avez pas le droit d'invoquer leur décision, en vous référant ensuite au deuxième paragraphe.

M. DE LA BATUT. — Je vous demande pardon. Quand nous avons rédigé notre amendement, nous avons eu l'intention de nous conformer aux vœux souvent répétés de l'immense majorité des ouvriers et employés de chemins de fer, vœux qu'ils ont émis dans un certain nombre de réunions et de pétitions.

M. JAURÈS. — Alors introduisez dans votre texte la condition même formulée par les ouvriers, à savoir que l'économat sera exclusivement géré par les ouvriers.

M. DE LA BATUT. — Vous parlez d'une seule association qui ne comprend que 40,000 ouvriers sur 350,000 ouvriers ou employés de la voie ferrée.

M. JAURÈS. — Je parle du congrès même que vous avez invoqué.

M. DE LA BATUT. — J'ai invoqué le congrès dont vous parlez pour prouver que tout ce que l'on avait dit au sujet de ces décisions était inexact, et je crois y être arrivé. J'ai invoqué l'opinion d'autres associations au moins aussi nombreuses; je n'ai ici ni à attaquer ni à défendre l'association de M. Guérard et qui s'appelle le syndicat

national des travailleurs des chemins de fer, mais je suis bien obligé de vous faire remarquer que sur 365,000 ouvriers et employés de chemins de fer, le syndicat Guérard en représente à peine 40,000 et que les 325,000 autres ouvriers ont bien le droit d'avoir une opinion sur le maintien des économats et d'être entendus par le Parlement.

Nous ne pouvons donc pas opposer les décisions de ce 17^e Congrès, qui au fond n'en a pas pris, à tous les employés.

M. JAURÈS. — C'est vous-même qui l'invoquez.

M. DE LA BATUT. — Je l'invoquais pour prouver que l'année dernière les congrès n'avaient pas à l'unanimité demandé la suppression pure et simple des économats ainsi que l'avaient dit à la précédente séance et à la séance d'aujourd'hui les adversaires des économats des chemins de fer. Cela résulte clairement des textes dont j'ai donné tout à l'heure lecture à la Chambre.

Je me résume, Messieurs, et je vous dis que cette grave question des économats, longuement et mûrement étudiée par les Pouvoirs publics en 1895, a été sanctionnée par la reconnaissance légale des économats de chemins de fer. Depuis cette époque de sensibles améliorations ont été apportées dans leur fonctionnement. Pendant cette longue période, de nombreuses familles d'ouvriers ont pu surmonter les difficultés de l'existence souvent très pénibles, grâce à la facilité qu'elles ont eu à s'approvisionner dans les économats. Par des pétitions, par des délibérations ils vous en réclament le maintien. Fidèle interprète de leurs doléances et de leurs décisions, nous vous demandons donc, Messieurs, de vouloir bien, dans l'intérêt des ouvriers et des employés de chemins de fer, voter notre article additionnel et décider le maintien des économats des compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'État et n'ont rien de commun avec les institutions similaires dont on vous a parlé. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission.

M. MILLERAND. — Messieurs, c'est l'auteur d'un amendement, et non pas le Président de la Commission du travail, qui monte à la tribune.

Voici à quelle préoccupation — qui est, je crois, dans l'esprit d'un grand nombre de nos collègues — j'obéis en déposant cet amendement.

Sans doute la démonstration est faite, et elle l'a été en termes aussi éloquents que précis à cette tribune dans la dernière séance, des inconvénients de tout genre qu'offre l'institution des économats patronaux en général. Mais si nette, si convaincante qu'ait été cette démonstration, lorsque ceux-là mêmes qui se servent des économats viennent auprès de la Commission compétente protester contre la suppression qu'on propose, et déclarer que si on la vote leurs intérêts matériels vont être directement lésés, on comprend que même chez les esprits les plus disposés à obéir aux idées générales, sans examiner de trop près les réalités, un doute s'élève et une hésitation se fasse jour.

Est-il vrai que la suppression de certains grands économats irait contre l'intérêt de ceux qui s'y approvisionnent aujourd'hui? Certains de ceux-là le disent. Ont-ils tort, ont-ils raison? Comment le savoir sinon en les interrogeant? (*Très bien! très bien!*)

Et le but de mon amendement n'est autre que de permettre aux intéressés de faire connaître eux-mêmes leur opinion. Mais je ne dissimulerai pas, Messieurs, que l'amendement que je propose s'inspire d'autres préoccupations plus larges, je pourrais dire, si je ne craignais d'être présomptueux, plus élevées que celles qui se rattachent au projet spécial que vous discutez en ce moment.

Il me paraît, en effet, que dans la discussion de toutes les lois sociales, il y a deux préoccupations qui doivent hanter nos esprits : la première, c'est de fournir autant que possible à l'activité de la classe ouvrière des objets précis et concrets, c'est de lui permettre de s'occuper des réalités...

M. Charles BENOIST. — Très bien !

M. MILLERAND. — ...de gérer elle-même ses propres affaires et pour le lui permettre c'est de l'organiser. A la première de ces préoccupations répond un projet de loi dont il est d'autant plus permis de parler qu'il est toujours en suspens, celui que l'auteur de la loi des syndicats, Waldeck-Rousseau, avait déposé en 1899.

Il n'était pas effrayé des critiques qu'on adressait à la loi de 1884. Il ne reculait pas devant les conséquences de son œuvre. Il croyait au contraire que le seul moyen d'atténuer les inconvénients que quelques-uns signalaient, c'était de leur permettre, par des facilités plus grandes, par une capacité plus étendue, d'avoir dans le champ de leur activité des sujets à la fois plus variés et plus réels que ceux qui aujourd'hui leur sont offerts, et la proposition de loi qu'il déposait en 1899, reprise dans la législature dernière et qui est reproduite devant vous, visait précisément à l'extension de la capacité des syndicats. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Pour atteindre le second but, qui est l'organisation de la classe ouvrière, me sera-t-il permis de rappeler une proposition de loi pendante devant la Chambre qui, à mon avis, domine la question particulière que nous examinons en ce moment, comme elle en domine beaucoup d'autres ; c'est la proposition qui prévoit et organise dans chaque établissement contenant un certain nombre d'ouvriers, l'organisation de ces ouvriers, l'élection par eux de délégués chargés d'être entre le personnel ouvrier et la direction de l'usine des intermédiaires directs et pacifiques. Eh bien, c'est de cette même idée que je m'inspire en venant vous demander de permettre aux ouvriers et employés de chemins de fer de faire entendre leur avis.

M. Jules COUTANT (Seine). — Pour tous ?

M. Edouard VAILLANT. — Les ouvriers ne sont pas libres.

M. MILLERAND. — Je vais répondre à ces deux interruptions.

Pourquoi ma proposition se limite-t-elle aux économats de chemins de fer ? Ici je me permettrai de faire à M. le Ministre du travail — qui sait quelle estime j'ai pour les efforts qu'il met au service des intérêts qui lui sont confiés et quelle admiration j'ai pour son talent — un amical reproche, qui d'ailleurs ne l'atteint pas personnellement : c'est que le Gouvernement n'ait pas précisément, dans le plan de travail qu'il nous présentait, mis en tête les projets relatifs à l'organisation de la classe ouvrière. Si ces projets avaient d'abord été soumis à nos discussions, la question que j'examine en ce moment serait d'avance résolue et j'aurais répondu à la première interruption.

Mais ce n'est pas seulement dans les chemins de fer, c'est dans toute usine comprenant cent ouvriers au plus — et dans aucune des usines qui comptent un plus petit nombre d'ouvriers il n'y a d'éconamat — ce serait par conséquent dans toute usine où existent des économats, la classe ouvrière organisée et à même de faire connaître sur ce sujet, comme sur tous ceux relatifs aux conditions du travail, son opinion motivée.

Puisque nous n'avons pu encore aborder une question qui, à mon avis, est de premier ordre et de toute urgence, il faut bien que je restreigne mon amendement aux établissements où il est possible et facile d'organiser cette consultation du personnel.

Or rien n'est plus aisé, pour le Ministre des travaux publics, que d'organiser dans chaque compagnie, dans des formes déterminées par arrêté ministériel et assurant — je réponds tout de suite à l'interruption de l'honorable M. Vaillant — l'indépendance et la sincérité du vote, cette consultation nécessaire.

Je fais observer, en effet, à l'honorable M. Vaillant que, si l'on est persuadé qu'il est impossible d'organiser par la loi, aussi bien pour l'usine que pour le corps électoral, aussi bien en matière sociale qu'en matière politique, un mode de scrutin, garantissant à la fois l'indépendance et la sincérité du vote, que l'on prenne garde ! c'est contre tout régime libre, c'est contre le régime républicain lui-même que vous prononcez la plus sévère des condamnations. (*Très bien ! très bien ! au centre.*) Nous qui estimons que le suffrage universel peut et doit fonctionner librement, avec toutes les garanties nécessaires, nous demandons simplement qu'on introduise dans l'ordre économique les mêmes garanties qu'hier vous votiez dans l'ordre politique.

M. Charles BENOIST. — Evidemment.

M. Edouard VAILLANT. — C'est autrement difficile !

M. MILLERAND. — Je ne dis pas que ce ne soit pas difficile, mais c'est précisément pour cette raison qu'il est indispensable d'aborder le problème.

M. ALLEMANE. — Très bien !

M. MILLERAND. — C'est pour nous une nécessité de nous placer en face de cette question qui — c'est chez moi une conviction profonde — domine toutes les autres : la question de la consultation ouvrière.

M. Edouard VAILLANT. — C'est un petit plébiscite.

M. Jules COUTANT. — Vous avez repoussé cette consultation pour les caisses de retraite, Monsieur Millerand. Vous avez combattu l'amendement de M. de Gailhard-Bancel.

M. MILLERAND. — Quel rapport y a-t-il entre une consultation générale qui ne pouvait être entourée — vous le savez mieux que personne — d'aucune espèce de garantie et la consultation que je demande sur un sujet aussi précis que celui-ci : « Vous qui vous approvisionnez à l'économat, êtes-vous partisan de sa suppression ou de son maintien ? »

M. Jules COUTANT. — Vous savez bien que pour ceux qui se diront partisans de la suppression de l'économat, ce sera le renvoi. (*Bruit.*)

M. MILLERAND. — La question est ainsi bien posée par M. Coutant.

Il faut que la Chambre se prononce sur le point de savoir si elle désespère d'organiser pacifiquement les consultations ouvrières ; si tel est son avis, elle n'a plus rien à faire qu'à laisser la parole aux révolutionnaires. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs. — Interruptions à l'extrême gauche.*) Mais si elle est profondément convaincue, comme moi, qu'il est possible, non pas de trouver une panacée — je n'en connais pas et je n'en apporte aucune...

M. Charles BENOIST, — Il n'y en a pas.

M. MILLERAND. — Il n'y en a pas, en effet.

Si la Chambre, dis-je, pense avec moi qu'il est possible de rendre plus aisée, moins douloureuse, la solution des problèmes sociaux en adaptant autant que pos-

sible les conditions de notre régime économique aux conditions de notre régime politique; si elle croit, comme j'en suis profondément convaincu, qu'on peut, petit à petit, donner, dans l'usine même, la parole à la classe ouvrière sur les questions qui l'intéressent, et c'est de cette manière seulement qu'on résoudra pacifiquement les difficultés qui se dressent devant nous, je lui demande de faire aujourd'hui un pas dans la voie qui s'ouvre devant elle.

M. Edouard VAILLANT. — Consultez la Confédération générale du travail; elle seule peut vous répondre. (*Réclamations au centre et à gauche.*)

M. MILLERAND. — Permettez-moi, Monsieur Vaillant, de laisser à chacun sa responsabilité. La Confédération générale du travail fait son œuvre comme elle l'entend. Nous avons, nous, notre œuvre à accomplir et nos responsabilités à prendre. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

M. Edouard VAILLANT. — Elle peut vous répondre pour l'organisation économique de la classe ouvrière!

M. MILLERAND. — Je me refuse absolument, quant à moi, permettez-moi de vous le dire très courtoisement, à remettre aux mains de personne, pas plus de la Confédération générale du travail que d'aucune association quelconque, le devoir qui m'incombe, comme représentant du peuple, de prendre des résolutions et des responsabilités. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. Edouard VAILLANT. — Vous déclarez que vous voulez consulter la classe ouvrière; nous vous disons à qui vous devez vous adresser. (*Exclamations au centre.*)

M. MILLERAND. — Je vais vous répondre. Vous savez très bien, mon cher collègue, que j'applaudis à tous les essais d'organisation de la classe ouvrière, quels qu'ils soient; mais permettez-moi de ne donner à personne le droit exclusif de parler au nom de la classe ouvrière. (*Très bien! très bien! à gauche et au centre.*)

Lorsque j'ai devant moi, pour en revenir au fait précis qui nous occupe, des compagnies de chemins de fer, dont les ouvriers et employés doivent déclarer s'ils sont ou non partisans d'une certaine institution économique, ce n'est pas à la Confédération du travail, c'est à ces ouvriers et à ces employés eux-mêmes que je poserai la question. (*Nouveaux applaudissements à gauche, au centre et sur divers bancs.*)

M. Edouard VAILLANT. — Ils ne sont pas libres!

M. MILLERAND. — J'ajoute que si, comme je n'en doute pas la Confédération générale du travail et ses amis sont sincères en réclamant tous les jours l'organisation de la classe ouvrière, ils ne manqueront pas d'applaudir à une proposition dont le premier effet va être précisément d'organiser, en vue d'une question très pratique et très précise, le personnel de chaque compagnie et de l'appeler à dire lui-même, sous sa responsabilité, ce qu'il pense d'une question qui l'intéresse au premier chef.

M. Edouard VAILLANT. — Il n'est pas organisé, il est opprimé.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Eh bien! Monsieur Vaillant, s'il est opprimé, organisez-le donc! Je vous offre précisément une occasion de le faire. Je n'entends pas du tout que ce vote, très modeste en lui-même, fasse proclamer l'émancipation de la classe ouvrière, même dans les compagnies de chemins de fer.

M. GÉRAULT-REHARD. — Il faut bien commencer.

M. MILLERAND. — Je pense simplement que, comme on le dit, c'est un commen-

cement, et que l'important n'est pas de tout faire à la fois, mais de savoir où l'on veut aller et, le sachant, de commencer à faire un pas vers le but qu'on se propose d'atteindre. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

Je m'excuse auprès de la Chambre d'avoir si longtemps occupé la tribune pour une proposition si simple. Je lui demande — voici le texte de ma proposition — de décider que dans chaque compagnie de chemins de fer, le personnel, à l'expiration de la période de cinq ans qu'elle vient d'accorder par le vote de l'article 2 à tous les éconômats qui rempliront les deux conditions prescrites dans cet article et à partir de l'accomplissement de ces conditions, le Ministre des travaux publics procédera dans les formes fixées par arrêté ministériel — et dont le but est précisément de sauvegarder la liberté et l'indépendance du vote — à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'éconômât de chaque compagnie. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, nous discutons en ce moment l'amendement de M. de La Batut dont j'ai donné lecture.

M. Georges Berry était inscrit; mais M. le Rapporteur demandant la parole, je la lui donne.

M. le RAPPORTEUR. — Messieurs, en élaborant le projet relatif à la suppression des éconômats qui est, en ce moment, soumis à vos délibérations, la Commission du travail n'avait pas manqué de s'occuper de la situation particulièrement délicate des éconômats de chemins de fer, et, après l'avoir examinée sous ses différents aspects, elle a pensé qu'il n'y a pas lieu de réserver un traitement spécial aux éconômats dirigés par les grandes compagnies de transports.

Saisie depuis l'ouverture de la discussion de l'amendement déposé par l'honorable M. de La Batut, la Commission du travail n'a pas modifié sa première opinion, et c'est à l'unanimité qu'elle vous demande de repousser cet amendement.

Messieurs, l'honorable M. de La Batut demande que, dans ce projet qui tend à supprimer les éconômats annexés aux entreprises industrielles, une exception soit faite en faveur des éconômats des chemins de fer.

Toute la question est de savoir si les éconômats des chemins de fer ne présentent pas les mêmes inconvénients que ceux des autres industries, et aussi si les travailleurs de ces compagnies ne pourraient pas demander à d'autres institutions, à d'autres procédés, les avantages qu'ils pensent aujourd'hui retirer de l'institution des éconômats.

J'entends bien qu'on ne saurait adresser aux éconômats de chemins de fer le grave reproche de réaliser des bénéfices.

J'entends bien aussi qu'il serait inexact de leur reprocher de retenir le prix des fournitures sur le salaire de l'ouvrier ou de l'employé. Je n'ignore pas, en effet, que la retenue sur le salaire n'est pas pratiquée d'une manière directe. Au moment de la paye, on remet à l'ouvrier ou à l'employé son salaire intégral, mais en même temps, le même jour, on lui présente la note à payer à l'éconômât. La loi est ainsi respectée sinon dans son esprit, au moins dans sa lettre. En fait le résultat est le même. L'ouvrier ne rapporte à la maison que son salaire diminué du prix de ses fournitures.

Vous savez à quels abus cette pratique a donné lieu. Souvent, pour se procurer des ressources, les agents des compagnies de chemins de fer ont acheté à l'éconômât des marchandises qu'ils ont revendues ensuite à vil prix. Cet inconvénient a même été tellement courant que les Compagnies d'Orléans et du Midi ont dû intervenir pour empêcher une revente aussi immorale.

Il est si vrai, Messieurs, que le salaire de l'ouvrier sert de garantie à l'économat que, lorsque l'agent est retraité, il n'a plus le droit d'acheter à crédit à l'économat; il est obligé alors, mais alors seulement, de payer comptant. Pourquoi? Parce que les pensions de retraite ne sont pas payées par les compagnies et qu'elles sont insaisissables.

L'honorable M. de La Batut faisait valoir tout à l'heure que, dans les économats, les compagnies fournissent à meilleur compte à leurs agents, les marchandises et denrées qui leur sont nécessaires. Je n'en disconviens pas, mon cher collègue; mais d'où vient, pour les compagnies, la possibilité de fournir à si bon marché? C'est que les compagnies transportent gratuitement les denrées. Et alors, qui paye, en définitive, ces faveurs dont jouissent les économats? C'est le contribuable, sous la forme de la garantie d'intérêt; de sorte que c'est le contribuable qui fait les frais de ce bon marché qui permet aux compagnies d'accorder de bas salaires à leurs ouvriers et employés. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

M. DE LA BATUT. — Les ouvriers bénéficient de la réduction de prix.

M. LE RAPPEUR. — M. de la Batut a vivement insisté, tout à l'heure, sur le sentiment que les employés des chemins de fer manifesteraient en faveur du maintien des économats et la question vient d'être posée de savoir s'il ne conviendrait pas, par la voie d'un referendum, d'interroger directement les agents des chemins de fer sur le maintien ou la suppression de ces institutions.

Messieurs, il nous semble que ce referendum n'aurait peut-être pas toutes les garanties de sincérité désirables. Je m'explique. Ici nous sommes unanimes à reconnaître et à condamner les inconvénients, les abus des économats des différentes industries. Êtes-vous bien sûrs, Messieurs, que, si au sujet de ces économats industriels que vous avez condamnés par votre vote, vous vous étiez adressés aux travailleurs des usines et des fabriques intéressées, si, par voie de referendum ou de questionnaire, vous leur aviez demandé, avant de prendre votre décision, leur sentiment précis sur les économats patronaux, êtes-vous bien sûrs que, sous la pression patronale, ces malheureux ouvriers des tissages et filatures, si cruellement exploités dans certains centres industriels des Vosges, ou ces pauvres verriers de certaines vallées de Normandie, impitoyablement pressurés et spoliés par les économats, eussent pu émettre leur vote en toute liberté, en toute indépendance, êtes-vous bien sûrs qu'ils n'auraient pas été contraints de se prononcer en faveur même du maintien de ces institutions? (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Vous avez jugé ce referendum inutile et vous avez pris vos responsabilités.

Et puis, Messieurs, il ne faut pas trop exagérer le nombre des signatures recueillies et la portée du pétitionnement qui a été effectué dans certaines compagnies en faveur du maintien des économats des chemins de fer.

Tout à l'heure M. de La Batut nous a dit que c'était par milliers que se chiffraient les signatures.

M. DE LA BATUT. — 70,000!

M. LE RAPPEUR. — Oh! je me méfie un peu du chiffre. Je m'en méfie d'autant plus qu'il n'est pas aisément contrôlable.

M. DE LA BATUT. — La pétition est depuis un an sur le bureau de la Chambre.

M. LE RAPPEUR. — Mais je vous concède, sans difficulté, que par milliers ces signatures ont été recueillies. Mais vous connaissez aussi l'opinion du Syndicat national des ouvriers et employés des chemins de fer. Et, Messieurs, lorsqu'il s'agit d'un syndicat reconnu par tous comme étant l'un des plus réguliers, l'un des plus

puissants, l'un des plus solides de la classe ouvrière; lorsqu'il s'agit d'un syndicat qui tous les ans se réunit en Congrès national pour étudier les problèmes qui intéressent la corporation et lorsque toutes les questions abordées, discutées dans ce congrès ont été préalablement examinées dans les sections locales qui constituent ce syndicat, vous voudrez bien reconnaître que son avis est bien de quelque poids dans le débat qui nous occupe.

M. DE LA BATUT. — Ce syndicat s'est partagé par moitié sur la question.

M. LE RAPPORTEUR. — Oui, je le sais, dans l'avant-dernier congrès national des ouvriers et employés de chemins de fer qui s'est tenu à Paris les 5, 6, 7, 8 avril 1906, les ouvriers et employés de chemins de fer ont été partagés à peu près par moitié, les uns demandant la suppression totale et immédiate des économats, les autres consentant à leur maintien, mais sous la condition expresse que leur administration soit transformée et que, comme tout à l'heure notre honorable collègue et ami M. Jaurès l'indiquait par voie d'interruption, la gestion de ces économats fût exclusivement confiée à des employés et ouvriers élus par leurs camarades de travail.

En tout cas, la discussion qui a eu lieu dans le congrès dont nous parlons est singulièrement intéressante et instructive. Voici ce que disait le délégué de Paris-Orléans, Merrier — je cite ici le procès-verbal analytique officiel du congrès, publié en brochure :

Merrier dit qu'à la compagnie d'Orléans on a fait circuler des pétitions; ce sont les femmes principalement qui ont signé. Quant aux agents de la compagnie, ils demandent en majorité la suppression. Il critique aussi le crédit qui ne laisse aux agents qu'une faible partie de leur salaire. Enfin il ajoute... — retenez ceci — ...qu'au réfectoire de Paris, qui est administré par des sœurs, on impose aux consommateurs les règles de l'Église, ce qui est particulièrement odieux. L'économat, conclut-il, est un obstacle au développement du syndicat.

Je citerai aussi les paroles d'un autre délégué au congrès, M. Grandvallet, qui représentait au congrès le réseau de l'Est. Il dit que « les agents du réseau de l'Est sont forcés de faire partie de l'économat; sinon on leur refuse des cartes de marché. Autre moyen de pression, ajoute-t-il, le chef de bureau qui prépare les dossiers donne de mauvaises notes aux agents qui ne vont pas à l'économat. La fourniture, enfin, dit-il, est un moyen de contrôle sur la consommation des agents et une atteinte directe portée à leur liberté. »

M. François FOURNIER. — C'est l'économat obligatoire.

M. le RAPPORTEUR. — Sur la transformation ou la suppression immédiate des économats le congrès syndical des chemins de fer s'est trouvé partagé, comme le disait M. de La Batut, en deux parties à peu près égales. Mais avant ce vote, la question préalable suivante avait été posée au congrès : « Le congrès admet-il les économats tels qu'ils fonctionnent actuellement ? »

A l'unanimité, le congrès s'est prononcé « contre le maintien des économats tels qu'ils fonctionnent actuellement ».

Ne venez donc pas, M. de La Batut, défendre, au nom des employés intéressés, les économats actuels.

M. JOURDE. — Tout le monde demande la suppression des économats, mais « tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui ».

M. DE LA BATUT. — Lisez la fin du compte rendu, vous y verrez tout au contraire qu'on y proclame leur utilité.

M. LE RAPPORTEUR. — Au surplus, messieurs, vous avez tout à l'heure, et conformément à la proposition même, accordé aux éconômats un délai de cinq ans pour disparaître. Vous ne pouvez donc pas prétexter que les ouvriers, ou les compagnies si elles veulent les aider, n'ont pas avec ce délai de cinq ans le temps voulu pour remplacer les éconômats.

Ah ! si la proposition portait que les éconômats doivent être supprimés immédiatement, si l'amendement qui a tout à l'heure été déposé par notre ami M. Lenoir et quelques-uns de nos collègues avait recueilli la majorité de la Chambre, peut-être alors seriez-vous fondés à dire que du jour au lendemain les ouvriers et employés de chemins de fer ne sauraient à qui s'adresser pour se procurer les denrées et les marchandises nécessaires à leur entretien.

Mais vous reconnaitrez bien que l'argument tombe avec le délai de cinq ans qui est imparti par la loi et que vous venez de voter.

M. DEJEANTE. — Très bien.

M. LE RAPPORTEUR. — J'ajoute, messieurs, que si les éconômats continuent à fonctionner sur la compagnie d'Orléans et sur quelques autres compagnies, il y a des compagnies où déjà les éconômats ont été supprimés.

M. JAURÈS. — Très bien.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous citerai notamment ce qui s'est passé sur la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée. Quel a été, messieurs, sur ce réseau le résultat donné par les coopératives de consommation qui ont remplacé les éconômats patronaux ? (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. DEJEANTE. — C'est cela.

M. LE RAPPORTEUR. — Le résultat, nous le trouvons dans une lettre adressée par la fédération des mécaniciens et chauffeurs du Paris-Lyon-Méditerranée à M. le directeur du travail au ministère du commerce, lettre que j'ai citée aux annexes de mon rapport :

Dans nos groupements d'employés de chemins de fer, y est-il dit, nous avons adopté le principe des sociétés coopératives de consommation, laissant de côté les éconômats gérés par les industriels ou par des fondés de pouvoir désignés généralement par eux. Nous avons cru voir dans les éconômats une façon détournée de ne donner aux travailleurs qu'une partie du salaire, le patron conservant le bénéfice réalisé sur les fournitures faites.

D'autre part, notre système de coopératives est doublé d'institutions dont nous pouvons faire bénéficier, de notre propre initiative, nos sociétaires ; cela a un autre avantage, c'est de mettre en évidence des bonnes volontés, de l'émulation et de nous apprendre à mieux nous connaître.

Voilà donc, messieurs, traduit par les intéressés eux-mêmes, leur sentiment sur les coopératives de consommation. Vous voyez par cette lettre, dont je ne vous communique qu'un fragment, les heureux résultats, les avantages qu'a produits, sur un vaste réseau, la substitution de l'initiative ouvrière à l'éconômats de la compagnie. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

J'ajoute que, depuis longtemps déjà, la question semble résolue, au moins à la Chambre des députés. En effet, la question des éconômats des compagnies de che-

mins de fer s'est posée devant la Chambre des députés en 1894, et voici ce qui avait été décidé, sur la proposition de l'honorable rapporteur d'alors, M. Doumer :

Les éconômats des compagnies de chemins de fer seront transformés en sociétés coopératives de consommation dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi...

Par conséquent, soit les employés de chemins de fer, s'il en était qui tinssent réellement au maintien des éconômats, soit les compagnies qui peut-être ont un intérêt que vous comprenez à les maintenir...

M. DEJEANTE. — Ce n'est pas douteux.

M. LE RAPPORTEUR. — ...les uns et les autres sont déjà avertis.

Pour ces diverses raisons, nous pensons que la Chambre voudra bien s'en tenir au texte de la commission et écarter l'amendement déposé par l'honorable M. de La Batut.

Une dernière considération, messieurs, et je descends de la tribune. La raison essentielle pour laquelle vous vous êtes l'autre jour prononcés à la presque unanimité contre les éconômats patronaux quels qu'ils soient, c'est que vous avez estimé que le premier devoir et le premier intérêt était de pousser les ouvriers à s'organiser, c'est-à-dire à s'élever eux-mêmes dans tous les sens du mot, comme le disait tout à l'heure l'honorable M. Millerand. La loi qui vous est soumise et qui, en affranchissant les travailleurs des compagnies de chemins de fer de la tutelle ou du patronage de ces compagnies, leur fera par là-même une obligation et par suite une habitude de s'organiser, de s'unir et de discuter entre eux sur le terrain professionnel et coopératif pour la gestion de leurs propres intérêts, cette loi, dis-je, constituera un progrès considérable et sera tout à la fois, au point de vue ouvrier une loi d'éducation, et au point de vue social une œuvre de pacification. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Votre amendement, monsieur Millerand, constitue une addition à l'article nouveau proposé par M. de La Batut ?

M. MILLERAND. — Oui, monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Georges Berry sur l'amendement de M. de La Batut.

M. Georges BERRY. — Messieurs, permettez-moi, après le discours de M. le rapporteur, d'ajouter quelques observations au sujet de l'amendement de M. de La Batut. Certainement cet amendement m'inquiète beaucoup moins que celui de M. Millerand, qui, avec des apparences modestes, ne tend rien moins qu'à remettre tout en question et à inciter le Sénat à repousser l'ensemble des dispositions qui nous sont soumises, car on ne peut vraiment pas faire de distinction entre les éconômats des compagnies minières ou autres et ceux des chemins de fer. Ce serait une solution bâtarde et jamais il n'a été procédé ainsi au Parlement. Dans ces conditions, j'ai raison de dire que c'est remise de la loi aux calendes grecques.

Cependant il y a de nombreuses années que nous en poursuivons le vote définitif. En effet, il y a quatorze ans, messieurs, que nous avons décidé la suppression des éconômats. Si nous différons encore cette suppression, il est probable que nous devrons attendre plus de quatorze ans avant d'être de nouveau saisis de la question.

M. le Lieutenant-Colonel du HALGOUËT. — Tant mieux.

M. Georges BERRY. — On vous parlait, il y a un instant, de la proposition de

M. Doumer, qui avait été votée par la Chambre à une forte majorité, en 1894. En 1899, sur une autre proposition, signée de moi et de cent de mes collègues, la Chambre votait encore un texte ainsi conçu :

Les économats des compagnies de chemins de fer, des mines ou de sociétés industrielles sont interdits.

Ce jour-là, aucun de nos collègues ne souleva la moindre objection, et c'est à la presque unanimité que la Chambre se prononça. Depuis 1899, la loi est restée dans les cartons du Sénat, d'où elle n'est jamais sortie. On la reprend aujourd'hui, mais je crains bien que l'amendement de M. Millerand, joint à celui de M. de La Batut, ne nous laisse encore pour longtemps dans le *statu quo*.

On a parlé longuement de l'intérêt des ouvriers; je n'insisterai pas sur ce point, bien que certainement, quoi que vous fassiez, quoi que vous décidiez, si tous les économats ne sont pas supprimés et si vous en laissez subsister quelques-uns sous l'obligation de telle ou telle condition, ces institutions tiendront encore sous leur dépendance et sous la servitude les employés et ouvriers qui y sont attachés.

On a parlé des protestations émanées des ouvriers et employés de chemins de fer. Or, j'ai reçu ce matin deux délégations, l'une venant de Paris, l'autre venant de la banlieue, la première demandant la suppression des économats, la seconde insistant pour leur maintien. (*Mouvements divers.*)

M. CACHET. — Eh bien ! c'est en faveur de la proposition de M. Millerand.

M. SAUMANDE. — Raison de plus pour l'adopter.

M. Georges BERRY. — Si je présente cette objection, c'est pour y répondre, croyez-le bien, mon cher collègue.

Je ne pense pas que cette objection soit sérieusement valable : lorsqu'il y a, dans un ensemble d'employés, divergences sur leurs véritables intérêts, il est à croire que les employeurs ne sont pas étrangers à ces divergences.

Mais je vais passer à un autre ordre d'idées qui a été à peine effleuré. Je veux parler de la concurrence organisée par les économats des compagnies de chemins de fer contre le commerce français.

Obligeons, messieurs, les compagnies à faire seulement du transport, elles ont là une assez lourde charge sans s'improviser en outre commerçants.

Savez-vous, messieurs, quelle est l'importance de la concurrence que je vise.

M. CACHET. — Il faut voir le bénéfice que les employés retirent de ces économats.

M. Georges BERRY. — A Tours, l'écomat des chemins de fer a réalisé, cette année, 1,200,000 francs d'affaires; il a vendu pour 1,200,000 francs de toutes sortes d'objets; c'est un grand bazar où l'on trouve des vêtements et des chaussures, où l'on peut consommer sur place des denrées alimentaires. Croyez-vous que cette somme de 1,200,000 francs soustraite au commerce de détail de Tours, ne soit pas une cause sérieuse de la crise commerciale constatée dans cette ville ? (*Interruptions au centre.*)

M. SAUMANDE. — S'il n'y a pas d'économats, il y aura des coopératives qui sont beaucoup plus dangereuses pour le commerce de province que les économats. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. Georges BERRY. — A Paris, dans le 13^e arrondissement, l'écomat du chemin de fer d'Orléans a fait, cette année, 1,300,000 francs d'affaires.

Je vous le demande, comment les commerçants établis autour de la gare d'Austerlitz peuvent-ils résister à une pareille concurrence? De plus, et ce détail est très important, le transport des objets et des denrées alimentaires destinés à ces éconômats est fait gratuitement par les compagnies; enfin les objets qui payent des droits d'octroi sont consommés sur place dans l'intérieur de la compagnie, ou sont transportés hors de la compagnie par les employés auxquels les préposés de l'octroi ne demandent jamais rien, bien entendu.

Par conséquent, aucuns frais de transport, nul droit d'octroi. Voilà ce qui permet aux administrateurs des chemins de fer de concurrencer, sans lutte possible, les commerçants voisins des éconômats.

J'ai recueilli une statistique qui démontre que le nombre des faillites est de 33 p. 100 supérieur dans les villes où existent ces éconômats de chemins de fer. (*Applaudissements.*)

M. SAUMANDE. — Ce sont les grands magasins et non les éconômats qui tuent le petit commerce!

M. Georges BERRY. — Je ne parle pas des grands magasins, je parle des éconômats.

Toutes ces considérations valent la peine qu'on s'y arrête; si vous acceptez les amendements de MM. de La Batut et Millerand, la loi sur les éconômats ne sera qu'une ombre de loi, et le petit commerce continuera à souffrir comme par le passé de cet adversaire redoutable.

On me dit : les ouvriers sont favorisés par ces éconômats, ils y achètent les denrées à 20 ou 25 p. 100 meilleur marché. C'est possible. Mais alors les compagnies de chemins de fer, en faisant bénéficier de ces 20 ou 25 p. 100 les employés attachés à la compagnie, bénéfices qu'elles réalisent par la suppression des frais de transport et des droits d'octroi, remplaceront facilement ces avantages pour leurs salariés en augmentant d'autant leurs salaires.

M. SAUMANDE. — Comment feront, par exemple, les gardes-barrières échelonnés le long des lignes et les chefs de station éloignés de toute agglomération?

M. Georges BERRY. — Ils iront chez l'épicier du village!

M. SAUMANDE. — Ce n'est pas toujours possible. L'éconômats seul peut les desservir.

M. Georges BERRY. — Il n'est pas douteux que du moment que la compagnie fait bénéficier de 20 ou 25 p. 100 les employés sur les marchandises qu'elle leur livre, elle leur devra d'autre part 20 ou 25 p. 100 de plus de salaire lorsque vous aurez supprimé les éconômats.

M. SAUMANDE. — Par notre amendement, nous demandons que les compagnies livrent les marchandises à leurs employés sans réaliser de bénéfices. Relisez notre amendement, et vous le verrez.

M. CACHET. — Les compagnies ne prélèvent aucun bénéfice.

M. Georges BERRY. — Je me suis sans doute mal expliqué. La compagnie livre bien au prix coûtant. Seulement par les 20 ou 25 p. 100 de bénéfice qu'elle obtient sur le prix du transport et sur l'octroi qu'elle ne paye pas, elle organise une concurrence déloyale au commerce.

D'aucuns me disent : les éconômats se transformeront en coopératives...

M. SAUMANDE. — L'économat ne fournit que les employés de la compagnie tandis que la coopérative peut fournir tout le monde; le petit commerce se trouvera par cette transformation encore bien plus lésé. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. Georges BERRY. — Dans tous les cas, je préférerais voir les ouvriers diriger eux-mêmes leurs affaires. Mais il n'est pas sûr que si les économats sont supprimés, des coopératives les remplaceront immédiatement. Ce que je vois de plus clair, c'est la suppression des économats au bénéfice du petit commerce; je ne prévois nullement leur transformation immédiate en coopératives.

C'est pourquoi je soutiens sans réserve le projet de la commission et pourquoi je demande à la Chambre de repousser les amendements de MM. de La Batut et Millerand.

J'ai cru devoir demander encore une fois, au nom du petit commerce, la suppression des économats. N'oubliez pas que depuis dix-sept ans nous cherchons à obtenir cette suppression. Deux fois la Chambre l'a votée à la presque unanimité. Allez-vous vous déjuger aujourd'hui, messieurs? Je ne le crois pas. Dans tous les cas, ayant fait mon devoir, je prie la Chambre de faire le sien et, à l'instar de l'Angleterre, de supprimer sans exception tous les économats patronaux. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Gaillard.

M. Jules GAILLARD. — Les arguments développés par M. de La Batut étant identiques pour la plus grande partie, à ceux que je comptais invoquer moi-même, je n'ai rien d'important à ajouter. Je renonce, en conséquence, à la parole. Je voterai l'amendement de mon honorable collègue; si cet amendement était repoussé par la Chambre, je me rallierais à la proposition additionnelle de l'honorable M. Millerand.

M. LE PRÉSIDENT. — Avant de consulter la Chambre, je donne une nouvelle lecture de l'amendement de MM. de La Batut, Jourde et Saumande :

Les économats des compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'État ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la réserve de remplir les deux conditions prévues au deuxième paragraphe de l'article 2.

A cet amendement de MM. de La Batut, Jourde et Saumande, s'il est adopté, M. Millerand propose d'ajouter ces mots :

Toutefois, le Ministre des Travaux publics fera, cinq ans après l'accomplissement de ces conditions, procéder, dans les formes fixées par arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque compagnie.

Je préviens en outre la Chambre que M. Jaurès demandera la division après les mots « sous la réserve ». Notre honorable collègue a l'intention de proposer d'imposer des conditions différentes de celles qui sont prévues à l'article 2.

La parole est à M. Jaurès.

M. JAURÈS. — Je demande, en effet, à la Chambre de statuer par division sur le texte de l'amendement de M. de La Batut, c'est-à-dire de voter d'abord sur le membre de phrase suivant :

Les économats des compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'État ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la réserve...

M. de La Batut propose de s'en référer aux conditions formulées par le deuxième paragraphe de l'article 2. Ces conditions sont les suivantes :

1° Que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice;

— SUR CE POINT NOUS SOMMES PLEINEMENT D'ACCORD — 2° Que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de l'établissement.

Nous demandons qu'aux mots « en majorité » soient substitués les mots « en totalité ». (*Mouvements divers.*)

C'est là l'objet de notre amendement. Je me permets de rappeler à la Chambre, puisqu'il est question de l'opinion des ouvriers et employés de chemins de fer, que c'est le seul point sur lequel ils soient unanimes. Tous ceux d'entre eux qui n'ont pas demandé la suppression totale et immédiate des économats ont demandé au moins, comme garantie minima, que ces économats soient exclusivement gérés par des délégués élus par les employés et ouvriers de la compagnie. C'est ce vœu unanime des ouvriers et employés de chemins de fer que nous soumettons à votre vote.

Messieurs, permettez-moi de vous faire remarquer qu'il ne s'agit pas, dans l'amendement de M. de La Batut, d'une simple prorogation de cinq ans. Pour cette prorogation de cinq ans, le paragraphe de l'article 2 accepte les deux conditions dont j'ai parlé; mais dans le texte de M. de La Batut, il s'agit du maintien indéfini des économats, et il est tout naturel que, pour le maintien indéfini des économats que M. de La Batut propose, la Chambre exige au profit des ouvriers plus de garanties qu'elle n'en exige pour une simple prorogation de cinq ans.

Voilà pourquoi nous demandons qu'il soit statué par division; et puisqu'on met les ouvriers des chemins de fer, en ce qui concerne leurs économats, hors de la loi commune, puisqu'on propose, puisqu'on proclame la suppression obligatoire des économats pour tous les ouvriers et qu'on les maintient pour les seuls ouvriers des chemins de fer en invoquant l'opinion de ces ouvriers, il est bien juste qu'on tienne compte de tous les éléments de cette opinion. Puisqu'ils demandent, si les économats sont maintenus, qu'ils le soient sous la condition d'être exclusivement gérés par leurs délégués, vous ne pouvez pas retenir une partie de leurs déclarations et rejeter l'autre. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Jaurès ayant demandé la division, je mets aux voix la première partie de l'amendement de MM. de La Batut, Jourde et Saumande.

M. LE RAPPORTEUR. — La Commission repousse l'amendement.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Le Gouvernement le repousse également.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette première partie de l'amendement est ainsi conçue :

Les économats des compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'État ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la réserve...

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Lamendin, Betoulle, Bénézech, Dejeante, Delory, Fiévet, Bourrat, Durre, Antide Boyer, Razimbaud, Carlier, Bouveri, Marietton, Cornet, Allemane, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les Secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin.

Nombre de votants.....	582
Majorité absolue.....	292
Pour l'adoption.....	350
Contre.....	232

La Chambre des députés a adopté.

A la seconde partie de l'article additionnel de MM. de La Batut, Jourde et Sau-
mande, MM. Jaurès et Fournier proposent de substituer ces mots :

... Sous la réserve : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'em-
ployeur aucun bénéfice; 2° que l'économat soit administré par un conseil d'administration
composé en totalité de délégués élus par les ouvriers et employés de la compagnie. (*Mouve-
ments divers.*)

C'est le texte de M. Jaurès que je mets aux voix. . .

A droite. — Nous demandons le vote par division.

M. LE PRÉSIDENT. — La division est de droit; mais comme le 1° est visé dans la
rédaction de M. de La Batut et celle de M. Jaurès, la division me paraît inutile.
(*Assentiment.*)

M. JAURÈS. — Si M. de La Batut le voulait bien, la Chambre pourrait prendre
comme base la rédaction que je propose. Le vote ne porterait que sur les mots « en
totalité » ou « en majorité », puisque sur tout le reste nous sommes, lui et moi,
complètement d'accord.

M. DE LA BATUT. — Volontiers.

M. AYNARD. — Alors ce sera une coopérative dont la compagnie formera le capi-
tal? C'est admirable!

M. JAURÈS. — Monsieur Aynard, vous me faites là une objection sur le fond,
mais en ce moment je me borne à parler sur la façon de poser la question.

Je reproduis dans mon amendement le texte des deux conditions de l'article 2
visées par M. de La Batut, avec cette seule différence qu'aux mots « en majorité » je
substitue les mots « en totalité ».

M. AYNARD. — C'est bien ce contre quoi je m'élève.

M. JAURÈS. — Nous pourrions donc d'un commun accord adopter le 1° et ne
faire porter le vote dans le 2° que sur les mots qui diffèrent dans les deux rédactions.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La difficulté de procéder ainsi est que si
la Chambre adopte la première partie et repousse ce qui, dans la seconde, constitue
l'amendement de M. Jaurès, il faudra, dans le texte de la loi, répéter à deux lignes
de distance la même formule.

M. JAURÈS. — Je suis obligé de répéter les deux conditions pour pouvoir en
modifier une.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la première partie de l'amendement de
M. Jaurès qui est acceptée par M. de La Batut :

Sous la réserve 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur
aucun bénéfice.

(Ce texte, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — M. de la Batut propose de revenir ici à la réduction de l'ar-
ticle 2 déjà votée ;

2° Que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité
de délégués élus par les ouvriers et employés de la compagnie.

M. Jaurès propose le texte suivant :

2° Que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en totalité de délégués élus par les ouvriers et employés de la compagnie.

Je mets aux voix l'amendement de M. Jaurès.

Il y a une demande de scrutin signée de MM. Betoulle, Dufour, Paul Constans, Bourrat, Dejeante, Bénézech, Fiévet, Delory, Durre, Willm, Jules Coutant, Allemane, Ferrero, Bouveri, Carlier, Raz'mbaud, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les Secrétaires en font le dépouillement.)

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants.....	571
Majorité absolue.....	286
Pour l'adoption.....	174
Contre.....	397

La Chambre des députés n'a pas adopté.

En conséquence, le 2° proposé par MM. de La Batut, Jourde et Saumande est adopté. (*Assentiment.*)

L'article additionnel de MM. de La Batut, Jourde et Saumande est ainsi rédigé :

Les économats des compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'État ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la réserve : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice; 2° que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de la compagnie.

Il n'y a pas d'opposition à cette rédaction?...

Elle est adoptée.

M. Millerand propose ici l'addition suivante :

Toutefois, le Ministre des travaux publics fera, cinq ans après l'accomplissement de ces conditions, procéder, dans les formes fixées par arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque compagnie.

M. DELORY. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Delory.

M. DELORY. — Étant donné le vote de la Chambre qui maintient les économats des chemins de fer, nous voterons l'amendement de M. Millerand, quoique nous n'ayons pas grande confiance dans la partialité qui pourra présider à un pareil référendum, mais c'est le seul moyen qui nous reste de voir disparaître les économats.

M. René VIVIANI, *Ministre du travail et de la prévoyance sociale.* — Le Gouvernement accepte l'amendement proposé par l'honorable M. Millerand, mais j'ai l'honneur de demander à notre collègue un éclaircissement. Il me paraît, bien entendu, d'après le texte qui a été déposé, que le référendum se renouvellera à l'expiration de chaque période de cinq années.

M. MILLERAND, *Président de la Commission.* — C'est entendu.

M. Édouard VAILLANT. — Avec les réserves que j'ai faites, je m'associe aux

observations de mon collègue, M. Delory, et je voterai l'amendement de M. Millerand.

M. LE RAPPORTEUR. — La Chambre ayant accepté l'amendement de M. de La Batut, la Commission du travail accepte l'amendement de M. Millerand, comme un complément.

MM. Ferdinand BUISSON et François FOURNIER. — Avec la condition formulée par M. le Ministre du travail; elle a une importance considérable.

M. Édouard VAILLANT. — C'est une atténuation de l'amendement de M. de La Batut.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'addition proposée par M. Millerand.
(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article additionnel, en ces termes :

Les économats des compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'État ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la réserve : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice; 2° que l'éconamat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de la compagnie. Toutefois, le Ministre des travaux publics fera, cinq ans après l'accomplissement de ces conditions, procéder, dans les formes fixées par arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'éconamat de chaque compagnie.

(L'ensemble de l'article additionnel, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Cet article prendra le n° 3.

Nous passons à l'article 3 de la proposition de loi, qui devient l'article 4.

J'en donne lecture :

ART. 4 (ancien 3). — Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute contravention aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 500 à 1,000 fr., qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

M. Paul Bertrand propose de remplacer le mot « contravention » par le mot « infraction ».

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission accepte l'amendement de l'honorable M. Bertrand qui consiste à substituer le mot « infraction » au mot « contravention »; cette substitution permettra d'examiner s'il y a ou non bonne foi et rendra passible du tribunal correctionnel des infractions qui, punies d'une amende susceptible de s'élever à 5,000 francs, peuvent en effet plutôt être portées devant le tribunal correctionnel que devant le juge de paix.

Elle accepte de plus l'amendement de M. Raynaud qui applique l'article 463 du code pénal à ces infractions.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Lenoir.

M. LENOIR. — La Chambre, après avoir adopté l'article 2 avec l'addition proposée par notre honorable collègue M. de La Batut, est appelée à se prononcer sur la question de savoir si les inspecteurs du travail seront chargés de veiller à l'exécution de la présente loi. Je crois que ces fonctionnaires ont par ailleurs une besogne suf-

fisante; ils ne sont pas qualifiés pour inspecter la comptabilité des éconômats; ils ne pourront pas s'assurer que la vente des denrées et marchandises ne rapporte rien aux employeurs.

La Chambre ayant décidé que les éconômats continueront à vivre indéfiniment, il est nécessaire que d'autres fonctionnaires puissent surveiller la marche des éconômats.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Allemane.

M. ALLEMANE. — Je crois également nécessaire que l'opinion de la Chambre soit éclairée en ce qui concerne les cantines.

Sans doute, lors de l'intervention de M. Lemire, il a été à peu près entendu que les établissements gérés par des entrepreneurs ou par des personnes au service de ces entrepreneurs tombaient sous le coup de la loi; mais il nous sera accordé, par nos collègues, qu'il a ce qu'on peut appeler des « cantines obligatoires », par exemple sur les travaux des lignes de chemin de fer.

Ces cantines sont ordinairement tenues par des marchandeurs, des tâcherons, et nul n'ignore que ces individus tiennent entre leurs mains non seulement le travail des ouvriers par eux embauchés et à leur entière disposition, mais également le salaire de ces mêmes ouvriers.

M. DEJEANTE. — . . . Et des familles.

M. ALLEMANE. — J'ose espérer que le Gouvernement et la Commission seront d'accord avec nous pour insérer dans la loi l'interdiction des cantines tenues dans ces conditions.

Je serais très heureux d'entendre une déclaration du Gouvernement à ce sujet.

J'entends qu'on me demande : « Comment pourrait-on les supprimer ? »

Je répondrai à cette question que je ne veux pas supprimer ces cantines, si matériellement elles sont exigées, mais je voudrais qu'elles fussent administrées par des ouvriers. (*Interruptions au centre. — Mouvements divers.*)

Messieurs, je vous demande pardon; mais si je n'avais eu la garantie d'une déclaration satisfaisante sur cet objet, j'avais l'intention de présenter à la Chambre un amendement que je vous demande la permission de vous lire. Il est ainsi conçu :

Sont supprimées toutes cantines établies par des compagnies ou sociétés anonymes, soit qu'elles soient gérées par elles ou par leurs agents et par des marchandeurs. Seront seules autorisées les cantines dont l'administration serait placée entre les mains des employés ou ouvriers intéressés.

Ceux qui, comme moi et comme beaucoup de nos collègues, ont parcouru les chantiers où se construisent nos lignes de chemins de fer — et il en est de même dans les carrières — ont pu voir, comme je l'ai constaté moi-même, des malheureux placés sous la puissance draconienne de marchandeurs, de tâcherons. Ils les embauchent dans des conditions léonines, leur fournissent leurs vivres, certains vêtements, et cela trop souvent dans des conditions que nous serons tous unanimes ici à condamner. Je désirerais que cette exploitation outrée, malhonnête, prit fin et que la loi s'y opposât. Voilà pourquoi je pose de nouveau la question à la Commission et au Gouvernement. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

M. LE PRÉSIDENT. — C'est une autre question que celle soulevée par l'article en discussion.

M. LE RAPPORTEUR. — Une question analogue à celle que pose actuellement M. Allemane a été soulevée dans l'avant-dernière séance par M. Lemire. Notre

honorables collègues a soumis à la Chambre le cas de cantines qui se sont établies dans un certain nombre d'établissements et où les ouvriers sont matériellement tenus d'aller dépenser une partie de leur salaire. M. Lemire nous demandait si ce cas était visé par l'article 1^{er} du projet alors en discussion. J'ai répondu à notre collègue qu'il n'aurait servi à rien de supprimer les économats patronaux directement tenus par les patrons si l'on pouvait, d'une manière indirecte, obliger les ouvriers à consommer la marchandise dans des cantines ou magasins tenus en apparence par des tiers mais rattachés au fond, plus ou moins indirectement, au patron ou employeur.

J'ajoute, en réponse à M. Allemane, que le cas qu'il soumet à la Chambre est visé par la seconde disposition prévue au premier paragraphe de l'article 1^{er}, laquelle « interdit à l'employeur d'imposer à ses ouvriers ou employés l'obligation de dépenser leur salaire, en totalité ou en partie, dans des magasins indiqués par lui ».

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Allemane.

M. ALLEMANE. — Je fais observer à M. le Rapporteur qu'il est des cas exceptionnels. S'il s'agit d'un endroit très éloigné de toute localité, il appert qu'obligatoirement on doit installer une cantine auprès des travaux. On y loge même, dans des baraquements, les ouvriers employés à ces travaux. C'est contre cette exploitation que je désirerais que la Chambre formulât une décision très nette et très catégorique.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Commissaire du Gouvernement.

M. Arthur FONTAINE, *Directeur du travail au Ministère du travail et de la prévoyance sociale, Commissaire du Gouvernement*. — Je voudrais répondre à l'honorable M. Allemane qu'aucun texte ne peut être plus précis que celui qui a été voté par la Chambre. Si la cantine dont il s'agit est exploitée ou créée par le patron, directement ou indirectement, elle constitue un économat. Il est interdit au patron, par l'article 1^{er}, de créer ou d'exploiter un économat, personnellement ou par personne interposée.

Mais il est désirable que cette cantine, souvent utile et même indispensable aux ouvriers, puisse être tenue par quelqu'un. Ce que prescrit le texte, c'est d'abord, comme je viens de le rappeler, que le cantinier ne soit pas un prête-nom du patron et — second point — que l'ouvrier ne soit pas obligé par le patron à être le client de la cantine.

Ainsi donc, dans les travaux dont vous parlez, un tiers, fût-ce un employé de l'entreprise, peut établir une cantine, ce qui est interdit par le texte que vous avez voté, c'est au patron d'établir lui-même une cantine, c'est au patron de l'établir sous un prête-nom et d'en être réellement le maître. Ce qui est interdit également, quand des tiers indépendants ont établi des cantines, c'est au patron d'obliger ses ouvriers à aller dans telle ou telle cantine.

Si une cantine s'établit, n'est pas au compte du patron, n'est pas au nom du patron, n'est pas au bénéfice du patron, s'il ne la gère ni directement ni indirectement, dans ces conditions, l'ouvrier peut y aller, pourvu qu'il n'y soit pas obligé.

M. ALLEMANE. — Voulez-vous me permettre, Monsieur le Commissaire du Gouvernement, d'ajouter encore une question qui m'est inspirée par des scènes très regrettables, auxquelles j'ai assisté et qui ne peuvent pas nous trouver indifférents ?

Je demande à M. le Commissaire du Gouvernement — et je n'y mets aucune passion — quelle sera, au regard de la loi en discussion, la situation du tâcheron ?

Vous savez que le tâcheron est une espèce de sous-entrepreneur — quelquefois la jurisprudence est là pour nous le prouver — le patron, l'entrepreneur, dit à ses

ouvriers : « Mais je ne sais pas, je ne connais pas ce Monsieur; vous avez affaire à lui, arrangez-vous. » Certains jugements justifient cette manière d'agir.

Je vous demande si, en pareil cas, ou lorsque la nécessité impose la constitution, la création, l'établissement d'une cantine de ce genre, la loi ne pourrait pas dire : Cette cantine sera placée sous le contrôle des travailleurs ou des employés? (*Exclamations au centre.*)

M. GROSIDIER. — Mais ils sont des consommateurs!

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — La question de M. Allemane peut se ramener à ces termes : Un tâcheron est-il un employeur? C'est l'essentiel de ce que vient de dire M. Allemane.

M. ALLEMANE. — C'est bien cela.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — C'est une question d'espèce. Un tâcheron, un sous-traitant qui embauche des ouvriers et qui les rémunère, est un employeur. Mais le mot « tâcheron » a un sens mal défini, et il y a des cas où le tâcheron ne paraît pas être l'employeur. Quand, d'ailleurs, le tâcheron ne saurait être classé comme employeur, aux termes de la loi, le tribunal a encore le droit de rechercher si le patron de ce tâcheron exploite indirectement un économat.

Avec le texte que proposait M. Allemane, nous n'aurions pas plus de garanties. M. Allemane propose qu'un ouvrier ou employé puisse tenir la cantine. Cette cantine, tenue par un ouvrier ou un employé, pourra tout aussi bien être sous l'influence du patron.

Le texte voté permet de s'opposer aux abus, dans la limite du possible. Aucun texte ne permettra de distinguer facilement, si un économat est créé ou géré indirectement par le patron. Lorsqu'on pourra établir qu'indirectement le patron est le propriétaire de l'économat, l'économat sera interdit. Je ne crois pas qu'il soit possible de faire davantage. (*Très bien! Très bien!*)

M. ALLEMANE. — Quoi qu'il en soit, je prends acte de vos déclarations.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole sur le premier paragraphe de l'article 4 (ancien 3) :

Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Je le mets aux voix.

(Le premier paragraphe de l'article 4, mis aux voix, est adopté).

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons au second paragraphe, dont je rappelle les termes, en faisant observer que la Commission ayant accepté l'amendement proposé par M. Bertrand, le mot « infraction » est substitué au mot « contravention ».

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 500 à 1,000 francs, qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

M. Lemire a déposé sur ce paragraphe un amendement tendant à rédiger comme suit ce paragraphe :

Toute contravention au 1^{er} de l'article 1^{er} et à l'article 2 de la présente loi sera passible d'une amende de 500 à 1,000 francs, qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

Toute contravention au 2^o de l'article 1^{er} sera passible d'une amende de 50 à 2,000 francs. Si néanmoins l'employeur justifie qu'il a agi par ordre d'un patron ou d'un chef ayant

autorité sur lui, il sera exempt de la peine, laquelle, dans ce cas, sera appliquée seulement au supérieur qui aura donné l'ordre.

La parole est à M. Lemire.

M. LEMIRE. — Je demande à la Chambre quelques minutes de bienveillante attention, parce que le point dont je voudrais l'entretenir est assez délicat. Il s'agit des pénalités prévues pour les infractions à la présente loi. Dans le texte de la Commission il est dit : « Toute contravention, quelle qu'elle soit, sera passible d'une amende de 500 francs à 1,000 francs qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive. » Au lieu de cette rédaction qui applique uniformément les mêmes peines à toutes les contraventions, je propose une rédaction plus compliquée, mais qui prévoit des cas qui me semblent absolument distincts les uns des autres.

D'après mon texte, « toute contravention au 1^{er} de l'article 1^{er} et à l'article 2 est punie... » comme il est dit dans la rédaction de la Commission. J'étendrai même cette disposition à l'article qui vise les économats de chemins de fer, qui ne se trouvait pas dans la rédaction primitive.

Mais pour d'autres infractions dont j'aurai l'honneur d'entretenir la Chambre, je demande des pénalités moins fortes. Je suis d'accord avec la Commission en ce qui concerne l'amende de 500 francs à 1,000 francs pouvant être portée à 5,000 francs lorsqu'il s'agit d'économats proprement dits, soit qu'un patron quelconque, nonobstant la présente loi, continue à tenir ouvert un économat, soit qu'une compagnie de chemins de fer n'observe pas les règles de l'article 3 sur la gestion de son économat. Ici, la pénalité un peu lourde d'une amende de 500 francs me paraît juste. Somme toute, le fait de tenir un économat ouvert lorsqu'il devrait être fermé, constitue une infraction grave, une espèce de provocation insolente qui doit être réprimée sévèrement, je le reconnais. Je donne d'autant plus volontiers raison à la Commission, qu'elle peut impunément édicter une amende de 500 francs ou de 5,000 francs, cette amende ne s'expliquera jamais ; il va sans dire, en effet, que dès que la loi sera promulguée, les économats seront fermés ; cette conséquence sera immédiate : aucun industriel, aucun commerçant n'hésitera à se conformer à la loi, tout le monde voudra faire ce beau geste.

Les patrons qui auront eu en vue l'intérêt des ouvriers diront : Nous sommes bien désolés, nous fermons notre économat malgré nous. Nous étions utiles à nos ouvriers, nous ne pouvons plus l'être. Mais c'est la loi, nous l'acceptons.

Ceux au contraire qui, comme l'a indiqué l'honorable M. Flayelle, faisaient d'un économat l'objet d'une exploitation, s'empresseront de faire comme les autres ; ils fermeront avec des regrets encore plus accentués pour se ranger dans la catégorie des protecteurs de la classe ouvrière.

Conclusion : dès que la loi sera promulguée, il n'y aura plus un économat en France. Il n'y avait donc aucun danger, aucun inconvénient pour la Commission à proposer la pénalité de 500 à 5,000 francs.

Mais comme l'a fait observer l'honorable M. Allemane, il y a un instant, cette loi ne comporte pas que la suppression des économats, elle va bien plus loin.

Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} n'atteint pas seulement les patrons, qui ont un établissement assez considérable pour être appelé un économat, il atteint aussi tous les marchands de travail, qui vendent simultanément le travail et une marchandise, tous les trafiquants de salaire pour qui le salaire ne représente pas seulement une tâche accomplie mais encore une denrée imposée !

Et lorsque la commission, dépassant ainsi de beaucoup l'étroite sphère des économats, est entrée dans la voie de la répression de toute exploitation de l'ouvrier par un employeur quelconque qui lui donne du travail à condition qu'il s'approvisionnera dans un magasin qu'on lui indique, la Commission, comme l'a, du reste,

très bien remarqué l'honorable M. Zévaès, a voulu faire en France une œuvre de salubrité sociale qui a été faite à l'étranger.

Elle a voulu suivre l'exemple de l'Angleterre, de la Belgique et du grand-duché de Luxembourg. Sur ces divers pays, M. Zévaès nous renseigne très exactement et d'une façon pertinente. La Chambre me permettra d'apporter à la tribune trois passages de son rapport qui, à mon avis, n'ont pas été suffisamment remarqués.

Je m'excuse de la sécheresse de ces détails, mais je les crois très importants, parce que, quand on vote un texte il faut savoir quel en est l'esprit et de quelles considérations il dérive, et quand on impose des pénalités, il faut savoir sur qui elles tomberont. (*Très bien! très bien! — Parlez!*)

Voici d'abord la législation de l'Angleterre :

Art. 6. — Défense est faite aux patrons d'imposer aux ouvriers, comme condition du contrat de louage de services, l'obligation de dépenser tout ou partie de leur salaire dans certains magasins ou d'une manière convenue.

En Belgique, il y a plus de précision. On a envisagé des situations plus diverses et le texte est plus compliqué; M. Zévaès le cite en lui donnant son approbation :

Les directeurs, contremaîtres, porions, employés d'une administration publique ou privée, chefs d'entreprise ou sous-traitants, qui auront commis la même infraction, seront punis de la même peine.

L'infraction c'est de fournir du travail moyennant l'achat de telle ou telle denrée, et la peine est celle d'une amende de 50 à 2,000 francs.

Dans le duché de Luxembourg, même législation qu'en Belgique.

Après cet exemple, il est tout naturel que nous, Français, nous ne voulions pas être en retard sur les législations étrangères.

La Commission vous apporte donc une formule nette, large, qui comprend tous les cas imaginables.

Elle dit dans son article 1^{er} :

Il est interdit à tout employeur, quel qu'il soit, employeur dépendant de quelqu'un ou employeur ne dépendant de personne, patron indépendant ou directeur de travaux au compte d'autrui, d'imposer à ses ouvriers l'obligation de dépenser leur salaire dans un magasin indiqué par lui.

Lorsque la Commission punit le fait d'avoir imposé à un ouvrier quelconque l'obligation de dépenser son salaire dans un magasin indiqué par un employeur quelconque, elle va très loin, elle embrasse tous les cas imaginables et la pénalité peut atteindre de fort petites gens, des directeurs de travaux, des porions, des sous-traitants qui n'ont aucune fortune. Si ces gens, pour une infraction unique commise à l'égard d'un seul ouvrier, sont dès la première fois frappés d'une amende de 500 francs, cela me paraît excessif : il en est même parmi eux qui seront bien embarrassés pour la payer.

Il faut procéder avec prudence, avec tact, car il sera assez difficile de faire la preuve qu'un tel a imposé à ses employés l'obligation de se fournir dans tel magasin.

L'article 1^{er}, par son élasticité, peut prêter à des abus.

Que faudra-t-il entendre par magasin indiqué par le patron ou l'employeur? La loi belge a été précise. Elle a dit : quand le magasin est tenu par le patron ou par l'employeur, l'indication va de soi; quand le magasin est tenu par la femme ou par l'enfant de l'employeur, l'indication est présumée jusqu'à preuve du contraire. Lorsque la marchandise est vendue non pas à l'ouvrier mais à sa femme ou à ses enfants, il y a encore pression illégale; et cette pression injuste est punie. La loi belge cite ces divers cas. Or, la Commission paraît s'être inspirée de la même loi.

J'imagine donc que les tribunaux auront à résoudre de la même manière les cas qui se présenteront en France.

Je pose une autre question. Comment fera-t-on la preuve qu'un employeur a imposé à un ouvrier d'acheter dans tel ou tel magasin ? Est-ce l'ouvrier lui-même qui devra la faire ? En pratique, il ne la fera pas. Quand l'ouvrier a de l'argent, il est le client le plus commode et le plus facile que l'on puisse rêver. Alors même qu'on lui a ordonné d'aller acheter ses denrées et ses vêtements dans un magasin, alors même qu'il y a un abus sur la qualité, sur le prix de la chose vendue, l'ouvrier ne récrimine pas, il ne fait pas d'observation. Il prend ce qu'on lui donne et il s'en va avec la marchandise ; ce n'est pas son métier de faire de dénonciation. Aussi qu'est-il arrivé dans les pays voisins où on a laissé la charge de la preuve à l'ouvrier ? Il n'y a pas eu d'infractions signalées. Les abus ont continué de plus belle après la loi. Mais le législateur français est plus sage et plus prévoyant, il décide que les infractions seront constatées par les inspecteurs du travail qui veilleront à l'exécution de la présente loi.

C'est donc à eux que les ouvriers victimes d'une exploitation enverront leurs plaintes, et les inspecteurs du travail tenant compte de lettres qu'ils auront reçues, quelquefois des lettres anonymes, seront obligés de provoquer des peines.

Si ces peines sont excessives vous allez les mettre dans un grand embarras.

Rien ne rend les lois sociales plus difficiles à accepter que leur sévérité trop grande.

Les pénalités draconiennes sont un obstacle à ce que ces lois entrent dans les mœurs.

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — C'est très vrai !

M. LEMIRE. — Par conséquent, quand, pour une infraction qui peut être minime, qui peut avoir été commise à l'égard d'un seul ouvrier, dans un cas unique, vous infligez une pénalité de 500 francs d'amende à la première faute, vous induisez vous-mêmes les inspecteurs du travail à prendre en pitié le délinquant et à ne pas le dénoncer.

Nos tribunaux eux-mêmes, s'ils ont tant soit peu le souci que tout tribunal doit avoir de proportionner les peines à la responsabilité de ceux qui sont traduits à la barre de justice, s'ils veulent juger non pas comme des automates, mais en hommes qui se souviennent qu'ils ont en face d'eux des hommes ; lorsqu'ils seront obligés pour une infraction minime comme celle-ci d'infliger immédiatement une amende de 500 francs, nos tribunaux hésiteront à frapper.

Par conséquent, lorsque je viens vous demander une pénalité moins forte, moins lourde, je plaide moi-même en faveur de l'application de votre loi.

N'oubliez pas que les lois sociales, pour être acceptées et vécues ont besoin de l'approbation de l'opinion et du concours des honnêtes gens. Cette approbation et ce concours ne sont acquis qu'à des choses modérées, opportunes et raisonnables. Pas de brusquerie farouche.

Songez, Messieurs, que les infractions que vous allez punir demain, n'étaient pas hier punissables. Dans bien des endroits elles étaient entrées dans les habitudes ; vous allez contrarier ces habitudes d'abord, et ce sera déjà une gêne. Vous allez ensuite porter atteinte à des intérêts privés qui, pour avoir été longtemps insoupçonnés, ont fini par se croire légitimes. Vous devez tenir compte de ces diverses circonstances.

Enfin, Messieurs, lorsque je demande cette pénalité beaucoup plus graduée, beaucoup moins forte, je songe à la condition même de certains employeurs.

La loi belge, en punissant le fait d'un contremaître qui impose à son ouvrier d'acheter des marchandises dans tel ou tel magasin, avait prévu le cas où le contremaître ne fait qu'obéir à l'ordre donné par son patron. Elle avait fait pour cet em-

ployeur ce que fait la loi française, comme me le disait l'autre jour l'honorable M. Perroche qui m'induisait précisément à calquer mon amendement sur l'article 114 du code pénal. Cet article concerne le fonctionnaire qui a commis un acte illégal et dit expressément que, quand l'inférieur a reçu un ordre, le coupable est le supérieur qui a commandé et non pas l'inférieur qui a obéi.

De même dans le monde économique il arrive que le sous-traitant, que le directeur qui impose tel ou tel magasin, n'est que l'intermédiaire d'un patron qui se cache derrière lui ! Il faut que cet homme puisse faire la preuve que l'intervention qu'on lui reproche, il n'en est pas le seul et vrai coupable ; le vrai coupable, c'est celui qui s'est servi de ce contremaître pour fouler aux pieds le droit des ouvriers, c'est celui qui avait des connivences avec un magasin, connivences que le contremaître ignorait peut-être, mais qu'il était obligé de subir pour rester au service de ce patron exploiteur.

Il faut prévoir ce cas ; c'est celui que je vise dans mon amendement.

Si vous donnez à votre loi les caractères que je demande, c'est-à-dire des prescriptions sages et des pénalités graduées, vous ferez une loi réellement sociale. Elle sera pour beaucoup de travailleurs un affranchissement et un bienfait et pour l'ensemble de la société un acheminement vers une justice d'autant mieux acceptée qu'elle est plus délicate dans sa rigueur et plus respectueuse dans son intervention. C'est pourquoi je recommande cet amendement à toute la bienveillance de la Commission et surtout de la Chambre. Je le crois juste, modéré et sage et il est présenté dans l'intérêt même de la loi. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission propose à M. Lemire une transaction et, connaissant son esprit de conciliation, elle ne doute pas qu'il ne l'accepte.

M. LEMIRE. — Vous nous avez habitués à la conciliation, Monsieur le Président, d'une manière très remarquable.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Au lieu d'une amende de 500 à 1,000 francs, la Commission accepte de diminuer le minimum et d'augmenter le maximum de l'amende en la fixant de 50 à 2,000 francs et comme, de plus, elle accepte l'application de l'article 463 du code pénal, la loi se trouvera avoir dans son application toute la souplesse que désire M. Lemire. Voilà pour la première partie de ses observations.

Pour la seconde, il a d'avance satisfaction. Il est bien entendu, en effet, que lorsque la loi dit : « Il est interdit à tout employeur », elle vise l'employeur coupable. Si le contremaître n'a fait qu'exécuter les ordres de son chef, il va de soi et il n'est pas besoin de le mettre dans la loi — c'est l'application à la fois de l'équité et du droit — que ce n'est pas le contremaître, mais celui qui a donné des ordres à son préposé, le patron, qui est coupable et sera poursuivi ; et, d'un autre côté, si un contremaître, un porion ou un tâcheron prend sur lui-même l'initiative d'un fait délictueux, comme c'est lui qui est coupable, c'est lui qui sera poursuivi. Mais pour obtenir ce résultat il est tout à fait inutile d'ajouter le paragraphe que propose M. l'abbé Lemire, et l'article 1^{er} du projet que vous avez voté suffit amplement.

M. PERROCHE. — Alors l'ouvrier qui aura prêté son concours au patron ne pourra pas être considéré comme son complice ?

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Je ne dis pas cela.

M. LEMIRE. — Dans la loi belge on avait prévu les deux cas. Il y a des cas où le contremaître est coupable et d'autres où il ne l'est pas.

Il me semble que la loi doit indiquer de quelle manière les responsabilités de chacun seront établies.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Les principes du droit commun suffisent.

M. LEMIRE. — Remarquez que vous innovez en ce moment.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Pas du tout. J'innove comme délit, mais non pas comme principe de poursuites.

M. LEMIRE. — Jusqu'à présent, le fait de vendre quelque chose à quelqu'un à qui, d'autre part on remettait un salaire n'était pas un fait délictueux.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — C'est un délit qui est créé. Mais nous n'innovons absolument rien en ce qui touche les principes du code pénal sur l'application de textes spéciaux.

M. LEMIRE. — A qui incombera par conséquent de faire la preuve de la responsabilité ?

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Au parquet, à celui qui poursuit.

M. LEMIRE. — Si on poursuit injustement un contremaître, que fera-t-il ?

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Il dira : « Ce n'est pas moi qui ai commis le délit. »

M. LEMIRE. — Qui devra faire la preuve que le délit a été commis ?

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — C'est le parquet.

M. LEMIRE. — Alors vous déclarez que les responsabilités de chacun seront établies et qu'il ne peut y avoir de confusion de responsabilités ?

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Ce n'est pas douteux.

M. LEMIRE. — Ce n'est pas douteux, dites-vous. Remarquez que la loi belge que j'ai imitée a prévu les deux cas, et qu'en Belgique le droit pénal est dominé par les mêmes principes que chez nous. C'est alors que je me suis dit : puisqu'en Belgique, pour le cas qui me préoccupe, il a fallu un texte spécial, il en faut un aussi en France.

Telle est la raison d'être de mon amendement.

M. LE PRÉSIDENT. — Maintenez-vous votre amendement, Monsieur Lemire ?

M. LEMIRE. — J'ai satisfaction pour la première partie.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Voici, Monsieur le Président, la nouvelle rédaction pour le deuxième paragraphe de l'article, ce qui donne satisfaction à la première partie de l'amendement de M. Lemire :

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 50 à 2,000 francs qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

Et l'amendement de M. Raynaud, que la Commission a accepté, formerait un troisième paragraphe de l'article ainsi conçu :

L'article 463 du code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Lemire, en présence de cette rédaction de la Commission, vous retirez les deux premiers paragraphes de votre amendement ?

M. LEMIRE. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le deuxième paragraphe de l'article 4 (ancien 3), qui est ainsi rédigé :

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 50 à 2,000 francs qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

(Ce deuxième paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Reste donc en discussion le troisième paragraphe de l'amendement présenté par M. Lemire, ainsi conçu :

Si néanmoins l'employeur justifie qu'il a agi par ordre d'un patron ou d'un chef ayant autorité sur lui, il sera exempt de la peine, laquelle, dans ce cas, sera appliquée seulement au supérieur qui aura donné l'ordre.

La parole est à M. Perroche sur ce paragraphe additionnel.

M. PERROCHE. — M. l'abbé Lemire a bien voulu me mettre en cause en disant...

M. LEMIRE. — Je ne voulais pas passer pour un juriste, Monsieur Perroche; c'est vous qui m'avez fait une leçon; j'ai voulu rendre hommage à mon maître. (*Très bien. — On rit.*)

M. PERROCHE. — Vous avez bien voulu me demander des renseignements au sujet de questions pénales, comme je pourrais vous en demander en matière théologique — ce serait un échange de bons procédés. Voici la question que vous m'aviez posée : vous m'aviez demandé ce que je pensais de la législation belge qui, lorsque le délit a été commis par l'employé sur les ordres de l'employeur, punit cet employé d'une amende dont le recouvrement est poursuivi par l'Administration contre le patron, sauf le recours de celui-ci à l'égard de son ouvrier.

L'employé sur l'ordre de son patron commet-il un délit réprimé par la loi sur les économats en Belgique? Le patron et l'employé seront condamnés, mais le recouvrement de l'amende encourue par l'ouvrier sera exercé sur le patron qui aura son recours contre son ouvrier. M. Lemire m'ayant communiqué ce texte de la législation belge, je lui ai répondu : C'est trop compliqué; il serait plus simple, en pareil cas, d'appliquer par analogie les dispositions édictées par l'article 114 de notre code pénal, et de décider que l'employé ne pourra pas être condamné lorsqu'il justifiera qu'il a obéi aux ordres de l'employeur!

Telle est l'économie de l'amendement de M. Lemire et je crois que cette disposition est conforme aux principes de notre législation, quoi qu'en ait dit M. le rapporteur...

M. Arthur GROUSSIÉ. — Alors il n'est pas besoin de le mettre dans la loi!

M. PERROCHE. — Si, car si vous ne le dites pas expressément dans la loi, l'ouvrier sera considéré comme coauteur ou complice de son patron et condamné en cette qualité.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait admettre, comme le demande M. Lemire,

que si l'infraction a été commise sur les injonctions du patron par l'ouvrier, celui-ci sera exempt de toute responsabilité pénale, de même que le fonctionnaire qui n'a agi que sur l'ordre de son chef, comme dans le cas prévu par l'article 114 du code pénal.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement de M. Lemire est soumis à la prise en considération, car il a été présenté en cours de discussion.

M. René VIVIANI, *Ministre du travail*. — Je croyais qu'il était retiré.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Lemire, que j'ai interrogé sur ce point, m'a déclaré qu'il retirait les premiers paragraphes de son amendement, mais qu'il maintenait le troisième.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Ce n'est pas juste. Généralement la transaction porte sur un tout!

M. LEMIRE. — Quand on entre dans la voie des concessions, chacun doit en faire de son côté. Je ne puis pas les faire toutes!

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du travail.

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — Le texte proposé par M. Lemire me paraît inapplicable. Il déclare qu'il n'y aura pas délit lorsque le tenancier de l'économat justifiera qu'il a reçu un ordre. Mais comment veut-il que le parquet si armé qu'il soit pour les poursuites puisse trouver la trace d'un ordre pareil? L'honorable M. Lemire me paraît avoir fait un parallèle injustifié entre ce qui se passe dans l'ordre administratif et ce qui se passe dans l'ordre économique. Dans l'ordre administratif, on peut trouver la trace d'un ordre donné; mais dans l'ordre économique il n'en est pas de même; M. Lemire croit-il donc que le tenancier d'un économat sera muni d'une lettre le déchargeant de sa responsabilité? Il faudrait supposer pour cela que le patron ait écrit une lettre à son contremaître pour le faire agir! Ceci n'est guère probable. (*Très bien! très bien!*)

Au moins faudrait-il modifier l'amendement en y ajoutant ces mots : « avec l'assentiment ou au bénéfice de l'employeur ».

M. LEMIRE. — M. le Ministre du travail vient d'indiquer la difficulté qu'il y a à faire la preuve, Mais cette difficulté résulte de l'article 1^{er} lui-même. Remarquez, Messieurs, que vous entrez dans une voie pleine d'écueils, d'obscurité et de difficultés de tout genre. Vous n'avez pas tort. Ces difficultés sont inhérentes à la loi elle-même : elles ne sont pas spéciales à mon amendement, son but est au contraire d'en prévenir au moins une et de la résoudre.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission repousse l'amendement, d'accord avec le Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte la Chambre sur la prise en considération de cette dernière partie de l'amendement de M. Lemire, qui est repoussée par le Gouvernement et la Commission.

(La Chambre, consultée, ne prend pas l'amendement en considération.)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission a accepté l'amendement de M. Raynaud, qui tend à insérer dans l'article 4 (ancien 3) un troisième paragraphe ainsi conçu :

L'article 463 du code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Je mets aux voix ce troisième paragraphe.

(Ce troisième paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de l'article 4 (ancien 3) en ces termes :

Art. 4 (ancien 3). — Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 50 à 2,000 francs qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

L'article 463 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi.

(L'ensemble de l'article (devenu 4), mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Avant d'appeler la Chambre à se prononcer sur l'ensemble de la proposition de loi, je donne la parole à M. Schmidt pour expliquer son vote.

M. SCHMIDT. — La Chambre me permettra de présenter de ma place quelques observations sur les conséquences de la loi qu'elle vient de discuter.

Nous avons voté la suppression des économats patronaux dans le but de mettre fin aux nombreux abus auxquels ils avaient donné naissance. Je crains fort que nous ne puissions pas y parvenir et je rappellerai à ce sujet ce qui se passe actuellement dans le département des Vosges où les économats ont pris un développement considérable.

Dans une de nos vallées les plus industrielles, une importante maison, qui compte environ une dizaine de fabriques, avait constitué, il y a plusieurs années, un certain nombre d'économats; ceux-ci devinrent rapidement, entre les mains des patrons, un instrument qui leur permit de se livrer à une exploitation scandaleuse de leurs ouvriers, et ils finirent par mettre en mouvement toute la classe ouvrière de la vallée et donner naissance à une grève longue et douloureuse. Sous la pression de l'opinion publique, qui à cette occasion ne manqua pas de manifester sa sympathie aux ouvriers, cette maison a transformé complètement l'organisation de ses économats; elle a réuni un comité composé de commis et de contremaîtres et elle a fait une déclaration de coopérative.

Ces coopératives qui ont succédé dans les mêmes locaux aux économats, sont administrées par un comité uniquement composé de personnes qui obéissent docilement au patron. Elles ont maintenu les mêmes abus que précédemment : le montant des achats qui y sont faits continue à être retenu au bureau de l'usine sur les salaires de l'ouvrier. Sous l'étiquette coopérative, les économats continuent donc à fonctionner.

Dans une autre vallée, on a fondé, il y a quelques mois, une soi-disant coopérative. La suppression des économats était déjà projetée. Les précautions ont été prises pour que l'établissement créé ne puisse en souffrir. On a donc divisé les actions de la coopérative en deux parts : l'une, comprenant 85 p. 100 des actions, est restée entre les mains des patrons, et l'autre, comprenant seulement les 15 p. 100 des actions, a été abandonnée aux ouvriers.

L'établissement créé sous la forme coopérative n'est donc qu'un éconamat déguisé, qui est presque entièrement soumis à la volonté patronale entre les mains duquel il est un instrument d'oppression.

J'indique ces cas particuliers à M. le Ministre du travail et je lui sou mets ces observations en le priant de vouloir bien examiner s'il n'y aurait pas un moyen de mettre fin aux abus que je viens de signaler et d'empêcher que des économats patronaux ne subsistent ou ne se reconstituent avec tous leurs défauts sous l'étiquette de coopératives. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.
(L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.)

SÉNAT.

RAPPORT

*fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de **supprimer les économats** et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte, par M. Guillaume POULLE, Sénateur.*

(Annexe au procès-verbal de la séance du 19 octobre 1909.) [1].

[EXTRAITS.]

MESSIEURS,

Dans sa séance du 6 juin 1907, la Chambre des Députés a adopté une proposition de loi ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre, directement ou indirectement, à leurs ouvriers ou employés, des denrées et marchandises de toute sorte.

La Commission du Sénat, chargée de l'examen de la proposition de loi, a tout d'abord exprimé le désir qu'une enquête fût ouverte, sur cette importante question, par les soins de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, auprès des syndicats patronaux et ouvriers intéressés. M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale fit procéder à cette enquête, et un questionnaire fut adressé aux organisations patronales et ouvrières dont l'Office du travail connaissait l'existence. Seize organisations patronales et quarante-huit organisations ouvrières répondirent à ce questionnaire. Un questionnaire spécial fut adressé à tous les syndicats et groupements de syndicats d'employés et d'agents de chemins de fer. Vingt-deux syndicats et groupements répondirent à ce questionnaire (2).

J'aurai l'occasion de revenir sur les résultats de cette importante enquête et de lui faire des emprunts très intéressants.

Après avoir pris connaissance de cette enquête qui fut analysée devant elle par notre honorable collègue M. Hayez, dans un remarquable travail, votre Commission spéciale examina la proposition de loi qui lui avait été renvoyée. Ce sont les résul-

(1) Doc. parl. n° 251.

(2) Le questionnaire relatif à cette enquête a été publié dans le *Bulletin de l'Office du travail*, octobre 1907, p. 1068; les résultats de cette enquête ont été publiés dans le *Bulletin de l'Office du travail*, novembre 1909, p. 1188; décembre 1909, p. 1291; janvier 1910, p. 33.

tats de cet examen que je vais avoir l'honneur de vous faire connaître, ainsi que les solutions proposées et les motifs invoqués à l'appui de ces solutions.

J'examinerai successivement, dans cinq chapitres, les points suivants :

CHAPITRE I^{er}. — Les économats patronaux. — Définition des économats. — Leur développement en France. — Leurs particularités. — Leur fonctionnement.

CHAPITRE II. — Les inconvénients des économats. — L'enquête du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

CHAPITRE III. — Législation comparée : Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Belgique, Grand-Duché de Luxembourg, Russie.

CHAPITRE IV. — Les propositions de loi soumises au Parlement français : Propositions de MM. Maxime Lecomte, Basly, Berry, Coutant, Flayelle.

CHAPITRE V. — Les conclusions de la Commission du Sénat.

.....

Nous allons maintenant examiner successivement les articles adoptés par la Chambre des Députés et nous indiquerons les modifications qu'ils peuvent comporter ou les raisons qui ont engagé votre Commission à proposer au Sénat de les maintenir.

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vende, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit, et d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans les magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures à prix coûtant.

Cet article supprime et interdit l'économat.

Il dit, en même temps, ce qu'il faut entendre par économat. Est un économat tout magasin annexé à l'établissement du patron où celui-ci vend, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés, ou à leurs familles, des denrées de quelque nature que ce soit. La famille, ce sont ceux qui vivent sous le même toit que l'ouvrier : sa femme, ses enfants notamment.

Qu'il vende par lui-même, par sa femme, par ses enfants, par d'autres employés sur lesquels il a autorité, l'interdiction est la même pour l'employeur, puisqu'il est interdit de vendre directement ou indirectement.

Le patron ne pourrait pas davantage imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui : ce qu'il ne peut pas faire dans un magasin annexé à son établissement, il ne peut pas bien évidemment le faire dans un magasin qui ne serait pas annexé à son établissement, mais où il obligerait ses ouvriers et employés à s'approvisionner.

Ce point a été fort bien précisé par M. Zévaès, rapporteur, à la Chambre, à la séance du 4 juin 1907, en réponse à une question posée par M. Lemire. Voici comment s'exprimait l'honorable rapporteur :

M. LE RAPPORTEUR. — La deuxième disposition du premier paragraphe de l'article premier qui interdit à tout employeur « d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui », apparaît à la Commission comme le complément indispensable de la disposition première ; car il ne

servirait à rien d'interdire aux patrons d'annexer à leurs établissements industriels des économats, c'est-à-dire des magasins où ils vendent à leur personnel des denrées et des marchandises, si les ouvriers pouvaient être contraints directement ou indirectement de se servir dans un magasin qui leur serait indiqué par le patron, qui nominalement appartiendrait à un tiers, mais dont les intérêts se confondraient avec ceux du patron.

Que cette disposition soit nécessaire, c'est ce que les faits ne montrent que trop. Je citerai le suivant à l'honorable M. Lemire; je le trouve signalé dans un « rapport au Ministère du Commerce sur un projet de loi concernant les salaires des ouvriers et employés, au nom de la Commission permanente du travail, par M. Lyon-Caen (Paris, 1890). C'est un fait qui s'est passé à Rouen :

Le sieur V... occupait un assez grand nombre d'ouvriers sur les quais de Rouen. Il les payait à raison de 50 centimes l'heure. Un premier acompte leur était d'ordinaire versé pour midi, au moment de l'interruption du travail pour les repas, et le complément du salaire était réglé à la fin de la journée. Le paiement de l'acompte fait à midi était de 1 franc, dont 85 centimes en numéraire et 15 centimes représentés par un jeton métallique donnant droit à l'ouvrier de prendre une consommation dans un débit que V... faisait lui-même exploiter par un gérant.

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — C'est l'économat déguisé!

M. LE RAPPORTEUR. — C'est ici, comme le dit très justement l'honorable M. de Castelnau, l'économat déguisé. Il n'est pas plus digne d'intérêt que l'autre. Au même titre et pour les mêmes raisons, il doit être interdit. (*Très bien! très bien!*)

J'ajoute que la loi belge de 1887 sur l'interdiction des économats, qui se proposait d'interdire le « truck-system » et qui y a réussi d'une manière partielle, a prévu dans son article 9 le cas soulevé par l'honorable M. Lemire.

Cet article est ainsi conçu :

« Art. 9. — Jusqu'à preuve du contraire, toute fourniture faite par la femme ou par les enfants du patron, directeur, contremaître, porion, employé d'administration publique ou privée, chef d'entreprise ou sous-traitant, est présumée faite par le patron lui-même, le directeur, contremaître, porion, chef d'entreprise ou sous-traitant... »

Nous voulons prendre une précaution analogue; elle n'est pas inutile.

Il s'agit, je le répète, d'empêcher d'une manière complète l'économat déguisé aussi bien que l'économat avoué. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Cette précision suffit-elle à l'honorable M. Lemire?

M. LEMIRE. — C'est entendu.

Il est d'usage, dans de petites entreprises de construction notamment, que l'entrepreneur arrive avec un petit nombre d'ouvriers, et il se porte garant de ses ouvriers qui sont inconnus des commerçants de la localité. Il les cautionne. Il ne saurait s'agir là d'un économat déguisé.

C'est ce qui a été indiqué avec raison par M. Colliard, vice-président de la Commission, à cette même séance de la Chambre, dans les termes suivants, en réponse à une question posée par M. Dior :

M. COLLIARD, vice-président de la Commission. — Je réponds d'un mot à notre honorable collègue qu'en effet, dans certaines entreprises provisoires de grands travaux, un certain nombre d'ouvriers n'ont pas à leurs portées des établissements où ils trouvent à boire et à manger. Il se constitue alors ce que l'on appelle une cantine. Ce n'est pas un économat. Cette cantine, installée parce que les ouvriers sont de passage, à mon avis, ne ressemble en rien à un économat où les ouvriers sont obligés de consommer par ordre du patron. C'est une installation de passage, où l'on donne à manger aux ouvriers; ce n'est donc nullement un économat, puisque l'entrepreneur n'oblige pas l'ouvrier à aller dans cet établissement.

Cette question des cantines a de nouveau été posée à la Chambre à la séance du

6 juin 1907, et M. Fontaine, commissaire du Gouvernement, a donné les explications suivantes, décisives à notre sens autant que justes :

Je voudrais répéter à l'honorable M. Allemane qu'aucun texte ne peut être plus précis que celui qui a été voté par la Chambre. Si la cantine dont il s'agit est exploitée ou créée par le patron, directement ou même indirectement, elle constitue un économat. Il est interdit au patron, par l'article premier, de créer ou d'exploiter un économat, personnellement ou par personne interposée.

Mais il est désirable que cette cantine, souvent utile et même indispensable aux ouvriers, puisse être tenue par quelqu'un. Ce que prescrit le texte, c'est d'abord, comme je viens de le rappeler, que le cantinier ne soit pas un prête-nom du patron et — second point — que l'ouvrier ne soit pas obligé par le patron à être le client de la cantine.

Ainsi donc, dans les travaux dont vous parlez, un tiers, fût-ce un employé de l'entreprise, peut établir une cantine. Ce qui est interdit par le texte que vous avez voté, c'est au patron d'établir lui-même une cantine, c'est au patron de l'établir sous un prête-nom et d'en être réellement le maître. Ce qui est interdit également, quand des tiers indépendants ont établi des cantines, c'est au patron d'obliger ses ouvriers à aller dans telle ou telle cantine.

Si une cantine s'établit, elle n'est pas au compte du patron, elle n'est pas au nom du patron, elle n'est pas au bénéfice du patron, s'il ne la gère ni directement, ni indirectement ; dans ces conditions, l'ouvrier peut y aller, pourvu qu'il n'y soit pas obligé.

Le paragraphe 2 de cet article dit que l'interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent. Cela veut dire que la fourniture par le patron du logement et de la nourriture, considérée comme un avantage ajouté au salaire en argent, ne fera pas de lui un entrepreneur d'économat.

L'interdiction ne s'étend pas non plus au contrat de travail si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant. Il s'agit là de *fournitures de travail*, non d'aliments par exemple.

C'est ce que M. Arthur Fontaine, commissaire du Gouvernement, faisait très justement observer, à la Chambre, répondant à MM. Lauraine, Allemane et Vaillant.

Quant à la seconde partie du paragraphe 2, disait-il, elle n'a aucunement pour but de permettre au patron de livrer à l'ouvrier des aliments, des vêtements à prix coûtant. Elle a uniquement pour but de permettre au patron de fournir à l'ouvrier de la poudre, de l'huile, des mèches, des outils, ce qui se fait couramment dans les mines et dans un très grand nombre d'autres établissements. Ceci est indispensable à l'ouvrier. Dans ce cas, que doit-on demander ? Que, sur les *fournitures de travail*, le patron ne réalise pas de bénéfices. Ce serait un abus de mots de transformer en un fait d'économat le fait par le patron de fournir à l'ouvrier sa poudre et ses outils. Je crois que le texte de la Commission est clair, qu'il répond à l'intention de MM. Vaillant et Allemane. C'est par suite d'une confusion que l'on a pu penser qu'il s'agissait dans la dernière phrase de fournir des aliments.

On a demandé à la Chambre, c'était M. le député du Halgouet, si la disposition de l'article premier s'étendait à la fourniture du charbon faite habituellement dans les mines, soit gratuitement, soit à un prix infime. M. le Commissaire du Gouvernement a répondu très justement : « Non, ce n'est pas un fait d'économat ».

Sous le bénéfice de ces observations, nous proposons au Sénat de voter cet article dans les termes mêmes où il a été voté par la Chambre.

ART. 2. — Tout économat sera supprimé dans un délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi.

Ce délai pourra être porté à un maximum de cinq ans sous les deux conditions suivantes :

1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice ;
2° que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de l'établissement.

Il a paru à votre Commission que, d'une part, le délai de six mois imparti pour la suppression était trop court pour permettre la liquidation des économats en général, ou pour permettre aux ouvriers de remplacer l'économat par la coopérative de consommation, et que, d'autre part, la survivance possible des économats pendant cinq ans était excessive et ne pourrait qu'entraîner de graves inconvénients. Un délai uniforme de deux ans, sans conditions, a paru suffisant.

Votre Commission vous propose de remplacer ce texte par le suivant :

Tout économat sera supprimé dans un délai de deux ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

ART. 3. — Les économats des compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'État ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la réserve : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice; 2° que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de la compagnie. Toutefois le Ministre des Travaux publics fera, cinq ans après l'accomplissement de ces conditions, procéder, dans les formes fixées par arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque compagnie.

Cet article a été adopté par la Chambre dans sa première partie, sur la proposition de MM. de La Batut, Jourde et Saumande, dans sa partie finale, sur la proposition de M. Millerand.

Les employés des compagnies de chemins de fer ont demandé le maintien de leurs économats avec une grande insistance.

Dans une lettre adressée à M. le Président de la Commission du travail, à la Chambre, en février 1906, M. Guérard, secrétaire du conseil d'administration du Syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et de colonies, écrivait :

Les économats de chemins de fer n'ont pas le même caractère que ceux connus sous le nom de *truck-system*. L'employé n'est pas tenu de s'y approvisionner, et nous pouvons dire, car c'est la vérité, qu'ils rendent des services.

Il ajoutait :

La question des économats de chemins de fer a été discutée dans un congrès de notre Syndicat tenu en 1892. Le maintien en a été décidé par 90 voix contre 60 : toutefois, la plupart des délégués partisans du maintien demandèrent, soit la gestion des économats par le personnel, soit leur transformation en sociétés coopératives.

En avril 1906, le 17^e congrès du Syndicat national a voté, par 323 voix contre 297, la motion suivante :

Le 17^e congrès, qui s'était prononcé à l'unanimité pour la suppression des économats tels qu'ils fonctionnent actuellement, mais convaincu de l'utilité des économats des chemins de fer dans l'intérêt des agents de la ligne et de ceux éloignés de tout centre d'approvisionnement, émet le vœu que les économats de chemins de fer ne soient à l'avenir autorisés que s'ils sont gérés par des agents élus par le personnel, étant entendu que les délibérations prises par la commission de gérance soient irrévocables et qu'en aucun cas il ne pourra y être apporté de modifications par les Compagnies.

L'enquête à laquelle il a été procédé par le Ministère du Travail est particulièrement instructive à ce point de vue.

On a demandé aux syndicats des compagnies de chemins de fer si les économats des compagnies de chemins de fer donnaient lieu aux mêmes critiques que certains économats de l'industrie privée, en ce qui concerne les bénéfices qui seraient réalisés par ces économats, en ce qui concerne la pression qui serait exercée sur les

employés en vue de les obliger à s'y fournir, en ce qui concerne la vente à crédit, en ce qui concerne les retenues sur les salaires, en ce qui concerne la concurrence faite au petit commerce.

Ils ont répondu de la façon suivante : (1)

Il est donc certain que les éconômats des Compagnies de chemins de fer ne donnent pas lieu aux mêmes abus que la presque totalité des éconômats dont nous avons eu à nous occuper dans la première partie de ce rapport, et que leur maintien peut être accepté.

La question n'est, du reste, pas nouvelle, en ce qui concerne les éconômats des Compagnies de chemins de fer, et notre honorable collègue, M. Lourties, écrivait déjà dans son rapport de 1895 (p. 106 et 107, session extraordinaire de 1895) :

Les éconômats de chemins de fer sont, comme tous les établissements gérés par les compagnies, soumis au contrôle de l'État. Leur comptabilité est vérifiée par les inspecteurs des finances, et d'autre part, la condition de ne se livrer à aucune opération de commerce et de ne procurer aucun bénéfice aux compagnies, est scrupuleusement remplie par les éconômats de chemins de fer, ainsi que l'a constaté officiellement M. Cotellet, conseiller d'État, dans un rapport du Comité consultatif, le 26 janvier 1893. Il est constant qu'aucun éconômât des grandes compagnies françaises ne solde ses opérations par un bénéfice; c'est le contraire qui a lieu bien souvent, puisque les compagnies du Nord et de l'Est s'imposent des sacrifices pour atteindre le but plus largement. Les autres administrations qui possèdent des éconômats, l'Est, l'Orléans, le Midi, établissent l'équilibre aussi exactement que possible entre les dépenses et les recettes.

Nous avons vu les groupements des employés de chemins de fer confirmer ces constatations, lors de l'enquête du Ministère du Travail.

Pour toutes ces raisons, votre Commission a été d'avis d'adopter le texte de l'article 3, voté par la Chambre, et qui, dans sa partie finale, présente cet avantage que soulignait M. Millerand, devant la Chambre des Députés, « d'organiser pacifiquement les consultations ouvrières ».

Toutefois, elle vous propose d'apporter à l'article 3 une double modification.

Le premier referendum aurait lieu, dit l'article adopté par la Chambre « cinq ans après l'accomplissement de ces conditions ». Ce texte a paru bien imprécis à votre Commission et le Ministre des Travaux publics pourrait être bien gêné pour connaître exactement le point de départ des cinq ans. Nous vous proposons de substituer à ce texte le texte suivant : « cinq ans après la promulgation de la loi ».

A la séance de la Chambre du 6 juin 1907, le Ministre du Travail a posé à M. Millerand la question suivante :

M. René VIVIANI, *Ministre du Travail*. — Le Gouvernement accepte l'amendement proposé par l'honorable M. Millerand. Mais j'ai l'honneur de demander à notre collègue un éclaircissement. Il me paraît, bien entendu, que le referendum se renouvellera à l'expiration de chaque période de cinq ans.

M. MILLERAND, *Président de la Commission*. — C'est entendu.

Cette nécessité de procéder à un nouveau referendum tous les cinq ans est évi-

(1) Les résultats de l'enquête spéciale sur les éconômats de chemins de fer ont été publiés dans le *Bulletin de l'Office du travail*, janvier 1910, p. 33.

dente, mais le texte ne le dit pas. Votre Commission vous propose d'ajouter à l'article 3 la phrase suivante qui fera disparaître toute ambiguïté :

Ce referendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi. — Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 50 à 2,000 fr. qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive. L'article 463 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Cet article ne soulève aucune observation, nous proposons toutefois d'indiquer que la loi du 26 mars 1891 sera également applicable.

Le mot « infraction » a été substitué par la Chambre (séance du 6 juin 1907) au mot « contravention », sur la demande de M. Paul-Louis Bertrand : c'est dire qu'il s'agit bien là d'un véritable délit et que l'intention coupable devra être recherchée.

En conséquence, votre Commission a l'honneur de vous proposer d'adopter la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vende, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés, ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit ; 2° d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

ART. 2. — Tout économat sera supprimé dans un délai de deux ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

ART. 3. — Les économats des Compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'État ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la réserve : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice ; 2° que l'économat soit administré par un Conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de la Compagnie. Toutefois, le Ministre des Travaux publics fera, cinq ans après la promulgation de la loi, procéder, dans les formes fixées par arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque Compagnie. Ce referendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 50 à 2,000 francs, qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

L'article 463 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi ; il en sera de même de la loi du 26 mars 1891.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1910.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte.

.....

La Chambre des députés ayant déclaré l'urgence, je dois consulter le Sénat sur l'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale ?

M. Guillaume POULLE, *rapporteur*. — Je la demande, monsieur le président.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. LE RAPporteur. — Messieurs, au mois de juin 1907, la Chambre des députés adoptait une proposition qui avait pour but la suppression des économats, et elle le faisait à une majorité qui, je puis le dire, comprenait la presque unanimité des membres de la Chambre.

Aussitôt que votre commission spéciale a été saisie de cette proposition, elle a eu l'idée de demander à M. le Ministre du Travail de vouloir bien faire procéder à une enquête auprès des syndicats patronaux et ouvriers intéressés. Nous pensions que cette enquête, en même temps qu'elle permettrait de dégager la vérité, nous permettrait d'atteindre ce résultat désiré : réaliser une œuvre de calme, de sang-froid, de justice — et je puis le dire puisqu'il s'agit des rapports entre patrons et ouvriers — une œuvre de paix sociale. (*Très bien ! très bien !*)

Il a été procédé à cette enquête, et ses résultats n'ont fait que confirmer les griefs qui avaient motivé le vote de l'autre Assemblée.

La Chambre avait décidé de supprimer les économats, exception faite en faveur de ceux annexés aux compagnies de chemins de fer. Votre commission a été d'avis de maintenir, à part quelques modifications de texte, la proposition telle qu'elle a été adoptée par la Chambre des députés.

Parmi ces modifications, il en est une qui peut avoir une certaine importance. Nous avons, en effet, estimé qu'il était indispensable de faire également une exception pour les économats annexés à des entreprises industrielles appartenant à des sociétés dont le capital social est possédé en majorité par des ouvriers. Dans ce cas, on ne peut pas craindre, en effet, comme dans les cas où l'employeur est le seul propriétaire de l'écomat, l'exploitation de l'ouvrier par le patron : de là la nouvelle exception que nous vous proposons d'accepter aussi en ce qui concerne ces économats. (*Très bien ! très bien !*)

Messieurs, j'ai l'intention d'être très bref dans les observations que j'ai à vous présenter pour vous demander d'adopter la proposition de loi telle qu'elle a été élaborée par votre commission.

J'examinerai successivement devant vous les points suivants : ce qu'il faut entendre par écomat ; quels sont les griefs que l'on peut formuler contre les économats patronaux ; la solution à adopter, réglementation ou suppression des économats ; les exceptions à introduire dans la loi, si vous vous prononcez en faveur de la suppression des économats.

Qu'est-ce qu'un écomat patronal ? Si l'on se reporte au rapport qui avait été déposé par l'honorable M. Zévaès à la Chambre des députés, on voit qu'il définit l'écomat de la façon suivante :

Un magasin annexé à une entreprise industrielle ou de transport, placé sous sa dépendance, fournissant à crédit aux ouvriers et employés de cette entreprise les objets, marchandises et denrées nécessaires à leur entretien et s'en assurant le paiement à l'aide de retenues sur les salaires.

Cette définition n'est pas tout à fait exacte. Elle correspond plutôt à la défor-

mation que les abus qui ont motivé la proposition de loi ont fait subir à l'institution elle-même.

Aussi, dans le rapport que j'ai eu l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, j'ai adopté la définition suivante, qui me paraît plus juridique et plus conforme à la réalité des faits :

L'économat est le magasin créé et administré par l'employeur, où il vend, directement ou indirectement, à ses ouvriers ou employés, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit.

M. le Ministre du Travail, à la séance de la Chambre des députés du 4 juin 1907, avait trouvé une formule qui est à peu près celle dont je viens de vous donner lecture. Il définissait les économats : « les magasins de vente créés et administrés par les employeurs à l'usage de leurs ouvriers et employés ».

Messieurs, les économats sont d'origine ancienne. Institutions purement patronales, ils apparaissent d'abord en Angleterre; ils ont été ensuite introduits en France vers 1850. Les principaux économats qu'on voit surgir à cette époque sont celui de Beaumont, créé par la maison Japy, l'économat d'Ivry, créé par la compagnie d'Orléans, et enfin l'économat créé à Bordeaux par la compagnie du Midi.

Les abus qui sont inhérents à cet organisme n'ont pas tardé à se manifester. Si quelques rares économats n'ont en vue que l'intérêt des ouvriers, la plupart sont créés par des patrons qui n'ont pas tous les mêmes scrupules. (*Très bien !*)

On ne peut pas demander aux hommes d'être toujours des héros : lorsqu'un industriel ou un commerçant crée un économat, il est humain qu'il cherche à le rendre prospère. Or l'économat ne peut être prospère, il ne peut faire de bénéfices, hélas ! qu'au détriment de l'ouvrier. C'est ce qui est donc arrivé pour les économats.

Les abus apparurent vite, des difficultés suivirent. Nul n'a perdu le souvenir des grèves comme celles de Decazeville et de Longwy, qui ont abouti quelquefois à des conflits sanglants, et qui avaient pour cause et pour point de départ les abus des économats annexés à certaines exploitations industrielles.

Quels sont les abus qui ont été constatés ? Quels inconvénients présentent les économats ? Je vais les examiner brièvement devant vous.

Je ferai, pour cela, quelques emprunts à l'enquête à laquelle il a été procédé, sur la demande de la commission, par les soins de M. le Ministre du Travail.

Un des premiers inconvénients que présentent les économats résulte du fait qu'ils constituent une véritable atteinte à la liberté de consommation de l'ouvrier.

L'ouvrier n'est pas libre de faire de son salaire ce qu'il veut. Il n'y a pas toujours de règlement qui l'oblige à se fournir à l'économat, mais si on ne se trouve pas toujours en présence d'une contrainte matérielle, tout au moins est-on presque toujours en présence d'une pression morale qui aboutit, pour l'ouvrier, au même résultat. (*Très bien !*)

Sur ce point, si vous vous en référez au rapport que le Sénat a entre les mains, et où se trouve analysée l'enquête du Ministère du Travail, vous y trouverez la confirmation des premiers griefs formulés contre les économats.

C'est ainsi que le syndicat des ouvriers de l'industrie textile de Bussang (Vosges), dira : « L'ouvrier n'est pas absolument forcé de se fournir à l'économat, mais celui qui n'y va pas n'est pas très bien vu de ses chefs ».

« Les ouvriers qui s'approvisionnent aux économats sont plus favorisés que les autres », dit le syndicat des métallurgistes d'Onnaing.

Les travailleurs du verre s'expriment ainsi : « Il se produit généralement une pression morale en favorisant ceux qui s'approvisionnent à la boutique patronale ».

Les ouvriers métallurgistes de Monthermé-Laval-Dieu disent :

Il n'existe pas de pression sur les ouvriers qui sont ici bien organisés, mais néanmoins

le patron et ses préposés savent accorder des faveurs à ceux qui se fournissent de vivres à l'économat, et de plus l'embauchage est plus facile pour ces derniers que pour les travailleurs qui se fournissent dans les coopératives ou chez les autres commerçants.

Les ouvriers mécaniciens de Maubeuge donnent une indication identique :

Aussitôt qu'une baisse de travail se produit, les ouvriers ne se servant pas à l'économat sont les premières victimes du chômage. La pression est formidable puisque ce sont les principaux employés de grandes usines qui tiennent la direction.

Enfin dans l'enquête se trouvent encore les renseignements suivants, non moins importants, donnés par le syndicat de l'usine des Lesses, à Fresse-sur-Moselle :

En ce qui concerne l'économat des établissements, on n'y fait guère de pression directe pour obliger les ouvriers à s'y fournir, mais s'il y avait une famille qui ne s'y fournisse pas du tout, elle se verrait mise à pied selon le règlement de l'établissement et, bien entendu, sans fournir de motifs.

Pour ce qui est de l'économat des tissages X... , la pression que les ouvriers y subissent est absolument odieuse. Non seulement les ouvriers sont obligés de s'y fournir, mais ils doivent y laisser toute leur paye. Des feuilles de carnets de consommation de cet établissement portant la mention « c'est insuffisant » ont été remises à la commission du travail de la Chambre.

Les ouvriers carriers de Comblanchien disaient que « la pression est généralement et directement exercée, notamment dans les chantiers mêmes où les patrons vendent à des prix très élevés du vin ou autre boisson, ce qui constitue un entraînement à la dépense et vers l'alcoolisme.

Et enfin, dans le même ordre d'idées, je vous donnerai la réponse de la chambre syndicale des ouvriers trépointeurs de Lamanère. Elle est ainsi formulée :

La pression est exercée directement par le patron de l'ouvrier, car aucun ouvrier n'est embauché s'il ne consent à acheter toutes les denrées ou produits dont il a besoin au magasin du patron, sous prétexte que le patron ne réalise aucun bénéfice sur le produit de notre industrie.

Il n'est pas douteux, messieurs, que des faits semblables ont pu justement motiver les recriminations des ouvriers et aboutir souvent aux difficultés graves, malheureuses, auxquelles j'ai fait allusion tout à l'heure.

Un autre inconvénient des économats, c'est la vente à crédit. Comme l'ouvrier n'est pas dans l'obligation de payer immédiatement ce qui peut être acheté à l'économat, c'est comme un encouragement à acheter au delà de ce que l'ouvrier pourra toucher sous forme de salaire, au moment de sa paye. Il y a eu, sur ce point, une observation très juste formulée par M. le Ministre du Travail à la Chambre des députés, le 4 juin 1907, quand il disait :

Rien n'est plus difficile que de régler un budget familial. Il y faut un équilibre sévère, et cet équilibre est menacé ou tout au moins atteint, lorsque celui qui est le gérant de cet humble patrimoine — l'ouvrier ou le plus souvent sa femme — voit s'exercer sur lui la tentation et les sollicitations d'un trop facile achat à crédit.

L'achat à crédit, messieurs, est, en effet, rendu facile parce que le patron qui est le propriétaire de l'économat, n'impose pas un paiement immédiat accompagnant l'achat de certaines marchandises.

Mais il y a quelque chose de plus grave qui se produit alors nécessairement : c'est l'obligation pour l'ouvrier, lorsque arrivera le moment de sa paye, de voir le patron retenir sur son salaire les sommes qui peuvent correspondre aux achats qui ont été faits à crédit. (*Très bien ! très bien !*)

Ces retenues, qui sont cependant illégales, puisqu'elles sont contraires à la loi du

15 janvier 1895 — et elles seront dans quelques mois contraires à la loi que vous avez votée le 2 décembre 1909 — sont courantes; si vous consultez l'enquête à laquelle j'ai déjà fait plusieurs emprunts, vous allez voir en quels termes les ouvriers se plaignent de la situation que je viens de vous indiquer.

C'est ainsi que le syndicat des mécaniciens de Corbeil-Essonnes dira :

Dans tous ces économats, les marchandises prises par l'ouvrier sont payées avant toute autre chose; la cantine N... est gérée par le bureau et, lorsqu'un ouvrier va pour toucher sa paye, il se trouve que souvent ce malheureux redoit à son patron.

Le syndicat des trépointeurs de Lamanère dira :

Le patron retient intégralement les salaires. Au règlement de comptes, nous touchons en argent la différence qui peut exister entre le montant du salaire et le montant des dépenses faites à son magasin. Mais le plus souvent l'ouvrier reste en dette avec son patron.

Je lis encore dans l'enquête :

Nous avons eu chez nous, au temps où il existait des économats, des ouvriers qui ont travaillé dix ans sans toucher un centime. (Ouvriers verriers de Feuquières.) Les ouvriers qui s'approvisionnent à la cantine ne reçoivent jamais un sou; les fournitures sont faites de manière à ce que le salaire mensuel, quel qu'il soit, soit absorbé en entier. (Verriers de Roménil.) L'ouvrier a quelquefois un crédit plus élevé que son prix de façon et, se trouvant débauché, on lui retient la totalité de son salaire, ce qui le met en mauvaise posture pour faire une nouvelle pièce. (Tisseurs d'Avesnes-les-Aubert.)

Pour ce qui est du tissage X..., non seulement tous les ouvriers doivent se fournir à l'économat, mais ils doivent y laisser toute leur paye. On a vu une pauvre mère de famille sortir de l'économat, le soir de la paye, absolument sans un sou pour payer la pension de son enfant, ni pour payer son lait. (Syndicat textile de l'usine des Lesses.)

Et alors, messieurs, il est facile de voir quelles peuvent être les conséquences douloureuses d'une situation comme celle-là.

Voici ce que disait encore le syndicat des ouvriers textiles de Granges et Aumontzey :

Les économats sont immoraux, car ils détruisent toutes les énergies; ils ôtent à l'ouvrier la faculté de l'économie et les principes de solidarité et de mutualité, car l'homme n'a plus rien à compter : il prend son carnet, à la paye on lui retient tout, et on recommence...

Et plus loin :

Les économats sont immoraux, car l'ouvrier n'a plus à compter, on lui retient son salaire à la paye et il ne lui reste plus un sou; il s'est trouvé des familles être plus de dix ans sans toucher un sou; cela fait des ouvriers découragés; ils n'ont plus aucun goût au travail et ils manquent leur travail pour rien, car ils n'ont pas peur d'être renvoyés, étant en arriéré à l'économat. Ils deviennent ivrognes; ils iront chercher des vivres à l'économat pour les revendre au mastroquet moitié de leur valeur pour se procurer de l'alcool. Nous avons entendu un directeur répondre à un ouvrier qui réclamait contre un de ses voisins qui était un ivrogne invétéré et qui menait une vie de scandale et d'immoralité : « Je le mettrais bien à la porte, mais il nous redoit ».

La même note aussi attristante est donnée par le syndicat des ouvriers verriers de Roménil. Je lis ce qui suit dans l'enquête :

La cantine est une cause de gêne, de misère, pour l'ouvrier peu énergique qui, dans la crainte de représailles de la part du patron, n'ose s'approvisionner ailleurs. Elle crée l'imprévoyance, source de tant de maux et de discorde dans la famille... Pour quiconque travaille ou va et vient dans la verrerie, et est tant soit peu observateur, il est facile de reconnaître, parmi les ouvriers, ceux qui s'approvisionnent librement en allant où ils veulent de ceux qui prennent forcément leurs fournitures à la cantine. Si on pénètre dans la demeure de ces

derniers, on y remarque le dénûment le plus complet, le découragement, l'abandon. Les parents, les enfants sont couverts de mauvais vêtements, sales, déguenillés, vont presque nu-pieds; leur aspect est ce qu'il y a de plus miséreux. Et cela se comprend : jamais un sou n'entre dans la maison. On ignore l'ordre, l'économie, l'épargne. . . Si la maladie survient c'est plus effrayant encore, pas un centime pour donner les soins. Demander une avance de fonds au patron est peine inutile. Si les cantines avaient été supprimées, il y a longtemps déjà, il y aurait bien moins de malheureux, bien moins de misère qu'il en existe parmi beaucoup de familles des travailleurs de l'usine.

Ce sont là, messieurs, des citations que je pourrais multiplier; l'enquête à laquelle il a été procédé fourmille d'indications de ce genre, non moins nettes, non moins décisives. (*Très bien !*)

Messieurs, parmi les griefs qui ont été ou qui peuvent être encore formulés contre les économats, il y en a d'autres que j'indiquerai, mais sur lesquels je passerai rapidement.

Un troisième grief consiste à proclamer et à constater que l'économat, quand il est une source de bénéfices pour l'employeur, lui permet ainsi de reprendre indirectement une partie des salaires qu'il a payés à ses ouvriers.

M. TOURON. — C'est excessif !

M. LE RAPPEUR. — Il est également juste de dire que l'économat fait concurrence au petit commerce dans des conditions qui ne sont pas toujours d'une stricte loyauté.

Enfin, par l'état d'esprit qu'il crée entre le patron et les ouvriers. . .

M. TOURON. — Voilà le véritable argument; les autres ne valent pas grand chose.

M. LE RAPPEUR. — J'expose, mon cher collègue, les arguments qu'on a fait valoir. Sur tous ces points a porté l'enquête; j'avais le devoir d'analyser ici cette enquête et de donner au Sénat des renseignements qui n'ont pas paru indifférents à la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi. Mais je suis d'accord avec vous que c'est là l'un des griefs principaux. Il faut bien, néanmoins, qu'il y ait quelque chose à côté, car ce grief-là en suppose d'autres qui le justifient : il est plutôt la conséquence de la situation de fait que j'analysais tout à l'heure.

Ce principal grief — et vous avez raison de dire que celui-là est important, car il suffirait à lui tout seul à justifier la proposition de loi dont le Sénat est saisi — peut se formuler de la façon suivante : l'économat est trop souvent une cause de malaise, de désordre, de conflit entre l'ouvrier et le patron.

M. TOURON. — De suspicion.

M. LE RAPPEUR. — Vous avez raison, mon cher collègue, de suspicion entre le patron et l'ouvrier; j'allais le dire et je suis heureux de vous entendre, vous industriel, le souligner avant moi en indiquant qu'en faisant disparaître l'économat nous aurons fait disparaître en même temps cette cause de suspicion. (*Très bien ! très bien !*)

Messieurs, qu'il y ait eu des conflits causés précisément par la situation de fait que j'analysais devant vous, il est impossible de le nier. C'est ainsi qu'en remontant dans le passé nous trouvons, en 1886, l'économat la Fraternelle de Decazeville qui est l'occasion d'une grève sanglante, à la suite de laquelle l'économat de Decazeville est supprimé.

En 1890, et pour le même motif, une grève éclate aux usines métallurgiques de Commentry-Fourchambault. En 1892, grève à Perenchies, à la suite de laquelle

l'économat est supprimé. En 1893, grève à l'usine Lang, à Nancy; l'économat est supprimé.

D'autres grèves se succèdent, messieurs, ayant toujours pour cause les abus qui se commettent dans l'exploitation de ces économats.

Enfin, à une date plus récente, nous trouvons, en 1905, une grève très grave dans le bassin de Longwy, grève dont la cause est également l'économat de la compagnie.

Lors de l'interpellation qui eut lieu à la Chambre des députés, à l'occasion de cette grève, l'honorable M. Sembat fournissait des renseignements particulièrement suggestifs. Il apportait à la Chambre, en faisant remarquer qu'il pourrait multiplier les exemples, les livrets de deux ouvriers sur l'un desquels il était fait mention que la paye de l'un de ces ouvriers devait lui rapporter 126 fr. 60, et, d'autre part, le total des sommes qu'il devait, par suite des achats réalisés à l'économat, se montait à une somme égale, de sorte que cet ouvrier se trouvait dans l'impossibilité absolue, son compte réglé avec le patron, d'emporter chez lui un seul centime. Et M. Sembat disait, après avoir donné cet exemple :

Je ne veux pas continuer cette lecture, mais j'ai pris une provision suffisante de feuillets pour bien faire voir à la Chambre qu'il ne s'agit pas de quelques feuilles triées sur le volet, mais d'un système, du système de l'économat, par lequel on arrive à reprendre à l'ouvrier d'une main tout ce qu'on lui paye de l'autre.

Voilà, messieurs, les indications que l'on trouve dans cette enquête; voilà quels sont les griefs qu'il convient d'invoquer à l'appui d'une proposition qui doit aboutir, en principe, à la suppression des économats.

Il s'agit, maintenant, de rechercher quel peut être le remède à mettre à côté de ces abus, à côté de ces griefs et de ces inconvénients.

On a proposé la réglementation des économats. On a essayé cette réglementation dans des pays étrangers, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Autriche-Hongrie. La réglementation n'a produit aucun effet. On a multiplié les lois sans faire disparaître les abus et sans mettre fin aux inconvénients. Il est vraisemblable, si l'on prend la date de ces lois, qu'une autre situation juridique et législative aurait été acceptée, si l'on s'était trouvé en présence du développement qu'on pris de nos jours les sociétés coopératives de consommation.

En effet, le remède que nous vous proposons est celui qui a été adopté par la Chambre des députés, c'est celui qui se trouvait contenu dans les propositions de loi de M. Coutant et de M. Flayelle : la suppression de l'économat et sa transformation en société coopérative de consommation.

Sur ce point, les philosophes, les économistes, les jurisconsultes sont d'accord, et ils indiquent tous la supériorité de la société coopérative de consommation sur l'économat.

Permettez-moi quelques citations.

C'est M. Hubert Brice qui, dans un ouvrage sur les institutions patronales, écrit :

Il ne sera question ici que des économats vraiment recommandables. Il en est malheureusement d'autres dont les agissements, flétris en Angleterre du nom de truck-system, n'ont abouti qu'à enrichir le patron par la création d'un véritable commerce annexé à son industrie. Il s'est même produit cette circonstance aggravante que l'ouvrier était souvent plus ou moins obligatoirement tenu de s'approvisionner auprès du patron et de contribuer à un enrichissement obtenu par des moyens d'autant plus blâmables que l'institution était censée fondée à l'avantage de l'ouvrier.

Il est d'ailleurs également reconnu que la femme de l'ouvrier achète plus facilement avec le système de la vente à crédit que si elle devait payer comptant, et il n'est pas prouvé que cette marque d'imprévoyance ouvrière n'est pas exploitée par certains patrons...

M. Martelin donnait une note identique, en février 1891, dans un rapport important adopté par le conseil supérieur du travail.

Parmi les philosophes, je puis vous citer l'opinion de Jules Simon qui, prenant la parole devant le conseil supérieur du travail, disait à la même époque :

Nous ne pouvons pas empêcher les ouvriers de nourrir quelque suspicion contre les éconômats, même quand ils sont bien gérés, et c'est là un inconvénient assez sérieux; nous pensons également que les patrons qui n'ont pas d'arrière-pensée commerciale, qui ne veulent que le bien-être des ouvriers, encourageront la création de sociétés coopératives que nous préférons aux éconômats.

C'était également l'avis de Léon Say, qui, dans un rapport général du groupe de l'économie sociale, lors de l'Exposition universelle de 1889, disait que « les éconômats ne forment qu'une étape où l'on s'arrête avant la forme définitive à laquelle il faut tendre et qui paraît devoir être la société coopérative de consommation ».

M. Paul Leroy-Beaulieu exprime une opinion identique; il écrit :

Les éconômats tendent à devenir suspects aux ouvriers. Mieux vaut constituer des sociétés coopératives, gérées par les ouvriers ou leurs représentants directs.

Et M. Cauwès, professeur à la faculté de droit de Paris, dira, dans le même sens :

Nous l'avons déjà dit, l'ouvrier a soif d'indépendance. Il y a un sentiment très général de défiance de l'ouvrier contre le patronage : il ne croit pas à la générosité désintéressée du patron. Cette défiance n'est pas sans quelque fondement. On sait quels abus a engendrés l'une des meilleures combinaisons patronales, celle des éconômats.

Mais, messieurs, ce ne sont pas seulement les philosophes, les économistes et les juristes qui viennent montrer que les sociétés coopératives de consommation sont supérieures aux éconômats et que ces derniers doivent être supprimés; ce sont également des chambres de commerce.

Je pourrais citer notamment la chambre de commerce de Poitiers. Je puis également citer, à une date ancienne déjà, en 1890, la chambre de commerce de Douai qui, ayant à s'exprimer sur la question des éconômats, de leur suppression et de la substitution aux éconômats des sociétés coopératives de consommation, disait :

1° Si les éconômats sont fondés en principe pour fournir aux ouvriers des denrées de bonne qualité, à bon marché, il est permis de craindre que des abus se produisent et que l'on s'attache moins à rechercher ce but louable qu'à se créer une source de profits d'autant plus abondants que les chances de pertes n'existent pas, puisque les paiements sont intégralement garantis par la totalité des salaires des acheteurs.

2° Ce droit que s'accordent les éconômats de retenir les salaires en paiement des marchandises crée à ces institutions une situation privilégiée par rapport au commerce qui ne peut manquer de souffrir de l'accaparement inévitable de ces établissements; or les commerçants ont droit à toutes nos sympathies.

3° Nous trouvons également qu'au point de vue social les éconômats sont mauvais; nous constatons, en effet, qu'ils sont quelquefois la cause de graves conflits entre patrons et ouvriers. De plus, dans certains cas de chômage, par exemple, l'ouvrier peut rencontrer de sérieux embarras pour se procurer des denrées en dehors des éconômats.

Je vous demande pardon d'avoir fait ces citations, mais j'ai tenu, dans une question aussi grave et aussi importante, à mettre à côté de mon modeste avis, à côté même de la décision qui a été prise par la commission spéciale, l'avis d'hommes dont les sentiments de modération, lorsqu'il s'agit de rechercher la solution préférable dans de semblables questions, ne peuvent être oubliés et dont les avis sont précieux parce qu'ils sont certainement dictés par la raison, par le bon sens et ne sont l'écho d'aucune pensée préconçue et d'aucun parti pris.

C'est dans ces conditions que votre commission vient vous demander de dire que la seule solution possible, la seule applicable, sera celle qui devra aboutir à la suppression des économats, tout en émettant, en même temps, le vœu de voir se créer des sociétés coopératives de consommation, qui donneront satisfaction aux ouvriers.

J'en aurais fini si je n'avais à dire quelques mots des modifications qui ont pu être introduites par la commission dans le texte voté par la Chambre des députés.

La Chambre des députés a accepté le principe de la suppression des économats. Elle a décidé qu'ils devraient être supprimés dans un laps de temps de six mois. Cependant elle leur a donné la possibilité de durer cinq ans sous certaines conditions, indiquées dans l'article 2 de la loi.

La première, c'est que les patrons ne feraient aucun bénéfice avec leurs économats sur les ouvriers; la seconde, c'est que ces économats seraient gérés par des commissions dans lesquelles les ouvriers entreraient en majorité. Votre commission vous propose de fixer le délai dans lequel la disparition de l'économat devra être effectuée, à deux ans : ce délai a paru nécessaire pour permettre de liquider l'ancien économat, et peut-être de lui substituer une société coopérative de consommation.

Le texte de la Chambre comportait une exception à la règle de la suppression des économats. Elle concernait les compagnies de chemins de fer. Il s'est produit, en effet, ce fait qui est particulièrement intéressant, c'est que les ouvriers des chemins de fer ont insisté énergiquement pour que les économats des compagnies ne fussent pas supprimés. A cet égard, je puis vous donner ce renseignement qui a son importance : c'est que, en février 1906, M. le Président de la commission du travail à la Chambre des députés recevait de M. Guérard, secrétaire du conseil d'administration du syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et des colonies, une lettre, dont je ne détache que ce qu'il est indispensable de vous faire connaître, et dans laquelle M. Guérard s'exprimait ainsi :

Les économats de chemins de fer n'ont pas le même caractère que ceux connus sous le nom de *truck-system*. L'employé n'est pas tenu de s'y approvisionner, et nous pouvons dire, car c'est la vérité, qu'ils rendent des services.

Il ajoutait :

La question des économats de chemins de fer a été discutée dans un congrès de notre syndicat tenu en 1892. Le maintien en a été décidé par 90 voix contre 60; toutefois, la plupart des délégués partisans du maintien demandèrent, soit la gestion des économats par le personnel, soit leur transformation en sociétés coopératives.

En avril 1906, le 17^e congrès du syndicat national a voté, par 323 voix contre 297, la motion suivante :

Le 17^e congrès, qui s'était prononcé à l'unanimité pour la suppression des économats tels qu'ils fonctionnent actuellement, mais convaincu de l'utilité des économats des chemins de fer dans l'intérêt des agents de la ligne et de ceux éloignés de tout centre d'approvisionnement, émet le vœu que les économats de chemins de fer ne soient à l'avenir autorisés que s'ils sont gérés par des agents élus par le personnel, étant entendu que les délibérations prises par la commission de gérance soient irrévocables et qu'en aucun cas il ne pourra y être apporté de modifications par les compagnies.

L'enquête, ainsi que je le disais tout à l'heure, a été faite également auprès des syndicats d'employés de chemins de fer. Or, à l'encontre de ce que nous avons vu se produire pour les syndicats ouvriers des industries privées, aucun d'eux n'a demandé la suppression des économats; tous ont demandé qu'ils fussent maintenus, sous certaines conditions, dont la Chambre a précisément tenu compte. Il y avait, de cette attitude, une explication bien simple : d'une part, les compagnies n'ont jamais cherché au moyen des économats à faire des bénéfices sur leurs ouvriers;

d'autre part, il pourrait être assez difficile de créer des sociétés coopératives de consommation répondant à tous les besoins et à toutes les nécessités.

La société coopérative de consommation suppose les ouvriers agglomérés sur un point donné; mais quand il s'agit d'apporter les vivres nécessaires à des chefs de gare et à quelques employés isolés au milieu de la campagne, par exemple à des garde-barrières qui sont placés très loin de toute agglomération, il est certain que la société coopérative de consommation ne pourrait pas donner les heureux résultats de l'économat : elle ne pourrait même pas être créée.

Il y a, en ce qui concerne les compagnies de chemins de fer, une situation particulière qui s'accorde parfaitement avec le but utile que vise l'économat : c'est que les vivres et denrées seront facilement transportés par le chemin de fer, sans qu'il en résulte aucune augmentation de prix; c'est une facilité de plus donnée aux employés pour leur permettre d'acheter et de recevoir les différentes denrées ou même les vêtements dont ils peuvent avoir besoin. Pour toutes ces raisons, il était nécessaire, non pas de supprimer, mais, au contraire, de maintenir les économats des compagnies de chemins de fer.

D'ailleurs, il ressort des documents mis à notre disposition que les compagnies de chemins de fer non seulement ne font pas de bénéfices avec leurs économats, mais que, au contraire, elles s'efforcent d'atteindre un but essentiellement louable. C'est ainsi qu'avec les bénéfices réalisés, on donne des secours aux employés malheureux, aux veuves, aux orphelins; ils servent même à diminuer le coût des denrées ou marchandises vendues par l'économat.

Voici, d'ailleurs, sur ce point, un argument qui est de nature à confirmer ce que je disais tout à l'heure sur la difficulté qu'il y aurait à substituer, en ce qui concerne les compagnies des chemins de fer, les sociétés de consommation aux économats.

Sur les réseaux du Paris-Lyon-Méditerranée et de l'Est il n'existe pas d'économats; il n'y a que des sociétés coopératives de consommation. Nous nous trouvons là en présence de chiffres qui ont la brutalité des chiffres : alors que les économats des compagnies arrivent à grouper jusqu'à 89 p. 100 du personnel (Paris-Orléans) les sociétés coopératives de consommation créées à côté du Paris-Lyon-Méditerranée et de l'Est n'ont jamais dépassé une proportion de 33 p. 100 du personnel pour celles du Paris-Lyon-Méditerranée, et de 26 p. 100 pour celles de l'Est. Cela tient aux difficultés que j'ai signalées et à ce fait que les employés, étant disséminés tout le long de leur réseau, il leur serait impossible de faire partie de sociétés coopératives de consommation, nécessairement localisées.

En tout cas, messieurs, ce sont là les raisons qui avaient motivé, de la part de la Chambre des députés, l'exception faite en faveur de ces économats. Cette exception, nous l'avons maintenue; nous avons seulement serré d'un peu plus près dans le texte les conditions de fonctionnement de ces économats, en insérant dans le texte qui a été distribué aujourd'hui au Sénat, les conditions suivantes : interdiction absolue d'obliger le personnel des chemins de fer de se fournir à l'économat, défense pour les compagnies de faire des bénéfices, obligation d'instituer une commission qui viendra contrôler la gérance de l'économat et dans laquelle il devra entrer au moins un tiers d'ouvriers, d'employés et de retraités de la compagnie, enfin, en vertu d'un amendement présenté à la Chambre des députés par l'honorable M. Millerand, aujourd'hui Ministre des travaux publics, il y aura tous les cinq ans un référendum qui permettra aux ouvriers et employés de dire s'ils tiennent au maintien de l'économat. Nous avons, messieurs, indiqué et précisé ces règles dans un texte qui a été distribué aujourd'hui.

Mais la commission a pensé qu'il était nécessaire d'ajouter encore une exception à celle dont je viens de parler.

Elle concerne les éconômats annexés à des entreprises industrielles dépendant de sociétés où les ouvriers sont propriétaires de la majorité du capital. Il nous a paru, en effet, que dans ces éconômats, les inconvénients qu'on peut redouter lorsqu'il s'agit d'éconômats possédés par un patron ne peuvent pas se produire. On ne comprendrait pas que les ouvriers qui sont propriétaires de la totalité ou de la majorité du capital social eussent l'idée de chercher à faire un bénéfice sur eux-mêmes.

Ces inconvénients n'étant pas à craindre, la commission qui avait le désir de faire l'œuvre large, libérale, dont j'ai parlé, a pensé qu'il était juste, qu'il était nécessaire même d'introduire à l'article 3 à côté de l'exception prévue pour les éconômats des compagnies de chemins de fer une autre exception pour les éconômats de ce genre.

C'est dans ces conditions que le Sénat est appelé à se prononcer sur la proposition de loi. Les ouvriers ont été unanimes, sauf le cas spécial des compagnies de chemins de fer, à demander la suppression des éconômats. Nous leur donnons satisfaction avec notre texte. (*Très bien ! très bien !*)

En ce qui concerne les patrons, je puis bien dire que c'est assez mollement que certains d'entre eux se sont opposés au vote de la proposition de loi. Les éconômats sont pour eux une cause d'ennuis, d'impopularité et surtout, pour répéter un mot très juste qui a été prononcé tout à l'heure, de suspicion. (*Très bien ! très bien !*)

Ils ne regretteront pas les éconômats. Et en effet, ou bien il s'agira de patrons qui n'ont jamais voulu faire de bénéfices avec leurs éconômats et alors, comme il n'y avait pour eux dans cette institution qu'une cause d'ennuis, ils ne regretteront pas sa disparition. Ou bien il s'agira de quelques patrons — car je ne voudrais pas généraliser — qui voyaient dans les éconômats un prétexte à bénéfices souvent énormes; du moment qu'on ne pourrait leur laisser que les ennuis, alors qu'on supprimerait la possibilité de faire des bénéfices, ils ne sauraient non plus tenir beaucoup au maintien des éconômats. (*Très bien ! très bien !*)

C'est donc d'une façon peu énergique, que certains patrons demandent le maintien des éconômats, et en général, comme je le disais, les patrons ne s'opposent que mollement à leur suppression qui serait, en même temps, la suppression de bien des causes de conflits. Ils préfèrent les coopératives de consommation.

Lors de l'enquête du Ministère du travail, le comité central des bouillères de France disait :

Certainement la forme de la coopérative est plus séduisante et elle devrait être préférée en principe, comme diminuant la surface de vulnérabilité de l'activité patronale, comme offrant à l'élite ouvrière une précieuse école d'organisation pratique et d'intelligente solidarité. Mais elle suppose qu'on trouvera dans le personnel ouvrier, d'une part, les qualités de compétence et de probité individuelles; d'autre part, les qualités de confiance mutuelle, sans lesquelles il ne faut pas espérer faire œuvre sérieuse.

Votre commission, messieurs, a la bonne fortune qu'en ce qui concerne tous les articles de la proposition de loi qui vous est soumise, elle se trouve, sur tous les points, entièrement d'accord avec M. le Ministre du travail et avec M. le Ministre des travaux publics. Je suis heureux de le souligner et de le constater devant vous. (*Très bien ! très bien !*)

J'en ai fini. C'est, je le répète, messieurs, une œuvre de calme, de sang-froid et de justice que nous avons voulu accomplir. C'est en même temps à une œuvre de paix sociale que nous vous convions, puisque nous avons le vif désir, en supprimant les éconômats, de faire disparaître tous les germes de discorde que peuvent entraîner, entre patrons et ouvriers, les situations souvent douloureuses que je vous ai montrées.

Ces germes de discorde et ces causes de conflit entre ouvriers et patrons auront disparu demain, quand vous aurez supprimé les économats patronaux.

C'est dans ces conditions et pour ces raisons que nous vous demandons de vouloir bien voter la proposition de loi qui vous est soumise. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

Elle est close.

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er}.

Art. 1^{er}. — Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vende, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés, ou à leurs familles, des denrées et marchandises, de quelque nature que ce soit ; 2° d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

Nous avons, messieurs, sur cet article un amendement de M. Le Cour Grandmaison, qui se place après le premier paragraphe. Cet amendement est ainsi conçu :

Toutefois pour les usines dans lesquelles le nombre des ouvriers et employés et celui des personnes de leur famille vivant avec eux dépasse les trois quarts de la population de la localité, les chefs d'entreprise pourront ouvrir temporairement un économat à la condition :

1° Que la transformation de cet économat en coopérative soit accomplie dans un délai maximum de cinq ans ;

2° Que son fonctionnement soit soumis aux règles qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

La parole est à M. Le Cour Grandmaison pour développer son amendement.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Messieurs, j'espérais n'avoir pas à monter à la tribune pour développer mon amendement, car j'étais convaincu que la commission et M. le Ministre du travail auraient bien voulu l'accepter ; n'ayant pas eu cette bonne fortune, je viens, en conséquence développer les motifs pour lesquels je vous demanderai de voter le paragraphe additionnel dont M. le Président a donné lecture.

L'addition que je vous demande ne tend pas, comme l'a dit M. le rapporteur, au maintien des économats ; de même que l'honorable M. Pouille, je suis partisan de leur suppression, en raison des abus qui se sont fait jour, abus certainement moins nombreux qu'il ne vous l'a dit, mais cependant encore considérables.

En revanche, il ne faut pas l'oublier, quelques ouvriers demandent encore le maintien des économats : je ne citerai, à titre d'exemple, que les ouvriers des chemins de fer.

Ce que je viens proposer au Sénat, c'est de permettre à certains économats non pas de vivre indéfiniment, mais de se transformer en sociétés coopératives dans un délai que je vous demande de fixer à cinq années.

Les cas où le maintien provisoire d'un économat s'impose et que je vise ne se rencontrent pas dans les grands centres industriels où l'on trouve toutes facilités

pour vivre et s'alimenter; mon attention se porte exclusivement sur les industries qui existent dans des endroits presque déserts, près de petites bourgades dénuées de ressources, et emploient des ouvriers ne séjournant souvent que quelques mois, chaque année, à l'usine.

Dans ces cas bien déterminés, je voudrais que, pendant une durée de cinq ans, les directeurs pussent créer des économats temporaires comme je l'ai indiqué dans mon amendement; ces économats, bien différents de ceux que nous connaissons, seraient placés sous le contrôle de M. le Ministre du travail lui-même, auquel on demanderait l'autorisation de les créer, et qui dans un règlement d'administration publique, édicterait les conditions de leur fonctionnement.

Mon ambition, vous le voyez, n'est pas excessive, et j'espère que le Sénat, tenant compte des considérations que je lui sou mets, votera mon amendement. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la commission a examiné le texte de l'amendement de notre honorable collègue et il ne lui a pas paru possible de l'adopter.

L'honorable M. Le Cour Grand-maison se place en face d'une situation qu'il est indispensable de définir devant vous : il suppose une usine, une industrie, qui va se créer loin de toute agglomération suffisante pour que l'on puisse espérer y trouver un petit commerce capable de fournir aux ouvriers les vivres, les denrées, les vêtements dont ils auront besoin, et il demande, à titre provisoire, que, pendant un certain temps, cinq années...

M. LE COUR GRANDMAISON. — Au maximum.

M. LE RAPPORTEUR. — ... un éconamat exceptionnel puisse fonctionner, sous la surveillance de M. le Ministre du travail, conformément à un règlement d'administration publique.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Ce n'est pas méchant.

M. LE RAPPORTEUR. — L'amendement n'a pas l'air méchant, en effet, et ce que notre honorable collègue propose...

M. LE COUR GRANDMAISON. — Ce n'est pas ambitieux!

M. LE RAPPORTEUR. — ... ne saurait jamais avoir un semblable aspect.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Je vous remercie.

M. LE RAPPORTEUR. — Mais, sans le vouloir, c'est une fissure que, par son amendement, il va ouvrir dans le principe que nous vous demandons de poser; il n'est point douteux qu'à un moment donné le principe disparaîtrait et l'exception indiquée par notre collègue deviendrait évidemment la règle.

C'est pour ces raisons que nous vous demandons de ne point accepter l'amendement.

Je dois dire, au surplus, que la situation à laquelle il fait allusion ne sera point sans remède et il est absolument inutile de créer un éconamat pour donner satisfaction aux ouvriers de l'entreprise établie ainsi, dans les conditions d'isolement précisées par notre collègue.

Quel est donc le remède?

S'il s'agit d'une usine occupant des centaines, des milliers d'ouvriers, rien n'empêchera que l'on constitue immédiatement le rouage nécessaire, c'est-à-dire la société coopérative de consommation. Dans le cas d'une petite exploitation, il se créera, nous le voyons tous les jours, une de ces cantines qui fonctionnent au milieu de ces chantiers de constructions qui représentent bien, sous une forme un peu différente, mais avec la même réalité, la situation de fait que notre collègue a voulu préciser.

Or, ces cantines, le patron de l'entreprise ne pourra point les créer directement, ni même indirectement : notre texte le lui défend ; au contraire il sera toujours loisible à un tiers de venir ouvrir l'établissement qui répondra aux besoins auxquels notre collègue veut donner satisfaction.

Pour tous ces motifs, il serait, à mon sens, extrêmement dangereux d'ouvrir la porte à une exception qui, je le répète, par la force des choses et par l'habileté même de ceux qui auraient le désir d'échapper aux règles impératives formulées par la loi, deviendrait rapidement la règle.

Nous vous prions instamment, Messieurs, de vouloir bien rejeter l'amendement qui vous est proposé. (*Très bien !*)

M. LE COUR GRANDMAISON. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Cet amendement est soumis à la prise en considération si la Commission ne l'a pas examiné.

M. LE RAPPEUR. — Monsieur le Président, la Commission l'a examiné, et elle l'a repoussé.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Le Cour Grandmaison.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Je demande pardon au Sénat d'insister de nouveau, mais je tiens à répondre à l'argument de M. le Rapporteur qui a cherché à vous faire croire que, si vous votiez mon amendement, les économats pourraient être remplacés, en certains cas, par des cantines.

C'est précisément ce danger-là que je prévoyais : la cantine n'est pas placée sous l'autorité de l'entrepreneur ; elle existe indépendamment de lui. L'entrepreneur n'a aucun droit sur un établissement où, cependant, se commettent des abus plus criants encore que ceux que nous signalait tout à l'heure M. le Rapporteur pour les économats.

M. l'Amiral DE CUERVILLE. — Vous avez raison.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Permettez-moi de vous citer un exemple.

Un chemin de fer d'intérêt local est en construction dans un département, un grand chantier s'ouvre, où travaillent des ouvriers de passage. Une cantine s'installe immédiatement, qui va débiter des quantités d'alcool et autres boissons frelatées, sans compter les scandales dont ces établissements sont trop souvent le théâtre.

C'est justement pour parer à ces dangers que je demandais à la Commission, à M. le Ministre du travail et au Sénat de vouloir bien accepter mon amendement. Tant que l'entrepreneur, en effet, tiendra l'économat, provisoirement, sous la surveillance et dans les conditions imposées par M. le Ministre du travail, de pareils abus seront impossibles ou du moins difficiles.

Quant à venir dire que j'ouvre une fissure dans la loi, vous me permettrez de répondre que telle n'est pas mon intention ; au contraire, j'ai voulu que la loi fût d'une application facile, qu'elle fût une loi sage, une loi étudiée, et c'est justement

pour éviter toute espèce de fissure que je demande au Sénat de voter mon amendement. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. René VIVIANI, *Ministre du travail et de la prévoyance sociale.* — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du travail.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, j'ai fort peu de paroles à ajouter à celles qu'a prononcées à cette tribune M. le Rapporteur. Je tiens à dire que le Gouvernement est complètement d'accord avec la Commission pour demander au Sénat de rejeter l'amendement de M. Le Cour Grandmaison.

L'honorable sénateur pose la question de savoir ce qu'il adviendra d'une collectivité ouvrière qui, par la nature même des travaux isolés auxquels elle sera obligée de se prêter, sera écartée d'un centre; il voudrait que l'économat pût fonctionner lorsque le nombre des ouvriers est des trois quarts supérieur à la population non ouvrière.

Il ne peut entrer dans la pensée de personne de priver une collectivité ouvrière éloignée d'un centre de tous moyens d'approvisionnement et ravitaillement : telle ne sera pas d'ailleurs la conséquence de la proposition de loi. Comme l'a fort bien dit M. Guillaume Poulle, il se passera là ce qui se passe déjà; il se créera des cantines qui ne sont pas des établissements légaux, régularisés comme le voudrait M. Le Cour Grandmaison, ni soumis comme il le croit, à la surveillance du Ministre du travail, surveillance sur laquelle je m'expliquerai tout à l'heure.

Si, Messieurs, à la place de ces cantines, vous voulez constituer des économats, je crains bien que, sous prétexte de travaux plus ou moins éloignés — l'amendement ne parle pas de distances — auxquels seront attachés des ouvriers en plus ou moins grand nombre, on ne finisse par porter atteinte à la proposition si urgente sur laquelle est appelée l'attention du Sénat.

J'ai la bonne fortune, en effet, de constater un accord unanime dans cette Assemblée pour dénoncer les abus des économats, abus tellement retentissants qu'ils ont rejailli sur une partie du patronat qu'on devrait considérer cependant comme indemne des soupçons et des suspicions qui pèsent sur lui.

Pourquoi laisser survivre ces économats dans les conditions expliquées par M. Le Cour Grandmaison? A la cantine il y aura des abus, je le veux bien, des abus déplorables, mais ils seront pratiqués par une personne contre une autre. L'ouvrier qui vient à la cantine n'est pas enfermé dans la hiérarchie sociale et économique vis-à-vis du cantinier. Il peut résister. Il n'en est pas de même pour l'économat, et la plus grande critique qu'on puisse adresser à cette organisation c'est que l'ouvrier, opprimé, obligé de s'approvisionner sous l'œil du patron, ne peut échapper à la contrainte.

J'entends bien que, d'après l'honorable M. Le Cour Grandmaison, il est vendu trop d'alcool dans les cantines : je crains cependant que dans les économats qu'il voudrait voir survivre l'alcool ne soit vendu dans les mêmes conditions.

Je voudrais, Messieurs, mettre sous vos yeux une déposition qui a été recueillie à l'enquête et qui montre comment, dans les économats isolés, et par là d'autant plus difficiles à surveiller, se passent les choses.

« Comme griefs que l'on doit formuler contre les économats, figure celui d'être un foyer pour l'alcoolisme. Je me rappelle les paroles que disait M. M... , industriel et maire de X... — ce n'est pas un ouvrier qui parle, c'est un industriel, M. M... — lorsque ses ouvriers lui exposaient leurs vues pour la création d'une société coopérative : « Oui, vous avez raison, faites une société coopérative, mais surtout ne faites pas comme à l'économat de Z... La centaine d'ouvriers qui y tra-

vaillent ne peuvent pas acheter de lait pour leurs enfants, mais trouvent moyen de consommer 600 litres d'eau-de-vie dans un mois; je suis honteux que notre belle commune de X... possède un tel établissement.» D'ailleurs, ajoute le syndicat, ce n'est pas une exception; dans un économat on payait le kilogramme de sucre 80 centimes, alors qu'à la coopérative on le payait seulement 65 centimes; par contre on payait 1 fr. 40 le litre d'eau-de-vie qui, dans le commerce, était payé 1 fr. 50.»

Nous ne voulons pas, Messieurs, que dans ces économats isolés, où la surveillance, je le répète, se ferait difficilement, de pareils faits, qui ont soulevé les protestations de tous les honnêtes gens dans tous les partis, puissent se produire.

Quant à la surveillance du Ministre du travail, — je n'en voudrais pas dire de mal, puisqu'il s'agit de la mienne (*Sourires*), — laissez-moi vous dire qu'il est bien difficile au Ministre du travail, avec le personnel restreint qu'il a sous la main, avec les cent quarante inspecteurs du travail qui existent pour toute la France, et qui ont à surveiller l'application de toutes les lois sociales, d'aller encore porter le regard au fond de ces économats isolés. A l'heure actuelle, les inspecteurs du travail, malgré tout leur zèle, ne peuvent faire que 27 p. 100 des visites qu'ils devraient faire dans les établissements protégés et surveillés. Si vous venez y ajouter la surveillance de ces économats lointains, comment voulez-vous que je sache si on vend de l'alcool ou si on n'en vend pas, si l'ouvrier est exposé à des abus ou à des excès? Je déclare purement et simplement, quoiqu'il m'en coûte de le dire, que cette surveillance sera absolument illusoire : je ne suis pas assez armé pour l'exercer.

C'est dans ces conditions que, pour la protection ouvrière, après tant d'abus signalés, je vous demande de ne pas laisser pénétrer dans la loi, par une fissure, les abus et les excès que vous avez voulu éviter. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autres observations?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Le Cour Grandmaison.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais mettre maintenant aux voix l'article 1^{er}.

M. TOURON. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Touron.

M. TOURON. — Messieurs, j'avais déclaré à l'honorable rapporteur M. Poulle que je n'interviendrais pas dans la discussion; aussi ai-je respecté ma parole. Seulement, il me permettra de lui dire que si je ne discute pas, si je ne m'oppose pas au vote qui va être émis par le Sénat, ce n'est pas précisément pour les mêmes raisons que lui.

Tout à l'heure, notre honorable collègue a peut être insisté plus qu'il ne convenait — qu'il me permette de le lui dire — sur les abus auxquels ont donné lieu les économats.

Je ne voudrais pas laisser croire, Messieurs, que mon silence sur le fond de la question fût motivé par ces abus que, pour ma part, je ne crois pas aussi nombreux qu'il a bien voulu le prétendre. Le seul argument qui ait été produit au cours de la discussion et qui puisse me décider à ne pas m'opposer à l'adoption du projet de loi, à ne pas prendre la parole contre ce projet, c'est que la présence seule de l'économat suffit à amener contre l'industriel un état de suspicion qui ne peut que nuire à la gestion de son industrie et aux bons rapports du personnel et du patron. (*Approbation sur divers bancs.*)

M. LE COUR GRANDMAISON. — Très bien !

M. TOURON. — C'est, à mon sens, le seul argument qui puisse être invoqué pour la suppression des économats. C'est le désir seul de faire disparaître toutes les causes de suspicion entre le capital et le travail qui fait que je ne m'oppose pas au vote de la loi. (*Très bien !*) Mais je ne voudrais pas qu'on pût, je le répète, considérer mon vote comme un acquiescement aux critiques exagérées qui ont été apportées à la tribune et fournies lors de l'enquête de la Commission. (*Très bien ! très bien ! sur un certain nombre de bancs.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 2 :

ART. 2. — Tout économat sera supprimé dans un délai de deux ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

A cet article, Messieurs, nous avons une disposition additionnelle de M. Le Cour Grandmaison.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Le Cour Grandmaison.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Il est inutile, Monsieur le Président, de donner lecture de mon amendement qui tombe, puisqu'on a repoussé l'adjonction que je proposais à l'article 1^{er}.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autre observation sur l'article 2 ? ...

Je le mets aux voix.

(L'article 2 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arriverions, Messieurs, à l'article 3.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Monsieur le Président, j'ai déposé un amendement 2 *bis* qui vient à ce moment. Il est relatif à l'établissement des cantines.

Il y a deux dispositions 2 *bis*.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Le Cour Grandmaison dit : il y a deux dispositions 2 *bis*. Non, il n'y en a qu'une ; l'autre était une disposition additionnelle à l'article 2.

Vous maintenez le texte de votre article 2 *bis* ?

M. LE COUR GRANDMAISON. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Ici donc se placerait un article 2 *bis* proposé par M. Le Cour Grandmaison. Il est ainsi conçu :

Lorsqu'un emplacement sera concédé à l'intérieur d'une usine pour y établir une cantine, l'employeur devra interdire la vente de l'alcool et fixer les prix maximum des denrées.

Ces prix devront être affichés à la porte. L'employeur pourra, d'autre part, insérer dans le bail l'obligation pour le tenancier de la cantine de lui communiquer ses comptes et de verser une quote-part des bénéfices à la caisse de secours de l'usine. En cas d'infraction à ces prescriptions par le tenancier de la cantine, comme aussi en cas de désordres habituels, l'employeur pourra toujours résilier immédiatement le bail qu'il aura consenti et retirer toutes autorisations qu'il aura données.

La parole est à M. Le Cour Grandmaison.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Messieurs, je dois déclarer, tout d'abord, que l'amendement dont il vient de vous être donné lecture n'a pas été soumis à la Commission.

Prévoyant le rejet de celui que j'avais déposé à l'article 1^{er} et par lequel était imposée dans toutes les usines l'installation d'une cantine où ne pourraient être vendus comme auparavant, des liquides et des aliments, j'ai été obligé de rédiger un amendement pour régulariser la vente de ces liquides et de ces aliments dans les cantines. De la sorte, l'industriel qui, en vue de son établissement, élèvera des constructions provisoires, soit en planches, soit en briques, sera obligé de louer un emplacement pour une cantine, puisque ce n'est pas lui-même qui pourra la gérer, aux termes de l'article 1^{er} que vous venez de voter.

Je crois donc qu'il est juste de lui donner la faculté de pouvoir résilier le bail s'il survient des désordres graves comme il s'en produit souvent dans les cantines et s'il s'y vend de l'alcool, ainsi que M. le Ministre du travail vous le disait tout à l'heure.

M. le Ministre vous a déclaré qu'il ne pouvait pas surveiller les cantines, qu'il n'avait pas assez d'inspecteurs du travail pour cela. Je le comprends très bien; je suis tout à fait de son avis. Je lui demande, dans ces conditions, de ne pas s'opposer à la prise en considération de mon amendement qui a pour but unique de permettre à l'industriel de surveiller la cantine, de savoir s'il ne s'y vend pas d'alcool, s'il ne s'y produit pas des désordres graves et de résilier le bail qu'il passe avec l'entrepreneur de la cantine.

M. l'Amiral de CUVERVILLE. — C'est ce qui se fait à bord des bâtiments.

M. LE COUR GRANDMAISON. — C'est, en effet, ce qui se fait à bord des bâtiments.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, l'amendement qui vous est soumis a été examiné par la Commission. Mon honorable collègue me permettra de dire que ce dernier amendement, comme celui qu'il nous a déjà soumis, est l'œuvre de l'union des industries métallurgiques et minières; il nous a été soumis à nous-mêmes; la Commission n'a pas cru pouvoir le prendre en considération. Brièvement, je vais vous demander de le rejeter, en vous indiquant nos raisons à l'appui de cette décision.

Quelle est la situation tout à fait spéciale visée par l'amendement dont on vient de vous donner lecture? Il s'agit, Messieurs, d'un patron qui fait ce qu'il a le droit de faire, qui passe un bail avec un étranger et qui lui loue, dans son usine, ou en dehors de cette usine, un local où celui-ci va établir une cantine?

Et alors, Messieurs, on vous demande d'introduire dans la proposition de loi des règles dont ce patron pourra se prévaloir vis-à-vis de cet étranger. Il y a, notamment, une première obligation, qui est indiquée dans le paragraphe 1^{er} de l'amendement, lequel dit :

Lorsqu'un emplacement sera concédé à l'intérieur d'une usine...

M. LE COUR GRANDMAISON. — « A l'intérieur? » Vous avez dit tout à l'heure : « En dehors. »

M. LE RAPPORTEUR. — Cela ne change rien à mon argumentation qui serait la même dans les deux cas.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Pardon!

M. LE RAPPORTEUR. — Lorsqu'un emplacement sera concédé à l'intérieur d'une usine pour y établir une cantine, l'employeur devra interdire la vente d'alcool, de liqueurs fortes et en général de toutes boissons autres que celles dites hygiéniques (vin, bière, cidre, café, thé et autres boissons non alcooliques); il devra en même temps fixer les prix maximum des boissons dont la vente sera autorisée, ces prix seront affichés à l'entrée de la cantine.

Voilà le texte d'une partie de l'amendement de notre collègue. Or, Messieurs, il n'y a nul besoin que le législateur intervienne à propos d'une question comme celle-là. Vous supposez un bail intervenant entre le patron et un étranger. Il y a une solution bien simple qui donnera satisfaction à notre collègue. Il suffira que le patron bailleur introduise dans son bail des clauses semblables à celles indiquées dans le premier paragraphe de l'amendement. Ce sera alors une convention, et comme les conventions font la loi des parties, celle-ci fera la loi dans la situation spéciale envisagée par l'amendement de notre honorable collègue.

En ce qui concerne le paragraphe 2, nous sommes en présence d'une situation identique :

L'employeur pourra, d'autre part, insérer dans le bail l'obligation pour le tenancier de la cantine de lui communiquer ses comptes et de verser une quote-part des bénéfices à la caisse de secours de l'usine ou à une institution de bienfaisance de la commune.

Ce sera également une simple question de rédaction à résoudre dans le bail. Rien ne peut empêcher le patron bailleur et cet étranger qui sera preneur d'une partie des locaux du patron d'introduire dans le bail une clause qui, sur ce point, atteindra ce but; mais il est absolument inutile de demander au législateur d'intervenir; les règles posées par le code civil suffisent.

Le troisième paragraphe de l'amendement de notre honorable collègue a trait à certaines questions. Il dit :

En cas d'infraction à ces prescriptions par le tenancier de la cantine, comme aussi en cas de désordres habituels, l'employeur pourra toujours résilier immédiatement le bail qu'il aura consenti et retirer toutes les autorisations qu'il aura données.

Il n'y a nul besoin d'introduire un texte semblable dans la loi. Le code civil, sur ce point comme sur les autres, suffit : il prévoit les conditions dans lesquelles un bail peut être résilié, quand il y a un manquement à des clauses insérées dans ce bail. Tout cela est bien suffisant.

Je puis vous dire, mon cher collègue, qu'avant même que l'on se soit fait auprès de vous l'écho de ces desiderata, j'avais reçu de l'honorable Président de l'Union des industries métallurgiques et minières une lettre qui contenait précisément le texte des amendements qui ont été successivement déposés par vous.

J'ai répondu qu'en ce qui me concernait, je n'avais pas d'opinion à émettre, en dehors de la Commission, mais que la Commission en formulerait une. Cette opinion, je l'ai fait connaître tout à l'heure, en ce qui a trait au premier et je la fais connaître maintenant en ce qui concerne le second amendement. En ce qui touche plus particulièrement ce dernier, il est donc inutile de légiférer, puisque l'on trouve dans la loi civile les moyens pratiques de donner satisfaction aux différentes questions qu'il vise.

Dans ces conditions, je vous demande, mon cher collègue, de vouloir bien retirer votre amendement. Il est inutile de légiférer, puisque l'on trouve dans le code civil, je le répète, les moyens de parer aux difficultés que vous signalez dans votre amendement. (*Très bien! très bien!*)

M. LE COUR GRANDMAISON. — Devant les déclarations si nettes et si catégoriques de M. le Rapporteur, je ne puis que retirer mon amendement. J'avais cru qu'il

n'avait pas été soumis à la Commission dont je fais partie, et je n'avais pas eu connaissance de son examen.

M. LE RAPPEUR. — Parce qu'on en a délibéré après votre départ, mon cher collègue.

M. LE COUR GRANDMAISON. — Je croyais que pour la résiliation d'un bail, il fallait, malgré toute espèce de convention, attendre un certain temps. Du moment que M. le Rapporteur, qui est un jurisconsulte distingué, affirme le contraire, je m'incline.

M. LE PRÉSIDENT. — L'amendement est retiré.

Nous arrivons à l'article 3.

Je donne lecture de la nouvelle rédaction proposée par la Commission :

ART. 3. — Les économats des réseaux de chemins de fer, qui sont placés sous le contrôle de l'État, ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la triple réserve : 1° que le personnel ne soit pas obligé de se fournir à l'éconamat ; 2° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice ; 3° que l'éconamat soit géré sous le contrôle d'une commission composée, pour un tiers au moins, de délégués élus par les ouvriers et employés du réseau.

Toutefois, le Ministre des Travaux publics fera, cinq ans après la promulgation de la loi, procéder, dans les formes fixées par arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'éconamat de chaque réseau. Ce referendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

Les mêmes règles s'appliqueront aux économats annexés aux établissements industriels dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient, en majorité, aux ouvriers et employés, retraités ou non, de l'entreprise, et dont les assemblées générales seront statutairement composées, en majorité, des mêmes éléments.

Personne ne demande la parole sur cet article ?

Je le mets aux voix.

(L'article 3 est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 50 à 2,000 francs, qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

L'article 463 du code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi ; il en sera de même de la loi du 26 mars 1891. — (Adopté.)

Je vais consulter le Sénat sur l'ensemble de la loi.

M. SÉBLINE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Séblin sur l'ensemble de la loi.

M. SÉBLINE. — Je voudrais demander une explication à M. le Rapporteur.

Dans certains pays industriels et agricoles, des ouvriers viennent tantôt du nord de la France, tantôt de la Belgique, tantôt de l'Espagne ou de l'Italie, faire la moisson chez les cultivateurs ou travailler chez des industriels.

Ils font pour eux une sorte de petit éconamat, ils organisent une cantine qui fonctionne nécessairement dans un local fourni par l'employeur ; il faut bien que celui-ci procure à ses ouvriers un local pour s'abriter ou même un atelier pour travailler ; souvent même, il leur donne ou cède une partie des aliments qui leur sont nécessaires, en particulier ceux qu'il a produits, tels que les pommes de terre, la viande de porc.

Ces sortes de cantines seront-elles interdites par la loi ? Si oui, il y aurait là une source de difficultés presque insurmontables pour les cultivateurs d'une grande partie de la France, des environs de Paris en particulier, qui certainement ne pourraient faire leur moisson sans les ouvriers étrangers dont je viens de parler. Il en est de même pour certaines industries.

Un sénateur à gauche. — Et dans l'Ouest, pour les vendanges.

M. SÉBLINE. — Dans le Midi aussi, pour la vendange, partout ! Nous savons qu'aujourd'hui il vient chaque année en France un million d'ouvriers étrangers pour aider le travail national, aux époques où le nombre des ouvriers locaux est manifestement insuffisant. Ces travailleurs nomades organisent alors des cantines que je crains de voir tomber sous l'application de la loi, étant donnée la rédaction de son article 1^{er}.

Je demande donc à M. le Rapporteur s'il est bien entendu que la loi ne s'applique pas à ce genre de cantines.

M. LE RAPPEUR. — Je demande le parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPEUR. — Messieurs, je tiens à faire une réponse aussi nette que l'a été la question posée. Il n'est pas douteux que la cantine à laquelle a fait allusion l'honorable M. Séblin sera absolument licite, que les diverses opérations visées tout à l'heure ne pourront, en aucun cas, constituer un économet ni direct ni indirect. Notre honorable collègue pourrait du reste se reporter aux réponses faites à des questions à peu près identiques, posées à la Chambre des députés par M. Colliard, vice-président de la commission et par l'honorable M. Fontaine, commissaire du Gouvernement, à la séance du 6 juin 1907.

Je crois être d'accord avec M. le Ministre du Travail, et il n'y a pas de difficulté possible en ce qui concerne la question posée. Il ne peut être question ici d'économats, ce sont des situations parfaitement licites que celles qui ont été visées et, en aucun cas, elles ne pourraient tomber sous l'application de la loi. (*Marques d'assentiment.*)

M. PEYTRAL. — Qui sera juge du caractère licite ou non de ces situations ?

M. LE RAPPEUR. — Les tribunaux, comme chaque fois qu'il s'agit de savoir si une infraction a été commise. Il n'est pas possible de prévoir tous les cas.

Quoi qu'il en soit, à la question spéciale posée par notre collègue M. Séblin, je réponds très nettement que nous ne sommes pas, dans l'espèce, en présence d'économats directs ou indirects.

M. PEYTRAL. — J'insiste pour savoir qui sera juge du caractère de ces cantines ?

Un sénateur à droite. — Ce sera le Gouvernement !

M. LE RAPPEUR. — Je le répète : ce seront les tribunaux.

M. CAZENEUVE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. CAZENEUVE. — Je me permettrai d'ajouter un mot à la réponse de M. le Rapporteur. Il y a, en effet, dans l'article 1^{er}, un paragraphe 2 sur lequel j'appelle

l'attention de M. Séblin car il répond, il me semble, à ses préoccupations, au point de vue agricole, en particulier. Ce paragraphe dit :

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

M. PEYTRAL. — Ce n'est pas cela.

M. LE RAPPORTEUR. — La question est différente.

M. CAZENEUVE. — Comment cela ? Cette disposition s'applique bien aux ouvriers étrangers au pays qui viennent faire la vendange ou la moisson.

M. LE RAPPORTEUR. — Je vous demande pardon, ce n'est pas cela.

M. SÉBLIN. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Séblin.

M. SÉBLIN. — Messieurs, dans l'espèce que j'ai eu l'honneur de soumettre au Sénat, l'ouvrier n'est ni nourri, ni logé, et, par suite, le paragraphe 2 de l'article 1^{er}, que l'honorable M. Cazeneuve vient de m'opposer, ne porte pas, étant donné qu'il ne vise pas cette espèce.

M. LE RAPPORTEUR. — C'est, en effet, une autre hypothèse.

M. SÉBLIN. — C'est l'hypothèse la plus générale.

Il vient du nord de la France, des montagnes, des Pyrénées, souvent même de l'étranger. beaucoup d'ouvriers qui participent aux travaux de la vendange, de la moisson et de l'industrie ; et ces ouvriers comprennent, outre les ouvriers français qui se déplacent ainsi — les statistiques du Ministère du Travail en font foi — un million d'ouvriers étrangers sans lesquels nous ne pourrions ni moissonner dans les environs de Paris, ni récolter le vin dans le Midi, et je ne crois pas risquer d'être démenti sur ce point par nos collègues du sud de la France. Il y a donc là une nécessité économique.

Ces ouvriers travaillent ensemble, au nombre de dix ou douze, et ils organisent une cantine qui ne peut certes pas être assimilée à un économat.

L'employeur prend même l'engagement de leur fournir le local nécessaire, car sans cet engagement il ne trouverait pas d'ouvriers. Il leur donne aussi, quelquefois gratuitement, une partie des aliments nécessaires à leur subsistance, tels que les légumes qu'il produit lui-même.

M. BASSINET. — Il « trempe la soupe ».

M. SÉBLIN. — Comme on le dit, en effet, il trempe la soupe ; l'expression est un peu familière, mais juste.

M. BASSINET. — Il trempe la soupe faite avec le morceau de porc apporté par les ouvriers.

M. SÉBLIN. — C'est possible : il y a autant d'espèces que de situations.

La réponse de M. le Rapporteur me donne pleine satisfaction ; mais le Sénat me permettra de faire observer qu'il n'était pas sans intérêt que la question fût posée, parce que nous pouvons nous trouver en présence d'interprétations un peu judaïques de la loi et qu'il ne serait pas impossible, étant donnés les termes de son article 1^{er}, de faire rentrer l'espèce que j'ai envisagée dans le champ de son application.

Puisqu'il est bien entendu, après la déclaration de M. le Rapporteur, avec l'appui que lui donne l'autorité de M. le Ministre du Travail, que ce cas ne tombe pas sous l'application de la loi, je déclare avoir reçu pleine satisfaction.

M. Dominique DELAHAYE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique DELAHAYE. — La discussion qui vient d'avoir lieu m'a suggéré un texte un peu hâtivement composé, mais que je demande au Sénat la permission de lui soumettre.

La question posée par M. Peytral de savoir qui tranchera les difficultés m'a paru, en effet, tout à fait justifiée. On a répondu immédiatement que ce seraient les tribunaux, mais il me semble préférable d'introduire dans la loi une disposition spéciale.

M. Théodore GIRARD. — Puisqu'il est établi que la loi ne sera pas applicable à ces cantines, il est inutile de rien ajouter; le texte est assez clair.

M. Dominique DELAHAYE — Voici le texte que j'ai rédigé :

N'est pas considérée comme économat une combinaison passagère, d'une durée de trois mois au maximum, chaque année, permettant aux agriculteurs ou aux industriels d'aider les ouvriers en déplacement transitoire à s'alimenter et à se vêtir. (*Très bien!*)

Un sénateur au centre. — Alors c'est un économat!

Un sénateur à gauche. — Cela pourrait être accepté pour l'agriculture, mais pas pour l'industrie.

M. Dominique DELAHAYE. — Voulez-vous que je supprime l'industrie? (*Dénégations sur divers bancs.*)

Au reste, il s'agit d'un régime transitoire, applicable pendant trois mois seulement.

M. SÉBLINE. — Si vous supprimez l'industrie, ce sera dangereux, parce qu'on dira, *a contrario* : cela, c'est permis pour l'agriculture, ce n'est pas permis pour l'industrie.

M. Dominique DELAHAYE. — Je crois inutile de développer cet amendement qui n'avait d'autre objet que de donner satisfaction à l'observation de M. Peytral.

M. LE RAPPORTEUR. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la proposition qui nous est faite me paraît inutile et dangereuse.

Elle est inutile parce que, en ce qui concerne les situations spéciales momentanées auxquels on a fait allusion, il est certainement possible de leur donner satisfaction au moyen de cantines.

J'ai rappelé qu'à la Chambre des députés des questions analogues à celle posée par notre honorable collègue M. Séblin avaient été soulevées.

Permettez-moi de vous donner lecture des réponses qui y ont été faites par M. Colliard, vice-président de la commission et par l'honorable commissaire du Gouvernement, M. Fontaine, réponses qui sont de nature à vous démontrer le bien fondé de mon opposition.

M. Colliard s'exprimait ainsi :

Je réponds d'un mot à notre honorable collègue qu'en effet, dans certaines entreprises provisoires de grands travaux, un certain nombre d'ouvriers n'ont pas à leur portée des établissements où ils trouvent à boire et à manger. Il se constitue alors ce que l'on appelle une cantine. Ce n'est pas un économat. Cette cantine, installée parce que les ouvriers sont de passage, à mon avis, ne ressemble en rien à un économat où les ouvriers sont obligés de consommer par ordre du patron. C'est une installation de passage, où l'on donne à manger aux ouvriers ; ce n'est donc nullement un économat, puisque l'entrepreneur n'oblige pas l'ouvrier à aller dans cet établissement.

D'autre part, dans la séance du 6 juin 1907, l'honorable commissaire du Gouvernement, M. Fontaine, répondant à une question identique, disait :

Je voudrais répéter à l'honorable M. Allemane qu'aucun texte ne peut être plus précis que celui qui a été voté par la Chambre. Si la cantine dont il s'agit est exploitée ou créée par le patron, directement ou même indirectement, elle constitue un économat. Il est interdit au patron, par l'article 1^{er}, de créer ou d'exploiter un économat, personnellement ou par personne interposée.

Mais il est désirable que cette cantine, souvent utile et même indispensable aux ouvriers, puisse être tenue par quelqu'un. Ce que prescrit le texte, c'est d'abord, comme je viens de le rappeler, que le cantinier ne soit pas un prête-nom du patron et — second point — que l'ouvrier ne soit pas obligé par le patron à être le client de la cantine.

Ainsi donc, dans les travaux dont vous parlez, un tiers, fût-ce un employé de l'entreprise, peut établir une cantine. Ce qui est interdit par le texte que vous avez voté, c'est au patron d'établir lui-même une cantine, c'est au patron de l'établir sous un prête-nom et d'en être réellement le maître. Ce qui est interdit également quand des tiers indépendants ont établi des cantines, c'est au patron d'obliger ses ouvriers à aller dans telle ou telle cantine.

Si une cantine s'établit, elle n'est pas au compte du patron, elle n'est pas au nom du patron, elle n'est pas au bénéfice du patron, s'il ne la gère ni directement, ni indirectement ; dans ces conditions, l'ouvrier peut y aller, pourvu qu'il n'y soit pas obligé.

J'estime, messieurs, que ces réponses, comme celle que j'ai faite tout à l'heure à notre honorable collègue M. Sebligne, donnent toute satisfaction. C'est le système le plus large, le plus libéral, qui doit être suivi quand il s'agit d'interpréter sur ce point, en ce qui concerne des questions de ce genre, les textes mêmes qui ont été votés par vous.

Quant au caractère dangereux de la proposition de notre collègue, il n'échappera à personne.

Quelle nécessité, messieurs, de dire que l'on pourra créer pour trois mois une situation comme celle-là ? Comment constater le commencement du délai de trois mois ? Quelle surveillance exercer ? Par qui ? Comment ? C'est inadmissible.

Il est donc tout à fait inutile d'accepter un pareil amendement et, je le répète, il serait dangereux d'introduire dans la loi un texte de ce genre. Nous demandons donc instamment au Sénat de vouloir bien repousser l'amendement de M. Delahaye. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE COUR GRANDMAISON. — Si vous aviez accepté mon amendement, vous ne vous seriez pas trouvé en présence de difficultés de cette nature.

M. Dominique DELAHAYE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique DELAHAYE. — Messieurs, je ne sais pas si l'honorable rapporteur a convaincu le Sénat ; pour ma part, je déclare qu'il ne m'a pas convaincu du tout. (*Sourires.*) Il nous a dit, entre autres choses : « Cet amendement est inutile, il est

dangereux!» Mais il n'en a démontré ni l'inutilité ni le danger. (*Très bien! à droite.*) Il s'est surtout étendu sur son inutilité, et il m'a répondu : « Cantine! » Rires.)

J'ai entendu parler de la tarte à la crème : la cantine de M. le Rapporteur, c'est la tarte à la crème de son discours. (*Nouveaux rires.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Ce n'est pas un fait d'économat. (*Sourires.*)

M. Dominique DELAHAYE. — Mais cette tarte à la crème, on ne la trouvera peut-être pas dans les cantines, où il n'y a rien de ce que veulent y voir ceux de nos honorables collègues qui nous expliquaient tout à l'heure les embarras des agriculteurs à l'époque de la moisson ou des vendanges. Vous me parlez cantine. Mais il s'agit là de rapports directs d'un agriculteur, d'un entrepreneur qui a 10, 20, 30, 40, 50 ouvriers. Vous voyez bien que votre cantine ne répond pas du tout à la situation que nous envisageons.

Mon amendement, avez-vous dit ensuite, est dangereux, vous nous l'avez affirmé sans apporter aucun argument pour le démontrer. J'aurais préféré une preuve, une démonstration, à une affirmation. Si je mets « trois mois » dans mon texte, c'est que j'aurais peur, en mettant « six semaines », d'être un peu court. Mais deux mois suffiraient peut-être. (*Dénégations à gauche.*) Que voulez-vous qu'on fasse et qu'on institue, en un trimestre, qui soit dangereux pour votre loi?

Vous ne m'avez pas vu, pendant tout votre exposé sur les économats, élever la moindre protestation. Patron et vieux patron, je n'aurais jamais voulu faire d'économats, parce que, non seulement ils ne m'auraient rien rapporté, mais ils m'auraient coûté de l'argent. Bien mieux! pour me remercier, on m'aurait suspecté de faire des bénéfices sur les ouvriers! Voilà pourquoi votre suppression des économats n'a provoqué chez moi aucune protestation; c'est le plus grand service que vous puissiez rendre au patronat.

Est-ce le plus grand service que vous puissiez rendre aux ouvriers? Je n'en suis pas convaincu. Les économats ont été créés dans l'intérêt des ouvriers. Mais à une époque où tant de défiance existe dans l'esprit des ouvriers, jamais vous ne pourriez donner à ceux-ci confiance en leurs patrons. Ils se considèrent, en effet, comme les éternels exploités. On le leur a tant dit et répété! Il est donc d'une grande sagesse de supprimer les économats.

Mais il y a des opérations transitoires, comme par exemple d'abattre du bois dans les forêts. Il n'y a pas place là pour une cantine.

Je ne connais pas à fond ces questions, mais le bon sens indique que mon amendement répond à une situation qui n'a rien de commun avec celles qu'a étudiées, avec beaucoup de soin, M. le Rapporteur, et que le Gouvernement n'a pas envisagé les nécessités qui ont retenu l'attention de mes collègues. Je n'avais aucune compétence sur ce point, mais j'ai tâché de rédiger un texte clair, quoique un peu rapidement. Si la commission voulait l'examiner et en délibérer, je ne m'opposerais pas au renvoi. Si elle voulait y apporter une étude attentive, je l'en remercierais ainsi que le Gouvernement. C'est même cette décision que je souhaite, plutôt que le vote de mon amendement. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du Travail.

M. LE MINISTRE. — Messieurs, l'honorable M. Séblin a posé une question intéressante qui, d'accord avec le Gouvernement, a été résolue par M. le Rapporteur. Il s'agissait d'abord de savoir ce qu'il adviendrait de l'ouvrier venant du Nord ou de la

Belgique, s'arrêtant de ci de là pendant quelques jours, pour faire la moisson, et si l'on pourrait considérer comme étant une vente d'économat le fait par l'employeur de donner à cet ouvrier, ce qui écarte toute idée d'économat, ou de lui vendre à prix coûtant des produits généralement récoltés par l'employeur lui-même; et M. Séblin demandait si ce fait était défendu par la loi. M. le Rapporteur a fait la réponse à cette question : je n'y reviens pas. Cela n'est pas un fait d'économat.

Nous étions tous d'accord sur ce point, et voilà qu'un amendement est déposé, dont je me permets de dire que, s'il était voté, ce serait la loi tout entière mise en question.

M. GAUDIN DE VILLAINES. — C'est toujours le même raisonnement.

M. LE MINISTRE. — C'est toujours le même raisonnement, parce que c'est toujours la même manœuvre.

M. Dominique DELAHAYE. — Mais non, Monsieur le Ministre, il n'y a pas là de manœuvre. Je vous prie de ne pas employer cette expression blessante, car il ne faudrait pas avoir l'air de suspecter notre sincérité.

M. LE MINISTRE. — Que voulez-vous, Monsieur le Sénateur, toutes les fois qu'un projet de loi est sur le point d'être voté, il semble qu'un amendement surgissant en dernier lieu et sur lequel l'attention ne peut pas se fixer ait pour but de le détruire.

Je vais vous expliquer alors, puisque vous ne l'avez pas vu — je ne mets pas en doute votre bonne foi...

M. Dominique DELAHAYE. — Il est bien temps!

M. LE MINISTRE. — ...comment, par votre amendement, le projet de loi peut être mis en péril.

Il ne s'agit plus de l'hypothèse de M. Séblin, elle est écartée. Vous dites qu'il pourra se former des économats pour une durée de trois mois, non pas dans l'agriculture, mais seulement dans l'industrie. Je vois un économat fondé pour trois mois, suspendu pour huit jours, fondé de nouveau pour trois mois, suspendu une seconde fois pour quinze jours et ainsi de suite. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. Dominique DELAHAYE. — On peut mettre dans le texte quelque chose qui spécifie qu'il ne s'agit que de trois mois par an, si c'est la seule objection que vous ayez à me faire.

M. LE MINISTRE. — Vous avez apporté un texte qui permet à l'économat de vivre à l'abri de votre amendement. Le Sénat s'était prononcé pour la suppression des économats, il avait reconnu qu'ils comportaient de nombreux abus et qu'en outre il fallait écarter la suspicion qui pourrait retomber sur la tête de patrons innocents.

Voilà ce qu'a voté le Sénat, et vous venez demander que, pendant trois mois, un économat puisse vivre, si un économat peut vivre pendant trois mois?

M. Dominique DELAHAYE. — Par an!

M. LE MINISTRE. — Mais, je n'ai pas le moyen de savoir à quel moment l'économat aura été créé, combien de temps il aura duré, et quand je voudrai demander depuis combien de temps il existe, on s'arrangera toujours pour me dire que c'est depuis moins de trois mois. Je serai alors dans l'impossibilité absolue d'exercer une surveillance efficace.

Je puis dire que ce que vous proposez revient purement et simplement à anéantir

le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des députés, que le Sénat a accepté dans sa plus grande partie. Aussi je prie la majorité de ne pas laisser anéantir entre ses mains l'œuvre qu'elle a commencé à accomplir, et de repousser un amendement qui, contre la volonté de son auteur, j'en suis sûr, aboutit incontestablement à la destruction de l'œuvre sociale à laquelle vous vous êtes attachés. (*Très bien! Très bien! et applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. Dominique DELAHAYE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique DELAHAYE. — M. le Ministre ayant retiré son expression d'après laquelle mon intervention à la tribune répondait à une manœuvre, je ne veux pas insister dans ma réponse sur ce point.

M. LE MINISTRE. — Le mot de « manœuvre » est parlementaire. Rien là dedans ne peut vous blesser. (*Très bien! à gauche.*)

M. Dominique DELAHAYE. — Pardon, M. le Ministre, il n'est pas parlementaire de dire à un sénateur loyal, qui a gardé le silence pendant toute cette discussion, lorsqu'il intervient pour expliquer une disposition nouvelle qu'il s'applique à mettre en lumière, qu'il y a là de sa part une manœuvre. Mon intervention a quelque chose de trop précipité pour qu'on puisse y voir un acte de cette nature.

M. LE MINISTRE. — Je n'ai pas voulu vous blesser.

M. Dominique DELAHAYE. — Vous avez dit qu'on pouvait recommencer tous les quinze jours. Dans mon texte j'ai dit « trois mois ». Ma pensée dès lors, était claire, c'était trois mois chaque année. Il était simple d'ailleurs de l'ajouter. Vous n'avez, dites-vous, aucun moyen de surveiller cet économat qui, du reste, n'en est pas un...

M. LE COUR GRANDMAISON. — C'est une cantine!

M. Dominique DELAHAYE. — ... car c'est plutôt une combinaison qui permet de donner quelques aliments, quelques vêtements nécessaires et momentanés; mais n'y a-t-il pas dans chaque commune un maire et n'y a-t-il pas moyen d'exiger une déclaration?

Qu'ai-je demandé à M. le Ministre du Travail? De bien vouloir porter son attention sur mon amendement, de l'étudier, car vous avouerez que vous ne l'avez pas étudié! Aucun texte semblable n'a encore été présenté au Parlement, pas plus à la Chambre qu'au Sénat, c'est une improvisation en séance; je demande donc au Sénat de l'examiner de près, car le jeu de ma proposition répond à des nécessités véritables.

Vous avez éprouvé pour votre proposition de loi un frémissement de crainte. Monsieur le Ministre, calmez ce souci. Je ne songe point du tout à combattre votre loi dont je suis un déterminé partisan.

M. GAUDIN DE VILLAINES. — Vous l'avez dit en commençant.

M. Dominique DELAHAYE. — J'ai dit en commençant que vous rendiez un plus grand service aux patrons qu'aux ouvriers; que là, comme avec votre loi des retraites, vous alliez à moins de popularité que vous ne supposez. J'ai, plus que vous, la connaissance du monde ouvrier. Vous avez beau être socialiste, tandis que moi je suis patron — très petit capitaliste — je vous garantis que je les connais mieux que vous les ouvriers! Vous vous acheminez à une impopularité formidable. Même en ce

qui concerne les économats, il y a eu des services rendus. J'ai connu des usines où le patron y était de sa poche, et où néanmoins la suspicion se répandait à cause des idées qui vous sont chères et qui ont fini par transformer les anciennes relations d'affection de l'ouvrier avec le patron. Ce sont les ouvriers qui perdent à votre fameuse combinaison.

Mais, quand il s'agit de l'agriculture et de ses travaux temporaires, ce sera vraiment la misère que vous instituerez. Ce sont d'effroyables exploiters que les teneurs de vos cantines, surtout des cantines momentanées.

Voilà ce que vous allez donner aux ouvriers au lieu d'un système qui leur fournisse une nourriture saine, au lieu d'une combinaison favorable au patron et à l'ouvrier. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. LE RAPPORTEUR. — Messieurs, la Commission repousse la prise en considération.

M. Dominique DELAHAYE. — *Perseverare diabolicum!* (*Sourires.*)

M. SÉBLINE. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Séblin, la Commission, par son rapporteur, vient de déclarer qu'elle n'avait pas examiné l'amendement au fond; par conséquent, il est soumis à la prise en considération, et je ne peux plus vous donner la parole.

M. SÉBLINE. — Ce n'est pas sur l'amendement que je demande la parole, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais il n'y a que l'amendement qui soit en discussion à l'heure qu'il est.

M. SÉBLINE. — Alors je demanderai, après que le Sénat aura statué sur l'amendement, à faire une dernière observation.

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement, puisque l'ensemble du projet ne sera pas encore voté.

Je vais donc mettre aux voix, Messieurs, la prise en considération de l'amendement de M. Delahaye.

(Après une première épreuve déclarée douteuse par le bureau, le Sénat décide par assis et levé de ne pas prendre l'amendement en considération.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Séblin sur l'ensemble de la proposition de loi.

M. SÉBLINE. — Messieurs, avant la discussion qui s'est instituée sur l'amendement de notre honorable collègue M. Delahaye, j'avais dit que les explications de M. le Rapporteur me donnaient satisfaction. Je dois dire que ses nouvelles explications et les détails dans lesquels il est entré m'ont donné une satisfaction moindre. (*Sourires.*)

Je lui demanderai la permission de lui dire le point sur lequel j'éprouve un certain scrupule et où je trouve quelques difficultés.

Ces cantines ne seront-elles permises qu'à la condition que l'ouvrier ait la faculté d'y aller ou de n'y pas aller? Telle est bien la question. Or, c'est là que je trouve une très grosse difficulté que je vous demande la permission de vous faire toucher du doigt. En général, ces cantines sont organisées par un des ouvriers embauchés, soit par un sous-traitant du patron qui va les embaucher.

Il dit aux ouvriers: Je vous nourrirai dans telles conditions. Il traite non seule-

ment le prix à la journée, mais encore les conditions de la nourriture, du chauffage, de toutes les conditions relatives au séjour de deux, trois ou quatre mois que l'ouvrier doit faire, soit dans la ferme, soit dans l'usine. Or, il arrive généralement, parmi ces conditions, qu'il se trouve celle-ci: que l'ouvrier sera nourri à la cantine, qu'il institue ordinairement lui-même ou qu'un des membres de la petite bande qui se déplace institue pour l'ensemble.

Laissez-moi penser que l'engagement librement consenti par l'ouvrier de prendre ses repas dans cette cantine ne suffira pas à faire rentrer cet établissement essentiellement temporaire dans les catégories interdites par cette loi.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. — Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne de demande plus la parole ? . . .

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — La Commission demande que l'intitulé soit ainsi libellé :

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit.

Il n'y a pas d'observation ? . . .

Il en est ainsi décidé.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

RAPPORT

*fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, ayant pour but de supprimer les **économats** et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit, par M. Alexandre ZÉVAËS, député (Urgence déclarée).*

(Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 10 mars 1910.) [1].

[EXTRAITS.]

MESSIEURS,

Dans un précédent rapport, nous avons analysé les diverses propositions, dont la Chambre avait été saisie, tendant à la suppression des économats patronaux.

(1) Doc. parl. n° 3169, 9^e législature.

Avec les auteurs de ces propositions, nous avons conclu à la suppression de cette institution, à l'interdiction aux employeurs d'annexer à leurs établissements des économats où ils vendent, directement ou indirectement, à leurs ouvriers et employés ou à leurs familles des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit.

Dans sa séance du 6 juillet 1907, la Chambre a adopté notre proposition de loi, qui a été alors transmise au Sénat.

La Commission spéciale du Sénat, chargée de l'examen de la proposition et dont le rapporteur fut l'honorable M. Pouille, a à son tour adhéré à la proposition et le Sénat, après lui avoir accordé le bénéfice de l'urgence, l'adoptait dans sa séance du 24 février 1910.

Quelques légères modifications, dont nous indiquerons plus loin le caractère et la portée et qui portent, non sur le principe de la loi, mais sur quelques détails d'application, ont été introduites par le Sénat dans le texte voté par la Chambre des Députés.

C'est ce qui explique que la proposition soit à nouveau soumise à votre examen.

.....

La Commission du travail a décidé d'accepter le texte du Sénat.

Nous allons, article par article, le commenter brièvement.

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un éconamat où il vende, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés, ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit ; 2° d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

Cet article définit l'éconamat et il l'interdit.

L'éconamat, c'est le magasin annexé à l'établissement du patron où celui-ci vend directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés, ou à leurs familles, des marchandises de quelque nature que ce soit.

Le patron ne saurait vendre lui-même, il ne saurait non plus faire vendre par sa femme, par ses enfants, par ses employés ; directe ou indirecte, la vente lui est interdite.

Interdit aussi le fait d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie, dans des magasins indiqués par lui. Cette interdiction n'est, en effet, que le complément logique de la première disposition. A quoi servirait-il que la loi interdise l'annexion aux ateliers d'économats si, directement ou indirectement, le patron pouvait obliger les ouvriers à s'approvisionner dans un magasin qu'il leur indiquerait, qui nominalemeut appartiendrait à un tiers, mais dans lequel il aurait des intérêts ?

Que cette disposition complémentaire soit utile, c'est ce que démontrent avec évidence les faits.

Voici un exemple que signale « le rapport au Ministre du Commerce sur un projet de loi concernant les salaires des ouvriers et employés » présenté au nom de la Commission permanente du travail, par M. Lyon-Caen (Paris, 1890). Il s'agit d'un fait qui s'est passé à Rouen :

Le sieur V... occupait un assez grand nombre d'ouvriers sur les quais de Rouen. Il les payait à raison de 50 centimes l'heure. Un premier acompte leur était d'ordinaire versé pour midi, au moment de l'interruption du travail pour les repas, et le

complément du salaire était réglé à la fin de la journée. Le paiement de l'acompte fait à midi était de 1 franc dont 85 centimes en numéraire et 15 centimes représentées par un jeton métallique donnant droit à l'ouvrier de prendre une consommation dans un débit que V... faisait lui-même exploiter par un gérant.

N'est-ce pas là un économat déguisé, aussi condamnable que les économats proprement dits ?

La loi belge de 1887 sur les économats, qui se proposait d'interdire le « truck system » et qui a réussi en partie, a prévu le cas par son article 9 ainsi conçu :

ART. 9. — Jusqu'à preuve du contraire, toute fourniture faite par la femme ou les enfants du patron, directeur, contremaître, porion, employé d'administration publique ou privée, chef d'entreprise ou sous-traitant, est présumée faite par le patron lui-même, le directeur, contremaître, porion, chef d'entreprise ou sous-traitant...

C'est une précaution analogue que nous voulons prendre.

L'article 1^{er} de notre proposition vise et interdit l'économat déguisé aussi bien que l'économat avoué.

La cantine est souvent confondue avec l'économat. Dans les délibérations de la Chambre (6 juin 1907) et du Sénat (24 février 1910), la cantine a été définie.

La cantine est l'installation de passage, établie le plus souvent à l'occasion d'ouvriers qui sont également de passage, et qui n'ont pas à leur portée d'établissements où ils pourraient trouver à boire et à manger : c'est ce qui se passe fréquemment quand un chemin de fer d'intérêt local est en construction dans un département et que s'ouvre un chantier.

Répondant à une question de notre collègue M. Allemane, M. Fontaine, commissaire du Gouvernement, a fourni à la Chambre les renseignements suivants que nous ne pouvons que reproduire :

Je voudrais répéter à l'honorable M. Allemane qu'aucun texte ne peut être plus précis que celui qui a été voté par la Chambre. Si la cantine dont il s'agit est exploitée ou créée par le patron, directement ou même indirectement, elle constitue un économat. Il est interdit au patron, par l'article premier, de créer ou d'exploiter un économat, personnellement ou par personne interposée.

Mais il est désirable que cette cantine, souvent utile et même indispensable aux ouvriers, puisse être tenue par quelqu'un. Ce que prescrit le texte, c'est d'abord, comme je viens de le rappeler, que le cantinier ne soit pas un prête-nom du patron et — second point — que l'ouvrier ne soit pas obligé par le patron à être le client de la cantine.

Ainsi donc, dans les travaux dont vous parlez, un tiers, fût-ce un employé de l'entreprise peut établir une cantine. Ce qui est interdit par le texte que vous avez voté, c'est au patron d'établir lui-même une cantine, c'est au patron de l'établir sous un prête-nom et d'en être réellement le maître. Ce qui est interdit également, quand des tiers indépendants ont établi des cantines, c'est au patron d'obliger ses ouvriers à aller dans telle ou telle cantine.

Si une cantine s'établit, elle n'est pas au compte du patron, elle n'est pas au bénéfice du patron, s'il ne la gère ni directement, ni indirectement ; dans ces conditions, l'ouvrier peut y aller, pourvu qu'il n'y soit pas obligé.

Cette question des cantines fut, lors de la discussion de la proposition de loi devant le Sénat, soulevée par l'honorable M. Le Cour Grandmaison.

Le Ministre du Travail et de Prévoyance sociale, M. René Viviani, lui répondant précisa à nouveau la différence entre la cantine et l'économat :

A la cantine, dit-il, il y aura des abus, je le veux bien, des abus déplorables, mais ils seront pratiqués par une personne contre une autre. L'ouvrier qui vient à la cantine n'est pas enfermé dans la hiérarchie sociale et économique vis-à-vis du cantinier. Il peut résister. Il n'en est pas de même pour l'économat, et la plus grande critique qu'on puisse adresser à cette organisation, c'est que l'ouvrier, opprimé, obligé de s'approvisionner sous l'œil du patron, ne peut échapper à la contrainte.

Le paragraphe 2 de l'article premier de notre proposition porte que l'interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, quand ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent.

Par là, nous entendons dire que la fourniture par le patron de la nourriture et du logement, considérée comme un avantage ajouté au salaire en argent, ne saurait être assimilée à un fait d'économat.

De même, l'interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, lorsque, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède au prix coûtant des fournitures à l'ouvrier. Il est bien entendu qu'il s'agit là, non d'aliments ou de vêtements, mais seulement de fournitures de travail. C'est ce qui, lors de la discussion devant la Chambre, a été expliqué, en réponse à des observations de nos collègues MM. Allemane et Vaillant, par M. Fontaine, commissaire du Gouvernement.

ART. 2. — Tout économat sera supprimé dans un délai de deux ans à dater de la promulgation de la présente loi.

Le texte de la Chambre portait que la suppression devait avoir lieu dans un délai de six mois, mais que ce délai pourrait être porté à cinq ans, sous les conditions suivantes : 1° que la vente ne rapporte aucun bénéfice au patron ; 2° que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par le personnel ouvrier de l'établissement.

Les auteurs de cette nouvelle rédaction ont pensé — écrit M. Pouille dans son rapport — « que, d'une part, le délai de six mois imparti pour la suppression était trop court pour permettre la liquidation des économats en général, ou pour permettre aux ouvriers de remplacer l'économat par la coopérative de consommation, et que, d'autre part, la survivance possible des économats pendant cinq ans était excessive et ne pourrait qu'entraîner de graves inconvénients. Un délai uniforme de deux ans, sans conditions, a paru suffisant ».

De là le texte qu'on a lu plus haut.

ART. 3. — Les économats des réseaux de chemins de fer, qui sont placés sous le contrôle de l'État, ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la triple réserve : 1° que le personnel ne soit pas obligé de se fournir à l'économat ; 2° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice ; 3° que l'économat soit géré sous le contrôle d'une Commission composée, pour un tiers au moins, de délégués élus par les ouvriers et employés du réseau.

Toutefois, le Ministre des Travaux publics fera, cinq ans après la promulgation de la loi, procéder, dans les formes fixées par arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque réseau. Ce référendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

Les mêmes règles s'appliqueront aux économats annexés aux établissements industriels dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient, en majorité, aux ouvriers et employés, retraités ou non, de l'entreprise et dont les assemblées générales seront statutairement composées, en majorité, des mêmes éléments.

Les économats des réseaux de chemins de fer méritent d'être classés à part et leur fonctionnement nous paraît devoir être réglé par des dispositions spéciales. C'est à quoi tend l'article 3 de la présente loi.

Seule, la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée n'a pas d'économat. Les autres Compagnies possèdent les suivants :

L'État a un économat à Paris et des succursales à Orléans, Tours, Saintes, Rochefort. Le chiffre d'affaires a été en 1906, de 1 million 752,032 francs ; le nombre des ouvriers qui s'y approvisionnent de 7,000 à 8,000.

La Compagnie du Nord a installé 14 magasins de denrées et 15 parcs à combustibles réservés à la vente au personnel dans les gares suivantes : magasins de denrées :

à Paris, La Chapelle, la Plaine, Amiens, Laon, Tergnier, Fives, Hellemmes, Somain, Calais, Lens, Dunkerque, Aulnoye, Nogent-sur-Oise; — parc à combustibles; à La Chapelle, La Plaine, Le Bourget, Ermont, Amiens, Tergnier, Aulnoye, Busigny, Nogent-sur-Oise, Soissons, Laon, Hellemmes, Fives, Hirson et Coudekerque. En 1906, le chiffre d'affaires a été de 6 millions 977,382 francs.

La Compagnie d'Orléans a six magasins de vente : Paris (denrées, vêtements, boulangerie, atelier de coupe); Choisy (caves); Orléans (denrées et vêtements); Tours (denrées et vêtements); Bordeaux (denrées et vêtements); Périgueux (denrées et vêtements). En 1906, le chiffre d'affaires a été d'environ 5,000,000 de francs.

La Compagnie du Midi a un économat à Bordeaux. En 1906, le montant de ses ventes s'est élevé à 2,314,338 francs.

Sur la Compagnie de l'Ouest, 4,658 employés se sont, en 1906, approvisionnés à l'économat; le chiffre d'affaires a été de 887,775 francs.

La Compagnie de Bône-Guelma (Algérie) possède un économat.

Les réponses faites par les syndicats d'employés et ouvriers des chemins de fer au questionnaire du Ministère du Travail sont presque unanimement favorables au maintien des économats. Il résulte de ces dépositions que ces économats ne donnent pas lieu aux abus scandaleux que nous avons constatés dans les économats des autres industries.

Cela s'explique par la considération suivante : les vivres et denrées sont facilement transportés par le chemin de fer, sans qu'il en résulte aucune augmentation de prix; c'est une facilité de plus donnée aux employés pour leur permettre d'acheter et de recevoir les différentes denrées ou même les vêtements dont ils peuvent avoir besoin.

Les ouvriers, consultés, déclarent dans leurs réponses qu'il n'a été exercé aucune pression, directe ou indirecte, en vue de les obliger à se fournir à l'économat.

En ce qui concerne la qualité des marchandises vendues, le Syndicat national des travailleurs des chemins de fer répond :

Les marchandises sont généralement vendues à meilleur marché que dans le commerce; la différence est surtout sensible dans les localités situées loin des villes; par exemple le bénéfice peut être de 2 francs sur une fourniture de 7 à 8 francs, de 5 francs sur une fourniture de 20 francs (Ouest). A Lille, on accuse une différence qui va parfois jusqu'à 50 p. 100 des prix du commerce. Pour les pâtes alimentaires, la différence est de près de 50 p. 100 (Orléans). Les denrées sont rarement vendues plus cher que dans le commerce; on cite notamment le sucre (Orléans), mais il est d'excellente qualité. Enfin, on remarque à l'Ouest que les sociétés coopératives ouvrières luttent difficilement, sur le rapport du prix de revient de certaines denrées, contre l'économat de la Compagnie.

Ces diverses raisons avaient amené la Chambre à se prononcer en faveur du maintien des économats annexés aux réseaux des chemins de fer.

Le Sénat a jugé de même.

Dans son texte, il indique en termes précis les conditions de fonctionnement de ces économats : interdiction rigoureuse d'obliger le personnel à se servir à l'économat, défense pour les Compagnies de réaliser des bénéfices, obligation d'instituer une commission qui aura pour but de contrôler la gestion de l'économat et qui devra comprendre au moins un tiers d'ouvriers, d'employés et de retraités de la Compagnie. Enfin, conformément à l'amendement présenté à la Chambre par notre honorable collègue M. Millerand, un referendum devra avoir lieu tous les cinq ans, qui permettra aux ouvriers et employés de dire s'ils sont favorables au maintien de l'économat.

Les trois premières conditions se justifient d'elles-mêmes : il s'agit d'empêcher les économats des chemins de fer d'aboutir aux fâcheux résultats que nous avons constatés dans les autres économats industriels.

Quant au referendum, l'honorable M. Millerand en exposait comme suit le caractère et les avantages :

Le but de mon amendement, disait-il, n'est autre que de permettre aux intéressés de faire connaître eux-mêmes leur opinion. Mais je ne dissimulerai pas que l'amendement que je propose s'inspire d'autres préoccupations plus larges, je pourrais dire si je ne craignais d'être présomptueux, plus élevées que celles qui se rattachent au projet spécial que vous discutez en ce moment.

Il me paraît, en effet, que, dans la discussion de toutes les lois sociales, il y a deux préoccupations qui doivent hanter nos esprits : la première, c'est de fournir autant que possible à l'activité de la classe ouvrière des objets précis et concrets, c'est de lui permettre de s'occuper des réalités, de gérer elle-même ses propres affaires, et, pour le lui permettre, c'est de l'organiser. A la première de ces préoccupations répond un projet dont il est d'autant plus permis de parler qu'il est toujours en suspens, celui que l'auteur de la loi des syndicats, Waldeck-Rousseau, avait déposé en 1899.

Il n'était pas effrayé des critiques qu'on adressait à la loi de 1884. Il ne reculait pas devant les conséquences de son œuvre. Il croyait, au contraire, que le seul moyen d'atténuer les inconvénients que quelques-uns signalaient, c'était de leur permettre, par des facilités plus grandes, par une capacité plus étendue, d'avoir dans le champ de leur activité des sujets à la fois plus variés et plus réels que ceux qui aujourd'hui leur sont offerts, et la proposition de loi qu'il déposait en 1899, reprise dans la législature dernière et qui est reproduite devant vous, visait précisément à l'extension de la capacité des syndicats.

Pour atteindre le second but, qui est l'organisation de la classe ouvrière, me sera-t-il permis de rappeler une proposition de loi, pendante devant la Chambre, qui, à mon avis, domine la question particulière que nous examinons en ce moment, comme elle en domine beaucoup d'autres : c'est la proposition qui prévoit et organise, dans chaque établissement contenant un certain nombre d'ouvriers, l'organisation de ces ouvriers, l'élection par eux de délégués chargés d'être entre le personnel ouvrier et la direction de l'usine des intermédiaires directs et pacifiques. Eh bien ! c'est de cette même idée que je m'inspire en vous demandant de permettre aux ouvriers et employés des chemins de fer de faire entendre leur avis.

Il est bien entendu que ce referendum sera renouvelé tous les cinq ans. Nous lisons, en effet, dans le compte rendu des débats auxquels l'amendement a donné lieu :

M. René VIVIANI, *Ministre du Travail*. — Le Gouvernement accepte l'amendement proposé par l'honorable M. Millerand. Mais j'ai l'honneur de demander à notre collègue un éclaircissement. Il me paraît, bien entendu, que le referendum se renouvellera à l'expiration de chaque période de cinq ans.

M. MILLERAND, *Président de la Commission*. — C'est entendu.

Le texte que le Sénat a adopté et que nous adoptons à notre tour ne laisse d'ailleurs place à aucune équivoque sur ce point de détail : « Ce referendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans. »

A l'exception ainsi faite par l'article 3 en faveur des éconômats des chemins de fer, le Sénat en a ajouté une autre qui constitue le troisième paragraphe dudit article et qu'à la tribune du Sénat, M. Pouille, rapporteur, justifiait dans les termes suivants :

Elle concerne les éconômats annexés à des entreprises industrielles dépendant de sociétés où les ouvriers sont propriétaires de la majorité du capital. Il nous a paru, en effet, que dans ces éconômats, les inconvénients qu'on peut redouter lorsqu'il s'agit d'éconômats possédés par un patron ne peuvent pas se produire. On ne comprendrait pas que les ouvriers qui sont propriétaires de la totalité ou de la majorité du capital social eussent l'idée de chercher à faire un bénéfice sur eux-mêmes.

Ces inconvénients n'étant pas à craindre, la Commission, qui avait le désir de faire l'œuvre large, libérale, dont j'ai parlé, a pensé qu'il était juste, qu'il était nécessaire même d'introduire à l'article 3, à côté de l'exception prévue pour les éconômats des Compagnies de chemins

le fer, une autre exception pour les économats de ce genre. (Séance du Sénat du 24 février 1910.)

ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 50 à 2,000 francs, qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

L'article 463 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi; il en sera de même de la loi du 26 mars 1891.

Cet article se justifie de lui-même; il détermine les sanctions.

Le texte du Sénat ne diffère de celui de la Chambre qu'en ce qu'il applique aux infractions prévues par la loi, en même temps que l'article 463 du Code pénal, la loi du 26 mars 1891.

En conséquence, la Commission du travail demande à la Chambre d'adopter la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vende, directement ou indirectement, à ses ouvriers et employés, ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit; 2° d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

ART. 2. — Tout économat sera supprimé dans un délai de deux ans, à dater de la promulgation de la loi.

ART. 3. — Les économats des réseaux de chemins de fer, qui sont placés sous le contrôle de l'État, ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la triple réserve : 1° que le personnel ne soit pas obligé de se fournir à l'économat; 2° que la vente des denrées et marchandises ne rapportent à l'employeur aucun bénéfice; 3° que l'économat soit géré sous le contrôle d'une commission composée, pour un tiers au moins, de délégués élus par les ouvriers et employés du réseau.

Toutefois, le Ministre des Travaux publics fera, cinq ans après la promulgation de la loi, procéder, dans les formes fixées par arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque réseau. Ce referendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

Les mêmes règles s'appliqueront aux économats annexés aux établissements industriels dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient, en majorité, aux ouvriers et employés, retraités ou non, de l'entreprise, et dont les assemblées générales seront statutairement composées, en majorité, des mêmes éléments.

ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à deux mille francs (2,000 fr.), qui pourra être portée à cinq mille francs (5,000 fr.) en cas de récidive.

L'article 463 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi; il en sera de même de la loi du 26 mars 1891.

SÉANCE DU 22 MARS 1910.

Le texte ci-dessus, présenté par la Commission et conforme au texte adopté par le Sénat, est adopté par la Chambre sans discussion.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES
DE LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1923
RELATIVE
**AU REPOS HEBDOMADAIRE
ET DES JOURS FÉRIÉS**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROJET DE LOI

modifiant le Livre II, chapitre IV, du Code du Travail et de la Prévoyance sociale (**Repos hebdomadaire et des jours fériés**),
présenté au nom de M. Raymond POINCARÉ, Président de la République française, par M. P. COLLIARD, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

(Annexe au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1919) [1].

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, dont les dispositions ont été insérées dans les articles 30 à 50 du livre II du Code du travail, a donné lieu, dès le début, à de nombreuses critiques.

De celles-ci, beaucoup se sont atténuées au fur et à mesure que les prescriptions nouvelles sont entrées dans les mœurs. Aujourd'hui, le principe du repos hebdomadaire n'est plus guère contesté. Les propositions de modifications dont la loi est encore l'objet, visent surtout à rendre plus efficace son application et surtout son contrôle.

Les difficultés que rencontre le contrôle du repos hebdomadaire, notamment de la dérogation du « roulement », sont incontestables.

Il ne saurait être question de supprimer ce mode de repos. Pour certaines caté-

(1) Doc. parl., n° 5556, 11^e législature.

gories d'établissements, le repos donné autrement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal des entreprises. Mais, même parmi les catégories que la loi a admises à donner le repos hebdomadaire par roulement, il en est pour lesquelles ce repos est si peu nécessaire que, dans nombre d'endroits, elles y ont renoncé à la suite d'ententes entre patrons et ouvriers de la profession. Toutefois, ces ententes sont très difficiles à établir. Il suffit de l'opposition d'une minorité, si faible fût-elle, pour mettre en échec la volonté de l'immense majorité des intéressés.

D'autre part, même pour le repos collectif, le contrôle est difficile lorsque les établissements restent ouverts au public le jour de repos. C'est ainsi que la jurisprudence de la Cour de cassation admet que le personnel habituel d'un établissement puisse être remplacé le jour de repos par des extras. De là des difficultés, des conflits non seulement entre patrons et ouvriers, mais aussi entre patrons.

L'Administration a été amenée, en conséquence, à étudier une modification du Code du travail, qui permettrait d'obvier à ces difficultés et d'éviter ces conflits.

Tel est l'objet du projet de loi que nous vous présentons aujourd'hui, objet réalisé par l'adjonction d'un article unique au chapitre IV du livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale.

Cet article dispose essentiellement que la fermeture des établissements pendant la durée du repos pourra être ordonnée par arrêté préfectoral, après accord intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée.

Cette procédure d'un accord intersyndical servant de préface à une mesure administrative ou réglementaire n'est pas nouvelle. Elle avait déjà été envisagée par la Commission sénatoriale chargée d'examiner, en 1905, la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, et tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers. Le président de cette Commission, M. Labiche, lui avait soumis la proposition suivante :

Afin d'assurer autant que possible aux employés et ouvriers du commerce et de l'industrie une part du repos hebdomadaire, le maire, et à Paris le préfet, d'accord avec le Conseil municipal et après l'avis des Chambres syndicales patronales et ouvrières, pourra prendre des arrêtés pour prescrire la cessation du travail pendant tout ou partie d'un jour par semaine.

Ces arrêtés devront être pris lorsque les deux tiers des chefs des établissements intéressés auront fait la demande de la réglementation hebdomadaire des heures de repos.

Ces arrêtés seront soumis à l'approbation des préfets.

La Commission repoussa cette proposition. Ce projet était surtout motivé par le souci de garder aux prescriptions légales un caractère général et uniforme pour tout le territoire. Mais la Commission ne critique ni le principe de la fermeture, ni celui de la consultation des Chambres syndicales patronales et ouvrières.

En ce qui touche cette consultation, la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire en a consacré elle-même le principe, puisqu'elle exige que le préfet prenne l'avis des syndicats patronaux et ouvriers de la profession avant de statuer sur une demande de dérogation. D'ailleurs, cette procédure d'un accord intersyndical a été, depuis, admise par la loi du 11 juin 1917, tendant à organiser pour les femmes le repos de l'après-midi dans les industries du vêtement. Elle a donné de bons résultats pour l'application de cette loi et il y a tout lieu de penser qu'elle aurait des effets analogues en matière de repos hebdomadaire.

Quant à la fermeture des établissements pendant la durée du repos hebdomadaire, elle ne constitue pas davantage une innovation dans notre législation. La loi du 4 avril 1914 concernant le repos hebdomadaire aux Halles centrales de Paris a introduit dans le Code du travail des dispositions prescrivant la fermeture des éta-

blissements pendant la durée du repos. Ces dispositions ont d'ailleurs été adoptées à la demande des groupements patronaux et ouvriers de la profession. Elles constituent donc, en quelque sorte, une application anticipée du projet ci-après que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

PROJET DE LOI.

Le Président de la République française

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

ARTICLE UNIQUE.

Est codifiée, dans la teneur ci-après, et formera l'article 43 a du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, la disposition suivante :

ART. 43 a. — Lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos.

Fait à Paris, le 14 janvier 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

COLLIARD.

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi modifiant le Livre II, chapitre IV, du Code du Travail et de la Prévoyance sociale (Repos hebdomadaire et des jours fériés), par M. Justin GODART, député.

(Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 5 mars 1919) [1].

MESSIEURS,

Le Gouvernement propose d'inscrire au livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale un article nouveau, ainsi conçu :

Lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une pro-

(1) Doc. parl., n° 5788, 11^e législature.

fession et d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos.

Ce texte est important parce qu'il permet de réaliser un grand progrès, la fermeture des établissements, seul procédé pratique d'application et de contrôle du repos hebdomadaire, et parce qu'il donne une sanction à des accords syndicaux pour l'amélioration des conditions du travail.

Il n'y a, dans ces mesures, aucune innovation telle que de longs commentaires soient nécessaires

L'initiative des syndicats intéressés entraînera, de la part du préfet, une ordonnance de fermeture pendant la durée du repos hebdomadaire. La loi, qui est maintenant entrée dans les mœurs, s'adaptera ainsi plus étroitement et va entrer dans la phase où, par la volonté des intéressés aidant, elle donnera son entier effet.

La procédure des accords syndicaux a fait ses preuves : elle est établie, tant par la loi du 13 juillet 1916 que par celle du 11 juin 1917, et il est désirable qu'elle se développe, mettant en présence les représentants d'une profession pour décider librement du meilleur parti à tirer d'une réforme.

La Commission du travail, à l'unanimité, demande à la Chambre de voter le projet du Gouvernement.

PROJET DE LOI.

ARTICLE UNIQUE. — Est codifiée dans la teneur ci-après, et formera l'article 53 a du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, la disposition suivante :

ART. 43 a. — Lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos.

SÉANCE DU 19 MARS 1919.

Adoption sans débat.

SÉNAT.

RAPPORT

fait au nom de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le Livre II, chapitre IV, du Code

du Travail et de la Prévoyance sociale (repos hebdomadaire et des jours fériés) par M. ROUSTAN, sénateur.

(Annexe au procès-verbal de la séance du 4 décembre 1923.) [1].

Historique de la question. — La loi sur le repos hebdomadaire; — les critiques; — les remaniements.

MESSIEURS,

La loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, dont les prescriptions sont inscrites au livre II du Code du Travail, chapitre IV, articles 30 à 50, avait été très vivement réclamée par l'opinion publique. C'est pourtant une de celles qui, au début de leur application, ont soulevé les critiques les plus nombreuses et les plus vives : protestations du commerce de détail, dérangé dans ses habitudes traditionnelles, et affaibli dans sa lutte contre les grands magasins à la suite de l'interdiction d'ouvrir le dimanche; récriminations des employés, préférant le repos du dimanche, opposés au roulement, si ce n'est dans certains cas tout à fait exceptionnels et très exactement délimités.

Aussi, moins d'une année après son entrée en vigueur, un grand nombre de propositions de loi étaient-elles déposées pour amender le texte de 1906. Le 31 mai 1907, le Ministère du Travail déposait à son tour, sur le bureau de la Chambre, un projet tendant à apporter quelques modifications au texte de la loi, à lui donner plus de souplesse et aussi à restreindre la part de l'arbitraire administratif dans l'octroi des dispenses.

Ce projet ne put pas venir en discussion avant la guerre. Mais, utilisant les résultats de l'enquête ouverte en 1908 par la Commission du travail auprès des organisations patronales et ouvrières, le Gouvernement déposa, le 16 janvier 1919, un nouveau projet qui fut adopté par la Chambre, le 18 mars de la même année.

C'est ce texte qui est soumis aujourd'hui à vos délibérations.

L'an dernier, la Haute Assemblée a bien voulu voter, à la suite de mon rapport, un texte modifiant l'article 36 du livre II du Code travail. Ainsi, sont introduites peu à peu dans la loi, les retouches que l'expérience a montrées nécessaires.

Et surtout, au fur et à mesure qu'elle est entrée dans les mœurs, la loi sur le repos hebdomadaire a triomphé des dernières préventions et des suprêmes résistances : on peut affirmer qu'elle est une de celles auxquelles la nation entière est le plus profondément attachée.

Les commerçants et les employés sont d'accord pour réclamer une nouvelle mesure. — Le 7 septembre 1923, le président de la Fédération des commerçants détaillants de Nancy, et le président de l'Association générale des employés, auxquels s'étaient jointes des délégations de patrons et d'employés, s'étaient réunis à l'effet de convenir des modalités d'application du décret du 15 août 1923, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 août 1919 sur la journée de huit heures, dans les commerces de détail des marchandises autres que les denrées alimentaires, et dans les villes comptant plus de 100.000 habitants.

(1) Doc. parl., n° 779.

A l'issue de la réunion, tous les membres présents adressaient au Ministre du Travail un vœu lui demandant « de favoriser et de hâter le vote du projet de loi voté par la Chambre des Députés, actuellement soumis à l'examen du Sénat, et tendant à la fermeture complète des magasins le dimanche. »

Que s'était-il donc passé à Nancy ? Les mêmes faits que dans d'autres villes où le repos est donné, collectivement, le dimanche, aux employés de commerce. Certaines maisons s'efforçaient d'échapper à la règle commune et y réussissaient au moyen de procédés bien connus : ici, on battait le rappel des parents plus ou moins éloignés, de façon à constituer un personnel familial assez important pour assurer le service; là, on avait recours à des « extras », c'est-à-dire à des auxiliaires occasionnels. Et, sans doute, la Cour de cassation a décidé qu'il y avait violation de la loi, lorsque le patron occupait dans son établissement, « d'une manière habituelle », les mêmes employés et ouvriers, alors même que ceux-ci n'y étaient appelés à aucun travail durant les jours ouvrables; ils devenaient par là, en effet, membres du personnel régulier, et la loi accorde le repos du dimanche à tout le personnel sans distinction, sauf dans le cas du roulement autorisé. N'importe. Il suffit, pour tourner la difficulté, de ne pas employer les mêmes extras tous les dimanches, et le problème est résolu (1).

De plus, on faisait paraître dans les journaux des annonces ainsi rédigées : « La Maison X... restera ouverte le dimanche », ce qui éveillait les susceptibilités des maisons concurrentes.

Ces pratiques, dénoncées par les inspecteurs du travail, se retrouvaient à Nancy comme ailleurs. Voilà pourquoi commerçants et employés, au nom de leurs organisations syndicales ou de leurs groupements corporatifs, réclamaient le vote rapide du texte qui devait y mettre fin.

Objection : pourquoi ne pas attendre les accords particuliers ? — Difficultés. — Protestations des groupements corporatifs. — Mais, objecteront les partisans du : laissez-faire, laissez-passer, les organisations patronales et ouvrières ont, sans attendre la loi, mis souvent les patrons d'accord pour fermer le jour de repos collectif. Ils ont réussi à s'entendre.

Par exemple, à Paris, tous les coiffeurs sont fermés, soit le dimanche, soit le lundi; dans de nombreuses localités, les pharmaciens sont fermés le dimanche, l'un d'entre eux assurant par quartier et par roulement le service urgent de la clientèle (2).

Il n'y aurait donc qu'à laisser se propager cette habitude, petit à petit, sans introduire de textes nouveaux dans le Code du travail, les mœurs introduiraient cette mesure souhaitable.

La réponse a été fournie par les syndicats ouvriers et patronaux, par les chambres de commerce, par les groupements corporatifs auxquels s'est adressée l'enquête constituée par le Ministère du Travail en 1920. Les résultats de cette consultation ne laissent aucun doute sur les sentiments de la grande majorité. Tous, ou presque

(1) A cette thèse de la Cour de cassation, s'opposent les partisans de l'application intégrale de la loi, qui voient dans le recrutement des extras un stratagème pour la violer.

(2) Voici un cas où l'intérêt des « usagers », si souvent invoqué, prévaut, à lui seul, contre la fermeture obligatoire. Il est clair qu'alors cet intérêt sera toujours respecté, et cela pour deux raisons essentielles : la première, c'est que les pharmaciens eux-mêmes comprennent mieux que personne qu'il faut une pharmacie « de service », les jours de fermeture; la seconde, c'est que même si un groupement de pharmaciens régional d'accord avec les groupements de leurs employés, demandait, par impossible, la fermeture totale, le préfet qui peut, aux termes de la loi, ordonner, et, par suite, qui peut refuser la fermeture obligatoire, s'y opposerait au nom même des malades, c'est-à-dire des « usagers ».

tous ceux auxquels on a demandé leur opinion, ont bien marqué que ces accords étaient parfois bien difficiles à établir, qu'il suffisait de l'obstination d'un ou de deux intéressés pour que toute tentative d'accord échouât, les autres craignant que, si un ou deux magasins restaient ouverts, ils perdissent eux-mêmes une partie de leur clientèle.

Même quand les accords ont été établis, ils restent singulièrement précaires. A tout moment ils peuvent être dénoncés par la mauvaise volonté ou la mauvaise humeur, d'autant plus qu'il n'est pas commode de faire jouer à ce moment les sanctions civiles que les accords pouvaient seulement prévoir. Si la très grande majorité des organisations patronales ont demandé l'intervention des pouvoirs publics pour rendre légalement obligatoires les accords dont il s'agit, c'est que l'expérience leur a démontré surabondamment que cette intervention était indispensable.

Les quelques avis défavorables sont uniquement dictés par des raisons de principe ou une incompréhension fâcheuse du texte qui vous est soumis. La fermeture obligatoire qu'il prévoit est, en effet, tout simplement la fermeture au public, l'interdiction de la vente à la clientèle pendant le repos collectif et, de plus, elle est toujours subordonnée à la décision de la majorité des intéressés, ouvriers et patrons.

Depuis 1920, de nombreuses manifestations se sont produites en faveur du vote du projet de loi voté par la Chambre des Députés. Citons les démarches entreprises au Ministère du Travail par le Syndicat d'initiative du faubourg Saint-Antoine pour l'ameublement. Ce syndicat a très nettement déclaré que le projet de loi apporterait seul le moyen décisif de mettre un terme aux résistances de certains commerçants de l'ameublement qui, alors même que la dérogation du roulement dans cette profession avait été abolie par le préfet de police, conformément aux vœux de la presque unanimité des intéressés, continueraient en réalité à pratiquer ce régime de repos.

Les deux parties du texte du projet : l'accord intersyndical, la fermeture. — Ce texte, en effet, est ainsi conçu :

Lorsqu'un accord sera intervenu, entre syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée, sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos.

Texte important, remarque le très distingué rapporteur du projet devant la Chambre, M. Justin Godart, puisque :

1° Il donne une sanction à des accords syndicaux pour l'amélioration des conditions du travail ;

2° Il permet de réaliser la fermeture, seul procédé pratique d'application et de contrôle du repos hebdomadaire.

L'accord intersyndical. — Cette procédure d'un accord intersyndical servant de préface à une mesure administrative ou réglementaire n'est pas une innovation. Dans l'exposé des motifs du projet, présenté au nom de M. Poincaré, Président de la République, et de M. Colliard, Ministre du Travail, il est rappelé que cette procédure avait été envisagée par la Commission sénatoriale chargée, en 1905, d'examiner la proposition de loi, tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers. Le président de cette Commission, M. Labiche, lui avait soumis la proposition suivante :

Afin d'assurer autant que possible aux ouvriers et employés du commerce et de l'industrie une part du repos hebdomadaire, le maire, et, à Paris, le Préfet d'accord avec le Conseil

municipal et après l'avis des chambres syndicales patronales et ouvrières, pourra prendre des arrêtés pour prescrire la cessation du travail pendant tout ou partie d'un jour par semaine.

Ces arrêtés devront être pris lorsque les deux tiers des chefs des établissements intéressés auront fait la demande de la réglementation hebdomadaire des heures de repos.

Ces arrêtés seront soumis à l'approbation des préfets.

La Commission, sans doute, repoussa la proposition : c'est qu'elle était guidée par le souci de conserver aux prescriptions légales un caractère général et uniforme pour tout le territoire. Mais sur le principe de la consultation des chambres syndicales, patronales et ouvrières, la Commission ne formulait aucune critique, pas plus d'ailleurs que sur celui de la fermeture.

Le premier principe allait être consacré par la loi du 13 juillet 1906. L'article 35 du Code du travail prescrit que, lorsqu'un établissement quelconque veut bénéficier de l'une des exceptions prévues à l'article 34, il est tenu d'adresser une demande au préfet; celui-ci doit demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la chambre de commerce de la région, et « des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune ». Consultation obligatoire : l'arrêté préfectoral est nul sans cette formalité. Malgré les termes de la circulaire ministérielle du 9 août 1906, le préfet ne peut pas accorder des autorisations provisoires en attendant la fin de l'instruction des demandes en dérogation. Le Conseil d'État en a ainsi décidé, et aussi que les mêmes avis étaient indispensables avant le retrait de l'autorisation préfectorale, à peine de nullité.

Depuis, la procédure des accords syndicaux a fait ses preuves; elle était inscrite dans la loi du 11 juin 1917 tendant à organiser pour les femmes le repos de l'après-midi du samedi dans les industries du vêtement; elle est restée inscrite dans la loi plus générale du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures : l'article 7 indique que les règlements d'administration publique relatifs à l'application de la loi, doivent, dans tous les cas, être précédés de la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, et « se référer, dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières nationales ou régionales intéressées ». Pourquoi notre législation du travail a laissé une place importante à cette procédure, pourquoi nous devons souhaiter que cette place soit de plus en plus considérable, votre rapporteur croit inutile de le rappeler à une assemblée, convaincue de la nécessité de mettre en présence le plus souvent possible les délégués des employeurs et les représentants des employés.

La fermeture obligatoire. — Quant à la fermeture, il est clair qu'elle est le seul procédé pratique d'application et de contrôle du repos hebdomadaire. Le législateur l'a compris sagement lorsqu'a été promulguée la loi du 4 août 1914 sur le repos hebdomadaire aux Halles centrales de Paris (Code du travail, art. 51 — 51 h.).

L'article 51 b ayant prescrit que le jour de la fermeture serait le même pour tous les établissements faisant les mêmes commerces et s'adressant à la même clientèle, et l'article 51 c ayant étendu l'obligation de la fermeture aux resserres ou annexes des établissements visés, que ces resserres ou annexes soient situées ou non dans le périmètre des Halles centrales, l'article 51 d interdit de procéder à aucune vente dans les établissements visés, pendant les heures de fermeture; d'y occuper aucun employé (exception faite pour une partie du personnel bien définie et dont la présence est indispensable soit dans les établissements, soit dans les annexes, pour garder les locaux, recevoir ou décharger les marchandises en gare, etc...). Ces dispositions, remarquons-le, ont été introduites dans la loi à la demande des groupements ouvriers et patronaux. Dans le texte qui vous est soumis, c'est encore l'initiative des syndicats patronaux et ouvriers qui invitera le préfet à ordonner la

fermeture au public, des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée du repos.

Une manifestation en faveur de la loi. — Signalons, à ce sujet, une des manifestations les plus significatives en faveur de la fermeture obligatoire. Le 11 janvier 1923, l'Union générale des maîtres coiffeurs de Marseille a adopté un rapport dans ce sens. Ce rapport a reçu l'approbation tant de l'Union fédérale des syndicats patronaux des coiffeurs de France et des colonies que de la Confédération générale de l'artisanat français. L'ordre du jour qui accompagne ce rapport est ainsi conçu :

L'Union générale des maîtres coiffeurs et parties similaires de Marseille et de la région, réunie en assemblée générale, le 11 janvier 1923, à la Brasserie du Chapitre, après avoir entendu la lecture du rapport présenté par son conseil d'administration, concernant la fermeture obligatoire des salons de coiffure les jours de repos hebdomadaire et aux heures de repos collectif, et après mûre délibération, adopte dans son intégralité son contenu et toutes les raisons qui l'ont motivé et dit :

1° Qu'en vertu du droit des majorités corporatives, une loi devrait intervenir en faveur de la fermeture obligatoire le jour du repos hebdomadaire, lorsqu'il est collectif, par laquelle il serait possible, à la suite d'un referendum ou d'un vote légalement acquis, de décréter l'obligation de cette fermeture, lorsque les deux tiers d'une corporation dans une ville quelconque le demanderont ;

2° En outre, en vue de tout contrôle nécessaire pour l'application loyale de la loi de huit heures ou de ses décrets, et pour la libération générale de l'artisan, qu'il soit possible, dans les mêmes conditions exposées ci-dessus, à une corporation d'obtenir la fermeture obligatoire d'un commerce ou d'une industrie, en dehors des heures de présence des ouvriers ou employés lorsque, dans cette corporation, les heures du travail du personnel sont collectives ;

3° Et enfin, l'assemblée estime, dans le but d'éviter toute équivoque et toute cause d'animosité professionnelle, qu'il faudrait que les coopératives, associations ouvrières ou patronales et ateliers dits de famille, soient compris dans ces modes d'obligation.

La fermeture obligatoire en Alsace et Lorraine. — Au surplus, une dernière considération d'une certaine valeur, doit retenir l'attention : celle de la législation en vigueur en Alsace et en Lorraine touchant le repos hebdomadaire.

Aux termes de l'article 155 b de la loi du 25 juillet 1900, dans les exploitations commerciales, le travail du personnel, commis, apprentis, ouvriers, ne peut, les dimanches et jours fériés, durer plus de cinq heures. Ces heures sont fixées par les conseils municipaux, ou à défaut par l'autorité de police. L'interdiction peut être même complète. D'autre part, l'article 41 a ordonne la fermeture des magasins de vente les dimanches et jours fériés, en dehors des heures où le travail du personnel est autorisé.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'intérêt qui s'attache à ce que les départements recouvrés jouissent le plus tôt possible d'une législation en harmonie avec celle des autres départements français. Sur ce point particulier de la réglementation du repos hebdomadaire dans les professions commerciales, il ne paraît pas douteux que le vote du projet de loi adopté par la Chambre faciliterait l'assimilation législative.

Conclusion. — En définitive, il n'y a aucune innovation, à proprement parler, dans le projet de loi sur lequel vous êtes appelés à délibérer.

Votre Commission du commerce lui a donné une adhésion pleine et entière. Elle estime que la Haute Assemblée ne saurait refuser son approbation à un texte réclamé par les intéressés eux-mêmes, patrons et employés. Il apportera à la loi sur le repos hebdomadaire une retouche utile et heureuse. Déjà, en 1913, la Commission supérieure du travail déclarait :

Malgré les critiques qui ne lui ont pas été ménagées, la loi sur le repos hebdomadaire,

grâce à la législation régulatrice du Conseil d'État, grâce aussi à un certain nombre de tempéraments apportés à son application, entre progressivement dans les mœurs. Lorsque ces tempéraments nécessaires auront été inscrits dans la législation, nous voulons espérer que la loi nouvelle, déjà acceptée dans le monde industriel, trouvera, auprès des commerçants dont elle assure également le repos, le même accueil favorable que celui qu'elle a rencontré auprès des travailleurs.

Travailleurs et commerçants réclament le vote du texte qui est proposé à la Haute Assemblée, et dont nous vous demandons de voter l'article unique ainsi rédigé :

PROJET DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Est codifiée dans la teneur ci-après et formera l'article 43 a du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, la disposition suivante :

Art. 43 a. — Lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1923.

Adoption sans débat.
